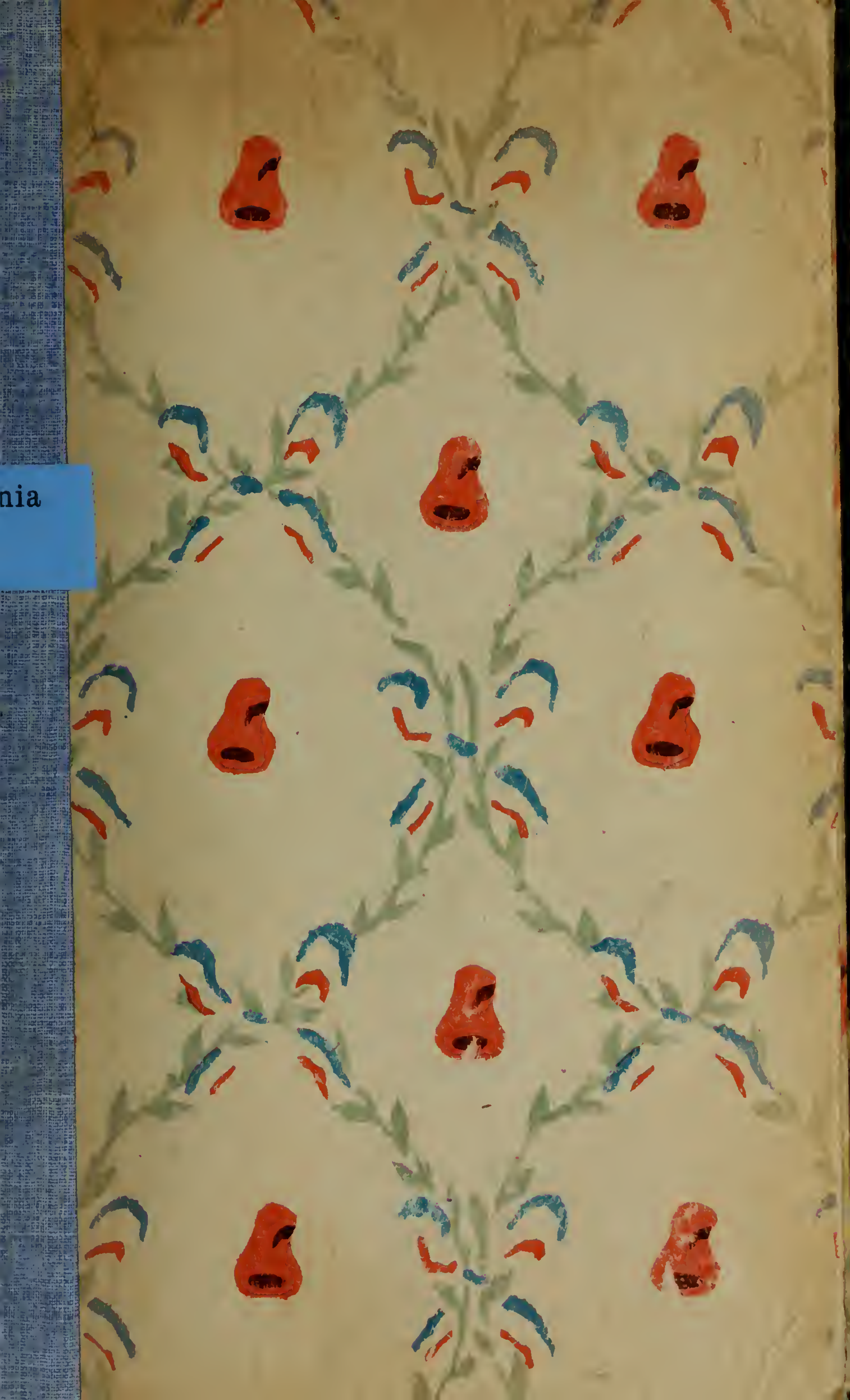


nia





HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NAPOLÉON,

PAR A. HUGO.

ORNÉE DE 31 VIGNETTES DESSINÉES PAR CHARLET,

GRAVÉES PAR BROWN.

Tout pour le peuple français.

Napoléon à son fils.



PARIS,

AU BUREAU CENTRAL DU MAGASIN UNIVERSEL,

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, 20.

1836 - 1837

PARIS.—IMPRIMERIE DE CHASSAIGNON, RUE GIT-LE-COEUR. 7.
Tiré à la Presse Mécanique par Aristide.

HISTOIRE

DE

L'EMPEREUR NAPOLÉON.



Napoleon à Brienne.

ENFANCE DE NAPOLÉON.

Les noms les plus illustres des temps anciens et des temps modernes pâlissent devant celui de Napoléon. Aucun des grands hommes qui, jusqu'à présent, ont été le sujet de toutes les comparaisons, peut-il être mis en parallèle avec l'homme du XIXe siècle? Alexandre, Annibal, César, Mahomet, Charlemagne, Henri IV et Cromwel, que sont-ils auprès du général de l'armée d'Italie, du conquérant de l'Égypte, du fondateur de l'Empire français, du vainqueur de l'Europe civilisée? Napoléon, supérieur à chacun d'eux par la qualité même qui a fait leur gloire, l'emporte encore par

la réunion en sa personne des autres grandes qualités qui leur ont manqué. Il pourrait soutenir la comparaison avec ces rois fameux, ces illustres capitaines, ces sages législateurs, tous réunis; à lui seul il les éclipse tous.

Les victoires de Bonaparte ont sauvé la République expirante sous la coalition européenne; le gouvernement de Napoléon a tiré la France des fanges sanglantes de l'anarchie. C'est au créateur de l'Empire que nous devons, nous, hommes nés depuis la révolution, nos lois, nos monuments et notre gloire. C'est par lui qu'a pénétré dans nos esprits ce vaste désir d'une amélioration progressive, but véritable et continu de son gouvernement, et qui sera désormais celui de toute société.

On a reproché à l'Empereur son ambition démesurée, son despotisme et son goût pour la guerre.

Son ambition (qui ne le sait maintenant?) a toujours été de rendre la France plus grande et plus puissante, d'en faire la première nation de l'univers. Placé par les circonstances à la tête des hommes de l'avenir, combattant les défenseurs du passé, il voulait assurer le triomphe de la cause qu'il avait embrassée, cause de la civilisation contre la barbarie, cause qui, il faut le reconnaître, était celle du peuple français. « Je veux, a-t-il dit lui-même, que le titre » de Français soit le plus beau, le plus désirable et le plus » respecté sur la terre. » Hélas! nous ne nous parons plus que des lambeaux et des restes de la gloire qu'il nous a laissée!

Son despotisme fut une dictature née de la guerre et qui aurait cessé avec la guerre. Quel homme, ami de son pays, songe aujourd'hui, en France, à lui reprocher d'avoir usé, comme il l'a fait, du pouvoir sans bornes dont son génie et le besoin des temps l'avaient investi? Le président actuel de la Chambre des députés, M. Dupin aîné, qu'on ne peut certes accuser de ne pas être partisan d'une sage liberté, disait, il y a peu de jours : « J'ai détesté Napoléon à l'époque de sa » toute-puissance. Je le jugeais d'en bas. Aujourd'hui que » je connais mieux les hommes et les choses des gouvernements, j'admire l'Empereur, pour les actes mêmes qui » avaient excité ma haine et mon indignation. »

Quant à l'amour de Napoléon pour la guerre, on oublie que le conquérant de l'Italie, après avoir détruit six armées autrichiennes, après avoir vaincu Wurmser et le prince Charles, a demandé lui-même, le premier, à l'Autriche abattue la cessation des hostilités. C'est à lui, c'est à sa volonté pacifique que la France a dû le traité de Campo-Formio. On veut oublier aussi que, vainqueur à Iéna et à Friedland, il a lui-même offert la paix honorable à la Russie humiliée. C'est d'ailleurs une chose reconnue, qu'il n'a jamais été le provocateur dans les guerres qui ont ensanglanté l'Europe. Laissons parler à ce sujet un frère de l'Empereur, celui qu'il a le plus aimé, celui qui, par son dévouement et son caractère, était le plus digne de recueillir son héritage. Joseph Napoléon s'exprime ainsi dans une lettre que nous avons sous les yeux : « L'Angleterre seule et Pitt ont » voulu perpétuellement la guerre. L'événement de la res- » tauration a prouvé que, comme chef des intérêts de l'oli- » garchie et de l'absolutisme des maisons régnantes de l'Eu- » rope, Pitt avait raison.—Tous les documents que j'ai entre » les mains prouvent que Napoléon a toujours voulu la paix. » — La paix était dans l'intérêt de la civilisation et de la » nouvelle Europe, mais une paix solide et glorieuse, mari- » time et continentale. — Pour se défendre, Napoléon dut » attaquer quelquefois. »

Tout a été dit sur le grand homme, comme général, comme fondateur, législateur et administrateur d'un puissant empire. Son éloge est aujourd'hui dans toutes les bouches. C'est le héros des opinions les plus opposées. Une justice si complète est enfin rendue à son caractère, à son génie et à ses actes, que nous avons cru pouvoir supprimer, en tête de cette histoire, le titre de *Grand*, qui lui a été décerné jadis par la reconnaissance et l'admiration des peuples.

Est-il besoin d'aucune épithète au nom glorieux de Napoléon ?

L'empereur Napoléon était d'une taille moyenne (5 pieds 2 pouces), mais bien prise. Il avait les mains et les pieds d'une finesse extrême; la jambe bien faite et charnue, les

cuisses rondes, le buste bien posé, le cou un peu court, et une de ces vastes poitrines où un grand cœur peut battre à l'aise. Toute sa démarche était noble et imposante.

Sa tête, quoique un peu grosse, était d'une beauté antique. L'ovale de son visage offrait une régularité parfaite. Il avait le front haut, vaste et découvert; les cheveux châtains et lisses; les yeux bleus, le nez aquilin, les joues pleines, la bouche petite, les dents fort belles, le teint pâle. L'ensemble de ses traits était généralement calme et grave; mais quand l'Empereur était animé par une volonté bienveillante, la sévérité naturelle de sa physionomie faisait place à la plus gracieuse expression : son sourire avait alors un attrait irrésistible.

Physiquement, Napoléon Bonaparte, étant général, ne paraissait guère remarquable que par la maigreur de son corps, par la pâleur de son visage (que rendait plus pâle encore l'expression vive de ses regards, perçants comme ceux de l'aigle) et par ses longs cheveux, qui, taillés carrément, tombaient sur les deux côtés de sa tête, et cachaient entièrement ses oreilles. Lorsqu'il devint consul, son extrême maigreur, bien qu'il fût encore très-mince, avait déjà disparu. Ses longs cheveux étaient coupés, et le grand caractère de sa figure, débarrassée de cet ornement de mode et de mauvais goût, commençait à se faire distinguer. Ce n'est que vers le milieu de son règne, comme empereur, que la beauté naturelle de son visage acquit toute sa perfection, ainsi qu'on peut le voir en comparant les monnaies du Consulat avec celles de l'Empire. Son teint s'était éclairci; ses cheveux courts laissaient à nu son front élevé, siége et emblème du génie; son corps avait pris de l'embonpoint.

Cet embonpoint augmenta par la suite à Sainte-Hélène; accroissement que le défaut d'exercice, le manque de liberté, expliquent suffisamment sans doute. Cependant la conscience des intentions pures et le calme des souvenirs ont pu aussi y contribuer.

Le tempérament de Napoléon était extraordinaire comme son génie. Il avait un corps de fer, capable de supporter les plus grandes fatigues; il n'était sujet à aucune maladie; il dormait peu, et avait la précieuse faculté d'interrompre et

de reprendre à volonté son sommeil. Quand il voulait dormir, tous les lieux lui étaient bons; l'alcôve impériale comme le coin d'un fossé, la planche du lit de camp ou la terre dure du bivouac.

Sa vie était frugale, son appétit modéré, ses goûts faciles à contenter. Il mangeait sobrement et vite, buvait peu de vin, peu de café; il ne prenait pas de tabac, comme on le croit communément, mais il aimait à en respirer constamment l'odeur.

Prodigue quand il s'agissait d'embellir la capitale, d'ouvrir des routes, de creuser des ports et des canaux, il réglait avec une stricte économie les dépenses particulières de sa maison, dont le luxe effaçait néanmoins celui des autres cours de l'Europe. Il voulait voir, dans son palais, ses généraux et ses officiers chamarrés et dorés; mais lui, modeste dans ses habillements, n'était ordinairement revêtu que d'un simple uniforme de colonel de sa garde, sans aucune broderie, et qu'il recouvrait dans les journées pluvieuses d'une redingote dont la couleur grise est bien connue. Il portait un chapeau militaire coupé d'une façon particulière, sans galons, sans torsades, sans panache, orné seulement de la cocarde tricolore attachée par une ganse de soie noire. Au commencement de son règne, on ne lui vit longtemps d'autres décorations que la plaque de la Légion-d'Honneur avec une simple croix d'argent, qu'il détachait souvent de sa boutonnière pour récompenser le mérite ou la bravoure; plus tard il ajouta la couronne de fer italienne.

L'Empereur était naturellement affable et poli avec tous; bon et facile envers le peuple et les soldats, plus sévère et plus réservé avec ses généraux et ses ministres. Il avait tantôt la parole haute et brève, tantôt la voix douce et caressante; sa conversation variée abondait en observations fines, en traits remarquables, en pensées profondes; c'était parfois comme une tempête avec des éclairs de génie, dont les lueurs illuminaient toutes les questions. — Béranger trouve qu'il est le plus grand poëte des temps modernes; ses proclamations prouvent qu'il en était l'homme le plus éloquent.

Napoléon avait une activité qui tenait du prodige. A l'armée, pendant le jour, il parcourait à cheval, et toujours au

galop, les lignes occupées par ses troupes, faisant ainsi souvent plus de vingt lieues sans paraître fatigué; la nuit, il dictait ses ordres, ses bulletins, ses proclamations, ses décrets: du fond de sa tente, il gouvernait l'Empire et dominait l'Europe. Lorsqu'une trêve ou une paix le ramenait à Paris, son séjour dans la capitale n'était pas un temps de repos et d'inaction. Il travaillait avec ses ministres, assistait aux séances du Conseil d'Etat, où s'élaboraient ces codes qui honorent son règne presque à l'égal de ses victoires; puis il se délassait de ses travaux de cabinet par des courses dans la ville, visitant, tantôt à pied, tantôt à cheval, toujours sans escorte et fréquemment sans suite, les monuments et les ateliers, se mêlant aux ouvriers, interrogeant le peuple pour connaître par lui-même et ses vœux et ses besoins : « Car, disait-il, le peuple c'est ma famille. » Aussi la reconnaissance populaire ne lui a-t-elle jamais manqué; et quand la fortune tourna contre lui, ce ne furent pas les hommes du peuple qui abandonnèrent lâchement sa cause. Ses soldats lui demeurèrent fidèles jusqu'à la fin, exemple qu'auraient dû mieux suivre les officiers comblés de ses faveurs, ses généraux et ses maréchaux.

La famille Bonaparte, inscrite sur le livre d'or à Bologne, patricienne à Florence, alliée aux plus grandes maisons de la Toscane, aux Médicis eux-mêmes, était autrefois une des familles illustres de l'Italie. Elle avait donné des souverains à Trévise. Plusieurs Bonaparte se sont distingués aux XVe et XVIe siècles, dans les sciences et les lettres. D'autres ont figuré avec éclat dans les guerres civiles de l'Italie. Le nom même de Napoléon, ce nom que l'Empereur a rendu si grand, n'était resté dans la famille qu'en souvenir d'un de ses membres, Napoléon des Ursins, qui s'était signalé par sa bravoure et par ses talents militaires. La chaire de jurisprudence à l'université de Pavie a été fondée par un Nicolas Bonaparte, célèbre jurisconsulte, dont le neveu, Jacques Bonaparte, a écrit la meilleure histoire que nous possédions du *Sac de Rome* par les soldats du connétable de Bourbon. Jacques avait été témoin de cet événement mémorable. Un autre Bo-

naparte est l'auteur d'une des plus anciennes comédies italiennes, *la Veuve*, où l'on trouve de la verve et des situations dramatiques. Le nom de Bonaparte brille aussi de quelque éclat dans les fastes de la diplomatie italienne. C'est un Bonaparte qui a signé le traité d'échange de Livourne contre Sarzane; enfin la mère du pape Paul V était aussi une Bonaparte.

Toute cette illustration nobiliaire n'ajoute rien à la gloire de Napoléon, mais il est du devoir de l'historien de ne point la passer sous silence. On sait, d'ailleurs, que l'Empereur n'y attachait aucune importance. Avant la campagne de Russie, à l'entrevue de Dresde avec l'empereur François, celui-ci ayant recueilli les actes constatant la souveraineté des Bonaparte à Trévise, paraissait vouloir l'en féliciter; Napoléon interrompit son beau-père en lui disant : « Je ne » mets aucun prix à ces vieux parchemins, ma noblesse ne » date que de Montenotte ou du 18 brumaire; j'aime mieux » être le fondateur que le descendant d'une race illustre; je » veux être le Rodolphe de Hapsbourg de ma famille. »

Les ancêtres de Napoléon avaient combattu comme Gibelins pour l'indépendance de leur pays. Ils furent proscrits par les Guelfes victorieux, et obligés, au commencement du XVe siècle, de venir chercher un refuge à Sarzane et de là en Corse. Ils fixèrent leur résidence à Ajaccio, mais ils conservèrent toujours leurs relations de parenté avec la branche principale de leur maison, qui était restée à San-Miniato, en Toscane. Ils devinrent bientôt, par des mariages, les alliés des premières familles de la Corse et de la noblesse génoise, telles que les Colona, les Bozzi, les Durazzo. Leurs propriétés en Corse étaient situées dans la Pieve de Talavo, non loin du bourg de Bocognano. Ils jouissaient d'une grande influence sur les populations voisines.

Charles Bonaparte, père de Napoléon, avait étudié à Rome et à Pise. C'était un homme distingué sous tous les rapports, doué d'un esprit vif et pénétrant, d'une éloquence chaleureuse et persuasive. Complétement dévoué à la cause de son

pays, il avait combattu avec courage dans la guerre contre les Génois, et s'était placé très-haut dans l'estime de ses compatriotes. Il avait mérité et obtenu l'amitié de Paoli. La mère de Napoléon, madame Lætitia Ramolino, non moins remarquable par sa beauté que par ses qualités toutes viriles, s'était, par son dévouement et son courage, montrée digne de son mari. Elle le suivait à la guerre et partageait ses fatigues et ses dangers. Ce fut pendant une de ces courses militaires qu'elle devint enceinte de celui qui devait être le plus grand capitaine de tous les siècles.

Madame Bonaparte vint à Ajaccio pour y faire ses couches. Sa position semblait avoir accru son énergie naturelle. Elle dédaignait de prendre aucune de ces précautions nécessaires, en pareille circonstance, à la plupart des femmes. En 1769, le 15 août, jour de l'Assomption, elle voulut, quoique très-avancée dans sa grossesse, assister à la fête qui devait être célébrée avec une grande pompe. Mais à peine entrée à l'église, elle se sentit prise par les douleurs de l'enantement, et fut forcée de se retirer en hâte dans sa maison. Elle n'eut pas le temps d'arriver jusqu'à sa chambre à coucher, et dans le premier salon, sur un vieux tapis à personnages homériques, elle mit au monde un enfant.

Cet enfant, qui surpassa tous les héros de l'*Iliade* et de l'*Odyssée*, c'était Napoléon.

Ses premières années ne présenterent rien d'extraordinaire. « Je n'étais alors, a-t-il dit lui-même, qu'un enfant « obstiné et curieux. » Son caractère, remarquable par sa turbulence et sa vivacité, avait quelque chose de cette pétulance inquiète, de cette humeur taquine et querelleuse qui faisait pleurer la mère de Duguesclin. Mais plus heureuse que la dame bretonne, madame Lætitia Bonaparte avait de l'empire sur son fils. Il reconnaissait son autorité. Elle savait s'en faire aimer et respecter.

Un vieil oncle, l'archidiacre d'Ajaccio, Lucien, qui a été le parrain d'un des frères de l'Empereur, avait aussi une grande influence sur le jeune Napoléon. C'était un homme plein de savoir et de sagesse, vénéré dans le pays, où il était

l'arbitre de toutes les discussions, le pacificateur de toutes les querelles. Ses soins et ses économies avaient conservé le patrimoine, et rétabli la fortune de Charles Bonaparte, que la guerre de l'indépendance et la malheureuse issue d'une entreprise de desséchement de salines avaient beaucoup dérangée. Le père de Napoléon s'était aussi vu frustré d'une riche succession par les intrigues des Jésuites, qui s'en emparèrent pour soutenir un des établissements d'éducation qu'ils avaient fondés en Corse. Le digne archidiacre montrait une sincère amitié pour Napoléon. Il avait observé, avec autant de curiosité que de satisfaction, la rare intelligence, l'indépendance de caractère, la constance de volonté qui se développaient dans cet enfant, dont il devinait le génie et semblait pressentir l'avenir. Ses dernières paroles à la famille réunie furent comme une prédiction de la grandeur future de son neveu préféré. On s'étonnait qu'il n'eût fait aucune disposition en sa faveur. « Il est inutile, dit le » vieillard mourant, de songer à la fortune de Napoléon. Il » la fera lui-même. Il sera le chef de la famille. »

Lorsque Napoléon eut atteint l'âge de dix ans, son père, qui se rendait à Versailles comme député de la Corse, l'emmena en France, et le conduisit à l'école militaire de Brienne. La politique du gouvernement français voyait avec plaisir et facilitait l'admission dans les écoles royales, des enfants des principales familles de la Corse, réunie seulement depuis peu d'années au territoire national. Une éducation toute française devait inspirer à ces jeunes gens des sentiments d'affection et de dévouement pour leur nouvelle patrie. Napoléon se montra toujours fidèle à cette première direction de son éducation.

Les religieux minimes de l'ordre de Saint-Benoît avaient la direction de l'école de Brienne. Chose assez étrange ! des moines étaient chargés de former des soldats : il faut même convenir qu'ils ne s'en acquittaient pas trop mal, puisqu'ils ont élevé Napoléon. Celui-ci entra avec joie à Brienne. Dévoré du désir d'apprendre, pressé de parvenir, il se fit promptement remarquer par ses progrès et par son application. Il fut bientôt reconnu pour le plus fort mathématicien de l'école. Son professeur de mathématiques, le père Pa-

trault, avait alors pour aide et pour répétiteur un homme qui depuis a joué un rôle brillant à la tête des armées françaises, Pichegru. Mais la différence des âges met, à la première époque de la vie, une telle barrière entre les hommes, que, malgré leurs rapports journaliers de maître et d'élève, il ne s'établit aucune liaison entre le jeune Bonaparte et le futur conquérant de la Hollande.

Malgré son esprit méditatif et son goût pour la solitude, Napoléon était aimé de ses condisciples. Il s'était fait une heureuse révolution dans son caractère; il était devenu doux, tranquille, appliqué. L'influence qu'il exerçait sur les autres élèves l'avait fait choisir par eux pour être le directeur et le régulateur de tous leurs amusements. Il savait donner à ces délassements de la jeunesse un but grave et utile. C'étaient, tantôt des répétitions de fêtes historiques de Rome ou de la Grèce, tantôt celles des scènes animées des jeux olympiques, plus souvent encore des représentations de batailles, des simulacres de siéges. Napoléon étudiait les hommes dans ses jeunes camarades. Par ces combats d'enfants, il préludait à ses victoires de géants.

On a gardé le souvenir des amusements qu'il inventa pendant l'hiver rigoureux de 1783 à 1784, où la neige, tombée avec abondance, couvrait les cours et les jardins, et semblait s'opposer à toute espèce de jeux. Il en profita pour construire régulièrement des forts et des redoutes, dont ensuite il fit faire le siége en règle, avec des balles de neige et des boulets de glace, attaquant et détruisant ainsi, comme général, ce qu'il avait édifié comme ingénieur.

Quand Napoléon n'était pas occupé de la direction des amusements de ses camarades, il passait ses heures de récréation dans la bibliothèque de l'école, à lire Arrien, Polybe et Plutarque. La lecture des œuvres substantielles des historiens, des philosophes et des hommes de guerre était pour lui un besoin impérieux. Il fallait une nourriture forte à cet esprit puissant.

Aux grandes fêtes de Brienne, aux distributions solennelles de prix, où étaient admis tous les habitants des environs, c'était l'usage que les postes chargés de maintenir l'ordre intérieur de l'école fussent entièrement composés

d'élèves. On choisissait, pour officiers commandants, ceux qui se distinguaient par leur bonne conduite. Napoléon ne manqua jamais de mériter cet honneur. La bienveillance des maîtres à son égard était justice.

Voici un trait qui prouve combien déjà il avait de respect pour la discipline militaire, et comme il savait la faire respecter. Il commandait le poste de la comédie; les élèves allaient représenter *la mort de César*. La foule se pressait aux portes; et, d'après la consigne, on ne pouvait pénétrer dans la salle qu'avec des billets. La femme du concierge de Brienne (Hauté, depuis concierge à la Malmaison) n'en avait pas; mais néanmoins, espérant passer à la faveur de ses relations avec les jeunes gardiens du poste, elle se présenta. L'entrée lui fut refusée. Ce refus la mit dans une violente colère, qui s'exhala sans ménagement en cris, en plaintes et en injures. La foule paraissait vouloir prendre son parti. Le sergent de garde se hâta de prévenir l'officier. Napoléon aussitôt parut au seuil de la porte, et s'écria : « Qu'on éloigne cette femme qui apporte ici la licence des » camps. » On lui obéit. Ses paroles, son geste, le ton de sa voix en imposèrent aux spectateurs, et ramenèrent soudain le calme et le silence.

Napoléon avait une sensibilité extrême, mais c'était cette sensibilité de l'âme qui vient d'un juste orgueil et de la conscience de ce qu'on vaut, qualité précieuse que les instituteurs de la jeunesse devraient respecter comme indice d'un noble caractère. Un jour, pour quelque malice d'écolier, il avait été condamné à revêtir l'habit de bure et à dîner à genoux dans le réfectoire; mais au moment de subir sa punition, il éprouva une attaque de nerfs si violente, que le supérieur lui-même, effrayé et charmé tout à la fois d'une aussi vive impression, le renvoya à sa place accoutumée et ordonna de lui épargner à l'avenir toute humiliation de cette espèce. Le père Patrault, qui s'était écrié qu on *dégradait son premier mathématicien,* obtint ensuite pour lui un pardon complet.

L'application soutenue et la soumission à la discipline sévère de Brienne n'avaient pas altéré la vivacité naturelle de Bonaparte. A l'époque de sa confirmation, l'archevêque

qui lui conférait ce sacrement parut s'étonner au nom de Napoléon, et dit qu'il ne connaissait pas ce saint dans le calendrier. Le jeune homme piqué, sans être troublé par la sainteté du lieu ni par la dignité archiépiscopale, s'écria sur-le-champ : « Je le crois bien, c'est un saint corse. Et, » d'ailleurs, n'y a-t-il de saints dans le Martyrologe qu'au- » tant qu'il y a de jours dans l'année ? ».

En 1784, et après le concours d'usage, Napoléon passa à l'école militaire de Paris, d'où il ne devait sortir que pour entrer dans un régiment d'artillerie.

Les notes qu'à cette époque ses chefs et ses professeurs ont prises sur son compte méritent d'être recueillies.

Voici celle que lui donna, à sa sortie de Brienne, M. de Keralio, inspecteur des douze écoles militaires, homme distingué par ses connaissances et par son impartialité : « M. de Bonaparte (Napoléon), né le 15 août 1769, taille de » quatre pieds dix pouces dix lignes, a fait sa quatrième ; de » bonne constitution, santé excellente ; caractère soumis, » honnête et reconnaissant ; conduite très-régulière ; s'est » toujours distingué par son application aux mathémati- » ques ; il sait très-passablement son histoire et sa géogra- » phie ; il est assez faible dans les exercices d'agrément et » pour le latin, où il n'a fait que sa quatrième ; ce sera un » excellent marin ; mérite de passer à l'école de Paris. » Le même M. de Keralio avait répondu aux moines de Brienne, qui voulaient garder Napoléon encore une année pour le perfectionner dans la langue latine : « Non, j'aperçois dans » ce jeune homme une étincelle qu'on ne saurait trop cul- » tiver. »

La haute et supérieure intelligence de Napoléon fut aussi promptement jugée à Paris qu'elle l'avait été à Brienne. Ce qu'il y avait de grand, d'extraordinaire en lui, frappait déjà tous ceux qui l'entouraient.

Domairon, son professeur de belles-lettres, disait en parlant de ses compositions de rhétorique : « C'est du granit » chauffé au volcan. » Cette image, quoique un peu prétentieuse, caractérise fort bien le genre de talent de l'auteur

des proclamations aux armées d'Italie et d'Égypte, admirables monuments de l'éloquence militaire.

M. de L'Éguille, professeur d'histoire de Napoléon, a laissé sur son élève une courte note que les événements ont depuis rendue remarquable : « Corse de nation et de caractère, il ira loin, si les circonstances le favorisent. » C'est à ce professeur, pour lequel il avait une véritable estime, que Bonaparte consul disait plus tard : « De toutes vos leçons, » celle qui m'a laissé le plus d'impressions, c'est la révolte » du connétable de Bourbon; mais vous aviez tort de me » dire que son plus grand crime avait été de faire la guerre » à son roi. Son véritable crime fut d'être venu attaquer la » France avec les étrangers. »

L'école militaire de Paris, création du règne de Louis XV, était tenue avec une sorte de magnificence qui rappelait par trop les prodigalités de ce monarque. Napoléon n'y fut pas longtemps sans comprendre combien une manière d'être somptueuse et recherchée était contraire aux habitudes qu'on aurait dû faire contracter aux élèves, pour la plupart fils de pauvres gentilshommes de province, destinés à vieillir dans les grades inférieurs, et à vivre dans la gêne et le besoin. Une éducation environnée des jouissances du luxe ne lui semblait convenir dans aucun cas à des militaires. Il trouva le remède aussitôt qu'il eut reconnu le mal, et il adressa aux chefs de l'école un mémoire dans lequel il signalait les moyens propres à rendre ce bel établissement plus digne de son but. Discipline, travail, sobriété, économie, telles étaient les bases qu'il voulut vainement faire admettre. Ce mémoire fut le premier essai de son génie administrateur. Mais ce qu'il n'eut pas alors le bonheur de voir adopter, il l'ordonna plus tard au temps de sa puissance. On en a apprécié la sagesse et l'utilité. Les idées de sa jeunesse ont été suivies, lors de la création et dans les règlements de ces vastes pépinières d'officiers braves et instruits, établies par l'ancien élève de l'école militaire de Paris, à Fontainebleau et à Saint-Cyr.

RESUME CHRONOLOGIQUE

JEUNESSE DE NAPOLÉON

1768.

15 *mai*. Réunion de la Corse à la France.

1769.

15 *août*. Naissance de Napoléon Bonaparte.

1779.

Le jeune Napoléon vient à Paris avec son père Charles Bonaparte, député de la Corse.

23 *avril*. Il entre à l'école militaire de Brienne.

1784.

17 *octobre*. Il passe à l'école militaire de Paris.

1785.

1er *septembre*. Il est nommé lieutenant en second au 1er régiment d'artillerie de La Fère.

1786.

Il passe lieutenant en premier au régiment d'artillerie de Grenoble.

1790.

Étant à Auxonne, il adresse et publie une lettre énergique à M. de Buttafuoco, député corse à l'Assemblée constituante; dans cette lettre il accuse ce député de trahison. (Cette lettre, tirée à cent exemplaires, fut imprimée d'abord à Dôle. La société patriotique d'Ajaccio la fit réimprimer ensuite, et décida que le nom d'*infâme* serait donné à M. de Buttafuoco.)

Il fait un voyage à Paris, et communique à l'abbé Raynal une *Histoire de la Corse*, composée dans les loisirs de sa garnison, et qui obtient les suffrages de cet auteur distingué.

1791.

Il remporte à l'Académie de Lyon le prix proposé sur cette question : *Quels sont les principes et les institutions à inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible ?*

1792.

6 *février*. Il est nommé capitaine au 4e régiment d'artillerie à pied.

Il va en congé en Corse, y est nommé chef d'un bataillon corse, et combat pour la France contre les révoltés d'Ajaccio.

10 *août*. Il assiste à Paris aux événements du 10 août.

Septembre. Il retourne en Corse, et devient l'ami du général Paoli.

19 *octobre*. Il est nommé chef de bataillon d'artillerie.

1793.

Janvier. Il est chargé d'une expédition contre les îles (Sardes) de la Madeleine et de Saint-Etienne.

7 *mars*. Première coalition contre la République française Les souverains d'Autriche, de Prusse, d'Allemagne, d'Angleterre, de Hollande, d'Espagne, du Portugal, des Deux-Siciles, le pape et le roi de Sardaigne y prennent part.

Révolte de Paoli. Rupture de Napoléon avec lui.

8 *juin*. L'Angleterre déclare tous les ports de France en état de blocus, et prononce la confiscation des bâtiments neutres qui entreprendraient d'y porter des vivres.

Napoléon combat en Corse contre le parti anglais.

Il revient en France avec toute sa famille.



Bonaparte devant Toulon.

PREMIÈRES ARMES. — SIEGE DE TOULON. — 13 VENDÉMIAIRE.

Après un examen brillant, où il éclipsa tous ses camarades et mérita l'approbation du savant La Place, son examinateur, Napoléon fut nommé, le 1er septembre 1785, lieutenant en second au régiment d'artillerie de La Fère, qu'il quitta bientôt pour passer lieutenant en premier au régiment d'artillerie de Grenoble.

Le bataillon auquel il devait appartenir était alors en garnison à Valence. Il l'y rejoignit, et ce fut dans cette ville qu'il fit connaissance avec ses nouveaux camarades, dont quelques-uns, sous l'Empire, ont occupé de hauts emplois dans l'administration, ou mérité des grades élevés dans l'armée.

Le nouveau lieutenant d'artillerie fut parfaitement accueilli à Valence; sa supériorité morale et intellectuelle ne tarda pas à y être universellement reconnue. On l'admit et on le rechercha dans les meilleures maisons de la ville.

Une femme du plus rare mérite, et qui donnait le ton à la société, madame du Colombier, lui avait fait un accueil empressé. Cette dame avait une fille charmante qui inspira à Napoléon la première passion véritable qu'il ait ressentie; la jeune demoiselle partageait son amour ; mais il était trop épris pour abuser de sa confiance ; il sut contenir son ardeur dans de justes bornes. Sa vénération pour mademoiselle du Colombier et leur mutuelle simplicité étaient si complètes, qu'ayant obtenu d'elle un rendez-vous par un jour d'été, au lever de l'aurore, sous l'ardent climat du midi, tout leur bonheur se réduisit à manger des cerises ensemble. C'est Napoléon, c'est le vieil et grand empereur brisé par la fortune, qui, encore tout ému des souvenirs de sa jeunesse, a raconté lui-même à Sainte-Hélène cette scène si pure de son premier amour, imprégnée, comme une idylle antique, d'un doux parfum de naïveté et d'innocence. Napoléon a toujours voulu qu'on respectât les deux grandes vertus de l'espèce humaine : le courage de l'homme et la pudeur de la femme.

Le jeune officier, quoique adonné avec l'entraînement naturel à son âge aux plaisirs du monde et au charme d'une passion naissante, ne négligeait point les lectures sérieuses qui donnent tant de secours et de puissance à l'homme de génie. Non content de relire et de méditer les ouvrages relatifs à sa profession, il consacrait chaque jour quelques heures aux études littéraires et historiques. Ce fut dans les garnisons de Valence, de Lyon, de Douai et d'Auxonne, où son régiment passa successivement, qu'il composa une suite de *lettres historiques sur la Corse* qui méritèrent les suffrages de l'abbé Raynal. Cette histoire a été malheureusement perdue. A la même époque il remportait le prix de l'Académie de Lyon en traitant cette délicate et importante question : *Quels sont les principes et les institutions à inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible?* Ce mémoire, qui fut très-remarqué dans le temps, aurait été aussi perdu pour la postérité, si son frère Louis n'en eût conservé une copie : car Napoléon, étant devenu empereur, en avait jeté au feu un exemplaire qu'il croyait unique, et que M. de Talleyrand lui avait présenté, espérant

lui faire sa cour. M. Gourgaud a publié ce mémoire en 1826 sur une copie tronquée ou incomplète. On n'y retrouve pas cette belle pensée, qui avait été couverte d'applaudissements, lors de la lecture faite à l'Académie de Lyon : « Les » grands hommes sont comme des météores, qui brillent et » se consument pour éclairer la terre. » Cependant le style en est ferme et original ; la façon austère dont la question morale y est présentée est tempérée par l'expression de sentiments tendres et affectueux pour le bonheur de l'humanité. C'est un monument précieux de la jeunesse de Napoléon, et qui prouve qu'il était capable de réussir dans tous les genres ; mais il était destiné à accumuler sur sa tête d'autres couronnes que les couronnes littéraires.

Napoléon fut nommé, le 6 février 1792, capitaine au 4e régiment d'artillerie à pied. Peu de temps après il obtint un congé pour aller en Corse visiter sa famille. A peine y fut-il arrivé que les suffrages de ses compatriotes l'appelèrent au commandement d'un bataillon de volontaires avec lequel il se distingua dans plusieurs engagements contre les gardes nationaux d'Ajaccio, que l'or et les intrigues de l'Angleterre avaient poussés à l'insurrection, et qui décoraient leur révolte du beau titre d'amour de l'indépendance. La fidélité à la France, dont Napoléon fit preuve en cette circonstance, donna lieu à une dénonciation qui l'obligea de revenir à Paris se justifier. On l'accusait d'avoir fomenté lui-même les troubles qu'il avait apaisés. Il ne lui fut pas difficile de réduire au néant cette calomnie, inventée par un ancien ennemi de sa famille.

Pendant le séjour qu'il fit à Paris à cette occasion, il fut témoin des événements du 20 juin et du 10 août. On raconte qu'il ne put voir sans dégoût les hommes que le parti révolutionnaire fit agir dans ces deux mémorables journées, où l'on ôta à Louis XVI sa couronne, en attendant qu'on lui prît sa tête.

A son retour en Corse, Napoléon trouva Paoli investi du commandement militaire de l'île. Ce général, qui n'avait pas encore jeté le masque, manifestait un grand attachement pour la cause française. Il accueillit avec empressement le fils de son ancien compagnon d'armes, et lui témoigna une

vive amitié. De son côté, Napoléon avait une véritable admiration pour l'homme qu'il considérait alors comme le héros de la Corse; il était fier d'avoir obtenu son affection. Paoli rendait justice aux grandes qualités de Napoléon Bonaparte : « Ce jeune homme, disait-il, est taillé à l'antique ; » c'est un héros de Plutarque. »

Au commencement de 1793, Napoléon prit part à une expédition qui fut dirigée de Toulon contre la Sardaigne, dont le roi se trouvait en guerre contre la République; il fut chargé, avec deux bataillons corses, de s'emparer du fort Saint-Etienne et des îles de la Madeleine, pendant qu'une division navale, portant des troupes de débarquement, devait opérer une descente sur le territoire ennemi. Il réussit dans son entreprise ; mais l'expédition maritime, contrariée par les vents, combattue par les tempêtes, n'eut pas le même succès. Elle n'arriva en vue des côtes de Sardaigne que lorsque les habitants s'étaient déjà préparés à la défense. La descente tentée ne put être effectuée. L'escadre, après avoir éprouvé de fortes avaries et perdu beaucoup de monde, fut obligée de rentrer dans les ports français. Napoléon reçut l'ordre de revenir en Corse et d'abandonner sa conquête.

La mauvaise issue de cette expédition encouragea l'insurrection soudoyée par les Anglais. Paoli, gagné par eux, se déclara contre la France; il essaya vainement d'entraîner à la révolte son jeune héros. Napoléon était Français dans tous ses sentiments; il résista aux séductions et à l'exemple du général, et réussit, à travers mille dangers, à rejoindre dans Calvi les représentants du peuple. La défection de Paoli, qui reçut bientôt un appui par un débarquement de troupes britanniques, privait les Français et leurs partisans de tous moyens de défense : ils luttèrent quelque temps avec courage; mais, vaincus par le nombre, ils furent forcés d'abandonner momentanément la Corse. Dans cette guerre, où la maison des Bonaparte fut pillée, Napoléon, ainsi que toute sa famille, fut proscrit par le parti vainqueur. Après avoir installé sa mère et ses sœurs dans une bastide, voisine de Marseille, il se disposa à partir pour Paris, afin d'y solliciter du service.

C'est alors, au moment où il semblait devoir être abattu par la mauvaise fortune et par la ruine des siens, qu'ayant foi en son génie, il répondit à un ami qui était venu lui offrir ces consolations banales dont les hommes sont prodigues envers les malheureux : « En temps de révolution, » avec de la persévérance et du courage, un soldat ne doit » désespérer de rien. »

Napoléon pouvait-il douter de l'avenir !

Cependant l'insurrection avait éclaté dans les départements de l'est et du midi : Lyon, Marseille et Toulon s'étaient déclarés contre la Convention. Le parti fédéraliste dominait à Lyon et à Marseille. Ces villes n'étaient défendues que par leurs citoyens, depuis longtemps armés et organisés en gardes nationales ; mais Toulon avait été livré à l'étranger; des agents du gouvernement britannique, s'appuyant sur l'affection qu'une partie de la population portait encore à la famille des Bourbons, et flattant les royalistes de l'espoir du rétablissement du trône, avaient fait admettre dans le port une escadre composée de bâtiments anglais, espagnols et napolitains. Cette escadre se présenta sous le prétexte de soutenir les droits de Louis XVII. Elle débarqua des troupes qui occupèrent la ville, le port et les forts, et aussitôt un général anglais prit le commandement supérieur de Toulon.

Avant son départ pour Paris, Napoléon fut appelé à Nice, quartier général de l'armée d'Italie, par le général Dugua, qui le chargea d'une mission difficile. Il s'agissait d'entrer en pourparler avec les chefs de l'insurrection marseillaise, dont les postes, établis à Avignon, coupaient les communications de l'armée d'Italie avec la France, et empêchaient le passage des convois de vivres et de munitions. Napoléon réussit à persuader aux fédéralistes de cesser d'inquiéter les opérations d'une armée chargée de la défense du territoire national.

C'est à cette négociation, qui fut promptement terminée, qu'est due la composition du *Souper de Beaucaire,* dialogue vif et ferme, empreint de la couleur du temps, où Na-

poléon a reproduit, au milieu de vues justes et profondes sur la situation du pays, tous les arguments dont il se servit auprès des chefs insurgés. Ce dialogue a été imprimé pour la première fois, en 1793, à Marseille.

A son arrivée à Paris, Napoléon apprit que la Convention, vivement irritée de l'envahissement du territoire français et de l'occupation de Toulon, venait de donner ordre aux généraux Cartaux et Lapoype de réunir leurs forces, afin de réduire la cité rebelle. Lui-même il fut désigné, par le comité du salut public, pour aller prendre le commandement de l'artillerie de siége.

Le siége de Toulon commença la réputation militaire de Napoléon. Il eut à lutter successivement contre l'impéritie des généraux et l'amour-propre des représentants du peuple; mais son caractère droit, sa volonté ferme, l'utilité de ses conceptions, sa vigueur et sa rapidité dans l'exécution surmontèrent tous les obstacles. Il commença d'abord par suppléer à tout ce qui lui manquait en artillerie et en munitions; il organisa un parc de plus de cent pièces de gros calibre, fit une reconnaissance exacte des abords de la place et des nouvelles et terribles fortifications que les Anglais avaient élevées, ensuite il établit ses batteries.

Cartaux et Doppet, qui précédèrent Dugommier dans le commandement de l'armée de siége, généraux pleins de bonne volonté, mais sans talent, furent obligés de céder comme les autres à l'ascendant du jeune commandant de l'artillerie. C'était ce qu'ils avaient de mieux à faire. Les soldats, qui ne se trompent guère en pareilles circonstances, leur en avaient donné l'exemple.

Napoléon était à tout et partout, faisant le général et le soldat; tour à tour fantassin et cavalier, mineur et artilleur. Quand l'ennemi tentait une sortie, ou par une attaque inattendue forçait les assaillants à quelque manœuvre rapide et non encore ordonnée, les chefs de colonnes, les commandants de postes et de détachements, dans leur hésitation, n'avaient tous qu'une même parole : « Courez au » commandant de l'artillerie; demandez-lui ce qu'il faut » faire, il le sait mieux que personne. » Napoléon donnait ses instructions, on lui obéissait, non pas seulement avec le

respect que commande le grade, mais encore avec cette confiance qu'impose le génie. Du reste, il ne se ménageait point. Toujours au feu, toujours attentif aux mouvements des assiégés, il déployait en toute circonstance cette remarquable activité qu'aucun homme n'a eue au même degré que lui. Aussi courut-il des dangers pendant le siége. Il y eut trois chevaux tués sous lui, et lors d'une sortie qu'il repoussa, où son courage sauva les batteries françaises, il reçut d'un grenadier anglais, à la cuisse gauche, un coup de baïonnette qui lui fit une blessure tellement grave, que pendant quelques instants il fut menacé de l'amputation.

Une maladie de peau, gagnée à cette époque, altéra longtemps son excellente constitution. Un jour qu'il était dans une batterie exposée au feu le plus violent de la place, un des chargeurs fut tué. Il importait beaucoup que le feu de l'artillerie française ne se ralentît pas. Napoléon prit le refouloir et chargea lui-même dix ou douze coups. L'artilleur mort était infecté d'une gale très-maligne ; Napoléon en fut atteint. L'ardeur de la jeunesse, les impérieux devoirs du service l'empêchèrent de se traiter convenablement. Le mal disparut, mais le poison n'était que rentré. Sa santé en fut gravement affectée; de là cette maigreur maladive, cet aspect chétif et débile qu'il eut pendant longtemps. Ce ne fut qu'après ses campagnes d'Italie et d'Egypte, qu'étant devenu empereur, et ayant plus de loisir sédentaire, il consentit à se soumettre à un traitement, indiqué par le célèbre Corvisart, et qui lui rendit sa force primitive.

La connaissance de Napoléon avec deux des hommes auxquels il a porté le plus d'affection date du siége de Toulon : ce sont Muiron, tué près de lui à Arcole, et Duroc, mort à Wurtchen, autre champ de bataille où sa vie fut aussi exposée. Muiron, déjà capitaine d'artillerie, lui servait d'adjudant pendant le siége de Toulon. Duroc, qui est devenu duc de Frioul et grand-maréchal du palais, n'était encore que lieutenant. Napoléon savait apprécier les hommes et deviner les emplois auxquels ils étaient propres. Il distingua Duroc et le forma.

Un sous-officier d'artillerie a aussi dû sa fortune au siége

de Toulon. Napoléon faisait établir sous le feu de l'ennemi une des premières batteries du siége; ayant un ordre à donner, il demanda autour de lui un sergent ou un caporal qui sùt écrire. Un jeune homme sortit des rangs, et sur l'épaulement même de la batterie écrivit sous sa dictée. La lettre était à peine finie, qu'un boulet couvrit de terre le papier et l'écrivain : « Tant mieux, dit gaiement celui-ci, » je n'aurai pas besoin de sable. » La plaisanterie, le calme avec lequel elle fut faite, fixèrent l'attention de Napoléon. Ce sergent, qui par la suite se montra toujours digne de sa bienveillance, était Junot, mort depuis duc d'Abrantès, gouverneur général de l'Illyrie et colonel général des hussards.

L'intrépide général Dugommier, militaire instruit, et qui comptait cinquante ans de bons services, n'eut pas plutôt pris le commandement de l'armée, qu'il reconnut ce que valait Napoléon. Sa vieille expérience ne dédaignait pas les conseils du jeune chef de bataillon d'artillerie; il témoignait hautement l'estime qu'il faisait de ses conceptions. Après la prise de la ville, il le recommanda au comité du salut public, comme celui à qui le succès était principalement dû. On prétend même que, demandant pour lui un grade supérieur, il ajouta : « Avancez-le, car si vous étiez in- » grats envers lui, il s'avancerait tout seul. » C'était une espèce de prédiction que Napoléon s'est chargé d'accomplir.

Napoléon, de simple chef de bataillon d'artillerie, aurait pu devenir, avant la fin du siége, général en chef de l'armée de Toulon. Les représentants du peuple, mécontents de la lenteur des opérations, voulaient destituer Dugommier. Ils offrirent le commandement à Bonaparte. Celui-ci refusa. Il rendait plus de justice à Dugommier, et il l'estimait trop pour vouloir s'élever par sa ruine.

La Convention avait auprès de l'armée de Toulon trois commissaires : Barras, Fréron et Gasparin. Ce dernier, qui avait servi, eut toujours le bon esprit d'appuyer les avis du commandant de l'artillerie. Il avait été témoin de sa bravoure, et reconnaissait son génie. C'est par le secours de ce digne représentant que, dans un conseil de guerre tenu à Ollioules, le 15 octobre, Napoléon fit adopter le plan qu'il avait conçu pour soumettre Toulon.

Ce plan consistait, non pas à diriger le feu de l'artillerie sur une ville française, mais à s'emparer des hauteurs du Cair qui dominent la rade et les forts de Toulon et qui en commandent l'entrée. Les Anglais, appréciant l'importance de cette position, y avaient construit le fort Mulgrave, que la perfection et le nombre de ses moyens de défense faisaient surnommer le *Petit-Gibraltar*. Napoléon pensait avec raison qu'aussitôt qu'il serait maître de ce point, d'où il aurait menacé la communication entre la flotte et la garnison assiégée, les Anglais, pour ne pas rester spectateurs de la prise de leurs soldats, privés du secours de la marine, se hâteraient d'évacuer la ville.

En conséquence, et tandis qu'afin de donner le change à l'ennemi on faisait des manifestations sur un côté opposé, Napoléon s'occupa d'établir la batterie nécessaire pour soutenir l'attaque du fort Mulgrave. Les travaux avaient été cachés avec le plus grand soin ; les canons étaient en position ; on n'attendait plus qu'une nuit favorable, lorsqu'un ordre irréfléchi des représentants du peuple, en faisant démasquer et jouer toutes les pièces, révéla aux Anglais le péril qui les menaçait. Ils résolurent aussitôt de détruire les ouvrages des assaillants. La nuit suivante, six mille hommes, sous les ordres du général O'Hara, commandant de Toulon, qui voulut diriger lui-même cette expédition, sortirent sans bruit de la ville. Ils avaient déjà réussi à pénétrer dans la batterie ; déjà les pièces étaient enclouées ; les Français, étonnés de cette brusque attaque, avaient perdu du terrain, et cherchaient à se reconnaître : mais Napoléon était là ; au lieu de reculer comme les autres, il se jeta sans hésiter, avec un bataillon seulement, dans un boyau de tranchée qui le conduisit sur les derrières des Anglais. Il y arriva sans être aperçu ; et quand il fut au milieu d'eux, il commanda feu à droite et à gauche. Le désordre se mit dans les rangs ennemis, surpris à leur tour. Le général O'Hara, en voulant rallier ses soldats, fut fait prisonnier. L'approche du général Dugommier, à la tête de quelques bataillons, acheva de décider la retraite de la division anglaise, qui fut ramenée en désordre jusque sous les murs de la place.

Enfin, quatre mois après le commencement du siége, le

fort Mulgrave, attaqué dans la nuit du 18 au 19 décembre, fut emporté de vive force. Napoléon et Dugommier y entrèrent des premiers par une embrasure. Le vieux général était accablé de fatigue. « Allez maintenant vous reposer, » lui dit Napoléon : nous venons de prendre Toulon, vous » y coucherez demain. »

Le lendemain, en effet, l'escadre ennemie, qui pouvait être foudroyée par les batteries que Napoléon avait fait établir pendant la nuit, se hâta de retirer la garnison et d'évacuer le port et la rade de Toulon. Le même jour les forts et la ville furent occupés par les troupes de la République.

Napoléon Bonaparte avait bien mérité de la patrie pendant le siége : le grade de général de brigade d'artillerie fut sa récompense. En cette qualité, il fut chargé d'abord de l'armement et de la mise en état de défense des côtes de Provence et de la rivière de Gênes. Ensuite il obtint le commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie.

Napoléon, en mars 1794, rejoignit à Nice le quartier général de cette armée, commandée par le général Dumerbion, vieil et brave officier qui avait été dix ans capitaine de grenadiers. Dumerbion était instruit, expérimenté, et connaissait parfaitement les Alpes maritimes, où la guerre se faisait alors; mais la goutte lui ôtait toute activité.

Aussitôt que le nouveau général d'artillerie fut mis en possession de son commandement, il fit une tournée sur toute la ligne, afin de reconnaître par lui-même la position des troupes et l'ensemble des opérations. A son retour il avait déjà trouvé les moyens d'assurer la victoire à l'armée française. Il développa ses idées dans un conseil de guerre où se trouvaient les représentants du peuple Robespierre jeune et Ricord aîné. La réputation qu'il avait acquise au siége de Toulon, les talents dont il avait fait preuve, soumirent toutes les opinions à la sienne. Son plan fut adopté.

L'exécution en fut confiée au général Masséna. (Dumer bion était malade dans son lit.) L'armée s'ébranla sur quatre colonnes. En peu de jours la fameuse position de Saorgio,

occupée par vingt mille Piémontais, fut tournée, le col de Tende pris, et l'armée française établie dans des positions inexpugnables, sur la chaîne supérieure des Alpes. La place forte de Saorgio, des vivres, des munitions en abondance, soixante bouches à feu, et un grand nombre de prisonniers, furent les résultats de ces belles manœuvres, qui prouvèrent aux hommes du métier que le général Bonaparte, déjà reconnu propre à ordonner les détails d'un siége, était également capable de diriger les mouvements d'une armée. Napoléon, qui pensait n'avoir rien fait tant qu'il restait encore quelque chose à faire, avait proposé, après la prise de Saorgio, de rassembler sous Coni l'armée des Alpes et celle d'Italie. Ce plan aurait donné à la République le Piémont et la ligne du Pô. Mais il aurait fallu réunir les deux armées sous un seul chef, et l'amour-propre des deux généraux s'opposa à l'exécution du projet de Bonaparte. L'approbation du comité du salut public eût d'ailleurs été nécessaire pour la jonction des deux armées, et il est douteux qu'on l'eût obtenue. Ce comité, qui de Paris voulait diriger la guerre, comme le conseil aulique la dirigeait de Vienne, n'était pas toujours heureux dans ses résolutions.

Une organisation nouvelle de l'arme de l'artillerie priva Bonaparte de son commandement. On le désigna pour passer dans l'infanterie, et pour aller commander une brigade dans la Vendée. Il tenait à rester dans l'artillerie, où son grade le rendait presque indépendant de tous les généraux, le commandant en chef excepté. Il se rendit à Paris, afin de réclamer auprès du comité militaire. Le député Aubry dirigeait ce comité. C'était un simple capitaine d'artillerie, qui, de son autorité privée, s'était institué lui-même général. Il accueillit peu favorablement le vainqueur de Toulon. Aux observations les plus justes et les plus pressantes, il ne répondit qu'en lui opposant avec aigreur sa grande jeunesse. « On vieillit vite sur les champs de bataille, et j'en arrive, » répliqua vivement Napoléon. Le mot était digne et piquant. Aubry n'avait jamais vu le feu. Bonaparte indigné se retira, et envoya sa démission au comité, au moment même où, dans sa fureur, Aubry allait lui adresser sa destitution.

Ce fut pendant l'inaction qui suivit cette démission, et qui

convenait si peu à ses goûts, qu'il conçut le projet d'aller servir en Turquie contre l'Autriche. La demande qu'il en fit au comité militaire, et la note où il exposait son plan n'ayant obtenu aucune réponse, ce projet resta heureusement sans exécution.

Cependant l'armée d'Italie, privée des conseils du général d'artillerie, avait cessé d'obtenir des succès. Le nouveau commandant en chef, Kellermann, après avoir perdu les positions que Bonaparte avait fait occuper, annonça à la Convention qu'il allait être forcé d'évacuer Gênes. L'alarme se mit dans le comité du salut public. On y réunit tous les représentants qui avaient été à l'armée d'Italie; et ceux-ci, d'une voix unanime, désignèrent le général Bonaparte comme étant le seul capable, par sa connaissance des localités et par ses talents militaires, d'indiquer ce qu'il y avait à faire. Le comité du salut public le fit appeler, le mit en réquisition et l'attacha au comité topographique, chargé des opérations stratégiques. Les instructions que Bonaparte rédigea, et qui furent adoptées par la Convention; les positions qu'il fit prendre à l'armée d'Italie, arrêtèrent l'ennemi, et conservèrent la possession de Gênes aux troupes de la République.

Le gouvernement monstrueux des comités provisoires qui administraient alors ne pouvait plus durer. Une commission, à la tête de laquelle figurait Siéyes, avait été chargée d'y substituer une constitution. Celle de l'an III, dont ce conventionnel célèbre fut le principal rédacteur, établissait un conseil législatif de cinq cents membres, et un conseil des anciens comme chambre de révision. Ces conseils devaient se renouveler par tiers tous les ans. Le pouvoir exécutif était confié à un directoire composé de cinq membres, se renouvelant par cinquième tous les ans, et entièrement soumis au pouvoir législatif.

La nation, fatiguée des horreurs et des crimes qui s'étaient commis au nom de la liberté, avait accueilli avec empressement cette constitution, qu'elle considérait comme une planche de salut. Le moment approchait de la mettre à

exécution, lorsque la Convention, craignant l'influence de ses adversaires dans les élections, rendit un décret afin de conserver, dans les nouvelles assemblées, et pour cette fois seulement, les deux tiers de ses membres. Un autre décret fut aussi porté pour exclure des fonctions législatives tous les parents d'émigrés.

Ces précautions étaient incontestablement prises dans l'intérêt de la République, déjà fortement menacée par les manœuvres des agents royalistes, qui exploitaient avec habileté le mécontentement d'une grande partie de la nation; mais, telle était l'aversion que la population parisienne avait pour le parti jacobin, dont, mieux qu'aucune autre, elle avait connu les excès, qu'elle ne voulut voir dans ces mesures que des moyens combinés pour conserver illégalement un empire devenu odieux. Paris comptait quarante-huit sections, qui avaient chacune leur bataillon de gardes nationales, et sur ces quarante-huit, trente étaient décidées à repousser également et les conventionnels et leurs décrets.

La Convention se résolut à employer la force pour assurer l'exécution de ses volontés. Les sections résolurent de recourir aussi à la force pour obliger la Convention à se dissoudre. Le général Bonaparte, beaucoup plus occupé de la guerre contre l'étranger que de la politique intérieure, apportait peu d'intérêt à ces débats. Il n'avait encore pris aucun parti; et lorsqu'on vint lui proposer de commander, sous Barras, les troupes destinées à défendre la Convention, il hésita pendant quelque temps avant de savoir s'il accepterait. Il se peut que, si les Anglais n'eussent pas eu quarante vaisseaux devant Brest, et les Autrichiens cent cinquante mille hommes aux portes de Strasbourg, sa résolution eût été différente. Mais il pensait qu'en présence de la guerre étrangère, tout bon citoyen doit faire taire ses répugnances pour se rallier à ceux qui gouvernent l'Etat. Il accepta donc le commandement qui lui était offert. Son activité habituelle se fit sentir dans les moyens de défense qu'il disposa autour du palais de la Convention. On manquait d'artillerie; il se hâta d'en faire venir quarante pièces de Meudon. L'armée conventionnelle se composait de cinq mille hommes; il n'en fallait pas tant pour apaiser une émeute, mais ce n'était pas trop

pour résister à une garde nationale bien armée et munie de canons. On les renforça de quinze cents patriotes, organisés en trois bataillons. Enfin Bonaparte fit porter des fusils dans le château des Tuileries, afin d'en armer les conventionnels eux-mêmes, pour former au besoin une réserve.

L'issue de l'attaque ne pouvait être douteuse. Les sectionnaires n'avaient pas de chefs connus, et Bonaparte combattait pour l'assemblée républicaine.

Le 13 vendémiaire (5 octobre 1795) les sectionnaires marchèrent sur les Tuileries; une de leurs colonnes, débouchant par la rue Saint-Honoré, attaqua du côté où se trouvait Bonaparte. Il ordonna à ses canonniers de mettre le feu aux pièces. Les sectionnaires se sauvèrent; on les poursuivit. Ils s'arrêtèrent sur les degrés de l'église Saint-Roch, et recommencèrent la fusillade. Une seule pièce de canon avait pu être conduite dans la rue étroite du Dauphin, située en face de l'église; elle fut déchargée sur la foule des insurgés. Ce coup suffit pour les disperser. La colonne qui déboucha par le pont Royal n'eut pas plus de succès. En une demi-heure tout fut décidé : la victoire resta au parti que Bonaparte avait défendu.

Cet événement si petit en lui-même, et où il ne périt pas quatre cents hommes de part et d'autre, eut de grandes conséquences : il empêcha la révolution de rétrograder.

La résolution que Bonaparte avait montrée dans cette journée lui valut le grade de général de division, et, peu de jours après, le commandement en chef de l'armée de l'intérieur.

Dès cette époque son nom devint populaire. Chargé du maintien de la paix publique, il dut fréquemment se montrer au peuple, parcourir les halles et les faubourgs, et parfois haranguer la multitude, sur laquelle il finit par acquérir de l'influence.

Il eut aussi, pendant ce commandement, à lutter contre quelques circonstances difficiles. Une disette extrême affligeait les habitants de Paris, et occasionnait souvent des troubles graves. Un jour, entre autres, que la distribution avait manqué, et qu'il s'était formé de nombreux attroupements à la porte des boulangers, Napoléon, visitant la ville pour s'as-

surer si les mesures d'ordre public qu'il avait ordonnées étaient convenablement exécutées, fut entouré avec son état-major par un groupe tumultueux. C'étaient des femmes en grand nombre, et demandant du pain à grands cris. La foule augmentait, les menaces se multipliaient, et la situation devenait de plus en plus critique. Une de ces femmes, monstrueusement grosse et grasse, se faisait remarquer au milieu des plus exaltées par ses gestes et par ses paroles plus qu'énergiques. C'était quelque notabilité des halles. « Tout » ce tas d'épauletiers, criait-elle en apostrophant le général » et ses officiers, se moquent de nous : pourvu qu'ils man- » gent et qu'ils s'engraissent, il leur est fort égal que le » pauvre peuple meure de faim. » Bonaparte se tourna vers elle, et, souriant, lui fit seulement cette observation : « La » bonne, regardez-moi bien, et dites-moi quel est le plus » gras de nous deux. » On sait qu'alors il était extrêmement maigre. Cette question, faite d'un ton simple et tranquille, fut accueillie par un rire universel. L'orateur femelle resta court et sans réplique, heureux d'échapper par une prompte retraite aux huées de la multitude, qui, vaincue par une plaisanterie, se dispersa aussitôt et laissa le général continuer paisiblement sa route.

Pendant son commandement de l'armée de l'intérieur, le général Bonaparte fut chargé de deux opérations délicates, dont il s'acquitta de manière à mériter l'approbation du Gouvernement. L'une fut la réorganisation de la garde nationale de Paris, et l'autre la composition de la garde du Directoire et du Corps-Législatif. Cette troupe d'élite est devenue plus tard le noyau de cette garde impériale qui se montra toujours si digne et si calme dans nos triomphes, si ferme et si terrible dans nos revers, et dont le souvenir est encore une de nos gloires.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

SIÉGE DE TOULON. — 13 VENDÉMIAIRE.

1793.

Août. Napoléon Bonaparte publie à Marseille un dialogue de sa composition, intitulé *le Souper de Beaucaire.*

28 — Occupation de la rade, des forts et de la ville de Toulon par les flottes anglaise, espagnole et napolitaine.

Septembre. Le chef de bataillon Bonaparte est nommé commandant en second de l'artillerie de siége destinée à agir contre Toulon.

12 — Son arrivée au quartier général de l'armée de Toulon.

14 *octobre.* Il repousse une sortie de l'ennemi et sauve les batteries françaises.

15 — Il propose au conseil de guerre et fait adopter son plan d'attaque contre la ville.

Novembre. Le général Dugommier donne à Bonaparte le commandement en chef de l'artillerie.

30 — Dans une sortie de l'ennemi, Bonaparte fait prisonnier le général anglais O'Hara, gouverneur de Toulon.

19 *décembre.* Prise du fort Mulgrave dans la nuit du 18 au 19. Bonaparte y pénètre par une embrasure.

20 — Occupation des forts de Toulon, et prise de la ville par les Français.

Bonaparte est nommé commandant de l'artillerie de l'armée d'Italie.

1794.

Janvier. Il est chargé d'armer et de mettre en état de défense les côtes de Provence et de Gênes.

6 *février.* Il est nommé général de brigade.

6 *avril.* Il fait adopter un plan d'opérations pour l'armée d'Italie et l'armée des Alpes.

18 *juin.* Les révoltés corses reconnaissent le roi d'Angleterre.

20 *juillet.* Les Anglais deviennent maîtres de toute l'île.—Prise de Bastia après une défense opiniâtre.

27 — (9 thermidor). Chute de Robespierre.

16—20 *août.* Arrestation et mise en liberté du général Bonaparte.

1795.

Mai. Le représentant Aubry, après avoir ôté au général Bonaparte le commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie, lui offre celui d'une brigade d'infanterie. Bonaparte refuse et reste à Paris sans emploi.

Septembre. Le général Bonaparte est attaché au comité topographique de la guerre.

Octobre. Le général Bonaparte est nommé commandant en second de l'armée de l'intérieur.

5 — Journée du 13 vendémiaire. — La Convention triomphe des sections insurgées.

16—Bonaparte est nommé général de division.

29 —Il est nommé général en chef de l'armée de l'intérieur.

Bonaparte est chargé de réorganiser la garde nationale de Paris.

Il est chargé aussi d'organiser la garde du Directoire et celle du Corps-Législatif.



Entrée de Bonaparte à Milan.

ITALIE. — CAMPAGNE CONTRE BEAULIEU.

VICTOIRES EN PIÉMONT. — CONQUÊTE DE LA LOMBARDIE.

La nomination du général Bonaparte au commandement en chef de l'armée d'Italie précéda de peu de jours son mariage avec madame Beauharnais.

Une mesure de police, ordonnée par la Convention à la suite de la défaite des sectionnaires, devint la singulière occasion de ce mariage. Le désarmement général des habitants de Paris avait été décrété. Cette opération, si contraire aux droits et aux habitudes des citoyens, fut exécutée sans rencontrer de résistance ; on y mit une sévérité telle, qu'aucune arme, de quelque espèce que ce fût, ne put être conservée dans les maisons.

Un matin, un enfant de douze à treize ans se présente chez le général Bonaparte. Il verse des pleurs, et son trouble l'empêche de s'exprimer. Bonaparte l'accueille avec bonté, le rassure, le fait asseoir, et, quand il voit son émotion un peu calmée, il l'encourage à parler. Cet enfant était Eugène

Beauharnais. Il venait réclamer l'épée de son père, général de la République, dont la bravoure et le dévouement avaient été récompensés par l'échafaud. L'épée lui fut rendue. — Madame Beauharnais voulut remercier Bonaparte. C'était une des femmes les plus séduisantes qu'on pût rencontrer, pleine de grâces et d'amabilité, et, ce qui vaut mieux encore, de bonté. Le général en devint éperdument amoureux. Son amour, dissimulé d'abord, fut ensuite deviné et partagé par celle qui l'avait inspiré. Leur mariage ne tarda pas à se conclure. Il fut célébré, le 9 mars 1796, par l'officier municipal de la mairie du 2e arrondissement de Paris. Les témoins qui, avec les deux époux, signèrent l'acte civil, furent Barras, un des directeurs de la République ; Tallien, membre du Corps-Législatif; Calmelet, homme de loi, et Lemarrois, capitaine aide de camp de Bonaparte (aujourd'hui lieutenant général et pair de France). Le général Bonaparte avait alors vingt-sept ans; Joséphine, plus âgée que lui, était née en 1763.

Cette union, qui, pendant longtemps, a fait le bonheur de Napoléon, et qu'il n'aurait jamais rompue si Joséphine lui eût donné un héritier, ne s'était pas accomplie sans difficultés. Madame Beauharnais, riche de 25,000 livres de rentes, débris de sa fortune personnelle et de celle de son mari, avait des amis qui lui firent de vives représentations sur son mariage avec un militaire plus jeune qu'elle et sans fortune. On a raconté même à ce sujet une anecdote assez piquante.

Madame Beauharnais était allée avec son futur mari chez le notaire, où se rédigeait son contrat de mariage. Le notaire, nommé Raguideau, qui a été depuis celui de l'Empereur, se crut obligé, en sa qualité d'homme de loi, de faire quelques observations à sa cliente. Il profita du moment où il se trouva seul avec elle pour lui renouveler les réflexions que la plupart de ses amis lui avaient déjà faites. Il termina en disant : « Comment pouvez-vous épouser un soldat qui » n'a que la cape et l'épée? » Napoléon, qui se trouvait dans une pièce voisine dont la porte était ouverte, parut n'avoir rien entendu. Mais huit années plus tard, en 1804, le jour du couronnement, au moment où il s'habillait pour aller à

Notre-Dame, il aperçut dans la foule des gens de sa maison M. Raguideau, que la curiosité ou tout autre motif avait attiré là ; il le fit appeler, et lui montrant d'un côté le manteau impérial parsemé d'abeilles d'or, et de l'autre la longue épée de Charlemagne. « Hé bien! monsieur, lui dit-il, voilà la » cape, et voici l'épée. »

Au moment où le Directoire, sur la proposition de Carnot, nomma Bonaparte général en chef de l'armée d'Italie, l'Angleterre, l'Autriche, l'empire germanique, la Russie, le roi de Sardaigne, le roi de Naples et le pape étaient coalisés contre la République française. L'Espagne et la Prusse, par le traité de Bâle, s'étaient détachées de la coalition; mais leurs relations encore équivoques se bornaient à une stricte neutralité. La Suède et le Danemarck seuls avaient résisté aux prétentions de la cour de Londres, et maintenaient avec énergie les principes du droit maritime. Cependant le Portugal, quoique tributaire de l'Angleterre, aspirait, depuis le traité de Bâle, à suivre l'exemple de l'Espagne, en se retirant d'une ligne où il n'avait aucun intérêt; et l'Autriche, satisfaite de l'accroissement de territoire qu'elle avait obtenu dans le partage de la Pologne, aurait peut-être été disposée à accepter la paix comme la Prusse, si les derniers succès qu'elle venait d'obtenir sur l'armée de Pichegru ne lui eussent donné l'espoir de reconquérir la Belgique, qu'un décret de la Convention avait récemment réunie à la France.

Le but que le gouvernement directorial se proposait en portant la guerre en Italie, conformément au projet conçu par le général Bonaparte, était de forcer le roi de Sardaigne à se détacher de la coalition, et d'amener l'Autriche, en l'attaquant directement dans ses États de Lombardie, à faire la paix avec la République française.

Pour arriver à ce résultat, le général Bonaparte, manœuvrant par sa droite, devait entrer en Italie au point où les contre-forts des Apennins s'abaissent avant de se joindre à ceux des Alpes, descendre en Lombardie par le Montferrat, et porter tous ses efforts contre les Autrichiens, afin de détacher le Piémont de leur alliance. Pendant ce temps, nos

armées d'Allemagne, réorganisées sous les ordres de Jourdan et de Moreau, reprenant l'offensive, auraient marché sur la Souabe et sur la Franconie, pour se réunir ensuite au cœur de la Bavière. Bonaparte, après avoir détrôné ou obligé à la paix le roi de Sardaigne, devait s'avancer sur l'Adige, et forcer les Autrichiens à quitter la péninsule italique.

Ce plan de campagne, remis au général en chef par le directeur Carnot, était celui-là même qu'une année auparavant Bonaparte avait tracé pour Scherer, qui n'avait pas su l'exécuter.

Bonaparte, parti de Paris le 21 mars 1796, arriva à Nice, quartier général de l'armée d'Italie, le 27. Au lieu d'une armée de soixante mille hommes qu'on lui avait annoncée, il trouva trente mille combattants disponibles, mais dépourvus de tout, sans argent, sans vivres, sans souliers, sans habits; d'ailleurs indisciplinés et adonnés au pillage. Cette armée, à la vérité, était jeune, enthousiaste, intrépide; victorieuse naguère avec Bonaparte, elle l'avait été encore depuis sous Masséna : il ne lui fallait qu'un chef.

L'armée coalisée austro-sarde, commandée par le vieux général Beaulieu, militaire habile, actif et entreprenant, comptait quatre-vingt mille combattants, et deux cents pièces de canon. Bonaparte n'avait sous son commandement que quatre divisions, aux ordres des généraux Masséna, Laharpe, Augereau et Serrurier, formant un total de vingt-huit mille hommes d'infanterie, trois mille cavaliers et trente pièces d'artillerie. Son génie devait suppléer au nombre des soldats et des canons.

Le nouveau général était connu des généraux par les combinaisons stratégiques de la campagne de 1795; il sut promptement leur imposer, quel que fût leur dépit de se voir un si jeune chef, le respect qui était dû à sa haute position; mais pour obtenir la confiance des soldats il fallait des victoires. Bonaparte leur en promet, et il tiendra sa promesse. Son premier soin est de porter son quartier général de Nice à Albenga, afin de se rapprocher de l'ennemi. Avant de partir, il s'adresse aux braves qu'il est chargé de conduire aux combats, et leur dit : « Soldats! vous êtes nus, mal nourris; » le Gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous

» donner. Votre patience, le courage que vous montrez au
» milieu des rochers sont admirables, mais ils ne vous pro-
» curent aucune gloire; aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je
» veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde:
» de riches provinces, de grandes villes seront en votre pou-
» voir; vous y trouverez honneur, gloire et richesse. Soldats
» d'Italie! manqueriez-vous de courage ou de constance? »

Ces paroles, qui prouvent au soldat que le général comprend ses besoins et ses vœux, produisent un effet électrique. Les hostilités commencent. — Beaulieu, qui dirige l'armée autrichienne, marche sur Gênes. — Le centre de son armée, aux ordres d'Argenteau, arrêté par la belle défense du brave Rampon, est battu à Montenotte. — Les gorges de Millesimo sont forcées; un corps d'élite, commandé par Provera, et qui lie l'armée autrichienne à l'armée piémontaise, est obligé de chercher un refuge dans le château de Cosseria, et de mettre bas les armes, après une vaine tentative du général Colli pour le délivrer. — Bonaparte voulait faire poursuivre les Piémontais, qui, au nombre de vingt-cinq mille, occupaient le camp retranché de Ceva; il est obligé d'arrêter son mouvement pour attaquer les Autrichiens qui se concentrent à Dego. C'est là qu'Argenteau est battu une seconde fois. Le corps autrichien, aux ordres du général illyrien Wukassowich, vient se présenter ensuite sur le même champ de bataille, et y éprouve une défaite pareille.

Débarrassé des Autrichiens, le général Bonaparte, laissant la division Laharpe à sa droite pour contenir Beaulieu, marcha de nouveau contre les Piémontais avec les divisions Augereau, Masséna et Serrurier. Ce fut dans cette marche, qu'arrivant sur les hauteurs de Monte-Zemolo, l'armée française contempla avec étonnement la chaîne gigantesque des Alpes qu'elle voyait s'élever derrière et autour d'elle sans les avoir franchies. « Annibal a franchi les Alpes, dit Bonaparte, » nous, nous les avons tournées. » C'était en effet le plan et le résultat des premières manœuvres de cette campagne merveilleuse. Cependant Colli, pressé de front par des forces supérieures, menacé sur sa gauche par le mouvement d'Augereau, qui avait passé sur la rive gauche du Tanaro, se vit obligé d'évacuer le camp de Ceva sans combattre. Bonaparte

le poursuivit, l'atteignit à Vico, près de Mondovi, et le rejeta derrière la Stura. Le 26 avril, les trois divisions françaises étaient réunies à Alba, à dix lieues de Turin. Dès le 25, le quartier général avait été établi à Cherasco.

L'armée de Bonaparte, en quinze jours, avait fait plus que l'ancienne armée d'Italie en quatre campagnes. Le général en chef lui en témoigna sa satisfaction.

« Soldats! vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la plus riche partie du Piémont; vous avez fait quinze mille prisonniers [1], tué ou blessé dix mille hommes. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout; vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué plusieurs fois sans pain : les phalanges républicaines étaient seules capables d'actions aussi extraordinaires. Grâces vous soient rendues, soldats!

» Les deux armées qui, naguère, vous attaquèrent avec audace, fuient devant vous; les hommes pervers qui se réjouissaient dans leur pensée du triomphe de vos ennemis sont confondus et tremblants. Mais, il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez encore rien fait, puisque beaucoup de choses vous restent encore à faire. Ni Turin ni Milan ne sont à vous : vos ennemis foulent encore les cendres des vainqueurs des Tarquins.

» Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne; vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus. Les magasins pris à vos ennemis sont nombreux. L'artillerie de siége est arrivée. La patrie attend de vous de grandes choses. Vous justifierez son attente; vous brûlez tous de porter au loin la gloire du peuple français, d'humilier les rois orgueilleux qui méditaient de nous donner des fers, de dicter une paix glorieuse, qui indemnise la patrie des

[1] C'est dix-sept mille que la proclamation aurait dû porter.

« Les Autrichiens, à Dego, eurent huit mille prisonniers.—Le chef d'état-major, en faisant imprimer l'état des prisonniers, en oublia deux mille qui avaient déjà été évacués sur Nice, et dont le rôle n'avait pas été remis à l'adjudant général, chargé de ce détail. » (*Note de l'Empereur.*)

» sacrifices qu'elle a faits. Vous voulez tous, en rentrant
» dans le sein de vos familles, dire avec fierté : *J'étais de*
» *l'armée conquérante de l'Italie.*

» Amis, je vous la promets cette conquête ; mais il est une
» condition qu'il faut que vous juriez de remplir, c'est de
» respecter les peuples que vous délivrerez de leurs fers ;
» c'est de réprimer les pillages, auxquels se portent des scé-
» lérats suscités par nos ennemis. Sans cela vous ne seriez
» pas les libérateurs des peuples, vous en seriez le fléau.
» Le peuple français vous désavouerait : vos victoires, votre
» courage, le sang de vos frères morts en combattant, tout
» serait perdu, surtout l'honneur et la gloire. Quant à moi,
» et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions
» de commander une armée qui ne connaîtrait de loi que la
» force ; mais, investi de l'autorité nationale, je saurai faire
» respecter à un petit nombre d'hommes sans cœur les lois
» de l'humanité et de l'honneur, qu'ils foulent aux pieds ; je
» ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers.

» Peuples d'Italie, l'armée française vient chez vous pour
» rompre vos fers ; le peuple français est l'ami de tous les
» peuples. Venez avec confiance au-devant de nos drapeaux.
» Votre religion, vos propriétés et vos usages, seront reli-
» gieusement respectés. Nous faisons la guerre en ennemis
» généreux ; nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous as-
» servissent. »

Cet appel aux peuples de l'Italie fut entendu. Une fermentation sourde se manifesta à Turin ; le roi de Sardaigne, effrayé, demanda la paix. Bonaparte l'engagea à envoyer un ambassadeur à Paris pour en traiter définitivement, et consentit seulement à la conclusion d'un armistice. Cet armistice, signé à Cherasco le 28 avril, pouvait être considéré comme un traité préliminaire. Il livrait le Piémont à l'armée française en lui ouvrant les portes de Coni, de Ceva et de Tortone.

Dès le 29, le général en chef porta les quatre divisions de son armée sur Alexandrie. Beaulieu avait repassé le Pô à Valence, et avait pris position à Valeggio, sur l'Ogogno, afin d'observer les mouvements de l'armée française. Pour

donner le change au vieux général, et pour mieux lui cacher ses intentions, Bonaparte avait fait insérer dans l'armistice avec les Piémontais la clause qu'il pourrait faire passer le Pô à ses troupes, à Valence. Ce stratagème réussit. — Beaulieu s'attendait à être attaqué de front sur le Tésin. Bonaparte entretint son erreur, en faisant quelques démonstrations comme s'il voulait passer à Cambio. A la faveur de ces fausses tentatives, l'armée française filait sans bruit sur sa droite, et descendait rapidement le long du fleuve. Afin d'activer la marche, le général en chef conduisait l'avant-garde.

Il arriva le 7 mai à Plaisance, où il avait résolu de traverser le Pô. Ses divisions, disposées en échelons, suivaient de près. Il fallait brusquer l'entreprise, afin de ne pas donner à l'ennemi le temps de s'y opposer. Mais le Pô, qui ne le cède guère au Rhin pour la largeur et la profondeur de son lit, est une barrière difficile à franchir. Bonaparte n'avait aucun moyen de construire un pont. On dut se contenter des frêles embarcations qui se trouvèrent à Plaisance et dans les environs. Le chef de brigade Lannes (mort depuis maréchal de l'Empire, et duc de Montebello), avec l'avant-garde, passa ainsi le premier en bateau. Deux bataillons autrichiens qui se trouvaient sur l'autre rive furent aisément culbutés. Le passage de l'armée continua lentement, mais sans obstacles. Il dura deux jours. Si les Français eussent eu un équipage de pont, c'en était fait de l'armée autrichienne; la nécessité de passer successivement dans de petites embarcations, et par détachements, la sauva d'une entière destruction.

Le général en chef mit à profit les quarante-huit heures de son séjour forcé à Plaisance. Il signa des armistices avec les ducs de Parme et de Modène. Chacun de ces princes, en punition de son attachement aux ennemis de la République, versa dans la caisse de l'armée un tribut de dix millions. Ils durent, en outre, fournir des chevaux à l'artillerie et à la cavalerie, des vivres et des munitions aux magasins militaires, et enfin livrer à des commissaires du général un grand nombre de chefs-d'œuvre de peinture et de sculpture, choisis dans leurs riches galeries. Ces tableaux étaient destinés au musée de Paris par Bonaparte, qui, à l'exemple des

généraux romains, voulait que les trophées de ses victoires servissent à l'ornement de la capitale de la République.

Dans le tribut imposé au duc de Parme se trouvait la fameuse *Communion de saint Jérôme*. Le prince offrait deux millions pour la conserver. « Non, répondit Bonaparte, je » n'ai pas besoin de millions ; tous vos trésors ne valent » pas à mes yeux la gloire d'offrir à ma patrie un chef-d'œu- » vre du Dominiquin. » Bonaparte refusa aussi, à Plaisance, de s'approprier quatre millions sur la contribution de guerre payée par le duc de Modène. Plus tard il dédaigna sept millions, qui lui furent offerts pour sauver de la destruction la république vénitienne. Le désintéressement du général de l'armée d'Italie faisait un contraste remarquable avec la rapacité dont plusieurs de nos généraux, même les plus illustres, avaient donné le scandaleux exemple.

Beaulieu, averti enfin du mouvement des Français sur Plaisance, manœuvra pour s'y opposer. Mais ce général octogénaire ne sut prendre que des demi-mesures. La gauche de son armée, aux ordres du général Liptay, prit, le 8 mai, position à Fombio, en face de l'avant-garde française. Le général en chef, ne doutant pas que Beaulieu ne se hâtât d'arriver pour soutenir son lieutenant, et ne voulant pas leur laisser le temps de se réunir, donna ordre au général Lannes d'attaquer sur-le-champ. Lannes se porta en avant avec cette valeur et cette impétuosité qui illustrèrent depuis sa glorieuse carrière. Liptay fut défait, séparé de Beaulieu, et rejeté sur Pizzighetone.

Dans la nuit, Beaulieu arriva sur le terrain où son lieutenant venait d'être battu. Ses coureurs, empressés d'opérer la jonction, se présentèrent à Codogno, où la division Laharpe était bivouaquée. Dans le premier moment de surprise il y eut du désordre aux avant-postes, et le brave général Laharpe, accouru pour reconnaître ce qui se passait, tomba frappé par les siens.

Toutefois cette échauffourée n'eut aucun résultat. Beaulieu, non content d'avoir morcelé son armée, avait encore disséminé le corps qu'il conduisait. Il ne restait avec lui que trois bataillons. Se voyant en présence de forces supé-

rieures, il se retira, résolu de concentrer toute son armée vers Lodi, où il avait un pont sur l'Adda.

La route de Milan était ouverte à l'armée française, mais la possession de cette ville importante ne pouvait être que très-précaire tant que l'ennemi se maintiendrait derrière l'Adda. Le général Bonaparte marcha donc sur Lodi, avec les grenadiers réunis et les divisions Masséna et Augereau.

L'armée arriva le 10 mai devant cette ville, que gardait le général Sebottendorf avec dix mille hommes et vingt pièces de canon. Le pont de Lodi est long de 50 à 60 toises; l'ennemi, croyant pouvoir le défendre, avait négligé de le couper. Un bataillon et quelques escadrons qui occupaient la ville en furent débusqués sans peine. L'avant-garde française arriva sur leurs pas jusque sur le pont, que les Autrichiens n'eurent pas le temps de détruire. Le général en chef fit aussitôt former les grenadiers en colonne serrée et les lança sur le pont. Cette masse, accueillie par un feu de mitraille, éprouva un moment d'hésitation. Les généraux français se précipitèrent à la tête, et l'enlevèrent par leur exemple. D'un autre côté, cette hésitation avait déterminé quelques soldats à se glisser des piles du pont dans une île, pour chercher un point d'attaque moins exposé au feu de l'ennemi. Ils trouvèrent le second bras guéable, et un bataillon se répandit bientôt en tirailleurs, pour tourner la ligne autrichienne. Ainsi favorisée, la colonne de grenadiers traversa le pont au pas de charge, culbuta tout ce qu'elle rencontra, s'empara des batteries de l'ennemi, et dispersa ses bataillons. Sebottendorf se replia sur Crema (où se trouvait Beaulieu et le reste de ses forces), avec une perte de 15 canons et de deux mille hommes hors de combat.

Bonaparte, après cette victoire, voulut, sans être connu, interroger lui-même les prisonniers, afin de connaître l'effet moral que produisaient sur l'ennemi des revers si rapides et si multipliés. Il s'adressa à un gros capitaine allemand : « Cela va très-mal, lui répondit celui-ci ; je ne sais » pas comment on en finira ; il n'y a plus moyen d'y rien » comprendre. Nous avons affaire à un jeune général qui

» est tantôt devant nous, tantôt sur notre queue, tantôt sur
» nos flancs, qui nous attaque à droite, à gauche, par-de-
» vant, par-derrière..... Pour ma part, je suis tout consolé
» d'avoir fini. »

On raconte qu'à l'armée d'Italie, soit à cause de la jeunesse du général en chef, soit pour toute autre raison, il s'était établi un singulier usage. Après chaque bataille, les plus vieux soldats se réunissaient en conseil, et donnaient un nouveau grade à leur jeune général. Quand celui-ci rentrait au camp, il y était reçu par les vieilles moustaches, qui le saluaient de son nouveau titre. Bonaparte fut fait caporal à Lodi, sergent à Castiglione, et ainsi de suite après chaque victoire. C'est là l'origine du surnom de *petit Caporal,* qui lui était resté parmi les soldats, et qui dans leur bouche était à la fois une parole d'affection et d'admiration.

« Vendémiaire et même Montenotte ne me portèrent pas
» à me croire un homme supérieur, a dit depuis Napoléon,
» ce n'est qu'après Lodi qu'il me vint dans l'idée que je
» pourrais bien devenir un acteur décisif sur notre scène
» politique. »

Après la bataille de Lodi, Bonaparte reçut un arrêté du Directoire, qui lui ordonnait de marcher sur Rome et sur Naples avec vingt mille hommes, et de laisser son armée à Kellermann, qui viendrait établir et commander le blocus de Mantoue. C'était porter à l'armée d'Italie un coup plus terrible que ne le pouvait faire l'armée autrichienne. Le général en chef représenta avec énergie les vices de ce projet, et offrit sa démission; ne voulant pas être l'instrument de la perte de son armée. « Si vous affaiblissez vos moyens
» en partageant vos forces, écrivait-il aux directeurs, *si vous*
» *rompez en Italie l'unité de la pensée militaire,* je vous le
» dis avec douleur, vous aurez perdu l'occasion d'imposer
» des lois à l'Italie. — Je crois qu'il faut mieux un mauvais
» général que deux bons. La guerre est comme le gouver-
» nement : c'est une affaire de tact. » Le Directoire rapporta son arrêté; il avait été séduit par l'appât irrésistible pour les hommes de la révolution d'arborer le drapeau français sur le Capitole. Peut-être aussi les victoires du jeune général inquiétaient-elles les directeurs. Carnot devinait et crai-

gnait le grand homme. Dans Bonaparte il voyait déjà Napoléon.

Les conséquences immédiates du combat de Lodi furent l'occupation de Pizzighetonne, et la retraite de Beaulieu vers le Mincio. Le général en chef ne l'y poursuivit pas. Il était attendu à Milan, et l'armée avait besoin de repos. Après avoir laissé la division Serrurier à Crémone pour contenir les Autrichiens, il prit, avec le reste de ses troupes, le chemin de la Lombardie, où il fit son entrée le 15 mai. Une députation, présidée par le respectable Melzi, qui fut depuis duc de Lodi, et grand-chancelier du royaume d'Italie, était venue à sa rencontre jusqu'à Lodi. A Milan, une garde nationale nombreuse, habillée aux couleurs lombardes, et commandée par le duc Serbelloni, le reçut, formée en haie depuis la porte de la ville jusqu'à son palais. L'allégresse semblait universelle. On n'en eût pas fait davantage en France en lui décernant les honneurs du triomphe.

Bonaparte adressa à l'armée, le 15 mai, jour de son entrée à Milan, la proclamation suivante, que l'on considère comme la plus remarquable de toutes ses belles allocutions militaires.

« Soldats! vous vous êtes précipités comme un torrent
» du haut de l'Apennin; vous avez culbuté, dispersé tout ce
» qui s'opposait à votre marche. Le Piémont, délivré de la
» tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentiments naturels
» de paix et d'amitié pour la France. Milan est à vous, et le
» pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie. Les
» ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence po-
» litique qu'à votre générosité.

» L'armée qui vous menaçait, avec tant d'orgueil, ne
» trouve plus de barrière qui la rassure contre votre cou-
» rage. Le Pô, le Tésin et l'Adda n'ont pu vous arrêter un
» seul jour; ces boulevarts si vantés de l'Italie ont été in-
» suffisants; vous les avez franchis aussi rapidement que
» l'Apennin.

« Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la pa-
» trie; vos représentants ont donné une fête dédiée à vos
» victoires, et qui doit être célébrée dans toutes les com-

» munes de la République : là, vos pères, vos mères, vos
» épouses, vos sœurs, vos amantes, se réjouissent de vos
» succès, et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

» Oui, soldats, vous avez beaucoup fait..... mais ne vous
» reste-t-il plus rien à faire ? Dira-t-on de nous que nous
» avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter
» de la victoire ? La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir
» trouvé Capoue dans la Lombardie ?.... Mais je vous vois
» déjà courir aux armes ; un lâche repos vous fatigue ; les
» journées perdues pour la gloire le sont pour votre bon-
» heur... Eh bien ! partons ; nous avons encore des marches
» forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à
» cueillir, des injures à venger.

» Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre ci-
» vile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres,
» incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent !... l'heure de
» la vengeance a sonné.

» Mais que les peuples soient sans inquiétude ; nous som-
» mes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des
» descendants des Brutus, des Scipions, et des grands hom-
» mes que nous avons pris pour modèles.

» Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues
» des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple ro-
» main engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le
» fruit de vos victoires : elles feront époque dans la postérité ;
» vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la
» plus belle partie de l'Europe. Le peuple français, libre, res-
» pecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glo-
» rieuse qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il
» a faits depuis six ans ; vous rentrerez alors dans vos foyers,
» et vos concitoyens diront en vous montrant : *Il était de*
» *l'armée d'Italie.* »

Avant de courir aux nouveaux exploits qu'il promettait à son armée, le général en chef s'occupa de l'administration intérieure de la Lombardie. Ce fut là qu'il donna la première preuve de son génie organisateur. Il prescrivit aussi les mesures nécessaires pour réduire la citadelle de Milan, qui tenait encore, et dont l'occupation était nécessaire à la sûreté

de notre établissement en Lombardie. Ensuite il donna aux troupes des ordres pour se rapprocher des rives du Mincio, où Beaulieu avait pris position. Au moment de partir lui-même pour se mettre à leur tête, il apprit que le peuple de Pavie et des campagnes environnantes, fanatisé par les prêtres, avait pris les armes et que le tocsin sonnait sur les derrières de l'armée. Il fallait étouffer soudain la révolte. Bonaparte, suivi de trois cents chevaux et d'un bataillon de grenadiers, se transporta sur la cité rebelle. Après une sommation qui fut sans résultat, les grenadiers enfoncèrent les portes, et Pavie fut livrée au pillage. Dans cette occasion, la clémence eût été un crime envers l'armée. Bonaparte fit fusiller les membres de la municipalité, chefs des révoltés, et tout rentra dans l'ordre.

Beaulieu se croyait en sûreté derrière le Mincio. Sa gauche, établie à Goïto, était appuyée sur la forteresse de Mantoue. Sa droite, flanquée par le lac de Garda et les montagnes tyroliennes, occupait Peschiera, place forte, qu'il avait enlevée par surprise anx Vénitiens. Le centre de son armée, couvert par le fleuve, était à Valleghio. Bonaparte trouvant qu'il y aurait de l'imprudence à aller se heurter contre les deux places fortes des ailes, résolut de forcer le centre de l'armée autrichienne. — Le 30 mai, l'avant-garde française arriva à Borghetto : un poste ennemi qui voulut s'y défendre fut culbuté et forcé de repasser la rivière. En se retirant il coupa une arche du pont. Le général en chef donna l'ordre de la réparer sur-le-champ. Ce travail exécuté sous le feu de l'ennemi n'avançait que lentement. Quelques grenadiers s'impatientent et se jettent dans le Mincio, tenant leurs armes sur leur tête, et ayant de l'eau jusqu'aux épaules. Les Autrichiens, qui crurent voir devant eux la redoutable colonne de Lodi, lâchèrent pied et se retirèrent précipitamment, laissant l'armée française achever tranquillement son passage.

Beaulieu, dont l'armée venait d'être ainsi partagée en deux, craignant pour sa retraite par Peschiera, que menaçait la division Augereau, se retira au delà de l'Adige, afin de pouvoir gagner le Tyrol. Son aile gauche, qui était

restée isolée à Goïto, n'eut, pour éviter d'être écrasée par la masse de l'armée française, que le temps de se jeter dans Mantoue, dont l'investissement commença aussitôt, et dont Bonaparte se proposait de faire le siége en règle, dès que la prise du château de Milan aurait rendu disponible sa grosse artillerie.

Bonaparte, après le passage du Mincio, courut un danger personnel qui aurait pu mettre fin dès lors à sa glorieuse carrière, et faire peut-être considérer, par le vulgaire, comme des échauffourées heureuses, mais blâmables, les actes de génie par lesquels il venait de débuter. L'affaire était décidée, les ennemis fuyaient, poursuivis dans toutes les directions; le général en chef, après avoir donné ses ordres, harassé de fatigue, souffrant de la tête, s'arrêta dans un château pour y prendre un bain. Tout à coup arrive un fort détachement autrichien qui, cherchant une issue à sa fuite, s'était égaré en remontant le Mincio. Bonaparte était presque seul dans le château. La sentinelle en faction à la porte n'eut que le temps de la fermer en criant aux armes; et le général victorieux, au milieu même de son triomphe, fut réduit à se sauver, une jambe nue et l'autre bottée, par les derrières des jardins. Ce danger, qui, en raison de la vivacité et de la rapidité que Bonaparte mettait dans toutes ses opérations, pouvait se renouveler fréquemment, fut la cause de la formation des guides, chargés de garder sa personne. Ce corps fameux, qui fut composé de cavaliers d'élite ayant tous dix ans de service, reçut dès sa création l'uniforme adopté depuis pour les chasseurs de la garde impériale : glorieux uniforme, qui fut aussi le dernier habit porté à Saint-Hélène par l'Empereur mourant.

Après cette brillante campagne, Bonaparte revint à Milan, où les affaires de l'Italie réclamaient sa présence. Ainsi tout réussissait au jeune général : en moins de deux mois le Piémont avait été détaché de la coalition, la Lombardie conquise, et l'armée autrichienne chassée hors de la péninsule italique.

RESUME CHRONOLOGIQUE.

CAMPAGNE D'ITALIE. — CONTRE BEAULIEU.

1796.

Victoires en Piémont.

23 *février.* Bonaparte est nommé général en chef de l'armée d'Italie.
9 *mars.* Son mariage avec Joséphine, veuve du général Beauharnais.
21 — Il quitte Paris pour se rendre à l'armée.
27 — Il arrive à Nice quartier général.
10 *avril.* Commencement des hostilités.
11 — Combat de Voltri.
12 — Bataille de Montenotte.
13 — *Idem* de Millesimo (4,000 prisonniers, 20 canons).
14 — Le général Provera est fait prisonnier.
15 — Bataille de Dego (8,000 prisonniers, 15 drapeaux, 30 canons).
16 — Attaque et prise du camp retranché de Ceva.
19 — Combat de Vico.
22 — Bataille de Mondovi (1300 prisonniers, 21 drapeaux, 30 canons).
25 — Prise de Cherasco, de Fassanno et d'Alba.
26 — Proclamation de Bonaparte à l'armée d'Italie.
28 — Armistice (signé à Cherasco, avec le roi de Sardaigne.

Conquête de la Lombardie.

7 *mai.* Passage du Pô à Plaisance.
8 — Combat de Fombio.
9 — Affaire de Codogno. — Mort du général Laharpe.
— — Traité avec le duc de Parme.
— — Avec le duc de Modène.
10 — Bataille de Lodi. — Passage de l'Adda (2,000 prisonniers, 20 canons).
15 — Entrée du général Bonaparte à Milan.
— — Fêtes des victoires à Paris. (Murat présente au Directoire les drapeaux enlevés à l'ennemi par l'armée d'Italie).
— — Traité de paix de Paris, entre la République française et le roi de Sardaigne. — Cession à la France, de la Savoie, des comtés de Nice, de Tende et de Beuil.
22 — Révolte de Pavie.
24 — Prise et pillage de Pavie. — La révolte est comprimée.
30 — Combat de Borghetto.
— — Passage du Mincio.
— — Prise de Peschiera.
3 *juin.* Occupation de Vérone.
4 — Investissement de Mantoue.



Bataille de Castiglione.

ITALIE. — CAMPAGNE CONTRE WURMSER.

SIÉGE DE MANTOUE. — BATAILLES DE CASTIGLIONE ET DE BASSANO.

La soumission du Piémont, la ruine et l'expulsion de l'armée autrichienne, tant de victoires si rapides et si brillantes, auraient suffi sans doute pour éblouir un général ordinaire; mais Napoléon n'était pas homme à se laisser ainsi aveugler par la fortune. Il savait qu'au sein de ses conquêtes, au milieu même de ses triomphes, de nouveaux et grands embarras allaient lui être suscités.

L'Autriche ne paraissait point découragée du malheur de ses armes : elle avait puni le général de la défaite des soldats. Beaulieu avait été remplacé par Mélas, qui avait réorganisé l'armée, et auquel devait succéder, au moment de rentrer en campagne, le maréchal Wurmser, vieux général plein d'audace et d'énergie, dont la longue carrière militaire avait été marquée par de brillants succès en Allemagne et en Turquie, et qui naguère encore venait de vaincre les armées républicaines à Weissembourg, à Heidelberg et dans le Palatinat. Wurmser arrivait à marches forcées des bords du Rhin, avec

un corps de trente mille hommes d'élite, pour se réunir, dans la vallée de l'Adige, aux débris de l'armée de Beaulieu, qui, joints aux levées tyroliennes, formaient encore un total de quarante mille combattants.

L'armée française, que la nécessité de conserver les pays conquis forçait à se disséminer, et qui, chargée du siége de Mantoue, où se trouvait une garnison de quinze mille hommes, allait avoir à tenir tête à cette nouvelle armée de soixante-dix mille Autrichiens, ne comptait en tout que quarante-cinq mille hommes.

La situation intérieure de la Péninsule était loin d'être tranquillisante. Cédant à l'éclat de nos victoires, les petits princes d'Italie avaient souscrit des armistices à des conditions glorieuses pour nous ; mais le roi de Sardaigne, les ducs de Modène et de Plaisance, en déposant les armes, n'étaient pas devenus nos amis. Les peuples de la Lombardie, par leurs diverses tentatives de révolte, avaient prouvé qu'ils étaient fort divisés d'opinions et de sentiments à notre égard. L'insurrection agitait les fiefs impériaux ; on y arrêtait nos convois et on y assassinait nos malades ; les communications de l'armée avec Gênes étaient devenues difficiles et périlleuses. La cour de Rome soulevait, par ses intrigues, les populations de l'Italie centrale. Naples, dont les dispositions étaient contraires à la France, pouvait se décider à combattre, secourir le pape et faire marcher à l'improviste des troupes nombreuses sur Ancône ou sur Sienne. La Toscane, il est vrai, avait fait en 1795 la paix avec la République; mais les Anglais occupaient la Corse, et de là soufflaient la discorde en Italie. Leur flotte, maîtresse du port de Livourne, se trouvait ainsi à portée, lorsque les opérations recommenceraient sur l'Adige, de jeter sur le continent dix mille hommes qui auraient rallié derrière l'armée française une masse imposante d'ennemis. Enfin, à ce tableau, qui est loin d'être surchargé, il faut ajouter Venise qui, avec une armée de vingt mille soldats étrangers et plus de cinquante mille hommes de milice, pouvait à elle seule faire pencher la balance. Venise, mécontente de la neutralité armée qu'elle n'avait pas su faire respecter et qui ruinait ses finances, n'attendait pour se prononcer et devenir hostile qu'un échec arrivé au général républicain.

Bonaparte comprit tout ce que cette position avait de critique. Par son activité ferme et par son langage de vainqueur, il réussit à contenir des ennemis secrets et des alliés douteux. Il lui fallait de l'activité, de l'énergie, beaucoup d'aplomb, de patience et de sage prudence. Jamais général ne déploya ces qualités à un plus haut degré qu'il ne le fit alors. Il calcula le temps qui devait encore s'écouler jusqu'à la reprise de la guerre, et résolut d'en profiter pour dompter tous ces ennemis secondaires, ces neutres mécontents et incertains. Son activité, la célérité de ses marches, la promptitude de ses manœuvres, suppléèrent aux troupes qui lui manquaient. Mantoue était investie, Vérone occupée; l'armée établie sur l'Adige gardait les débouchés du Tyrol. Il se hâta d'employer le peu de troupes qui lui restaient disponibles. En peu de jours les troubles des fiefs impériaux furent comprimés; les légations de Bologne et de Ferrare furent occupées et enlevées aux intrigues de la cour de Rome. Le pape, trop heureux de sauver ses États, signa, à Foligno, un armistice par lequel il renonça à ces légations, consentit à recevoir une garnison française à Ancône, et s'obligea, outre l'abandon de cent chefs-d'œuvre des arts et de cinq cents manuscrits précieux, à payer à la République une somme de vingt millions. Dans le même temps, le roi de Naples, ébranlé par l'exemple du roi de Sardaigne et sollicité par le roi d'Espagne, s'était lassé d'une guerre dont il n'entrevoyait que les charges et les dangers, et avait envoyé au quartier-général de Bonaparte un ambassadeur qui, après avoir signé un armistice avec le général en chef de l'armée d'Italie, partit pour Paris afin de traiter de la paix définitive avec le Directoire. Enfin le port de Livourne, occupé par une garnison française et fermé aux vaisseaux ennemis, vit bientôt partir une expédition navale qui délivra la Corse de la domination britannique.

On sait que la famille de Bonaparte est originaire de Toscane : le général en chef, après son excursion à Bologne, fut reçu à San-Miniato par un abbé Bonaparte qui se trouvait très-flatté de l'honneur d'être son parent. Ce bon vieillard le traita splendidement lui et son état-major; et quand le général le pressa de lui demander quelque faveur, il le pria très-sérieusement d'obtenir du pape la canonisation d'un

certain père Bonaventure Bonaparte, capucin de Bologne, depuis longtemps béatifié. Le chef des armées républicaines rit beaucoup de la bonhomie de ce brave abbé, dont les idées étaient si peu en harmonie avec celles du jour. Mais l'abbé ne se découragea pas; il le pressa tellement qu'il obtint la promesse qu'il désirait, « voulant, disait-il, avoir dans la » famille un grand homme sur la terre et un saint dans les » cieux. » Plus tard l'abbé Bonaparte, qui était fort riche, institua Napoléon son héritier. L'empereur accepta, mais pour faire don de cet héritage à un établissement d'utilité publique en Toscane.

Ce fut à Florence, pendant une entrevue avec le grand-duc de Toscane, que Bonaparte reçut la nouvelle de la prise de la citadelle de Milan, dont la capitulation rendait disponible l'artillerie nécessaire au siége de Mantoue.

Ces succès multipliés produisirent l'effet qu'on en attendait. Les dispositions des peuples de l'Italie devinrent généralement favorables aux Français. Milan, Bologne, Ferrare en donnèrent la preuve en organisant spontanément des gardes nationales qui rendirent de grands services à nos armées. Les Italiens voyaient alors en nous les libérateurs des peuples. Nos victoires n'atteignaient que leurs oppresseurs; nos triomphes étaient des fêtes pour la liberté. Néanmoins, les partisans de l'absolutisme autrichien cherchaient à effrayer les classes éclairées, en leur représentant les républicains comme des ennemis naturels des sciences et des lettres, et en leur rappelant quelques manifestations absurdes de l'ignorance et de la barbarie révolutionnaires contre les connaissances humaines. Ils avaient ainsi réussi à épouvanter quelques savants. Le général Bonaparte connaissait l'empire de l'opinion; on a vu qu'il aimait et cultivait les sciences: sa politique élevée, sa tolérance large et généreuse se montrèrent d'une façon éclatante dans une lettre qu'il écrivit au célèbre astronome Oriani, et qui, rendue publique, réduisit bientôt au silence les calomniateurs ennemis, et lui attira l'affection de tous les hommes distingués de l'Italie. « Les » sciences qui honorent l'esprit humain (disait-il), les arts » qui embellissent la vie et transmettent les grandes actions » à la postérité, doivent être spécialement honorés dans les

» gouvernements libres. Tous les hommes de génie, tous
» ceux qui ont obtenu un rang distingué dans la république
» des lettres, sont Français, quel que soit le pays qui les ait vus
» naître.—La pensée est devenue libre en Italie... Il n'y a plus
» ni inquisition, ni intolérance, ni despotisme. J'invite les sa-
» vants à se réunir et à me proposer leurs vues sur les moyens
» qu'il y aurait à prendre, ou les besoins qu'ils auraient, pour
» donner aux sciences et aux beaux-arts une nouvelle vie et
» une nouvelle existence. Tous ceux qui voudront aller en
» France seront accueillis avec distinction par le gouverne-
» ment. Le peuple français ajoute plus de prix à l'acquisition
» d'un savant mathématicien, d'un peintre de réputation,
» d'un homme distingué, quel que soit l'état qu'il professe,
» qu'à celle de la ville la plus riche et la plus abondante. »

Dans le même temps, et comme pour prouver que ces promesses n'étaient pas de vaines paroles, il réorganisait et faisait rouvrir la célèbre université de Pavie.

C'est encore de Milan qu'il écrivit à un commissaire du Directoire, qui voulait se mêler des opérations de l'armée, une lettre pleine de dignité, où l'on remarque ces passages empreints d'une haute raison, et qui peignent bien le caractère calme et la volonté ferme du général de l'armée d'Italie :
« La réquisition que vous avez faite au général Vaubois est
» contraire à l'instruction que m'a donnée le gouvernement.
» Je vous prie de vous restreindre désormais dans les bor-
» nes des fonctions qui vous sont prescrites par le Directoire
» exécutif; sans quoi, je me trouverais obligé de défendre à
» l'ordre de l'armée d'obtempérer à vos réquisitions. Nous
» ne sommes tous que par la loi : celui qui veut commander
» et usurper des fonctions qu'elle ne lui accorde pas n'est
» pas républicain. »

Complétement tranquille sur les mouvements intérieurs de l'Italie, Bonaparte vint presser l'attaque de Mantoue. Voici quelles étaient alors les positions occupées par l'armée française, dont une division, celle du général Serrurier, forte de dix mille hommes, faisait le siége de cette ville. L'armée était en observation sur l'Adige juqu'à la rive occidentale du lac de Garda. La division Augereau, de huit mille hommes, for-

mait la droite, à Legagno; Masséna, avec quinze mille, était au centre, à Rivoli et à Vérone; le général Sauret, avec quatre mille, composait la gauche, à Salo; enfin la réserve, de six mille, se trouvait entre la droite et le centre. Toutes ces troupes, y compris la division Serrurier, s'élevaient à quarante-trois mille combattants. Dans cette position le général en chef conservait la faculté de réunir la totalité de son armée sur l'une ou l'autre rive du Mincio, selon la manière dont se développeraient les forces de l'ennemi.

Wurmser était arrivé à l'armée autrichienne. Il déboucha du Tyrol dans les derniers jours de juillet. Ses premières manœuvres obtinrent du succès. Le général Quasdanowich, avec vingt-cinq mille hommes, se porta par la rive droite du lac de Garda sur Salo et Brescia: Sauret, obligé de céder au nombre, fut rejeté sur Desenzano. Le vieux maréchal, laissant Davidowich à sa gauche avec dix mille hommes, descendit avec les trente-cinq mille restants, et sur trois colonnes, par la vallée de l'Adige. Masséna fut obligé d'évacuer Rivoli. Ces nouvelles parvinrent à Bonaparte au moment où la ville de Mantoue, réduite aux abois, était sur le point d'être prise. Elles étaient faites pour effrayer un général ordinaire, Bonaparte y entrevit une chance de succès. Wurmser, en descendant du Tyrol, à la fois par Brescia et par l'Adige, divisait ses forces par le lac de Garda. Si l'armée républicaine était trop faible pour faire face aux deux divisions de l'ennemi, elle pouvait battre chacune d'elles séparément, et par sa position Bonaparte se trouvait entre elles. Il lui était donc possible, en rétrogradant rapidement, d'envelopper la division descendue à Brescia, de la prendre prisonnière, ou de la battre complétement; et ensuite de revenir sur le Mincio attaquer Wurmser, et l'obliger à regagner le Tyrol. Mais, pour exécuter ce projet, il fallait lever à l'instant le siége de Mantoue, car le moindre retard aurait donné à Wurmser le temps et les moyens de se réunir à Quasdanowich.

Bonaparte se décida sur-le-champ. Le siége de Mantoue fut levé; cent quarante canons encloués furent laissés dans les tranchées. S'embarrasser de cette artillerie eût été compromettre le succès de l'opération qui dépendait principalement de la célérité des mouvements; d'ailleurs Bonaparte

l'avait dit : « Si nous battons l'ennemi, ces canons seront » repris avec Mantoue; dans le cas contraire ils auraient » toujours été perdus. »

C'est ici que commence cette série de combats et de victoires que nos soldats appelèrent *la campagne des cinq jours ;* jours d'héroïques actions, de savantes manœuvres, d'audacieuses entreprises, où le général se montra supérieur aux événements, où l'armée s'éleva à la hauteur du général[1], et où l'on vit une division tout entière, la division Guyeux, rester sans pain pendant quarante-huit heures de suite, sans néanmoins cesser de marcher, de combattre et de vaincre, tant le désir de la gloire, l'amour de la liberté et le dévouement à la patrie donnaient alors de force, de patience et de courage aux soldats de la République.

Bonaparte se porta à la rencontre de Quasdanowich; l'ennemi fut expulsé de Lonato, de Brescia et de Salo, et forcé de se replier sur Gavardo, où sa retraite fut favorisée par les montagnes. L'armée française s'établit sur la Chiesa.

Wurmser, au lieu de chercher à opérer promptement sa jonction avec Quasdanowich, avait cédé au désir de faire son entrée triomphale à Mantoue. Il ne passa le Mincio que le 2 août au soir, pour se diriger sur Castiglione, et laissa ainsi le temps à l'armée française de battre de nouveau son lieutenant, qui, après sa retraite sur Gavardo, avait repris l'offensive, culbuté l'avant-garde de Masséna à Lonato, et cherchait à se réunir avec le gros de l'armée autrichienne. Bonaparte, pour s'opposer aux succès de Quasdanowich, se mit lui-même à la tête des troupes, reprit Lonato, et rejeta une seconde fois l'ennemi sur Gavardo. Une troisième tentative, qu'essaya le lendemain le général autrichien pour arriver jusqu'à Wurmser, n'eut pas une meilleure issue. Bonaparte

[1] « Vous croiriez qu'arrivés au bivouac, nos soldats doivent au » moins dormir, point du tout : chacun fait son compte ou son plan » d'opération du lendemain, et souvent l'on en voit qui rencon- » trent très-juste. L'autre jour, je voyais défiler une demi-brigade » un chasseur s'approche de mon cheval : Général, me dit-il, il fau- » drait faire cela.—Malheureux ! lui dis-je, veux-tu bien te taire ? — » Il disparaît à l'instant. Je l'ai fait en vain chercher : ce qu'il me di- » sait, c'était justement ce que j'avais ordonné que l'on fît. »

(*Rapport de Bonaparte au Directoire.*)

avait prévu son mouvement et donné des ordres en conséquence. L'ennemi, surpris au camp de Gavardo et dans sa marche entre Salo et Lonato, fut mis dans une déroute complète, et forcé de reprendre le chemin du Tyrol. L'armée française se trouva ainsi définitivement débarrassée de ce corps d'armée, menaçant non moins par sa force que par la direction stratégique qui lui était assignée.

Cependant, si la fortune seconda dans cette conjoncture les combinaisons de Bonaparte, elle lui faisait courir au même instant, au milieu même de son quartier général, le plus grand danger. La division Masséna venait de quitter Lonato pour attaquer Quasdanowich. Le général en chef n'avait conservé avec lui que douze cents hommes. Tout à coup il apprend que la ville est cernée ; un parlementaire autrichien se présente pour le sommer de se rendre. La présence d'esprit de Bonaparte le sauva : il fit introduire le parlementaire en sa présence, au milieu de tout son état-major. Là, il lui fit débander les yeux, et d'un ton irrité : « Monsieur, lui dit-il, » allez dire à celui qui vous envoie que, s'il a la prétention de » prendre le général en chef de l'armée d'Italie, il n'a qu'à » avancer. Il doit savoir que je suis à Lonato avec l'armée » républicaine. Je le rends responsable, lui et tous les officiers » généraux et supérieurs de sa division, de l'insulte person- » nelle qui m'est faite. Dites-lui que, si dans huit minutes sa » division n'a pas posé les armes, je fais tout fusiller. » Le parlementaire étonné retourne auprès de son général. Tout, à Lonato, se prépare pour l'attaque. Le chef de la colonne autrichienne désire être entendu : il propose de se rendre et veut capituler. « Non, répond Bonaparte, vous êtes prison- » niers de guerre. » Le général ennemi hésite : Bonaparte donne l'ordre de faire avancer les grenadiers, l'artillerie, et d'attaquer. Celui-ci, effrayé, s'écrie alors : « Nous sommes » tous rendus. » La colonne qui posa ainsi les armes devant Bonaparte était forte de quatre mille hommes d'infanterie, de cinquante de cavalerie, et avait deux pièces d'artillerie.

Le 5 août les deux armées étaient en présence sur le champ de bataille de Castiglione, où, deux jours auparavant, la division Augereau, après un combat meurtrier et opiniâtre qui avait duré huit heures, avait défait l'avant-garde de

Wurmser et contenu le corps du maréchal. C'était pendant que Quasdanowich tentait de son côté de forcer le passage à Lonato.

L'armée de Wurmser se trouvait affaiblie par deux détachements que le vieux général avait dirigés, l'un sur le Bas-Pô et l'autre sur Peschiera. Elle ne comptait que vingt-cinq mille hommes d'infanterie qui occupaient une belle position sur les hauteurs de Solferino et de Medolano en face de Castiglione, mais elle avait une cavalerie nombreuse; une redoute soigneusement fortifiée et armée d'artillerie couvrait la gauche de sa position.

L'armée française, réunie à Castiglione, présentait une force égale à l'infanterie autrichienne; c'étaient les divisions Augereau et Masséna et la réserve. Bonaparte comptait en outre sur la division Serrurier, qui, d'après ses ordres, avait dû marcher toute la nuit pour venir attaquer par derrière la gauche de l'armée ennemie. L'arrivée de cette division devait faire pencher la balance en faveur des Français. Bonaparte, afin de lui donner le temps de venir prendre part à l'action, fit d'abord faire un mouvement rétrograde pour attirer l'ennemi hors de sa position, et se borna à soutenir sa ligne, mais sans donner un caractère prononcé à l'affaire. Ce ne fut qu'à l'apparition des troupes de Serrurier que l'action s'engagea sérieusement. Tandis qu'elles attaquaient la gauche, Augereau chargea aussitôt le centre et Masséna la droite : le chef de bataillon Marmont, aide-de-camp du général en chef, avec vingt pièces d'artillerie, et l'adjudant général Verdière, avec une demi-brigade, furent chargés d'emporter la redoute. Débordé à gauche et menacé d'être culbuté sur le lac de Garda, Wurmser jugea qu'une prompte retraite pourrait seule le sauver; il repassa le Mincio, abandonnant à l'armée française deux mille prisonniers, vingt canons et cent vingt caissons.

Afin de ne pas laisser au général autrichien le temps de s'établir solidement sur le Mincio et de rappeler à lui Quasdanowich, Bonaparte traversa cette rivière le lendemain, attaqua l'ennemi auprès de Peschiera, le battit de nouveau et le força de chercher un refuge dans le Tyrol.

Bientôt tous les postes qu'occupait l'armée sur les deux

rives du lac de Garda, avant le mouvement offensif de Wurmser, se retrouvèrent en notre possession. La division Serrurier retourna devant Mantoue; mais à cause de la perte irréparable du parc de siége, il fallut se contenter de former le blocus de cette ville.

L'armée autrichienne, dans cette courte campagne, avait perdu vingt et un mille hommes, dont quinze mille prisonniers, soixante-dix canons et tous ses caissons ; mais le cabinet de Vienne avait trop à cœur la conservation de ses États italiens pour se laisser abattre par ces défaites. Wurmser trouva en arrivant dans le Tyrol de nouveaux renforts qui lui rendirent la supériorité numérique sur l'armée républicaine ; son armée fut de nouveau portée à un effectif de plus de soixante mille hommes.

Wurmser avait reçu l'ordre positif de délivrer Mantoue. Il s'imagina pouvoir atteindre ce but sans combat et par de simples manœuvres; laissant pour couvrir le Tyrol le général Davidowich avec la moitié de ses forces, il descendit lui-même, avec trente mille hommes, par la vallée de la Brenta, afin de déboucher sur le Porto-Legagno et les derrières de l'armée française. Il supposait que le général Bonaparte n'aurait alors d'autre parti à prendre que de se replier derrière le Mincio, et il espérait ainsi, par le seul effet de ses combinaisons, devenir le libérateur de Mantoue.

Malheureusement pour lui, au moment où il dégarnissait sa droite pour manœuvrer sur la gauche, Bonaparte, qui venait de recevoir un renfort de six mille hommes de l'armée des Alpes, prenait la résolution de pénétrer au cœur du Tyrol pour faire, avec les armées d'Allemagne, la jonction projetée depuis le commencement de la campagne d'Italie; jonction à laquelle il dut renoncer en apprenant plus tard que Jourdan avait été battu à Amberg par le prince Charles, et que Moreau, par suite de la défaite de l'armée de Sambre-et-Meuse, n'avait pas pu porter l'armée du Rhin sur Inspruck.

Le mouvement de Bonaparte sur le Tyrol eut un plein succès. Davidowich, battu successivement à Mori, à Ro-

veredo et Caliano, fut forcé, après avoir perdu six mille prisonniers et trente pièces de canon, d'abandonner Trente à l'armée républicaine. Bonaparte avait appris, dans le cours de sa marche victorieuse, le mouvement de Wurmser. L'occupation de Trente, en lui livrant l'entrée de la vallée de Brenta, découvrait les derrières de l'armée autrichienne; il résolut de profiter de sa position pour accabler Wurmser. Il se mit aussitôt à sa poursuite, laissant en arrière la division Vaubois pour contenir Davidowich et masquer son mouvement. Il avait avec lui les divisions Masséna et Augereau. Dans sa marche rapide, les gorges de la Brenta furent forcées, les troupes échelonnées sur la route pour assurer les communications de Wurmser avec le Tyrol furent attaquées et battues à Primolano et à Covelo.

Wurmser avait déjà atteint Bassano ; mais voyant que Bonaparte, au lieu de trembler pour ses propres communications, marchait sur les siennes, il ne sut ni avancer ni reculer à propos. De tous les partis qu'il avait à choisir il adopta le plus mauvais, c'est-à-dire qu'il s'arrêta à Bassano pour attendre l'événement. Son armée était établie sur les hauteurs en avant de la ville, l'avant-garde à Solagna et à Campo-Lungo. Le 8 septembre, à sept heures du matin, l'action commença. L'ennemi, culbuté par l'attaque impétueuse des soldats français, fut rejeté dans Bassano. Les divisions Masséna et Augereau, arrivées devant la ville sur les pas des fuyards, y entrèrent de vive force après avoir enlevé au pas de course le pont de la Brenta, défendu par l'artillerie et par un bataillon de grenadiers de l'élite de l'armée autrichienne. Le quartier général de Wurmser était à Bassano, le maréchal s'y trouvait avec son état-major; il n'eut que le temps de se sauver en toute hâte, et faillit être pris par les guides du général Bonaparte. Cinq mille prisonniers, cinq drapeaux, trente-cinq pièces de canon, deux équipages de pont, deux cents fourgons portant les bagages de l'armée, furent les trophées de cette glorieuse journée, à la suite de laquelle Wurmser, avec la gauche de son corps de bataille, se retira sur Fonteniva, y passa la Brenta et se dirigea sur Vicence. Quasdanowich, avec la droite, ne pouvant plus réussir à gagner la Brenta, dut se replier sur le Frioul.

Il ne restait à Wurmser que quatorze mille hommes entièrement désorientés et jetés dans un pays où l'armée française était maîtresse de toutes les routes. Bonaparte pouvait espérer de lui faire mettre bas les armes, et manœuvra de manière à lui fermer toutes les issues. Augereau marcha sur Padoue, Masséna sur Vicence; le général Sahuguet, qui commandait la division Serrurier, était chargé d'empêcher Wurmser d'approcher de Mantoue. La prise de Legagno, suite de la faiblesse du commandant de cette place, en facilitait l'approche au général autrichien. Les troupes allemandes, poursuivies sans relâche, étaient harassées de fatigue; Wurmser se reposa un jour à Legagno. Ce repos imprudent pouvait lui faire perdre l'avance qu'il avait gagnée. Masséna, qui avait passé l'Adige à Ronco, se trouvait à portée, en marchant sur Sanguinetto, de lui fermer la route de Nogara; mais, égaré par un guide, au lieu d'aller directement sur Sanguinetto, il fut conduit à Cerea, où l'ennemi de son côté arrivait en force. La colonne de Wurmser, trouvant dans sa situation désespérée une énergie qui ne lui était pas habituelle, culbuta l'avant-garde française et continua sa marche.

L'échec de Cerea n'aurait encore rien changé à l'état des affaires, si le général Sahuguet eût, comme il en avait reçu l'ordre, fait couper tous les ponts de la Molinella. Celui de Villa-Impenta avait été oublié. Wurmser s'empressa d'en profiter et échappa à une ruine certaine, en allant s'enfermer dans Mantoue. Il entra avec seulement douze mille hommes fugitifs, abattus par leurs défaites et leurs fatigues, dans cette ville, où il s'était flatté de pénétrer en libérateur victorieux.

Wurmser avait espéré tenir la campagne aux environs de Mantoue, et la débloquer ainsi en quelque sorte. Les combats de la Favorite et de Due-Castelli, la bataille de Saint-Georges, livrés en vue des glacis, et où il laissa au pouvoir de nos soldats trois mille prisonniers, vingt-deux drapeaux et vingt-cinq canons, obligèrent les Autrichiens à rentrer dans la place.

Le blocus fut aussitôt resserré avec la plus grande rigueur, et confié de nouveau à la division Serrurier, que les combats et les maladies avaient réduite à huit mille hommes,

et dont le général Kilmaine reçut le commandement. Le reste de l'armée revint se placer en observation devant le Tyrol. Il eût été inutile et imprudent d'y pénétrer, alors que Jourdan était ramené sous le canon de Dusseldorff, et Moreau replié sous celui de Kell. Cette invasion sans but n'eût servi qu'à laisser échapper Wurmser.

Tandis que les intrigues autrichiennes et les menées des petits princes italiens tendaient à créer des embarras à l'armée française parmi les souverains, toutes les pensées du général Bonaparte étaient de lui assurer des appuis parmi les peuples. La régénération complète de l'Italie, par la création de républiques indépendantes, devait atteindre ce but. Bonaparte savait que la grande nation italienne, délivrée du joug avilissant de l'Autriche, réunie et vivifiée par des institutions libres et par l'amour de la patrie, serait pour le peuple français une alliée naturelle et dévouée : ce n'est pas lui qui eût laissé écraser les patriotes italiens. Toutes ses lettres au Directoire réclament cette noble et politique mesure, la constitution définitive de l'Italie en république. « Il faudrait, écrit-il, réunir un congrès à Modène ou à Bologne, » et le composer des députés des États de Ferrare, Bologne, Modène et Reggio.—Il faudrait avoir soin qu'il y eût » parmi ces députés, des nobles, des prêtres, des cardinaux, » des négociants, enfin des hommes de tous les états, généralement estimés et connus pour patriotes. — 1° On y arrêterait l'organisation de la légion italienne ; 2° on ferait » une espèce de fédération pour la défense des communes ; » 3° le congrès pourrait envoyer des députés à Paris pour » demander la liberté et l'indépendance de l'Italie. — Cela » produirait un très-grand effet. — Il est indispensable de » ne négliger aucun moyen pour répondre au fanatisme de » Rome, et pour nous faire des amis. »

Les projets du Directoire étaient opposés aux plans généreux de Bonaparte. Le Directoire voulait la paix, mais c'était de l'Autriche qu'il prétendait l'obtenir, dût la liberté de l'Italie en être le prix. Il répondit froidement aux chaleureuses réclamations de Bonaparte en faveur de la nation

italienne : « La politique et nos intérêts bien entendus, en-
» visagés sainement, nous prescrivent de mettre des bornes
» à l'enthousiasme des peuples du Milanais, qu'il convient
» toujours de maintenir dans des sentiments qui nous soient
» favorables, sans nous exposer à voir se prolonger la guerre
» actuelle par une protection ouverte, et en les encourageant
» trop fortement à manifester leur indépendance. »

Ainsi, en faisant briller la liberté aux yeux des populations italiennes, ardentes et dévouées, ce n'était pas un don que le Directoire voulait leur faire, ce n'était qu'un prêt qui devait leur être retiré, si le sacrifice de leur indépendance, conquise par tant de victoires, devenait nécessaire à la conclusion du traité avec l'Autriche; prêt fatal, et qui leur aurait rendu plus amer et plus flétrissant l'esclavage sous lequel elles seraient retombées.

Bonaparte avait le cœur trop haut placé pour ne pas comprendre que l'existence nationale de l'Italie importait à sa gloire, aussi bien qu'aux succès de ses opérations militaires. Il ne pouvait servir la politique mesquine et tortueuse du Directoire; et pendant que, pour assurer la tranquillité de la Péninsule, il faisait fortifier et armer Pizzighetonne, Reggio, toutes les places des rives de l'Adige et de l'Adda, ainsi que les châteaux d'Urbin et de Ferrare, il encourageait, par son approbation, les efforts des patriotes qui, en deçà et au delà du Pô, créaient les républiques cispadane et transpadane. Cette forme de gouvernement offrait le seul mode de réorganisation de l'Italie qu'il fût possible d'espérer de l'esprit du moment. Les bases principales de l'administration des nouvelles républiques furent établies d'après les conceptions du général en chef.

Pour faire apprécier les talents que Napoléon déployait comme général et comme administrateur, et montrer quelle opinion avaient déjà ses contemporains de son génie et de son avenir, nous citerons la note qu'un général (Clarke, depuis duc de Feltre), envoyé vers cette époque à Milan pour observer la conduite des chefs militaires et des commissaires civils en Italie, adressait au Directoire : « Le général en
» chef a rendu les plus importants services. Placé par vous
» au poste glorieux qu'il occupe, il s'en montre digne; il est

» l'homme de la République. Le sort de l'Italie a plusieurs
» fois dépendu de ses combinaisons savantes. Il n'y a per-
» sonne ici qui ne le regarde comme un homme de génie, et
» il l'est effectivement. Il est craint, aimé et respecté en
» Italie. Tous les petits moyens d'intrigue échouent devant
» sa pénétration. Il a un grand ascendant sur les individus
» qui composent l'armée républicaine, parce qu'il devine
» ou conçoit d'abord leur pensée ou leur caractère, et qu'il
» les dirige avec science vers le point où ils peuvent être
» le plus utiles. Un jugement sain, des idées lumineuses le
» mettent à portée de distinguer le vrai du faux. Son coup
» d'œil est sûr; ses résolutions sont suivies par lui avec
» énergie et vigueur. Son sang-froid dans les affaires les
» plus vives est aussi remarquable que son extrême promp-
» titude à changer ses plans, lorsque les circonstances im-
» prévues le commandent. Sa manière d'exécuter est sa-
» vante et bien calculée. Bonaparte peut parcourir avec
» succès plus d'une carrière; ses talents supérieurs et ses
» connaissances lui en donnent les moyens. Je le crois atta-
» ché à la République, et sans autre ambition que celle de
» conserver la gloire qu'il s'est acquise. On se tromperait si
» l'on pensait qu'il fût l'homme d'un parti. Il n'appartient,
» ni aux royalistes qui le calomnient, ni aux anarchistes
» qu'il n'aime point. La constitution est son seul guide.
» Rallié à elle et au Directoire qui le veut, je crois qu'il sera
» toujours utile et jamais dangereux à son pays. Ne pensez
» point, citoyens directeurs, que j'en parle par enthousiasme;
» c'est avec calme que j'écris, et aucun intérêt ne me guide
» que celui de vous faire connaître la vérité. Bonaparte sera
» mis par la postérité au rang des plus grands hommes. »

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

CAMPAGNE D'ITALIE. — CONTRE WURMSER.

1796.

5 *juin*. Armistice avec Naples.
14 — Châtiment des fiefs impériaux.
19 — Prise de Bologne, Ferrare, Reggio et du fort Urbin (2000 prisonniers, 164 canons).
24 — Armistice (de Foligno) avec Rome.
28 — Occupation de Livourne.
29 — Prise du château de Milan (2800 prisonniers, 5000 fusils, 150 canons).
1er *juillet*. Entrevue de Bonaparte avec le grand-duc de Toscane.
9 — Révolte et châtiment de Lugo.
18 — Ouverture de la tranchée devant Mantoue.
29 — Combat de Salo.
30 — Levée du siége de Mantoue.
31 — Reprise de Salo.
— — 1[er] combat de Lonato.
1[er] *août*. 1[er] combat de Brescia.
3 — 2[e] combat de Brescia.
— — 2[e] combat de Lonato.
— — Combat de Castiglione.
4 — Combat de Gavardo.
— — Surprise de Lonato (Bonaparte avec 1200 hommes fait mettre bas les armes à 4000 Autrichiens).
5 — Bataille de Castiglione (l'ennemi perd, du 1[er] au 5 août, 15,000 prisonniers, 70 canons.)
6 — Combat de Peschiera.
7 — Reprise du blocus de Mantoue.
— — Traité de paix de Paris entre la République française et le duc de Wurtemberg.
19 — Traité d'alliance offensive et défensive conclu, à Saint-Ildefonse, entre la France et l'Espagne.
22 *août*. Traité de paix entre la République française et le margrave de Bade.
3 *septembre*. Combat de Serra-Valle.
4 — Bataille de Roveredo (6000 prisonniers, 7 drapeaux, 25 canons, 50 caissons. — Les Autrichiens eurent 5000 hommes tués ou blessés).
5 — Occupation de Trente.
7 — Combat de Primolano et de Covelo (4000 prisonniers, 8 drapeaux, 10 canons).
8 — Bataille de Bassano (5000 prisonniers, 5 drapeaux, 35 canons).
11 — Combat de Cerea.
12 — Combat de Castellaro.
13 — Prise de Porto-Legagno (1600 prisonniers, 22 canons).
— — Wurmser est forcé de se refugier dans Mantoue.
14 - Combat de Duc-Castelli.
15 — Suite du siége de Mantoue
— — Bataille de Saint - Georges (3000 prisonniers, 22 drapeaux, 25 canons).
21 — Combat de Governolo.
— — Capitulation de Montechiarugolo.
— — Création des républiques transpadane et cispadane.
— — Affaire de Santa-Margarita.
10 *octobre*. Traité de paix de Paris, entre la République française et le roi des Deux-Siciles.
21 — Reprise de la Corse sur les Anglais.
5 *novembre*. Traité de paix de Paris, entre la République française et le duc de Parme.



Bonaparte à Arcole.

ITALIE. — CAMPAGNE CONTRE ALVINZI.

ARCOLE. — RIVOLI. — PRISE DE MANTOUE.

Wurmser et une partie de ses troupes étant rejetés dans Mantoue, l'Autriche n'avait plus, sur la frontière de l'Italie, ni armée ni général ; mais le cabinet de Vienne, pareil à l'Antée de la fabuleuse mythologie, paraissait reprendre de l'audace et de la vigueur dès que ses soldats touchaient le sol de la patrie. Trois armées avaient été successivement dispersées et anéanties, une quatrième se forma aussitôt. Quasdanowich, retiré dans le Tyrol, avait rassemblé les débris des régiments battus à Castiglione et à Bassano ; il reçut des renforts qui élevèrent la force de son corps à vingt-cinq mille hommes. Celui de Davidowich, dont les troupes avaient le moins souffert dans la campagne précédente, fut porté à vingt mille combattants. Ces renforts se composaient, il est vrai, de milices nouvellement levées et de régiments de Croates ; mais on y comptait aussi des bataillons venus des armées allemandes du Rhin, bataillons composés d'anciens

soldats, dont la fierté et le courage étaient relevés par de récentes victoires sur les troupes républicaines. Deux mois suffirent à la réorganisation de cette armée, qui fut mise sous les ordres du maréchal Alvinzi, général renommé par ses talents et ses succès militaires.

Pendant que les Autrichiens faisaient des préparatifs pour reprendre l'offensive, l'armée française, restée en observation autour de Mantoue, sur la Brenta et sur l'Adige, s'était affaiblie au lieu de s'augmenter. Des fièvres épidémiques avaient encombré les hôpitaux et diminué considérablement le nombre des combattants. Les renforts que le général en chef avait demandés au Directoire n'arrivaient pas, ou n'arrivaient que lentement.

Dès le commencement de novembre, le général Alvinzi, qui s'était placé à la tête du corps de Quasdanowich, commença les hostilités. Il marcha par Bassano sur Vérone, où Davidowich avait reçu l'ordre de venir rejoindre en débouchant par Trente et Roveredo.

Bonaparte avait son quartier général à Vérone. Il ne pouvait s'éloigner de cette ville pour aller appuyer le général Vaubois, qui couvrait Trente et les gorges du Tyrol, sans laisser libre à Alvinzi le chemin de Mantoue; et en s'avançant à la rencontre du maréchal, il avait à craindre que Davidowich, culbutant Vaubois, ne devînt ainsi maître de joindre Wurmser et de débloquer Mantoue. Cette jonction aurait établi, sur les derrières de l'armée française, une armée ennemie supérieure en nombre à toutes les troupes dont le général Bonaparte pouvait disposer. D'un autre côté, rester à Vérone et y masser ses divisions, était un parti qui ne présentait pas moins d'inconvénients, parce qu'il laissait aux généraux Alvinzi et Davidowich la faculté de se mettre en communication par la vallée de la Brenta. Avec le petit nombre de soldats qui composaient l'armée républicaine, Bonaparte pouvait espérer de tenir tête à un seul des corps de l'armée autrichienne, mais il lui était impossible de résister sans désavantage à leurs forces réunies. La jonction d'Alvinzi avec Davidowich, ou celle de l'un d'eux seulement avec les troupes de Wurmser, aurait été également funeste aux Français.

La division du général Vaubois était trop peu nomoreuse pour défendre efficacement les abords de Trente. Le général en chef, en lui donnant l'ordre d'attaquer les Autrichiens, espéra qu'elle réussirait à intimider Davidowich et à arrêter sa marche. Il est des circonstances où l'audace supplée heureusement au nombre. Vaubois obtint d'abord quelques succès à Saint-Michel et à Segonzano, dans la vallée de l'Adige; mais débordé sur sa droite par la vallée du Lavis, il se vit obligé d'évacuer Trente, où Davidowich entra aussitôt, et de se retirer sur Calliano.

Cependant le général en chef, voulant profiter du mouvement offensif qu'il avait ordonné à Vaubois, s'avança, avec les divisions Augereau et Masséna, vers la Brenta que le corps d'Alvinzi venait de passer. Masséna attaqua, à Carmignano, la gauche de l'ennemi, commandée par Provera, et la força de repasser la rivière, tandis que la droite, aux ordres de Quasdanowich, était attaquée à Lenove par Augereau. Nous n'obtînmes qu'un demi-succès. Quasdanowich se replia sur Bassano sans avoir été entamé. En marchant sur la Brenta, le général Bonaparte avait eu le projet de remonter la vallée pour tomber sur les derrières de Davidowich, et le détruire ainsi qu'il avait fait de Quasdanowich à Lonato; ensuite il comptait répéter contre Alvinzi cette même manœuvre d'attaques séparées qui lui avait valu la victoire de Castiglione. Le succès incomplet de l'affaire de la Brenta, la résistance obstinée des Autrichiens, le nombre des troupes qu'ils pouvaient lui opposer, le firent renoncer à ce dessein. Il revint à Vérone, où il apprit avec douleur que la division Vaubois, attaquée vigoureusement à Calliano, avait faibli devant l'ennemi, et s'était retirée de position en position jusqu'à la Corona. Cette retraite inattendue menaçait la sûreté de Vérone. Bonaparte remonta à cheval et courut à toute bride aux soldats qui venaient de tromper ses espérances. Il les rencontra sur le plateau de Rivoli, que devait bientôt illustrer une de nos plus décisives victoires, et là, faisant rassembler la division, il témoigna énergiquement son mécontentement.

« Soldats, dit-il, je ne suis pas content de vous; vous n'a»vez montré ni discipline, ni constance, ni bravoure : aucune

» position n'a pu vous rallier; vous vous êtes abandonnés à
» une terreur panique; vous vous êtes laissé chasser de po-
» sitions où une poignée de braves devait arrêter une armée.
» Soldats de la 39e et de la 85e, vous n'êtes pas des soldats
» français. — Général, chef d'état-major, faites écrire sur
» leurs drapeaux : *Ils ne sont plus de l'armée d'Italie.* »

Ces paroles poignantes, ces reproches amers et mérités vont au cœur des soldats. La voix de leur général les rappelle à des sentiments dignes d'eux. Ils demandent tous d'une voix à être placés à l'avant-garde, et, pour réparer leur conduite, jurent de vaincre ou de mourir. Bonaparte s'attendait à cet honorable élan. Assuré désormais que la route de Vérone sera défendue de ce côté aussi vigoureusement qu'il était possible qu'elle le fût, il revint à son quartier général.

En l'absence de Bonaparte, Alvinzi avait continué son mouvement et traversé de nouveau la Brenta. Le général en chef, ne voulant pas le laisser approcher davantage, se résolut à l'attaquer dans la position qu'il avait prise à Caldiero. Les hauteurs où est situé ce village, d'une pente roide, couvertes de vignobles, flanquées d'un côté par l'Adige, et de l'autre par les hautes montagnes de Sette-Communi, contreforts des Alpes tyroliennes, forment un des postes militaires les plus remarquables de l'Italie. Les soldats républicains s'avancèrent courageusement; mais la difficulté de l'accès, l'opiniâtreté de la défense, et par-dessus tout une pluie congelée qu'un vent violent de nord-est leur chassait dans la figure, et qui les aveuglait, rendirent leurs efforts inutiles. Ils furent repoussés.

Dans la position critique où les Français se trouvaient placés à Vérone, repasser le Mincio c'eût été la perte de l'Italie. Bonaparte ne pouvait songer à prendre ce parti. Il se détermina à passer l'Adige au-dessous de la gauche d'Alvinzi, pour agir derrière l'armée autrichienne. Cette résolution, qui paraissait hasardeuse au premier abord, était la seule qui offrît encore quelque chance de succès. C'était un coup de génie.

Le général Alvinzi, en se présentant devant Vérone, par la route de Caldiero, avait à sa droite des montagnes impra-

ticables; à sa gauche l'Adige; en face une place (Vérone) dont l'enceinte était à l'abri d'un coup de main. Le terrain qu'il occupait, fermé ainsi de trois côtés, ne lui offrait d'autre issue que le défilé de Villanova. Par la manœuvre qu'il allait commencer, Bonaparte s'approchait de cette issue, forçait l'ennemi à combattre face en arrière, et plaçait l'armée républicaine dans un terrain marécageux, où il n'était possible de combattre que sur des digues, et où la supériorité individuelle du soldat et l'avantage de la défensive devaient racheter l'infériorité du nombre.

La garde de Vérone fut confiée au général Kilmaine, qui, avec deux mille hommes, avait été rappelé du blocus de Mantoue, où était resté, avec un petit nombre de soldats, le général Miollis. Les troupes réunies au camp de Vérone, et à la tête desquelles Bonaparte allait agir, s'élevaient à environ dix-huit mille hommes. C'étaient les divisions Augereau et Masséna, et la réserve de la cavalerie. Le 14 novembre au soir elles prirent les armes, traversèrent silencieusement la ville, et sortirent par la porte de Milan, pour aller se former sur la rive droite de l'Adige. Les desseins du général en chef étaient ignorés de tous; ce mouvement s'effectua avec le silence, l'anxiété et la douleur qui caractérisent une retraite. On voyait déjà le siége de Mantoue levé, l'Italie perdue! Quelques habitants, dévoués de cœur aux principes de notre révolution, regardaient, le cœur serré, la marche rétrograde de ces soldats qui emportaient avec eux toutes leurs espérances d'avenir et de liberté. La nuit ajoutait encore à la tristesse de ce départ, qu'on croyait commandé par l'échec de Caldiero.

Tout à coup, au lieu de suivre la route de Milan, l'armée reçoit l'ordre de tourner à gauche et de se diriger, en longeant l'Adige, sur le village de Ronco, où un pont venait d'être jeté, d'après les instructions du général en chef. La joie rentre dans tous les cœurs. Les soldats comprennent que le génie de leur général a trouvé un moyen de vaincre l'ennemi; ils devinent ses intentions, et leur marche, si tristement commencée, s'achève avec confiance et gaieté. Le 15 au matin, toute l'armée a traversé l'Adige, et se retrouve sur la rive gauche de la rivière.

Le terrain entre l'Adige et l'Alpon est entièrement inondé. Pour en sortir il n'y a que trois digues : une à gauche suit le bord de l'Adige, et monte vers Porcil ; une autre au centre aboutit au pont d'Arcole sur l'Alpon (c'est la route de Villanova) ; la troisième, à droite, descend, vers le confluent de l'Adige et de l'Alpon, à Albaredo. Masséna se porta sur Porcil ; le général Guyeux, avec sa brigade, dut passer l'Adige à Albaredo pour remonter la rive gauche de l'Alpon; et le général en chef, avec la division Augereau, marcha sur Arcole. Une brigade de Croates défendait ce point. Ces troupes profitèrent des avantages du terrain pour repousser l'attaque d'Augereau. Leur résistance donna à Alvinzi le temps d'envoyer à leur secours, et de diriger Provera, avec six bataillons, à la rencontre de Masséna ; ensuite le maréchal autrichien, inquiet pour sa communication, et craignant d'être coupé, rétrograda avec le gros de son armée jusqu'à San-Bonifacio et Villanova.

Malgré l'obstacle imprévu que présentait la défense d'Arcole, le général Bonaparte persista dans son premier projet. Il ne pouvait plus atteindre Villanova par la rive gauche de l'Alpon ; mais il était à portée, par Porcil, d'agir plus directement sur la ligne de retraite d'Alvinzi. Seulement, pour assurer sa droite, et ne pas être compromis lui-même, il fallait être maître du village et du défilé d'Arcole. Il donna donc l'ordre de tenter de nouveaux efforts pour emporter le pont. Ce fut en vain que les généraux, sentant toute l'importance du temps, se mirent à la tête des colonnes. Trop de courage nuisit au succès : ils furent presque tous blessés. Verdier, Bon, Verne, Lannes, furent mis hors de combat. Augereau, saisissant un drapeau, le porta sur le pont, et y resta plusieurs minutes, sans être suivi ni soutenu par les soldats découragés. Cependant il fallait passer là, ou faire un détour de plusieurs lieues, ce qui aurait fait manquer l'opération. Bonaparte s'y porte lui-même avec son état-major. Les soldats s'étaient arrêtés indécis devant le feu de la mitraille : » Grenadiers, s'écrie-t-il, n'êtes-vous plus les braves de » Lodi ? » La présence du général en chef ranime leur courage, et excite leur enthousiasme. Il veut en profiter, saute à bas de son cheval, et, saisissant un drapeau, s'élance vers le

pont en criant : « Suivez votre général. » La colonne s'ébranle ; mais, accueillie par un feu terrible, elle s'arrête de nouveau, et recule au moment peut-être où ce dernier effort allait décider la victoire. Les généraux Vignolle et Lannes sont blessés auprès du général en chef ; le colonel Muiron, son aide de camp, est tué en le couvrant de son corps ; Bonaparte lui-même est renversé dans un marais. L'ennemi veut profiter de la confusion qui règne parmi les Français. Il s'élance au delà du pont, et suit nos soldats sur la chaussée. Mais Belliard a vu le péril qui menace le général en chef ; il rallie une cinquantaine de grenadiers, et charge à leur tête en criant : « Sauvons notre général. » Les Croates sont repoussés dans leurs retranchements. Bonaparte remonte à cheval. Sa vue et ses paroles rassurent les soldats, qui reprennent leurs rangs et se forment sur la digue.

Il fallut, pour prendre Arcole, attendre le général Guyeux dont l'arrivée par la rive gauche de l'Alpon obligea l'ennemi à évacuer le village, qui venait d'être témoin d'une lutte si acharnée. Le but du général en chef n'était pas encore atteint ; mais le résultat de cette terrible journée pouvait bien s'appeler une victoire, puisqu'on avait obtenu, par la retraite de l'ennemi, l'abandon de la position inexpugnable de Caldiero et la délivrance de Vérone.

Le même soir, l'armée française reprit les positions qu'elle occupait le matin à Ronco, de l'autre côté de l'Adige. Bonaparte ne devait pas se hasarder à passer la nuit dans des marais avec des troupes entassées sur des chaussées étroites, en présence d'une armée autrichienne déployée entre San-Bonifacio et San-Stephano. Il pouvait se faire que le général Vaubois eût été forcé dans ses positions, et qu'il devînt nécessaire au général en chef de se porter de nuit sur le Mincio, pour le rejoindre sous Mantoue à marche forcée, mouvement d'une exécution impraticable si l'armée n'eût pas été en position sur la rive droite de l'Adige.

Pour tirer tout le parti possible du premier avantage obtenu sur Alvinzi, il fallait le rejeter définitivement sur la Brenta. Bonaparte, certain que Vaubois n'avait pas été attaqué le 15 par Davidowich, repassa, le 16 au matin, sur la gauche de l'Adige. Les Autrichiens, pendant la nuit, avaient

occupé Albaredo, Arcole et Porcil. Ils s'avancèrent sur le pont de Ronco; mais ils furent culbutés et repoussés. Masséna rentra à Porcil; puis, rabattant une de ses brigades vers le centre, coupa, sur la digue, une colonne de quinze cents hommes qu'il fit prisonnière. Augereau se dirigea de nouveau sur Arcole; mais les scènes de la veille recommencèrent; et après avoir perdu du monde, il fallut encore renoncer à emporter le pont. Le général en chef essaya vainement aussi de faire jeter, à l'embouchure de l'Alpon, un pont de fascines. La force du courant s'y opposa; l'eau avait trop de profondeur pour que les soldats pussent traverser à gué. En reconnaissant le lit de l'Alpon, Bonaparte courut des dangers; son aide de camp, le jeune Elliot, fut tué. La nuit survint: l'armée vint reprendre ses positions du matin.

Le mauvais succès de ces tentatives ne décourageait pas le général en chef. Il apprit que Davidowich avait attaqué, le 16, Vaubois, qui s'était retiré en bon ordre sur Bussolingo. Il devenait important d'obliger Alvinzi à se retirer au delà de Villanova, afin de se remettre en communication directe avec Vérone, et de marcher contre Davidowich. Bonaparte se résolut à une troisième attaque. L'armée repassa l'Adige. Mais cette fois, ce n'était pas contre Arcole que le plus grand effort devait être dirigé. Le général en chef se contenta d'y envoyer le général Robert avec une demi-brigade de la division Masséna. Masséna lui-même, avec une autre demi-brigade, se dirigea sur Porcil. Le reste de sa division resta en réserve auprès du pont de Ronco, tandis que la division Augereau devait jeter un pont à l'embouchure de l'Alpon pour passer sur la rive gauche de ce ruisseau, et venir prendre Arcole à revers.

Les Autrichiens étaient en force à Arcole; ils ramenèrent le général Robert qui reculait à dessein, et s'élancèrent à sa poursuite jusqu'au pont de Ronco. Leur colonne profonde, fière d'un premier succès, vint donner sur le gros de la division Masséna, et tomba dans une embuscade. Des troupes cachées dans les roseaux, fondirent sur son flanc, en coupèrent trois mille hommes, et refoulèrent le reste en désordre vers Arcole. Pendant cette attaque, la division Augereau avait traversé l'Alpon; elle se trouvait en face de l'aile gauche

autrichienne dont l'extrémité était appuyée à un marais. Bonaparte avait donné des ordres pour que huit cents hommes, sortis de la garnison de Legnago, tournassent cet obstacle. Comme ils ne paraissaient pas encore, le général en chef ordonna à un officier de ses guides de choisir vingt-cinq hommes de sa compagnie, de longer l'Adige d'une demi-lieue, de tourner tous les marais qui appuyaient la gauche de l'ennemi, et de le charger par derrière en faisant sonner plusieurs trompettes. Cette ruse eut un succès complet. L'infanterie autrichienne perdit l'aplomb qu'elle avait conservé jusque-là. Augereau en profita pour attaquer. L'apparition de la petite garnison de Legnago, avec quatre pièces de canon, sur les derrières de l'ennemi, acheva la défaite. Les Autrichiens se retirèrent précipitamment sur San-Bonifacio. La division Masséna déboucha alors par Arcole et San-Gregorio. Alvinzi, battu sur le terrain le plus favorable à la défensive, n'osa pas risquer une nouvelle bataille dans une campagne ouverte, et se retira sur Montébello avec son armée réduite à moins de dix-huit mille combattants. Quatre drapeaux, dix-huit canons, six mille prisonniers, furent les trophées des trois sanglantes journées d'Arcole. Les Autrichiens eurent en outre douze mille hommes hors de combat. Les attaques acharnées et opiniâtres, les luttes corps à corps qui distinguèrent cette bataille en font comme un chant de l'Iliade. Combien nos guerres à coups de protocoles paraissent peu de chose auprès de ces combats de géants !

L'armée rentra triomphante à Vérone par la porte de Venise, trois jours après en être sortie mystérieusement du côté opposé, par la porte de Milan. Les habitants et les soldats manifestaient, pour le général en chef, une même admiration et un égal enthousiasme.

Bonaparte avait fait suivre Alvinzi par sa cavalerie seulement. Les divisions Masséna et Augereau ne firent que traverser Vérone. Après avoir mis en fuite le général en chef de l'armée autrichienne, il fallait obliger son lieutenant à la retraite. Davidowich, menacé à Dolce, n'échappa à une ruine certaine qu'en se hâtant de regagner Roveredo. Son arrière-garde, serrée de près, fut fortement entamée. La retraite de Davidowich décida Alvinzi à se replier derrière

la Brenta, et l'armée française reprit les positions qu'elle occupait avant le mouvement de l'armée impériale.

Le général en chef, après avoir donné des ordres pour resserrer plus rigoureusement le blocus de Mantoue, retourna à Milan, où les soins de la politique devaient remplir les instants de repos que lui laissaient les opérations militaires. Mais cette continuelle activité était nécessaire à son génie. L'administration le délassait de la guerre, et l'Italie, divisée par les partis nationaux et étrangers, émue, agitée, impatiente, n'avait pas moins besoin des institutions dont Bonaparte dotait sa jeune liberté, que des victoires qui lui rendaient son indépendance.

Nous avons dit que deux aides de camp du général en chef, Muiron et Elliot, avaient été tués à Arcole : Bonaparte regretta vivement ces deux officiers, que leurs talents et leur bravoure auraient sans doute appelés à de hautes destinées. Sa lettre à madame Muiron, celle qu'il écrivit au Directoire pour lui recommander cette honorable et intéressante veuve, sont empreintes d'une vive sensibilité. Ces lettres furent écrites du champ de bataille d'Arcole, ainsi que la lettre suivante qu'il adressa au général Clarke, pour lui transmettre aussi une douloureuse nouvelle :

« Votre neveu Elliot a été tué sur le champ de bataille » d'Arcole. Ce jeune homme s'était familiarisé avec les ar- » mes : il a plusieurs fois marché à la tête des colonnes : il » aurait été un jour un officier estimable. Il est mort avec » gloire et en face de l'ennemi ; il n'a pas souffert un instant. » Quel est l'homme raisonnable qui n'envierait pas une telle » mort? Quel est celui qui, dans les vicissitudes de la vie, » ne s'abonnerait pas pour sortir de cette manière d'un » monde si souvent méprisable? Quel est celui d'entre nous » qui n'a pas regretté cent fois de ne pas être ainsi soustrait » aux effets puissants de la calomnie, de l'envie et de tou- » tes les passions haineuses qui semblent presque exclusi- » vement diriger la conduite des hommes ? »

En lisant ce billet, on sent que la gloire de Bonaparte a déjà éveillé l'envie, et que les attaques de l'envie n'ont pas laissé le grand homme sans quelques atteintes. Les piqûres du moucheron irritent et désespèrent le roi des animaux.

En se reportant, par le souvenir, à cette époque de la vie de Napoléon, on se demande quels étaient donc en France ces hommes qui ne se montraient pas alors glorieux et enthousiastes des victoires du général de l'armée d'Italie; quels étaient ceux qui refusaient au héros par qui la nation française était replacée à son rang parmi les peuples, leur tribut d'amour et d'admiration ? Ah ! ce ne pouvaient être des Français.

On a raconté qu'après la bataille d'Arcole, Bonaparte, revêtu d'un uniforme de simple officier, allant lui-même visiter les avant-postes, trouva une sentinelle endormie; que le général, sans réveiller le soldat, prit son fusil, et, se mettant en faction, attendit patiemment qu'on vînt le relever; qu'à son réveil, le soldat, étonné et reconnaissant l'officier qui avait pris sa place, s'était écrié : «Bonaparte! je suis perdu; » et que le général lui avait répondu : « Rassure-toi, camarade; » après tant de fatigues, il est bien permis à un brave comme » toi de s'endormir. Mais une autre fois choisis mieux ton » temps. » Cette anecdote, répétée sans examen par la plupart des auteurs qui ont écrit la vie de l'Empereur, a acquis une certaine popularité. Elle n'est pas vraie. Napoléon l'a lui-même déclaré à Sainte-Hélène : et quand il ne l'aurait pas fait, ne devait-on pas en reconnaître la fausseté, en songeant que le général de l'armée d'Italie, après la victoire d'Arcole, avait de trop grands intérêts à surveiller pour perdre deux heures à remplacer un soldat en faction? et, à supposer même que, par pitié pour les fatigues de ces trois journées de combats, il eût bien voulu oublier un instant la coupable négligence de la sentinelle et ne pas punir sa faute grave contre le service militaire, ne pouvait-il pas la faire relever sur-le-champ, sans se charger lui-même du soin d'occuper un poste qu'elle ne remplissait point ? Rayons donc cette historiette de la grande histoire de Napoléon. Ces anecdotes controuvées, loin d'y ajouter aucun lustre, affaiblissent l'éclat de son nom. La seule vérité suffit à sa gloire.

L'habileté de la diplomatie autrichienne a été connue de tout temps. Elle regagne par les traités ce qui a été perdu par les batailles. Après la défaite d'Arcole elle proposa un

armistice auquel le général Bonaparte s'opposa. Il fit comprendre au négociateur français Clarke, qui avait été chargé, par le Directoire, de s'aboucher, à Vicence, avec le baron de Saint-Vincent, envoyé autrichien, que la suspension d'armes proposée serait toute à l'avantage des armées qui venaient d'être vaincues, si, comme cela était demandé, on leur permettait la moindre communication avec Mantoue, dont la famine, toujours croissante, assurait la prompte reddition. L'armistice fut refusé.

Le Directoire, éclairé enfin sur la position difficile où, même après ses victoires, se trouvait l'armée d'Italie, que tant de batailles avaient considérablement diminuée, se décida à y envoyer des troupes. Les divisions Bernadotte et Delmas, de l'armée du Rhin, reçurent l'ordre, malgré l'hiver, de franchir les Alpes pour aller se placer sous le commandement de Bonaparte ; mais elles ne devaient pas arriver à temps pour prendre part à la nouvelle lutte qui allait s'engager avec Alvinzi.

La cour d'Autriche, tout en demandant une suspension d'armes, n'avait pas cessé d'envoyer des renforts à son armée du Tyrol, à laquelle il fut bientôt ordonné de reprendre l'offensive pour délivrer Mantoue qu'on savait être aux abois.

L'ennemi s'avança à la fois par Roveredo, par Vicence et par Padoue, sur le centre et sur les deux ailes de l'armée française que Bonaparte, incertain du point où le gros des forces autrichiennes devait se porter, avait laissée dans ses positions : Serrurier devant Mantoue, Augereau sur l'Adige, Masséna à Vérone, Joubert à la Corona et à Rivoli. Chacune de ces quatre divisions était d'environ dix mille hommes. Le général Rey, avec une réserve de quatre mille hommes, se trouvait à Desenzano.

L'armée autrichienne, sans compter la garnison de Mantoue, présentait plus de cinquante mille combattants.

Quelques engagements de peu d'importance convainquirent le général en chef que le projet d'Alvinzi était de déboucher par la vallée de l'Adige avec la majeure partie de son armée. Bonaparte choisit aussitôt son champ de bataille. Il avait appris que, suivant une habitude que des

revers multipliés auraient dû pourtant leur faire perdre, les colonnes autrichiennes marchaient par des routes différentes. Il résolut d'aller les attendre sur le plateau de Rivoli, où tous les chemins qui sillonnent la contrée montagneuse que l'ennemi avait à traverser viennent aboutir. Cette position lui donnait la faculté d'agir avec la masse de ses forces contre des colonnes séparées entre elles par des obstacles insurmontables, tels que Monte-Baldo, les crêtes de San-Marco et les eaux profondes de l'Adige. Il pouvait en outre se servir de son artillerie, tandis que les Autrichiens, à cause de la nature des chemins, avaient dû laisser leurs canons en arrière.

Le général Alvinzi avait dirigé sur Mantoue par Legnago une colonne forte de quinze mille hommes aux ordres des généraux Provera et Bajalich. Bonaparte ne s'inquiéta pas de ce détachement, certain de pouvoir l'écraser aussitôt qu'il aurait battu l'armée principale d'Alvinzi.

Cette armée s'avançait divisée en six colonnes. Trois d'entre elles, fortes ensemble de douze mille hommes, devaient attaquer de front la division Joubert qui occupait le plateau de Rivoli. Le général Lusignan, avec quatre mille hommes, devait tourner notre gauche en passant par le revers occidental de Monte-Baldo; Quasdanowich, avec dix mille hommes, était chargé, en longeant la droite de l'Adige, d'assaillir notre droite; enfin la sixième colonne, commandée par Wukassowich, et forte de six mille hommes, se dirigeait par la rive gauche de l'Adige sur la Chiusa, pour couper notre communication avec Vérone.

Bonaparte rejoignit à minuit Joubert que Masséna et Rey venaient appuyer à marche forcée. Il faisait un beau clair de lune, et sur les cimes blanchies des montagnes on distinguait facilement les feux des bivouacs ennemis. On y comptait cinq camps différents. La division Masséna arriva avant le jour, et eut deux ou trois heures pour se reposer. Le 14 janvier au matin, l'action s'engagea avec vigueur. Tout se passa comme Bonaparte l'avait prévu; et malgré la valeur opiniâtre que montrèrent les colonnes autrichiennes, elles furent successivement accablées et détruites. L'armée autrichienne éprouva des pertes immenses en tués et blessés.

Chacun de ses généraux fit sa retraite avec la plus grande précipitation et presque isolé : douze canons, treize mille prisonniers restèrent en notre pouvoir.

Bonaparte avait quitté le champ de bataille avant la fin de la journée. Laissant à Joubert le soin d'achever la victoire, et certain du triomphe, il était parti en hâte avec la moitié de la division Masséna pour atteindre Provera dans sa marche sur Mantoue.

Ce général arriva le 15 devant cette ville. Son avant-garde était composée de hussards dont l'uniforme ressemblait à celui des hussards français de Berchiny. Il faillit surprendre le poste de Saint-George qui couvrait la ligne de blocus, défendue seulement du côté de l'Adige par un fossé. Le tact d'un vieux sergent sauva les Français ; il examina les hussards, et remarqua que leurs manteaux étaient neufs, tandis que ceux des cavaliers de Berchiny étaient lavés par les pluies et usés par les bivouacs. Cette observation n'eût peut-être pas été faite par un officier général. Le sergent abaissa la barrière, et aidé d'un tambour, donna l'éveil. La brigade du général Miollis prit aussitôt les armes et obligea l'ennemi à s'arrêter.

Pendant la nuit, Provera, au moyen d'une barque, communiqua avec Wurmser, et convint d'une attaque simultanée pour le lendemain. Provera attaqua le poste de la Favorite, Wurmser, celui de Saint-Antoine ; les deux généraux espéraient écraser facilement les troupes peu nombreuses qui formaient le blocus ; l'arrivée de Bonaparte détruisit leurs espérances : Wurmser fut repoussé dans la place, et Provera se vit réduit à poser les armes avec les soldats qui lui restaient.

La capitulation de Provera, la retraite définitive d'Alvinzi laissaient Mantoue sans espoir de secours. La garnison était aux abois, décimée par la famine et par les maladies. Il n'y restait plus que pour trois jours de vivres, lorsque Wurmser consentit à en ouvrir les portes. Sa défense opiniâtre était trop honorable pour que Bonaparte ne lui donnât pas des marques de son estime. Il accorda au vieux maréchal toutes les conditions qu'il demanda et ne voulut pas qu'il fût prisonnier de guerre. Ensuite, la capitulation signée, il partit

pour Bologne, afin de lui épargner le chagrin de remettre son épée aux mains d'un aussi jeune général.

L'âme de Wurmser était digne de la magnanimité de Napoléon. Il lui donna quelque temps après la preuve de sa reconnaissance en l'avertissant d'un complot d'empoisonnement ourdi contre lui dans la Romagne. Cet avis sauva peut-être les jours du vainqueur de l'Italie.

Pendant que Bonaparte était aux prises avec Alvinzi, la cour de Rome avait rompu l'armistice conclu au mois de juin et fait des armements dont elle avait confié le commandement au général autrichien Colli. La division Victor fut retirée de l'investissement de Mantoue et chargée de mettre à la raison ce nouvel ennemi. La campagne ne fut ni longue ni sanglante. Les troupes papales furent battues sur le Senio et à Ancône. Les soldats républicains occupèrent Lorette, et notre avant-garde s'avança jusqu'à Tolentino. La terreur était au comble dans Rome. Le pape demanda la paix ; la négociation ne dura pas longtemps. Bonaparte était maître de ses Etats, il pouvait le rayer de la liste des princes temporels ; il consentit à le laisser sur le trône de Saint-Pierre, moyennant une contribution de guerre de trente millions, la confirmation de la cession d'Avignon, du Comtat, des Légations de Ferrare et de Bologne, et l'abandon de la Romagne, qui fut réunie à la république Transpadane.

Le général en chef revint ensuite à Mantoue. Le même sentiment de délicatesse qui lui avait fait refuser d'humilier Wurmser, l'empêcha d'aller à Rome où il aurait paru vouloir triompher du pape. Il respecta le caractère religieux de Pie VI comme il avait respecté les cheveux blancs du vieux maréchal.

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

CAMPAGNE D'ITALIE. — CONTRE ALVINZI.

1796.

2 *novembre*. Combat de Saint-Michel.
— — Combat de Segonzano (perte de l'ennemi, 1200 hommes tués ou blessés, 450 prisonniers).
6 — Combat de la Brenta (500 prisonniers, 1 canon).
7 — Combat de Calliano.
12 — Combat de Caldiero (400 prisonniers, 5 canons).
15, 16 et 17 — Bataille d'Arcole (les Autrichiens y perdent 10,000 hommes, tués, blessés ou prisonniers, 4 drapeaux, 18 canons. L'armée française ne s'élevait qu'à 13,000 hommes).
16 — Combat de la Corona.
17 — Combat de Campana.
— — Mort de Catherine II, impératrice de Russie.
21 — Combat de Dolce (1100 prisonniers, 4 canons).
22 — Retraite d'Alvinzi, derrière la Brenta.

1797.

Alvinzi reprend l'offensive.
10 *janvier*. Combat de Saint-Michel.
— — Combat de Monte-Baldo.
13. — Combat d'Anguiari (2,300 prisonniers, 16 canons).
14 — Bataille de Rivoli (13,000 prisonniers, 12 canons).
15 — Combat de Saint-George devant Mantoue.
16 *janvier*. Bataille de la Favorite (10,000 prisonniers, 20 drapeaux, 20 canons). Le général autrichien Provera est fait prisonnier pour la seconde fois.
26 — Combat de Carpenedolo (900 prisonniers, 1 canon).
27 — Combat d'Avio (500 prisonniers.)
28 — Combat de Torbole (450 prisonniers)
— — Combat et prise de Trente (2,300 prisonniers).
29 — Combat de Lavis (900 prisonniers).
2 *février*. Reddition de Mantoue (13,000 prisonniers, 350 canons).
— — Une division française marche sur Rome.
3 — Prise de Faenza (1,000 prisonniers, 8 drapeaux, 14 canons).
— — Prise d'Imola.
— — Prise de Forli.
7 — Prise de Derunbano.
9 — Entrée à Loretto (prise du trésor, évalué à un million de francs).
— — Prise d'Ancône (120 canons, 5,000 fusils, munitions de guerre de toute espèce; 1,200 prisonniers).
12 — Alliance avec la république de Saint-Marin.
19 — Paix de Tolentino, entre la République française et le pape. — Cession d'Avignon et du Comtat, du Ferrarais et de la Romagne.



« La République française est comme le soleil : aveugle qui ne la voit pas ! »

Napoléon à Passeriano

CAMPAGNE CONTRE L'ARCHIDUC. — TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO.

Aussitôt après la victoire de Rivoli et la prise de Mantoue, l'armée républicaine avait repris ses positions sur les rives de la Brenta et de l'Adige. Le 9 mars, le tambour rappelle les soldats aux feux des bivouacs ; c'est pour entendre une proclamation de leur général en chef. Bonaparte vient entretenir son armée des triomphes qu'elle a déjà obtenus en Italie, et lui annonce ses desseins sur l'Allemagne.

« Soldats ! la prise de Mantoue vient de finir une campa-
» gne qui vous a donné des titres éternels à la reconnais-
» sance de la patrie. Vous avez été victorieux dans quatorze
» batailles rangées et dans soixante-six combats. Vous avez
» fait cent mille prisonniers, pris cinq cents pièces de canon
» de campagne, deux mille de gros calibre, quatre équipa-
» ges de pont. Les contributions mises sur le pays que vous
» avez conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée pendant

» toute la campagne. Vous avez, en outre, envoyé trente
» millions au ministre des finances pour le soulagement du
» trésor public. Vous avez enrichi le muséum de Paris de
» trois cents chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie,
» et qu'il a fallu trente siècles pour produire. Vous avez
» conquis à la République les plus belles contrées de l'Eu-
» rope. Les républiques Transpadane et Cispadane vous
» doivent leur liberté. Les couleurs françaises flottent, pour
» la première fois, sur les bords de l'Adriatique, en face et à
» vingt-quatre heures de l'ancienne Macédoine, d'où *Alexan-*
» *dre s'élança sur l'Orient.* Une grande destinée vous est
» aussi réservée; vous n'avez pas tout achevé. Vous châ-
» tierez ces insulaires perfides, qui, étrangers aux malheurs
» de la guerre, sourient avec plaisir aux maux du continent.
» Les rois de Sardaigne, de Naples, le pape, le duc de Parme,
» se sont détachés de la coalition de vos ennemis, et ont
» brigué votre amitié. Vous avez chassé les Anglais de Li-
» vourne, de Gênes, de la Corse. C'est en vous que la patrie
» met ses plus chères espérances : vous continuerez à en
» être dignes. De tant d'ennemis qui se coalisèrent pour
» étouffer la République à sa naissance, l'empereur seul
» reste devant vous. Se dégradant lui-même du rang d'une
» grande puissance, ce prince s'est mis à la solde des mar-
» chands de Londres. Il n'a plus de politique, de volonté,
» que celles de ce cabinet perfide. Le Directoire exécutif n'a
» rien épargné pour donner la paix à l'Europe. La modéra-
» tion de ses propositions ne se ressentait pas de la force
» de ses armées. Il n'avait pas consulté votre courage, mais
» l'humanité et l'envie de vous faire rentrer dans vos fa-
» milles. Il n'a pas été écouté à Vienne. Il n'est donc plus
» d'espérance pour la paix, qu'en allant la chercher dans le
» cœur des Etats héréditaires de la maison d'Autriche. Vous
» y trouverez un brave peuple, accablé par la guerre qu'il
» a eue contre les Turcs et par la guerre actuelle. Les ha-
» bitants de Vienne et des Etats d'Autriche gémissent
» sur l'aveuglement et l'arbitraire de leur gouvernement.
» Il n'en est pas un qui ne soit convaincu que l'or de l'An-
» gleterre a corrompu les ministres de l'empereur. Vous
» respecterez leurs propriétés. C'est la liberté que vous ap-

» porterez à la brave nation hongroise. La maison d'Autri-
» che, qui, depuis trois siècles, va perdant à chaque guerre
» une partie de sa puissance, qui mécontente ses peuples en
» les dépouillant de leurs priviléges, se trouvera réduite, à
» la fin de cette sixième campagne (puisqu'elle nous con-
» traint à la faire), à accepter la paix que nous lui accor-
» derons, et à descendre en réalité au rang des puissances
» secondaires où elle s'est déjà placée en se mettant aux ga-
» ges et à la disposition de l'Angleterre. »

L'invasion que Bonaparte méditait en Autriche se rattachait au plan de campagne qu'il avait conçu dès les commencements de la guerre d'Italie. Sa marche sur le centre des Etats héréditaires de l'empereur se liait aux opérations des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin. Hoche et Moreau avaient reçu l'ordre d'entrer en Allemagne en même temps que l'armée d'Italie. Les trois armées devaient se réunir pour porter un dernier coup à l'Autriche, et pour lui faire souscrire une paix que Bonaparte, comme on le verra plus loin, eut la gloire de conclure seul.

Le général en chef de l'armée d'Italie allait se trouver, pour la première fois, favorisé par l'avantage du nombre. L'arrivée des divisions Bernadotte, Delmas et Baraguay d'Hilliers, avait porté le nombre de ses forces à soixante-quinze mille hommes ; mais, dans sa marche sur Vienne, il se trouvait obligé d'en laisser vingt mille en arrière, afin de garder les places fortes et d'observer le midi de la péninsule.

L'archiduc Charles, frère de l'empereur François, célèbre déjà par ses victoires et ses talents militaires, avait été jugé le seul capable d'être opposé au conquérant de l'Italie ; mais, en envoyant à la frontière l'adversaire le plus digne de Bonaparte, l'Autriche, épuisée par les efforts qu'elle avait faits dans les campagnes précédentes, n'avait pas pu lui composer une armée. Le prince Charles était donc réduit à garder la défensive au moment même où le général républicain se proposait de prendre l'offensive.

Pour agir contre les Etats héréditaires de l'Autriche, deux lignes d'opération se présentaient : l'une au nord par la vallée de l'Adige et le Tyrol, l'autre à l'est par le Frioul et la

Carniole. Ces deux lignes forment un angle droit dont Vérone est le sommet. Le général Laudon et Kerpen occupaient le Tyrol, et l'archiduc avait le gros de ses forces dans le Frioul. On ne pouvait s'avancer exclusivement sur une de ces lignes, sans s'exposer à être attaqué de flanc et sur les derrières par le corps ennemi posté sur l'autre ligne.

Le général en chef était résolu de déboucher par le Frioul en faisant soutenir sa gauche par un fort détachement destiné à contenir le corps autrichien qui défendait le Tyrol. Cette expédition avait été confiée au général Joubert, à la division duquel avaient été réunies les divisions Delmas et Baraguay d'Hilliers, ce qui portait à dix-sept mille combattants les troupes placées sous son commandement. Joubert avait l'ordre de pousser Laudon et Kerpen devant lui jusqu'au delà de Brixen, et de tourner ensuite sur la droite, par la vallée de la Drave, pour venir rejoindre à Klagenfurt le corps principal de l'armée française qui allait attaquer de front l'Archiduc. La division Victor devait rester sur l'Adige pour assurer la base des opérations, contenir Venise, et surveiller l'exécution du traité avec le pape. Bonaparte avait avec lui les divisions Masséna, Bernadotte, Serrurier et Augereau (cette dernière était commandée alors par le général Guyeux), en tout trente-huit mille hommes.

L'armée autrichienne, au moment où les hostilités commencèrent, ne présentait pas tout à fait une force égale. Le corps du général Laudon s'élevait à quinze mille hommes que devait bientôt appuyer une levée en masse des paysans tyroliens. Le prince Charles n'avait avec lui que trente-cinq mille combattants ; mais son corps d'armée s'augmentait chaque jour par les renforts qu'il recevait du centre de l'Empire, et il attendait plusieurs divisions de vieilles troupes détachées des armées allemandes du Rhin, et déjà en marche pour venir se placer sous ses ordres. Il ne devait pas tarder à reprendre la supériorité numérique, supériorité que d'ailleurs les soldats républicains ne redoutaient pas. Ceux de l'armée d'Italie étaient depuis longtemps habitués à combattre un contre deux.

En défendant le Frioul, au moyen des retranchements naturels que présentent parallèlement les rivières de la Piave,

du Tagliamento, de l'Isonzo, l'aile gauche de l'armée autrichienne devait toujours s'appuyer à la mer, et son unique ligne de retraite se trouvait dès lors derrière l'aile droite. Une manœuvre rapide pouvait couper cette ligne et rejeter l'ennemi sur l'Adriatique.

Ce fut le plan adopté par Bonaparte; mais il fut deviné par l'archiduc.

L'armée française s'ébranla le 10 mars sur deux colonnes. Celle de gauche, commandée par Masséna, après avoir culbuté et pris la brigade autrichienne du général Lusignan, qui liait les communications de l'armée du prince Charles avec le corps de Laudon, se dirigea sur l'extrême droite de l'ennemi par Feltre, Spilimbergo et Gemona. Celle de droite, sous les ordres directs de Bonaparte, attaqua l'ennemi de front. Les passages de la Piave, du Tagliamento et de l'Isonzo donnèrent lieu à des combats, où les soldats de l'armée d'Italie se montrèrent dignes de leur haute réputation.

L'archiduc, craignant d'être coupé, se hâta de battre en retraite afin de se rapprocher des renforts qui lui arrivaient à marches forcées. Il se replia sur Laybach. Une de ses colonnes, atteinte à Tarvis et à la Chiusa-Veneta, fut obligée, après un combat opiniâtre, de mettre bas les armes. Trente-deux pièces de canon, quatre cents chariots qui portaient les bagages de l'armée, et cinq mille prisonniers restèrent en notre pouvoir. Pendant cette affaire, un détachement de la division Bernadotte occupa Trieste et s'empara des ressources qu'offrait cette ville florissante, seul port que l'Autriche possédât sur l'Adriatique, et seul débouché ouvert à son commerce maritime.

Le prince Charles, serré de près, ne s'arrêta pas à Laybach. Il se retira d'abord sur Klagenfurt, et de là, à l'approche de Bonaparte, sur Neumarck, dont il espérait défendre les gorges, à l'aide des grenadiers autrichiens et hongrois arrivés enfin des bords du Rhin.

Joubert avait ponctuellement exécuté les ordres du général en chef; sa marche avait été marquée par des succès. Il avait successivement battu Kerpen et Laudon, le premier sur le Lavis, le second à Tremen et à Clausen. Arrivé à

Brixen[1], il trouva les Tyroliens en armes : toutes ces populations guerrières s'étaient réunies aux troupes autrichiennes, et ce ne fut qu'à travers de nombreux ennemis et par une marche rapide et hardie qu'il put, sans être entamé, rejoindre à Klagenfurt le gros de l'armée française. Ce mouvement découvrait la vallée de l'Adige ; Laudon s'y précipita pour aller soulever les peuples vénitiens, qu'un aveugle fanatisme excitait contre les Français.

De Klagenfurt, Bonaparte victorieux écrivit au prince Charles une lettre où, déplorant les malheurs d'une guerre que rien ne pouvait justifier plus longtemps, il faisait, en faveur de la paix, un appel à sa générosité et à son humanité. A cette lettre, digne, noble et grande, l'archiduc répondit qu'il ne désirait pas moins que le général républicain mettre un terme aux calamités de la guerre, mais qu'il n'avait aucun pouvoir pour traiter.

Le combat livré à Neumarck ne fut pas plus favorable au prince Charles que ne l'avaient été les affaires précédentes ; ces gorges difficiles furent forcées. Les grenadiers venus du Rhin, ces soldats qui étaient si fiers de leurs victoires contre les armées de Jourdan et de Moreau, furent obligés de lâcher pied devant l'attaque impétueuse de la division Masséna. Deux jours plus tard ils furent encore culbutés à Kundsmarck. Leur défaite laissait libre la route de Vienne ; Bonaparte s'y avança à la poursuite du prince Charles qui continuait sa retraite avec précipitation, quoiqu'en assez bon ordre.

La capitale de l'empire d'Autriche était dans l'épouvante : déjà les jeunes princes de la famille impériale, le trésor et les archives des administrations étaient embarqués sur le Danube. Bonaparte arriva à Judembourg, à vingt lieues de Vienne, et, deux jours après, l'archiduc, qui avait eu le temps d'envoyer à l'empereur la lettre où le général en chef de l'armée républicaine offrait la paix à l'Autriche, lui fit demander un armistice pour en traiter.

[1] A Brixen, le général Dumas se signala par une action digne des plus beaux temps de la chevalerie. Comme Bayard, il arrêta seul sur un pont, et pendant plusieurs minutes, un escadron de cavalerie ennemie. Cette défense héroïque donna le temps à nos troupes d'arriver, et les cavaliers autrichiens furent faits prisonniers.

Le général Dumas est le père de M. Alexandre Dumas, jeune auteur connu par de beaux succès dramatiques.

Bonaparte y consentit. La position de son armée était plus brillante que solide. L'inaction des armées du Rhin (inaction trop prolongée pour ne pas lui donner des inquiétudes sur les dispositions secrètes du Directoire) le laissait sans appui au milieu de l'Allemagne, où il ne s'était avancé que sur la foi d'une coopération qui n'avait pas eu lieu; la levée en masse des Hongrois et la réunion de corps de volontaires que le péril de l'Empire excitait à prendre les armes, pouvaient redonner à l'armée ennemie une supériorité numérique trop forte pour que l'armée française ne se vît pas forcée à la retraite, éloignée comme elle l'était de la base de ses opérations, et avec des communications menacées par le soulèvement des populations soumises au sénat vénitien. Bonaparte aurait sans doute trouvé dans les inspirations de son génie des ressources pour parer à toutes ces difficultés; mais il pensa que la gloire de pacifier l'Europe valait bien en ce moment celle d'entrer triomphant dans la capitale de l'Autriche, et, le 18 avril, il conclut le traité préliminaire de Leoben.

L'approche du général Laudon de Vérone, après la marche de Joubert sur la Carinthie, avait excité dans cette ville un soulèvement contre les Français; tous ceux qui n'avaient pu gagner les forts où la garnison s'était retirée, avaient été impitoyablement massacrés; les malades même avaient été égorgés dans les hôpitaux. Cette horrible répétition des Vêpres siciliennes, ayant eu lieu après la semaine sainte, reçut le nom de *Pâques vénitiennes* : elle excita l'indignation de l'armée; une prompte vengeance était nécessaire. Bonaparte ne la fit pas attendre à ses soldats : un mois après le massacre de Vérone, l'antique gouvernement de Venise cessa d'exister. Cette république aristocratique avait eu des siècles de puissance et de gloire; elle fut sacrifiée aux mânes de nos braves assassinés sans défense : grande et morale vengeance, qui fut politique aussi, car elle fournit à Bonaparte les moyens d'assurer la paix, en offrant à l'Autriche Venise et les Etats de l'Illyrie en dédommagement de la Lombardie.

Pendant les négociations du traité définitif avec l'Autriche, qui furent longues et hérissées de difficultés, tantôt suscitées

par les envoyés de l'empereur, tantôt par les instructions du Directoire, Bonaparte, qui réunissait alors la double qualité de général et de plénipotentiaire, eut successivement son quartier général à Montebello (où madame Bonaparte vint le rejoindre), à Milan et à Passeriano, près d'Udine, ville où les négociateurs tenaient leurs conférences.

Ce fut pendant les moments de loisir que lui laissaient à Montebello les arrangements diplomatiques, qu'il affermit la tranquillité de l'Italie par la création de la *république Cisalpine.* Cette république était destinée à devenir, avec le temps, le seul Etat de l'Italie, et à fondre en un seul peuple tous les habitants de la péninsule : elle fut d'abord formée de la réunion des républiques Transpadane et Cispadane avec les Etats vénitiens de terre ferme, dont l'indépendance fut proclamée : ensuite Bonaparte y adjoignit la Valteline, petit canton de la Suisse italienne, sujet des ligues grises, et que l'oppression de ses dominateurs entraîna à réclamer sa liberté. D'anciennes promesses de la France de Louis XIV avaient garanti cette liberté : elles furent remplies par la France républicaine.

A Milan, le général en chef donna son approbation à la révolution démocratique qui détruisit l'ancienne domination de l'oligarchie génoise, et substitua, sous le nom de *république Ligurienne*, au gouvernement des nobles le gouvernement populaire. Il fit adopter à cette république la constitution de la République française, et nomma lui-même les cinq directeurs chargés du pouvoir exécutif. Sa gloire et son génie le faisaient ainsi l'arbitre de toutes les querelles, le médiateur de tous les traités relatifs aux peuples de l'Italie dont la reconnaissance le saluait du beau titre de libérateur.

Les affaires de l'intérieur de la France attiraient aussi l'attention du général Bonaparte ; tous les partis étaient arrivés à un de ces moments critiques qui exigent une action décisive. Les royalistes, par la marche des élections, étaient devenus nombreux et puissants dans les conseils législatifs ; ils comptaient des appuis parmi les directeurs eux-mêmes ; une révolution prochaine menaçait l'existence de la Répu-

blique; chaque parti, incertain de l'avenir, cherchait à s'assurer l'appui d'un général marquant. Pichegru, trahissant ses devoirs, avait traité avec les royalistes, qui espéraient aussi attirer à eux Moreau, dont la gloire et le patriotisme avaient été un moment obscurcis par d'injurieux soupçons. Dans le parti opposé, les uns avaient jeté les yeux sur Hoche, général distingué, homme de cœur et d'action, vrai citoyen; d'autres songeaient à Bonaparte. Mais la gloire du libérateur de l'Italie effarouchait plusieurs membres du Directoire. Des ouvertures lui furent cependant faites : il ne pensa pas que les événements fussent assez avancés dans une voie de régénération pour qu'il dût personnellement se mettre à la tête du mouvement; il se contenta d'envoyer à Paris un de ses lieutenants, Augereau, homme de courage et de résolution, mais sans talents politiques. Augereau fut placé à la tête des troupes du coup d'état du 18 fructidor. Cette journée, attentatoire à la sûreté du Corps législatif, porta un coup mortel à la faible constitution de l'an III, rêve de quelques faiseurs d'utopies, qui, à force de vouloir balancer et contenir les pouvoirs de l'Etat, avaient rendu leur action presque impossible. Le Directoire et les conseils législatifs furent mutilés par la condamnation à l'exil de Carnot, de Barthélemy et de cinquante-trois députés des opinions les plus opposées. Si cet acte violent ne profita qu'à une faction, et, sous le manteau du bien public, servit une foule de haines personnelles, ce ne fut pas la faute de Bonaparte, qui, occupé à défendre les intérêts de la patrie vis-à-vis de l'étranger, n'avait appuyé le gouvernement que parce qu'il sentait le besoin d'enlever à nos ennemis toute espérance d'un prochain bouleversement dans l'intérieur de la République.

D'ailleurs, ce que Bonaparte voulait et attendait du gouvernement après le 18 fructidor, il l'a nettement exprimé dans une lettre adressée le 26 à un des ministres du Directoire : « Que l'on ait de l'énergie sans fanatisme, des prin-
» cipes sans démagogie, de la sévérité sans cruauté; que l'on
» cesse d'être faible, tremblant; que l'on n'ait pas honte,
» pour ainsi dire, d'être républicain; que l'on balaie de la
» France cette horde d'esclaves conjurés contre nous, et le

» sort de l'Europe est décidé. Le gouvernement, les minis-
» tres et les premiers agents de la République ne doivent
» écouter que la voix de la postérité. »

Les événements du 18 fructidor eurent une influence heureuse sur les conférences d'Udine; ils ôtèrent aux diplomates autrichiens l'espérance d'une révolution prochaine favorable aux desseins de l'étranger, et les convainquirent de la nécessité de signer promptement un traité définitif. On a remarqué qu'à dater du jour où la nouvelle du changement qui s'était opéré dans le gouvernement de la République arriva à Udine, les négociations marchèrent avec plus de rapidité. Cependant, par suite de prétentions nouvelles des envoyés autrichiens, qui voulaient que Mantoue leur fût rendue en échange de Mayence, tout fut au moment d'être rompu. L'armée française, après les préliminaires de Leoben, s'était retirée derrière la Piave; elle reçut de Bonaparte l'ordre de repasser cette rivière et d'occuper la rive droite de l'Isonzo. De son côté l'armée autrichienne repassa la Drave. Les hostilités étaient imminentes et les troupes en marche : on conférait au bruit du tambour. Enfin, le 16 octobre, à Udine, la discussion s'échauffa tellement, les paroles devinrent si vives, que Bonaparte, justement indigné de ce que le comte de Cobentzel, négociateur autrichien, après lui avoir reproché de sacrifier à son ambition de général et à son désir de gloire les avantages que sa patrie pouvait obtenir de la paix (on sait que Napoléon, au contraire, voulait la fin de la guerre), le menaçait d'appeler l'armée russe au secours de l'armée autrichienne, s'écria : « Eh bien ! la trêve » est rompue, la guerre déclarée; mais souvenez-vous qu'a-» vant la fin de l'automne je briserai votre monarchie comme » je brise cette porcelaine. » En proférant ces paroles, il jeta sur le parquet un magnifique cabaret de porcelaine que Catherine II avait donné à M. de Cobentzel, et se retira. En montant en voiture pour retourner à son quartier général de Passeriano, il envoya un officier prévenir l'archiduc que les hostilités recommenceraient dans vingt-quatre heures. Les diplomates autrichiens, effrayés de cette résolution, se

hâtèrent d'accepter toutes les conditions imposees par la France, et le lendemain, 17 octobre, fut conclu le traité de Campo-Formio : bien que signé à Passeriano, quartier général de Bonaparte, on le data de Campo-Formio, village entre Udine et Passeriano, déclaré neutre par le congrès.

Lorsque le projet de ce traité fut communiqué au général en chef de l'armée d'Italie, celui-ci, à la lecture du premier article, qui était ainsi conçu : « L'empereur d'Allemagne re- » connaît la République française, » interrompit avec vivacité le lecteur, et s'écria : « Rayez cet article. La République « française est comme le soleil : aveugle qui ne la voit pas ! » Puis il ajouta d'un ton plus calme : « Le peuple français est » maître chez lui : il a fait une république, peut-être demain » fera-t-il une aristocratie, après-demain une monarchie : » c'est son droit imprescriptible. La forme de son gouverne- » ment n'est qu'une affaire de loi intérieure. »

Bonaparte possédait au plus haut degré le sentiment de l'honneur national. Si le peuple français a été aussi haut placé dans l'estime des autres peuples, c'est parce qu'il avait ce grand homme pour son représentant. Le premier magistrat d'une nation doit se montrer à l'étranger digne de la nation qu'il gouverne. Napoléon n'a jamais mendié pour son gouvernement la reconnaissance des rois de l'Europe. Pour lui le vœu, l'assentiment ou les murmures des souverains de la Russie, de l'Autriche ou de l'Angleterre, étaient étouffés sous la grande voix du peuple français, si forte, si sonore et si retentissante quand elle s'exprime librement.

Le traité de Campo-Formio ne réglait que les différends avec la maison d'Autriche ; il avait été convenu qu'un congrès se réunirait à Rastadt afin d'y faire toutes les conventions relatives aux autres états de l'empire d'Allemagne. Bonaparte reçut du Directoire les pouvoirs nécessaires pour s'y rendre et y traiter au nom de la France.

Tous les souverains de l'Allemagne avaient des représentants au congrès de Rastadt. Les réclamations des princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin étaient nombreuses et annonçaient de longues conférences. Bonaparte ne pouvait prendre d'intérêt à des démêlés aussi secondaires ; après avoir signé une convention militaire pour la remise de

Mayence aux troupes de la République, conformément au traité de Campo-Formio, il déclara à Treilhard et à Bonnier, ses collègues, qu'il regardait sa mission comme finie, et partit pour Paris, où il arriva incognito le 5 décembre.

En Italie et en Suisse, de Milan à Rastadt, et de Rastadt à Paris, son voyage avait été une marche triomphale. Les populations accourues de plusieurs lieues à la ronde s'étaient pressées sur les routes à son passage. Il avait traversé les villes au milieu de cris unanimes de *vive Bonaparte ! vive le Pacificateur !* A Paris il fut accueilli avec un enthousiasme et une joie qui excitèrent la jalousie et les inquiétudes du Directoire. Cette admiration, cet enivrement populaires étaient alors partagés par les principaux corps de la République, les conseils législatifs, les cours de justice, la municipalité de Paris. Dans les comités secrets des conseils on agita la question de donner au vainqueur de l'Autriche, au libérateur de l'Italie, un de ces titres glorieux que Rome républicaine n'accorda qu'à ses plus illustres capitaines ; on proposa de lui décerner le surnom d'*Italique*. Les menées envieuses des directeurs empêchèrent qu'on ne donnât suite à cette proposition. Il en fut de même pour une motion qui voulait qu'on décernât au général Bonaparte une autre récompense plus conforme aux idées moins désintéressées des temps modernes, le château de Chambord et un grand hôtel à Paris. Le général ne fut sans doute pas fâché qu'on écartât cette manière de rémunérer ses services. Il n'était avide que de gloire, et il savait que l'amour du peuple paierait plus tard à sa valeur celle qu'il comptait encore faire rejaillir sur la nation française.

Le Directoire, malgré sa jalousie mal déguisée, pensa qu'il ne pouvait pas éviter de donner au conquérant de la paix une marque publique de la satisfaction du gouvernement. La cour du palais du Luxembourg (qui était alors celui des Directeurs) fut disposée et ornée avec magnificence pour une audience solennelle, où le général Bonaparte fut conduit par le ministre de la guerre, Scherer, et par celui des relations extérieures, Talleyrand. Bonaparte, Talley-

rand, noms qu'il est pénible de voir réunis : la grandeur et l'astuce, l'aigle et le renard, la loyauté et la perfidie. Tant de gloire à côté de tant de...........

Bonaparte était accompagné de Joubert, portant le drapeau de l'armée d'Italie, monument glorieux où étaient rappelées toutes les grandes choses qui avaient illustré cette armée et son général.

Talleyrand, en présentant le héros aux membres du Directoire, fit un discours dont nous citerons quelques fragments. Ce discours, d'un style barbare et ampoulé, n'offre d'intérêt que parce qu'il concerne Bonaparte; il servira à montrer comment le grand homme a été apprécié par ses contemporains, à toutes les époques de sa glorieuse carrière.

« Citoyens directeurs, j'ai l'honneur de présenter au Di-
» rectoire exécutif le citoyen Bonaparte, qui apporte la ra-
» tification du traité de paix conclu avec l'empereur. —En
» nous apportant ce gage certain de la paix, il nous rappelle,
» malgré lui, les innombrables merveilles qui ont amené un
» si grand événement; mais qu'il se rassure, je veux bien
» taire en ce jour tout ce qui fera l'honneur de l'histoire et
» l'admiration de la postérité; je veux même ajouter, pour
» satisfaire à ses vœux impatients, que cette gloire qui jette
» sur la France entière un si grand éclat appartient à la
» révolution : sans elle [1], en effet, le génie du vainqueur de
» l'Italie eût langui dans de vulgaires honneurs. Elle [2] ap-
» partient au gouvernement qui, né comme lui de cette
» grande mutation qui a signalé la fin du XVIIIe siècle, a su
» deviner Bonaparte et le fortifier de toute sa confiance.
» Elle appartient à ces valeureux soldats dont la liberté a
» fait d'invincibles héros. Elle appartient enfin à tous les
» Français dignes de ce nom : car c'était aussi, n'en doutons
» point, pour conquérir leur amour et leur vertueuse es-
» time, qu'il se sentait pressé de vaincre; et ces cris de joie
» des vrais patriotes à la nouvelle d'une victoire, reportés
» vers Bonaparte, devenaient les garants d'une victoire
» nouvelle. Ainsi, tous les Français ont vaincu en Bonaparte;
» ainsi sa gloire est la prospérité de tous; ainsi il n'est au-
» cun républicain qui ne puisse en revendiquer sa part. »

[1] La révolution. [2] La gloire de Bonaparte.

Le discours de Talleyrand, et celui de Scherer qui parla après lui, furent écoutés avec impatience; Joubert prononça une courte harangue, et se jeta ensuite avec abandon dans les bras de son général. Bonaparte était debout; sa contenance simple et modeste contrastait avec sa grande réputation. Tous les yeux étaient fixés sur lui. Il remit au président du Directoire la ratification donnée par l'empereur au traité de Campo-Formio; et d'une voix ferme, avec un accent sonore qui remplissait la vaste cour du palais:

« Citoyens directeurs, dit-il, le peuple français, pour être » libre, avait les rois à combattre; et pour obtenir une » constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles à » vaincre.—La constitution de l'an III et vous, avez triom- » phé de tous les obstacles.—La religion, la féodalité et le » royalisme ont depuis vingt siècles gouverné l'Europe; » mais de la paix que vous venez de conclure date l'ère du » gouvernement représentatif. Vous êtes parvenus à orga- » niser la grande nation, dont le territoire n'est plus cir- » conscrit, que parce que la nature elle-même en a fixé les » limites.—Vous avez fait plus: les deux plus belles parties » de l'Europe, si célèbres jadis par les arts, les sciences et » les grands hommes dont elles furent le berceau, voient le » génie de la liberté sortir du tombeau de leurs ancêtres; ce » sont les piédestaux sur lesquels les destinées vont placer » deux grandes nations.

» J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à Campo- » Formio, et ratifié par l'empereur.

» La paix assure la liberté, la prospérité de la République. » Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les » meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra » libre. »

Barras, alors président du Directoire, répondit longuement au général. La première phrase de son discours fut la seule remarquée; la voici:

« Citoyen général, la nature, avare de ses prodiges, ne » donne que de loin en loin des grands hommes à la terre; » mais elle dut être jalouse de marquer l'aurore de la liberté » par un de ces phénomènes, et la sublime révolution du » peuple français, nouvelle dans l'histoire des nations, de-

» vait présenter un génie nouveau dans l'histoire des hom-
» mes célèbres. Le premier de tous, citoyen général, vous
» avez secoué le joug des parallèles, et du même bras dont
» vous avez terrassé les ennemis de la République, vous
» avez écarté les rivaux que l'antiquité vous présentait. »

Dès que Barras eut cessé de parler, il tendit les bras à Bonaparte, et lui donna ce que l'on appelait alors l'accolade fraternelle. Les autres membres du Directoire imitèrent l'exemple du président et embrassèrent comme lui l'illustre général.

Ainsi finit cette cérémonie qui n'eut d'éclat que par la présence et par les paroles d'un héros. Quelques jours après les conseils législatifs donnèrent une fête à Bonaparte dans la grande galerie du musée. Un dîner de 800 couverts et une harangue en plein air furent toute la récompense nationale que les membres du gouvernement d'alors crurent devoir offrir au sauveur de la République. Etait-ce ignoble envie, impuissance ou dérision?—Mais ce qui devait consoler Napoléon des petitesses du Directoire, c'étaient les acclamations de la reconnaissance populaire: jmaais elles ne furent plus multipliées et plus unanimes.

A la même époque l'Institut l'appelait dans son sein et se glorifiait de le compter parmi ses membres. Cette élection le flatta beaucoup.

Enfin la municipalité de Paris, cédant à un vœu généralement exprimé, prit un arrêté qui donna à la rue Chantereine, où demeurait Bonaparte, le nom de *rue de la Victoire*.

Les craintes méticuleuses des gouvernements qui se sont succédé depuis l'Empire n'ont pas permis que cette rue reprît ce nom glorieux. La figure géante de l'empereur serait-elle un épouvantail pour les pygmées qui, impuissants à soutenir l'épée du vainqueur de l'Europe, croient porter le sceptre de Napoléon?

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

CAMPAGNE CONTRE L'ARCHIDUC.—TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO.

1797.

9 *mars*. Proclamation du général Bonaparte.
10 — Reprise des hostilités.
12 — Passage de la Piave.
16 — Bataille et passage du Tagliamento (6 canons, 600 prisonniers).
19 — Passage de l'Isonzo.
— — Prise de Gradisca (3,000 prisonniers, 8 drapeaux, 10 canons).
20 — Expédition dans le Tyrol. — Combat de Lavis (4,000 prisonniers, 2 drapeaux, 3 canons).
— — Combat de Casasola (600 prisonniers et tous les magasins de l'ennemi).
— — Prise de Goritz.
22 — Combat de Tramen en Tyrol (2 canons, 600 prisonniers).
24 — Combat de Tarvis.
— — De la Chiuza-Veneta (5,000 prisonniers, 32 canons, 400 chariots et les bagages de l'ennemi).
— — Entrée à Trieste.
— — Combat de Clausen (1500 prisonniers).
— — Entrée en Carinthie.
29 — Attaque et prise des gorges d'Inspruck (600 prisonniers, 2 canons).
31 — Lettre de Bonaparte au prince Charles.
2 *avril*. Combat de Neumarck (700 prisonniers).
4 — Combat de Kundsmarck (600 prisonniers).
5 — Traité d'alliance offensive et défensive conclu à Turin, entre la République française et le roi de Sardaigne.
— — Massacre des Français à Vérone.
17 — Insurrection des provinces vénitiennes contre les Français.
18 *avril*. Préliminaire de Leoben entre la France et l'Autriche.
10 *mai*. Bonaparte porte son quartier général à Montebello.
11 — Révolution de Venise.
16 — Entrée des Français à Venise.
— Destruction de la république.
— Établissement d'un gouvernement provisoire.
22 et 23 — Révolution de Gênes.
14 *juin*. Installation du gouvernement provisoire de Gênes, sous le nom de *république Ligurienne*.
6 *juillet*. Fédération de Milan. Proclamation de la république Cisalpine.
4 *septembre*. Journée du 18 fructidor.
17 *octobre*. Traité de paix de Campo-Formio, entre la République française et l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême.
22 — Réunion de la Valteline à la République Cisalpine.
16 *novembre*. Ordre du jour de Bonaparte à l'armée d'Italie en la quittant.
17 — Son départ pour Rastadt.
1er *décembre*. Convention militaire signée à Rastadt, entre Bonaparte et le comte de Cobentzel, touchant l'évacuation de Mayence, d'Ehrenbreitstein, etc.
5 — Retour de Bonaparte à Paris.
10 — Réception solennelle de Bonaparte par le Directoire.
20 — Fête donnée, par le Corps législatif, au général Bonaparte.
28 — Bonaparte est nommé membre de l'Institut.
31 — La rue Chantereine, où demeure le général, reçoit, par arrêté de la municipalité de Paris, le nom de *rue de la Victoire*.



Bataille des Pyramides.

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

La conquête d'Egypte était depuis longtemps un des projets favoris du général Bonaparte. Il en avait eu la première pensée pendant ses guerres d'Italie. On en trouve la preuve dans sa correspondance avec le Directoire, et même dans ses proclamations, où il parle à ses soldats de l'Orient et de campagnes au delà des mers. Napoléon, en rencontrant dans toutes les hostilités dirigées contre la France les instigations, les intrigues et l'or du cabinet britannique, avait compris que l'Angleterre, placée par sa position insulaire hors de l'atteinte de nos armées, était la seule ennemie que la République française ne pût espérer de réduire promptement.

Quant aux puissances continentales, il s'en inquiétait moins. Des fleuves profonds, des places fortes et des chaînes de montagnes n'étaient pas des obstacles à arrêter l'impétuosité française. Le grand capitaine pressentait qu'avec lui nos soldats trouveraient la route de toutes les capitales de l'Europe. Mais, pour accabler l'Angleterre, une marine

7

formidable était nécessaire, et la République n'avait qu'un petit nombre de bâtiments de guerre. Des victoires s'improvisent, comme le prouvent les mémorables campagnes d'Italie; il faut du temps, des ouvriers et de l'argent pour créer des vaisseaux. Mais que sont des vaisseaux sans des équipages expérimentés? Et pour former des matelots, il faut de longues navigations sous le soleil ardent de l'équateur et à travers les glaces éternelles du pôle, une lutte de plusieurs années avec les fatigues de la vie de bord et avec les orages de la mer. Napoléon pensait donc qu'il n'était possible d'obliger l'Angleterre à respecter le repos de l'Europe et à traiter elle-même avec la République, qu'en l'attaquant dans ses possessions des Indes, si importantes pour son commerce, sa richesse et sa prospérité. L'Inde, depuis l'insurrection des Etats-Unis d'Amérique, était la seule grande colonie appartenant aux Anglais; et, cette colonie ruinée ou prise, l'Angleterre, réduite à l'impuissance, ne devait pas tarder à demander la paix.

Bonaparte, en s'emparant de l'Egypte, avait le projet d'y établir une colonie française, qui aurait remplacé les colonies américaines perdues pour la République. Elle aurait en outre servi de base à ses opérations contre l'Inde anglaise; et de là serait partie l'armée, qui, réunie dans le Bengale aux soldats du sultan de Mysore, Tippoo-Saëb, ennemi acharné de la puissance britannique, devait abattre le colossal empire édifié par les marchands de Londres. La possession de la Corse, des îles Ioniennes, de Malte et de Candie, devait donner à la France l'empire de la Méditerranée dont Napoléon a eu si longtemps la belle pensée de faire le *lac français*. Le rétablissement du canal de Sésostris à travers l'isthme de Suez, en réunissant les eaux du golfe de Syrie à celles de la mer Rouge, aurait ouvert à nos vaisseaux la route directe de l'Asie méridionale, et assuré en quelque sorte, à notre industrie, le monopole du commerce du monde. La réussite de l'expédition, dont la conception était due au génie de Napoléon, devait être pour la France une source de richesse et de puissance.

Au commencement de l'année 1798, Bonaparte avait été nommé au commandement de l'armée d'Angleterre, armée

qui n'existait pas encore. Il visita les ports et les côtes du nord de la France. Cet examen confirma sa conviction que l'Angleterre ne pouvait pas encore être attaquée de ce côté. Il revint à Paris presser les préparatifs de l'expédition d'Egypte, qui avait reçu l'approbation du gouvernement.

On prétend qu'à cette époque, plusieurs membres des conseils, pressentant la haute fortune qui attendait Bonaparte, et enthousiastes de son génie, eurent le projet de le placer à la tête du gouvernement, en le faisant entrer dans le Directoire. Ce dessein ne put avoir aucune suite. La jeunesse de Bonaparte était un obstacle insurmontable : la constitution de l'an III exigeait qu'un directeur fût âgé au moins de quarante ans.

Le plus grand secret était nécessaire pour que l'Angleterre ne fût pas informée de la destination de l'armée qui se réunissait à Toulon. Peu de personnes furent mises dans la confidence. Bonaparte travailla jour et nuit avec une activité sans égale à l'exécution de son projet. Ce fut lui qui organisa tout. Il choisit les généraux, indiqua les troupes qui devaient faire partie de l'armée, les lieux et les arsenaux d'où il fallait tirer l'artillerie et les munitions de guerre. Il connaissait déjà les ressources militaires de la France mieux que le ministre de la guerre. Son génie embrassait à la fois l'ensemble et les détails. Il dictait et rédigeait tous les ordres, toutes les instructions relatifs à l'expédition. Ces ordres se succédaient avec une rapidité extraordinaire. Ils parcouraient comme l'éclair la ligne de Civita-Vecchia à Toulon. Bonaparte donnait aux uns, avec une admirable précision, rendez-vous devant Malte ; à d'autres, devant Alexandrie. Les instructions et les ordres étaient rédigés et copiés dans son cabinet. Quand il avait besoin de la signature des chefs du gouvernement, il allait lui-même trouver un des directeurs, afin d'éviter les lenteurs et les retards de la voie administrative. Cette activité porta ses fruits : en moins de deux mois l'armée d'Orient fut prête à partir.

Cette armée s'élevait à environ trente-six mille hommes. Tous ses généraux étaient illustrés par leurs exploits en Allemagne et en Italie : c'étaient Kléber, Desaix, Reynier, Bon. Menou, Vaubois, Damas, Lannes, Lanusse, Murat, Leclerc,

Davoust, etc. Berthier était chef d'état-major, Caffarelli-Dufalga commandait le génie, et Dommartin l'artillerie. Le service de santé était placé sous la direction de Desgenettes et de Larrey. Les cavaliers, au nombre de deux mille cinq cents, avaient été choisis parmi les hussards et les dragons. Ils n'emmenaient que trois cents chevaux: on comptait sur ceux des Arabes et des Mamelucks.

La flotte qui devait transporter et escorter cette armée se composait de plus de cinq cents voiles, parmi lesquelles on remarquait treize vaisseaux de ligne, huit frégates et soixante-dix-huit bâtiments de guerre de moindres dimensions, tels que corvettes, bricks, etc. Le vice-amiral Brueys la commandait.

Cet armement considérable, cette réunion extraordinaire de troupes avaient donné lieu en France et en Europe à de nombreuses conjectures, mais aucune n'avait découvert le véritable but de l'expédition, tant le secret avait été bien gardé. L'incertitude augmentait à l'aspect d'une nombreuse commission de savants attachés à l'armée. C'étaient plusieurs membres de l'Institut national, et des hommes déjà distingués dans les sciences et dans les arts : Monge, Denon, Cortaz, Fourrier, Berthollet, Geoffroy, Dolomieu, etc., dont les noms, devenus illustres, attestent la sagacité de Napoléon et son remarquable discernement pour distinguer, choisir et employer les hommes.

L'arrivée du général en chef à Toulon (le 8 mai) imprima une nouvelle activité aux préparatifs du départ; mais les vents contraires retinrent encore pendant dix jours la flotte dans la rade.

Avant l'embarquement, Bonaparte, pour faire cesser l'incertitude et l'anxiété générale, adressa aux troupes cette harangue, dont l'effet répondit à son attente, et qui électrisa l'armée :

« Officiers et soldats, il y a deux ans que je vins vous com-
» mander ; à cette époque vous étiez dans la rivière de Gê-
» nes, dans la plus grande misère, manquant de tout, ayant
» sacrifié jusqu'à vos montres pour votre subsistance réci-
» proque ; je vous promis de faire cesser vos misères, je

» vous conduisis en Italie ; là, tout vous fut accordé..... Ne
» vous ai-je pas tenu parole ? »

Ici un cri général se fit entendre : *Oui!*

« Eh bien ! apprenez que vous n'avez point encore assez
» fait pour la patrie, et que la patrie n'a point encore assez
» fait pour vous ! — Je vais actuellement vous mener dans
» un pays où, par vos exploits futurs, vous surpasserez ceux
» qui étonnent aujourd'hui vos admirateurs, et rendrez à la
» patrie des services qu'elle a droit d'attendre d'une armée
» d'invincibles. — Je promets à chaque soldat, qu'au retour
» de cette expédition, il aura à sa disposition de quoi ache-
» ter six arpents de terre. — Vous allez courir de nouveaux
» dangers ; vous les partagerez avec vos frères les marins.
» Cette arme, jusqu'ici, ne s'est pas rendue redoutable à
» nos ennemis ; leurs exploits n'ont point égalé les vôtres ;
» les occasions leur ont manqué ; mais le courage des marins
» est égal au vôtre : leur volonté est celle de triompher ; ils y
» parviendront avec vous. — Communiquez-leur cet esprit
» invincible qui partout vous rendit victorieux ; secondez
» leurs efforts ; vivez à bord avec cette intelligence qui ca-
» ractérise des hommes purement animés et voués au bien
» de la même cause : ils ont, comme vous, acquis des droits
» à la reconnaissance nationale dans l'art difficile de la ma-
» rine. — Habituez-vous aux manœuvres de bord ; devenez
» la terreur de vos ennemis de terre et de mer ; imitez en
» cela les soldats romains, qui surent à la fois battre Car-
» thage en plaine et les Carthaginois sur leurs flottes. »

Le général Bonaparte, avant de quitter la France, eut le bonheur de sauver de malheureux vieillards que les lois sur les émigrés, exécutées à Toulon avec la plus grande rigueur, menaçaient de mort. Les pensées de Napoléon étaient des pensées d'ordre et de conciliation ; il voulait la fusion de tous les partis en un seul, dévoué à la France ; et il savait que la justice et la clémence sont les plus sûrs moyens de cicatriser les plaies des révolutions. Nous allons citer la lettre qu'il écrivit à ce sujet, le 16 mai, aux commissions militaires de la 9e division. Cette lettre causa dans l'armée une satisfaction inexprimable.

« J'ai appris, citoyens, avec la plus grande douleur, que » des vieillards âgés de soixante-dix à quatre-vingts ans, de » misérables femmes enceintes, ou environnées d'enfants en » bas âge, avaient été fusillés comme prévenus d'émigra- » tion. — Les soldats de la liberté seraient-ils donc devenus » des bourreaux? La pitié, qu'ils ont portée jusqu'au milieu » des combats, serait-elle donc morte dans leurs cœurs ? — » La loi du 19 fructidor a été une mesure de salut public. » Son intention a été d'atteindre les conspirateurs, et non » de misérables femmes et des vieillards caducs. — Je vous » exhorte donc, citoyens, toutes les fois que la loi présentera » à votre tribunal des vieillards de plus de soixante ans, ou » des femmes, de déclarer qu'au milieu des combats vous » avez respecté les vieillards et les femmes de vos ennemis. — » Le militaire qui signe une sentence de mort contre une » personne incapable de porter les armes, est un lâche. »

Le 19 mai 1798, par un beau soleil et un vent favorable, l'avant-garde de la flotte mit à la voile. Le général en chef était à bord du vaisseau amiral *l'Orient*, de 120 canons.

Après avoir rallié les différents convois partis de Gênes, de Corse et de Civita-Vecchia, la flotte arriva en vue de l'île de Malte, occupée alors par les chevaliers de cet ordre célèbre qui a été si longtemps la terreur des pirates turcs et barbaresques. Bonaparte avait l'intention secrète de s'emparer de l'île ; le grand-maître refusa de laisser entrer la flotte dans le port : ce fut le prétexte des hostilités. Nos troupes débarquèrent et s'emparèrent de la cité Vieille sans tirer un seul coup de fusil. Le lendemain, au moment où l'artillerie des forts commençait à jouer, la population de la cité Valette se révolta et força le grand-maître à faire cesser le feu et à capituler. Cette capitulation, en cédant la possession de l'île à la République française, porta le coup mortel à l'ordre de Malte.

Après avoir laissé une garnison dans cette place importante, et donné au général Vaubois les instructions nécessaires à la défense, Bonaparte se hâta de remettre à la voile pour se diriger vers le but de son expédition. Il n'ignorait pas que l'escadre anglaise parcourait la Méditerranée dans

tous les sens pour trouver et attaquer la flotte française; et il craignait que l'issue d'un combat naval ne fût défavorable à des vaisseaux encombrés d'hommes et de provisions. L'amiral Nelson avait, sur les côtes de l'Italie méridionale, recueilli des indices qui lui firent deviner le but où tendait Bonaparte. Il cingla droit vers Alexandrie, où il arriva trois jours avant notre escadre, dont la marche était ralentie par le nombreux convoi qu'elle escortait. Là, instruit que la flotte qu'il cherchait n'y avait pas paru, il se dirigea vers la côte de Syrie, où il supposa que Bonaparte pourrait essayer d'effectuer son débarquement.

La flotte qui portait l'armée d'Orient arriva en vue d'Alexandrie le 30 juin au soir, quarante-trois jours après son départ de Toulon. Le 1er juillet, le général en chef, informé de la courte apparition de Nelson dans ces parages, et de la direction qu'il avait prise, se décida, malgré les difficultés que présentait une mer houleuse, une côte garnie de récifs et la distance de trois lieues qui séparait les vaisseaux du rivage, à faire débarquer l'armée sur-le-champ. Il répondit à l'amiral Brueys, qui lui proposait d'attendre au lendemain: « Amiral, nous n'avons pas de temps à perdre, » la fortune ne nous donne que trois jours; si je n'en profite » pas, nous sommes perdus. » Et il donna l'ordre de faire préparer les chaloupes.

Une proclamation écrite à bord de *l'Orient* avait été distribuée à l'armée impatiente, et lui avait fait enfin connaître le but d'une expédition que, jusqu'alors, elle n'avait pu que soupçonner,

Cette proclamation était ainsi conçue :

« Soldats ! vous allez entreprendre une conquête dont les » effets sur la civilisation et le commerce du monde sont in» calculables. Vous portez à l'Angleterre le coup le plus sûr » et le plus sensible en attendant que vous puissiez lui don» ner la mort. — Nous ferons quelques marches fatigantes ; » nous livrerons plusieurs combats. Nous réussirons dans » toutes nos entreprises; les destins sont pour nous. Les » beys mamelucks, qui favorisent exclusivement le commerce » anglais, qui ont couvert d'avanies nos négociants, et qui » tyrannisent les malheureux habitants du Nil, quelques

» jours après notre arrivée n'existeront plus. — Les peuples
» avec lesquels nous allons vivre sont mahométans. Leur
» premier article de foi est celui-ci : « Il n'y a pas d'autre
» dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète. » Ne les con-
» tredisez pas. Agissez avec eux comme nous avons agi avec
» les Juifs, avec les Italiens. Ayez des égards pour leurs
» muftis et leurs imans, comme vous en avez eu pour les
» rabbins et les évêques. Ayez pour les cérémonies que
» prescrit l'Alcoran, pour les mosquées, la même tolérance
» que vous avez eue pour les couvents, pour les synagogues,
» pour la religion de Moïse et de Jésus-Christ. Les légions
» romaines protégeaient toutes les religions.—Vous trou-
» verez ici des usages différents de ceux de l'Europe ; il faut
» vous y accoutumer. Les peuples chez lesquels nous allons
» entrer traitent les femmes différemment que nous ; mais,
» dans tous les pays, celui qui viole est un monstre. — Le
» pillage n'enrichit qu'un petit nombre d'hommes ; il nous
» déshonore ; il détruit nos ressources ; il nous rend enne-
» mis des peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir pour
» amis. — La première ville que nous allons rencontrer a
» été bâtie par Alexandre ; nous trouverons à chaque pas de
» grands souvenirs dignes d'exciter l'émulation des Fran-
» çais. »

Dans la nuit du 1er au 2 juillet, à une heure du matin, le général en chef mit le pied sur la terre d'Egypte. Avant le jour, il se porta sur Alexandrie avec quelques régiments des divisions Bon et Kléber. Cette ville, dont les remparts furent escaladés malgré la fusillade des Arabes, se rendit par capitulation après une défense de quelques heures. Dans l'attaque, le général Kléber fut grièvement blessé par une balle qui l'atteignit au front.

Bonaparte fit observer à son armée la plus rigoureuse discipline, et traita les habitants d'Alexandrie avec une grande douceur. Il y resta seulement six jours, afin d'organiser l'administration de la ville et de la province, et de presser le débarquement de l'artillerie, des munitions et des objets nécessaires aux troupes. Il y régla la marche de l'armée à travers la province de Bahireh. L'amiral Brueys reçut l'ordre de faire sonder le vieux port pour le mouil-

lage des vaisseaux de haut bord, et la flotte fut mise provisoirement à l'ancre dans la rade d'Aboukir.

L'Egypte doit son existence au Nil, qui la traverse dans toute sa longueur. Elle se divise naturellement en haute, moyenne et basse Egypte. C'est une vallée large de quarante à cinquante lieues et longue de deux cents. Il n'y pleut jamais : les inondations régulières du fleuve rendent seules féconde et habitable l'étroite lisière de terres cultivées qui borde ses deux rives. Cette lisière a depuis une demi-lieue jusqu'à deux lieues et demie de large. Le *Delta*, compris entre les deux embouchures du fleuve, offre plus d'étendue. Mais telle est la fertilité produite par le limon que laisse le Nil après l'inondation, que cette terre, qui, au moment où les Français y arrivèrent, ne comptait pas plus de deux millions cinq cent mille habitants, nourrissait dans les temps anciens, sous les Ptolémées, une population de vingt millions d'hommes et fournissait du blé à toute l'Italie. Les terres cultivées sont resserrées entre deux déserts de sables mouvants, dont la triste uniformité n'est interrompue de loin en loin que par quelques *oasis*, îles de verdure qui servent de lieux de repos et d'abri aux caravanes.

Les révolutions physiques du globe et les bouleversements politiques des empires avaient détruit lentement la prospérité et la population de l'Egypte. Les canaux, mal entretenus, s'étaient comblés et avaient disparu ; les sables envahissaient chaque jour les terrains fertiles. Le sol était couvert des ruines de tous les temps et de tous les ordres ; semblable à ces ruines, la population offrait les débris de différents âges et de plusieurs peuples, divers de mœurs, de langage et de religion, Cophtes, Arabes, Turcs et Mamelucks.

Les Mamelucks étaient les maîtres du pays ; ils possédaient les richesses et la force. C'était une milice guerrière, recrutée parmi des esclaves circassiens et géorgiens, intrépide et habituée à combattre toujours à cheval. Ils avaient pour chefs vingt-quatre beys ou princes, parmi lesquels Mourad et Ibrahim exerçaient la suprême autorité.

Le pacha turc envoyé tous les ans de Constantinople n'avait qu'un pouvoir nominal. Il était chargé de percevoir

un tribut, qu'on ne lui payait pas, et de représenter un sultan auquel on n'obéissait pas. Deux cent mille Turcs, disséminés dans les villes, gens de tous les états et de toutes conditions, avaient le titre de janissaires et de spahis, mais sans être assujettis ni propres à aucun service militaire.

Les Cophtes, race primitive de l'ancienne Egypte, professaient la religion chrétienne. Comme toutes les races esclaves, ils s'étaient abâtardis et voués aux plus ignobles métiers.

Les Arabes-Egyptiens, qu'il ne faut pas confondre avec les Arabes-Bédouins (brigands pillards et sans foi, qui infestent les limites du désert), composaient la masse principale de la population, établis dans le pays à l'époque de la conquête par les lieutenants de Mahomet. Ils se divisaient en trois grandes classes, les fellahs ou laboureurs, les petits propriétaires, commerçants et fabricants, et les grands propriétaires, qui, sous le nom de *scheicks*, étaient les véritables grands de l'Egypte. C'étaient les membres des divans et des mosquées. Ils exerçaient une grande influence sur le peuple.

Bonaparte avait étudié avec sagacité la diversité des races et des intérêts des Egyptiens. Il en tira parti pour l'établissement de son administration. Flattant habilement l'esprit national arabe, il annonça qu'il avait un grand respect pour la religion de Mahomet, et qu'il ne venait faire la guerre qu'aux Mamelucks, oppresseurs du pays. Une proclamation au peuple égyptien, dont il fit précéder son départ pour le Kaire, écrite du style solennel et imposant qui convient aux imaginations orientales, produisit un grand effet.

L'armée débarquée en Egypte ne se composait que de trente mille hommes. Ils furent répartis en cinq divisions, aux ordres des généraux Kléber, Desaix, Reynier, Bon et Menou.

Dans sa marche sur le Kaire, à travers le désert, la division Desaix, qui formait l'avant-garde, eut tellement à souffrir du manque d'eau et de l'ardeur du soleil, que Desaix lui-même, si difficile à émouvoir dans les plus grands dangers, partagea l'abattement de ses soldats. Il écrivit au général en chef : « Si l'armée ne traverse pas le désert avec la rapidité de l'éclair, elle périra. »

Les troupes supportaient avec impatience les fatigues si nouvelles pour des soldats habitués à combattre dans les plaines fertiles de l'Italie et de l'Allemagne. Leur soif ne pouvait être suffisamment étanchée par l'eau saumâtre du petit nombre de puits qu'ils rencontraient sur leur route. Elle s'augmentait au contraire par les illusions décevantes du mirage, qui changeaient en une eau fraîche et limpide les vapeurs brûlantes exhalées du sein de la terre. C'était le supplice de Tantale renouvelé chaque jour : l'onde fuyait à mesure qu'on cherchait à s'avancer vers elle. Pour comble de malheur, quand on s'approchait du Nil, et quand l'eau devint abondante, les troupes, qui avaient reçu du pain pour plusieurs jours, et qui l'avaient gaspillé avec l'imprévoyance naturelle au soldat, manquèrent de vivres, et furent réduites à se nourrir de *pastèques*, aliments aqueux, malsains et affaiblissants.

Le général en chef partageait les privations de ses soldats, et supportait patiemment leurs murmures, certain, comme Christophe Colomb au milieu de ses marins irrités, d'atteindre bientôt le but de son expédition. Mais il n'avait pas les mêmes ménagements pour ses généraux, et en entendant les imprécations qu'un d'entre eux se permettait de faire publiquement : « Taisez-vous, général, lui dit-il, vos » six pieds de haut ne m'effraient point. Si vous continuez à » exciter l'irritation de l'armée, avant une heure je vous » fais fusiller. » Le général se tut : il savait que Bonaparte était homme à exécuter sa menace.

Dans leurs fatigues, les soldats faisaient souvent retomber leur mauvaise humeur sur les savants, qui, pour faire leurs fouilles, avaient, disaient-ils, donné l'idée de l'expédition. Bonaparte protégeait les hommes de la science contre les brutalités des hommes de guerre ; et pour apprendre à son armée à respecter ceux qui se consacrent à l'accroissement et à la propagation des connaissances humaines, il fit toujours, en Égypte, dans ses proclamations et dans ses ordres, précéder son titre de général en chef, du titre de membre de l'Institut.

Pendant la marche, les flancs de l'armée furent couverts d'une nuée de cavaliers arabes qui pillaient et assassinaient les traînards. Les Français, privés de cavalerie, ne pouvaient

les poursuivre. Le général en chef lui-même faillit être enlevé par les Bédouins : un pli du terrain le cacha heureusement à leur vue. En reconnaissant le péril auquel il venait d'échapper, Bonaparte s'écria gaiement : « Il n'est point écrit » là-haut que je doive être pris par les Arabes. »

L'ennemi attendit pour la première fois nos soldats en avant de Ramanieh, où la division Kléber, qui avait marché par Rosette, afin de protéger la navigation de la flottille française sur le Nil, devait rejoindre le gros de l'armée. Dans ce premier engagement les Mamelucks furent repoussés. Plusieurs volées de mitraille les dispersèrent.

A Ramanieh nos soldats se reposèrent, et oublièrent leurs fatigues en se baignant dans les eaux si désirées du Nil.

L'armée continua sa marche sur le Kaire en suivant la rive du fleuve. Le 13 juillet elle rencontra auprès du village de Chebreïsse, ayant son flanc droit appuyé au Nil, et couvert par une flottille nombreuse, Mourad-Bey avec quatre mille Mamelucks. La cavalerie africaine offrait un coup d'œil magnifique. C'étaient de beaux chevaux arabes, richement harnachés, piaffant, hennissant, caracolant avec grâce et légèreté ; c'étaient des cavaliers à l'air martial, couverts d'armures étincelantes, enrichies d'or et de pierreries ; de costumes divers brillamment bigarrés ; la tête ornée de turbans à aigrettes, ou de casques dorés ; armés de sabres, de lances, de flèches, de carabines. Ce spectacle frappa vivement nos soldats. Le combat s'engagea entre les deux flottilles. Celle de l'ennemi attaqua la nôtre qui remontait le Nil en côtoyant le rivage. Pour la dégager, l'armée se porta contre Mourad-Bey. Chacune des cinq divisions formait un carré au centre duquel étaient les équipages, et dont les angles étaient armés de pièces d'artillerie ; les carrés disposés en échelon se flanquaient réciproquement. Les Mamelucks n'attendirent pas les Français : ils s'ébranlèrent pour les attaquer, mais leur impétuosité vint échouer contre ces murailles mouvantes hérissées de baïonnettes, et d'où partait de moments en moments une pluie de balles et de mitraille. Ils revinrent plusieurs fois bravement à la charge ; mais la tactique et la discipline européennes triomphèrent de leur valeur désordonnée. Le village de Chebreïsse fut emporté par les

Français, et les Mamelucks, en désordre, s'enfuirent vers le Kaire. Les marins de la flottille ne furent pas moins heureux que les soldats de l'armée de terre. Ils obligèrent aussi la flottille ennemie à prendre la fuite.

Une vieille tradition populaire des Arabes accorde l'empire de l'Égypte à celui qui se rend maître du Kaire. Les Mamelucks avaient résolu de tenter un dernier effort sous les murs de leur capitale. Il s'agissait pour eux de vaincre ou de mourir. La perte de cette bataille devait entraîner la chute de leur domination. Leur armée réunie sur la rive gauche du Nil, au nombre de plus de soixante mille hommes, était adossée au fleuve, couvrant le Kaire, qui est situé sur la rive droite, et s'étendait depuis Embabeh jusqu'aux Pyramides. La droite, appuyée sur ce village, était couverte par des retranchements garnis de quarante pièces de canon, et défendus par l'infanterie turque, au nombre de vingt mille hommes, janissaires et spahis. Un corps de dix mille Mamelucks servis chacun par trois fellahs armés à la légère, occupait le centre. L'aile gauche était formée de trois mille cavaliers arabes.

L'armée française, après une marche commencée pendant la nuit, arriva au point du jour devant l'ennemi. Cette ligne formidable, l'éclat des armes qui brillaient au soleil levant, l'aspect des trois cents minarets du Kaire, des bosquets de palmier qui bordaient le fleuve, celui des larges et massives pyramides qui paraissaient comme assises à l'horizon, pour assister à la lutte qui allait s'engager, tout ce tableau imposant et sublime excitait parmi les soldats un sentiment de surprise, d'admiration et d'enthousiasme; l'enthousiasme augmenta lorsque le général en chef, parcourant le front de son armée et montrant du doigt l'horizon, prononça cette courte harangue, qui vivra sans doute autant que les pyramides qui en furent les témoins :

« Soldats ! vous êtes venus dans ces contrées pour les arra-
» cher à la barbarie, porter la civilisation dans l'Orient et
» soustraire cette belle partie du monde au joug de l'Angle-
» terre. Nous allons combattre. Songez que du haut de ces
» monuments quarante siècles vous contemplent. »

Les paroles de Bonaparte, soudainement répétées jusque dans les rangs les plus éloignés, animèrent les soldats d'un noble orgueil et d'un indomptable courage. Ils allaient avoir l'occasion de se montrer dignes à la fois du passé et de l'avenir.

L'armée fut bientôt disposée en carrés, comme à Chebreïsse. Desaix commandait la droite, formée de deux divisions; Vial la gauche, composée également de deux divisions. Bonaparte était au centre avec la division Kléber, qu'en l'absence de ce brave général, retenu à Alexandrie par ses blessures, commandait le général Dugua.

Bonaparte avait examiné avec soin les dispositions de l'ennemi; il avait remarqué que l'artillerie qui garnissait le camp d'Embabeh n'était pas montée sur des affûts de campagne : il avait ainsi l'assurance que l'infanterie turque n'oserait pas s'en éloigner. Il ordonna à Desaix de prolonger sa droite pour se mettre hors de la portée de l'artillerie turque, et d'attaquer ensuite les Mamelucks, tandis que Vial, de son côté, attaquerait de front les retranchements d'Embabeh : cette manœuvre devait placer l'ennemi entre deux feux.

Mourad était doué d'un coup d'œil pénétrant et de beaucoup de résolution; il avait le génie militaire. Il s'aperçut du mouvement des Français et en devina l'intention. Aussitôt il donna ordre à sa cavalerie de charger nos colonnes pendant leur marche. Le choc fut si rapide, si impétueux, que nos carrés furent un moment ébranlés; Mais ils se reformèrent promptement. Les charges de l'ennemi se multiplièrent en vain; leurs attaques désespérées n'eurent aucun succès. Écrasés par la mitraille et par le feu soutenu de notre infanterie, les plus braves trouvèrent la mort autour de ces carrés, devant lesquels venaient se briser tous leurs efforts. Le général Vial avait enlevé à la baïonnette le village retranché. L'armée ennemie se vit alors resserrée entre nos carrés, ses propres batteries devenues les nôtres, et le fleuve. Elle fut entièrement dispersée ou détruite. Mourad-Bey, séparé de ses troupes, se retira vers Ghizeh, avec deux mille cinq cents cavaliers, seul débris de sa nombreuse armée; la majeure partie de l'infanterie turque se sauva à la

nage en traversant le Nil : ceux des Mamelucks qui voulurent tenter cette voie désespérée de salut, se noyèrent, entraînés par le poids de leurs armures. Le camp de l'ennemi, quatre cents chameaux chargés de bagages, quarante canons, plusieurs milliers de chevaux arabes et la possession assurée du Kaire, furent les résultats de cette glorieuse victoire, qui reçut le nom de *Bataille des Pyramides.*

Le général en chef entra au Kaire le 25 juillet. Il ne s'y arrêta que peu de jours. Ibrahim-Bey, qui commandait les Mamelucks restés sur la rive droite du Nil, s'était replié sur Belbeïs. Bonaparte, avec trois divisions, s'attacha à sa poursuite, l'atteignit à Salahieh et le rejeta dans le désert de Syrie. La division Regnier resta à Salahieh pour fortifier ce poste et couvrir l'Égypte du côté de l'Asie. La division Kléber fut dirigée sur Damiette pour occuper cette ville et garder les côtes. La division Menou fut ramenée au Kaire par le général en chef.

Pendant que Bonaparte chassait Ibrahim-Bey de la basse Égypte, Desaix, envoyé dans la haute Égypte à la poursuite de Mourad-Bey, s'établissait dans ce pays, et réussissait à contenir le brave chef des Mamelucks, qui, toujours battu, mais jamais découragé, renouvelait ses attaques avec une constance admirable. Les grandes qualités de Desaix, sa modération, son équité, produisirent une vive impression sur les peuples de la haute Égypte, dont la reconnaissance lui décerna, d'une commune voix, le nom de *Sultan juste.*

Le succès de l'expédition paraissait complet, l'armée de terre avait réussi dans toutes ses entreprises ; mais l'armée navale éprouva un désastre, qui porta un coup fatal aux espérances du général en chef. L'escadre française était restée, malgré ses ordres, dans la rade d'Aboukir : elle y fut attaquée et détruite par l'amiral Nelson.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

1798.

Janvier. Bonaparte est nommé général en chef de l'armée d'Angleterre.
10 *février.* Il part de Paris pour aller visiter les côtes et les ports de l'Océan.
5 *mars.* Il est nommé général en chef de l'armée d'Orient.
8 *mai.* Il arrive à Toulon.
19 — La flotte expéditionnaire sort du port.
10 *juin.* Prise de Malte (plusieurs bâtiments de guerre, trois millions en argent, 1200 canons, 40,000 fusils, 1500 milliers de poudre).
12 — Convention par laquelle l'ordre de Malte cède à la République française les îles de Malte, de Goze et de Comino.
19 — La flotte remet à la voile. — Départ de Malte.
30 — Arrivée sur la côte d'Egypte.
1er *juillet.* Débarquement.
2 — Prise d'Alexandrie.
6 — Marche sur le Kaire.
7 — Prise de Rosette.
12 — Combat de Ramanieh.
13 — Combat de Chebreïsse.
21 — Bataille des Pyramides (40 canons, 400 chameaux chargés de bagages. — Les Mamelucks y perdirent 3,500 cavaliers d'élite et un nombre considérable de fantassins).
25 — Entrée du général Bonaparte au Kaire.
27 — Il permet aux femmes des beys et des Mamelucks de rentrer au Kaire.
1er *août.* Combat naval d'Aboukir. — Destruction de la flotte française.
7 — Marche sur Belbeïs à la poursuite d'Ibrahim-Bey.
10 — Combat de Mansourah.
11 *août.* Combat de Salahieh.
18 — Fête des eaux du Nil. — Le général Bonaparte fait rompre solennellement, et en sa présence, la digue qui retient les eaux du fleuve et empêche l'inondation.
20 — Célébration de la fête de Mahomet.
21 — Création de l'Institut d'Egypte.
23 — Marche du général Desaix sur la haute Egypte à la poursuite de Mourad-Bey.
12 *septembre.* La Porte déclare la guerre à la France à cause de l'expédition d'Egypte.
22 — Célébration au Kaire de l'anniversaire de la fondation de la République.
8 *octobre.* Bataille de Sedyman, gagnée par Desaix.
10 — Combat de Faïoum.
22-24 — Révolte et châtiment du Kaire. Les révoltés, après avoir perdu 4,000 hommes, se soumettent. Le général Dupuy et le chef de brigade Sulkowski sont massacrés dans les rues.
27 *décembre.* Excursion du général Bonaparte à l'isthme de Suez et aux sources de Moïse.

1799.

22 *janvier.* Bataille de Sanhoud, gagnée par le général Desaix dans la haute Egypte
18 *février.* Combat d'Abou-Mana dans la haute Egypte.
3 *mars.* Combats de Coptos, de Bardis et de Girgeh, dans la haute Egypte.
10 — Combat de Gehemi, dans la haute Egypte.
10 — Combat de Kagoun, dans la haute Egypte.
15 — Combat de Korsum
18 *avril.* Combats de Beneadi et de Sienne.



Bonaparte à Jaffa, visitant les pestiférés.

CAMPAGNE DE SYRIE.

SIÉGE DE SAINT-JEAN-D'ACRE.—BATAILLE DU MONT-THABOR, — D'ABOUKIR.

La fatale issue du combat naval d'Aboukir affecta profondément le général en chef, bien qu'aux yeux de l'armée il conservât un calme stoïque. Mais lorsqu'il se trouvait seul ou entouré de quelques serviteurs intimes, il déplorait amèrement l'inexécution de ses ordres et l'obstination de Brueys, obstination que l'amiral avait d'ailleurs expiée par une mort glorieuse. Son chagrin s'exhalait en plaintes involontaires : c'était Auguste redemandant à Varus ses légions.

La perte de l'escadre française changeait toutes les chances de l'expédition : cependant elle ne devait pas ôter tout espoir. Si on était privé des moyens de sortir de l'Égypte, il était possible de s'y maintenir en rattachant les habitants à la cause française. Avec de l'argent, des armes et des officiers, nos régiments pouvaient se recruter dans le pays : les Mamelucks y avaient réussi. Toutes les pensées du général en chef se tournèrent donc vers les moyens de conquérir, par une bonne

administration, l'affection des Égyptiens. C'est dans ce but politique d'une conciliation nécessaire qu'il assista aux fêtes nationales du peuple, à la rupture de la digue des eaux du Nil, à la célébration de la fête de Mahomet. Il accueillait avec bienveillance les scheicks et les imans, causait fréquemment avec eux, cherchait à s'instruire des besoins du pays et des moyens d'amélioration; et même parfois, pour flatter leurs préjugés religieux, il leur laissait habilement entrevoir que l'armée républicaine ne serait pas éloignée d'embrasser le culte de Mahomet.

Dans le même temps il mettait de l'ordre dans l'administration des finances, améliorait le système de perception des impôts, organisait une police régulière dans le pays, instituait des tribunaux équitables pour rendre à chacun bonne et prompte justice, traçait des chemins militaires, faisait nettoyer et réparer les canaux, ordonnait des essais de cultures coloniales, établissait au Kaire une imprimerie arabe, turque et française, créait les fabriques nécessaires à l'habillement de l'armée, les usines et les fonderies propres à la confection des munitions de guerre, fondait, pour travailler efficacement à la civilisation du pays, cet institut d'Égypte dont les travaux ont laissé de si honorables souvenirs, et enfin célébrait, avec une pompe qui frappa singulièrement les habitants du Kaire, l'anniversaire de la République.

L'administration juste et régulière de Bonaparte portait ses fruits. Les sentiments des Arabes commençaient à devenir favorables aux Français, dont la domination était évidemment plus douce et plus supportable que celle des Mamelucks. Encore quelques mois, et le but du général en chef aurait été atteint. Des agents secrets de la Porte-Ottomane vinrent changer ces bonnes dispositions en réveillant et en excitant le fanatisme d'une populace grossière.

Quand Bonaparte avait quitté la France, il avait été convenu avec le Directoire que le ministre des relations extérieures, Talleyrand, se rendrait à Constantinople pour essayer de prouver au sultan que l'expédition d'Égypte ne devait lui donner aucun ombrage, qu'elle n'avait d'autre but que de châtier les beys mamelucks, dont la France avait à se plaindre, ruiner le commerce des Anglais dans l'Inde, et

rendre à l'Égypte l'entrepôt de l'Orient. La négociation était difficile, mais non impossible : Talleyrand ne remplit pas la promesse qu'il avait faite de s'en charger : il trouva des prétextes pour confier cette mission à un subalterne, et resta à Paris. La Porte, ainsi abandonnée à l'influence de la Russie et de l'Angleterre, déclara la guerre à la France.

La nouvelle de cet événement, répandue en Égypte par des émissaires envoyés de Syrie, ne tarda pas à se répandre dans tout le pays et y causa une fermentation générale. Les mécontents s'organisèrent; profitant de la liberté laissée à l'exercice de la religion, ils changèrent les exhortations à la prière, prononcées du haut des minarets, en appels à l'insurrection. Le chef des Musulmans s'étant déclaré contre les Français, on ne devait plus les considérer que comme des chiens d'infidèles qu'il était méritoire d'exterminer. Une révolte sérieuse éclata au Kaire le 22 octobre. Le général Dupuy, gouverneur de la ville, et trois cents officiers ou soldats furent égorgés. Un aide de camp du général en chef, le Polonais Sulkowski, officier de mérite, y fut tué. Bonaparte jugea qu'il était indispensable de sévir avec vigueur. Les troupes campées autour de la ville reçurent l'ordre d'y pénétrer, et fusillèrent tous ceux qu'elles trouvèrent les armes à la main. Le reste des rebelles se réfugia dans la grande mosquée, et, foudroyé par l'artillerie de la citadelle, fut obligé de se rendre à discrétion; tous devaient être mis à mort, Bonaparte se laissa fléchir par leur désespoir, six des plus coupables seulement eurent la tête tranchée. La répression et le châtiment de cette sédition consolidèrent la puissance des Français en Égypte.

Pendant que Bonaparte réprimait la révolte du Kaire, Desaix achevait la soumission de la haute Égypte, en gagnant sur les débris des Mamelucks la bataille mémorable et décisive de Sédiman.

Le repos de l'armée d'Égypte, après la pacification du Kaire et la défaite de Mourad-Bey, ne fut pas de longue durée. Le général en chef avait reçu l'avis qu'une armée turque se rassemblait en Natolie et qu'elle projetait d'entrer en Égypte en longeant la côte orientale de la Méditerranée.

Djezzar, pacha de Saint-Jean-d'Acre, formait des magasins pour cette armée, et réunissait en Syrie des troupes pour la renforcer lors de son passage. Bonaparte pensa que le meilleur moyen de déconcerter les projets de l'ennemi, était d'aller détruire ces préparatifs avant que l'armée ottomane fût en mesure de secourir Djezzar. Il se résolut à marcher sur la Syrie.

Les troupes dont il pouvait disposer, sans compromettre la sûreté et la tranquillité de l'Égypte, ne s'élevaient qu'à douze mille hommes d'infanterie des divisions Bon, Lannes, Reynier et Kléber. La cavalerie, commandée par Murat, se composait de neuf cents chevaux. Bonaparte avait formé en Égypte plusieurs escadrons d'une arme nouvelle, destinée à éclairer l'armée et à donner la chasse aux Arabes ; c'était le régiment des dromadaires ; chacun de ces animaux portait deux hommes parfaitement armés et assis dos à dos. La vigueur et la célérité du dromadaire sont telles, que ces troupes légères pouvaient faire en un jour et sans s'arrêter, des traites de vingt-cinq à trente lieues. Elles rendirent de grands services pendant la campagne de Syrie.

Vers le milieu de février, et après des marches où se renouvelèrent les fatigues et les souffrances que les soldats avaient éprouvées lors de leur premier voyage dans le désert en allant d'Alexandrie à Ramanieh, la petite armée fut réunie devant El-Arich.

Malgré les privations de toute espèce, les siéges qu'il fallut faire, et les déserts qu'elle dut traverser, elle franchit rapidement la distance qui la séparait de Saint-Jean-d'Acre.

Dans cette marche, le fort d'El-Arich capitula après quatre jours de siége. Ghazah se rendit sans coup férir. On y trouva des magasins abondamment approvisionnés, ressources précieuses pour l'armée qui manquait de vivres. La ville de Jaffa, l'antique Joppé, après un siége de quelques jours, fut emportée de vive force, et saccagée par les soldats, indignés de ce que le commandant turc avait fait trancher la tête à un parlementaire envoyé la veille par le général en chef. Deux mille hommes, reste de la garnison massacrée dans la ville, s'étaient retirés dans un caravanseraï : ils furent faits prisonniers. L'impossibilité de les conduire en Égypte, le man-

que de vivres, et la certitude que ces hommes, renvoyes sur parole, iraient aussitôt renforcer les troupes du pacha de Saint-Jean-d'Acre, imposèrent au conseil de généraux, rassemblés pour décider ce qu'il en fallait faire, la pénible obligation de déclarer que le salut de l'armée exigeait leur mort. Le général en chef laissa exécuter cette condamnation avec la plus vive douleur; mais c'était son devoir : la nécessité est impérieuse et impitoyable.

La peste, dont quelques bataillons avaient apporté le germe d'Egypte, se déclara pendant le séjour à Jaffa, et fit de grands ravages dans l'armée. L'imagination des soldats était frappée et leur courage abattu. La stupeur était universelle. Les malheureux atteints du fléau étaient repoussés par leurs camarades. Le dévouement généreux des officiers de santé ne pouvait suffire pour chasser ce lâche égoïsme, et rappeler l'armée à des sentiments plus dignes de l'humanité. Bonaparte voulut, par une démarche éclatante et publique, relever le moral de ses soldats. Le 11 mars, suivi de tout son état-major, il alla visiter les deux hôpitaux où les blessés et les pestiférés étaient soignés séparément. Il resta plus d'une heure dans celui des pestiférés, s'arrêta auprès de tous les soldats, et adressa à chacun d'eux des paroles de consolation et d'encouragement. Dans le but de montrer aux malades que l'affection n'était pas aussi contagieuse qu'ils le supposaient, il en toucha plusieurs, et il aida à soulever le cadavre d'un soldat tout souillé par l'ouverture d'un bubon pestilentiel. Enfin, et sur les vives instances du médecin en chef Desgenettes, qui lui représenta qu'un aussi long séjour dans une atmosphère remplie de miasmes infects devenait *beaucoup plus qu'inutile*, il consentit à se retirer, et quitta l'hôpital comblé des bénédictions de ces malheureux expirants. Lorsqu'il sortit, les officiers de son état-major, justement alarmés, lui firent de vives observations sur son imprudence. « C'était mon devoir, leur répondit-il avec calme ; je suis général en chef. »

L'armée arriva le 18 mars devant Saint-Jean-d'Acre, où Djezzar s'était enfermé avec toutes ses richesses et une forte garnison. La tranchée fut ouverte le 20 mars. Les fortifications de cette place ne consistaient qu'en un mur d'enceinte

flanqué de tours et couvert par un fossé profond. L'artillerie française n'était composée que de quatre pièces de 12, huit obusiers, une caronade de 32 et une trentaine de pièces de 4. Bonaparte attendait des pièces de siége; mais ces pièces, envoyées par mer, avaient été prises par l'amiral anglais Sidney-Smith, qui croisait avec une escadre dans la mer de Syrie : elles avaient été données par lui à Djezzar, et armaient les remparts de Saint-Jean-d'Acre. Enfin l'artillerie manquait de boulets, et on ne s'en procurait qu'en faisant ramasser ceux qui partaient de la place et des vaisseaux anglais, embossés non loin de la plage.

Cependant si Djezzar avait été livré à ses propres ressources, la ville n'aurait pas résisté longtemps à l'audace de nos grenadiers et à l'habileté de nos artilleurs. Deux circonstances fatales rendirent le siége aussi opiniâtre que sanglant, et prolongèrent une résistance désespérée : la croisière de l'amiral Sidney-Smith, et la présence, dans la place, de deux émigrés français (Philippeaux, ingénieur d'un rare mérite, ancien condisciple de Bonaparte à l'école de Brienne, et Tromelin, officier d'artillerie distingué), qui furent chargés des travaux de la défense. En outre, la garnison ne cessait de recevoir, par mer, des secours et des munitions de toute espèce, tandis que l'armée française épuisait insensiblement ses ressources.

Le général en chef venait de livrer à Saint-Jean-d'Acre un premier assaut qui avait été infructueux, lorsqu'il reçut la nouvelle qu'une armée ennemie rassemblée à Damas, et grossie dans sa marche par les Turcs de la Palestine, marchait contre lui. Il envoya aussitôt, pour observer le mouvement de cette armée, et la contenir lorsqu'elle approcherait, la division Kléber à Nazareth, et Murat avec deux mille hommes à Saffeth. Peu de jours après (au moment même où la garnison effectuait une sortie), il apprit que l'ennemi avait passé le Jourdain, et que Kléber allait être attaqué. Alors, et dès que les Turcs furent rejetés dans la ville, prenant avec lui la division Bon et de la cavalerie, il partit, le 15 avril, pour aller au secours de son lieutenant.

Arrivé, le lendemain au matin, auprès du Mont-Thabor, il aperçut dans la plaine célèbre d'Esdrelon l'infanterie en-

nemie arrêtée dans le village de Fouli, et au milieu de vingt mille cavaliers, la division Kléber, entièrement entourée, formée en deux carrés, combattant avec un ordre admirable. Le combat durait depuis six heures, et depuis six heures cette brave division recevait sans se rompre, tantôt sur ses baïonnettes, tantôt avec un feu à bout portant, les charges impétueuses des Mamelucks et des Arabes. Bonaparte jugea qu'il n'y avait pas un instant à perdre. Il ordonna à la division Bon de se réunir en carré et de s'avancer rapidement dans la plaine, de manière à former un triangle équilatéral avec les deux carrés de Kléber. Cette belle manœuvre, dont le but était de mettre l'ennemi au centre, réussit complétement. Kléber, entouré de feu et de fumée, ne pouvait pas voir ce qui se passait autour de lui. Le bruit du canon lui annonça l'arrivée de Bonaparte, dont l'apparition fut un coup de foudre pour l'ennemi. Bientôt un feu terrible, partant des trois extrémités du triangle, éclata et dispersa les Mamelucks ; ils s'enfuirent en désordre au grand galop de leurs chevaux. Les grenadiers de Kléber reprirent l'offensive. Une colonne s'avança sur Fouli. Le village fut emporté à la baïonnette, et l'infanterie ennemie foudroyée par l'artillerie, repoussée de tous côtés par la fusillade ou l'arme blanche, se précipita vers le Jourdain pour trouver une issue à sa fuite. Elle tomba au milieu de la cavalerie de Murat, qui en fit un carnage affreux. L'armée ottomane perdit à la bataille du Mont-Thabor plus de six mille hommes, cinq cents chameaux, des provisions et des richesses considérables.

Cette victoire fut décisive : les ennemis, pendant le reste du siége, n'osèrent plus inquiéter l'armée.

Après soixante jours de tranchée ouverte, après huit assauts infructueux, où avaient péri l'élite des troupes et plusieurs généraux, Bon, Venoux, Raimbaud ; où d'autres, tels que Lannes, Vial, Rampon, avaient été blessés, le général en chef, désespérant de vaincre la résistance opiniâtre des Turcs, qui avaient reçu des renforts, et voyant arriver la saison des débarquements, se décida à lever le siége de Saint-Jean-d'Acre.

La peste continuait à décimer l'armée. L'esprit de révolte

se ranimait en Egypte; une insurrection, excitée par un fanatique, qui, sous le nom d'Ange-El-Modhy, s'était fait passer parmi les Arabes pour un être surnaturel, avait mis en grand péril les Français établis dans le Delta et le Bahireh. Enfin une expédition se préparait dans les ports de l'Archi pel pour transporter en Egypte une armée turque.

Le 21 mai, l'armée s'éloigna de Saint-Jean-d'Acre. Elle avait perdu trois mille hommes par la peste ou par les combats. Avant d'abandonner les travaux de tranchée, et afin d'employer des munitions devenues inutiles, et que, faute de chevaux, il n'eût pas été possible d'emporter, le général en chef fit, pendant les trois derniers jours du siége, jeter dans la ville tout ce qui lui restait de bombes et d'obus, et la réduisit presque en cendres.

Le retour en Egypte fut accompagné de plus de souffrances et de fatigues que la marche sur la Syrie. On avait à transporter un grand nombre de blessés et de malades. Le général en chef s'occupa d'eux avec une extrême sollicitude; il donna l'ordre que tous les chevaux, ceux des généraux, de l'état-major, les siens mêmes, leur fussent réservés. Afin de donner l'exemple, il marchait à pied à la tête des colonnes.

L'armée s'avançait le long de la Méditerranée, au milieu des sables mouvants et embrasés, ravageant les villes, les villages, incendiant les maisons, détruisant tout ce qui pouvait protéger la marche de l'ennemi ou lui offrir quelques ressources. Dans le trajet, le général en chef faillit être assassiné. Un Arabe de Naplouse, embusqué dans un buisson, lui tira, presque à bout portant, un coup de fusil qui ne l'atteignit point; ce misérable s'enfuit, et réussit à gagner, au milieu de la mer, un rocher où il espérait être à l'abri de toute vengeance; mais les balles de nos soldats en firent justice.

Les troupes s'arrêtèrent quatre jours à Jaffa pour se reposer de leurs fatigues. La peste n'avait pas cessé de frapper des victimes; le nombre des pestiférés était considérable. Bonaparte fit une nouvelle visite à l'hôpital, et donna l'ordre d'évacuer sur l'Egypte tous ceux qui pourraient supporter le transport. Cet ordre fut exécuté. Cependant, quel ques années après les rivaux du général, les envieux du

consul, les ennemis de l'empereur, ont accusé le général en chef de l'armée d'Egypte d'avoir ordonné l'empoisonnement de ses soldats frappés par la peste. La haine que soulève toujours un grand génie et les basses passions des hommes peuvent seules expliquer comment cette accusation calomnieuse a été répandue et propagée! Aujourd'hui que la question a été scrupuleusement examinée, et que la vérité est débarrassée de tous ses voiles, on peut affirmer qu'aucun empoisonnement de pestiférés n'a eu lieu à Jaffa. Tous, à l'exception de cinquante, parvenus au dernier période de la maladie, et hors d'état d'être transportés, ont été évacués, les uns par mer sur Damiette, les autres par terre sur El-Arich, et y sont arrivés. Des cinquante malades restés à Jaffa, la majeure partie mourut, quelques-uns retrouvèrent la force de suivre la retraite, sept seulement restèrent dans l'hôpital, et expirèrent le lendemain du départ de l'armée.

Bonaparte arriva au Kaire le 14 juin. Il était temps qu'il reprît les rênes du gouvernement; un relâchement funeste s'était manifesté dans les administrations civiles et militaires, et avait favorisé les espérances de révolte. Les mesures sévères et l'activité du général en chef firent bientôt tout rentrer dans le devoir.

Le peu de succès de l'expédition de Syrie fit sentir plus vivement à Bonaparte le besoin de négocier avec les ministres de l'islamisme pour agir sur l'esprit des Egyptiens. Il leur demanda de publier un *fetam* pour ordonner au peuple de prêter serment d'obéissance au général en chef. Cette proposition les fit pâlir. Un vieillard lui répondit : «Pourquoi » ne vous feriez-vous pas musulman avec toute votre ar-» mée? alors cent mille hommes accourraient sous vos dra-» peaux, et après les avoir disciplinés à votre manière, vous » rétabliriez la patrie arabe et soumettriez l'Orient. » Bonaparte, sans vouloir contredire cette proposition, fit quelques objections fondées sur les habitudes de ses soldats. Mais les scheicks et les ulemas, jaloux de lever tous les obstacles, déclarèrent que, sans être circoncis et en buvant du vin, on pouvait être bon musulman, pourvu que l'on

doublât les œuvres de bienfaisance. Alors, voulant gagner du temps, le général en chef, sous prétexte d'élever un monument à la conversion future de son armée, fit tracer le plan d'une mosquée plus grande que celle qui avait été ruinée lors de la révolte du Kaire. Les scheicks, satisfaits, rendirent le *fetam* d'obéissance et proclamèrent le général de l'armée républicaine ami et protégé du Prophète.

Cependant les Mamelucks reparurent dans la basse Egypte, et Mourad-Bey s'avança jusqu'à Ghizeh. On dit même que ce chef monta sur la plus haute des pyramides et y resta une partie de la journée à considérer, avec sa lunette, les maisons du Kaire, les vastes jardins de Ghizeh et le beau palais qui avait été sa demeure. De toute la puissance des Mamelucks, il ne lui restait que quelques centaines de compagnons errants et fugitifs comme lui, n'ayant plus d'autres propriétés que leurs armes, souillées de sang et de poussière, d'autre patrie que la selle de leurs chevaux. Mourad-Bey contempla, d'un œil stoïque, la campagne qui s'étendait à ses pieds, et sans pousser un soupir, se retira en s'écriant *Allah Kerim !* Dieu est grand !

Instruit de son approche, le général en chef sortit sur-le-champ du Kaire et se dirigea vers les Pyramides; mais le chef des Mamelucks s'était déjà jeté dans le désert. Après lui avoir donné la chasse toute la journée, mais sans pouvoir réussir à l'atteindre, Bonaparte, campé auprès des Pyramides, se reposait des fatigues du jour, et, assis au pied du sphinx de granit, jouissait de la fraîcheur du soir, lorsqu'un Arabe arrivant en hâte d'Alexandrie lui remit une lettre du général Marmont ; cette dépêche lui annonçait qu'un corps de dix-huit mille Janissaires turcs était débarqué à Aboukir sous la protection d'une escadre anglaise. Aussitôt, sans perdre un moment, le général en chef rentre dans sa tente et expédie, jusqu'à trois heures du matin, ses ordres pour le départ des troupes qui doivent le suivre, et ses instructions pour le gouvernement pendant son absence.

A quatre heures il était à cheval, et trois jours après, le 19 juillet, il arrivait à Ramanieh, lieu qu'il avait fixé pour la réunion des troupes. De Ramanieh il se porta sur Alexandrie, afin d'examiner lui-même la position de l'ennemi.

Un des meilleurs généraux de la Porte, Mustapha, pacha de Romélie, commandait l'armée turque, qui ne se composait que d'infanterie : c'étaient de braves Janissaires armés, il est vrai, de fusils sans baïonnettes, mais habitués, après avoir fait feu et rejeté leur fusil en bandoulière, à combattre le sabre et le pistolet à la main. Ils étaient dirigés par des officiers anglais et avaient une artillerie nombreuse et bien servie. Quant à la cavalerie, Mustapha comptait sur la coopération de Mourad-Bey, qui devait lui amener ses Mamelucks. Les ennemis occupaient l'étroite presqu'île d'Aboukir. Leur position était couverte par deux lignes de retranchements ; la première à mille toises en avant du village, et la seconde au village même, protégée par une forte redoute et par les feux de trente chaloupes canonnières. C'est là qu'était le gros de leurs forces, environ dix mille hommes et douze pièces de canon. Une réserve de quinze cents hommes occupait le fort d'Aboukir.

Après avoir reconnu ces dispositions, Bonaparte, qui voulait d'abord attendre l'arrivée de toutes ses divisions, se décida à aller les attaquer sur-le-champ, avec seulement six mille hommes, qu'il avait déjà à sa disposition, des divisions Lannes, Bon et Murat. Il savait que les fantassins turcs redoutent singulièrement la cavalerie, et il conçut son projet d'attaque en conséquence. Pendant que deux divisions devaient marcher de front aux retranchements élevés sur les deux ailes de l'ennemi, Murat, avec ses escadrons de hussards et de dragons, avait l'ordre de pénétrer par le centre de la ligne dans l'intervalle des retranchements, afin de prendre l'ennemi à revers. Cette manœuvre eut un plein succès ; la première ligne fut forcée, malgré l'énergie de la défense, et ceux de ses défenseurs qui échappèrent aux sabres de notre cavalerie et aux baïonnettes de notre infanterie rentrèrent en désordre dans le village, où le combat recommença avec opiniâtreté. La lutte était engagée corps à corps et durait depuis quelque temps sans désavantage pour les Turcs. Les généraux, les officiers et les soldats faisaient des prodiges de valeur, mais le feu terrible de l'artillerie ennemie arrêtait leurs progrès. Deux charges successives avaient été repoussées. Bonaparte, qui était au

milieu des troupes pour diriger les attaques, en ordonna une troisième; déjà les colonnes s'ébranlaient, l'ennemi se préparait à les recevoir avec la même vigueur, quand Murat, répétant la manœuvre qui avait forcé la première ligne, s'élança au galop avec ses escadrons, et tourna la redoute. A l'aspect de cette cavalerie si redoutable pour eux, les Turcs effrayés se dispersèrent dans un affreux désordre; poursuivis la baïonnette dans les reins, les uns se précipitèrent dans la mer et se noyèrent en cherchant à gagner les chaloupes anglaises, les autres se réfugièrent dans le fort d'Aboukir; Murat, avec quelques cavaliers, pénétra dans la tente de Mustapha-Pacha, et, après un combat singulier où les deux généraux furent blessés, le fit prisonnier. Douze mille Turcs périrent dans les flots ou sur le champ de bataille. Ceux qui avaient cherché un refuge dans le fort se rendirent après quelques jours de bombardement. Cette victoire causa d'autant plus de joie à l'armée française, qu'elle lavait l'humiliation que le désastre de notre flotte avait attachée au nom d'Aboukir.

La division Kléber ne put arriver sur le terrain que trois heures après la défaite de l'armée turque. En rejoignant Bonaparte sur le champ de bataille, Kléber, transporté d'enthousiasme, se jeta dans ses bras en s'écriant : « Permettez, » général, que je vous embrasse ! vous êtes grand comme le » monde. »

Le triomphe obtenu à Aboukir consolidait notre établissement en Égypte. A l'avenir, quelques renforts envoyés de France chaque année devaient suffire pour conserver cette conquête et achever avec succès le grand œuvre de la colonisation.

Cependant depuis dix mois le général en chef était sans nouvelles directes du gouvernement. Il avait vaguement appris devant Saint-Jean-d'Acre qu'une nouvelle coalition s'était formée contre la République, et il avait conçu de vives inquiétudes sur le sort de sa patrie. Plusieurs journaux anglais et une gazette française de Francfort, que lui envoya l'amiral Sidney-Smith, peu de jours après la bataille d'Aboukir, lui firent connaître les revers de nos armées

d'Italie et du Rhin, ainsi que les révolutions successives qui avaient achevé de désorganiser et d'avilir le Directoire.

Les désastres de la France, les malheurs de nos armes, attristèrent singulièrement Bonaparte; il avait l'autorisation du gouvernement pour revenir en France aussitôt qu'il le jugerait convenable; il résolut d'en profiter. Aucun motif ne pouvait plus le retenir en Orient; il ne restait désormais qu'à coloniser l'Egypte pacifiée, entreprise que Kléber, auquel il comptait remettre le commandement, était très-capable d'achever; et d'ailleurs les principales dispositions étaient prises pour en assurer la réussite.

En annonçant à ce général le choix qu'il avait fait de lui pour successeur, Bonaparte lui adressa des instructions dont nous reproduirons quelques passages qui font parfaitement connaître son opinion sur les ressources de l'armée en Egypte à cette époque, et sur l'état de ce pays.

« Vous trouverez ci-joint, citoyen général, un ordre pour » prendre le commandement de l'armée. La crainte que la » croisière anglaise ne paraisse d'un moment à l'autre me » fait précipiter mon voyage de deux ou trois jours.—J'emmène avec moi les généraux Berthier, Lannes, Murat, » Andréossi, Marmont, et les citoyens Monge et Berthollet. » —Vous trouverez ci-joints tous les papiers anglais et de » Francfort, jusqu'au 10 juin: vous y verrez que nous avons » perdu l'Italie, que Mantoue, Turin et Tortone sont bloqués. » J'ai lieu de croire que la première de ces places tiendra » jusqu'au mois de novembre; j'ai l'espérance qui me sourit » d'arriver en Europe avant le commencement d'octobre... » —L'arrivée de notre escadre à Toulon, venant de Brest, » et de l'escadre espagnole à Carthagène, ne laisse aucune » espèce de doute sur la possibilité de faire passer en Egypte » les fusils, sabres et fers coulés dont vous aurez besoin, » et dont j'ai l'état le plus exact, avec une quantité de re- » crues suffisantes pour réparer les pertes des deux campa- » gnes. Le gouvernement vous fera connaître alors ses inten- » tions, et moi, homme public ou particulier, je prendrai des » mesures pour vous faire avoir fréquemment des nouvelles. » —Si, par des événements incalculables, toutes les tenta-

» tives étaient infructueuses, et qu'au mois de mai vous
» n'eussiez reçu aucun secours ni nouvelles de France; si
» cette année, malgré toutes les précautions, la peste était
» en Egypte, et que vous perdissiez plus de quinze cents sol-
» dats, perte considérable, puisqu'elle serait en sus de celle
» que les événements de la guerre occasionneraient journel-
» lement; je dis que, dans ce cas, vous ne devez point vous ha-
» sarder de soutenir la campagne prochaine, et que vous
» êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte-Ottomane,
» quand même l'évacuation devrait en être la condition prin-
» cipale. Il faudrait seulement éloigner l'exécution de cet
» ordre, si cela était possible, jusqu'à la paix générale. —
» Vous savez aussi bien que personne, citoyen général, com-
» bien la possession de l'Egypte est importante pour la
» France. L'empire turc, qui tombe en ruines de tous côtés,
» s'écroule aujourd'hui, et l'évacuation de l'Egypte par la
» France serait un malheur d'autant plus grand que nous
» verrions, de nos jours, cette belle province passer en d'au-
» tres mains étrangères.—Les nouvelles des revers ou des
» succès de la République en Europe doivent influer puis-
» samment sur ces calculs.—Vous connaissez, citoyen gé-
» néral, quelle est ma manière de voir la politique de l'E-
» gypte. Il faut endormir le fanatisme en attendant qu'on
» puisse le déraciner. En captivant l'opinion des grands
» scheicks du Kaire, on a l'opinion de toute l'Egypte et de
» tous les chefs du peuple. Il n'y a rien de plus dangereux
» pour nous que ces chefs peureux et pusillanimes, qui ne
» savent pas se battre, et qui, semblables à tous les prêtres,
» imposent le fanatisme sans être fanatiques. — Quant aux
» fortifications, Alexandrie et El-Arich, voilà les deux clefs de
» l'Egypte. J'avais le projet de faire établir cet hiver des re-
» doutes de palmiers, deux depuis Salahieh jusqu'à Katieh,
» et deux de Katieh à El-Arich; une de ces dernières se serait
» trouvée dans l'endroit où le général Menou a découvert de
» l'eau potable. — La place importante que vous allez oc-
» cuper va vous mettre à même de déployer les talents que
» la nature vous a donnés. L'intérêt de ce qui se passe est
» vif, et les résultats en seront immenses sur le commerce et
» la civilisation : ce sera l'époque d'où dateront les grandes

» révolutions. — Accoutumé à ne voir la récompense des
» peines et des travaux de la vie que dans l'opinion de la
» postérité, j'abandonne l'Egypte avec le plus grand regret.
» — L'intérêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance, les événe-
» ments extraordinaires qui viennent de se passer, me déci-
» dent à traverser les escadres ennemies pour me rendre en
» Europe. — L'armée que je vous confie est toute composée
» de mes enfants. J'ai eu dans tous les temps, même au mi-
» lieu de leurs plus grandes peines, des marques de leur at-
» tachement. Entretenez-les dans ces mêmes sentiments,
» vous le devez pour l'amitié et l'estime toute particulière
» que j'ai pour vous, et l'attachement que je vous porte. »

Deux frégates, *la Muiron* et *la Carrère*, échappées au désastre d'Aboukir, avaient été secrètement préparées pour recevoir Bonaparte et sa suite. Le 22 août il s'embarqua presque en vue d'une corvette anglaise. L'apparition du bâtiment ennemi inspirait de vives inquiétudes à ses compagnons de voyage; on tremblait d'être surpris, on voulait rentrer à Alexandrie : « Ne craignez rien, dit Bonaparte, nous » passerons ; la fortune ne nous trahira pas, nous arriverons » en dépit des Anglais. » En effet, après quarante-huit jours d'une navigation difficile sur une mer couverte de vaisseaux ennemis, les frégates, habilement dirigées par l'amiral Gantheaume, mouillèrent, le 9 octobre, dans le port de Fréjus. Bonaparte y débarqua au milieu d'unanimes acclamations, et partit pour Paris, où il entra le 16 octobre 1799. La nouvelle de son arrivée se répandit aussitôt par toute la France, et la confiance d'un meilleur avenir rentra dans tous les cœurs : le peuple pressentait que Bonaparte allait être le sauveur de la patrie.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE

CAMPAGNE DE SYRIE. — 1799.

6 *février.* Marche sur la Syrie.
9 — Combat d'El-Arich.
10 — Le général Bonaparte sort du Kaire.
19 — Prise du fort d'El-Arich.
24 — Entrée à Ghazah.
7 *mars.* Prise et sac de Jaffa (40 canons. La garnison fut fusillée).
8 — Les premiers symptômes de la peste paraissent dans l'armée française.
11 — Le général Bonaparte visite l'hôpital des pestiférés.
16 — Prise de Haïfâ.
18 — Arrivée de l'armée devant Saint-Jean-d'Acre. Investissement de cette ville forte. Commencement du siége.
20 — Ouverture de la tranchée.
26 — Les assiégés tentent une sortie, et sont repoussés.
28 — Premier assaut. Les grenadiers français sont arrêtés par un escarpement de dix pieds de hauteur, impossible à franchir.
8 *avril.* Combat de Nazareth. Junot avec 500 hommes, tient tête à 3,000 cavaliers, leur enlève 5 drapeaux et leur fait 600 prisonniers.
9 — Combat de Cana.
— — Combat de Loubi.
16 — Bataille du Mont-Thabor. Défaite de l'armée turque.
24 — Deuxième assaut livré à Saint-Jean-d'Acre.
7 *mai.* Arrivée de la flotte anglo-turque à Saint-Jean-d'Acre.
— — Troisième assaut. Les Français se logent sur la brèche.
8 — Deux cents grenadiers pénètrent dans la place; mais les Turcs et les Anglais, nouvellement débarqués, repoussent le reste de la colonne d'attaque.
10 — Quatrième assaut. Eugène Beauharnais y est blessé, le général Raimbaud est tué, le général Bon est blessé à mort.
20 — Levée du siége et retraite de l'armée française.
29 — Evacuation de Jaffa.
14 *juin.* Rentrée de l'armée au Kaire.
11 *juillet.* Arrivée de la flotte anglo-turque devant Alexandrie.
25 — Bataille d'Aboukir. Destruction complète de l'armée turque, qui eut 12,000 hommes tués ou noyés.
2 *août.* Prise du fort d'Aboukir (5,000 prisonniers).
21 — Le général Bonaparte remet à Kléber le commandement en chef de l'armée d'Orient.
24 — Départ du général Bonaparte pour la France sur *la Muiron.*
1er *octobre.* Arrivée de Bonaparte à Ajaccio
9 — Débarquement à Fréjus.
16 — Retour de Bonaparte à Paris.

SUITE ET FIN DE L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

1799.

1er *novembre.* 7,000 Janissaires, débarqués à Damiette, sont attaqués et battus par le général Verdier, qui, avec 1000 hommes, leur en tue 2,000, fait 800 prisonniers et s'empare de 5 canons.

1800.

25 *janvier.* Convention d'El-Arich, signée par Kléber, pour l'évacuation de l'Egypte.
20 *mars.* Les Turcs refusent d'exécuter le traité. Bataille et victoire d'Héliopolis.
20 — Révolte du Kaire.
— — Alliance de Kléber avec Mourad-Bey.
18 *avril.* Attaque du Kaire.
27 — Prise et soumission du Kaire.
30 — Entrevue de Kléber et de Mourad-Bey.
14 *juin.* Assassinat de Kléber. Menou prend le commandement de l'armée.
1er *mars.* Débarquement des Anglais à Alexandrie.
21 — Bataille de Canope.
27 *juin.* Convention du général Belliard, au Kaire, pour l'évacuation de l'Egypte.
9 *août.* Embarquement d'une partie de l'armée pour la France.
2 *septembre.* Capitulation du général Menou à Alexandrie.
30 — Evacuation entière de l'Egypte.



Bonaparte à Saint-Cloud.

DIX-HUIT BRUMAIRE.—CONSULAT PROVISOIRE.

Depuis le départ de Bonaparte pour l'Egypte, l'administration du Directoire n'avait été marquée que par des désastres. L'esprit despotique de cette première autorité de l'Etat s'était d'abord manifesté dans les journées du 18 fructidor et du 22 floréal, où elle avait elle-même donné l'exemple de la violation de l'Acte constitutionnel, principe de son existence ; la journée du 30 prairial avait ensuite mis dans tout son jour sa nullité et son avilissement. C'est le cours naturel des choses : après l'action, la réaction; après l'abus des forces, la prostration. Le Directoire avait mutilé en fructidor le Corps-Législatif; en prairial il se laissa mutiler lui-même, en souffrant la démission forcée de deux de ses membres, et l'annulation illégale de l'élection d'un troisième. Le peuple méprisait ce gouvernement, et n'était pas moins fatigué des débats scandaleux qui s'élevaient chaque jour dans les conseils, dont l'hostilité permanente contre le pouvoir exécutif indiquait un vice dans la constitution. Le Con-

seil des Anciens appelait de tous ses vœux une révolution dans le gouvernement, et un changement dans la loi organique de l'Etat. Le Conseil des Cinq-Cents n'offrait pas une opinion aussi homogène; il comptait encore, après les éliminations successives qui y avaient eu lieu, un grand nombre de républicains opiniâtres, partisans zélés de l'Acte constitutif de l'an III. Dans le Directoire, deux des directeurs, Sieyès et Roger-Ducos, étaient convaincus de la nécessité d'une prompte régénération des Conseils et du gouvernement; les trois autres, Barras, Moulins et Gohier, hommes nuls sous le rapport des talents, ne tenaient à la forme de l'administration publique que parce qu'ils ne pouvaient pas trouver mauvais un ordre de choses où le pouvoir restait en leurs mains. Barras, qui avait eu les honneurs officiels de la journée du 13 vendémiaire, était le seul des trois qui eût quelque célébrité. Mais, si la majorité du Directoire n'avait pas de partisans dans l'intérieur, aux armées et au dehors elle ne pouvait non plus compter sur aucun appui. Les victoires de Masséna en Helvétie et de Brune en Hollande étaient compensées par les défaites de l'armée d'Italie, dont l'épuisement et la faiblesse laissaient à découvert la frontière des Alpes maritimes. Les troupes, abandonnées à la misère, mal nourries, mal entretenues, ne se recrutaient plus qu'avec peine. Les conscrits, qui n'avaient en expectative que privations et défaites, partaient avec répugnance. L'enthousiasme patriotique s'était refroidi; la conduite du Directoire avait achevé d'en étouffer les dernières étincelles.

La France, livrée à l'anarchie, sans finances, sans crédit, sans gouvernement, allait périr: les citoyens amis de leur patrie étaient découragés. Une inquiétude vague se répandait dans la société, que le besoin de sa propre conservation agitait, et qui, promenant sur elle-même ses regards, semblait chercher un homme pour la sauver.

Ce génie tutélaire, une nation nombreuse le renferme toujours dans son sein; mais quelquefois il tarde à paraître. Il ne suffit pas qu'il existe, il faut qu'il soit connu, il faut qu'il se connaisse lui-même. Dès que ce sauveur impatiemment désiré a donné un signe d'existence, l'instinct national le

devine et l'appelle ; tout un peuple, volant sur son passage, semble dire : Le voilà !

Ce fut le cri de joie qui salua Bonaparte à son retour d'Egypte. D'une commune voix on reconnut en lui le sauveur futur du pays. Un député, homme de bien, Baudin des Ardennes, vivement tourmenté de la fâcheuse direction qu'avaient prise les affaires de la République, mourut de joie en apprenant l'arrivée de Napoléon.

Peu de jours suffirent à Bonaparte pour connaître la marche et la cause des événements qui avaient poussé la République sur le bord de l'abîme ; mais avant de prendre une décision, il désirait étudier les partis, et apprécier les hommes que la marche de la révolution avait fait surgir au pouvoir. Cette étude lui devint facile ; tous les partis voulaient un changement, et, chose remarquable, qui manifeste suffisamment les difficultés de l'époque, républicains modérés, révolutionnaires furibonds, royalistes déguisés, tous voulaient le faire avec lui. Le libérateur de l'Italie, le conquérant de l'Egypte, était en effet le seul homme que la France pût alors montrer avec confiance à ses amis et à ses ennemis.

Bonaparte, opposé à toutes les exagérations, ne pouvait goûter les principes violents de la société du Manége, où les révolutionnaires ardents avaient renouvelé les vociférations de 1793 ; il ne se sentait aucune inclination pour les partisans des Bourbons : se déclarer pour eux, c'eût été trahir la République, et le rôle de traître ne convenait pas à son caractère. Le plan qu'il adopta fut de s'attacher à la partie modérée des Conseils et du Directoire, et de changer le gouvernement, puisque cela était reconnu nécessaire au salut de la France, mais en conservant les principes de 1789, et toutes les conséquences du fait, irrévocablement accompli, de la grande révolution française.

A la place du gouvernement nul et méprisé, dont la ruine prochaine était manifeste pour tous, il fallait au pays une autorité imposante. Il n'y a de vraiment imposant que la gloire militaire. Le Directoire ne pouvait donc être remplacé que par Bonaparte ou par l'anarchie. Le choix de la France n'était pas douteux. L'opinion publique éclairait celle de Bonaparte ; en prenant le pouvoir, il satisfit le vœu général.

La révolution du 18 brumaire, préparée plusieurs jours à l'avance, fut faite moitié législativement et moitié militairement. Le Conseil des Anciens, pour mettre les Conseils à l'abri des attaques des démagogues et des partisans du Directoire, si les uns ou les autres cherchaient à soulever la populace de la capitale, ordonna, le 9 novembre, la translation du Corps-Législatif à Saint-Cloud.

Par le même décret, le général Bonaparte fut investi du commandement des troupes et de toute l'autorité nécessaire pour opérer la translation, assurer la tranquillité publique et la sûreté des Conseils. Cette nomination fut accueillie avec enthousiasme par les soldats et les officiers. Les généraux les plus marquants, Moreau lui-même, qu'un parti presentait déjà comme le rival de Bonaparte, vinrent aussitôt, et de leur propre mouvement, se placer sous ses ordres.

La majorité du Directoire connaissait vaguement la révolution qui se préparait, mais elle n'avait aucun moyen de s'y opposer. Le consentement du peuple, acquis d'avance, à ce qu'allait entreprendre Bonaparte, empêchait qu'aucun obstacle pût lui être opposé. La minorité du Directoire (Sieyès et Roger-Ducos) approuvait les plans du général, et en partageait la responsabilité. Sieyès s'était même chargé de rédiger la constitution qui devait servir de règle au nouveau gouvernement. Bonaparte, immédiatement après avoir reçu le décret du Conseil des Anciens, avait établi son quartier général aux Tuileries. Il y passa en revue les troupes rassemblées au nombre de huit mille hommes, et envoya de là à Barras, à Moulins et à Gohier, l'invitation de donner leur démission. Moulins la donna. Gohier la refusa. Barras hésita : il envoya son secrétaire auprès de Bonaparte, espérant sans doute que ses anciennes relations avec le général pourraient déterminer celui-ci à lui conserver une part dans le futur gouvernement. Bonaparte connaissait trop Barras, et ne l'estimait pas assez pour se donner un pareil collègue ; il se trouvait au milieu des généraux et des membres de la commission du Conseil des Anciens, lorsqu'on introduisit auprès de lui l'envoyé de Barras. Il l'accueillit sévèrement, et insista pour que le directeur donnât à l'instant sa démission. Puis cette conversation ayant ramené sa pen-

sée et son indignation sur la fatale administration du Directoire, il ajouta d'une voix amère et accablante : « Qu'avez-» vous fait de cette France que je vous ai laissée si brillante? » Je vous ai laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre. Je vous » ai laissé des victoires, j'ai retrouvé des revers. Je vous ai » laissé les millions de l'Italie, et j'ai retrouvé partout des » lois spoliatrices et la misère. Qu'avez-vous fait des cent » mille Français que je connaissais, tous mes compagnons » de gloire? Ils sont morts!... Cet état de choses ne peut du-» rer; avant trois ans il nous mènerait au despotisme... Il » est temps enfin qu'on rende aux défenseurs de la patrie la » confiance à laquelle ils ont tant de droits. A entendre quel-» ques factieux, bientôt nous serions tous les ennemis de la » République, nous qui l'avons affermie par nos travaux et » notre courage : nous ne voulons pas de gens plus patriotes » que les braves qui ont été mutilés au service de la Répu-» blique. »

Il n'y avait rien à répliquer. Le défenseur de Barras se retira, et la démission fut envoyée.

A la fin de la journée, par la démission de quatre des directeurs, le Directoire était dissous, et Bonaparte se trouvait seul chargé du pouvoir exécutif de la République.

Le Conseil des Cinq-Cents, assemblé sous la présidence de Lucien Bonaparte, frère de Napoléon, homme de courage, doué d'une éloquence mâle et incisive, plein d'habileté, avait reçu le décret du Conseil des Anciens. Obligé d'obéir à une translation que la constitution prévoyait, il s'était séparé en s'ajournant au lendemain à Saint-Cloud.

Tous les ministres du Directoire s'étaient empressés de reconnaître la nouvelle autorité. Le ministre de la police, Fouché, avait ordonné de fermer les barrières, d'arrêter le départ des courriers et des diligences; Bonaparte fit révoquer cet ordre en lui disant : « Pourquoi ces précautions » renouvelées des temps de crises révolutionnaires? Nous » marchons avec la nation et par sa seule force : qu'aucun » citoyen ne soit inquiété, et que le triomphe de l'opinion » n'ait rien de commun avec les journées faites par une mi-» norité factieuse. »

Les membres des deux Conseils, ennemis de la révolution

qui s'opérait, et les coryphées du Manége avaient passé la journée en conciliabules, pour concerter la résistance qu'ils comptaient faire le lendemain. Ils se rassemblèrent encore la nuit. Sieyès proposa, dans un conseil tenu aux Tuileries, d'arrêter sur-le-champ les quarante principaux meneurs; Bonaparte s'y refusa : « J'ai juré ce matin, dit-il, de protéger la représentation nationale; je ne veux pas ce soir violer mon serment : je ne crains pas de si faibles ennemis. »

Dans ce conseil on convint, avec les membres du Corps-Législatif qui adhéraient à la révolution, des mesures à prendre le lendemain pour l'établissement d'un gouvernement provisoire, et pour l'ajournement des Conseils à trois mois, temps jugé nécessaire à la discussion et à la rédaction de la constitution nouvelle.

Le lendemain, le général Bonaparte se rendit à Saint-Cloud, où les législateurs allaient se réunir. Les Anciens devaient siéger à la Galerie et les Cinq-Cents à l'Orangerie. On avait travaillé avec activité pour disposer et préparer les salles; mais les préparatifs ayant retardé l'ouverture des Conseils jusqu'à deux heures, ce retard faillit être funeste. Les chefs ennemis eurent le temps d'influencer les membres dont la décision n'était pas encore arrêtée, et d'augmenter ainsi leurs moyens de résistance ou plutôt d'attaque. Les séances s'annoncèrent d'une manière orageuse. Les meneurs de l'assemblée du Manége, les tricoteuses des clubs et des tribunes étaient accourues de Paris. Augereau, que ses antécédents de fructidor rattachaient au parti opposé à Bonaparte, mais que son affection pour son général empêchait de se prononcer, croyant tout perdu, s'approcha de lui et lui dit : « Eh bien! vous voilà dans une *jolie* position! — Augereau, répondit Bonaparte, souviens-toi d'Arcole, les affaires paraissaient bien plus désespérées. Crois-moi, reste tranquille, si tu ne veux pas en être la victime : dans une demi-heure tu verras comme les choses tourneront. »

Cependant quelques membres des Cinq-Cents, instruits des propositions qui devaient être faites aux Conseils, proposèrent, pour s'y opposer par avance, de prêter de nouveau serment à la Constitution mourante de l'an III. L'assemblée accueillit cette proposition avec un sentiment qui

parut si unanime qu'aucun député n'osa s'y refuser · Lucien lui-même fut contraint de faire comme ses collègues. Les hurlements, les bravos des auditeurs et des députés se faisaient entendre au dehors, pendant l'appel nominal, et lorsque divers membres, en prononçant le serment, y ajoutaient des développements. L'influence de ces discours pouvait se faire sentir sur les troupes. Tous les esprits étaient en suspens ; les zélés devenaient neutres, les timides avaient déjà changé de bannière : il n'y avait pas un instant à perdre. Bonaparte entra au Conseil des Anciens, et se plaçant à la barre, en face du président :

« Vous êtes sur un volcan, leur dit-il ; la République n'a » plus de gouvernement ; le Directoire est dissous ; les fac- » tions s'agitent. L'heure de prendre un parti est arrivée. » Vous avez appelé mon bras et celui de mes compagnons » d'armes au secours de votre sagesse ; mais les instants » sont précieux : il faut se prononcer. Je sais qu'on parle de » César, de Cromwell, comme si l'époque actuelle pouvait » se comparer aux temps passés. Non, je ne veux que le sa- » lut de la République, et qu'appuyer les décisions que vous » allez prendre..... Et vous, grenadiers, dont j'aperçois les » bonnets aux portes de cette salle, dites-le : vous ai-je jamais » trompés ? ai-je jamais trahi mes promesses, lorsque dans » les camps, au milieu des privations, je vous promettais les » succès, l'abondance ; et lorsqu'à votre tête je vous condui- » sais de victoire en victoire, dites-le maintenant, était-ce » pour mes intérêts ou pour ceux de la République ? »

Le général parlait avec véhémence ; les grenadiers furent comme électrisés ; et agitant en l'air leurs bonnets et leurs armes, ils semblaient tous dire : « Oui, c'est vrai ! il a tou- » jours tenu parole »

Alors un membre se leva, et, d'une voix forte, s'écria : « Général, nous applaudissons à ce que vous dites : jurez » donc avec nous obéissance à la Constitution de l'an III, » qui peut seule maintenir la République. » L'étonnement que causèrent ces paroles produisit le plus grand silence.

Bonaparte se recueillit un moment, puis il reprit avec chaleur · « La Constitution de l'an III ! vous n'en avez plus ; » vous l'avez violée au 18 fructidor, quand le gouvernement

» a attenté à l'indépendance du Corps-Législatif; vous l'avez » violée au 30 prairial, quand le Corps-Législatif a attenté à » l'indépendance du gouvernement; vous l'avez violée au 22 » floréal, quand, par un décret sacrilége, le gouvernement » et le Corps-Législatif ont attenté à la souveraineté du peu- » ple, en cassant les élections faites par lui. La Constitution » violée, il faut un nouveau pacte, il faut de nouvelles ga- » ranties. »

Ce discours fermé et logique entraîna la majeure partie du Conseil. Les trois quarts des membres se levèrent en signe d'approbation : un député se prononça contre. Il dénonça le général comme le seul conspirateur menaçant les libertés publiques. Celui-ci interrompit l'orateur, et parlant à voix lente, avec une expression non déguisée de dédain : « Moi, conspirateur! dit-il, Bonaparte conspirateur! Si j'a- » vais eu des projets personnels et des vues usurpatrices, je » n'aurais pas eu besoin d'attendre jusqu'à ce jour pour les » réaliser. — Je connais tous les partis, j'ai leur secret; tous » méprisent également la Constitution de l'an III : la seule » différence qui existe entre eux, c'est que les uns veulent » un gouvernement révolutionnaire, motivé sur les dangers » de la patrie, et que les autres désirent une République » modérée, où toutes les propriétés, tous les intérêts natio- » naux soient garantis. — Avant mon départ et depuis mon » retour j'ai été sollicité par tous les meneurs de m'emparer » de l'autorité. — Barras et Moulins eux-mêmes, plusieurs » d'entre vous le savent, m'ont engagé à renverser le gou- » vernement et à me mettre à la tête des affaires. J'ai re- » poussé ces ouvertures, parce que la liberté m'est chère, et » qu'il est indigne de moi de servir aucune coterie, aucune » faction : je ne veux servir que le peuple français..... »

En ce moment, on vint prévenir Bonaparte que, dans le Conseil des Cinq-Cents, l'appel nominal était terminé, et que 'on voulait forcer le président Lucien à mettre aux voix la mise hors la loi de son frère. Bonaparte s'adressa de nouveau au Conseil des Anciens, qui s'était formé en comité secret :

« Ne nous divisons point, leur dit-il, associez votre sa- » gesse et votre fermeté à la force qui m'entoure. Je vais au

» Conseil des Cinq-Cents... Tremblerai-je devant des fac-
» tieux, moi que la coalition n'a pu détruire! Si je suis un
» perfide, soyez tous des Brutus!... Et vous qui m'accompa-
» gnez, braves grenadiers, que je vois autour de cette en-
» ceinte, que ces baïonnettes, avec lesquelles nous avons
» triomphé ensemble, se tournent aussitôt contre mon cœur.
» Mais, si quelque orateur soldé par l'étranger ose pronon-
» cer les mots de *hors la loi*, que le foudre de guerre l'écrase
» à l'instant même. Souvenez-vous que je marche accompa-
» gné du dieu de la guerre et du dieu de la fortune. »

Bonaparte, au Conseil des Cinq-Cents, entra seul dans la salle; il avait ordonné aux officiers et aux soldats qui l'accompagnaient de rester aux portes. Il voulait se présenter à la barre pour rallier son parti qui était nombreux, mais qui avait perdu tout ensemble et toute audace. Les grenadiers, voyant l'exaspération des députés, avaient obéi avec regret à son ordre de faire halte en dehors de la salle. Un d'eux lui avait même témoigné ses inquiétudes en lui disant: « Vous ne les connaissez pas; ils sont capables de tout. » Bonaparte ne pouvait être arrêté par de pareilles craintes. Il pensait, comme le président Molé, qu'il y a loin du poignard d'un assassin au cœur d'un honnête homme.

Pour arriver à la barre, il fallait traverser la moitié de la salle: le général ne fut pas plutôt arrivé au tiers du couloir qui y conduisait, que deux ou trois cents membres se levèrent subitement en s'écriant: *Mort au tyran! à bas le dictateur!* Ils s'élancèrent vers Bonaparte, les uns le menaçant du poing, d'autres armés de poignards. Bonaparte, un peu étonné de cet effroyable tumulte, voulut leur adresser quelques paroles: leurs vociférations étouffèrent sa voix. Cependant les grenadiers, effrayés du péril qui menaçait leur général, se précipitèrent dans la salle, et culbutant, le sabre à la main, tout ce qui s'opposait à leur passage, ils le rejoignirent, l'entourèrent, le couvrirent de leurs corps et l'entraînèrent hors de la salle. Dans cette bagarre, un d'eux, nommé Thomé, fut légèrement blessé d'un coup de poignard.

Bonaparte descendit dans la cour du château, monta à cheval, et s'adressant aux troupes: « J'allais, leur dit-il, faire

» connaître à ces hommes les moyens de sauver la Républi-
» que et de nous rendre notre gloire ; ils m'ont répondu à
» coups de poignard. Ils voulaient ainsi réaliser le désir des
» rois coalisés. Qu'aurait pu faire de plus l'Angleterre ! Sol-
» dats, puis-je compter sur vous ? »

Un seul cri se fit entendre en réponse, ce fut : *Vive Bonaparte ! vive notre général !*

Bonaparte donna aussitôt l'ordre à un officier d'entrer avec quelques soldats dans la salle des Cinq-Cents, et de délivrer le président.

En ce moment, on avait renouvelé la motion de mettre le général hors la loi, et Lucien, après avoir déposé sa toge, était monté à la tribune : « Misérables ! s'était-il écrié, vous
» exigez que je mette hors la loi mon frère, le sauveur de la
» patrie, celui dont le nom seul fait trembler les rois ! Je
» dépose les marques de la magistrature populaire, je me
» présente à cette tribune comme défenseur de celui que
» vous m'ordonnez d'immoler sans l'entendre ! »

L'officier de grenadiers se présenta alors à la porte, il criait *vive la République !* On l'accueillit avec allégresse ; on croyait voir en lui le chef d'une députation envoyée pour assurer le Conseil du dévouement des troupes. L'officier, suivi de ses soldats, s'avança jusqu'à la tribune, s'empara du président, qu'il plaça au milieu de son peloton, en lui disant à voix basse : « C'est par ordre de votre frère. » Et les grenadiers sortirent de la salle en s'écriant : *A bas les assassins !*

L'étonnement général protégea leur départ ; mais dès qu'ils furent sortis, la salle ne présenta plus qu'une horrible confusion. Les plus fougueux démagogues envahirent la tribune. Leurs motions délirantes ne respiraient que la menace et la vengeance. Les armes qu'ils faisaient briller, les poignards qu'ils agitaient, tenaient la majorité des représentants dans la stupeur et la consternation.

Lucien, arrivé dans la cour, monta à cheval, afin de mieux être entendu par les soldats, et, d'une voix tonnante, s'écria : « Général, et vous, soldats, le président du Conseil
» des Cinq-Cents vous déclare que des factieux, le poignard
» à la main, en ont violé les délibérations. Il vous requiert

» d'employer la force contre ces factieux. Le Conseil des
» Cinq-Cents est dissous.

» — Président, répondit le général, cela sera fait. » Et il ordonna à Murat de faire évacuer la salle. Dans cet instant un adjudant général osa demander à Bonaparte cinquante hommes pour se placer en embuscade sur la route, et fusiller les fuyards. Bonaparte ne répondit à cette demande qu'en recommandant aux grenadiers de ne commettre aucun excès. « Je ne veux pas, leur dit-il, qu'il y ait une goutte de sang » versée. »

Murat exécuta l'ordre qu'il avait reçu. Lorsqu'il se présenta à la porte, les cris et les vociférations continuaient : le tambour mit fin à toutes les clameurs. Quand les soldats entrèrent au pas de charge, ces fiers députés, qui semblaient devoir attendre, comme de vieux Romains, la mort sur leurs chaises curules, se dispersèrent et prirent la fuite, les uns en sautant par les fenêtres, les autres en abandonnant, pour être plus légers dans leur course, leurs toges, leurs toques, leurs écharpes. En un instant la salle fut vide.

Le Conseil des Cinq-Cents, débarrassé des députés démagogues, et le Conseil des Anciens, se réunirent de nouveau le même soir : leur séance dura jusqu'à cinq heures du matin. Ils rendirent une loi qui fut adoptée à l'unanimité ; cette loi prononçait l'abolition du Directoire, l'expulsion de soixante et un députés, signalés comme démagogues (mesure illégale, mais qui se trouvait justifiée par divers précédents, auxquels les députés exclus avaient eux-mêmes pris part), l'ajournement de la législature à trois mois, la formation de deux commissions temporaires, prises dans les deux Conseils pour travailler sans délai, l'une aux changements à apporter dans les principes organiques de la Constitution, l'autre au Code civil, et enfin, la remise du pouvoir exécutif aux mains de trois consuls provisoires.

Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos furent nommés consuls de la République. Ils se rendirent à deux heures du matin dans la salle de l'Orangerie, où les deux Conseils s'étaient réunis, et prêtèrent, entre les mains du président du Conseil des Cinq-Cents, le serment de *fidélité inviolable à la souveraineté du peuple, à la République française, une et*

indivisible, à la liberté, à l'égalité et au système représentatif.

Malgré les inquiétudes qu'éprouvaient les bons citoyens, les habitants de la capitale avaient été calmes pendant les deux jours que dura cette salutaire et pacifique révolution. Paris apprit avec joie l'issue des événements : l'allégresse publique se manifesta partout lorsqu'on sut que les destinées de la patrie venaient d'être légalement confiées au seul homme qui pût assurer sa grandeur et son intégrité. L'instinct populaire est souvent une haute raison.

Lorsque les consuls tinrent leur première séance, il s'agissait d'abord de nommer à la présidence. Roger-Ducos, que Sieyès comptait dominer suivant son habitude, mais dont les sentiments avaient été influencés par l'expression de l'opinion publique, trancha la question. A peine entré dans le cabinet, il dit, en se retournant vers Napoléon : « Il est bien » inutile d'aller aux voix pour la présidence; elle vous appartient de droit. » Ce fut le premier désappointement de Sieyès. Cet homme, fin et habile, avait espéré que Bonaparte ne se mêlerait que des affaires militaires, et lui laisserait la conduite des affaires civiles. Il aurait eu ainsi le gouvernement de la République. Mais il fut très-étonné lorsqu'il reconnut que le général, avec une logique pressante et serrée, une conviction souvent opiniâtre, avait des opinions faites sur la politique, sur les finances, sur la justice, et même sur la jurisprudence ; enfin, qu'il ne s'entendait pas moins en affaires d'administration qu'en opérations de guerre. Il ne put s'empêcher, le soir en rentrant chez lui, de dire dans son salon, en présence des députés et des ministres qui le remplissaient : « Messieurs, vous avez un maître. Bonaparte » veut tout faire, sait faire tout et peut tout faire. »

La confiance publique qui s'attachait à Bonaparte entoura, dès les premiers moments, le gouvernement des consuls provisoires. Les fonds publics, cotés le 8 brumaire à 11 fr. 50 c., s'élevaient le 20 du même mois à 22 fr.

La recomposition du ministère fut un des premiers soins de Bonaparte et de ses collègues. On n'y appela que des hommes capables et travailleurs. L'armée fut organisée et la

discipline reparut. Les finances du Directoire étaient en proie à de telles dilapidations, que le trésor était vide et qu'il ne s'y trouvait pas de quoi même expédier un courrier ; l'ordre y fut rétabli. La loi de l'emprunt forcé, qui avait tari toutes les sources de la richesse publique, fut abolie, et en peu de temps les rentrées des caisses purent suffire aux besoins d'une administration réglée avec probité et économie.

Bonaparte, fort de l'affection du peuple et de l'armée, ne redoutait pas les conspirations. Il répondit à Sieyès, qui s'alarmait des trames du parti jacobin, et qui, sur un rapport de police, était venu le réveiller à trois heures du matin : « Ont-ils attaqué notre garde ? Non ! eh bien, laissez-les » faire. En guerre comme en amour, pour en finir, il faut se » voir de près. Qu'ils viennent. Autant terminer aujourd'hui » qu'un autre jour. » L'intention hautement exprimée du général, devenu consul, avait été que la révolution de brumaire n'entraînât aucune proscription. La prudence craintive de Sieyès et de Roger-Ducos arrachèrent néanmoins aux consuls un décret qui condamna à la déportation trente-six jacobins des plus fameux, et mit en surveillance vingt-six citoyens du parti démagogique, ennemis de la dernière révolution. Mais bientôt Bonaparte, trouvant que la terreur imprimée par cette mesure suffisait pour contenir les partis, arrêta l'exécution du décret de déportation, et fit cesser la mise en surveillance.

Cependant la commission, chargée de rédiger la nouvelle Constitution, s'était occupée d'en jeter les bases, d'après les idées de Sieyès, que l'opinion générale désignait comme l'homme le plus capable de France de donner des lois organiques à un peuple. Bonaparte, pendant quelque temps, et tant que les articles adoptés lui avaient paru convenables, laissa faire. Déjà on avait arrêté la formation d'un sénat conservateur, composé de quatre-vingts membres, nommés à vie, âgés au moins de quarante ans, et qui, terminant dans cette illustre assemblée leur carrière politique, renonçaient à occuper aucune fonction publique. Ce corps était chargé de conserver et de faire observer la Constitution, de même que la Cour de cassation est instituée pour faire respecter les formes judiciaires, la lettre et l'esprit des lois. On avait

aussi décidé que la représentation nationale se composerait de deux assemblées : un Corps législatif de deux cent cinquante députés ne discutant pas, mais votant et délibérant au scrutin, comme autrefois la grand'chambre du Parlement; un Tribunat de cent députés, qui, semblable à la Chambre d'enquêtes, discuterait, rapporterait, plaiderait contre les résolutions rédigées par un conseil d'Etat, nommé par le gouvernement, et ayant la prérogative de préparer les lois. Ces institutions furent favorablement accueillies par l'opinion publique. On était si ennuyé des bavardages de tribune, de ces intempestives motions d'ordre qui avaient fait tant de mal et si peu de bien, qu'on espérait trouver dans l'exercice de ces nouveaux pouvoirs législatifs plus de stabilité, de tranquillité et de repos.

Bonaparte avait donné son approbation à cette division de l'action législative. Le moment vint enfin où Sieyès dut faire connaître l'organisation de son gouvernement projeté. Le chef de son utopie, le chapiteau de son œuvre sociale, c'était un grand électeur à vie, doté de six millions de revenu, ayant une garde de trois mille hommes, et habitant le palais de Versailles. Les ambassadeurs étrangers auraient été accrédités auprès de lui, et il aurait accrédité les ambassadeurs de la République auprès des cours étrangères. Les actes du gouvernement, les lois, la justice, devaient être rendus en son nom. Il devait être le seul représentant de la gloire, de la puissance et de la dignité nationale. Enfin il avait le droit de nommer deux consuls, l'un de la paix, l'autre de la guerre, et celui de les changer au besoin; mais là se bornaient ses attributions. Il n'avait qu'une autorité nominale. L'action réelle du pouvoir était aux mains des deux consuls. Bonaparte sentit tout d'abord le vice de ces combinaisons; il n'eut pas de peine à démontrer combien c'était une absurdité que de scinder l'administration publique en deux consulats indépendants l'un de l'autre, comme si l'administration de l'intérieur ne devait pas influer sur la paix ou la guerre, et comme si la gloire ou les bons traités étaient étrangers au régime intérieur d'un Etat. Et quant à cet électeur sans autorité et sans forces disponibles, chargé de régler et de destituer un consul qui disposerait de cinq

cent mille hommes; quant à cette institution mesurée à la taille de Sieyès, qui comptait sans doute être ce grand électeur, et gouverner en chanoine sans embarras et sans responsabilité, Bonaparte la tua d'un mot : « Quel homme de » cœur, dit-il, voudrait être ainsi un cochon à l'engrais de » six millions ? » Sieyès rougit et ne sut que répondre.

Bonaparte proposa aussitôt son mode de gouvernement, qui fut adopté. C'était un premier consul, chef de l'Etat, avec deux consuls secondaires, comme conseil consultatif : les trois consuls étaient élus pour dix ans.

La première place appartenait de droit au libérateur de l'Italie et au civilisateur de l'Egypte. Il y fut nommé. Sieyès, piqué de voir rejeter son projet, ayant refusé celle de second consul, Bonaparte fit choix pour remplir cette éminente dignité de Cambacérès, homme modéré, versé aux affaires, d'une haute capacité, enfin légiste renommé par son érudition. Lebrun, écrivain remarquable, auteur de la meilleure traduction française du Tasse, et de plus administrateur probe et éclairé, fut le troisième consul. Ces deux hommes distingués devaient, comme Bonaparte, leur fortune et leur haute position à la révolution.

Le Consulat provisoire dura quarante-trois jours. La Constitution de l'an VIII fut publiée et soumise au vote populaire, le 13 décembre 1799, et proclamée le 24 du même mois : quinze cent soixante citoyens seulement lui avaient refusé leur approbation; TROIS MILLIONS ONZE MILLE SEPT CITOYENS, par leur vote approbatif, donnèrent la sanction du peuple à l'acte qui plaçait la nation française sous la protection de l'épée victorieuse et du génie puissant de Napoléon Bonaparte.

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

18 BRUMAIRE. — CONSULAT PROVISOIRE.

1799.

22 *octobre*. Lucien Bonaparte est élu président du Conseil des Cinq-Cents.

6 *novembre*. Fête et repas donnés par les représentants du peuple aux généraux Bonaparte et Moreau.

9 — Décret du Conseil des Anciens qui transfère le Corps-Législatif à Saint-Cloud. — Le général Bonaparte est chargé de l'exécution de ce décret.

10 — La garnison de Paris, une partie de la garde nationale et la garde du Directoire se mettent sous les ordres du général Bonaparte.

— — Le Conseil des Cinq-Cents se réunit à Saint-Cloud sous la présidence de Lucien. — La séance s'ouvre à deux heures. — Exaspération d'une partie de ses membres. — Bonaparte paraît à la barre, il est entouré et menacé par plusieurs députés. — Ses jours et ceux de son frère sont exposés. — Le président déclare le Conseil dissous. — Des grenadiers entrent dans la salle et la font évacuer. — A six heures du soir la séance est reprise et le Conseil arrête, 1° la suppression du Directoire ; 2° l'expulsion de 60 membres du Corps-Législatif ; 3° la création d'un gouvernement provisoire composé de trois consuls, Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos ; 4° l'ajournement du Corps-Législatif à trois mois ; 5° la création par chaque Conseil d'une commission temporaire, composée de 25 de ses membres chargés de reviser la Constitution, et de faire avec les consuls les lois et décrets nécessaires à la République.

— — Déclaration des deux Conseils portant que Bonaparte, les généraux et les troupes, ont bien mérité de la patrie.

11 — Les trois consuls prennent séance au Luxembourg et composent le ministère.

16 *novembre*. L'emprunt forcé est remplacé par une taxe de 25 centimes par franc sur la contribution foncière.

16 — Arrêté des consuls, qui déporte divers députés exclus et en exile d'autres.

— — Abrogation de la loi des otages.

9 *décembre*. Les naufragés de Calais sont conduits hors du territoire français.

27 *novembre*. Loi relative aux cautionnements des receveurs généraux et à la création de la caisse d'amortissement.

29 — Organisation de la garde des consuls dont le commandement est confié au général Murat.

13 *décembre*. Promulgation de la nouvelle Constitution de la République — Bonaparte est nommé 1er consul, Cambacérès, 2e consul, et Lebrun, 3e consul.

14 — Le peuple français est appelé à voter par *oui* et par *non* sur la Constitution consulaire. — A cet effet des registres sont ouverts dans toutes les communes de la République.

24 — Organisation du Sénat conservateur.

25 — *id.* du Corps-Législatif.

— — *id.* du Tribunat.

26 — Convocation du Corps-Législatif et du Tribunat pour le 1er janvier 1800.

— — Arrêté des consuls qui permet à divers déportés de rentrer en France. Dans ce nombre sont Carnot, Barthélemy, Boissy-d'Anglas, Jourdan, Barbé-Marbois, Pastoret, Siméon, Dumas, Portalis, etc.

— — Le 1er consul écrit directement au roi d'Angleterre pour l'engager à mettre un terme aux horreurs de la guerre.

30 — Arrêté des consuls, portant que le corps de Pie VI, déposé à Valence depuis six mois, sera inhumé avec les honneurs d'usage pour ceux de son rang.



Bonaparte passant le mont Saint-Bernard

CAMPAGNE DE PIÉMONT.

PASSAGE DES ALPES. — BATAILLE DE MARENGO.

L'ordre avait succédé à l'anarchie. L'administration de Bonaparte rétablissait la tranquillité à l'intérieur, calmait les partis, rouvrait toutes les sources de la richesse publique. Le commerce, l'industrie et l'agriculture renaissaient; mais la paix était encore nécessaire pour qu'ils pussent acquérir toute l'activité et toute la prospérité que le chef de la République voulait leur voir atteindre. Cette paix, si désirée de tous, ne pouvait être obtenue que par des victoires. Le premier consul se décida à déposer un instant entre les mains de ses collègues les rênes du gouvernement pour reprendre son épée de général.

Un décret ordonna la formation d'une armée de réserve, dont le quartier général fut établi à Dijon, et dont Berthier fut nommé commandant en chef. Bonaparte se proposait d'en diriger les opérations; mais la haute magistrature dont il était revêtu, étant essentiellement civile, empêchait qu'il ne prît ostensiblement un commandement militaire.

10

Le but du premier consul, dans la nouvelle campagne qu'il allait entreprendre, était la délivrance de l'Italie, l'expulsion de l'ennemi hors du territoire de la République, et le déblocus de Gênes, où Masséna, coupé du corps de Suchet qui gardait la ligne du Var, était bloqué avec quelques débris de son armée. Pour atteindre plus sûrement ce but, il était nécessaire de détourner l'attention de l'ennemi des mouvements de l'armée qui allait agir, et de tromper ses espions. C'est pourquoi, après avoir déclaré publiquement au Corps-Législatif et au Sénat que le point de réunion de l'armée de réserve était à Dijon, après y avoir envoyé un nombreux état-major, et après avoir annoncé que le premier consul viendrait y passer la revue des troupes, on se borna à diriger sur cette ville cinq à six mille conscrits et militaires retirés, dont même plusieurs estropiés consultaient plutôt leur zèle que leurs forces. Aussi cette armée ne tarda-t-elle pas à devenir un objet de raillerie à Vienne, à Berlin, à Londres et en Italie; on la considéra comme n'existant pas, et on crut que le bruit qu'on en faisait en France était une ruse pour faire diversion aux opérations de l'armée autrichienne qui bloquait Gênes. C'était ce que désirait Bonaparte.

Si l'armée de réserve n'existait pas à Dijon, la véritable armée était déjà en marche sur la Suisse, où elle devait se concentrer. Elle s'était formée en route; les divisions s'étaient organisées séparément et sans bruit dans divers lieux de rendez-vous. Les troupes de la Vendée, que la pacification de cette contrée laissait disponibles, la garnison de Paris et la garde consulaire en formaient le noyau.

Vers le milieu de mai, l'armée de réserve était réunie au pied des Alpes; elle était divisée en trois colonnes. La première, forte de trente-cinq mille hommes, et avec laquelle marchait le premier consul, devait franchir le grand Saint-Bernard; la seconde, de quatre mille hommes, commandée par le général Chabran, avait à passer le petit Saint-Bernard; la troisième, de deux mille hommes seulement, aux ordres du général Bethencourt, devait se diriger sur Domo d'Ossola, en passant par le Simplon. En outre, et pour mieux cacher à l'ennemi les mouvements de l'armée, le premier consul avait donné l'ordre au général Thureau

de rassembler quatre ou cinq mille hommes tirés des places du Dauphiné, et de déboucher sur Suze, par le mont Cenis et le mont Genèvre.

Toutes ces montagnes, qu'aujourd'hui le voyageur, grâce aux travaux du règne de Napoléon, peut traverser au trot de poste, dans une voiture bien suspendue, sur des routes magnifiques, à pentes douces et ménagées, étaient alors presque impraticables. D'étroits chemins, tracés plutôt par les chamois que par les hommes, au milieu de rochers couverts d'une neige éternelle, entre des fondrières cachées, des précipices effroyables, grimpant à pic sur les crêtes aiguës et glissantes, ou serpentant avec le lit des torrents au fond de vallées profondes, sans cesse menacées de la chute des avalanches, telles étaient alors les routes ouvertes à nos soldats.

L'avant-garde française, commandée par le général Lannes, commença son mouvement le 17 mai : du bourg de Saint-Pierre, elle se porta sur le grand Saint-Bernard. On avait démonté les voitures de bagages et d'artillerie ; les affûts et les roues étaient portés à dos de mulets ; les canons, placés dans des auges ou sur des espèces de traîneaux creux, se tiraient à bras d'hommes. La grandeur de l'entreprise, la présence du premier consul animait les troupes. C'était une armée de jeunes gens : consul, généraux, soldats, tous avaient encore le feu, la gaieté et l'enthousiasme de la jeunesse. A de tels hommes, rien n'est impossible. Cette escalade pénible était une marche joyeuse ; aux cris des soldats se mêlaient les accords de la musique guerrière des régiments, aux chants patriotiques les airs républicains ; dans les endroits difficiles, et lorsque la fatigue devenait trop grande, les tambours battaient et le son de la charge redonnait une nouvelle vigueur aux troupes. Tout avait été disposé avec cette intelligence qui a toujours caractérisé les ordres d'ensemble et de détail émanés directement de Napoléon. Des vivres avaient été transportés d'avance au couvent du mont Saint-Bernard, et les soldats, dans leur halte au sommet de la montagne, y recevaient des religieux de l'hospice le pain et les rafraîchissements que la prévoyance du premier consul leur avait ménagés.

Bonaparte gravit la montagne, tantôt à pied, tantôt sur un mulet. Il avait pour guide un jeune homme de vingt-deux ans, grand et vigoureux, qui lui parlait avec la confiance et la simplicité naturelle aux habitants des montagnes. Il fit connaître au premier consul ses peines, ses rêves de bonheur et ses vœux pour l'avenir. Bonaparte l'avait écouté avec bonté, mais sans rien lui témoigner de cet intérêt qu'inspire toujours une nature jeune et généreuse. Arrivé au couvent, il lui donna, en le congédiant, un billet pour le remettre à son adresse. C'était un ordre qui prescrivait d'accorder au jeune paysan tout ce qui était nécessaire à l'accomplissement de ses vœux, bâtisse de maison, achat de terrain, etc. On peut se figurer quelle fut la joie du pauvre montagnard. Bonaparte n'était pas moins heureux sans doute, car c'est un des attributs les plus enviables de la souveraineté que ce pouvoir de faire du bien et d'être ainsi, pour quelques hommes dignes de protection, une seconde et généreuse Providence.

Le passage du grand Saint-Bernard dura quatre jours (du 17 au 20 mai). Le froid était encore vif. La descente fut plus difficile pour les chevaux que ne l'avait été la montée; néanmoins, à l'exception de quelques bêtes de somme, qui roulèrent avec leur charge dans les précipices, on eut peu d'accidents à regretter.

Cependant un obstacle imprévu faillit arrêter l'armée au début de sa marche victorieuse. Un corps ennemi de cinq mille hommes, chargé de la défense de la vallée d'Aoste, avait été culbuté à Châtillon. L'armée descendait la vallée, en suivant le cours de la Doria, torrent au cours rapide et sinueux. Elle arriva devant le fort de Bard qui, situé dans une position inexpugnable, barrait entièrement le passage. La garnison, composée de quatre cents hommes, résista à toutes les sommations. Une escalade que tenta le général Lannes n'eut aucun succès. Cependant la marche de l'armée continuant, la vallée s'encombrait : il fallut passer. Bonaparte, à son arrivée, reconnut dans la montagne de gauche un sentier de chèvre par lequel l'infanterie put tourner le fort en défilant homme par homme; ce sentier, élargi ensuite par les soldats du génie, servit au passage de la cavalerie : restaient les ca-

nons et les caissons. L'intelligence des officiers d'artillerie et l'audace des canonniers surmontèrent tout obstacle. Nous étions maîtres de la ville que traverse la route dans une rue unique, enfilée par le canon du fort. On couvrit ce chemin de matelas et de fumier, les roues des voitures furent entourées de paille, les canons couverts de feuilles et de branchages. Pendant la nuit, les soldats s'attelant à la bricole, les traînèrent dans le plus grand silence, et passèrent ainsi à portée de pistolet des batteries ennemies : ce passage périlleux dura plusieurs nuits. Le fort ne fut pris que quelques jours après.

Le général autrichien n'avait pas compris les manœuvres de l'armée de réserve. En la voyant se diriger sur Genève, il avait cru que Bonaparte ne voulait faire qu'une forte diversion dans le nord du Piémont, afin de dégager Gênes. Il crut donc suffisant de détacher d'abord un corps de sept mille hommes pour couvrir Turin, où il porta ensuite son quartier général avec une seconde division, mais en laissant le gros de ses forces toujours devant Gênes (le général Ott, avec trente mille hommes) et sur le Var (le général Elsnitz, avec dix-huit mille hommes). Cette seconde division élevait à dix-huit mille combattants le nombre des troupes qu'il avait à sa disposition pour s'opposer à la marche de l'armée de réserve.

Cependant le quartier général de Bonaparte était à Yvrée. Thureau avait forcé le Pas de Suze, et s'était établi à Bossolino. Bethencourt, après une marche pénible, et après avoir triomphé d'obstacles plus grands que ceux que l'armée avait eus à surmonter au grand Saint-Bernard, se portait sur le fort d'Arena. Moncey, avec quinze mille hommes de l'armée d'Allemagne, descendait le Saint-Gothard, et pénétrait dans les bailliages italiens. Le plan du premier consul se développait majestueusement, et le général Mélas restait toujours dans l'ignorance de ces grands mouvements.

Lannes, avec l'avant-garde française, avait forcé l'ennemi dans toutes les positions où il l'avait rencontré à Yvrée et au pont de la Chiusella, où un corps de dix mille Autrichiens avait été culbuté et rejeté sur Turin. Lannes s'était avancé dans la direction de cette ville jusqu'à Chivasso.

Ce mouvement était encore une ruse pour tromper l'ennemi. Le premier consul paraissait vouloir passer le Pô et marcher sur la capitale du Piémont; mais son but véritable était de manœuvrer sur Milan. La prise de Milan était une action d'éclat, qui devait agir sur l'opinion des peuples de l'Italie, ranimer l'audace des partisans de la République française, et répandre la terreur dans l'armée ennemie, en même temps qu'elle accélérerait la réunion de l'armée de réserve avec les quinze mille hommes de l'armée du Rhin, que conduisait Moncey.

En conséquence, et pendant que le général Mélas faisait ses dispositions pour défendre le passage du Pô, Bonaparte, chargeant l'avant-garde de Lannes, devenue arrière-garde, de masquer son mouvement, se dirigea par Santhia, Verceil et Novare, sur le Tésin. Le 31 mai, la nouvelle avant-garde, commandée par Murat, força le passage de cette rivière à Turbigo. Landon et Vukassowich furent rejetés derrière l'Adda; et les Autrichiens, après avoir laissé dans le château de Milan une garnison de deux mille hommes, se replièrent jusqu'au Mincio.

On se peindrait difficilement l'étonnement et l'enthousiasme des Milanais en voyant arriver les Français. Le bruit était répandu à Milan que Bonaparte était mort en Egypte, et que l'armée était commandée par un de ses frères. Le premier consul marchait avec l'avant-garde; de sorte qu'il fut une des premières personnes qui s'offrirent aux regards des habitants, que la curiosité ou l'affection avaient attirés au-devant de nos troupes. L'ivresse causée par sa présence se manifesta aussitôt avec cette vivacité que les Italiens mettent dans l'expression de tous leurs sentiments.

Bonaparte entra à Milan le 2 juin. Pendant les six premiers jours de son séjour dans cette ville, il ne fut occupé qu'à recevoir les députations et à se montrer aux peuples, accourus de tous les points de la Lombardie pour voir leur libérateur.

Cependant l'armée autrichienne se rassemblait dans les environs d'Alexandrie; Bonaparte se mit en marche pour aller à sa rencontre. Dans le même temps, Masséna, après avoir soutenu avec constance soixante jours de blocus ri-

goureux, et une famine horrible, était forcé de capituler; Suchet, qui avait repris l'offensive sur le Var, et battu l'ennemi au col de Tende, arriva trop tard pour empêcher cette capitulation.

Mélas, ayant enfin connaissance de la force de l'armée française en Lombardie, avait donné l'ordre à Ott de revenir défendre le Pô vers Plaisance, et à Elsnitz de redescendre en Piémont, par le val de Tanaro.

Ott arriva trop tard; le Pô avait été passé, le 6 juin, sur deux points différents : à Nocetta, par Murat, et à San-Cipriano, par Lannes. Il s'avança jusqu'à Montebello où il rencontra le corps de Lannes. Lannes était en position, attendant des renforts; il n'avait avec lui que huit mille hommes, mais la division de Victor n'était qu'à trois lieues. Ott, rempli du désir d'arriver à Plaisance, et fier de sa supériorité numérique (il avait avec lui trente bataillons, formant dix-huit mille hommes, les grenadiers d'élite de l'armée en faisaient partie), se décida à commencer l'attaque.

L'action fut sanglante: Lannes s'y couvrit de gloire; ses troupes firent des prodiges de valeur; le bourg de Casteggio, tête de la position, fut pris et repris. Les Autrichiens se battaient en désespérés; l'opiniâtreté de l'attaque égalait celle de la défense; ils furent successivement culbutés dans cinq positions différentes. Vers midi, l'arrivée de la division Victor décida la victoire; Ott jeta deux mille hommes dans la citadelle de Tortone et se replia sur Alexandrie.

Le premier consul, à la nouvelle de l'attaque de l'ennemi, était accouru à Casteggio, mais lorsqu'il y arriva, la victoire était complète. Il trouva le champ de bataille jonché de morts. Les ennemis avaient perdu trois mille hommes, tués ou blessés; ils laissèrent en notre pouvoir six canons et six mille prisonniers.

Le résultat de la bataille de Montebello était de la plus haute importance, il affaiblissait l'ennemi de neuf mille hommes, au moment où celui-ci allait être forcé de chercher à se frayer un passage, et il exaltait le moral de l'armée française, qui était bien décidée à le lui disputer.

Mélas, par l'occupation de la Lombardie, par les positions que le premier consul avait fait prendre à des détachements

de son armée, à Arona, à Yvrée, à Verceil, à Crescentino, et par le passage de l'armée française sur la rive droite du Pô, se trouvait comme bloqué dans les environs d'Alexandrie. Il n'avait d'autre ressource pour éviter une capitulation que de s'ouvrir un passage les armes à la main; mais le nombre des troupes autrichiennes réunies à Alexandrie s'élevait à quarante-cinq mille hommes, tandis que l'armée française, par suite de ses détachements nécessaires, ne présentait en ligne que vingt-huit mille combattants.

Le feld-maréchal Mélas était un officier distingué, il avait des talents et du courage; il s'était fait remarquer aux batailles de Cassano, de la Trébia et de Novi, perdues par Schœrer, Macdonald et Joubert; il avait pris Coni, et battu Championnet à Genola. S'il n'eût pas eu Bonaparte pour adversaire, il aurait sans doute conservé dans la postérité la réputation de grand général.

Cependant tout se disposait pour une action décisive. Le premier consul avait continué sa marche vers Alexandrie. Une arrière-garde ennemie, laissée à Marengo, en fut débusquée et obligée de repasser la Bormida.

Dans un conseil de guerre, tenu à Alexandrie, il avait été décidé, après une longue discussion, que l'armée autrichienne livrerait bataille à l'armée républicaine, et tâcherait, par une victoire, de rouvrir ses communications avec l'Autriche.

En conséquence, le 14 juin, à la pointe du jour, Mélas passa la Bormida, sur trois ponts qu'il avait fait jeter quelques jours auparavant. L'armée autrichienne attaqua avec vigueur les troupes françaises. La division Gardanne, placée en face des têtes de pont, fut obligée de battre en retraite, et de se rallier, par ordre du général Victor, à la division Chambarlhac, qui était en ligne entre Marengo et la Bormida, la gauche appuyée à la rivière. La droite et la réserve de l'ennemi, commandées par Haddick et Elsnitz, se déployèrent sur deux lignes, en face de la position de Victor. Le centre, aux ordres de Kaim, se posa obliquement à la droite; Ott, avec la gauche, se jeta vers Castel-Ceriolo. Le général Mélas, dans ses dispositions, fit la faute de détacher les deux tiers de sa cavalerie sur la route d'Acqui, au sud

d'Alexandrie, pour observer Masséna et Suchet, qui, après avoir opéré leur jonction, avaient reçu de Bonaparte l'ordre de se diriger à marche forcée sur la Scrivia.

Le front du corps de Victor occupait trop peu d'espace pour ne pas être exposé à se voir débordé par les Autrichiens. Lannes prit position à la droite de Marengo, afin de contenir le centre de l'ennemi. Le premier consul, après avoir envoyé l'ordre au général Desaix, qui se trouvait à une demi-marche en arrière, de revenir avec son corps à San-Giuliano, se transporta sur le champ de bataille. Il y arriva à dix heures du matin. L'action était engagée avec désavantage pour l'armée française. Lannes soutenait l'effort du centre des Autrichiens; mais à gauche, après une défense opiniâtre, le village de Marengo avait été emporté, et le corps de Victor, qui l'avait défendu, était en pleine déroute. La plaine était couverte de ses fuyards. Ils jetaient le désordre dans les bataillons qui avaient conservé leurs rangs. Sur notre droite, Ott, par un prolongement de sa gauche au delà de Castel-Ceriolo, menaçait de nous déborder. Bonaparte donna l'ordre aux grenadiers à pied de la garde consulaire de s'opposer à ce mouvement. Les huit cents braves se formèrent dans la plaine, entre Villa-Nova et Castel-Ceriolo, en un carré qui, pareil à une redoute inexpugnable, soutint et brisa les efforts réitérés des escadrons autrichiens. Profitant de la glorieuse résistance de cette troupe d'élite, le premier consul dirigea sur Castel-Ceriolo la brigade de réserve, Carra-Saint-Cyr, tandis que lui, avec le reste de la division Monnier, se porta au secours de Lannes.

Cependant, à travers la fumée et la poussière, entouré de son état-major et des grenadiers à cheval de la garde, l'armée a reconnu Bonaparte; ce seul aspect suffit pour rendre aux troupes l'espérance de la victoire; la confiance renaît. Les fuyards se rallient à San-Juliano, derrière la gauche de Lannes; celui-ci, assailli par la majeure partie de l'armée ennemie, opérait sa retraite au milieu de cette vaste plaine, avec un ordre, un sang-froid et une lenteur admirables. Son corps, exposé au feu de mitraille de quatre-vingts canons, mit quatre heures pour faire en arrière trois quarts de lieue. Dans le même temps, par un mouvement

inverse, Carra-Saint-Cyr enlevait Castel-Ceriolo et tournait la gauche de l'ennemi.

Il était trois heures de l'après-midi, tous les généraux regardaient la bataille comme perdue; Mélas croyant la victoire certaine, accablé de fatigue et souffrant d'une chute qu'il avait faite, avait repassé les ponts et était rentré à Alexandrie, laissant au général Zach, son chef d'état-major, le soin de poursuivre l'armée française. — Bonaparte seul ne désespérait pas, il comptait sur l'arrivée de Desaix, avec six mille hommes de troupes fraîches. Cette brave division arriva enfin; le premier consul lui fit prendre position sur la chaussée, en avant de San-Giuliano. Victor avait rallié ses bataillons; toute l'armée française était reformée en ligne, la droite à Castel-Ceriolo, la gauche à San-Giuliano. Bonaparte traversa les rangs, il était sûr de la victoire; il s'adressa aux soldats : « Français, s'écria-t-il, c'est avoir fait trop de pas » en arrière; le moment est venu de faire un pas décisif en » avant; souvenez-vous que mon habitude est de coucher » sur le champ de bataille. »

Dans la persuasion où il était de la défaite assurée de l'armée française, Zach manœuvrait pour lui couper la retraite par la chaussée de Tortone. Il avait formé une colonne de six mille grenadiers, qu'il lança en avant pour tourner notre gauche; le reste de l'armée suivait en colonne, par échelons fort éloignés les uns des autres.

La tête de la colonne autrichienne arriva à la hauteur de San-Giuliano, c'était le moment qu'attendait le premier consul.

Laissons raconter la fin de la bataille et la victoire à un des généraux à qui revient une grande part de la gloire de cette belle journée. Voici le récit du général Lannes :

« Au même instant, le premier consul donne l'ordre de marcher en avant; l'artillerie est démasquée; elle fait pendant dix minutes un feu terrible; l'ennemi étonné s'arrête; la charge est battue en même temps sur toute la ligne; et cet élan, qui se communique comme la flamme au cœur des braves, ajoute en ce moment à l'ardeur qu'inspire la présence d'un chef qui jamais ne leur promit vainement la gloire. La division Desaix, qui n'avait pas encore combattu, marche la première à l'ennemi, avec cette noble assurance

que lui inspire le désir de donner à son tour des preuves de cette valeur brillante qu'avaient montrée les autres divisions. Elle est fière de suivre un général dont le poste fut toujours celui du péril et de l'honneur. Une légère élévation de terrain couverte de vignes dérobait à ce général une partie de la ligne : impatient, il s'élance pour le découvrir; l'intrépide 9e légère le suit à pas redoublés. L'ennemi est abordé avec impétuosité; la mêlée devient terrible; plusieurs braves succombent et Desaix n'est plus. Son dernier soupir fut un regret vers la gloire, pour laquelle il se plaignit de n'avoir pas assez vécu [1] !

»Les regrets de Bonaparte furent les premiers tributs d'honneur payés à sa mémoire. Sa division, passée aux ordres du général Boudet, jalouse de venger son général, charge avec impétuosité l'ennemi, qui, malgré sa vive détermination, ne pouvant tenir contre nos baïonnettes, se renverse sur la colonne de grenadiers qui le suivait, et qui déjà était arrivée à Gallina-Grossa, où elle attaquait nos éclai-

[1] Lorsque Desaix fut atteint du coup mortel, il se trouvait à la tête de sa division, au milieu des éclaireurs de la 9e demi-brigade d'infanterie légère. En tombant, il prononça, dit-on, ces paroles, qui sont gravées sur le monument qu'on lui a élevé à Paris, place Dauphine : « Allez dire au premier consul que je meurs avec le regret de n'avoir » pas assez fait pour la postérité. » Bonaparte, en apprenant cette funeste nouvelle, s'écria : « Ah ! pourquoi ne m'est-il pas permis de » pleurer ! » Depuis, l'empereur à dit à Sainte-Hélène qu'il avait perdu en lui l'homme le plus capable d'être son lieutenant.

Desaix n'était à l'armée d'Italie que depuis trois jours. A son retour d'Egypte, il avait écrit au premier consul : « Ordonnez-moi de » vous rejoindre; général ou soldat, que m'importe, pourvu que je » combatte près de vous. Un jour sans servir la patrie est un jour » retranché de ma vie. » Bonaparte lui donna le commandement de deux divisions. Le jour de la bataille de Marengo, il avait comme un pressentiment de sa fin prochaine; il disait à ses aides de camp : « Voilà longtemps que je ne me bats plus en Europe; les boulets » ne nous connaissent plus. Il nous arrivera quelque chose. »

La mort de Desaix, après les chances diverses de la journée, aurait pu entraîner la perte de la bataille de Marengo, si le premier consul, par sa présence, n'eût pas assuré la victoire.

Le même jour, dans une autre partie du monde, tombait sous le poignard d'un assassin un des généraux que Bonaparte estimait le plus, l'illustre Kléber, couronné des récents lauriers d'Héliopolis. Bonaparte n'était pas là; l'Egypte fut perdue pour les Français.

reurs. Les Autrichiens, surpris, s'arrêtent ébranlés. C'est alors que se montrèrent dans tout leur jour la profondeur et l'habileté des dispositions précédemment faites.

» L'ennemi, qui avait dépassé sur notre gauche la ferme de la Ventolina, et qui se croyait au moment de nous couper la retraite, est tourné lui-même par sa gauche ; les divisions qui s'étendent de Castel-Ceriolo à San-Giuliano prennent ses lignes en flanc ; ses bataillons entendent la fusillade de tous les côtés à la fois, sur le devant, sur le flanc gauche et sur le derrière. A peine la division Desaix a-t-elle poussé et mis en retraite la droite des Autrichiens, à peine ceux-ci commencent-ils à exécuter ce mouvement, qu'ils entendent le bruit de notre feu, qui déjà leur semble partir de dessus les ponts de la Bormida et du village de Marengo.

» Dans ce moment Bonaparte ordonne à la cavalerie, qu'il avait conservée en arrière de la division Desaix, de passer au galop par les intervalles, et de charger avec impétuosité cette formidable colonne de grenadiers, déjà ébranlée par notre infanterie.

» Cette manœuvre hardie s'exécuta à l'instant avec autant de résolution que d'habileté. Le général Kellermann se porte au galop hors des vignes, se déploie sur le flanc gauche de la colonne ennemie, et, par un quart de conversion à gauche, lance sur elle la moitié de sa brigade, tandis qu'il laisse l'autre moitié en bataille pour contenir le corps de cavalerie ennemie qu'il a en face, et lui masquer le coup hardi qu'il va porter [1].

» En même temps les grenadiers et les chasseurs de la garde renversaient sur la droite tout ce qui était devant eux. Le général Watrin attaque avec une nouvelle audace ; le général Carra-Saint-Cyr envoie de Castel-Ceriolo des tirailleurs le long du ruisseau et des marais, jusqu'auprès de Marengo.

» Le général de cavalerie Rivaud, faisant un mouvement décidé, avait sur la route de Salé ses avant-postes, déjà engagés avec ceux du général Elsnitz ; et le gros de la cavalerie

[1] M. le général Kellermann a affirmé, dans un écrit publié depuis 1814, qu'il avait exécuté de son propre mouvement cette brillante charge de cavalerie.

autrichienne, contenu ainsi à l'extrémité de notre droite, laissait sa ligne d'infanterie sans appui dans la plaine.

» L'armée française franchit en trois quarts d'heure le grand espace qu'elle avait défendu pendant quatre heures.

» La cavalerie ennemie, pressée par le général Rivaud, fusillée des haies de Castel-Ceriolo, se hâte d'accourir au secours de son infanterie; l'ennemi se rallie, et, arrivé à Marengo, conserve le projet de garder ce village.

» La division du général Boudet, qui veut avoir la gloire de reprendre Marengo, fait une dernière décharge, avec cette vigueur qui avait marqué les premières.

» Le corps du général Victor, qui revenait sur des lieux où il avait si bien combattu, la soutient. L'ennemi, qui se voit forcé de renoncer à vaincre, veut prouver qu'il en était digne, et montre, dans ce dernier combat, toute l'énergie que l'honneur peut donner; mais la victoire tout entière s'élance dans les rangs français.

» Les Autrichiens, fatigués et affaiblis, doivent céder, et nos troupes rentrent avec eux dans Marengo, qu'ils évacuent, pour se porter sur leurs ponts de la Bormida. Au nord de Marengo, le général Lannes attaquait un corps de réserve; il n'éprouvait pas moins de résistance, et n'avait pas moins de succès. Il s'empare de quelques pièces de canon. Un corps de la réserve de la cavalerie ennemie se disposait à charger la droite de la division Boudet; mais le général Bessières, commandant les grenadiers et les chasseurs à cheval de la garde, saisit cette occasion de gloire; et jaloux de donner à la troupe d'élite qu'il commande l'honneur de la dernière charge, il prévient l'ennemi, s'élance, fait plier ce corps, et le jette en désordre sur le ruisseau; il découvre par là le flanc de l'infanterie, et détermine la retraite générale en portant le trouble et l'effroi dans les rangs ennemis. »

A la tête des chasseurs, le jeune Beauharnais se fit remarquer par son sang-froid et son courage. Madame Bonaparte eut à cette occasion le plaisir, si doux pour une mère, de s'entendre dire par son époux lui-même : « Madame, votre fils » marche rapidement à la postérité; il s'est couvert de gloire » dans toutes les affaires que nous avons eues en Italie; il » deviendra un des plus grands capitaines de l'Europe. »

Le lendemain, à la pointe du jour, nos grenadiers attaquèrent les avant-postes que l'ennemi avait laissés à la tête des ponts de la Bormida.

Mais un parlementaire se présenta, et annonça que le général Mélas demandait à envoyer un officier de son état-major à Bonaparte.

Après les premières conférences, le général Berthier reçut de Bonaparte des instructions pour traiter. Quelques heures après, un armistice, dont voici les principales dispositions, fut conclu et signé : l'armée autrichienne devait se retirer derrière le Mincio ; elle conservait les places de Peschiera, Mantoue, Borgoforte, la Toscane et Ancône. Les Français demeuraient maîtres des pays compris entre la Chiesa, l'Oglio et le Pô. Les châteaux de Tortone, Alexandrie, Milan, Turin, Pizzighitone, Arona, Plaisance, Ceva, Coni, Savone, Gênes, et le fort Urbin, devaient leur être remis.

Dix jours après la bataille de Marengo, le général Suchet rentra à Gênes. Les places du Piémont et de la Lombardie furent successivement remises à l'armée française, et l'armée autrichienne, conformément à la convention d'Alexandrie, fut dirigée par divisions sur Mantoue.

Le premier consul était rentré à Milan le 17 juin, pendant la nuit ; il avait trouvé toute la ville illuminée et livrée à l'allégresse. La joie des Piémontais, des Génois, des Italiens, était inexprimable ; ils se voyaient rendus à la liberté sans avoir eu à supporter les horreurs d'une longue guerre, que les premières victoires des Français reportaient au delà de leurs frontières. Le vainqueur de Marengo ne pouvait faire un pas dans Milan sans être entouré par des flots d'une population reconnaissante, qui faisait retentir l'air des cris de *vive Bonaparte, vive le libérateur de l'Italie !*

En France, la nouvelle de la victoire de Marengo parut incroyable. Le premier courrier qui apporta à Paris la nouvelle de la bataille était parti de l'armée vers le milieu du jour, au moment où l'issue de l'action inspirait de vives inquiétudes aux généraux français. La joie n'en fut que plus complète lorsqu'on apprit d'une manière certaine le nouveau triomphe de Bonaparte, et tout ce que ses suites avaient d'avantageux pour la République.

Pendant son séjour à Milan, le premier cousul, en proclamant le rétablissement de la république cisalpine, institua le gouvernement provisoire qui devait la gouverner juqu'à la paix. La république ligurienne fut réorganisée et recouvra son indépendance. Le Piémont reçut aussi un gouvernement provisoire, auprès duquel le général Jourdan fut placé comme ministre de la république française.

La belle défense de Gênes, la victoire de Zurich recommandaient Masséna aux yeux du premier consul ; il le nomma au commandement en chef de l'armée d'Italie, que Berthier, qui n'en avait été le titulaire que nominativement, abandonnait pour venir reprendre à Paris le portefeuille de la guerre.

Le premier consul rentra à Paris le 2 juillet, au milieu de la nuit et sans être attendu ; mais le lendemain, aussitôt que la nouvelle de son retour se répandit dans la capitale, les ateliers et les boutiques se fermèrent, toute la population accourut dans la cour et les jardins des Tuileries, avide et empressée d'apercevoir aux fenêtres le héros auquel la France devait tant. C'était partout d'unanimes cris de joie. Le soir, riche ou pauvre, chacun illumina sa maison.

Bonaparte fut profondément touché de cet accueil de la population parisienne. Il lui prouvait l'amour et la reconnaissance du peuple pour lequel il avait combattu, et pour lequel veillait sans cesse son génie.

A Sainte-Hélène, vingt ans après cette franche manifestation de la joie populaire, en racontant à ceux qui l'entouraient combien alors il avait été fêté, il laissa échapper ces paroles qui peignent le doux souvenir qu'il en gardait : « Ce » fut un bien beau jour ! »

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

CONSULAT. — CAMPAGNE DE PIÉMONT. — 1800.

1er *janvier*. Ouverture des séances du Corps Législatif et du Tribunat.

2 *février*. La mort de Washington est annoncée au Corps-Législatif. — Le 1er consul ordonne (7 *février*) de suspendre en signe de deuil et pendant dix jours des crêpes noirs aux drapeaux et guidons de tous les corps de l'armée française.

7 — Proclamation des consuls sur l'acceptation de la Constitution, 3,011,007 suffrages pour, 1562 votants contre.

17 — Division du territoire français en préfectures et arrondissements communaux.

19 — Les consuls quittent le Luxembourg et s'installent au palais des Tuileries.

20 — La Banque de France entre en activité.

3 *mars*. Clôture de la liste des émigrés.

8 — Arrêté des consuls pour la formation de l'*armée de réserve*.

13 — Election du pape Pie VII à Venise.

18 — Nouvelle organisation des tribunaux. — Rétablissement des avoués. — Institution à vie des juges, greffiers et huissiers.

31 — Fin de la session du Corps-Législatif.

2 *avril*. Berthier est nommé commandant en chef de l'armée de réserve, et Carnot ministre de la guerre à sa place.

27 — Arrêté du 1er consul qui nomme *premier* grenadier des armées de la république Latour d'Auvergne Corret et lui décerne un sabre d'honneur.

6 *mai*. Le 1er consul part de Paris pour se rendre à l'armée de réserve.

16 — Passage du Mont-Saint-Bernard. — Prise d'Aoste

17 — Combat de Châtillon (500 prisonniers, 3 canons).

24 — Prise d'Yvrée, de Suze et de la Brunette

26 *mai*. Combat de la Chiusella.

28 — Le général Moncey passe le Saint-Gothard. — Le général Béthencourt passe le Simplon.

— — Le général Suchet reprend l'offensive.

29 — Il rentre à Nice.

— — Prise de Novare par le général Murat.

31 — Combat et prise de Turbigo.

1er *juin*. Prise du fort de Bar.

2 — Prise de Milan.

— — Evacuation de Gênes par Masséna.

3 — Prise de Pavie par Lannes.

— — de Lodi par Duhesme.

5 — de Crémone et d'Orsinori par l'armée de réserve.

6 — Passage du Pô.

7 — Attaque et prise de Plaisance (2,000 prisonniers). — Combat de Stradella.

9 — Bataille de Montebello (6,000 prisoniers, 3 canons).

12 — Passage de la Scrivia.

13 — Passage de la Bormida.

— — Combat de Marengo.

14 — Bataille de Marengo. — Mort du général Desaix. — Les Autrichiens eurent 12,500 hommes tués ou blessés, et perdirent en outre 7,000 prisonniers, 12 drapeaux et 30 canons.

16 — Convention d'Alexandrie. — Armistice accordé à l'armée autrichienne.

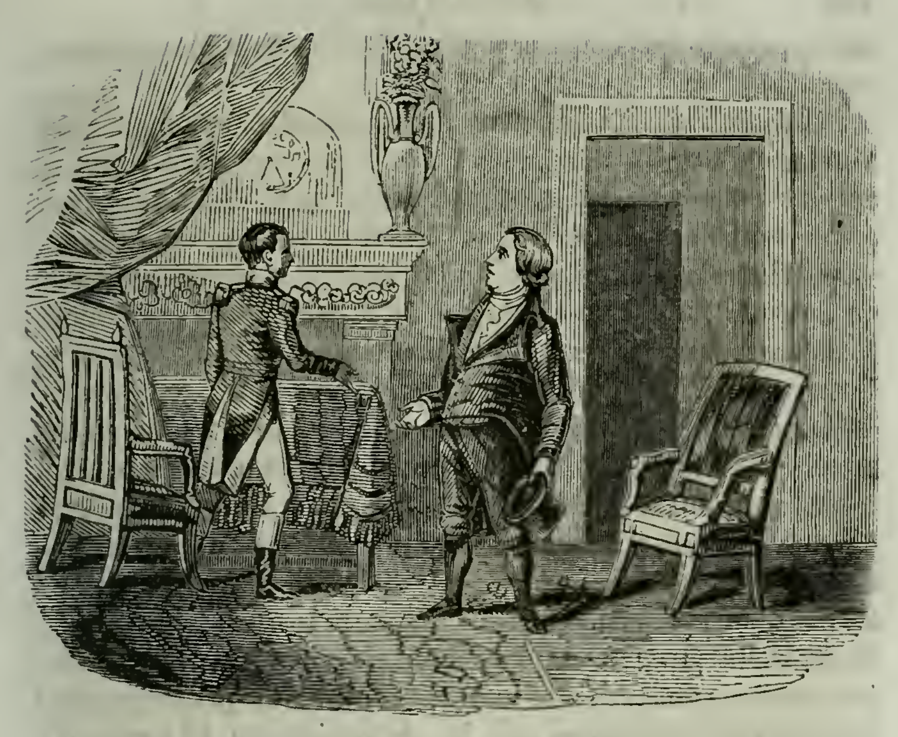
18 — Le 1er consul assiste au *Te Deum* chanté à Milan en l'honneur de la victoire de Marengo.

25 — L'armée de réserve est réunie à l'armée d'Italie. — Le général Masséna est nommé commandant en chef.

27 — Arrêté des consuls portant que le corps de Desaix sera porté au couvent du grand St.-Bernard où il lui sera élevé un tombeau.

29 — Le 1er consul, à son passage à Lyon, pose la première pierre des façades de la place Bellecour.

2 *juillet*. Retour du 1er consul à Paris



Bonaparte et Fox, après le traité d'Amiens.

PAIX GÉNÉRALE. — CONSULAT A VIE.

ADMINISTRATION. — TRAITÉS DE LUNÉVILLE ET D'AMIENS.

L'administration régulière qui régit la France est un des résultats du gouvernement de l'empereur Napoléon. Mais nous qui jouissons maintenant des fruits et des créations de son génie, nous oublions que c'est à lui que nous devons cette organisation facile et vigoureuse de l'Etat : un corps judiciaire respectable; une armée régulière, disciplinée, habillée et payée; un trésor dont la comptabilité est claire et facile à surveiller; des impôts établis légalement, et perçus d'après des règles égales pour tous; des codes aussi parfaits que les hommes peuvent les faire, uniformes pour toute la France; un gouvernement dont la hiérarchie bien coordonnée assure l'action protectrice et continue. En présence de tant d'ordre, nous ne nous figurons pas le chaos, nous ne concevons pas l'anarchie complète, la désorganisation générale, et nous n'imaginons pas ce qu'a fait pour la France le consulat de Bonaparte; et cependant, s'il fallait le résu-

mer en peu de mots, il conviendrait de dire : « Rien n'existait; » tout a été créé. »

Pour apprécier seulement d'une manière sommaire les bienfaits d'un gouvernement qu'on s'est trop plu à signaler comme entaché de despotisme parce qu'il voulait arriver promptement au bien, il faut consulter les contemporains.

Voici quelques parties d'un tableau de la première année du consulat, tracé en 1799, par un homme qui a été témoin et acteur dans ces grands événements qui rendirent à la France la vie, la gloire et le repos, le sénateur Rœderer. Ce tableau, publié à l'époque où il a été composé, n'a été ni démenti ni affaibli par les autres témoignages contemporains.

« Les premiers soins que réclamaient la liberté et la propriété devaient être pour l'abolition des lois dirigées contre elles, et la solennelle réintégration de leurs droits. Le 22 brumaire an VIII vit l'abrogation de la loi sur les otages, et de la loi portant établissement de l'emprunt forcé. Des paroles du premier consul annoncèrent, dès les premiers jours du consulat provisoire, que la révolution du 18 brumaire n'entraînerait aucune proscription, et en ferait cesser plusieurs; et, en effet, les déportés de fructidor sont bientôt rappelés. Barthélemy, l'un d'eux, est présenté par le premier consul au Sénat conservateur, heureux présage des arrêtés qui placèrent ensuite Siméon au Tribunat, Barbé-Marbois et Portalis au Conseil d'Etat. Tout serment est abrogé, comme faisant violence aux consciences. Les prêtres déportés à la Guiane sont ramenés. Les édifices destinés au culte sont ouverts tous les jours : ceux qui ne sont point aliénés sont rendus aux communes. Toutes les fêtes dites nationales, instituées par les passions, et faites pour irriter les passions contraires, sont abolies : l'anniversaire du 14 juillet et du 1er vendémiaire sont seuls conservés. Un arrêté rend aux citoyens la liberté de se marier le jour qu'il leur plaira, et la liberté plus sacrée encore de travailler suivant leurs forces et les besoins de leur famille. L'œil du premier magistrat en parcourant la liste des émigrés y reconnaît de nombreuses proscriptions : de grands travaux sont aussitôt ordonnés pour marquer cette distinction. En attendant, la fatale liste est close, et la radiation des membres de l'Assemblée constituante qui

ont voté pour l'abolition des distinctions héréditaires est ordonnée. Enfin, cent mille noms d'agriculteurs, d'ouvriers habiles, d'hommes industrieux, de femmes, sont retirés, par une disposition générale, de la liste qui déclarait cette précieuse population perdue pour la France et acquise à l'étranger.

» Ces travaux de justice réparatrice sont entremêlés avec tous ceux que demandaient la sagesse et la prévoyance pour la conservation et la réhabilitation de l'Etat.

» Une constitution nouvelle, dont Bonaparte a discuté toutes les parties, et qu'il a marquée du sceau de son esprit en donnant à l'autorité du gouvernement cette *force régulière* qui assure à la fois l'ordre et la liberté, est présentée au peuple français et mise en activité. Un Conseil d'Etat, composé d'hommes probes et exercés aux affaires, est établi. Les communications du gouvernement avec les autres autorités législatives sont assujetties par la loi à un ordre régulier. Le territoire de la République est soumis à une nouvelle division et à des administrations provinciales. Cent préfets, quatre cents sous-préfets, dix mille maires sont nommés à la satisfaction générale. Un nouveau système judiciaire est substitué au système informe qui avait prévalu depuis dix années ; des tribunaux de première instance sont multipliés ; de grands tribunaux d'appel sont institués, le tribunal de cassation réorganisé, et partout la solennité est rendue aux fonctions de la justice. Enfin, de longues discussions sont ouvertes sur les moyens de parvenir à la formation des listes de notabilité prescrites par la Constitution.

» Voilà les travaux exécutés ou commencés pour l'organisation politique, administrative et judiciaire de la République.

» En même temps, et concurremment, marchent les réformes et les améliorations dans les finances ; la contribution mobilière est réduite de dix millions ; la taxe d'entretien des routes, qui grevait le commerce en raison de la difficulté des chemins et de la faiblesse des chevaux, est ramenée à des principes plus équitables ; des octrois municipaux sont accordés aux communes, pour l'entretien de leurs hospices ; des honneurs publics sont promis et décernés aux départements qui auront le plus tôt payé leurs contributions ; des

receveurs solvables remplacent des préposés ignorants, sans moyens, sans crédit, et offrent au gouvernement des ressources pour le service courant; une caisse d'amortissement, une banque publique sont fondées; le trésor national reçoit une nouvelle organisation; des receveurs infidèles sont poursuivis devant les tribunaux; en un mot, le glaive de la justice, le levier de l'honneur, l'œil de la surveillance, tout concourt au rétablissement des finances; le trésor public est garni; le crédit renaît; et à compter du second semestre de l'an VIII, les rentes et pensions commencent à être acquittées en numéraire.

» Cependant l'ennemi était à nos portes, et nos armées presque détruites; sous le premier guerrier de l'Europe, devenu le premier magistrat de la France, tout se refait comme de soi-même. Les braves se raniment, les débris se rassemblent, les conscrits marchent aux drapeaux qui les attendent. En peu de mois les anciennes armées sont réorganisées.......

» Spectacle non moins honorable que les victoires! les armées françaises, partout triomphantes, sont partout disciplinées; partout elles respectent l'ordre, la propriété, le malheur. Plus de pillages; les exactions sont punies; les contributions militaires sont imposées avec modération, reçues avec ordre et décence, dépensées pour le soldat avec fidélité, et enfin soumises à une exacte comptabilité.

» Des consolations, des dédommagements sont assurés aux soldats mutilés par la guerre. L'hôtel des vétérans est embelli; le temple de Mars est décoré de leurs noms. Les grenadiers de l'armée reçoivent une récompense commune, et une illustration d'un genre nouveau par l'élévation d'un héros descendant de Turenne, au titre, jusqu'alors inconnu, de *premier grenadier de l'armée*. Un nouvel hommage est consacré à la valeur et au talent militaire, joints avec la vertu et la modestie civiques, par l'inhumation solennelle de Turenne lui-même, par le monument élevé à sa mémoire, dans le temple de Mars, au mépris des préjugés nouveaux qui avaient proscrit le mérite uni à une haute extraction, comme les anciens préjugés avaient repoussé le talent privé des recommandations de la naissance. L'émulation est exci-

tée dans l'âme de tous les braves, par les médailles, par les colonnes qui consacrent à la postérité le dévouement de Desaix, de Kléber, et de tant d'autres guerriers morts au champ d'honneur, et enfin par ces mots, sortis de l'âme du premier consul, lorsque la mort frappa Desaix : « Que ne » m'est-il permis de pleurer ! »

» En même temps que le premier consul préparait ses victoires sur les ennemis extérieurs de l'Etat, il réduisait les ennemis de l'intérieur dans les départements révoltés. Il commence par les faire déclarer hors de la constitution, sûr qu'un grand déploiement de la force militaire dispensera d'en faire un sanglant usage. Soixante mille hommes sont rassemblés en Vendée ; un plan de campagne est arrêté ; les rebelles sont partout attaqués, poursuivis, combattus, vaincus ; et tandis que des généraux sages et habiles exécutent le plan de Bonaparte, Bonaparte lui-même, par sa modération et sa justice, atteint et désarme dans leur conscience ceux des rebelles que nos guerriers n'ont pu réduire ; il gagne les âmes, change les volontés, dissipe les préventions, tandis que ses généraux enchaînent les bras et domptent les fureurs.

» Bonaparte devait avoir dans le sentiment de ses forces et de ses talents le pressentiment de ses victoires ; il n'en fut pas moins modéré dans sa politique envers les nations étrangères. A peine consul, il offre la paix à l'Autriche, il offre la paix à l'Angleterre, il accueille les propositions amicales des Etats-Unis. L'Autriche, aveuglée par l'Angleterre, l'Angleterre, vaine des complaisances de l'Autriche, refusent la paix, l'une avec hauteur, l'autre avec insolence, et il faut vaincre encore. Mais les forces de la France ont doublé par les sentiments de justice offensée, de longanimité blessée, qui transportent les armées républicaines ; celles de l'ennemi sont diminuées par la honte dont ses troupes sont frappées en se voyant condamnées à servir une animosité farouche et un pacte destructeur : ainsi Bonaparte a assuré sa vengeance par l'offense même à laquelle il a cru que son devoir l'obligeait à s'exposer. Il achève d'intéresser les puissances neutres à sa cause, en substituant des institutions et des règlements favorables à leur commerce et compatibles avec

la liberté des mers, aux vexations par lesquelles l'ancien gouvernement avait cru devoir enchérir sur les prétentions orgueilleuses de l'Angleterre. L'*embargo* mis dans tous les ports de la République sur les navires neutres est levé ; la neutralité des cargaisons sous pavillon neutre est solennellement reconnue ; un tribunal des prises, placé trop près du gouvernement pour n'être pas au-dessus de la corruption, est institué pour juger administrativement les questions de prises, qui depuis longtemps étaient soumises à toutes les lenteurs de la justice révolutionnaire : en un mot, le droit des gens est rétabli dans toutes les relations maritimes de la République.

» C'est dans ces circonstances que la campagne s'ouvre en Italie. La victoire paie à Bonaparte le prix de sa modération, et sa modération se déclare de nouveau comme pour honorer la victoire et en assurer les heureux fruits. Il offre une seconde fois la paix sur le champ de bataille conquis par sa vaillance, et le Nord s'étonne de sa sagesse autant que de ses triomphes. Les préventions de la Russie sont dissipées; elle cesse de nourrir les espérances de l'Angleterre. Le Danemarck prend une contenance assurée devant les flottes anglaises. De toutes les parties de l'Europe, du sein même des bataillons ennemis, des acclamations de paix répondent au premier consul que son vœu sera rempli.

» Les ministres américains, amenés en France par l'espérance de rétablir l'ancienne amitié des deux nations, trouvent dans Bonaparte victorieux autant de justice que de gloire, autant de longanimité que de puissance. Un traité rétablit les relations commerciales entre la France et les Etats-Unis, rend à notre commerce maritime de l'activité, assure la subsistance de nos colonies, promet l'oubli des vexations exercées contre le commerce américain sous le régime révolutionnaire, garantit l'indépendance des Etats-Unis et leur prospérité, dont les suites doivent être si utiles à la France, enfin consacre des principes favorables à la neutralité, en opposition avec les violences que le gouvernement anglais s'est permises contre ses propres alliés.

» Ne négligeons pas, en parlant de la conduite de Bonaparte à l'égard des puissances étrangères, de rappeler les

égards pleins de convenance dont il a accompagné les actes de sa justice et de sa politique. Les négociations avec l'Amérique furent heureusement préparées par les honneurs funèbres que le premier consul fit rendre à Washington, à la nouvelle de sa mort. Un bon accueil a été préparé près de l'Amérique au traité qui a été conclu, par la fête donnée aux ministres américains après la signature. L'empereur d'Allemagne, l'empereur de Russie n'ont pu être indifférents aux bons traitements exercés envers les officiers autrichiens et les officiers russes prisonniers de guerre, ainsi qu'à l'humanité qui a pourvu au bon entretien des soldats des deux puissances. Enfin, qui n'a pas été touché dans l'Europe entière de ce respect pour le malheur, pour la cendre des morts et l'hospitalité nationale, qui a fait rendre à Pie VI les honneurs funèbres dus à son rang? Le premier magistrat de la République n'a-t-il pas servi tout à la fois et les mœurs et la politique, en faisant revivre dans la diplomatie ces bienséances dont le sentiment délicat a toujours caractérisé la nation française?

» Dans le tableau de tant de choses, grandes par leur importance et leur difficulté, où placer une foule d'actes d'administration bienfaisante ou noble et brillante? Où viendront se placer et l'institution de la gradualité dans les emplois diplomatiques, et les règlements qui préparent et annoncent pour un avenir très-prochain la restauration d'une formidable marine; et les dispositions faites pour faciliter l'établissement du nouveau système métrique; et enfin l'expédition du capitaine Baudin?

» Dans les actes qui viennent de passer sous nos yeux, beaucoup sont des lois qui supposent des discussions arides, difficiles, et des connaissances spéciales. Plus d'un lecteur croira peut-être que Bonaparte les a adoptées de confiance: ce serait une erreur. Depuis l'arrêté qui change la dénomination des poids et mesures jusqu'à la loi qui organise les tribunaux, Bonaparte a tout discuté, et très-souvent tout éclairé. Infatigable au travail, assidu à ses conseils d'administration, assidu au Conseil d'État, il met à tout l'autorité de son talent, avant d'y mettre celle de sa place; et avant d'y mettre l'autorité de son talent, il a encore le soin de provo-

quer celui de tous les hommes dont il s'est environné. Il a établi dans le Conseil d'État une discussion vive et familière, exempte des inconvénients attachés aux discussions de tribune, où les auditeurs sont presque toujours entre les orateurs qui entraînent et les orateurs qui endorment. La parole dans le Conseil est à l'orateur qui éclaire; et le ton y est tel qu'il doit être pour aider au mouvement de l'esprit, sans exciter celui des passions...

» Encore un mot sur ce qu'il a fait pour la morale. Il a donné aux Français l'exemple d'une vie laborieuse et simple, mêlée de peu de plaisirs, et de plaisirs nobles, tels que ceux du théâtre et particulièrement de la scène tragique. Ni son rang, ni sa gloire, n'ont pu lui rendre indifférents ni les amis qui lui furent dévoués, ni les hommes que l'intérêt public a engagés avec lui dans des périls communs, ni les douceurs de la vie domestique et de l'union conjugale. Il a remis en honneur le travail, l'amitié, le mariage, ces trois grandes garanties du bonheur particulier. »

Revenons aux événements qui suivirent la brillante campagne de 1800.

L'armée d'Allemagne avait répondu dignement aux succès de l'armée d'Italie. Cinq jours après le triomphe de Marengo, Moreau, victorieux à Hochstett, vengeait la gloire nationale d'un grand revers éprouvé par les armes de Louis XIV; de nouveaux succès, l'invasion du Voralberg, l'occupation de la vallée des Grisons, la communication ainsi établie entre les armées de Moreau et de Masséna, obligèrent l'ennemi à demander et à conclure l'armistice de Parsdoff. Les hostilités cessèrent sur toute la ligne, en Allemagne et en Italie. Un congrès s'ouvrit à Lunéville. Les peuples fatigués se reposèrent dans l'espoir d'une paix prochaine. C'était aussi le vœu du premier consul; mais l'Autriche et l'Angleterre n'avaient voulu que gagner du temps. L'armistice fut rompu, et la guerre recommença. Bientôt la victoire d'Hohenlinden, qui conduisit l'armée de Moreau à vingt lieues de Vienne, le succès de l'armée gallo-batave, commandée par Augereau, les prodiges de l'armée des Grisons, aux ordres de Macdonald (qui passa le Splugen au milieu de l'hiver, en

surmontant des obstacles non moins grands que ceux qui avaient été vaincus au Saint-Bernard), les victoires de Brune avec l'armée d'Italie, ne laissèrent plus à l'empereur d'Allemagne d'autres ressources qu'une prompte paix; elle fut conclue à Lunéville le 9 février 1801.

Cette paix porta la joie dans tout le pays. Un des frères du premier consul avait été le représentant de la République au congrès. Les intérêts de la France y furent défendus avec beaucoup d'habileté. Une suspension d'armes faite en Italie par les généraux en chef avait laissé Mantoue au pouvoir des Autrichiens. Une convention signée à Lunéville par les plénipotentiaires mit l'armée française en possession de cette place importante. C'est au sujet de cet incident remarquable des négociations que Moreau, général en chef de l'armée du Rhin, écrivit à Joseph Bonaparte : « Citoyen-ministre, recevez mes compliments pour la manière dont vous avez assiégé et pris Mantoue sans quitter Lunéville. »

La victoire et la paix n'étaient pas les seuls liens qui rattachaient les esprits au premier consul, l'administration intérieure du pays était encore entièrement dirigée dans l'intérêt de la gloire et de la prospérité nationale. Cette heureuse situation des choses ôtait toute espérance aux divers partis qui, dans un but d'intérêt personnel, désiraient encore des révolutions; mais la vie du premier consul était la seule garantie de repos et d'avenir pour le pays. Cette vie précieuse fut menacée. Des républicains fanatiques, Topino-le-Brun, Arena, Demerville, Cerracchi, formèrent le complot de l'assassiner. Leur projet fut déjoué : mais, à peine échappé à ce danger, Bonaparte faillit périr par l'explosion d'une machine infernale, œuvre des royalistes Carbon et Saint-Rejean, autres misérables fanatiques qui pensaient que le but justifie les moyens, et se seraient aussi fait gloire d'un assassinat.

La paix de Lunéville fut, dans la même année, suivie de traités qui réconcilièrent la France avec le reste de l'Europe continentale. Un concordat avec le pape termina les différends ecclésiastiques, et sépara d'une manière positive les attributions du pouvoir temporel et les droits du pouvoir spirituel. La religion, qui après de longues calamités est un besoin pour les peuples, comme dans les gran-

des infortunes elle est une consolation pour les particuliers, recouvra son éclat et son indépendance.

L'Angleterre seule, dans l'Europe pacifiée, continua la lutte qu'elle avait excitée contre la République; et dans cette guerre avec les tyrans des mers, nos marins remportèrent fréquemment de brillants avantages. D'immenses préparatifs furent faits sur les côtes de l'Océan, hérissées de redoutes depuis la Gironde jusqu'à l'Escaut. On y commença la construction de cette flottille de débarquement qui devait se réunir plus tard à Boulogne. Une armée déjà rassemblée en face du Pas-de-Calais gardait nos positions, et, par son attitude menaçante, par sa disposition à tout entreprendre, jetait la terreur en Angleterre. Nelson, fier de notre désastre à Aboukir, avait été appelé pour défendre les côtes de la Grande-Bretagne, et pour détruire nos petits bâtiments de transport; il échoua dans toutes ses tentatives, et éprouva des pertes graves en attaquant nos frêles chaloupes canonnières.

L'Angleterre, abandonnée à elle seule, ne pouvait pas continuer longtemps à combattre. La confédération des puissances du Nord s'opposait aux prétentions qu'elle avait élevées pour la visite des bâtiments neutres. La Russie et l'Espagne ne s'étaient pas bornées à faire la paix avec la France : d'ennemies elles étaient devenues alliées. Le cabinet britannique se décida à suivre l'exemple que lui avait donné la cour de Vienne. La paix fut signée à Amiens.

Lors de la signature du traité, et c'est Napoléon qui a raconté ce fait, lord Cornwallis, plénipotentiaire anglais, donna un bel exemple de fidélité à une parole donnée, fidélité dont peu de diplomates auraient été capables. Les bases de la paix étaient arrêtées et convenues; on recopiait l'acte qu'il avait promis de signer le lendemain à une heure fixée. Quelques empêchements majeurs le retinrent chez lui, mais il envoya sa parole; le même soir, un courrier arriva de Londres avec des dépêches qui, s'il n'était pas trop tard, lui interdisaient certains articles. Il répondit, non sans regrets, mais en homme d'honneur, que le traité était fait, et il alla sur-le-champ y apposer sa signature.

Le traité d'Amiens ouvrit les portes de la France aux An-

glais. Ils y arrivèrent en foule pour voir le grand homme dont la renommée remplissait déjà le monde. Bonaparte, en détestant la politique égoïste et perfide du gouvernement britannique, politique dont il ne pouvait être longtemps la dupe, estimait néanmoins les qualités généreuses, la franchise, la loyauté, la fermeté qui distinguent le peuple anglais. Il accueillit avec faveur les hommes honorables qui lui étaient présentés. C'étaient toutes les célébrités du temps. Fox, le rival de Pitt, l'illustre chef de l'opposition anglaise, ne fut pas des derniers à lui apporter le tribut de son admiration. Il était venu en France immédiatement après le traité d'Amiens. Il s'occupait d'une histoire des Stuarts, et il demanda l'autorisation de faire des recherches dans nos archives diplomatiques. Le premier consul ordonna que tout fût mis à sa disposition. Cet illustre orateur eut de fréquents entretiens avec Bonaparte, qui avait reconnu en lui un bon cœur, une belle âme, des vues larges, généreuses, libérales, pour le bonheur de l'humanité. Napoléon lui portait une véritable affection et une profonde estime; car, en parlant à Sainte-Hélène des hommes d'Etat de l'Angleterre, il disait : « Une demi-douzaine de Fox et de Cornwallis suffirait » pour faire la fortune morale d'une nation. »

Il est impossible de décrire l'enthousiasme produit par le traité avec l'Angleterre, et la reconnaissance que la France vouait alors au premier consul. Les bienfaits de son administration le rendaient encore plus cher au peuple que ses victoires ne l'avaient rendu grand.

Bonaparte profita de la paix pour consolider les institutions qu'il avait créées en Italie. Il était devenu le président de la République italienne. Il organisa aussi les gouvernements de la Suisse et de la Hollande. Dans l'intérieur l'Université française fut rétablie, la Légion-d'Honneur instituée; récompense accordée aux services civils comme aux services militaires. Sa devise, d'une noble simplicité, porta ces seuls mots : *honneur et patrie.*

La prospérité réelle du pays, l'état florissant du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, l'éclat que jetaient sur le pays les progrès des sciences exactes, la renaissance des

lettres et des arts, encouragés par l'établissement des prix décennaux, les partis réduits à l'impuissance, une amnistie générale couvrant tous les délits politiques, rouvrant la France à tous les exilés; tant d'ordre, de repos et de bonheur, devait compenser quelques revers. L'évacuation forcée de l'Egypte, la funeste issue de l'expédition de Saint-Domingue, s'oublièrent ainsi au sein de l'ivresse causée par la pacification générale.

Cependant plus la France avait de prospérité et de repos, plus elle désirait en voir assurer la durée. La raison publique attribuait justement le bonheur général au gouvernement de Bonaparte. L'opinion se prononçait pour qu'il fût maintenu au pouvoir le plus longtemps possible.

Le Sénat, obéissant à ce vœu, prolongea de dix années au delà des dix premières années fixées par la Constitution la durée du Consulat conféré à Bonaparte. Le premier consul répondit à la députation qui fut chargée de lui présenter le décret du Sénat :

« Le suffrage du peuple m'a investi de la suprême magistra-»ture. Je ne me croirais pas assuré de sa confiance, si l'acte »qui m'y retiendrait n'était encore sanctionné par son suffrage.

» Dans les trois années qui viennent de s'écouler, la for-» tune a souri à la République; mais la fortune est incon-» stante : et combien d'hommes qu'elle avait comblés de ses » faveurs ont vécu trop de quelques années!

» L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur semble-» raient avoir marqué le terme de ma vie publique au mo-» ment où la paix du monde est proclamée. Mais la gloire et » le bonheur du citoyen doivent se taire quand l'intérêt de » l'Etat et la bienveillance publique l'appellent.

» Vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice; » je le ferai, si le vœu du peuple me commande ce que votre » suffrage autorise. »

Le Sénat n'avait voté qu'un consulat de dix années. La question, soumise au vote populaire, fut plus complète. *Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie?* Tous les citoyens jouissant des droits politiques (et le nombre alors en était nombreux) furent appelés à faire connaître leur opi-

nion par la voie de registres ouverts dans les municipalités. Toutes les opinions purent s'exprimer librement : 3,577,259 citoyens prirent part à l'élection, C'est la masse la plus grande d'électeurs qui ait jamais été chargée de décider une question. Dans le nombre, 8,374 se prononcèrent contre, et 3,568,885 pour : imposante majorité où il est impossible de ne pas reconnaître l'expression puissante des vœux et des besoins populaires !

La paix d'Amiens n'avait été pour l'Angleterre qu'une suspension d'armes afin de reprendre des forces dans une lutte qui commençait à l'affaiblir, sans alliés et sans le secours des puissances continentales. La paix, aux conditions qu'elle avait été forcée d'accepter, lui était onéreuse : il aurait fallu rendre Malte [1] et évacuer l'Egypte. Elle voulait garder l'une et occuper l'autre. Le moment lui parut favorable pour rompre avec la France, dont l'activité commerciale et l'industrie développée commençaient à inquiéter ses intérêts. La mort de Paul Ier, événement tragique, à laquelle les agents anglais ont été soupçonnés d'avoir pris part, enlevait l'alliance de la Russie au premier consul. L'Autriche, pendant deux années de repos, avait reformé ses armées. Les cours de Berlin et de Naples, que les envoyés britanniques avaient pressenties, paraissaient disposées à prendre part à une coalition nouvelle.

En présence de ses intérêts, le cabinet de Londres fait peu d'attention à ses traités. La guerre recommença.

Fox, dans ses conversations avec le premier consul, avait toujours nié la participation de l'Angleterre au complot qui s'était manifesté par l'attentat du 3 nivôse ; mais cet illustre défenseur des libertés et de l'honneur de son pays n'aurait pas pu réussir à disculper les ministres de Georges III du crime d'avoir trempé dans une conspiration dirigée, après la

[1] La possession de Malte semblait tellement importante à l'Angleterre, que son ambassadeur à Paris osa faire dire au premier consul qu'on le reconnaîtrait roi de France, et qu'il lui serait en outre donné une somme de trente millions s'il voulait céder Malte à l'Angleterre. Bonaparte refusa avec indignation en disant : « Si la nation » française ne m'élit pas roi, je n'emploierai jamais l'influence an- » glaise pour le devenir. »

rupture du traité d'Amiens, non-seulement contre la puissance, mais encore contre la vie de Bonaparte. Leurs vaisseaux avaient débarqué Cadoudal et ses complices sur le territoire français. Heureusement pour la France, cette conspiration échoua comme la précédente. Bonaparte ne devait pas mourir sous le poignard d'un assassin : le gouvernement anglais lui réservait une mort plus lente et plus cruelle.

Cadoudal et quelques-uns de ses complices furent condamnés à mort et subirent leur peine. Mais Napoléon, devenu empereur, signala son avénement au trône en accordant un généreux pardon à huit autres des conjurés. Il dit à madame Armand de Polignac (nom qu'il ne faut pas confondre avec celui du ministre de Charles X) : « Madame, je puis par» donner à votre mari, car c'est à ma vie qu'il en voulait. »

Pourquoi faut-il, après avoir rapporté cet acte de clémence, que nous ayons à terminer le récit des grandes choses faites par le premier consul en rappelant un événement déplorable, la mort du duc d'Enghien?

On sait de quelle façon ce prince fut arrêté, conduit devant un conseil de guerre, condamné et fusillé. L'Empereur à Sainte-Hélène, dans sa large intelligence des obligations imposées à ceux qui tiennent le pouvoir, a voulu être chargé seul de la responsabilité. Pour apprécier jusqu'à quel point cette responsabilité doit peser sur lui, il convient de bien connaître quelles circonstances amenèrent cette catastrophe. Voici des détails exacts qui nous sont communiqués par une personne qui n'a pas quitté Bonaparte à cette époque difficile, et qui a joui de toute sa confiance.

Quand le premier consul se décida à faire arrêter le duc d'Enghien, un volcan était sous ses pieds. On conspirait, et non-seulement il ne pouvait pas atteindre les chefs de la conspiration, mais même ils lui étaient inconnus. Dans cette situation critique, il apprend, par des rapports qu'il devait croire exacts, que le duc d'Enghien a auprès de lui à Ettenheim, non loin de la frontière française, le général Dumouriez, et que, dans la prévoyance des empêchements que les événements de mer ou toute autre cause peuvent apporter au débarquement projeté du duc de Berry, le même duc d'Enghien est le chef désigné pour venir prendre, à son défaut,

le commandement, lorsque les conjurés auront frappé le premier consul. Les révélations de quelques-uns des complices de Cadoudal pouvaient faire croire que ce prince était déjà venu à Paris, et s'était concerté avec les conjurés. La résolution du premier consul fut prise à l'instant; aucune influence ne le décida. Il ne vit que le danger imminent qui menaçait la République, et son devoir comme chef d'un Etat que le complot tendait à renverser de fond en comble. Ses ordres furent donnés avec la rapidité de la foudre, comme au moment décisif d'une bataille. La personne de qui nous tenons ce fait était seule auprès de lui à cette époque; elle a connu ses résolutions; elle a écrit sous sa dictée tous ses ordres. Le duc d'Enghien, dans ses interrogatoires devant le conseil de guerre, avoua qu'il restait à Ettenheim par ordre du gouvernement anglais, dont il recevait une pension. Cet aveu confirma dans l'esprit des juges toutes les conjectures que les rapports précédents avaient fait naître. Il fut condamné. Ah! sans doute, il est permis de croire que, si la lettre que ce prince voulait adresser au premier consul eût été remise, celui-ci se serait ressouvenu de la grande, belle et presque divine prérogative de l'autorité suprême; ah! sans doute, malgré la responsabilité qui pesait sur lui comme chef de l'Etat, malgré la situation grave et terrible de la République, assaillie à la fois dans l'ombre et à force ouverte, malgré l'embarras de conserver prisonnier le duc d'Enghien vivant, malgré l'inconvénient non moins grand de lui rendre une complète liberté, il aurait usé du droit de faire grâce. Bonaparte ne pouvait refuser la vie à un petit-fils du grand Condé.

PAIX GÉNÉRALE. — CONSULAT A VIE.

1800.

15 *juillet.* Armistice de Parsdoff.
5 *septembre.* Reddition de Malte.
22 — Translation du corps de Turenne aux Invalides.
19 *octobre.* Départ du capitaine Baudin pour un voyage autour du monde.
12 et 20 *novembre.* Rupture de l'armistice en Italie et en Allemagne.
1-6 *décembre.* Passage des Alpes tyroliennes par l'armée des Grisons.
3 — Bataille et victoire de Hohenlinden.
16 — Traité de Pétersbourg entre les puissances neutres, pour faire respecter leur pavillon par l'Angleterre.
19-20 — Passage de la Traun. — Occupation de Lintz par l'armée de Moreau.
24 — Explosion de la machine infernale.
25 — Armistice de Steyer.

1801.

16 *janvier.* Armistice de Trévise.
9 *février.* Traité de paix de Lunéville entre la République française, l'Empereur et le Corps Germanique.
21 *mars.* Traité de Madrid entre la France et l'Espagne. — Création du royaume d'Etrurie.
23-24 — Mort de Paul Ier, empereur de Russie.
28 — Paix entre la France et le roi de Naples.
2-9 *avril.* Bombardement de Copenhague par les Anglais.
15 *juillet.* Concordat entre le 1er consul et le pape Pie VII.
26 — Louis de Bourbon, prince de Parme, est proclamé roi d'Etrurie.
4 *août.* Première et infructueuse attaque des Anglais contre la flottille réunie à Boulogne.
15-16 — Deuxième et infructueuse attaque de la flottille.
7 *septembre.* Ouverture de la Diète helvétique à Paris.
29 — Paix entre la France et le Portugal.
1er *octobre.* Traité de St-Ildefonse, entre la France et l'Espagne. Ce traité rend la Louisiane à la France.
8 — Paix entre la France et la Russie.
14 *décembre.* Mise à la voile de l'expédition de St-Domingue.

1802.

26 *janvier.* Bonaparte est nommé président de la République italienne.
25 *mars.* Traité de paix d'Amiens entre la France, l'Espagne et l'Angleterre.
1er *mai.* Création des écoles primaires, des écoles secondaires et des lycées.
8 — Sénatus-consulte qui réélit Bonaparte 1er consul pour dix ans.
19 — Institution de la Légion-d'Honneur.
25 *juin.* Paix entre la France et la Turquie.
2 *août.* Sénatus-consulte organique conférant à Napoléon Bonaparte le titre de consul à vie.
4 — Sénatus-consulte organique de la constitution de l'an VIII.

1803.

19 *fév.* Acte de médiation rendu par le 1er consul pour terminer les différends des cantons suisses.
26 — Lettre de Louis XVIII au premier consul.
8-10 *mars.* Messages du roi d'Angleterre au parlement, annonçant des discussions avec la France et la convocation des milices anglaises.
30 *avril.* Traité de Paris entre la France et l'Union américaine. — Cession de la Louisiane aux Etats-Unis.
13-20 *mai.* Rupture de la paix d'Amiens. — Reprise des hostilités avec l'Angleterre.
27 — Mort du roi d'Etrurie.
3 *juin.* Conquête du Hanovre.
3-20 *novembre.* Bonaparte visite le camp de Boulogne.
30 — Convention de neutralité entre la France, l'Espagne et le Portugal.
— — Evacuation de St-Domingue

1804.

25 *février.* Loi établissant les droits-réunis.
28 — Conjuration et arrestation de Pichegru, Cadoudal, etc.
21 *mars.* Mort du duc d'Enghien
1er *avril.* Retour du cap. Baudin
4 — Etablissement de la société pour la propagation de la vaccine.



L'empereur Napoléon au camp de Boulogne.

ÉLÉVATION A L'EMPIRE. — CAMP DE BOULOGNE.

Les conspirations successives dirigées contre les jours du premier consul, le complot récent de Georges Cadoudal, auquel la participation de l'Angleterre semblait évidente, excitèrent de vives inquiétudes parmi les Français qui désiraient le repos et la prospérité de leur pays. Il était manifeste pour tous que la mort de Bonaparte, en rejetant la France dans le chaos de l'anarchie, deviendrait le signal des dissensions civiles et de la guerre étrangère. La République, aux yeux de la multitude, était impuissante pour comprimer les factions intérieures, et pour repousser les attaques extérieures; elle ne protégeait ni le présent ni l'avenir. Les divers systèmes d'administration publique, basés sur ce mode de gouvernement, que la révolution avait successivement essayés, étaient repoussés par l'opinion. Le nombre de leurs partisans diminuait chaque jour. Le pays n'avait jamais autant possédé de liberté réelle et pratique que depuis l'établissement du gouvernement consulaire. L'égalité devant la loi et pour l'ad-

mission aux emplois était complète. Bonaparte, dont la maxime favorite était *union et oubli*, avait annoncé qu'il ne voulait reconnaître en France d'autre parti que le parti national. Il avait accueilli avec la même bienveillance les hommes des opinions les plus opposées, lorsqu'ils se ralliaient franchement à la cause générale. Chacun d'eux avait été employé suivant sa capacité, et quelques-uns même remplissaient d'importantes fonctions publiques. Le premier consul, en exprimant son noble désir d'une conciliation sincère entre tous les enfants d'une même patrie, avait dit : « J'ouvre » un grand chemin ; quiconque y marchera droit sera pro- » tégé, qui se jettera à droite ou à gauche sera puni. »

La majeure partie des Français, satisfaite des sentiments de liberté et de tolérance qui formaient la règle de l'administration, ne demandait pas autre chose que la continuité du gouvernement fondé par Bonaparte. De l'idée de stabilité et de continuité, il n'y a pas loin à celle d'hérédité. L'opinion publique s'accoutuma donc, peu à peu, à la pensée de trouver une sûreté pour le présent et une garantie pour l'avenir dans l'hérédité du pouvoir accordé au premier consul et à sa famille. Le consulat à vie ne parut pas un gage suffisant de stabilité. L'hérédité seule pouvait couper court aux espérances coupables des divers partis et affermir la tranquillité de la France. Mais, si une magistrature à vie s'éloigne déjà du principe républicain, qui est l'élection, l'hérédité y est tout naturellement opposée. Or, il faut le reconnaître, les hommes mêmes qui avaient pris la plus grande part aux actes administratifs du gouvernement pendant la révolution française, n'avaient pas trouvé dans l'élément démocratique et dans la forme républicaine les moyens d'assurer le repos et de développer la prospérité du pays. Malgré de séduisantes théories, le gouvernement pratique avait été tantôt atroce, tantôt ignoble, toujours incapable. Dans la nation, les classes les plus nombreuses et les plus populaires n'avaient recueilli de ce régime que la terreur, la famine et la misère. Elles confondaient dans une haine égale et les institutions républicaines et les crimes de la révolution, qui avait voulu les établir. Le titre de roi était cependant encore en horreur dans cette partie du peuple. Les classes moyennes, sur lesquelles, après

l'expulsion de la noblesse et la confiscation des biens du clergé, avaient pesé toutes les persécutions et toutes les exactions, regrettaient plus franchement la royauté. Elles aimaient surtout le gouvernement consulaire, parce qu'en raison de son unité compacte et de sa vigueur administrative, il leur rappelait le gouvernement monarchique.

Il restait bien encore quelques âmes fermes et généreuses qui avaient gardé leurs convictions républicaines, et qui ne rendaient pas leur République idéale responsable des crimes réels qui avaient été commis en son nom. Mais c'était un bien petit nombre d'hommes. La monarchie, avec sa stabilité et son ordre, était dans le vœu des masses.

C'est ce que jugèrent fort bien les hommes qui se consacrèrent à l'établissement du gouvernement impérial. Sans doute il y eut parmi eux un grand nombre d'ambitieux guidés par un intérêt égoïste; mais il y eut aussi un plus grand nombre de dignes citoyens sincèrement amis de leur pays, sincèrement attachés à la révolution. Ces hommes honorables avaient compris que l'opinion en France tournait aux idées monarchiques, et que, pour ôter toute chance au rétablissement des Bourbons, dont le retour avec les prétentions et le cortége des émigrés aurait alors inquiété tous les intérêts créés par la révolution et amené dans le pays une conflagration générale, il était nécessaire, sous un titre nouveau, et qui n'effarouchât aucun citoyen, de rétablir le gouvernement monarchique, et de placer la couronne sur la tête d'un homme de la révolution.

Napoléon Bonaparte, quand il n'eût pas été alors à la tête de l'État, était le seul qui fût digne du premier rang par son administration, ses victoires et son génie.

Le Consulat avait sauvé la France de l'anarchie; l'Empire sauva le pays des réactions que la monarchie des Bourbons aurait alors infailliblement amenées. Dans les deux cas, ces changements furent une nécessité et un bonheur.

Quant à la République, le nombre de ceux qui la réclamaient, pour elle-même, avec désintéressement personnel et par conviction sincère, était imperceptible au milieu des masses qui n'en voulaient plus; c'est ce dont les listes des opposants, lors du vote sur l'hérédité impériale, font foi.

L'ambition de Napoléon Bonaparte vit sans doute avec plaisir la marche des événements qui allaient lui donner la couronne. Il la favorisa même. Il savait quel fardeau est la suprême dignité, mais il se sentait la force de le porter. Après avoir recueilli plus de gloire militaire qu'aucun des grands capitaines anciens et modernes, la gloire de fonder un puissant empire était la seule qui fût désirable pour lui. Il était rempli d'un vaste désir de signaler son nom par la splendeur et la prospérité de la France. C'est vers ce noble but que, pendant les neuf années du gouvernement impérial, furent sans cesse dirigées les ressources de sa pensée, les méditations de son esprit, et les conceptions de son génie.

La motion d'élever Napoléon Bonaparte à la dignité impériale, et de déclarer l'empire français héréditaire dans sa famille, partit du Tribunat. Après une discussion, dans laquelle Carnot seul se montra opposé à la proposition, le Tribunat exprima à l'unanimité (moins une voix, celle de Carnot) le vœu suivant :

« Considérant qu'à l'époque de la révolution, où la volonté nationale put se manifester avec plus de liberté, le vœu général se prononça pour l'unité individuelle dans le pouvoir suprême et pour l'hérédité de ce pouvoir;

» Que la famille des Bourbons ayant, par sa conduite, rendu le gouvernement héréditaire odieux au peuple, en fit oublier les avantages et força la nation à chercher une destinée plus heureuse dans le gouvernement démocratique;

» Que la France, ayant éprouvé les divers modes de ce gouvernement, ne recueillit de ces essais que le fléau de l'anarchie;

» Que l'État était dans le plus grand péril lorsque Bonaparte, ramené par la Providence, parut tout à coup pour le sauver;

» Que, sous le gouvernement d'un seul, la France a recouvré au dedans la tranquillité, et acquis au dehors le plus haut degré de considération et de gloire;

» Que les complots formés par la maison de Bourbon, de concert avec un ministère, implacable ennemi de la France,

l'ont avertie du danger qui la menace, si, en venant à perdre Bonaparte, elle restait exposée aux agitations inséparables d'une élection ;

» Que le consulat à vie, et le droit accordé au premier consul de désigner son successeur, ne sont pas suffisants pour prévenir les intrigues intérieures et étrangères, qui ne manqueraient pas de se former lors de la vacance de la magistrature suprême ;

» Qu'en déclarant l'hérédité de cette magistrature, on se conforme à la fois à l'exemple des grands Etats anciens et modernes, et au premier vœu que la nation exprima en 1789 ;

» Qu'éclairée par l'expérience, elle revient à ce vœu plus fortement que jamais, et le fait éclater de toutes parts ;

» Qu'on a toujours vu, dans toutes les révolutions politiques, les peuples placer le pouvoir suprême dans la famille de ceux auxquels ils devaient leur salut ;

» Que quand la France réclame, pour sa sûreté, un chef héréditaire, sa reconnaissance et son affection appellent Bonaparte ;

» Que la France conservera tous les avantages de la révolution par le choix d'une dynastie aussi intéressée à la maintenir que l'ancienne le serait à la détruire ;

» Que la France doit attendre de la famille Bonaparte, plus que d'aucune autre, le maintien des droits et de la liberté du peuple qui la choisit, et toutes les institutions propres à les garantir ;

» Qu'enfin il n'est point de titre plus convenable à la gloire de Bonaparte, et à la dignité du chef suprême de la nation française, que le titre d'Empereur ;

» Le Tribunat, exerçant le droit qui lui est attribué par l'article 29 de la Constitution, émet le vœu :

» 1° Que Napoléon Bonaparte, premier consul, soit proclamé empereur des Français, et en cette qualité chargé du gouvernement de la République française ;

» 2° Que le titre d'empereur et le pouvoir impérial soient héréditaires dans sa famille, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture ;

» 3° Qu'en faisant dans l'organisation des autorités constituées les modifications que pourra exiger l'établissement

du pouvoir héréditaire, l'égalité, la liberté, les droits du peuple, soient conservés dans leur intégrité. »

Au moment où le vœu du Tribunat avait été connu, le Corps législatif n'était pas rassemblé; mais la presque totalité des députés se trouvait à Paris. Ils se réunirent chez leur président, et exprimèrent, par une adresse qui fut rendue publique, qu'ils adhéraient aux sentiments exprimés par l'orateur du Tribunat, et qu'ils exprimaient en conséquence le vœu formel que Napoléon, premier consul, fût proclamé empereur.

La proposition du Tribunat, appuyée de l'adresse du Corps législatif, fut solennellement communiquée au Sénat, et adoptée à l'unanimité dans une séance extraordinaire, tenue sous la présidence du second consul Cambacérès. Le même jour, on décréta un sénatus-consulte organique, destiné à fixer les formes du nouveau gouvernement qu'on allait proclamer.

Le Sénat, en corps, porta à Saint-Cloud et présenta à Napoléon l'acte constitutionnel qui venait d'être dressé.

Napoléon répondit à Cambacérès, qui le lui remit :

« Tout ce qui peut contribuer au bien de la patrie est es-
» sentiellement lié à mon bonheur. J'accepte le titre que
» vous croyez utile à la nation.

» Je soumets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité :
» j'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs
» dont elle environne ma famille : dans tous les cas, mon
» esprit ne sera plus avec ma postérité, le jour où elle cesse-
» rait de mériter l'amour et la confiance de la grande nation. »

L'Empereur prêta ensuite, conformément à la Constitution, un serment ainsi conçu :

« Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la République, de respecter et de faire respecter les lois du concordat et de la liberté politique et civile, l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux, de ne lever aucun impôt, de n'établir aucune taxe qu'en vertu de la loi, de maintenir l'institution de la Légion-d'Honneur, de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français. »

Le lendemain, l'Empereur nomma les maréchaux et les

grands dignitaires de l'Empire, dont la création était ordonnée par la Constitution.

Le prince Joseph Bonaparte reçut le titre de grand électeur, le prince Louis celui de connétable. Les deux consuls, Cambacérès et Lebrun, furent nommés, l'un archichancelier, l'autre architrésorier de l'Empire.

Les maréchaux furent choisis parmi les généraux qui s'étaient illustrés en commandant en chef les armées françaises : c'étaient Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust et Bessières. Quatre sénateurs, généraux également signalés par des victoires, furent honorés du même titre, Kellermann, Lefebvre, Pérignon et Serrurier.

Napoléon portait dans les choses les plus simples en apparence le cachet de son esprit : lorsqu'il s'agit de choisir les armes de l'Empire, on en délibéra dans le Conseil d'Etat, en sa présence. Les uns proposaient le lion, roi des animaux, ceux-ci les abeilles d'or des Mérovingiens, d'autres le coq gaulois. L'Empereur prit la parole : « Votre coq, dit-il, est » un animal qui vit sur le fumier, et se laisse manger par le » renard. Je n'en veux pas. Prenons l'aigle, c'est l'oiseau qui » porte la foudre, et qui regarde le soleil en face. Les aigles » françaises sauront se faire respecter comme les aigles ro» maines. »

Peu de temps après son élévation à l'Empire, Napoléon, qui venait de recevoir l'hommage et l'adhésion de toutes les villes de France et de tous les corps de l'Etat, quitta Paris pour aller à Boulogne reconnaître la situation des préparatifs menaçants qu'il avait ordonnés contre l'Angleterre. Il voulait aussi pour la première fois montrer l'Empereur à l'armée, et il se fit accompagner par ses frères Joseph et Louis, ainsi que par les grands dignitaires et les grands officiers de l'Empire.

Avant de rapporter les circonstances de ce voyage mémorable, il convient de dire quelques mots de la flottille et de l'armée que Napoléon allait visiter.

La rupture du traité d'Amiens avait été suivie de l'invasion et de la conquête du Hanovre, propriété de famille du roi Georges III.

Le projet de descente en Angleterre, conçu par Bonaparte en 1801, fut repris en 1803 avec plus de chaleur que jamais. La capture des bâtiments de commerce français dans les mers de l'Inde et de l'Amérique, faite par les Anglais sans déclaration de guerre préalable, avait excité à un haut degré l'indignation de toutes les villes maritimes de France. La guerre, dès son début, eut un caractère national. Les dons patriotiques vinrent au secours du gouvernement pour l'aider à la construction et au gréement de la flotte destinée à porter dans la Grande-Bretagne les vengeurs du nom français. Tous les corps de l'Etat, le Sénat, le Tribunat, le Corps législatif votèrent des souscriptions pour des vaisseaux de ligne. Les conseils généraux des départements imitèrent cet exemple. Les conseils d'arrondissement et les grandes villes offrirent des frégates ; les communes d'un ordre secondaire, des corvettes, des bricks et des goëlettes ; enfin toutes les autres, suivant leur importance et leur population, une prame, une péniche, un bateau plat ou une chaloupe canonnière. Tous les bateaux votés de la sorte ne furent pas construits, le nombre en eût été trop considérable ; mais les fonds destinés à leur construction furent appliqués aux dépenses d'armement et d'entretien de la flottille. Les constructions eurent lieu avec la plus grande activité : pour les vaisseaux de haut bord et de guerre, dans tous les ports militaires et marchands ; et pour les bateaux de la flottille, sur les bords de toutes les rivières dont le lit offrait plus de trois pieds de profondeur (soit qu'elles se déchargeassent directement dans la mer, ou qu'elles fussent affluentes de la Seine, de la Loire, de la Garonne et du Rhin). On établit partout des chantiers et des cales de construction. Paris devint même pour un moment un arsenal maritime. Les habitants de la capitale eurent plusieurs fois par semaine pendant quelques mois le spectacle majestueux du lancement d'un navire à l'eau. Enfin si notre marine eût jamais pu reprendre son importance, le patriotisme, qui enfante des miracles, la lui aurait rendue alors.

La flottille de débarquement, réunie à Boulogne, se composait de deux mille trois cent soixante-cinq bâtiments de toute espèce. On y comptait vingt prames, bâtiments à trois mâts de 110 pieds de long et de 25 de large, gréés comme les cor-

vettes et portant douze canons de 24; trois cents chaloupes canonnières de première grandeur (76 pieds sur 17), armées de 3 pièces de 24 et d'un obusier de 8 pouces; trois cent cinquante chaloupes canonnières de deuxième grandeur (60 pieds sur 10), armées à chaque bout d'une pièce de 24, et d'une pièce de campagne; et enfin quatre cents péniches d'égale dimension que les chaloupes de deuxième grandeur, mais ne portant qu'un obusier de 6 pouces et une pièce de 4.

Cette flottille, montée par douze mille marins, devait suffire au transport d'une armée de cent soixante mille hommes et de dix mille chevaux, munie de six cent cinquante pièces d'artillerie (canons et obusiers) et de quinze jours de vivres de campagne.

Le ralliement, à Boulogne, à Wimereux, à Étaples et à Ambleteuse, des bâtiments de transport réunis par divisions dans des rades différentes sur tous les points de la côte de France, depuis la Hollande jusqu'à Bayonne, s'effectua avec succès malgré la vigilance et les efforts des croisières ennemies. Cette opération donna lieu à un grand nombre de petits combats où la fortune se montra presque toujours favorable à nos braves marins.

L'armée, comme la flottille, divisée en six grands corps, et placée sous les ordres du maréchal Soult, était campée sur les hauteurs qui couronnent Boulogne et ses environs, chaque corps dans le voisinage de la rade où mouillait la division de la flottille désignée pour son embarquement. Les dispositions avaient été si bien prises, que cette opération, difficile et compliquée, pouvait, ainsi que celle des débarquements, se faire en une heure et demie. L'Empereur, pendant son séjour à Boulogne, en fit deux fois répéter la manœuvre en sa présence, et chaque fois elle fut effectuée avec l'ensemble le plus parfait et la plus satisfaisante précision.

L'aspect des camps de chaque corps offrait un spectacle très-pittoresque. C'étaient comme autant de villes militaires où les rues étaient marquées par les lignes parallèles, soit de tentes rayées de blanc et de bleu, soit de baraques élégantes et solidement construites. Chaque rue tracée au cordeau portait le nom d'un guerrier mort au champ d'honneur. Des colonnes de stuc ou de verdure, des statues, des pyramides,

des obélisques, des faisceaux d'armes décorés pour la plupart d'inscriptions à la louange du vainqueur de l'Italie et de l'Egypte, des jardins soigneusement cultivés, des parterres émaillés de fleurs, de verts gazons dont la fraîcheur était incessamment entretenue par des sources limpides ou par l'eau de puits creusés avec adresse, ornaient ces villes improvisées. Tout y était l'ouvrage des soldats. Chaque régiment avait son jardin, chaque compagnie son parterre et son potager ; dans les endroits marécageux, des saignées pratiquées avec art dans le sable préservaient de l'humidité les baraques des troupes; de vastes et belles chaussées assuraient les communications avec les villages voisins. Les soldats, dont les journées se trouvaient remplies par les exercices militaires et par les travaux de culture de leurs jardins, étaient gais et bien portants. La plus grande union, la plus franche cordialité régnait dans tous les corps de l'armée, dont l'émulation se manifestait par la création multipliée d'établissements utiles ou agréables, rivalité noble dans son principe, et heureuse dans ses résultats !

Pendant les premiers travaux de construction des bateaux sur les bords des fleuves de l'intérieur, les Anglais s'étaient moqués de nos préparatifs d'attaque. Leurs caricatures, après avoir rassuré les oisifs de Londres, avaient égayé ceux des rives de la Seine. Mais bientôt la flottille de Boulogne inspira d'autres pensées, les alarmes succédèrent à la sécurité. On comprit que l'armement dont on s'était raillé était chose sérieuse. On craignit que les Français ne profitassent d'un moment favorable pour aborder les côtes d'Angleterre. On prit des mesures extraordinaires et dont l'énergie prouva l'étendue des inquiétudes populaires. Toutes les voitures et tous les chevaux furent mis à la disposition du Gouvernement. La levée en masse fut ordonnée. La partie de cette immense milice qu'on ne put armer de fusils reçut des piques et des coutelas. Les côtes se garnirent d'artillerie. Des fortifications furent commencées autour de Londres. Toute la Grande-Bretagne, naguère si confiante dans ses moyens naturels de défense, si orgueilleuse de sa ceinture de flots et de rochers, devint comme un vaste camp, où tous les citoyens, soldats par la crainte, s'effrayaient encore les

uns les autres en se communiquant leurs appréhensions toujours croissantes. L'agriculture était négligée : les ateliers déserts, et les magasins encombrés de produits de l'industrie et des manufactures restés sans débouchés. La ruine du commerce anglais était imminente.

Le ministère britannique, pour détruire la cause des alarmes du peuple anglais, eut recours à des moyens jusqu'alors considérés comme odieux à la guerre. Après avoir reconnu l'impossibilité de mettre à exécution un projet conçu pour fermer, au moyen de navires chargés de pierres et coulés bas, le chenal des ports où la flottille était mouillée, l'amirauté anglaise fit préparer une immense quantité de brûlots, de catamarans et de machines infernales de tous les genres, soit pour les lancer contre les bâtiments français dans la rade de Boulogne, soit pour les conduire à la faveur de la nuit jusque dans les jetées de ce port, au milieu duquel, poussés par la marée montante, ils eussent fait explosion. Lord Melville, premier lord de l'amirauté, vint lui-même à bord du vaisseau de l'amiral Keith, devant Boulogne, afin de surveiller l'exécution de ces plans ; tandis que le reste du ministère anglais se transporta sur la côte opposée à celle de France, afin de pouvoir jouir, quoique d'un peu plus loin, du spectacle magnifique que devait offrir pendant la nuit l'incendie de la flottille française. Mais heureusement, et malgré des tentatives réitérées, aucune des inventions infernales n'eut de succès. Les brûlots n'occasionnèrent aucun incendie parmi les bâtiments de la flottille. Les catamarans et les machines firent explosion sans causer d'autre perte que celle d'une péniche, dont l'équipage se hasarda à aborder un des bâtiments qui les portaient. Le ministre anglais dut retourner à Londres avec la honte d'avoir échoué dans un projet horrible et lâche.

L'Empereur arriva à Boulogne le 19 juillet : il consacra les premiers jours qui suivirent son arrivée à visiter les camps, les rades, les divisions de la flottille, et à faire répéter aux troupes les manœuvres d'embarquement et de débarquement. Il se montra satisfait de l'activité et du zèle apporté

dans tous les travaux. Il fut témoin d'un combat naval et dirigea une attaque de notre flottille contre la ligne d'embossage des vaisseaux ennemis.

Avant son départ de Paris, Napoléon avait présidé à l'inauguration de la Légion-d'Honneur et reçu le serment des grands dignitaires de l'ordre, dans l'église des Invalides, au milieu des trophées militaires conquis par nos armes. Cette brillante cérémonie devait se renouveler au camp de Boulogne. Le 15 août, jour de la naissance de l'Empereur, avait été fixé pour une grande distribution de croix de la Légion-d'Honneur, non-seulement à l'armée, mais encore à un grand nombre de fonctionnaires civils qui avaient été invités à se rendre à Boulogne pour cet objet.

Napoléon, considérant la Légion-d'Honneur comme une des institutions qui devaient consolider le trône impérial, voulait donner à cette cérémonie tout l'appareil et le grandiose dont les lieux, le temps et la circonstance étaient susceptibles. L'armée, à qui la fête était spécialement consacrée, s'était chargée d'en préparer l'exécution.

On avait choisi pour cette fête un terrain voisin du palais ou plutôt de la baraque de l'Empereur, car Napoléon était venu demeurer au milieu de ses soldats, dans une habitation construite, comme les leurs, en planches et en terre. C'était un vaste espace faisant face à la mer, et présentant naturellement la forme d'un amphithéâtre semi-circulaire propre à contenir les cent mille hommes qui devaient à la fois former ce spectacle extraordinaire et en jouir. Les gradins de cet immense amphithéâtre étaient figurés par les mouvements naturels du terrain. L'infanterie devait s'y placer en colonnes, et la cavalerie se déployer en ligne sur la hauteur. Le centre de l'espace ne devait contenir que les états-majors généraux, et les drapeaux des corps placés en avant des légionnaires qui devaient prêter le serment. Au milieu, entouré par la garde impériale et la musique des régiments, s'élevait un tertre dans le goût antique, tel que dans les camps romains on en dressait aux Césars lorsque ceux-ci voulaient haranguer l'armée. Ce tertre était orné d'étendards et de drapeaux surmontés d'aigles d'or. A son centre, et posé sur des gradins, le siége antique du roi Da-

gobert, qui devait servir de trône à l'Empereur, était appuyé à un trophée d'armes composé de drapeaux, d'étendards et de guidons pris dans les batailles de Montenotte, de Lodi, d'Arcole, de Rivoli, de Castiglione, des Pyramides, du Mont-Thabor, d'Aboukir, de Marengo. Au milieu de ce groupe, brillait l'armure en pied des électeurs de Hanovre, et le tout était surmonté d'une immense couronne de lauriers d'or, sur laquelle s'agitaient les queues pourprées des guidons des beys d'Egypte.

Les décorations qui devaient être distribuées aux légionnaires avaient été placées dans le casque de Duguesclin et dans le bouclier de Bayard.

Le 15 août, le soleil, que d'épais nuages avaient tenu caché la veille, se leva sur l'horizon, brillant de tout son éclat, et fut salué par les cris de joie de l'armée. A neuf heures, les troupes, parties de leurs camps divers, vinrent en colonne occuper l'espace qui leur était destiné. A midi l'Empereur sortit de sa baraque : une salve générale d'artillerie annonça son arrivée au lieu de la cérémonie.

Lorsque Napoléon parut, deux mille tambours battirent aux champs, et ne purent couvrir les bruyantes acclamations des soldats et des citoyens qui exprimaient leur enthousiasme. Bientôt un roulement ayant annoncé que la solennité allait commencer, un profond et respectueux silence s'établit. L'Empereur prit place sur son trône. A ses côtés vinrent se ranger ses deux frères, Joseph et Louis, le grand amiral Murat, les ministres, les maréchaux de l'Empire, les grands officiers de la couronne, les colonels généraux, les sénateurs présents à Boulogne. Derrière cette foule brillante étaient des capitaines de chaque corps de l'armée, tenant chacun un drapeau déployé. Les aides de camp de Napoléon, disposés sur les marches du trône, étaient là pour recevoir et transmettre ses ordres, et plus bas on remarquait des légionnaires déjà décorés, entourant deux trophées formés de drapeaux et d'étendards conquis sur l'ennemi.

Le grand-chancelier de la Légion-d'Honneur, ayant pris les ordres de l'Empereur, prononça un discours, dans lequel il s'attacha principalement à relever le mérite de cette

institution toute nationale, et à faire connaître l'étendue des devoirs qu'elle imposait aux légionnaires.

Napoléon, se levant ensuite de son trône, prononça la formule de serment que devaient prêter les membres de la Légion. Ceux-ci s'écrièrent unanimement : *Nous le jurons*, et, par un mouvement spontané, toute l'armée répéta ce serment de fidélité et de dévouement. Les cris de *vive l'empereur Napoléon !* retentirent dans tous les rangs ; les soldats agitaient en l'air leurs armes et leurs bonnets. Ce fut au milieu de cette explosion de l'enthousiasme universel que les grands officiers, les commandants, les officiers et les simples légionnaires s'approchèrent successivement du trône, et reçurent individuellement, des mains de l'Empereur, la décoration de la Légion.

Au moment où la cérémonie finissait, lorsque les colonnes d'infanterie se déployaient, en se prolongeant sur les coteaux pour venir ensuite défiler par pelotons devant le trône, une division de cinquante voiles, avant-garde de la flottille du Havre, parut à la hauteur du cap d'Alprek. Tous les regards se portèrent sur la mer, et l'enthousiasme prit un nouveau degré d'exaltation. On crut voir l'Océan, par l'arrivée d'un convoi impatiemment attendu depuis plusieurs mois, payer aussi son tribut à l'Empereur.

Napoléon resta encore quelques jours au camp de Boulogne et sur les côtes ; ensuite, dirigeant sa marche par la Belgique, il alla visiter les nouveaux départements de la rive du Rhin, et rejoignit à Mayence l'impératrice Joséphine.

Enfin, après une absence de trois mois, pendant laquelle, au milieu d'occupations incessantes, de visites militaires, d'entretiens administratifs, il avait arrêté l'organisation de l'Ecole Polytechnique, celle de l'Ecole des ponts et chaussées et des Ecoles de Droit, fondé les prix décennaux, hautes récompenses promises aux sciences, aux lettres et aux arts, et préparé, dans ses conférences à Mayence, les éléments de la future confédération germanique et la dissolution du saint empire romain, il rentra à Saint-Cloud le 12 octobre.

Le 1er décembre suivant, le président du Sénat présenta à l'empereur le plébiscite qui confirmait dans sa famille l'hérédité de la dignité impériale.

La question posée au peuple avait été ainsi rédigée : « Le » peuple veut l'HÉRÉDITÉ DE LA DIGNITÉ IMPÉRIALE dans la » descendance directe, naturelle, légitime et adoptive de » NAPOLÉON BONAPARTE, et dans la descendance directe, » naturelle et légitime de JOSEPH BONAPARTE et de LOUIS » BONAPARTE, ainsi qu'il est réglé par le sénatus-consulte » du 28 floréal an XII. »

Afin de recevoir les votes, des registres, dont le nombre était de soixante et un mille neuf cent soixante-huit, avaient été ouverts aux secrétariats de toutes les municipalités, aux greffes de tous les tribunaux, chez tous les juges de paix et chez tous les notaires.

Les citoyens appelés à donner leur vote étaient ceux qui avaient eu le droit de voter la constitution.

Trois millions cinq cent soixante-quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit se présentèrent. Dans ce nombre, *deux mille cinq cent soixante-neuf* votèrent contre (le consulat à vie avait trouvé huit mille trois cent soixante-quatorze opposans), et TROIS MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT-NEUF votèrent pour.

Vœu populaire reçut-il jamais une plus imposante sanction! Tout y est clair et manifeste. La question est nettement posée et nettement résolue. Ce ne sont point des mandataires du peuple, prenant, pour étendre leur mandat, prétexte de l'urgence et de la nécessité. Ici, point de précipitation préméditée; c'est le peuple qui délibère et qui prononce avec lenteur, réflexion et liberté. Chacun vote sur ce qu'il a le droit de voter, et sur ce qu'il a été appelé à voter.

En présentant cet éclatant résultat de l'appel fait au peuple, d'après le désir exprimé par l'Empereur lui-même, le président du Sénat dit à Napoléon :

« Les actes (votes) sont contenus dans soixante mille re- » gistres qui ont été vérifiés et dépouillés avec scrupule. Il » n'y a point de doute sur l'état, ni sur le nombre de ceux qui » ont émis leurs voix, ni sur le droit que chacun d'eux avait » de la donner, ni sur le résultat de ce suffrage universel. »

RESUME CHRONOLOGIQUE.

ÉLÉVATION A L'EMPIRE. — CAMP DE BOULOGNE.

1804.

13 *avril.* Reprise des préparatifs faits à Boulogne pour une descente en Angleterre.

28 — Massacre des blancs à St-Domingue, après l'évacuation de l'île par les troupes françaises. Le général Leclerc, beau-frère du 1er consul, et commandant l'armée d'expédition, y était mort, et avait été remplacé par le général Rochambeau.

30 — Motion faite au Tribunat de conférer la dignité impériale au premier consul.

4 *mai.* Adoption de cette proposition.

18 — Sénatus-consulte organique qui déclare Napoléon empereur des Français, et lui défère la dignité impériale héréditaire. Etablissement des colléges électoraux et d'une haute cour impériale.

19 — Création des maréchaux de l'Empire.

20 — Proclamation de NAPOLÉON Ier empereur des Français.

10 *juin.* Jugement de Cadoudal et de ses complices. Cadoudal protesta qu'il avait voulu non pas assassiner, mais combattre le 1er consul.

— — Jugement et condamnation de Moreau.

16 — Pardon accordé par Napoléon à huit des coaccusés de Cadoudal, à MM. de Rivière, de Polignac, Bouvet de Lozier, Charles de Lozier, Rochelle Gailliard, Russillion et Lajolais.

23 — Décret impérial qui dissout deux congrégations de jésuites qui s'étaient introduits en France sous le nom de *Peres de la Foi* et de *Paccanaristes.*

14 *juillet.* Inauguration de la Légion-d'Honneur.

16 — Nouvelle organisation de l'Ecole Polytechnique. — Création de chaires de grammaire, de belles-lettres et de topographie.

18 — L'Empereur quitte Paris pour aller visiter successivement les camps d'Ambleteuse, Calais, Dunkerque, Ostende et Boulogne.

19 — Il arrive à Boulogne.

1-2 *août* Bombardement du Havre par les Anglais. — Ce bombardement y cause peu de dommages.

11 — L'empereur d'Allemagne, François II, ajoute à ses titres celui d'empereur héréditaire d'Autriche.

15 — L'Empereur distribue des croix de la Légion-d'Honneur à l'armée réunie à Boulogne.

26 — Combat naval en présence de l'Empereur.

31 — Le chargé d'affaires de Russie quitte Paris.

2 *septembre.* L'ambassadeur de Suède quitte Paris.

1-2 *octobre.* L'amiral Keith fait une tentative infructueuse pour incendier et détruire la flottille de Boulogne.

12 — Retour de l'Empereur à Paris.

25 *novembre.* Arrivée de Pie VII à Fontainebleau pour le sacre de l'Empereur.

1er *décembre.* Le Sénat présente à l'Empereur le plébiscite qui reconnaît la dignité impériale dans la famille Bonaparte.



Couronnement et Sacre de Napoléon.

NAPOLÉON EMPEREUR ET ROI.

En rétablissant en France l'ordre au lieu de l'anarchie, Napoléon, qui considérait le sentiment religieux comme la première garantie morale des sociétés, avait rendu à l'Église catholique son éclat et son indépendance. Pie VII, lorsqu'il consentit à venir le sacrer à Paris, cédait à l'impulsion d'une juste reconnaissance : ce vénérable pontife, animé d'une charité toute chrétienne, rempli d'une philosophie éclairée, était, d'après ce qu'en a dit l'empereur lui-même, *un bon, doux et brave homme*. Déjà évêque d'Imola, il avait pris le général Bonaparte en affection.

L'empereur alla au-devant de lui, jusque sur la route de Fontainebleau, et le logea dans son palais des Tuileries, où il lui avait fait préparer un magnifique appartement. Pendant les jours qui précédèrent le couronnement, le Pape reçut les hommages de toutes les autorités de la capitale, et des hommes les plus distingués du pays. Il se concilia réellement l'estime générale : tout Paris rendait justice à ses ver-

tus chrétiennes. On accueillait avec faveur ses plus simples paroles. Chacun répétait avec empressement cette réponse noble et touchante qui suffit pour donner une haute idée du caractère personnel de ce digne pontife. Il traversait une salle du palais, distribuant ses bénédictions aux personnes que la piété ou la curiosité avait appelées sur son passage ; la foule était à genoux ; un jeune homme seul, resté debout, affectait, en se détournant, de mépriser la bénédiction du Pape ; Pie VII s'avança, et, allongeant son bras vers lui, dit avec une douce bonté : « Recevez-la toujours, monsieur, » la bénédiction d'un vieillard ne fait jamais de mal. »

On peut croire qu'en venant à Paris, comme un nouvel Etienne III, sacrer un nouveau Pepin le Bref, le Pape avait aussi conservé quelque espérance d'obtenir de Napoléon divers dédommagements en échange d'une complaisance aussi signalée : la cour de Rome n'abandonne jamais ses plus anciennes prétentions, et les victoires des armées républicaines avaient fait plus d'une brèche au patrimoine de Saint-Pierre. L'empereur nous a laissé lui-même sur ces espérances, qui furent déçues, un écrit plein de malice et de gaieté que nos lecteurs reliront avec plaisir.

« Quelque temps avant mon couronnement, dit-il, le Pape voulut me voir, et tint à se rendre lui-même chez moi. Il avait fait bien des concessions. Il était venu à Paris me couronner; il consentait à ne pas me poser lui-même la couronne sur la tête ; il me dispensait de communier en public avant la cérémonie : il avait donc, selon lui, bien des récompenses à attendre en retour ; aussi avait-il rêvé d'abord la Romagne, les Légations, etc.; mais, après une ou deux tentatives mal accueillies, il commença à soupçonner qu'il faudrait renoncer à tout cela. Il se rabattit alors sur une bien petite grâce, seulement à voir signer un titre ancien, chiffon bien usé, que ses prédécesseurs tenaient de Louis XIV. « Faites-moi ce plaisir, dit-il, au fond cela ne signifie rien. » — Volontiers, très-cher Père ; et la chose sera faite si elle » est faisable,» lui répondis-je. Or, son chiffon mutilé, c'était une déclaration dans laquelle Louis XIV, sur la fin de ses jours, vaincu par les instances de madame de Maintenon, ou gagné par ses confesseurs, désapprouvait les arti-

cles de 1682, bases des fameuses libertés de l'Eglise gallicane. Je lus la pièce, et je dis malignement à Pie VII que je n'avais, quant à lui, aucune objection personnelle à faire, mais qu'il était bon toutefois, pour la règle, d'en parler aux évêques et au Conseil d'Etat; sur quoi le Pape se tuait de répéter que ce n'était nullement nécessaire, que cela ne méritait pas tant de bruit. « Je ne montrerai jamais cette signa» ture, disait-il, pas plus qu'on n'a montré celle de Louis XIV.
» — Mais si cela ne signifie rien, repris-je, à quoi bon me
» faire signer? Et si cela peut signifier quelque chose, il
» faut bien décemment que je consulte mes docteurs. » L'argument était sans réplique; le pauvre Pape honteux et confus..... n'insista pas. »

Tout avait été disposé à Paris, avec grandeur et avec luxe, pour la double cérémonie du sacre et du couronnement : l'Empereur avait fait à la cathédrale, dépouillée par les rapines révolutionnaires, présent de tous les objets nécessaires au service divin, de vases sacrés en métaux précieux et enrichis de diamants, et d'ornements sacerdotaux magnifiques. (Ces riches objets forment encore le trésor du chapitre de Notre-Dame.)

Indépendamment d'une multitude de curieux et d'étrangers attirés par la solennité qui se préparait, des députations de toutes les autorités administratives et judiciaires, de toutes les gardes nationales de l'empire, de tous les corps militaires, les présidents des arrondissements et des cantons de chaque département, les maires des principales villes étaient réunis dans la capitale.

La cérémonie du sacre eut lieu le 2 décembre, et les fêtes données à cette occasion dépassèrent tout ce que l'imagination avait pu se figurer.

Le Pape, l'Empereur et l'Impératrice, accompagnés d'un cortége imposant, se rendirent, à travers un concours immense de spectateurs, à l'église métropolitaine de Notre-Dame. Pie VII officia pontificalement, avec toute la pompe de l'Eglise romaine. Napoléon et Joséphine furent oints de l'huile sainte sur le front et sur les deux mains; en faisant cette triple onction, le Saint-Père récita l'oraison : « Dieu
» tout-puissant et éternel....., répandez par vos mains le tré-

» sor de vos grâces et de vos bénédictions sur votre servi-
» teur Napoléon, que, malgré notre indignité personnelle,
» nous consacrons aujourd'hui empereur en votre nom. »
En attendant que les autres prières du sacre fussent achevées, l'Empereur et l'Impératrice se reposèrent et restèrent assis sur leur trône. Ils se levèrent et s'avancèrent une seconde fois vers l'autel pour la cérémonie du couronnement. Dès que le Pape eut béni les deux couronnes, Napoléon, saisissant brusquement celle qui lui était destinée, se la plaça lui-même sur la tête, comme pour donner à entendre qu'il ne la tenait que de Dieu et de son épée. (Charlemagne, moins hardi, avait reçu la sienne des mains du Pape; mais Napoléon voulait éviter tout ce qui aurait pu ressembler à une sujétion spirituelle à la cour de Rome.) Il prit ensuite l'autre couronne et la posa sur le front de l'Impératrice, qui était restée à genoux au pied de l'autel.

Lorsque l'office divin fut terminé, l'Empereur, assis, la couronne sur la tête et la main sur le livre des Évangiles, prononça de nouveau devant les trois présidents du Sénat, du Corps législatif et du Tribunat, le serment qu'il avait déjà prêté en recevant l'acte constitutionnel de l'Empire (voyez page 182).

Le chef des hérauts d'armes s'écria ensuite d'une voix forte et élevée : « Le très-glorieux et très-auguste empereur
» Napoléon, empereur des Français, est couronné et intro-
» nisé : *Vive l'Empereur!* » Au même instant, d'unanimes cris de *Vive l'Empereur! vive l'Impératrice!* firent retentir les voûtes de la vaste basilique. Les deux époux sortirent de l'église au bruit des mêmes acclamations, et retournèrent aux Tuileries, suivis du cortége brillant qui les avait accompagnés à Notre-Dame. Pendant trois jours ce ne furent dans Paris que fêtes nationales et réjouissances particulières ; l'expression de la joie publique se manifesta d'une manière unanime.

La journée du 5 décembre, la troisième des fêtes du couronnement, fut consacrée à la distribution des nouvelles enseignes qui devaient conduire nos guerriers à la victoire. Cette cérémonie eut lieu dans le Champ-de-Mars, vaste en-

ceinte dont le souvenir se rattache à toutes les époques mémorables de notre révolution. Le trône impérial, placé dans une tribune qui s'élevait à la hauteur des appartements du palais de l'Ecole-Militaire, était entouré à droite et à gauche de siéges destinés aux membres des trois corps de l'Etat et aux personnages les plus distingués de l'empire. L'intérieur du Champ-de-Mars contenait les députations des corps de l'armée, de la marine et de la garde nationale. La foule des spectateurs couronnait les terre-pleins qui entourent cette plaine immense. A un signal donné, toutes les colonnes de l'armée se mirent en mouvement et s'approchèrent du trône, au pied duquel se trouvaient les nouveaux étendards et les drapeaux surmontés d'un aigle, que portaient des officiers ou des présidents de colléges électoraux des départements. L'Empereur se leva; un silence respectueux attendait ses paroles : « Soldats, dit-il, avec une voix » forte et qui fit vibrer toutes les âmes, voilà vos drapeaux; » ces aigles vous serviront toujours de point de ralliement; » elles seront partout où votre empereur les jugera néces- » saires pour la défense de son trône et de son peuple : vous » jurez de sacrifier vos vies pour les défendre et de les » maintenir constamment par votre courage sur le chemin » de la victoire; vous le jurez? » — « Nous le jurons, » répétèrent d'un cri unanime les présidents des colléges et les officiers de l'armée, en agitant les aigles qu'ils allaient remettre aux mains des braves. Les députations de chaque régiment s'avancèrent ensuite et reçurent, au milieu des plus vives acclamations, ces drapeaux glorieux qu'ils ne devaient rapporter dans la patrie que noircis par la poudre et déchirés par la mitraille, après leur avoir fait visiter toutes les capitales de l'Europe. Cette grande solennité toute militaire n'eut pas moins d'éclat que la cérémonie civile, religieuse et surtout sociale, du couronnement.

Peu de jours après l'Empereur présida à l'ouverture du Corps législatif, et manifesta, dans un discours qui fut accueilli avec un vif espoir, les sentiments dont il était animé.

« Princes, magistrats, soldats, citoyens, nous n'avons tous » dans notre carrière qu'un seul but : l'intérêt de la patrie.

» Si ce trône, sur lequel la Providence et la volonté de la
» nation m'ont fait monter, est cher à mes yeux, c'est parce
» que seul il peut défendre et conserver les intérêts les plus
» sacrés du peuple français.

» Sans un gouvernement fort et paternel, la France au-
» rait à craindre le retour des maux qu'elle a soufferts.

» La faiblesse du pouvoir suprême est la plus affreuse
» calamité du peuple.

» Soldat et premier consul, je n'ai eu qu'une pensée; empe-
» reur, je n'en ai point d'autre : la prospérité de la France.

» J'ai été assez heureux pour l'illustrer par des victoires,
» pour la consolider par des traités, pour l'arracher aux
» discordes civiles et y préparer la renaissance des mœurs,
» de la société et de la religion. Si la mort ne me surprend
» pas au milieu de mes travaux, j'espère laisser à la posté-
» rité un souvenir qui serve à jamais d'exemple ou de re-
» proche à mes successeurs.

» Il m'aurait été doux, à une époque aussi solennelle, de
» voir la paix régner sur le monde; mais les principes politi-
» ques de nos ennemis, leur conduite récente envers l'Es-
» pagne, en font assez connaître les difficultés.....

» En me décernant la couronne, mon peuple a pris l'enga-
» gement de faire tous les efforts que requerraient les cir-
» constances, pour lui conserver cet éclat qui est nécessaire
» à sa prospérité et à sa gloire, comme à la mienne. Je suis
» plein de confiance dans l'énergie de la nation et dans ses
» sentiments pour moi. Ses plus chers intérêts sont l'objet
» constant de mes sollicitudes. »

Avec la conscience de son génie militaire et la confiance que lui inspirait sa brave armée, l'Empereur ne pouvait craindre les chances de la guerre; cependant, fidèle aux promesses qu'il venait de faire aux représentants de la nation, et au moment même où il comptait cent quatre-vingt-dix mille hommes prêts à être embarqués sur soixante-neuf vaisseaux de ligne; quand plus de deux mille bâtiments de transport, équipés et armés, n'attendaient qu'un signal et six heures de calme pour voguer vers la Tamise, il offrit la paix à l'opiniâtre ennemie de la France, et il écrivit de sa main, le 2 janvier 1805, pour la seconde fois, au roi d'An-

gleterre : « Appelé au trône de France par la Providence,
» et par les suffrages du Sénat, du peuple et de l'armée, mon
» premier sentiment est un vœu de paix. La France et l'An-
» gleterre usent leur prospérité. Elles peuvent lutter des
» siècles; mais leurs gouvernements remplissent-ils bien le
» plus sacré de leurs devoirs? et tant de sang versé inutile-
» ment et sans la perspective d'aucun but ne les accuse-t-il
» pas dans leur propre conscience? Je n'attache point de
» déshonneur à faire le premier pas. J'ai assez, je pense,
» prouvé au monde que je ne redoute aucune des chances
» de la guerre..... La paix est le vœu de mon cœur, mais
» la guerre n'a jamais été contraire à ma gloire. Je conjure
» Votre Majesté de ne pas se refuser au bonheur de donner
» elle-même la paix au monde..... Une coalition ne ferait
» qu'accroître la prépondérance et la grandeur continentale
» de la France... Quelle triste perspective de faire battre les
» peuples pour qu'ils se battent! Le monde est assez grand
» pour que nos deux nations puissent y vivre, et la raison
» a assez de puissance pour qu'on trouve les moyens de tout
» concilier, si de part et d'autre on en a la volonté...» Cette
démarche généreuse demeura sans résultat; le cabinet britannique sentait trop bien que la paix ne ferait qu'affermir le trône impérial et assurer la prospérité de la France.

L'Empereur, sans se laisser endormir par quelques manifestations équivoques de sentiments pacifiques faites à dessein par le ministère anglais, continua ses préparatifs pour porter la guerre dans Londres même.

Il avait habilement profité de l'irritation du gouvernement espagnol contre le cabinet anglais, et avait obtenu de son allié trente vaisseaux et cinq mille hommes de débarquement.

Dans le même temps le Corps législatif, pour éterniser la création du Code civil, la mémoire de son fondateur et la reconnaissance du peuple français envers le chef de l'Etat, avait voté l'érection d'une statue à Napoléon dans la salle de ses séances. Cette statue, le plus beau des trophées que l'Empereur pût recueillir, puisqu'il venait de la nation, fut inaugurée le 14 janvier, dans une fête solennelle. Déjà trois mois auparavant, l'armée réunie à Boulogne avait voulu

aussi élever à son général une statue colossale en bronze, qui devait être placée au milieu du camp de César. Tous les officiers et tous les soldats avaient offert une partie de leur solde ; mais le bronze manquait pour le monument. Le maréchal Soult, en offrant à l'Empereur cet imposant hommage, lui dit : « Sire, prêtez-moi du bronze, je vous le ren» drai à la première bataille. » Un an plus tard, le maréchal aurait acquitté sa dette à Austerlitz.

La république italienne avait suivi dans toutes ses phases les transformations du gouvernement français; elle devait rester attachée à la France par les liens de la conquête et des intérêts. Lors de la nomination de Bonaparte au consulat, les députés italiens l'avaient choisi pour président de leur république. La nouvelle dignité dont il venait d'être investi inspira aux grands corps de la nation italienne la pensée d'ériger leur patrie en royaume, et d'offrir à Napoléon la couronne de fer des rois lombards. « Notre première » volonté, répondit l'Empereur au vice-président de la Ré» publique, qui était venu lui soumettre ce vœu solennel, » notre première volonté, encore tout couvert du sang et de » la poussière des batailles, fut la réorganisation de la pa» trie italienne.

» Les statuts de Lyon remirent la souveraineté entre les » mains de la consulte et des colléges où nous avions réuni » les différents éléments qui constituent les nations. Vous » crûtes alors nécessaire à vos intérêts que nous fussions » le chef de votre gouvernement ; et aujourd'hui, persistant » dans la même pensée, vous voulez que nous soyons le pre» mier de vos rois.

» La séparation des couronnes de France et d'Italie, qui » peut être utile pour assurer l'indépendance de vos descen» dants, serait dans ce moment funeste à votre existence et » à votre tranquillité.

» Je la garderai, cette couronne, mais seulement tout le » temps que vos intérêts l'exigeront; et je verrai avec plai» sir arriver le moment où je pourrai la placer sur une plus » jeune tête qui, animée de mon esprit, continuera mon ou-

» vrage, et sera toujours prête à sacrifier sa personne et ses
» intérêts à la sûreté et au bonheur du peuple sur lequel la
» Providence, les constitutions du royaume et ma volonté
» l'auront appelé à régner. »

En annonçant au Sénat cet important changement et cette nouvelle couronne qu'il allait se placer sur le front, Napoléon crut devoir, pour l'Europe qui avait les yeux fixés sur lui, faire connaître ses vues politiques. Son discours en offre une magnifique exposition.

« Sénateurs, nous avons voulu, dans cette circonstance,
» nous rendre au milieu de vous pour vous faire connaître,
» sur un des objets les plus importants de l'Etat, notre pen-
» sée tout entière.

» La force et la puissance de l'empire français sont sur-
» passées par la modération qui préside à toutes nos trans-
» actions politiques.

» Nous avions conquis la Hollande, les trois quarts de
» l'Allemagne, la Suisse, l'Italie tout entière : nous avons
» été modérés au milieu de la plus grande prospérité. De
» tant de provinces, nous n'avons gardé que ce qui était né-
» cessaire pour nous maintenir au même point de consi-
» dération et de puissance où a toujours été la France. Le
» partage de la Pologne, les provinces soustraites à la Tur-
» quie, la conquête des Indes et de presque toutes les co-
» lonies, avaient rompu, à notre détriment, l'équilibre gé-
» néral.

» Tout ce que nous avons jugé inutile pour le rétablir,
» nous l'avons rendu, et par là nous avons agi conformé-
» ment au principe qui nous a constamment dirigé de ne ja-
» mais prendre les armes pour de vains projets de grandeur,
» ni par l'appât des conquêtes.

» L'Allemagne a été évacuée, ses provinces ont été res-
» tituées aux descendants de tant d'illustres maisons, qui
» étaient perdues pour toujours, si nous ne leur eussions pas
» accordé une généreuse protection. Nous les avons relevées
» et raffermies, et les princes d'Allemagne ont aujourd'hui
» plus d'éclat et de splendeur que n'en ont jamais eu leurs
» ancêtres.

» L'Autriche elle-même, après deux guerres malheureu-

» ses, a obtenu l'Etat de Venise. Dans tous les temps, elle
» eût changé, de gré à gré, Venise contre les provinces
» qu'elle a perdues.

» A peine conquise, la Hollande a été déclarée indépen-
» dante. Sa réunion à notre empire eût été le complément de
» notre système commercial, puisque les plus grandes ri-
» vières de la moitié de notre territoire débouchent en Hol-
» lande; cependant la Hollande est indépendante, et ses
» douanes, son commerce et son administration se régis-
» sent au gré de son gouvernement.

» La Suisse était occupée par nos armées, nous l'avions
» défendue contre les forces combinées de l'Europe; sa réu-
» nion eût complété notre frontière militaire : toutefois, la
» Suisse se gouverne, par l'acte de médiation, au gré de ses
» dix-neuf cantons, indépendante et libre.

» La réunion du territoire de la république italienne à
» l'empire français eût été utile au développement de notre
» agriculture : cependant, après la seconde conquête, nous
» avons, à Lyon, confirmé son indépendance; nous faisons
» plus aujourd'hui : nous proclamons le principe de la sépa-
» ration des couronnes de France et d'Italie, en assignant
» pour l'époque de cette séparation l'instant où elle devien-
» dra possible et sans danger pour nos peuples d'Italie.

» Nous avons accepté et nous placerons sur notre tête
» cette couronne de fer des anciens Lombards, pour la re-
» tremper, pour la raffermir et pour qu'elle ne soit point
» brisée au milieu des tempêtes qui la menaceront, tant que
» la Méditerranée ne sera point rentrée dans son état habi-
» tuel.

» Mais nous n'hésitons pas à déclarer que nous transmet-
» trons cette couronne à un de nos enfants légitimes, soit
» naturel, soit adoptif, le jour où nous serons sans alarmes
» sur l'indépendance que nous avons garantie des autres
» Etats de la Méditerranée.

» Le génie du mal cherchera en vain des prétextes pour
» remettre le continent en guerre : ce qui a été réuni à no-
» tre empire par les lois constitutionnelles de l'Etat y restera
» réuni; aucune nouvelle province n'y sera incorporée;
» mais les lois de la république batave, l'acte de médiation

» des dix-neuf cantons suisses, et ce premier statut du
» royaume d'Italie, seront constamment sous la protection
» de notre couronne, et nous ne souffrirons pas qu'il y soit
» porté atteinte.

» Dans toutes les circonstances et dans toutes les trans-
» actions, nous montrerons la même modération, et nous
» espérons que notre peuple n'aura plus besoin de déployer
» ce courage et cette énergie qu'il a toujours montrés pour
» défendre ses légitimes droits. »

Dites-le, Français de notre âge, enfants d'une France isolée en Europe, sans alliés comme sans clients, ne sentez-vous pas, à la lecture de ce discours, combien la France impériale était forte et puissante, puisque son avenir et ses intérêts étaient si profondément mêlés aux intérêts des autres nations, dont alors Napoléon était le chef ou le régulateur! Relevons le grand homme sur sa colonne : hélas! s'il eût vécu, lui, il eût laissé vide son immense piédestal, et il n'eût songé qu'à replacer la France à son rang glorieux, au sommet de l'Europe continentale!

Cependant, au milieu d'une si haute fortune, Napoléon ne perdait pas de vue son but d'une descente en Angleterre; mais, pour y réussir, il fallait la réunion de toutes nos forces maritimes; cette réunion ne pouvait s'opérer, sans obstacles, qu'en donnant un rendez-vous lointain aux différentes escadres mouillées à Toulon, à Cadix, à Rochefort et à Brest. L'Empereur conçut ce grand dessein : il résolut de les diriger vers la Martinique, d'où elles reviendraient ensuite débloquer l'escadre du Ferrol, pour s'avancer réunies dans le canal de la Manche, et favoriser l'expédition de l'armée de terre. Toutes ces mesures étaient habilement prises : car elles ne tendaient pas seulement à assurer la jonction des diverses escadres dispersées dans les ports de la France et de l'Espagne, mais encore à porter l'alarme dans les établissements anglais des deux Indes, et à éloigner ensuite la majeure partie des forces navales britanniques des côtes de l'Angleterre, au moment où nos vaisseaux devaient y reparaître. On profita aussi de la sortie de ces escadres pour porter des troupes de débarquement aux colonies. Le général Lauriston fut chargé de reprendre Surinam et les

établissements hollandais du continent américain. Le général Reille dut s'emparer de Sainte-Hélène, afin d'intercepter la navigation de l'Inde, et de favoriser nos croisières contre le commerce de la Compagnie; puis il devait chercher à jeter une garnison française au cap de Bonne-Espérance; d'autres détachements avaient la tâche de balayer les Antilles et de reprendre Sainte-Lucie, Tabago, Saint-Pierre, etc., déjà tombés au pouvoir de l'ennemi.

Ces belles combinaisons échouèrent par l'impéritie de l'amiral Villeneuve, qui n'exécuta qu'incomplétement ses instructions, manqua le but de son expédition dans les Antilles, et, au lieu de s'avancer vers la Manche avec une masse de cinquante-six vaisseaux de haut bord, se laissa d'abord battre au cap Finistère par l'amiral anglais Calder, et ensuite bloquer dans Cadix, d'où il ne devait sortir que pour achever de perdre notre marine dans le désastreux combat de Trafalgar.

L'Empereur, afin de tromper le cabinet britannique, afin d'endormir les soupçons qu'il aurait pu concevoir sur la sortie simultanée de tant de vaisseaux de ligne, et de profiter des trois ou quatre mois qui étaient nécessaires à ses amiraux pour aller se rallier dans l'Inde et revenir réunis en Europe, résolut d'aller visiter ses nouveaux Etats d'Italie, et de faire renouveler à Milan la cérémonie de son sacre. Dans ce voyage, qu'il fit avec l'Impératrice, il visita successivement Brienne, où s'étaient passées quelques-unes des années de son enfance; Lyon, que le luxe de la cour impériale rappelait à l'industrie, et dont la population l'accueillit avec enthousiasme; Turin, où il fit ses adieux au Pape, qui, parti de Paris peu de jours après lui, retournait à Rome; enfin Alexandrie, où il ordonna d'immenses travaux qui devaient en quelques années en faire la place la plus formidable de l'Europe, et la clef de l'Italie.

Seize régiments d'infanterie étaient réunis dans un camp de manœuvres auprès de Marengo; l'Empereur y reparut avec son uniforme de général; les troupes y donnèrent à l'Impératrice le simulacre de la bataille; Napoléon y distribua aux braves la glorieuse décoration de la Légion-d'Honneur, et posa solennellement la première pierre d'un

monument élevé aux héros morts dans ce beau jour de victoire.

Le 8 mai, l'Empereur fit son entrée solennelle à Milan, et le 26 eut lieu son couronnement avec une magnificence digne de la superbe cathédrale où il se fit. C'était la même basilique où le fondateur de l'empire d'Occident avait été sacré; la couronne à rayons d'or, entourée d'un cercle de fer, qui servait aux anciens rois lombards, et qu'avait aussi portée Charlemagne, avait été tirée du monastère de Monza, où elle était renfermée depuis dix siècles. Après avoir été sacré par le cardinal Caprara, archevêque de Milan, Napoléon, comme il avait fait à Paris, prit la couronne sur l'autel, et se la posa lui-même sur la tête, en disant à haute voix : « Dieu me la donne, gare à qui la touche. » Ces fières paroles devinrent la devise de l'ordre de la Couronne de Fer, qui fut depuis, pour l'armée italienne, ce qu'était pour l'armée française l'ordre de la Légion-d'Honneur. Milan manifestait un enthousiasme voisin de l'ivresse, partagé par toute la Lombardie. Avant de quitter cette ville, Napoléon présenta au Corps législatif du nouveau royaume le prince Eugène, fils de son adoption, son élève sur les champs de bataille, et le proclama vice-roi d'Italie. Eugène prêta devant l'assemblée un serment solennel et qu'il devait tenir : ce fut à cette occasion que, s'adressant aux représentants du peuple italien, l'Empereur leur dit :

« Je n'ai négligé aucun des objets sur lesquels mon expé-
» rience en administration pouvait être utile à mes peuples
» d'Italie. Avant de repasser les monts, je parcourrai une
» partie des départements pour connaître de plus près leurs
» besoins. Je laisserai dépositaire de mon autorité ce jeune
» prince que j'ai élevé dès son enfance et qui sera animé
» de mon esprit. J'ai d'ailleurs pris des mesures pour diri-
» ger moi-même les affaires les plus importantes de l'Etat.

» Je crois avoir donné de nouvelles preuves de ma con-
» stante résolution de remplir envers mes peuples d'Italie
» tout ce qu'ils attendent de moi. J'espère qu'à leur tour
» ils voudront occuper la place que je leur destine dans ma
» pensée; et ils n'y parviendront qu'en se persuadant bien
» que la force des armes est le principal soutien des Etats.

» Il est temps enfin que cette jeunesse qui vit dans l'oisiveté
» des grandes villes, cesse de craindre la fatigue et les dan-
» gers de la guerre, et qu'elle se mette en mesure de faire
» respecter la patrie, si elle veut que la patrie soit res-
» pectable.»

L'Empereur quitta Milan le 10 mai; il trouva quarante mille hommes réunis à Castiglione, et là, comme à Marengo, il fit sur ce mémorable champ de bataille une distribution solennelle de croix d'honneur; ensuite il visita rapidement Peschiera, Vérone, Mantoue, et ne s'arrêta à Bologne que pour donner à la république de Lucques un souverain qu'elle lui demanda; son choix tomba sur sa sœur la princesse Elisa Bacciochi.

Gênes avait sollicité d'être réunie à l'Empire : l'Empereur se rendit dans cette ville et en prit solennellement possession; sa cathédrale le vit dans toute la pompe d'un troisième couronnement recevoir des serments et distribuer des décorations.

De Gênes, Napoléon se rendit à Turin, et de là, pensant que le moment où la flotte de l'amiral Villeneuve devait se rapprocher des parages de la Manche était venu, il partit au milieu d'une revue, pour retourner à Paris, où il arriva, en trois jours, dans le plus grand incognito. De Paris il continua sa route vers Boulogne, où tout se disposait pour l'embarquement.

Cependant l'Angleterre avait réussi à entraîner dans une troisième coalition la Suède et la Russie; l'Autriche hésita pendant quelque temps avant d'accéder au traité qui allait rallumer une guerre continentale; l'érection du royaume d'Italie, le couronnement de Napoléon à Milan, firent cesser son hésitation.

L'Empereur apprit en même temps à Boulogne et la défaite de l'amiral Villeneuve au cap Finistère, qui détruisait toutes ses espérances d'un débarquement facile sur les côtes d'Angleterre, et les projets des coalisés contre la France.

La perte des espérances qu'il nourrissait depuis si longtemps d'abattre la puissance anglaise, le péril qui menaçait l'Empire, ébranlèrent un instant la sérénité de Napoléon; mais bientôt son génie reprit le dessus, et encore tout ému

de la perte de ses vaisseaux, il improvisa en quelque sorte tout le plan des magnifiques opérations militaires qui, après avoir conduit l'armée française à Vienne, se terminèrent par la victoire d'Austerlitz.

Ce fait remarquable a été raconté par un témoin dont la véracité ne sera mise en doute par personne.

« M. Daru, étant à Boulogne, remplissait les fonctions d'intendant général de l'armée. Un matin, l'Empereur le fait appeler dans son cabinet ; Daru le trouve transporté de colère, parcourant à grands pas son appartement, et ne rompant un morne silence que par des exclamations brusques et courtes..... « Quelle marine ! Quel amiral !... Quels sacri-
» fices perdus !..... Mon espoir est déçu. Ce Villeneuve, au
» lieu d'être dans la Manche, il vient d'entrer au Ferrol !
» C'en est fait, il y sera bloqué..... Daru, mettez-vous là,
» écoutez et écrivez. » L'Empereur avait reçu de grand matin la nouvelle de l'arrivée de Villeneuve dans un port d'Espagne ; il avait vu sur-le-champ l'expédition d'Angleterre avortée ; les immenses dépenses de la flotte et de la flottille perdues pour longtemps, pour toujours peut-être ! Alors, dans l'emportement d'une fureur qui ne permet pas même aux autres hommes de conserver leur jugement, il avait pris l'une des résolutions les plus hardies, et tracé l'un des plans de campagne les plus admirables qu'aucun conquérant ait pu concevoir à loisir et de sang-froid. Sans hésiter, sans s'arrêter, il dicta en entier le plan de la campagne d'Austerlitz, le départ de tous les corps de l'armée, depuis le Hanovre et la Hollande, jusqu'aux confins de l'ouest et du sud de la France : l'ordre des marches, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des colonnes, les surprises et les attaques de vive force, les mouvements divers de l'ennemi, tout fut prévu, la victoire assurée dans toutes les hypothèses. Telles étaient la justesse et la vaste prévoyance de ce plan, que, sur une ligne de départ de deux cents lieues, des lignes d'opérations de trois cents lieues de longueur furent suivies d'après les indications primitives, jour par jour et lieu par lieu, jusqu'à Munich. Au delà de cette capitale, les époques seules éprouvèrent quelque altération, mais les lieux furent atteints, et l'ensemble du plan fut couronné d'un plein succès.

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

NAPOLÉON EMPEREUR ET ROI.

1804.

2 *décembre.* Couronnement et sacre de l'empereur Napoléon et de l'impératrice Joséphine.

5 — Distribution des aigles aux troupes réunies dans le Champ-de-Mars.

27 — Ouverture du Corps législatif par l'Empereur.

1805.

2 *janvier.* L'Empereur écrit au roi d'Angleterre pour lui offrir la paix.

11 — Départ d'une expédition navale sous les ordres de l'amiral Missiessi, chargée de ravitailler les colonies et de leur porter du secours.

29 — Construction de la ville Napoléon dans le département de la Vendée.

18 *mars.* L'Empereur fait connaître au Sénat qu'il accepte la couronne d'Italie, d'après le vœu manifesté par la république italienne.

2 *avril.* L'Empereur et l'Impératrice partent pour l'Italie.

5 — Le Pape quitte Paris pour retourner à Rome.

5 — Traité de Pétersbourg entre l'Angleterre et la Russie, pour une troisième coalition continentale contre la France.

8 *mai.* Entrée de l'Empereur à Milan.

20 — Rentrée à Rochefort de l'escadre de l'amiral Missiessi.

26 — Couronnement à Milan de l'empereur Napoléon, comme roi d'Italie.

4 *juin.* Gênes demande sa réunion à l'empire français.

8 — Le prince Eugène est nommé vice-roi d'Italie.

23 — La principauté de Lucques est donnée à la princesse Elisa, sœur de Napoléon.

21 *juillet.* Organisation administrative des Etats de Parme, Plaisance, Guastalla, ordonnée par un décret impérial.

22 — Combat naval du cap Finistère (Espagne).

9 *août.* Accession de l'Autriche au traité de Pétersbourg.

8 *septembre.* Les Autrichiens entrent en Bavière.

9 — Rétablissement du calendrier grégorien.

21 — Traité de Paris entre la France et le roi de Naples, qui s'engage à conserver la neutralité.



Capitulation d'Ulm

CAMPAGNE D'AUTRICHE.

L'Angleterre, satisfaite d'avoir réussi à former une coalition contre la France, avait laissé aux puissances continentales le soin d'arrêter le détail des plans qui devaient être mis à exécution. Le premier projet des coalisés fut d'ouvrir la campagne avec quatre cent mille hommes, savoir : deux cent cinquante mille Autrichiens, cent quinze mille Russes et trente-cinq mille Suédois ou soldats des autres petits Etats de l'Allemagne que les subsides britanniques décidaient à la guerre. Comme il s'agissait d'attaquer Napoléon, l'Autriche trouva ses troupes seules insuffisantes pour agir à la fois efficacement en Italie et sur le Rhin. Son ambassadeur auprès d'Alexandre représenta à l'autocrate russe que, le difficile étant de faire arriver en ligne les Russes avant que les Français entrassent en Allemagne et attaquassent eux-mêmes les Autrichiens, il était indispensable, afin de détourner l'effort des soldats de Napoléon. d'agir énergiquement en Italie et de rester sur la défensive

en Allemagne. L'égoïsme du cabinet de Vienne l'aveuglait; il ne faisait la guerre que dans l'espérance de reconquérir l'Italie, et il en concluait à tort que c'était là où tous les efforts de la coalition devaient avoir lieu. L'Autriche s'exagérait aussi les forces disponibles de l'empereur des Français : elle prétendait qu'il pouvait porter six cent mille hommes sur le Rhin, lorsqu'il ne lui était pas possible, ayant à garder un littoral fort étendu, de mettre en campagne plus de deux cent cinquante mille hommes.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg répondit que les Russes n'avaient que deux cent quatre-vingt-quatre lieues à faire pour arriver de Brody à Branau, et que, de Boulogne à Branau, la grande armée française en aurait deux cent soixante-quatorze; qu'ainsi, en calculant le temps nécessaire pour que Napoléon, prévenu de l'entrée des Russes sur le territoire autrichien, donnât à son armée l'ordre de marcher sur l'Allemagne, les Russes devaient arriver sur l'Inn, et même sur l'Iser, avant les Français.

Il fut donc décidé :

1° Que l'Autriche agirait en Italie avec cent trente mille hommes d'infanterie et treize mille cinq cents chevaux, en Tyrol avec cinquante mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux, en Allemagne avec quatre-vingt-quatorze mille fantassins et vingt-quatre mille cinq cents chevaux (le total de ces forces s'élevait à deux cent soixante-quatorze mille fantassins et quarante mille chevaux).

2° Que la Russie porterait cent mille hommes en Allemagne; que de Corfou elle enverrait à Naples, afin de s'y réunir aux Anglais et aux Napolitains, et de marcher sur le Pô, une seconde armée; qu'un troisième corps russe se joindrait dans la Poméranie à l'armée suédoise commandée par Gustave IV; qu'enfin une quatrième armée russe serait placée en observation sur la frontière de Pologne, afin de menacer et de contenir la Prusse.

Le roi Frédéric-Guillaume, qui voulait à tout prix conserver sa neutralité, avait refusé le passage aux alliés dans la partie polonaise de ses Etats, et empêché ainsi par son exemple les deux grandes puissances continentales, placées à la tête de la coalition, d'entraîner dans la guerre contre la

France tous les petits Etats de l'Allemagne. L'Angleterre ne désespérait pas pourtant, une fois les hostilités commencées, d'amener la cour de Berlin à faire cause commune avec l'Autriche et la Russie.

L'électeur de Bavière, que ses sentiments personnels attachaient à la France, et qui se méfiait des prétentions du cabinet de Vienne, avait annoncé qu'il voulait rester fidèle à l'alliance qui l'unissait à Napoléon.

Les électeurs de Wurtemberg et de Bade auraient sans doute, à cause de leurs relations de famille avec la Russie, volontiers pris part à la coalition; mais leur proximité de Strasbourg et de Mayence leur faisait craindre d'être victimes de cette guerre. Ils résolurent de rester les alliés de la France.

Les hostilités commencèrent sans déclaration préalable. Une armée autrichienne envahit la Bavière, et obligea l'Electeur à chercher un refuge hors de ses Etats.

A la première nouvelle de cette insigne violation des traités, Napoléon donna ses ordres pour que tous les corps de l'armée commençassent simultanément leur mouvement.

La grande armée, c'est le nom que reçut alors l'armée d'Angleterre, était divisée en sept corps.

Le premier occupait le Hanovre; il avait pour chef Bernadotte, homme fin et astucieux, d'un extérieur brillant, habile dans le cabinet, mais meilleur lieutenant que général en chef.

Le deuxième corps se trouvait en Hollande, au camp de Zeist; Marmont, ancien aide de camp de l'Empereur, le commandait, quoiqu'il ne fût pas encore maréchal.

Les troisième, quatrième, cinquième et sixième corps étaient campés sur la côte de Boulogne, depuis Ambleteuse jusqu'à Montreuil. Le maréchal Davoust commandait le troisième. Ce général, qui avait reçu une bonne éducation, avait une tête fortement organisée et des idées de guerre très-justes; ses manières dures et son caractère soupçonneux lui ont fait beaucoup d'ennemis, et il a été souvent mal apprécié. Equitable, mais sévère envers ses subordonnés, il savait maintenir l'ordre et la discipline; aucun des maréchaux n'exigeait plus que lui, et aucun ne faisait servir avec autant d'exactitude.

Le quatrième corps était confié au maréchal Soult, qui, doué d'un physique mâle, d'un esprit étendu, laborieux, actif, infatigable, avait fait preuve en Suisse et à Gênes de talents supérieurs.

Le maréchal Lannes était à la tête du cinquième. Couvert de gloire et de blessures, ce brave manquait de principes faits sur la guerre; mais il y suppléait par un jugement admirable, et sur un champ de bataille il n'était inférieur à aucun de ses collègues.

Le sixième corps avait pour chef le maréchal Ney, assez connu de toute l'Europe pour qu'il soit inutile d'entrer dans de grands détails sur ce qui le concerne. Si, entraîné par une fatale destinée, il ne fut pas toujours le chevalier sans reproches, il fut incontestablement le chevalier sans peur. Sa force d'âme n'avait pas de bornes; son courage était ferme et audacieux tout à la fois. Il n'entendait point la guerre en grand sur la carte; mais, sur le terrain, rien n'égalait son assurance, son coup d'œil et son aplomb.

Le septième corps se forma à Brest, sous les ordres du maréchal Augereau, général dont le physique imposant et les manières soldatesques avaient fait la fortune. Il s'était distingué à Castiglione et à Arcole, mais il n'avait rien fait depuis pour justifier sa réputation.

Outre ces sept corps principaux, la grande armée avait une réserve de cavalerie, composée de sept divisions, à la tête de laquelle était placé le maréchal Murat. Ce beau-frère de l'Empereur avait de l'esprit naturel, un courage brillant, une grande activité, et des manières chevaleresques qui en faisaient l'idole du soldat. La garde impériale formait aussi un corps de réserve; l'infanterie avait pour chef le maréchal Mortier, et la cavalerie le maréchal Bessières. Mortier, peu brillant, était solide; son calme et son sang-froid, passés en proverbe parmi les soldats, lui avaient acquis la confiance des troupes et valu plus d'un succès. Quant à Bessières, doué de peu de talents militaires, il n'avait pour lui qu'un grand esprit d'ordre et une valeur héroïque [1].

[1] COMPOSITION DE LA GRANDE ARMÉE.

1er *Corps* Bernadotte. divisions d'infanterie, Drouet, Rivaud; cavalerie, Kellermann.

Lorsque l'armée entra en Allemagne, deux divisions bavaroises, commandées par deux officiers distingués, les généraux De Wrede et Deroi, vinrent s'y réunir.

Les troupes françaises qui allaient combattre en Allemagne présentaient un total de cent soixante mille hommes. Elles avaient en outre pour auxiliaire l'armée d'Italie, dont les opérations devaient se lier à celles de la grande armée, qu'elle rejoignit à Klagenfurh, après de longues et savantes marches, marquées par de nombreux succès.

Masséna avait été mis à la tête de cette armée; sa victoire de Zurich lui donnait des titres à obtenir de préférence le commandement d'une armée isolée : il avait reçu de la nature tout ce qui fait un excellent homme de guerre, un grand caractère, un courage éprouvé, une promptitude de décision toujours heureuse, un coup d'œil sûr et militaire ; cependant il brillait plus dans le combat que dans le conseil. Son armée pouvait présenter un effectif de cinquante mille hommes; elle était partagée en cinq divisions d'infanterie aux ordres des généraux Duhesme, Gardanne, Molitor, Verdier, Partouneaux et Séras; et en trois divisions de cavalerie, commandées par les généraux Pully, Mermet et Espagne. Ces troupes, au moment où les hostilités commen-

2e *Corps* Marmont : divisions d'infanterie, Boudet, Grouchy, Dumonceau ; cavalerie, Guérin.
3e *Corps.* Davoust : divisions d'infanterie, Bisson, Friant, Gudin ; cavalerie, Fauconnet.
4e *Corps.* Soult : divisions d'infanterie, Saint-Hilaire, Vandamme, Legrand ; cavalerie, Margaron.
5e *Corps.* Lannes : divisions d'infanterie, Suchet, Gazan ; grenadiers réunis, Oudinot.
6e *Corps.* Ney : divisions d'infanterie, Dupont, Loison, Malher ; cavalerie, Colbert ; dragons à pied, Baraguey d'Illiers.
7e *Corps.* Augereau : divisions d'infanterie, Desjardins, Mathieu.
Réserve. Murat : divisions de cuirassiers, Nansouty, d'Hautpoult ; divisions de dragons, Klein, Walter, Beaumont, Bourcier ; divisions de cavalerie légère, Treilhard.
Garde impériale : garde à pied, Mortier, 8 bataillons ; garde à cheval, Bessières, 14 escadrons.

NOTA. Le maréchal Soult avait d'abord 4 divisions, mais Suchet en fut détaché. Mortier eut ensuite sous ses ordres, outre l'infanterie de la Garde, un corps tiré des autres corps et formé des divisions Dupont, Gazan et Dumonceau.

cèrent, occupaient sur l'Adige une ligne parallèle à celle des Autrichiens.

Les forces de l'Autriche étaient bien supérieures en nombre aux troupes françaises. L'armée qui, après avoir envahi la Bavière et franchi l'Iser et le Lech, s'était établie sur le Danube et l'Iller, comptait cent dix mille combattants. Elle avait pour chef l'archiduc Ferdinand, mais le jeune prince n'était général que de nom ; il avait pour conseiller et en quelque sorte pour tuteur le feld-maréchal Mack, que toute l'Allemagne croyait un grand général, quoiqu'il eût déjà fait paraître son incapacité en Flandre et à Naples. Une autre armée de quarante mille hommes, commandée par l'archiduc Jean, occupait le Tyrol. Enfin l'archiduc Charles, avec cent mille hommes, devait envahir l'Italie.

Avant de partir pour l'armée, l'Empereur se rendit au Sénat, où le ministre des relations extérieures exposa les griefs de la France contre l'Autriche. Napoléon prit ensuite la parole :

« Sénateurs ! dit-il, dans les circonstances présentes de » l'Europe, j'éprouve le besoin de me trouver au milieu de » vous et de vous faire connaître mes sentiments.

» Je vais quitter ma capitale pour me mettre à la tête de » l'armée, porter un prompt secours à mes alliés, et défen- » dre les intérêts les plus chers de mes peuples.

» Les vœux des éternels ennemis du continent sont ac- » complis : la guerre a commencé au milieu de l'Allemagne; » l'Autriche et la Russie se sont réunies à l'Angleterre, et » notre génération est entraînée de nouveau dans toutes les » calamités de la guerre. Il y a peu de jours, j'espérais en- » core que la paix ne serait point troublée; les menaces et » les outrages m'avaient trouvé impassible; mais l'armée » autrichienne a passé l'Inn, Munich est envahie, l'électeur » de Bavière est chassé de sa capitale : toutes nos espé- » rances se sont évanouies.

» C'est dans cet instant que s'est dévoilée la méchanceté » des ennemis du continent. Ils craignaient encore la manifestation de mon profond amour pour la paix ; ils crai-

» gnaient que l'Autriche, à l'aspect du gouffre qu'ils avaient
» creusé sous ses pas, ne revînt à des sentiments de justice
» et de modération ; ils l'ont précipitée dans la guerre. Je
» gémis encore du sang qu'il va en coûter à l'Europe, mais
» le nom français en obtiendra un nouveau lustre.

» Sénateurs ! quand, à votre vœu, à la voix du peuple
» français tout entier, j'ai placé sur ma tête la couronne
» impériale, j'ai reçu de vous, de tous les citoyens, l'enga-
» gement de la maintenir pure et sans tache. Mon peuple
» m'a donné dans toutes les circonstances des preuves de
» sa confiance et de son amour ; il volera sous les drapeaux
» de son empereur et de son armée, qui, dans peu de jours,
» auront dépassé les frontières.

» Magistrats, soldats, citoyens, tous veulent maintenir la
» patrie hors de l'influence de l'Angleterre, qui, si elle pré-
» valait, ne nous accorderait qu'une paix environnée d'igno-
» minie et de honte, et dont les principales conditions se-
» raient la perte de nos flottes, le comblement de nos ports
» et l'anéantissement de notre industrie.

» Toutes les promesses que j'ai faites au peuple français,
» je les ai tenues ; le peuple français, à son tour, n'a pris
» aucun engagement avec moi qu'il n'ait surpassé. Dans cette
» circonstance si importante pour sa gloire et pour la mienne,
» il continuera à mériter le nom de *grand peuple*, dont je le
» saluai au milieu des champs de bataille.

» Français ! votre empereur fera son devoir, mes soldats
» feront le leur ; vous ferez le vôtre ! »

Cette séance solennelle fut suivie de deux sénatus-consultes. L'un appelait quatre-vingt mille conscrits sous les drapeaux, l'autre réorganisait les gardes nationales. En partant pour aller porter la guerre chez les nations étrangères, Napoléon songeait à la sécurité de la France. Un corps d'armée, réuni à Boulogne sous les ordres du maréchal Brune, fut chargé de la défense du camp et des côtes. Deux camps volants de grenadiers furent établis à Rennes et dans la Vendée. Deux corps de réserve placés à Mayence et à Strasbourg s'organisèrent sous les ordres des maréchaux Lefebvre et Kellermann. L'enthousiasme populaire répondait avec empressement à l'appel fait par le chef de l'État.

L'Empereur passa le Rhin à Kelh, et reçut, à son arrivée sur la rive droite du fleuve, les hommages de l'électeur de Bade.

Une proclamation annonça aux troupes qu'il venait se mettre à leur tête. Elle était ainsi conçue :

« Soldats ! la guerre de la troisième coalition est commen-
» cée ; l'armée autrichienne a passé l'Inn, violé les traités,
» attaqué et chassé de sa capitale notre allié... Vous-mêmes,
» vous avez dû accourir à marches forcées à la défense de
» nos frontières ; mais déjà vous avez passé le Rhin... Nous
» ne nous arrêterons plus que nous n'ayons assuré l'indépen-
» dance du corps germanique, secouru nos alliés, et con-
» fondu l'orgueil de nos injustes agresseurs. Nous ne ferons
» plus de paix sans garantie, notre générosité ne trompera
» plus notre politique.

» Soldats ! votre empereur est au milieu de vous, vous
» n'êtes que l'avant-garde du grand peuple ; s'il est néces-
» saire, il se lèvera tout entier à ma voix pour confondre
» et dissoudre cette nouvelle ligue qu'ont tissue la haine et
» l'or de l'Angleterre.

» Mais, soldats, nous aurons des marches forcées à faire,
» des fatigues, des privations de toute espèce à endurer.
» Quelques obstacles qu'on nous oppose, nous les vaincrons,
» et nous ne prendrons pas de repos que nous n'ayons planté
» nos aigles sur le territoire de nos ennemis. »

En même temps, afin d'exciter dans l'armée bavaroise les mêmes sentiments qui animaient l'armée française, Napoléon adressa aux soldats de l'Électeur cette autre proclamation.

« Soldats bavarois ! je viens me mettre à la tête de mon
» armée pour délivrer votre patrie de la plus injuste agres-
» sion.

» La maison d'Autriche vient détruire votre indépendance
» et vous incorporer à ses vastes États. Vous serez fidèles
» à la mémoire de vos ancêtres, qui, quelquefois oppressés,
» ne furent jamais abattus, et conservèrent toujours cette
» indépendance, cette existence politique qui sont les pre-
» miers biens des nations, comme la fidélité à la maison pa-
» latine est le premier de vos devoirs.

» En bon allié de votre souverain, j'ai été touché des mar-
» ques d'amour que vous lui avez données dans cette cir-
» constance importante. Je connais votre bravoure ; je me
» flatte qu'après la première bataille, je pourrai dire à votre
» prince et à mon peuple que vous êtes dignes de combat-
» tre dans les rangs de la grande armée. »

La force totale des troupes que l'Empereur avait à sa disposition sur la rive droite du Rhin s'élevait à cent quatre-vingt mille hommes, en comptant les Bavarois ; il résolut de mettre à profit sa supériorité numérique pour détruire l'armée ennemie, en se jetant sur ses derrières, et en coupant ses communications avec les Russes qui arrivaient par la Moravie. Les mouvements de tous les corps de la grande armée furent dirigés dans ce but, et réussirent complétement. Malgré le mauvais temps et la pluie continuelle qui avaient gâté les chemins, ils s'opérèrent avec la plus grande rapidité. Un jour, dans une marche au milieu de la boue, les soldats, trempés par la pluie, rencontrèrent l'Empereur et lui dirent : « Cette fois-ci, ce n'est point avec nos baïonnettes,
» c'est avec nos jambes que vous faites la guerre. — C'est
» vrai, leur répondit-il ; mais c'est pour épargner votre sang
» que je vous fais essuyer d'aussi grandes fatigues. »

L'armée avait passé le Rhin à la fin de septembre ; l'Empereur n'avait quitté la France que le 1er octobre ; quinze jours suffirent pour refouler dans Ulm tous les corps de l'armée autrichienne, et ces quinze jours furent marqués par autant de victoires. Le 6, le général Vandamme avait battu l'ennemi à Donawerth. Le 7, le général Valther avait passé le Lech de vive force, et taillé en pièces les cuirassiers autrichiens qui voulaient lui disputer le pont de Rain. Le 8, le maréchal Murat avait vaincu l'ennemi à Wertingen. Le 9, le maréchal Soult était entré dans Augsbourg ; le même jour, les deuxième et troisième corps forçaient le passage du Danube à Neubourg, et le prince Ferdinand, accouru à Gontzbourg pour s'opposer à la marche du maréchal Ney, était complétement battu. Napoléon, arrivé le 10 à Augsbourg, s'arrêta sur le pont du Lech ; lorsque le corps du maréchal Marmont défila, il fit former le cercle à chaque régiment, parla aux soldats de la situation de l'ennemi, de

l'imminence d'une grande bataille, et de la confiance qu'il avait en eux. Cette harangue avait lieu pendant un temps affreux : il tombait une neige abondante, et la troupe, qui avait de la boue jusqu'aux genoux, éprouvait un froid assez vif; mais *les paroles de l'Empereur étaient de flamme*[1], en les écoutant, le soldat oubliait ses fatigues et ses privations, et se montrait impatient de voir arriver l'heure du combat.

Le 11, le maréchal Soult s'était porté avec son corps d'armée à Lensberg, et avait coupé, par ce mouvement, une des grandes communications de l'ennemi. Son avant-garde rencontra le régiment de cuirassiers du prince Ferdinand et le dispersa, après lui avoir enlevé son artillerie. Le même jour, six mille Français (division Dupont) étaient attaqués à Albeck par une colonne ennemie de vingt-cinq mille hommes : c'était le prince Ferdinand qui, désespérant de pouvoir tenir dans Ulm, tentait un dernier effort pour s'ouvrir un chemin vers l'armée auxiliaire russe (celle-ci s'avançait à marches forcées et était déjà arrivée au-delà de Lintz). Le combat fut des plus opiniâtres; cernés par des forces quadruples, les Français résistèrent sur tous les points, et firent quinze cents prisoniers; mais ils ne purent empêcher la colonne ennemie de continuer sa route.

Le 13 octobre, le maréchal Soult s'empara de Memmingen, et y fit prisonnière une division autrichienne forte de neuf bataillons. Le lendemain 14, le maréchal Ney enlevait la position d'Elchingen. Cette position était formidable : le village d'Elchingen s'élève en amphithéâtre sur le flanc d'une colline au bord du Danube. Il est entouré de jardins clos de murs, formant des terrasses superposées. Un vaste couvent couronne la hauteur. Le temps était affreux, le Danube était débordé, le pont en partie brûlé venait d'être réparé imparfaitement : seize mille hommes et quarante pièces de canon défendaient le passage; Ney, en grande tenue de maréchal, se mit à la tête de la division Loison, passa le fleuve, gravit la colline sous le feu de l'ennemi, et emporta de vive force le couvent retranché, où l'ennemi s'était posté. Les Autrichiens tenaient encore. Une bataille rangée s'engagea sur le plateau; mais le reste du sixième corps passa le Da-

[1] Cinquième bulletin de la grande armée.

nube, et bientôt, appuyé dans son mouvement par la cavalerie des généraux Colbert et Bourcier et par l'infanterie du général Malher, Ney put attaquer sur tous les points l'ennemi, qui, après une résistance opiniâtre, perdit vingt canons, trois mille prisonniers, et fut rejeté sur Ulm, où on le poursuivit jusque dans ses retranchements.

L'investissement de la place fut aussitôt ordonné par l'Empereur. Ulm, revêtu d'une enceinte bastionnée avec des fossés pleins d'eau, est situé dans un fond dominé par les hauteurs du Michelsberg et de la Tuilerie, sur lesquelles on avait établi, en 1800, un camp retranché, seul système de défense convenable pour cette place. Ces fortifications extérieures avaient été détruites pendant la guerre précédente, mais le général Mack avait commencé à en faire relever le relief.

Après la bataille d'Elchingen, le maréchal Lannes gagna les hauteurs qui dominent le village d'Epfoël; ses tirailleurs enlevèrent la tête du pont d'Ulm. Le désordre fut extrême dans toute la ville. Murat, dans ce moment, faisait manœuvrer la cavalerie française, qui partout mettait en déroute celle des ennemis. Le même jour, plusieurs divisions d'infanterie occupèrent les ponts d'Unterkirch et d'Oberkirch, à l'embouchure de l'Iller dans le Danube, et toutes les communications de l'ennemi sur l'Iller.

Le 15, à la pointe du jour, Napoléon, qui ne s'était pas reposé un seul moment depuis l'ouverture de la campagne, et qui depuis huit jours n'avait pas même ôté ses bottes, se porta devant Ulm, malgré la pluie qui tombait par torrents. Les corps des maréchaux Lannes et Ney, soutenus par Murat, se placèrent en bataille pour donner l'assaut, et forcer les retranchements de l'ennemi, tandis que d'autres corps bloquaient la ville sur la rive gauche du Danube, et la cernaient de tous les côtés.

L'ordre d'attaque était donné. Napoléon l'avait annoncé la veille à ses troupes par cette proclamation :

« Soldats, il y a un mois que nous étions campés sur l'O-
» céan, en face de l'Angleterre ; mais une ligue impie nous a
» obligés de voler vers le Rhin.

» Il n'y a pas quinze jours que nous l'avons passé ; et les

» Alpes wirtembergeoises, le Necker, le Danube et le Lech,
» barrières si célèbres de l'Allemagne, n'ont pas retardé
» notre marche d'un jour, d'une heure, d'un instant. L'indi-
» gnation contre un prince que nous avons deux fois replacé
» sur son trône, quand il ne tenait qu'à nous de l'en préci-
» piter, nous a donné des ailes. L'armée ennemie, trompée
» par nos manœuvres, est entièrement tournée; elle ne se
» bat plus que pour son salut; elle voudrait bien pouvoir
» échapper et retourner chez elle : il n'est plus temps. Les
» fortifications qu'elle a élevées à grands frais le long de l'Il-
» ler, en nous attendant par les débouchés de la Forêt-Noire,
» lui deviennent inutiles, puisque nous arrivons par les
» plaines de la Bavière.

» Soldats, sans cette armée que vous avez devant vous,
» nous serions aujourd'hui à Londres, nous aurions déjà
» vengé six siècles d'outrages et rendu la liberté aux mers.

» Mais souvenez-vous demain que vous vous battez contre
» les alliés de l'Angleterre, que vous avez à vous venger
» d'un prince parjure, dont les propres lettres respiraient la
» paix, quand il faisait marcher son armée contre notre
» allié; qui nous a supposés assez lâches pour croire que
» nous verrions sans rien dire son passage sur l'Inn, son en-
» trée à Munich, et son agression contre l'électeur de Ba-
» vière. Il nous croyait occupés ailleurs. Qu'il apprenne,
» pour la troisième fois, que nous savons être partout où la
» patrie a des ennemis à combattre..... »

Déjà les postes avancés du camp retranché, le Michelsberg et la Tuilerie, étaient enlevés à la baïonnette; notre artillerie pouvait plonger dans la ville, quand Napoléon, voulant encore épargner le sang que l'assaut général devait faire répandre, fit appeler le prince Lichtenstein qu'il estimait, et qui se trouvait dans Ulm : « Vous voyez, lui dit-il,
» votre position; si vous ne capitulez pas sur-le-champ, je
» prendrai la ville d'assaut, je serai forcé de faire ce que je
» fis à Jaffa, où la garnison fut passée au fil de l'épée; c'est
» un droit bien triste, mais c'est le droit de la guerre. Prince,
» épargnez à la brave nation autrichienne et à moi la néces-
» sité d'un acte aussi effrayant : la place n'est pas tenable. »

Mack, épouvanté, capitula. Dix-neuf généraux, quarante

mille hommes, trois mille chevaux, quarante-drapeaux, quatre-vingts pièces de canon attelées, des caissons et des bagages en proportion, tombèrent en notre pouvoir. Cette armée défila le 19, et déposa ses armes devant l'Empereur.

Le lendemain, avant de quitter son quartier général pour marcher contre l'armée russe, Napoléon témoigna aux troupes combien sa satisfaction était grande.

« Soldats de la grande armée ! leur dit-il, en quinze jours » nous avons fait une campagne; ce que nous nous pro- » posions de faire est rempli : nous avons chassé de la Ba- » vière les troupes de la maison d'Autriche, et rétabli notre » allié dans la souveraineté de ses États.

» Cette armée qui, avec autant d'ostentation que d'impru- » dence, était venue se placer sur nos frontières, est anéantie.

» Mais qu'importe à l'Angleterre ! Son but est rempli : nous » ne sommes plus à Boulogne, et son subside ne sera ni plus » ni moins grand.

» De cent mille hommes qui composaient cette armée, » soixante mille sont prisonniers. Ils iront remplacer nos » conscrits dans les travaux de la campagne.

» Deux cents pièces de canon, tout le parc, quatre-vingt- » dix drapeaux, tous leurs généraux, sont en notre pou- » voir : il ne s'est pas échappé de cette armée quinze mille » hommes.

» Soldats ! je vous avais annoncé une grande bataille, » mais grâce aux mauvaises combinaisons de l'ennemi, j'ai » pu obtenir les mêmes succès sans courir aucune chance ; » et ce qui est sans exemple dans l'histoire des nations, un » si grand résultat ne vous affaiblit pas de plus de quinze » cents hommes hors de combat.

» Soldats ! ce succès est dû à votre confiance sans bornes » dans votre Empereur, à votre patience à supporter les fa- » tigues et les privations de toute espèce, à votre rare in- » trépidité.

» Mais nous ne nous arrêterons pas là : vous êtes impa- » tients de commencer une seconde campagne.

» Cette armée russe, que l'or de l'Angleterre a transpor- » tée des extrémités de l'univers, nous allons lui faire » éprouver le même sort.

» A ce combat est attaché plus spécialement l'honneur
» de l'infanterie française : c'est là que va se décider, pour
» la seconde fois, cette question qui l'a déjà été une fois en
» Suisse et en Hollande, si l'infanterie française est la pre-
» mière ou la seconde de l'Europe.

» Il n'y a pas là de généraux contre lesquels je puisse
» avoir de la gloire à acquérir : tout mon soin sera d'ob-
» tenir la victoire avec le moins possible d'effusion de
» sang. Mes soldats sont mes enfants. »

Non content de manifester sa satisfaction par des paroles, Napoléon voulut encore récompenser l'armée de son dévouement par des avantages et des largesses à la manière des empereurs romains. Il rendit, au quartier général d'Elchingen, deux décrets dont voici les principales dispositions :

« ..... Le mois de vendémiaire de l'an XIV (septembre et
» octobre 1805) comptera comme une campagne à tous les
» individus composant la grande armée. Ce mois sera compté
» comme tel pour l'évaluation des pensions et pour les ser-
» vices militaires.

» ..... Les contributions de guerre qui seront levées,
» ainsi que les contributions ordinaires, seront toutes au
» profit de la grande armée. Tous les magasins qui seraient
» pris à l'ennemi, autres que les magasins d'artillerie et de
» subsistances, seront également à son profit ; chacun aura
» une part, dans les contributions, proportionnée à ses ap-
» pointements, etc. »

Aussitôt que l'Empereur avait eu connaissance de la fuite du prince Ferdinand, il avait donné l'ordre à Murat de le poursuivre sans relâche. Le résultat de cette poursuite acharnée fut la prise de dix-huit généraux, de seize mille hommes et de cinquante pièces de canon. L'archiduc Ferdinand ne s'échappa lui-même qu'en abandonnant son corps d'armée, et, suivi seulement d'un petit nombre de cavaliers, réussit à gagner la Bohême.

Dans le même temps, les corps d'Augereau et de Ney, appuyés par la division bavaroise du général Deroi, marchaient sur le Tyrol pour y détruire les divisions autrichiennes qui y étaient restées.

La Bavière était délivrée. Napoléon entra à Munich en li-

bérateur, salué par les acclamations unanimes d'une population reconnaissante. L'Empereur ne s'arrêta que trois jours dans cette ville. Il apprit que le général russe Kutusoff, avec quarante mille hommes, s'était avancé jusqu'à Branau. Il donna ses ordres, et malgré les rigueurs de l'hiver et la neige qui couvrait tous les chemins, la campagne continua. Les Russes n'obtinrent pas contre les troupes françaises plus de succès que n'en avaient obtenu les Autrichiens. En quinze jours encore, le passage de l'Inn fut forcé, les magasins immenses de Branau et cette forte ville tombèrent en notre pouvoir; la Traun fut franchie à Lambach; Ebersberg et Lintz furent occupées; Murat atteignit et vainquit Bagration à Amstetten; Inspruck fut pris; le Tyrol balayé; Kutusoff, rejeté sur la rive gauche du Danube, fut battu à Diernstein; la grande armée, descendant rapidement la vallée, arriva dans Vienne, s'empara du pont qui lui ouvrait le chemin de la Moravie, et enfin l'Empereur établit son quartier général dans le château impérial de Schœnbrunn, le Versailles de l'Autriche.

Les messages pacifiques que l'empereur d'Autriche, réfugié au quartier général russe, envoya à Napoléon pour gagner du temps, n'arrêtèrent point le cours des opérations. Le prince Murat, les maréchaux Mortier et Lannes passèrent le Danube et s'avancèrent dans la Moravie. Le prince Bagration fut battu à Hollabrün, et Kutusoff n'échappa à la honte de poser les armes qu'à la faveur d'une suspension d'armes qu'il eut l'adresse d'obtenir de Murat en lui persuadant que l'armée russe allait se retirer en Pologne.

Bientôt l'empereur Napoléon, apprenant que tous les corps de l'armée russe et les débris des armées autrichiennes avaient opéré leur jonction, passa lui-même le Danube et transporta son quartier général à Brünn, près du lieu où il prévoyait qu'une bataille décisive allait être livrée

Cependant l'armée d'Italie, après avoir franchi l'Adige, la Brenta, la Piave, le Tagliamento, et battu successivement les Autrichiens à San-Michele, à Caldiero, à Cara-Albertini, à Castel-Franco, opéra, à Klagenfurth, sa jonction avec les troupes françaises qui occupaient le Tyrol, et par cette réunion, résultat de glorieux succès, prit rang dans la grande armée.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE[1].

CAMPAGNE D'AUTRICHE.

1805.

25 *août*. L'armée navale rentre dans le port de Boulogne.

31 *août*, 1, 2 et 3 *septembre*. Les 3e, 4e, 5e et 6e corps partent de Boulogne et marchent sur le Rhin.

2 *septembre*. Le 2e corps part d'Utrecht et se dirige sur le Mayn.

— — Le 7e corps quitte le camp de Brest et se dirige sur le Haut-Rhin.

17 — Le 1er corps part de Hanovre et se dirige sur le Mayn.

23 — L'Empereur va au Sénat. S. M. déclare que la guerre de la 3e coalition est commencée, et qu'elle part pour commander l'armée.

25 — Le 2e corps, parti de Hollande, passe le Rhin à Mayence.

26 — Le 3e corps, parti de Bruges, passe le Rhin à Manheim.

— — Le 4e corps, parti de Boulogne, passe le Rhin à Spire.

— — Le 6e corps, parti de Montreuil, passe le Rhin près de Dourlach.

25 — Le 5e corps et la cavalerie passent le Rhin à Kelh.

1er *octobre*. L'Empereur, arrivé à Strasbourg, passe le Rhin sur le pont de Kelh.

2 — L'électeur de Wurtemberg vient recevoir l'Empereur à Louisbourg.

6 — Le 4e corps rencontre l'ennemi à Donawerth.

8 — Le maréchal Murat bat l'ennemi à Wertingen.

— — Entrée des Français à Wertingen.

9 — Le 4e corps entre dans la ville d'Augsbourg.

8 et 9 *octobre*. Les 1er et 3e corps passent le Danube à Neubourg.

9 — Guntzbourg est attaqué et pris.

— — L'Empereur distribue des honneurs sur le pont de Zusmershausen.

10 — L'Empereur arrive à Augsbourg. Il harangue le 2e corps sur le pont du Lech, et en reçoit le serment de vaincre.

13 — Le 4e corps arrive devant Memmingen.

— — Le maréchal Soult cerne et prend une division ennemie dans Memmingen. 6,000 Français, cernés à Albeck par 25,000 hommes, battent l'ennemi et font 1500 prisonniers.

14 — Le maréchal Ney force le pont d'Elchingen, et enlève la position de l'Abbaye.

— — Le fossé de la porte d'Ulm est attaqué.

15 — L'Empereur arrive devant Ulm ; acclamations de l'armée.

— — Attaque et prise de Michelsberg.

17 — Le maréchal Berthier reçoit la capitulation d'Ulm.

19 — Le général Werneck et sa division sont faits prisonniers.

20 — 1500 officiers et 40,000 hommes sortent d'Ulm, posent les armes et se rendent en France.

20 — Le feld-maréchal Mack et dix-huit généraux remettent leur épée en présence de l'Empereur.

— — La victoire inscrit sur un bouclier l'histoire de cette première partie de la campagne (on lit sur le bouclier : *Capitulation d'Ulm*).

[1] Ce résumé chronologique est composé entièrement avec les inscriptions placées par ordre de l'Empereur pour servir de légendes aux bas-reliefs de la Colonne de la place Vendôme, monument triomphal élevé à la grande armée.



BATAILLE D'AUSTERLITZ.

La réunion des Russes avec les Autrichiens portait les forces des coalisés à cent quatre bataillons et cent cinquante escadrons. Napoléon n'avait auprès de lui qu'un peu plus de quarante mille hommes ; mais Kutusoff, qui avait pris le commandement en chef, lui donna le temps de choisir son champ de bataille et d'appeler à lui les corps des maréchaux Bernadotte et Davoust. Le général russe ne tarda pas à s'avancer vers l'armée française, qu'il espérait cerner et détruire après lui avoir coupé toute retraite.

Le 29 novembre, l'empereur Alexandre et son armée, devancés par une nuée de Cosaques, entrèrent à Wischau. Dès que Napoléon sut l'arrivée d'Alexandre dans cette ville, il y envoya le général Savary, son aide de camp, pour le complimenter. Savary avait aussi la mission de sonder les dispositions personnelles de l'empereur russe. Il revint au quartier général français au moment où l'Empereur faisait la

reconnaissance des feux et des bivouacs ennemis ; il rendit compte de sa mission. Alexandre et son frère Constantin lui avaient fait un très-bon accueil ; mais il lui avait été facile de reconnaître, par les conversations des jeunes courtisans qui, sous différents titres, environnaient l'empereur de Russie, que la présomption, l'ignorance et la témérité régnaient dans les décisions du cabinet militaire, comme elles avaient régné dans celles du cabinet politique.

Une armée ainsi conduite ne pouvait tarder à faire des fautes. Le plan de Napoléon fut dès lors de les attendre, et d'épier l'instant d'en profiter. Il donna sur-le-champ l'ordre de retraite à son armée, se retira de nuit, comme s'il eût essuyé une défaite, prit une bonne position à trois lieues en arrière, entre Turasc et Brünn, et fit travailler avec beaucoup d'ostentation à la fortifier et à établir des batteries.

Une entrevue avait été proposée de sa part à l'empereur de Russie, qui lui envoya son aide de camp, le prince Dolgorouki. Cet officier put remarquer que dans le camp français tout respirait la réserve et la crainte. Le placement des grand'gardes, les fortifications que l'on élevait à la hâte, tout semblait indiquer une armée à demi battue.

L'empereur des Français s'était rendu à ses avant-postes pour entendre l'aide de camp d'Alexandre. Après les premiers compliments, l'envoyé russe voulut entamer des questions politiques ; il ne les comprenait pas, et, malgré sa profonde ignorance des intérêts de l'Europe et de la situation du continent, il parlait avec suffisance. L'Empereur, voulant étudier le caractère des hommes dont Alexandre faisait ses favoris, le laissait parler. Le jeune officier finit par proposer à Napoléon de céder la Belgique et de renoncer à la couronne d'Italie. On concevra sans peine combien l'Empereur devait souffrir de ce langage. Il se contint, cependant, et Dolgorouki se retira, persuadé que l'armée française était à la veille de sa perte.

Ce qu'il raconta à son retour dans le camp russe augmenta, comme Napoléon le désirait, la folle exaltation des courtisans d'Alexandre. Ils se livrèrent sans mesure à leur présomption naturelle ; il n'était plus question seulement de battre les Français, il fallait les tourner et les prendre.

Ce fut en vain qu'essayant de calmer cette fougue inconsidérée, de vieux généraux autrichiens, qui avaient fait plusieurs campagnes contre Napoléon, prévinrent le conseil de guerre qu'on ne devait pas attaquer avec cette confiance une armée composée de tant de braves soldats et tant d'officiers du premier mérite. Ils ajoutèrent qu'ils avaient vu en Italie le général Bonaparte, réduit à une poignée de monde, dans les circonstances les plus difficiles, ressaisir la victoire par des opérations rapides et imprévues, et détruire les armées qui, fières de leur nombre et de leur position, se croyaient assurées du triomphe. Ils rappelèrent que, depuis le commencement de la campagne, l'armée coalisée n'avait obtenu aucun succès; qu'au contraire tous les combats avaient été à l'avantage des Français. A des remontrances si sages et si prudentes, cette jeunesse orgueilleuse opposait la bravoure de quatre-vingt mille Russes, l'enthousiasme que leur inspirait la présence de leur empereur, le corps d'élite de la garde impériale, et enfin les talents militaires de leurs généraux, qu'ils élevaient fort au-dessus de ceux de Napoléon.

Le 1er décembre, l'Empereur, au haut de son bivouac, aperçut, avec une indicible joie, l'armée russe commençant, à deux portées de canon de ses avant-postes, un mouvement de flanc pour tourner sa droite. Il vit alors jusqu'à quel point la présomption et l'ignorance de l'art de la guerre avaient égaré les conseils d'Alexandre; il dit plusieurs fois : « Avant » demain au soir cette armée est à moi. » L'ennemi avait des espérances bien différentes. Il défilait à portée de pistolet de nos avant-postes. Dans sa marche de flanc, il devait prolonger l'armée française sur une ligne de quatre lieues. Cette armée paraissait ne pas oser sortir de sa position. Kutusoff n'avait qu'une inquiétude, c'était qu'elle ne lui échappât. Pour confirmer l'ennemi dans l'idée que l'armée française éprouvait des craintes, Napoléon donna ordre au prince Murat de faire avancer un petit corps de cavalerie dans la plaine, mais de le faire rentrer ensuite tout d'un coup à la hâte, comme s'il était étonné des forces immenses de l'ennemi Ces manœuvres tendaient à faire persévérer le général russe dans l'opération mal calculée qu'il avait commencée.

Le soir, l'Empereur voulut visiter à pied et incognito tous les bivouacs; mais à peine eut-il fait quelques pas qu'il fut reconnu. La nuit était sombre; on n'apercevait que les feux de l'ennemi perçant dans le lointain l'obscurité du ciel, lorsque tout à coup une large et vive splendeur enflamma l'horizon. Cent mille flambeaux brillèrent simultanément sur la ligne française. L'armée s'était rappelé que le lendemain était l'anniversaire du couronnement, et afin de célébrer ce grand jour et de manifester son attachement pour l'Empereur, chaque soldat, par une inspiration soudaine, avait converti la paille de son bivouac en torches de réjouissance, placées au bout de perches devant le front de bandière. Les fanfares des régiments se mêlaient aux acclamations des troupes. L'allégresse et l'enthousiasme étaient au comble : l'illumination brillante et improvisée semblait une célébration anticipée de la victoire du lendemain. Napoléon, sensible à cette marque inattendue d'affection que lui donnait son armée, parcourut toute la ligne, accompagné de ses maréchaux. A chaque instant il s'arrêtait pour parler aux soldats, pour les écouter et rire avec eux. « C'est votre fête, disait » celui-ci; aujourd'hui l'illumination, demain le bouquet.» — « Bataille à sept heures, s'écriait celui-là, à midi la victoire!» Tous : « Combattons les Russes; cette nuit même, menez-» nous à la gloire! à la baïonnette! » Et mille autres propos énergiques qui peignaient la confiance, l'attachement et l'admiration. Un vieux grenadier s'approcha de l'Empereur : « Sire, lui dit-il, tu n'auras pas besoin de t'exposer. Je te » promets, au nom des grenadiers de l'armée, que tu n'auras à combattre que des yeux, et que nous t'amènerons » demain les drapeaux et l'artillerie de l'armée russe, pour » célébrer l'anniversaire de ton couronnement. »

La tournée de Napoléon fut longue; il rentra à son bivouac à minuit, et les airs retentirent, encore longtemps après, des cris de *vive l'Empereur! vive Napoléon! vive notre invincible général!* Ému d'une scène aussi touchante qu'imprévue, il s'écria en entrant dans sa baraque : « Voilà » la plus belle soirée de ma vie; mais je pense avec peine » que demain je perdrai bon nombre de ces braves gens. »

A une heure, il monta à cheval, parcourut les avant-

postes, et se fit rendre compte de ce qu'ils avaient pu découvrir du mouvement des Russes. Il apprit que des patrouilles ennemies s'étaient présentées pendant la nuit sur notre droite, aux villages de Telnitz et de Sokolnitz, et que déjà l'artillerie russe filait sur ce point. Certain dès lors que le général Kutusoff n'avait pas changé de projet, il acheva de prendre ses dispositions pour l'action générale qui allait s'engager.

Dès la veille au soir, toute l'armée française était concentrée sur le terrain choisi à l'avance par Napoléon. Cette position avait cela d'avantageux, qu'elle était très-resserrée, sans que néanmoins son peu d'étendue nuisît à la sûreté de ses flancs, que les précautions prises permettaient peu de tourner. Nos troupes, placées dans des plis du terrain, ne pouvaient être aperçues par l'ennemi ; elles occupaient en outre, sur leur front, plusieurs défilés faciles à défendre, et qui étaient autant de débouchés dans la plaine pour le moment de l'attaque.

Le corps du maréchal Lannes, composé des divisions Suchet et Caffarelli, formait la gauche, qui s'appuyait à la hauteur du *Santon* (Saint-Antoine), position superbe qui avait été fortifiée, et sur laquelle était placée une batterie de dix-huit pièces de canon. Les divisions Rivaud et Drouet, du corps du maréchal Bernadotte, en ligne derrière le village de Girskowitz, formaient le centre. La droite, commandée par le maréchal Soult, était entre Kobelnitz et Sokolnitz ; la division Vandamme à gauche, échelonnée derrière celle du général Saint-Hilaire, placée au centre, et la division Legrand tenant l'extrême droite, entre Sokolnitz et Telnitz, et occupant ces deux villages par de gros détachements d'infanterie. La cavalerie, sous les ordres du prince Murat, était rangée entre la gauche et le centre, sur deux lignes ; la cavalerie légère, sous les ordres du général Kellermann, en première ligne, et la grosse cavalerie en seconde. La réserve se composait de dix bataillons de la garde impériale, de dix bataillons de grenadiers réunis du général Oudinot, et de quarante pièces d'artillerie de la garde. Ce corps d'élite, fort de quinze mille hommes, était en arrière de Schlapanitz, au centre de l'armée. La division d'infanterie

du général Friant, et la division de dragons du général Bourcier, sous les ordres du maréchal Davoust, avaient été placées à deux lieues de l'extrême droite de l'armée, près l'abbaye de Raygern, pour contenir l'ennemi dans le cas où il voudrait déboucher de ce côté.

Le jour parut enfin; Napoléon passa devant les troupes : « Soldats, leur dit-il, il faut finir cette campagne par un » coup de tonnerre qui écrase nos ennemis. Ne vous attachez » pas à tirer beaucoup de coups de fusil, mais plutôt à tirer » juste. Ce soir nous aurons vaincu ces peuplades du nord » qui osent se mesurer avec vous. » Il adressa ensuite successivement la parole à tous les corps. Au 28e de ligne qui se recrutait dans le département du Calvados, il dit : « J'espère » que les Normands se distingueront aujourd'hui? » Au 57e : « Souvenez-vous qu'il y a longtemps que je vous ai surnommé » *le Terrible.* » Chaque régiment obtint de lui un mot encourageant, et plus d'un soldat, en se le rappelant au milieu du danger, sentit son ardeur s'accroître et son courage grandir.

Le soleil qui allait éclairer cette journée mémorable, où l'Empire allait recevoir le même sacre de gloire que Marengo avait donné au Consulat, se leva radieux, et eut bientôt dissipé les brouillards du matin. Des hauteurs de Schlapanitz on aperçut alors l'ennemi quittant imprudemment ses belles collines de Pratzen pour diriger toute sa gauche sur l'extrémité de notre droite, et descendre dans la plaine à travers un terrain coupé et difficultueux. On le laissa s'y engager.

Napoléon avait gardé auprès de lui les maréchaux qui attendaient ses dernières instructions. « Combien vous faut-il » de temps, demanda-t-il au maréchal Soult, pour couronner » les hauteurs de Pratzen? — Une heure, répondit le maré- » chal; car mes deux divisions de gauche, placées dans le » fond de la vallée, ne peuvent être aperçues de l'ennemi, et » n'en éprouveront pas d'obstacle. — En ce cas, attendons en- » core un quart d'heure. » Quelques instants après on annonça à l'Empereur que la gauche de l'ennemi paraissait devant Telnitz, et que la division Legrand allait être attaquée. Il donna ses ordres; chacun des maréchaux partit au galop pour rejoindre son corps, et bientôt le feu commença à notre droite.

L'armée coalisée était divisée en sept colonnes. Sa gau-

che,aux ordres du général Buxhowden, était forte de trente mille hommes et divisée en trois colonnes, qui marchèrent sur Telnitz et Sokolnitz. Le centre, sous les ordres de Kolowrath, avec lequel était le quartier général, devait s'avancer en une colonne sur Kobelnitz; il se composait de douze bataillons russes et de quinze bataillons autrichiens de nouvelle levée. La cinquième colonne, formée de quatre-vingts escadrons et commandée par le prince Jean de Lichtenstein, devait seconder la droite en marchant vers la chaussée de Brünn. La droite, composée de l'avant-garde de Bagration, comptait douze bataillons et quarante escadrons ; elle était chargée d'attaquer les hauteurs du Santon et de Bosenitz. Une septième colonne, composée des gardes russes sous le grand-duc Constantin, formait la réserve de l'aile droite.

Aussitôt que l'empereur Napoléon eut donné le signal, toutes les divisions françaises s'ébranlèrent. Bernadotte franchit le défilé de Girskowitz et s'avança sur Blasowitz, soutenu à gauche par Murat; Lannes marcha à la même hauteur des deux côtés de la chaussée de Brünn; la garde et la réserve suivirent à quelque distance le corps de Bernadotte, prêtes à donner sur le centre, si l'ennemi voulait y reporter ses forces.

Le maréchal Soult partit du ravin de Kobelnitz et de Puntowitz à la tête des divisions Saint-Hilaire et Vandamme, soutenues par la brigade Levasseur. Deux autres brigades de la division Legrand restèrent en flanqueurs pour couvrir les défilés de Telnitz et de Sokolnitz, menacés par Buxhowden. Le maréchal Davoust reçut ordre de partir de Raygern avec les divisions Friant et Bourcier, pour contenir les têtes de colonnes russes jusqu'à ce qu'il convînt à l'Empereur de les attaquer plus sérieusement.

Dès que le maréchal Soult eut gravi la hauteur de Pratzen, il attaqua le corps de Kolowrath, marchant au centre, et qui, se croyant garanti par la gauche qui le précédait, s'avançait en colonne de route par pelotons. L'empereur Alexandre, Kutusoff et son état-major étaient avec cette colonne. Les bataillons russes furent culbutés aussitôt qu'ils se présentèrent formés pour résister aux bataillons fran-

çais. Les bataillons autrichiens qui les suivaient éprouvèrent le même sort. L'empereur Alexandre chercha à rallier ses troupes; mais n'ayant à sa disposition aucune division pour lui servir de réserve, il ne put les empêcher d'être repoussées jusqu'à Hostiradeck. La brigade Kamenski, qui appartenait à la troisième colonne de la gauche, vint réunir ses efforts à ceux de Kutusoff, mais ne put résister aux efforts combinés des généraux Saint-Hilaire, Vandamme et Levasseur. Le centre de l'armée ennemie, menacé d'être précipité dans un vallon marécageux, fut ainsi obligé de se replier sur Wischau, en laissant en notre pouvoir toute son artillerie embourbée dans la glaise à demi gelée.

Au moment où ce coup décisif était frappé, les deux premières colonnes de Buxhowden avaient débouché de Sokolnitz et de Telnitz, malgré les efforts de la division Legrand, trop faible pour résister aux masses russes. Mais le maréchal Davoust, arrivant de Raygern avec la division Friant, rétablit l'équilibre. Le combat devint opiniâtre et meurtrier; Sokolnitz, pris et repris, resta un moment aux Russes. Les généraux Langeron et Pribichefski attaquèrent même les hauteurs de Marxdorf; mais nos troupes, disposées en croissant, chargèrent plusieurs fois leurs flancs avec succès.

La fortune était favorable à l'armée française, aussi bien au centre qu'à la gauche. Il arriva au grand-duc Constantin et aux gardes russes ce qui était arrivé au quartier général et à la colonne du centre : ils devaient être en réserve, et ils se trouvèrent assaillis les premiers.

Le général Bagration avait appuyé sur la droite pour déborder et attaquer la position du Santon. La cavalerie de Lichtenstein avait aussi marché sur la droite pour seconder cette attaque; en sorte que le grand-duc et les gardes se trouvèrent en première ligne, au moment où Bernadotte s'avançait sur Blasowitz, et Lannes sur les deux côtés de la chaussée de Brünn.

Revenu enfin après un long détour à la droite du grand-duc, le prince de Lichtenstein commençait à se former quand les hulans de la garde russe, entraînés par une valeur intempestive, se jetèrent entre les divisions de Bernadotte et de Lannes pour atteindre la cavalerie de Kellermann, qui se re-

paliit devant eux. Victimes de cette ardeur, ils furent chargés par les réserves de Murat, culbutés et ramenés sous le feu de nos deux lignes d'infanterie, qui en coucha par terre la moitié.

Cependant les progrès du maréchal Soult avaient forcé Kutusoff de rappeler Lichtenstein au secours du centre de l'armée. Ce prince, également menacé à droite et à gauche, ne savait où porter les premiers secours; il se hâta néanmoins d'envoyer quatre régiments de cavalerie, qui arrivèrent pour être témoins de la défaite de Kolowrath.

De son côté, Constantin, voyant les colonnes d'infanterie française pénétrer dans Blasowitz et en déboucher, prit le parti de descendre des hauteurs pour leur épargner la moitié du chemin; et, tandis qu'un furieux combat d'infanterie s'engageait entre la garde impériale russe et la division Drouet, il ordonna aux gardes à cheval (régiment de cuirassiers) de charger le flanc droit de cette division, formée du 4e régiment de ligne. Les cuirassiers russes, malgré l'impétuosité de leur attaque, ne purent réussir qu'à entamer un bataillon de ce régiment, qui dans la bagarre perdit son aigle. Napoléon, dont le regard planait sur le champ de bataille, ordonna au maréchal Bessières de se porter sur ce point avec la cavalerie de la garde impériale française. Le choc fut terrible. La ligne ennemie, après la plus opiniâtre défense, fut obligée de céder aux efforts réunis de Bernadotte et de Bessières; l'infanterie de la garde russe, hors d'état de résister plus longtemps, fut rejetée sur Krzenowitz. Les chevaliers-gardes, arrivés à l'instant même d'Austerlitz, se flattèrent en vain de résister plus longtemps; ce régiment d'élite, chargé par le général Rapp à la tête des grenadiers à cheval, fut aussitôt enfoncé et détruit. Tout le centre de l'armée russe fut obligé de battre en retraite précipitamment par le chemin d'Austerlitz. Pendant ce combat, Murat et Lannes avaient attaqué avec succès le corps de Bagration et la cavalerie russe qui le soutenait. Nos cuirassiers avaient culbuté tout ce qui avait essayé de tenir devant eux. Les divisions Suchet et Caffarelli contribuèrent aussi à la destruction de cette aile droite de l'armée russe.

Certain que Bernadotte, Lannes et Murat seraient plus que suffisants pour achever l'ennemi de ce côté, l'Empereur se

dirigea sur sa droite avec la garde et la réserve aux ordres du général Oudinot, pour aider le maréchal Soult à détruire l'aile gauche de l'armée russe, compromise au milieu des lacs. Il était deux heures de l'après-midi quand Soult, enflammé par l'approche de l'Empereur, réunit les divisions Saint-Hilaire et Legrand pour attaquer Sokolnitz à revers, tandis que les troupes de Davoust l'assailliraient de front.

La division Pribichefski, cernée dans le village, se vit contrainte à poser les armes. Le général Langeron, attaqué à son tour, ne fut guère plus heureux, et la moitié de sa division seulement parvint à rejoindre Buxhowden. Celui-ci, qui avait perdu plusieurs heures en escarmouches inutiles du côté de Telnitz, jugeant enfin qu'il était temps de penser à son propre salut, se mit en mouvement pour revenir sur Aujest et sortir du défilé où il se trouvait engagé, en longeant le fond de la vallée entre les lacs et les hauteurs. Il débouchait du village, en colonne, lorsque Vandamme, se jetant avec impétuosité sur son flanc, pénétra dans Aujest et coupa la colonne en deux. Buxhowden, hors d'état de revenir sur ses pas, continua sa route avec les deux bataillons de la tête pour rejoindre Kutusoff; mais Doctorof et Langeron, avec les vingt-huit bataillons restants, se trouvèrent pressés dans le gouffre entre les lacs et les hauteurs couronnées par les divisions Saint-Hilaire, Vandamme, et par les réserves. La tête de la colonne du côté d'Aujest, escortant l'artillerie, essaya de fuir à travers les canaux formés par le desséchement du lac; mais le pont se rompit sous le poids des canons; et, pour sauver leurs pièces, les soldats russes se hasardèrent à traverser le lac, couvert d'une couche épaisse de glace, qui paraissait solide; malheureusement pour eux la glace, sillonnée par nos boulets, se brisa sous le poids de cette masse, et tout disparut englouti, hommes, chevaux et canons. Ce fut un spectacle horrible à voir, et dont le souvenir seul suffit pour frapper de terreur l'imagination.

La victoire d'Austerlitz eut d'immenses résultats : les Russes perdirent quarante-cinq mille hommes, tués, blessés ou prisonniers; vingt généraux, plusieurs aides de camp de l'empereur de Russie, et un grand nombre d'officiers de distinction, restèrent sur le champ de bataille. On prit deux

cents canons, quatre cents voitures d'artillerie, tous les équipages et quarante-cinq drapeaux, parmi lesquels figuraient les étendards de la garde impériale d'Alexandre.

La fuite des Russes vers la Pologne fut si précipitée, qu'ils laissèrent derrière eux les routes couvertes de canons, de caissons, de chariots et de bagages. Dans la plupart des bourgs et villages où entrèrent les Français détachés à la poursuite des débris de l'armée ennemie, on trouva les granges et les églises remplies de blessés abandonnés sans aucun secours. Le général Kutusoff s'était contenté de faire placer sur les portes des écriteaux portant, en langue française : *Je recommande ces malheureux à la générosité de l'empereur Napoléon, et à l'humanité de ses braves soldats.*

Le soir même de l'action, et pendant plusieurs heures de la nuit, Napoléon parcourut le vaste champ de bataille d'Austerlitz, faisant compter les morts et enlever les blessés. Rien n'était plus touchant que d'entendre ces derniers exprimer leur reconnaissance pour l'intérêt que l'Empereur leur témoignait, et s'informer du résultat de la journée. « La victoire est » sans doute à nous, s'écriait l'un : l'Empereur avait pris de » trop bonnes dispositions pour qu'elle nous échappât. » Un autre disait : « Il y a huit heures que je suis abandonné et que » j'endure des souffrances inouïes ; mais j'ai pris patience en » pensant que j'avais fait mon devoir, et que mes camarades » ont fait le leur. » Ceux-ci, s'adressant directement à l'Empe- » reur : Eh bien, sire, vous devez être content de vos soldats ! »

Napoléon dit aux officiers qui l'entouraient : « J'ai livré » vingt batailles aussi chaudes que celle-ci ; mais je n'en » ai vu aucune où la victoire ait été aussi promptement dé- » cidée, et les destins si peu balancés. »

Dans le courant de la journée, la garde impériale à pied et les grenadiers d'Oudinot témoignaient leur impatience de n'être pas engagés avec l'ennemi, et demandaient qu'on les fît donner. « Réjouissez-vous de ne rien faire, répondit » l'Empereur, je vous garde en réserve ; tant mieux si l'on » n'a pas besoin de vous aujourd'hui. » Les ennemis étaient stupéfaits de la précision que toutes les troupes françaises avaient mise dans leurs mouvements, et se plaignaient amèrement de l'impéritie de leurs propres généraux. Un

commandant d'artillerie de la garde russe, fait prisonnier, dit, en passant devant Napoléon : « Sire, faites-moi fusiller : » je viens de perdre mes pièces. » — « Jeune homme, lui ré» pondit l'Empereur, j'apprécie vos regrets; mais on peut être » battu par mon armée, et avoir encore des titres à la gloire. »

Valhubert fut le seul officier-général dont l'armée eut à regretter la perte. Tous ceux qui avaient été blessés guérirent de leurs blessures. Lorsque ce brave général eut la cuisse emportée, les soldats de sa brigade s'empressèrent au tour de lui pour le relever et le transporter au poste des chirurgiens : « Souvenez-vous de l'ordre du jour, leur dit-il, et » reprenez vos rangs : si vous êtes vainqueurs, vous m'enlè» verez du champ de bataille ; si vous êtes vaincus, que m'im» porte un reste de vie ? » Et bientôt après il ajouta : « Que n'ai» je perdu plutôt le bras, je pourrais combattre encore avec » vous et mourir à mon poste ! » Valhubert ne survécut que vingt-quatre heures à sa blessure, et, quelques instants avant de rendre le dernier soupir, il écrivit cette lettre touchante à Napoléon : « J'aurais voulu faire plus pour vous ; je vais » mourir, et je ne regrette pas la vie, puisque j'ai participé » à une victoire qui vous assure un règne heureux. Quand » vous penserez aux braves qui vous étaient dévoués, rap» pelez-vous de moi. Il me suffit de vous dire que j'ai une » famille ; je n'ai pas besoin de vous la recommander. »

La générosité de l'Empereur envers les troupes qui avaient combattu à Austerlitz fut grande comme la victoire.

Il adopta tous les enfants de ceux qui étaient morts dans cette bataille, se chargea de leur éducation et de leur établissement, et leur permit de joindre à leur nom celui de Napoléon. Il accorda 6,000 francs de pension aux veuves des généraux, 2,400 francs à celles des colonels et majors, 1,200 à celles des capitaines, 800 à celles des lieutenants et sous-lieutenants, et enfin 200 francs à celles des soldats. Quant aux braves qui survécurent à la victoire, il leur témoigna sa satisfaction dans cette proclamation, devenue pour eux le plus beau titre de gloire :

« Soldats ! je suis content de vous ; vous avez, à la jour» née d'Austerlitz, justifié tout ce que j'attendais de votre » intrépidité ; vous avez décoré vos aigles d'une immortelle

» gloire : une armée de cent mille hommes, commandée par
» les empereurs de Russie et d'Autriche, a été, en moins de
» quatre heures, ou coupée ou dispersée : ce qui a échappé
» à votre feu s'est noyé dans les deux lacs.....

» Soldats! lorsque le peuple français plaça sur ma tête la
» couronne impériale, je me confiai à vous pour la maintenir
» toujours dans ce haut éclat de gloire qui seul pouvait lui
» donner du prix à mes yeux; mais, dans le même moment,
» nos ennemis pensaient à la détruire et à l'avilir, et cette cou-
» ronne de fer, conquise par le sang de tant de Français, ils
» voulaient m'obliger de la placer sur la tête de nos plus cruels
» ennemis : projets téméraires et insensés que, le jour même
» de l'anniversaire de votre empereur, vous avez anéantis
» et confondus. Vous leur avez appris qu'il est plus facile de
» nous braver et de nous menacer que de nous vaincre.

» Soldats! lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer
» le bonheur et la prospérité de notre patrie sera accompli,
» je vous ramènerai en France. Là vous serez l'objet de mes
» tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie,
» et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz,
» pour qu'on vous réponde : *Voilà un brave !* »

Les deux empereurs, François II et Alexandre, des hauteurs d'Austerlitz, avaient vu la défaite de toute la garde russe et la destruction de leur armée.

Deux jours après la bataille, l'empereur d'Autriche vint saluer le vainqueur à son bivouac. Napoléon lui dit en l'accueillant : « Je vous reçois dans le seul palais que j'habite
» depuis deux mois. — Vous tirez si bien parti de cette
» habitation, répondit François II, qu'elle doit vous plaire.»
Dans cette entrevue, les deux empereurs convinrent d'un armistice et des principales conditions de la paix future.

François II fit aussi connaître à Napoléon qu'Alexandre désirait faire la paix, et demanda une trève pour les restes de l'armée russe. Napoléon lui fit observer qu'ils étaient cernés, que pas un homme ne pouvait échapper : « Mais, ajouta
» t-il, je désire faire une chose agréable à l'empereur Alexan-
» dre : je laisserai passer l'armée russe, j'arrêterai la marche
» de mes colonnes, si Votre Majesté me promet que cette ar-
» mée évacuera l'Allemagne et la Pologne autrichienne et

» prussienne. — C'est l'intention de l'empereur Alexandre,
» répondit l'empereur d'Autriche; je puis vous l'assurer;
» d'ailleurs, dans la nuit, vous pourrez vous en convaincre
» par vos propres officiers. »

Après l'entrevue, le général Savary accompagna l'empereur d'Autriche à son quartier général, afin de savoir si Alexandre adhérait à la capitulation. Savary trouva les Russes sans artillerie ni bagage, et dans un épouvantable désordre. Il était minuit. Le général Meerfeld avait été repoussé de Godding par le maréchal Davoust; l'armée russe, environnée de tous côtés, était en quelque sorte prisonnière.

Le prince Czartorinski introduisit le général français auprès de l'empereur Alexandre. « Dites à votre maître, lui cria
» celui-ci en le voyant, que je m'en vais; qu'il a fait hier des
» miracles; que cette journée a accru mon admiration pour
» lui; qu'il est prédestiné du ciel, qu'il faut à mon armée cent
» ans pour égaler la sienne. Mais puis-je me retirer avec sû-
» reté? — Oui, sire, répondit l'aide de camp de Napoléon, si
» Votre Majesté ratifie ce que les empereurs de France et
» d'Allemagne ont arrêté dans leur entrevue. — Eh! qu'est-
» ce? — Que l'armée russe se retirera par journées d'étape,
» et évacuera l'Allemagne et la Pologne autrichienne et prus-
» sienne : à cette condition, je suis chargé de me rendre à nos
» avant-postes qui vous ont déjà tourné, et d'y donner des
» ordres pour protéger votre retraite, l'Empereur voulant
» respecter l'ami du premier consul. — Quelle garantie faut-
» il pour cela? — Sire, votre parole. — Je vous la donne. »
Le général Savary s'éloigna sur-le-champ au grand galop pour transmettre au maréchal Davoust l'ordre de laisser l'armée russe continuer tranquillement sa retraite.

Napoléon, en se montrant trop généreux dans cette circonstance, commit une faute grave; il pouvait prendre et détruire les restes de l'armée russe. Il le savait bien, car il lui échappa, après son entrevue avec l'empereur d'Allemagne, de dire : « Cet homme me fait faire une grande faute. » Mais pour se justifier à ses propres yeux, il ajouta : « Il y
» a déjà assez de larmes et de sang répandu, n'en faisons
» pas couler davantage. » Noble excuse, trop belle pour ne pas être respectée de tout ami de l'humanité!

La paix de Presbourg termina dignement cette glorieuse campagne et dénoua la troisième coalition. Une fédération des princes du Rhin fut formée pour servir à l'avenir de barrière aux desseins ambitieux de la Russie et de l'Autriche. François II perdit les États vénitiens qui renforcèrent le royaume d'Italie, et le Tyrol qui agrandit la Bavière. L'électeur de Bavière, celui de Wurtemberg, qui s'étaient montrés fidèles à la France, virent leurs États érigés en royaumes, et le margraviat de Bade devint un grand-duché. En donnant des marques de sa satisfaction aux princes qui étaient restés ses alliés, l'Empereur n'oublia pas les généraux qui avaient combattu sous ses ordres. Berthier reçut la principauté de Neufchâtel, et Murat le grand-duché de Berg; le prince Eugène épousa la fille du roi de Bavière, et fut déclaré héritier présomptif de la couronne d'Italie, dans le cas où Napoléon mourrait sans postérité. Peu de temps après, Napoléon devait donner Joseph, son frère, pour souverain à Naples, et son autre frère, Louis, à la Hollande. Ainsi l'homme que la coalition avait voulu renverser de son trône dispensait lui-même des couronnes et faisait des rois.

RÉSUME CHRONOLOGIQUE [1].

CAMPAGNE DE MORAVIE. — BATAILLE D'AUSTERLITZ.

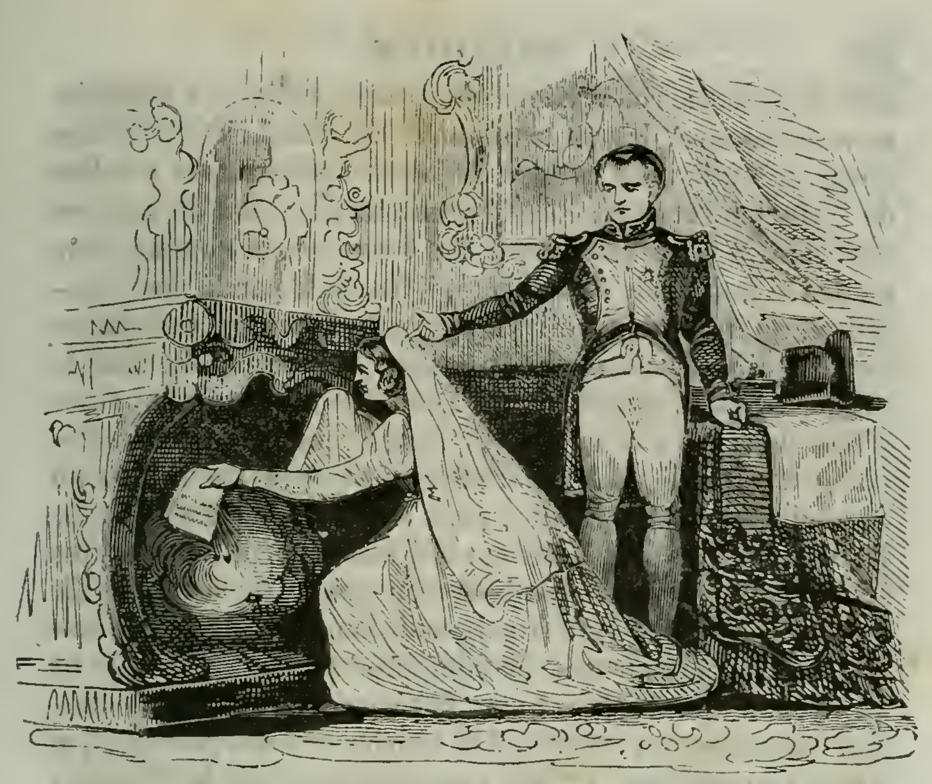
1805.

24 *octobre*. Entrée de l'Empereur à Munich.
27 — Le 1er corps passe l'Inn à Vasserburg.
28 — Le 3e corps passe l'Inn à Mulhdorf.
29 — L'Empereur entre à Branau, clef de l'Autriche, et prend les magasins et l'artillerie de l'ennemi.
1er *novembre*. Le 3e corps passe la Traun à Lambach.
2—Prise d'Ebersbeg sur la Traun.
3— Le 5e corps entre à Lintz.
5— Le prince Murat, avec son corps d'armée, ayant passé l'Inn à Mulhdorf, bat l'armée russe à Amstetten
— — Entrevue de l'empereur Napoléon et de l'électeur de Bavière, près de Lintz.
4 et 5 — Le 6e corps s'empare du Tyrol; après la capitulation du fort de Luetasch, le combat de Scharnitz, et le combat en avant d'Inspruck.
7 — Prise des magasins d'Inspruck ; les malades sont confiés à la générosité française.
— — Les drapeaux français sont repris dans l'arsenal d'Inspruck.
8 — L'Empereur fait son entrée dans l'abbaye de Molk.
9 — le 5e corps et la réserve entrent à Saint-Polten.
11 — Combat de Krems près de Diernstein.
13 — Le maréchal Murat, avec la réserve, entre à Vienne.
— — Le maréchal Murat et le maréchal Lannes surprennent le pont de Vienne.
— — L'Empereur à Schoenbrunn harangue son armée.
14 — Les habitants de Vienne présentent les clefs de leur ville à l'Empereur.
— — L'Empereur remet aux maires de Paris les drapeaux pris sur l'ennemi.
15 et 16 *novembre*. Combat d'Hollabrunn, connu sous le nom de Schongraben.
20 — L'Empereur reçoit à Brünn les députés de la Moravie.
23 — Des reconnaissances arrivent jusqu'à Olmutz.
27 et 28 — Le maréchal Davoust entre à Presbourg, capitale de la Hongrie.
29 — L'Empereur fait prendre position à l'armée, et fortifie le Santon.
— —L'Empereur congédie un parlementaire russe.
1er *décembre*. L'Empereur visite ses avant-postes pendant la nuit.
2 — L'Empereur donne ses ordres aux généraux le matin de la bataille d'Austerlitz.
— — Bataille d'Austerlitz
— — Des généraux et des soldats russes, faits prisonniers, sont amenés à l'Empereur.
— —Une partie de l'armée russe s'engloutit sous les flots.
4 — Les deux Empereurs au bivouac près du moulin de Saruschitz.
6 — Suspension d'armes.
— — Les canons et les armures de l'arsenal impérial de Vienne sont transportés en France.
— — Le ministre des relations extérieures passe le Danube devant Presbourg.
26 — Paix de Presbourg.
— — Venise rendue à l'Italie.
— — Ratification du traité de Presbourg. L'électeur de Bavière et l'électeur de Wurtemberg sont proclamés rois.
— — La garde impériale rentre en France

1806.

27 *janvier*. L'Empereur arrive à Paris.
— — Trophées de la campagne.
— — La renommée publie la nouvelle de la paix de Presbourg

[1] Ce résumé est composé avec les inscriptions placées aux sculptures de la Colonne de la place Vendôme. Il offre, réuni au résumé de la feuille précédente, la série complète des légendes qui accompagnent les bas-reliefs de cet admirable monument.



Clémence de l'Empereur envers le prince d Halzfeld

CAMPAGNE DE PRUSSE.

Après la victoire d'Austerlitz et le traité de Presbourg, l'empereur Napoléon eut un instant l'espérance fondée de voir la paix de l'Europe complétement assurée par une alliance sincère de l'Angleterre avec la France. La mort de William Pitt avait appelé à la tête du ministère anglais son rival célèbre, Georges Fox; cet illustre homme d'État n'oublia point les sentiments d'estime et d'affection qui le liaient au premier consul. Un de ses premiers soins, lors de son entrée au ministère, fut de renouer avec l'empereur des Français des négociations dont le but était de rendre la tranquillité à son pays et le repos au monde. Sa mort, trop prompte, détruisit malheureusement la bonne volonté de l'Angleterre, et Napoléon dut perdre tout espoir de voir le cabinet britannique consentir à la paix européenne.

La neutralité de la Prusse pendant la troisième coalition n'avait pas été sans arrière-pensées; elle attendait, pour se déclarer, que les succès des coalisés lui permissent de le faire

sans danger. Le roi Frédéric-Guillaume avait eu à Potsdam avec Alexandre, devant le tombeau du grand Frédéric, une entrevue où il avait promis de joindre ses troupes à celles de l'Autriche et de la Russie : seulement, avant de rompre entièrement avec l'empereur des Français, et comme pour mettre le bon droit de son côté, il avait demandé une réparation, qu'il savait devoir lui être refusée, pour la violation du territoire prussien lors du passage de Bernadotte dans la principauté d'Anspach. Ce fut à cette occasion que le prince d'Haugwitz était venu trouver l'empereur Napoléon au bivouac d'Austerlitz. L'Empereur remit à s'entretenir avec lui au lendemain de la bataille; mais après la victoire signalée qui venait d'être remportée par les Français, il ne pouvait plus être question des réclamations menaçantes de la Prusse : le prince d'Haugwitz était trop bon diplomate pour faire autre chose au vainqueur que des compliments, dont Napoléon ne fut pourtant pas la dupe; car, après avoir reçu les félicitations du ministre prussien, il se tourna vers ses généraux, et leur dit en souriant : « Voilà un compliment que la victoire a » fait changer d'adresse. » Néanmoins il espéra rallier franchement le roi de Prusse à la cause de la France, en lui donnant une part dans les provinces conquises. Frédéric-Guillaume reçut en échange du petit territoire d'Anspach, qui fut donné à la Bavière, le bel électorat de Hanovre. En lui remettant ainsi les États héréditaires de la maison de Brunswick, Napoléon espérait élever entre les cours de Londres et de Berlin un sujet perpétuel de guerres. Il se trompa. La Prusse, qui fut au moment de combattre l'Angleterre, céda aux instigations des nouveaux ministres anglais, et prit part à une quatrième coalition, où entrèrent également la Russie et la Suède.

Les griefs que la Prusse allégua contre la France furent: 1° l'extension de puissance acquise à l'empire français par la réunion de l'Illyrie et des États vénitiens, ainsi que par la création des royaumes de Hollande et de Naples, et par celle de la confédération germanique; 2° l'occupation prolongée des provinces allemandes. Elle demandait aussi que la France ne mît aucun obstacle à la formation de la ligue du Nord, qui devait embrasser sans exception tous les États

allemands non compris dans l'acte fondamental de la confédération du Rhin.

Le roi de Prusse n'ignorait pourtant point que la cause du séjour des troupes françaises en Allemagne était la non-exécution, par la Russie, de certains engagements pris en son nom par l'Autriche dans le traité de Presbourg ; il poussa l'aveuglement, plein de confiance sans doute dans les armements nombreux qu'il avait réunis depuis quelques mois, jusqu'à adresser un ultimatum à l'empereur Napoléon, dans lequel il exigeait, pour le 8 octobre, une satisfaction précise à tous ses griefs, et l'évacuation immédiate de l'Allemagne.

« Maréchal, dit l'Empereur au prince de Neufchâtel, en re-
» cevant la sommation prussienne, on nous donne un rendez-
» vous d'honneur pour le 8. Jamais un Français n'y a manqué;
» mais, comme on dit qu'il y a une belle reine qui veut être
» témoin des combats, soyons courtois, et marchons sans
» nous coucher pour la Saxe. » La reine de Prusse était effectivement à l'armée, vêtue en amazone et portant l'uniforme du régiment de dragons qui portait son nom. « Il semble,
» disait le premier bulletin de Napoléon, voir Armide, dans
» son égarement, mettant le feu dans son propre palais. »

Napoléon, parti de Paris le 28 septembre, avait le 6 octobre son quartier général à Bamberg. La grande armée était rassemblée autour de lui, forte encore de cent quatre-vingt mille hommes.

L'armée prussienne s'élevait à deux cent mille hommes. Les troupes de la Saxe et de la Hesse électorale s'y étaient réunies.

Le roi, en se mettant lui-même à la tête de son armée, avait exhumé tous les vieux généraux de la guerre de sept ans pour lui servir de guides. Le duc de Brunswick et Mollendorf devaient conduire les Prussiens à la victoire. Le premier, général d'avant-garde sous son père, le grand Ferdinand, n'avait combattu depuis qu'à Kaiserslautern, où il avait défendu bravement son camp contre Hoche. Bon administrateur, vaillant dans le combat, mais timide dans le cabinet, il n'avait rien su apprendre durant les quinze années de guerre qui venaient de s'écouler, bien que ces années

fussent riches en grandes leçons militaires. Mollendorf, non moins brave, n'était pas plus habile capitaine. L'âge avait glacé, chez ces deux généraux, les qualités qui avaient fait leur réputation, sans leur donner du génie; car le génie n'est ni le fruit de l'âge ni celui de l'expérience. Le prince de Hohenlohe et Massenbach, son lieutenant, n'avaient que des idées fausses sur l'art de la guerre. Ces habiles manœuvriers, plongés dans un sommeil léthargique depuis dix ans, comptaient si bien reconduire Napoléon à Mayence, qu'aucune de leurs places de première ligne, situées à quelques marches des cantonnements français, n'avaient été mises en état de défense. L'armée prussienne était d'ailleurs belle, d'une tenue et d'une discipline admirables; l'artillerie excellente; la cavalerie brave, exercée et manœuvrière. Enfin, l'état-major était composé d'officiers instruits.

L'armée française était ainsi disposée, et devait se mettre en marche par trois points différents :

La droite, composée des corps des maréchaux Soult et Ney, et d'une division de Bavarois, se réunit à Bareuth pour se porter sur Hoff; le centre, composé de la réserve de Murat, des corps de Bernadotte, Davoust, et de la garde impériale, débouchant par Bamberg sur Cornach, devait arriver le 8 à Saalbourg, et de là se porter par Schleitz sur Gera; la gauche, composée des corps de Lannes et Augereau, devait marcher de Schweinfurth sur Cobourg, Graffenthal et Saalfeld.

Napoléon avait fait ses dispositions ; sa présence animait les soldats du plus vif enthousiasme ; la bataille d'Austerlitz avait anéanti l'antique préjugé de la supériorité des Russes ; l'honneur français avait maintenant à détruire sans retour la réputation des savantes manœuvres prussiennes, que la mémoire du grand Frédéric protégeait encore dans tous les esprits.

Les hostilités commencèrent par des succès que l'armée française obtint à Saalbourg, à Schleitz et à Gera.

Un des parents de Frédéric-Guillaume trouva la mort dans nn des premiers combats, à Saalfeld; c'était le prince Louis de Prusse, cousin germain du roi, et l'un des plus ardents

provocateurs de la guerre : il avait combattu à la tête de la cavalerie avec la plus grande intrépidité ; mais, ses escadrons étant culbutés par les hussards français, il suivait le mouvement rétrograde de cette troupe pour chercher à la rallier, lorsqu'il fut joint par un maréchal-de-logis du 10e de hussards, nommé Guindé, qui lui cria de se rendre. Le prince s'arrêta, fit volte-face, et engagea avec son intrépide adversaire un combat corps à corps. Guindé, prenant le prince pour un simple officier, lui réitéra sa sommation. « Rendez-» vous, lui dit-il, ou vous êtes mort. » Il reçut pour réponse un coup de sabre sur le visage. Alors, dans la nécessité de se défendre, ne suivant plus que le mouvement d'une juste vengeance, il plongea son sabre dans le corps du prince, qui tomba mort à ses pieds.

Le projet du roi de Prusse avait été de commencer les hostilités le 9 octobre, en débouchant sur Francfort par sa droite, sur Wurtzbourg par son centre, et sur Bamberg par sa gauche. Toutes les divisions de son armée étaient disposées pour exécuter ce plan ; mais le mouvement de l'armée française sur Saalbourg, Schleitz et Gera, ayant tourné sa gauche, il résolut de rappeler tous ses détachements. Le 3, il se présenta en bataille entre Capellendord et Auerstaedt avec une armée forte de près de cent cinquante mille hommes.

A deux heures après midi, l'Empereur arriva à Iéna, et monta sur un petit plateau qu'occupait notre avant-garde. De là il aperçut les dispositions des Prussiens, qui paraissaient manœuvrer pour attaquer le lendemain, et forcer sur notre droite les divers débouchés de la Saale. L'ennemi défendait en force, et par une position inexpugnable, la chaussée d'Iéna à Weimar, et paraissait penser que les Français ne pourraient déboucher dans la plaine sans avoir forcé ce passage. Il semblait impossible en effet de faire monter de l'artillerie sur le plateau, qui d'ailleurs était si resserré, que quatre bataillons pouvaient à peine s'y déployer. Napoléon en jugea différemment : il fit travailler toute la nuit à un chemin dans le roc, et l'on parvint à conduire l'artillerie sur la hauteur.

Le maréchal Davoust reçut l'ordre de marcher sur Naumbourg, pour défendre les défilés de Kosen, si l'ennemi

s'avançait sur cette ville, et de se rendre à Apolda pour le prendre à dos, s'il restait dans ses positions.

Le corps du maréchal Bernadotte fut destiné à déboucher par Dornbourg pour tomber sur les derrières de l'ennemi, soit qu'il se portât en force sur Naumbourg, soit qu'il se portât sur Iéna.

La grosse cavalerie ne pouvait rejoindre l'armée française qu'à midi; la cavalerie de la garde impériale était en arrière, à trente-six heures de marche. Mais il est des moments, à la guerre, où aucune considération ne doit balancer l'avantage de prévenir l'ennemi et de l'attaquer le premier. Napoléon fit masser, sur le plateau que l'ennemi avait négligé, et vis-à-vis duquel il était en position, tout le corps du maréchal Lannes; la garde impériale s'y forma aussi en bataillon carré. L'Empereur bivouaqua au milieu de ces braves. La nuit offrait un spectacle remarquable, celui de deux armées dont l'une déployait son front sur six lieues d'étendue, et embrasait de ses feux l'atmosphère; l'autre dont les feux apparents étaient concentrés sur un petit point; et dans l'une et l'autre armée, de l'activité, du mouvement. Les bivouacs des deux camps étaient à une demi-portée de canon; les sentinelles se touchaient presque, et il ne se faisait pas un mouvement qui ne fût entendu.

Les corps des maréchaux Ney et Soult marchèrent toute la nuit pour arriver au lieu de la bataille. A la pointe du jour, l'armée prit les armes. La division Gazan était rangée sur trois rangs, sur la gauche du plateau; la division Suchet formait la droite; la garde impériale occupait au centre le sommet du monticule, chacun de ces corps ayant ses canons dans les intervalles. De la ville et des vallées voisines, on avait pratiqué des débouchés qui permettaient le déploiement le plus facile aux troupes qui n'avaient pu être placées sur le plateau; car c'était peut-être la première fois qu'une armée devait passer par un si petit débouché.

Un brouillard épais obscurcissait le jour. L'Empereur passa devant plusieurs lignes. Il recommanda aux soldats de se tenir en garde contre cette cavalerie prussienne qu'on peignait comme si redoutable. « Souvenez-vous, leur dit-il, « qu'il y a un an à pareille époque vous avez pris Ulm; l'ar-

» mée prussienne, comme alors l'armée autrichienne, est
» aujourd'hui cernée ; elle a perdu sa ligne d'opérations,
» ses magasins ; elle ne se bat plus pour la gloire, mais pour
» la retraite. Elle cherchera à faire une trouée sur diffé-
» rents points ; les corps qui la laisseraient passer seraient
» perdus d'honneur et de réputation. Je compte sur vous.»
A ce discours animé, les soldats répondirent par des cris de
marchons.

Les tirailleurs engagèrent l'action ; la fusillade devint vive. Quelque bonne que fût la position que l'ennemi occupait, il en fut débusqué, et l'armée française, débouchant dans la plaine, commença à prendre son ordre de bataille.

De son côté, le gros de l'armée ennemie, qui n'avait eu le projet d'attaquer que lorsque le brouillard serait dissipé, prit les armes. La gauche, forte de cinquante mille hommes, avait marché dès la veille pour couvrir les défilés de Naumbourg et s'emparer des débouchés de Kosen, où elle devait rencontrer le maréchal Davoust. Le centre et la droite, formant une force de quatre-vingt mille hommes, se portèrent au-devant de l'armée française, qui débouchait du plateau d'Iéna. Le brouillard couvrit les deux armées pendant trois heures ; mais enfin il fut dissipé par un beau soleil d'automne. Les deux armées s'aperçurent à petite portée de canon. La gauche de l'armée française, appuyée sur un village et sur des bois, était commandée par le maréchal Augereau. La garde impériale la séparait du centre, qu'occupait le corps du maréchal Lannes. La droite était formée par le corps du maréchal Soult ; le maréchal Ney n'avait sous ses ordres qu'un corps de trois mille hommes, seules troupes qui fussent arrivées de son corps d'armée.

L'armée ennemie, commandée par le prince de Hohenlohe, était nombreuse et montrait une belle cavalerie. Ses manœuvres étaient exécutées avec précision et rapidité. L'Empereur eût désiré retarder de deux heures le signal d'en venir aux mains, afin d'attendre, dans la position qu'il venait de prendre après l'attaque du matin, les troupes qui devaient le joindre, et surtout sa cavalerie ; mais l'ardeur française l'emporta. Plusieurs bataillons s'étant engagés au village de Hollsted, il vit l'ennemi s'ébranler pour les en déposter. Le maréchal

Lannes reçut ordre sur-le-champ de marcher en échelons pour soutenir ce village. Le maréchal Soult attaqua un bois sur la droite; l'ennemi ayant fait un mouvement sur notre gauche, le maréchal Augereau fut chargé de le repousser. En moins d'une heure, l'action devint générale; de part et d'autre on manœuvra constamment comme à une revue. Parmi nos troupes, il n'y eut jamais le moindre désordre; la victoire ne fut pas un moment incertaine. L'Empereur conserva toujours auprès de lui, indépendamment de la garde impériale, un grand nombre de troupes de réserve pour pouvoir parer à tout accident imprévu.

Le maréchal Soult, ayant enlevé le bois qu'il était chargé d'attaquer, fit un mouvement en avant. Dans cet instant, on prévint l'Empereur que la division de cavalerie française de réserve commençait à se placer, et que deux nouvelles divisions du corps du maréchal Ney arrivaient sur le champ de bataille. Il fit alors avancer toutes les troupes qui étaient en réserve sur la première ligne, et qui, se trouvant ainsi appuyées, culbutèrent l'ennemi dans un clin d'œil, et le forcèrent à la retraite. Les Prussiens la firent en ordre pendant la première heure; mais elle devint une affreuse confusion au moment où les divisions de dragons et de cuirassiers, ayant le grand-duc de Berg à leur tête, purent prendre part à l'affaire. La cavalerie, l'infanterie prussiennes ne purent soutenir leur choc. L'infanterie se forma en vain en bataillons carrés : cinq de ces carrés furent enfoncés; artillerie, cavalerie, infanterie, tout fut culbuté et pris. La cavalerie française arriva à Weimar en même temps que l'ennemi, qu'elle poursuivit ainsi pendant six lieues.

Tandis que l'Empereur remportait la victoire d'Iéna, le maréchal Davoust obtenait à Auerstaedt des avantages non moins signalés sur la gauche de l'armée ennemie, où était en personne le roi de Prusse. Ce corps, commandé par le duc de Brunswick, se trouvait déjà à cinq lieues sur la gauche du champ de bataille d'Iéna, lorsque son avant-garde rencontra les avant-postes du maréchal Davoust, qui avait pris position à Naumbourg. Le défilé de Kosen séparait les Français et les Prussiens. Brunswick, croyant n'avoir affaire qu'à un fort détachement, au lieu de chercher à s'em-

parer aussitôt de ce défilé, s'arrêta à Auerstaedt, et y fit bivouaquer ses divisions. A l'aube du jour elles s'ébranlèrent; mais le brouillard épais qui régnait dans toute la vallée de la Saale contraria et retarda leur marche. Cependant la division Schmettau, qui formait l'avant-garde, arrivant près d'Hassenhausen, donna sur la division Gudin, qui pendant la nuit avait occupé le défilé de Kosen, afin d'offrir aux divisions françaises le moyen de déboucher sur le plateau.

Le maréchal Davoust avait reçu, à deux heures du matin, les ordres de l'Empereur; il proposa au prince Bernadotte, dont le corps d'armée s'avançait sur Dornbourg, de marcher avec lui par Kosen sur Apolda, et offrit même de lui déférer le commandement des deux corps. Bernadotte s'en tint à l'exécution littérale de l'ordre qu'il avait reçu, et refusa. Tout ce que Davoust put lui dire pour le convaincre fut inutile; il prit le chemin de Dornbourg. Son opiniâtreté, difficile à expliquer, et qu'on attribua alors au désir d'acquérir de la gloire aux dépens de son collègue, faillit compromettre le succès de la bataille.

Le roi de Prusse, que le brouillard empêchait de voir ce qui se passait, avait ordonné au général Blücher de s'avancer avec deux mille cinq cents chevaux pour charger les troupes qui auraient pu déboucher sur le plateau. La division Gudin y arrivait précisément. Notre cavalerie légère, attaquée à l'improviste par la cavalerie, bien supérieure en nombre, de Blücher, fut obligée de reculer; mais la brigade Gauthier eut le temps de se former en carré, et l'artillerie française, placée sur la chaussée, soutenue par l'infanterie, arrêta les escadrons prussiens, qui multiplièrent inutilement leurs charges.

Cette résistance inattendue étonna le duc de Brunswick; il voulait ranger l'armée en bataille, et attendre la chute du brouillard. Le vieux général Mollendorf prétendit encore que les Français n'avaient là qu'un corps de partisans, et qu'il fallait le culbuter dans le ravin de Kosen. Le roi, partageant cet avis, ordonna en conséquence aux divisions de Wartensleben et du prince d'Orange de franchir le ravin d'Auerstaedt, et de pousser vigoureusement tout ce qu'elles rencontreraient devant elles.

Wartensleben, qui déboucha le premier, attaqua la gauche de Gudin, pendant que Blücher chargeait la droite de la division française. Le brouillard s'était un peu éclairci : l'attaque fut vive et opiniâtre ; mais Davoust plaça ses carrés en échiquier, et, fort de l'héroïque contenance de son infanterie, repoussa plusieurs charges consécutives. Blücher eut son cheval tué ; ses escadrons, rencontrant partout un front hérissé de baïonnettes, et exposés aux feux croisés des carrés, perdirent un grand nombre de braves. La cavalerie prussienne fut rejetée en désordre sur le chemin d'Eckartsberg.

L'arrivée de la division Friant acheva d'assurer le succès sur la droite. Débarrassés de ce côté, les Français furent bientôt assaillis sur leur gauche par les troupes de Wartensleben, tandis que Schmettau, soutenu par le prince d'Orange, les attaquait de front. Il était neuf heures du matin. Le duc de Brunswick dirigeait cette attaque générale : il était lui-même à la tête de la division Wartensleben ; mais, malgré la grande disproportion du nombre, l'inébranlable Gudin tint ferme contre ce nouvel effort. Les Prussiens s'avancèrent comme à une parade, et, fiers de leur ancienne réputation, visaient à conserver leur alignement et leurs distances. Nos soldats, blottis derrière les haies, les petits fossés et les arbres qui entourent le village d'Hassenhausen, où la division Gudin s'appuyait, les criblèrent de balles. Les bataillons prussiens plièrent ; le duc de Brunswick, en voulant les rallier, fut blessé à mort ; Schmettau eut le même sort ; Wartensleben eut son cheval tué. Privée de ses chefs, la ligne ennemie hésita, s'arrêta, mais ne rétrogradait pas. Malgré son énergique résistance, Gudin allait succomber, quand la division Morand parut sur le plateau. Le choc de ces troupes fraîches et électrisées fut décisif. Les Prussiens furent repoussés d'Hassenhausen ; mais ils se reformèrent à quelque distance en arrière. Le roi Frédéric-Guillaume ordonna à sa cavalerie de tenter sur notre gauche un effort pareil à celui qui avait si mal réussi à Blücher contre notre droite. Cet effort se brisa sur les carrés de la division Morand. Malgré le courage obstiné du prince Guillaume qui la commandait, la cavalerie prussienne, arrêtée par des baïonnettes croisées, fusillée à bout portant, mitraillée par nos

batteries, fut repoussée. Le prince, blessé lui-même, ne put arrêter le désordre de ses escadrons qui se sauvèrent partie sur Neusulza, partie sur Auerstaedt.

Dans ce moment, Friant, pénétrant jusqu'à Taüchwitz, débordait la gauche de la ligne ennemie. A peine Morand eut-il repoussé cette attaque de cavalerie, qu'il se précipita sur Rehausen. Le roi de Prusse s'était trouvé partout au plus fort du combat, il avait eu un cheval tué sous lui ; il conduisit lui-même une partie de sa réserve au devant de notre gauche ; mais, battu en flanc par notre artillerie, il lui fut impossible de rétablir le combat et d'empêcher la prise de Rehausen.

Le désordre et la confusion commençaient à s'introduire dans l'infanterie prussienne. Davoust jugea que le moment était venu de frapper le coup décisif, en s'emparant des hauteurs d'Eckartsberg et en fermant ainsi à l'ennemi sa dernière ligne de retraite.

Il y dirigea les divisions Gudin et Friant. Rien ne put résister à l'impétuosité de leur choc. Eckartsberg fut emporté, et les troupes prussiennes repassèrent en désordre le ravin profond d'Auerstaedt.

Frédéric-Guillaume, ignorant le résultat de la bataille d'Iéna, ordonna la retraite sur Weimar ; la ruine de son armée eût été complète, si Bernadotte eût, comme il le pouvait, débouché de Combourg sur Sulza, et attaqué les Prussiens dans leur fuite. Ce maréchal préféra continuer sa marche sur Dornbourg, en sorte qu'il n'arriva qu'à la nuit aux environs d'Apolda. Toutefois, son apparition inopinée sur ces hauteurs qui flanquent la route de Weimar, et la rencontre des fuyards du corps de Hohenlohe, achevèrent de porter le désespoir dans les troupes prussiennes qui se débandèrent de tous côtés.

Telle fut l'issue du célèbre combat d'Auerstaedt, où Davoust, avec vingt-cinq mille hommes, isolé et sans être soutenu, battit une armée deux fois plus nombreuse, et acquit un titre éternel de gloire.

Les trophées de la victoire d'Iéna, qui comprend les deux batailles d'Iéna et d'Auerstaedt, furent quarante mille prisonniers, soixante drapeaux et trois cents pièces de canon. L'armée prussienne, dont presque tous les généraux furent

tués ou blessés, fut complètement dispersée et détruite. Le roi lui-même eut peine à s'échapper à travers les divisions françaises, et faillit rester prisonnier. La reine, cette belle princesse, qui avait contribué à entraîner son époux à la guerre, n'eut que le temps de s'enfuir de Weimar, au moment où l'avant-garde française y arriva poursuivant les fuyards.

Pendant la bataille, Napoléon s'était montré sur tous les points. Sa présence ranimait les courages et retrempait toutes les âmes. Au fort de la mêlée, voyant ses ailes menacées par la cavalerie, il se porta au galop pour ordonner des manœuvres et des changements de front en carrés. En donnant ses ordres il fut interrompu à chaque instant par des cris de *vive l'Empereur!* La garde impériale à pied voyait, avec un dépit qu'elle ne pouvait dissimuler, toute l'armée aux mains et elle dans l'inaction. Plusieurs voix firent entendre les mots *en avant!* « Qu'est-ce? dit l'Empereur; ce ne peut » être qu'un jeune homme sans barbe qui ose vouloir préju- » ger ce que je dois faire; qu'il attende qu'il ait commandé » dans trente batailles rangées avant de prétendre me don- » ner des avis. » Les voix se turent. Ceux qui avaient parlé étaient effectivement de jeunes vélites dont le courage était impatient de se signaler.

L'Empereur coucha, le lendemain de la bataille, à Weimar, dans les appartements qu'avait occupés deux jours auparavant sa belle ennemie, la reine de Prusse.

Il y reçut une lettre du roi de Prusse en réponse à une lettre qu'il lui avait adressée avant la bataille. Cette démarche de l'empereur Napoléon était pareille à celle qu'il avait faite auprès de l'empereur de Russie avant la bataille d'Austerlitz. Il avait écrit au roi de Prusse : « Le succès de mes armes » n'est point incertain. Vos troupes seront battues; mais il » en coûtera le sang de mes enfants; s'il pouvait être épargné » par quelque arrangement compatible avec l'honneur de » ma couronne, il n'y a rien que je ne fasse pour épargner » un sang si précieux. Il n'y a que l'honneur qui, à mes yeux, » soit encore plus précieux que le sang de mes soldats.» Le roi Frédéric-Guillaume ne répondit qu'après la bataille perdue, et en demandant un armistice. L'Empereur refusa en

disant qu'il lui était impossible après une victoire de donner à l'ennemi vaincu le temps de se rallier, et qu'il ne traiterait qu'à Berlin.

Sept jours avaient suffi à Napoléon pour déjouer toutes les combinaisons des généraux du grand Frédéric; une seule journée avait triomphé de l'armée prussienne; il ne fallut à l'Empereur que sept semaines pour conquérir toutes les villes fortes de la Prusse, du Brandebourg et de la Silésie, pour faire prisonniers les corps de réserve et les divisions détachées que la victoire d'Iéna avait laissés intacts, enfin pour chasser de tous les États de Prusse et de Pologne le roi Frédéric-Guillaume, qui avait eu l'audace de lui prescrire d'évacuer l'Allemagne. L'armée française s'étendit comme un orage dans toute la Prusse. Erfurth, qui renfermait quatorze mille hommes et cent vingt pièces de canon, capitula le 16 octobre. L'armée de réserve, de douze mille hommes, commandée par le duc de Wurtemberg, fut, le 17, atteinte et défaite à Halle. Spandau capitula le 25. Fulde fut prise le 27 : l'armée française entra le même jour à Berlin, saluée par les acclamations du peuple, qui accueillit les soldats de Napoléon plutôt en libérateurs qu'en conquérants.

Le 29 on prit possession du duché de Brunswick, et la forteresse de Prenzlow capitula après un combat où seize mille hommes d'infanterie et six régiments de cavalerie, débris que le prince de Hohenlohe cherchait à réunir autour de Magdebourg, mirent bas les armes. Le même jour, la forteresse de Stettin, avec une garnison de cinq mille hommes, se rendit à un corps de cavalerie légère commandé par le général Lasalle. Le 1er novembre le maréchal Davoust entra, par capitulation, dans Custrin, et le maréchal Augereau à Francfort-sur-l'Oder. Mortier, de concert avec le roi de Hollande, occupa la Hesse électorale. Le 7 novembre, vingt et un mille hommes, que le général Blücher avait conduits jusqu'à Lubeck, furent forcés dans cette ville et obligés de capituler. Magdebourg, défendue par huit cents canons et par vingt-deux mille hommes de garnison, se rendit le 8. Cette capitulation fut suivie de celles de Crentzchau, de Hammeln, de Nienbourg, de Plassembourg et de l'occupation de Brême, de Hambourg, du Hanovre et du duché de Posen.

Pendant que ses lieutenants achevaient la conquête de la Prusse, Napoléon était resté dans Berlin, centre d'où il dirigeait tous leurs mouvements.

A Potsdam, il avait visité le tombeau du grand Frédéric et pris, dans les appartements occupés par ce roi illustre, l'épée, la ceinture de général qu'il portait à la guerre de sept ans, et son cordon de l'Aigle-Noir. « J'aime mieux ces trophées que » vingt millions, dit l'Empereur; je les enverrai aux Invali- » des : les vieux soldats qui ont survécu aux guerres de Ha- » novre verront que l'affront de Rosbach a été vengé. »

Ce fut à Berlin que l'Empereur lança le décret de blocus des Iles Britanniques, représailles foudroyantes à l'ordre du ministère anglais, qui mettait les ports de la Manche en état de blocus. Cette mesure, que les ennemis de Napoléon lui ont si souvent reprochée, n'a pas besoin d'être justifiée. Une grande nation, qui possède avec ses alliés plus de deux mille lieues de côte, cent vaisseaux de ligne et des colonies, ne pouvait tolérer l'arrogance de l'Angleterre, prétendant fermer nos ports sans avoir besoin de flottes ni de vaisseaux, au moyen d'un simple arrêté ministériel.

L'Empereur signala aussi son séjour à Berlin par un trait de clémence qui mérite à juste titre l'admiration de la postérité.

Le prince d'Halzfeld avait été conservé par l'Empereur dans le commandement de Berlin. Un jour, en sortant d'une audience qu'il avait eue de l'empereur, il fut arrêté ; il devait être traduit devant une commission militaire, et aurait été inévitablement condamné à mort. Une lettre adressée par lui au général Hohenlohe, interceptée aux avant-postes, avait appris que, quoiqu'il prétendît ne s'occuper que du gouvernement civil de Berlin, il instruisait l'ennemi des mouvements des Français. Sa femme, fille du ministre Schulembourg, vint se jeter aux pieds de Napoléon ; elle croyait que la haine de son père contre la France était la seule cause de l'arrestation de son mari. L'Empereur la détrompa bientôt, et lui fit connaître qu'on avait saisi des papiers dont résultait la preuve évidente que son époux jouait un double rôle, et que les lois de la guerre étaient impitoyables pour un pareil crime. La princesse attribuait à l'imposture cette accusation

qu'elle appelait une calomnie de ses ennemis : « Vous con» naissez l'écriture de votre mari, dit l'Empereur, je vais vous » faire juge. » Il fit apporter la lettre interceptée, et la lui remit. Cette dame, enceinte de plus de huit mois, s'évanouissait à chaque mot qui lui découvrait jusqu'à quel point son mari était compromis. Napoléon, touché de la douleur et des angoisses qui la déchiraient, lui dit avec bonté : « Eh bien, vous » tenez cette lettre, jetez-la au feu ; cette pièce anéantie, je » ne pourrai plus faire condamner votre mari. » La princesse reconnaissante obéit, et son mari fut sauvé.

En quittant Berlin, l'Empereur se rendit à Posen, où fut conclue une suspension d'armes que le roi de Prusse, rassuré par l'approche de l'armée de l'empereur de Russie, refusa de ratifier. L'armée française prit position sur la Vistule pour attendre les nouveaux ennemis qu'elle allait avoir à combattre ; et le plus jeune des frères de l'Empereur, Jérôme Napoléon, acheva la conquête de la Silésie, en prenant les six forteresses qui gardent ce pays, Glogau, Breslau, Brieg, Néisse, Schwiednitz et Glatz. Napoléon, qui avait déjà résolu la création du royaume de Westphalie, voulait que son frère montrât à l'armée, par la manière dont il savait se servir d'une épée, qu'il était digne de porter une couronne.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

CAMPAGNE DE PRUSSE. — BATAILLE D'IÉNA. — 1806.

1er *janvier*. L'électeur de Bavière et le duc de Wurtemberg sont proclamés rois.
23 — Mort de William Pitt.
28 — Le Sénat décrète l'érection d'un monument à Napoléon le Grand.
8 *février*. L'armée française entré dans le royaume de Naples.
15 — Entrée du prince Joseph Napoléon à Naples.
8 *mars*. Traité entre la France et la Prusse, relatif à des modifications sur la convention (15 *décembre* 1805) d'échange du Hanovre contre les pays d'Anspach, Clèves et Neufchâtel.
15 — Joachim Murat est déclaré grand-duc de Berg.
30 — Statut constitutionnel de la famille impériale de France.
— — Joseph Napoléon est déclaré roi de Naples et de Sicile.
— — Le maréchal Berthier est déclaré prince de Neufchâtel.
20 *avril*. Manifeste du roi d'Angleterre contre le roi de Prusse.
1er *mai*. Réunion des Etats vénitiens au royaume d'Italie
9 — Promulgation du Code de procédure civile.
27 — Prise de possession de Raguse par les Français.
5 *juin*. Louis Napoléon est déclaré roi de Hollande.
12 *juillet*. Confédération du Rhin. Napoléon en est déclaré le protecteur.
18 — Prise de Gaëte.
20 — Préliminaires de paix entre la France et la Russie, non ratifiés par le cabinet de Saint-Pétersbourg.
6 *août*. L'empereur d'Autriche, François II, renonce au titre d'empereur d'Allemagne.
9 — Le roi de Prusse mobilise son armée.
15 — La Russie refuse de ratifier les préliminaires signés à Paris le 20 juillet.
13 *septembre*. Mort de Ch. Fox.
18 — Assemblée à Paris des députés israélites de l'Empire. Constitution du culte juif.
26 — L'Empereur quitte Paris pour aller rejoindre son armée d'Allemagne.
6 *octobre*. Quatrième coalition contre la France. Napoléon porte son quartier général à Bamberg.
9 — Commencement des hostilités.
10 — Combat de Saalfeld. Mort du prince Louis de Prusse (1,000 prisonniers, 30 canons).
14 — Combat d'Auerstaedt. — Bataille d'Iéna (40,000 prisonniers, 300 canons).
16 — Capitulation d'Erfurth (14,000 prisonniers).
17 — Combat de Halle. — Défaite de l'armée prussienne de réserve.
— — Convention de neutralité entre la Saxe et l'emp. Napoléon.
25 — Capitulation de Spandau.
27 — Entrée de Napoléon à Berlin.
— — Prise de Fulde.
28 et 29 — Combat de Prenzlow (16,000 hommes d'infanterie et 6 régiments de cavalerie mettent bas les armes).
— — Prise de possession du duché de Brunswick.
— — Capitulation de la forteresse de Prenzlow.
29 — Capitulation de Stettin.
31 — Occupation de la Hesse électorale.
1er *novembre*. Capitulation de Custrin.
3 — Décret impérial qui divise les Etats prussiens en 4 départements.
6 et 7 — Bataille de Lubeck (21,000 hommes mettent bas les armes).
8 — Capitulation de Magdebourg (22,000 prisonn., 800 canons).
10 — Occupation de Posen.
— — *id.* du Hanovre.
16 — Suspension d'armes de Charlottenbourg, non ratifiée par la Prusse.
19 — Capitulation de Crentzchau.
— — Occupation de Hambourg et de Brême.
— — Capitulation de Hameln (9,000 prisonniers).
21 — Décret de Berlin qui déclare les Iles Britanniques en état de blocus.
25 — Capitulation de Niembourg (4,000 prisonniers)
— — Capitulation de Plassenbourg.
28 — La Russie déclare la guerre à la France.



Bataille d Eylau

PREMIÈRE CAMPAGNE DE POLOGNE.

La Pologne avait été vaincue, divisée, morcelée, rayée du rang des nations... Les restes de ses héroïques défenseurs n'avaient trouvé d'asile que dans les armées républicaines où ils avaient combattu, en Italie et en Egypte, à côté des soldats de Rivoli et des Pyramides. Le brave peuple polonais, quoique soumis à un joug étranger, était habitué à tourner un regard d'espérance vers le peuple français; il attendait de la France son salut et sa liberté. Aucune déception n'avait encore trompé cette généreuse confiance. La présence de nos troupes en Pologne excita donc un enthousiasme qui ne peut être comparé qu'à celui de la grande majorité des Français en 1789. Le dévouement dont les Polonais s'empressaient de donner des preuves au maréchal Davoust, entré le premier sur leur territoire, augmenta encore lorsque l'Empereur vint établir son quartier général à Posen. Les nombreux partisans de l'ancienne indépendance se portèrent en foule au-devant de celui qu'ils regardaient

comme le libérateur de la Pologne. Remplis d'admiration pour le vainqueur des coalitions, et versant des larmes généreuses, ils réclamaient de lui l'affranchissement de leur patrie, le rétablissement du trône libre du grand Sobiesky, de ce Sobiesky qui avait sauvé à Vienne la liberté des peuples de l'Allemagne, et qui ne se doutait pas qu'un jour ces mêmes nations allemandes se réuniraient aux hordes moscovites pour soumettre au joug étranger les descendants de leurs courageux libérateurs.

Ah! sans doute! Napoléon nourrissait au fond de son cœur le généreux dessein de rendre une patrie à ces héroïques opprimés. Leurs nobles sentiments parlaient à son âme; il les comprenait et les encourageait.

« L'amour de la patrie, disait-il alors dans un de ses bul-
» letins, ce sentiment national, s'est non-seulement con-
» servé en entier dans le cœur du peuple polonais, mais il
» a été retrempé par le malheur; sa première passion, son
» premier désir, est de redevenir nation. Les plus riches
» sortent de leurs châteaux pour venir demander à grands
» cris le rétablissement du royaume, et offrir leurs enfants,
» leur fortune, leur influence. Ce spectacle est vraiment
» touchant. Déjà ils ont partout repris leur ancien cos-
» tume, leurs anciennes habitudes. »

Les questions de haute politique revenaient ensuite se placer entre ses désirs et sa puissance. Il ajoutait :

« Le trône de Pologne se rétablira-t-il, et cette grande
» nation reprendra-t-elle son existence et son indépen-
» dance? Du fond du tombeau renaîtra-t-elle à la vie?
» Dieu seul, qui tient dans ses mains les combinaisons de
» tous les événements, est l'arbitre de ce grand problème
» politique; mais certes il n'y aura jamais d'événement
» plus mémorable, plus digne d'intérêt. »

Pourquoi faut-il qu'alors l'Empereur n'ait pas cédé à ses inspirations! Il voulait recomposer la Pologne. Deux fois il parut en avoir la possibilité, en 1807 et en 1812, et deux fois de fatales circonstances, de grands embarras politiques, le forcèrent d'ajourner l'exécution de ce projet. Le rétablissement de la Pologne aurait aliéné l'Autriche, et rendu tout traité impossible avec la Prusse et la Russie

L'Empereur, pour rendre aux Polonais une patrie, attendait que la victoire remît entre ses mains les moyens d'indemniser les puissances auxquelles il devait reprendre les anciennes provinces polonaises.

Ce fut donc avec la ferme volonté de rétablir la Pologne dans un temps plus ou moins rapproché, qu'il reçut à Posen la députation de la haute noblesse; il lui fit l'accueil le plus encourageant; ses discours et ses promesses entretinrent l'espérance que les nobles polonais avaient conçue de voir enfin leur patrie renaître de ses cendres. Cette espérance suffit pour les exciter à faire tous leurs efforts pour seconder Napoléon. Ils prirent les armes et formèrent, sous la direction du général Dombrowsky, depuis longtemps admis dans nos rangs, des régiments qui rendirent par la suite d'importants services aux armées françaises.

Nos troupes entrèrent dans Varsovie; en apprenant l'occupation de la capitale de la Pologne, l'Empereur adressa (le 2 décembre) cette proclamation à son armée :

« Soldats! il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, » que vous étiez sur le champ mémorable d'Austerlitz. Les » bataillons russes épouvantés fuyaient en déroute, ou, » enveloppés, rendaient les armes à leurs vainqueurs. Le » lendemain ils firent entendre des paroles de paix; mais » elles étaient trompeuses. A peine échappés, par l'effet » d'une générosité peut-être condamnable, aux désastres » de la troisième coalition, ils en ont ourdi une quatrième. » Mais l'allié sur la tactique duquel ils fondaient leur prin- » cipale espérance n'est déjà plus. Ses places fortes, ses » capitales, ses magasins, ses arsenaux, deux cent quatre- » vingts drapeaux, sept cents pièces de bataille, cinq gran- » des places de guerre, sont en notre pouvoir. L'Oder, la » Wartha, les déserts de la Pologne, les mauvais temps de » la saison, n'ont pu vous arrêter un moment. Vous avez » tout bravé, tout surmonté; tout a fui à votre approche.

» C'est en vain que les Russes ont voulu défendre la ca- » pitale de cette ancienne et illustre Pologne; l'aigle fran- » çaise plane sur la Vistule. Le brave et infortuné Polonais

» en vous voyant, croit revoir les légions de Sobiesky de
» retour de leur mémorable expédition.

» Soldats! nous ne déposerons point les armes que la
» paix générale n'ait affermi et assuré la puissance de nos
» alliés, n'ait restitué à notre commerce sa liberté et ses
» colonies. Nous avons conquis sur l'Elbe et l'Oder, Pondi-
» chéry, nos établissements des Indes, le cap de Bonne-
» Espérance et les colonies espagnoles. Qui donnerait le
» droit de faire espérer aux Russes de balancer les destins?
» Qui leur donnerait le droit de renverser de si justes des-
» seins? *Eux et nous ne sommes-nous pas les soldats d'Aus-
» terlitz* [1] ? »

[1] Cette belle proclamation était suivie d'un décret dont nous citerons quelques articles, et qui, en prouvant à l'armée combien l'Empereur avait soin de sa gloire, l'encourageait à de nouveaux triomphes.

Article Ier. « Il sera établi, sur l'emplacement de la Madeleine de notre bonne ville de Paris, aux frais du trésor de notre couronne, un monument dédié à la grande armée, portant sur le frontispice : *L'Empereur Napoléon aux Soldats de la grande armée.*

Art. II. » Dans l'intérieur du monument seront inscrits sur des tables de marbre les noms de tous les hommes par corps d'armée et par régiment qui ont assisté aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna, et sur des tables d'or massif, les noms de tous ceux qui sont morts sur les champs de bataille ; sur des tables d'argent sera gravée la récapitulation par département, des soldats que chaque département aura fournis à la grande armée.

Art. III. » Autour de la salle seront sculptés des bas-reliefs où seront représentés les colonels de chacun des régiments de la grande armée avec leurs noms; ces bas-reliefs seront faits de manière que les colonels soient groupés autour de leurs généraux de division et de brigade, par corps d'armée. Les statues en marbre des maréchaux qui ont commandé des corps, ou qui ont fait partie de la grande armée, seront placées dans l'intérieur de la salle.

Art. IV. » Les armures, statues, monuments de toute espèce, enlevés par la grande armée dans ces deux campagnes; les drapeaux, étendards et timbales conquis par la grande armée, avec le nom des régiments ennemis auxquels ils appartenaient, seront déposés dans l'intérieur du monument.

Art. V. » Tous les ans aux anniversaires des batailles d'Austerlitz et d'Iéna, le monument sera illuminé, et il sera donné un concert, précédé d'un discours sur les vertus nécessaires au soldat, et d'un éloge de ceux qui périrent sur le champ de bataille dans ces journées mémorables. Un mois avant, un concours sera ouvert pour recevoir les meilleures pièces de poésie et de musique analogues aux circonstances. Une médaille d'or de cent cinquante doubles napoléons sera donnée aux auteurs de chacune de ces pièces qui auront remporté le prix. Dans les discours et odes, *il est expressément defendu de faire aucune mention de l'Empereur....* »

L'ordre de Napoléon aurait sans doute été exécuté. On n'aurait pas parlé du grand homme, mais il eût été présent à toutes les pensées.

L'empereur Alexandre avait mis une grande activité à réparer les pertes de la bataille d'Austerlitz; non-seulement ses régiments avaient été tous portés au complet, mais encore il avait augmenté les forces de son état militaire. L'armée destinée à agir en Pologne de concert avec l'armée prussienne présentait un total de plus de cent mille combattants. Elle comptait (avec la garde impériale, placée sous les ordres du prince Constantin) cent quatre-vingts bataillons, deux cent cinq escadrons et cinq cent quatre-vingt-huit pièces de canon. Beningsen commandait en chef cette armée, mais, d'après l'ordre d'Alexandre, il remit le commandement au feld-maréchal Kamenski, vieillard octogénaire, qui, dans les guerres de l'impératrice Catherine, avait montré de l'énergie et de la vigueur, qualités que son grand âge lui avait fait perdre.

L'armée française, obligée de faire le siége de nombreuses places fortes, de contenir les Suédois en Poméranie, d'occuper les provinces prussiennes et de garder le littoral de la Baltique, ne pouvait pas présenter en ligne plus de quatre-vingt-cinq mille combattants. Elle avait encore une infériorité plus grande sous le rapport de l'artillerie, dont les Russes avaient considérablement augmenté le nombre dans toutes leurs divisions; mais elle avait pour chef Napoléon.

D'après l'ordre de l'Empereur, l'armée se mit en mouvement. La cavalerie de Murat et le corps de Davoust formèrent l'avant-garde. La destruction du pont de Varsovie sur la Vistule ne les arrêta pas; bientôt le fleuve fut franchi, et Praga occupée par les troupes françaises. Davoust établit son quartier général en avant de ce faubourg. Murat poussa plus loin, et ne s'arrêta que sur les bords du Bug, rivière qui descend de la Gallicie et se perd dans la Vistule, près de Varsovie. Cependant, avec la gauche de l'armée, Ney passait la Vistule à Thorn, et, se dirigeant aussitôt sur Sharburg, y culbutait un corps russe et y plaçait ses avant-postes. Alors Davoust et Murat passèrent le Bug de vive force, et prirent position sur cette rivière, sur la Narew et l'embouchure de la Wkra.

Napoléon, à son arrivée sur le terrain, ordonna d'en-

lever les retranchements que l'ennemi avait élevés à Czarnowa sur la Wartha; quinze mille hommes les défendaient; malgré leur résistance opiniâtre, ils furent culbutés et forcés de chercher leur salut dans la fuite, en abandonnant six pièces de canon. Ney, de son côté, atteignait et battait le général russe Tolstoi, entre Gutzo et Lautenburg. A Biezun, Bessières triomphait du général prussien Lestocq. Rapp et Lemarrois s'emparaient de Cursomb, sous le feu de l'ennemi, pendant que D'Alhmann renversait les Russes dans la Sonna. A la suite de ces succès, Bernadotte, Ney, Bessières, se portèrent de Biezun sur Grodno, Soult sur Chicanow, Augereau sur Golymin, Lannes sur Pultusk, et, pour lier ces deux corps, Davoust marcha entre Golymin et Pultusk; Ney trouva l'ennemi concentré à Dzioldow et Mlava, l'attaqua et lui prit six pièces de canon. Le même jour Lannes engageait le combat avec le corps entier de Beningsen, retranché dans Pultusk; l'action fut chaude et présenta des chances diverses. Les Russes se montrèrent fermes et opiniâtres; la nuit seule mit fin au combat. Les ennemis s'étaient distingués par leur défense, mais, craignant d'être débordés par leur droite, ils profitèrent de la nuit pour évacuer leur camp de Pultusk, et se retirèrent en bon ordre sur Ostrolenka. Des deux côtés, le combat sanglant de Pultusk fut présenté comme une victoire. On chanta le *Te Deum* à Kœnigsberg pendant que nos troupes occupaient le camp abandonné par les Russes. Dans le même temps, Davoust, Augereau et Murat attaquaient à Golymin d'autres corps d'armée qui se battirent avec opiniâtreté, mais qui hâtèrent leur retraite, dans la crainte d'être coupés par le maréchal Soult, qui, retenu par des chemins difficiles, n'avançait que lentement sur Makow; cette lenteur imprévue sauva les débris de tous les corps qui avaient combattu contre nous.

Dans ces marches et ces combats, habituellement dirigés par l'Empereur, les Russes avaient perdu, en vingt jours, quatre-vingt-dix pièces d'artillerie, presque tous leurs caissons, douze cents voitures et vingt-cinq mille hommes tués, blessés ou prisonniers.

Malgré ces échecs successifs, ils auraient pu attendre

et combattre en ligne l'armée française, mais l'évacuation de la Pologne et leur retraite, qu'aucun engagement sérieux ne rendait encore nécessaire, étaient une conséquence du plan de campagne qu'avait adopté l'empereur Alexandre. Ce prince voulait dès lors suivre le système qu'il employa cinq ans plus tard, c'est-à-dire attirer l'armée française dans les pays difficiles et pauvres du territoire russe, la fatiguer par de continuelles escarmouches et par les privations, et ne prendre une vigoureuse offensive que lorsqu'elle aurait été affaiblie par des marches pénibles à travers un pays sauvage et ravagé. Quel qu'ait été, en 1812, le succès de ce plan, favorisé par un hiver extraordinaire et prématuré, il fut, en 1807, déjoué complétement par la prévoyance de l'Empereur.

Les troupes françaises, harassées par trois mois de marches continuelles, avaient besoin de repos. Le pays devenu le théâtre de la guerre était dévasté et n'offrait aucune ressource en vivres ni en fourrages; le dégel l'avait rendu impraticable; les rivières étaient débordées, les routes défoncées, ou plutôt il n'en existait plus. Le sol, délayé à une grande profondeur, ne présentait plus de résistance : sa surface offrait l'aspect d'une vaste mer de boue, où s'engloutissaient les canons, les chevaux, et même les hommes. Napoléon ne suivit donc pas les Russes dans leur retraite, et, se contentant d'occuper des positions respectables, il rapprocha l'armée de la Vistule, lui fit prendre des quartiers d'hiver, et transporta à Varsovie son quartier général.

Les deux armées restèrent près d'un mois dans une complète inaction; mais, vers la fin de décembre, les généraux russes résolurent de reprendre l'offensive. Leur dessein était de couper la ligne française, qui s'étendait de Varsovie au delà d'Elbing, et, par une trouée sur la Vistule, de séparer ses deux ailes. Le 23 décembre ils se mirent donc en mouvement par leur droite, et attaquèrent les cantonnements du prince de Ponte-Corvo.

L'Empereur avait deviné leur projet; il ordonna au maréchal Bernadotte de faire une marche rétrograde vers la

Vistule, afin d'attirer l'ennemi sur le fleuve. Ensuite il partit de Varsovie, concentra ses troupes, et laissant le cinquième corps sous les ordres du général Savary, pour défendre le haut Bug et la Narew, il se porta sur l'armée russe avec la garde impériale, la réserve de cavalerie et les corps des maréchaux Davoust, Ney et Augereau.

Après avoir d'abord attaqué à Mohrungen, avec une grande vivacité, le prince de Ponte-Corvo, l'ennemi s'arrêta tout à coup. L'officier envoyé par Napoléon au maréchal Bernadotte était tombé entre les mains des Cosaques sans avoir pu détruire les ordres dont il était porteur. Le général russe, découvrant le danger qui le menaçait, se hâta de battre en retraite.

Les Russes n'avaient pas de temps à perdre : leur aile droite, déjà débordée vers son flanc gauche, par les corps sous les ordres immédiats de l'Empereur, était sur le point d'être jetée sur la Vistule. Napoléon, s'apercevant que l'ennemi avait changé ses dispositions, ne voulut pas lui donner le temps d'asseoir une autre base d'opérations et le poussa vigoureusement.

Les combats de Bergfried, de Deppen et de Hoff firent perdre aux Russes leurs communications avec le Bug, leurs magasins sur l'Alle, et une partie de leurs bagages, que leur enleva notre cavalerie légère. Rejetés ainsi hors de leur ligne d'opération primitive, ils se retirèrent dans la direction de Kœnigsberg. Enfin, le 7 février, ils arrêtèrent leur marche rétrograde et prirent position en arrière de la ville d'Eylau, décidés à engager une affaire générale.

Le même jour leur arrière-garde, qui s'était établie en avant de la ville, en fut dépostée après un combat sanglant, digne prélude de la bataille du lendemain. Le choc ne fut pas moins rude dans Eylau : le général Barclay de Tolly, soutenu par la division du prince Gallitzin, y rentra deux fois au milieu des ténèbres, et ne la céda une troisième fois qu'à la vigueur de la division Legrand, qui occupa enfin cette ville à dix heures du soir. Le grand-duc de Berg s'établit en face de l'ennemi, et annonça à l'Empereur que les Russes battaient en retraite. La prise d'Eylau rendait cette supposition plausible. Napoléon y ajouta foi et s'endormit,

excédé de fatigue. Depuis Varsovie, il marchait ou travaillait vingt heures par jour.

L'armée marchait depuis huit jours, sans magasins, au milieu des glaces et des neiges; les troupes du maréchal Soult avaient emporté Eylau la nuit de vive force: le pillage d'une ville ainsi prise ne se peut guère éviter. La moitié des régiments s'était dispersée dans les maisons. Leur réveil fut terrible. L'Empereur, levé avant le jour, était déjà occupé à la visite de ses troupes, lorsque la canonnade commença.

Le général russe, décidé à livrer bataille, avait compris qu'il devait tout tenter pour reprendre Eylau, couvert alors seulement par le corps du maréchal Soult, réduit à dix-huit mille hommes. Davoust marchait sur Domnau, Ney sur Krentzbourg. L'Empereur appela en toute hâte le corps d'Augereau pour soutenir celui de Soult, plaça la garde impériale dans le cimetière d'Eylau, et envoya à Davoust l'ordre de rabattre à gauche pour entrer en ligne, et à Ney celui de revenir à droite.

L'armée russe était forte de quatre-vingt mille hommes. La cavalerie était placée aux ailes et en réserve, réunie à deux fortes divisions d'infanterie; le reste de l'infanterie se forma sur deux lignes, par bataillons alternativement déployés, et en colonnes d'attaque. Soixante pièces d'artillerie légère formaient la réserve d'artillerie, et outre cette réserve formidable, cent cinquante pièces de douze et deux cent cinquante obusiers ou pièces de six étaient répartis sur le front des deux lignes.

La division Saint-Hilaire, du corps de Soult, qui occupait le cimetière d'Eylau, soutint seule avec vigueur le premier effort de l'ennemi: il fallait les braves d'Austerlitz pour résister à un pareil choc. La division du maréchal Soult avait considérablement souffert, lorsque le 7e corps (Augereau) déboucha pour former le centre de l'armée française, et attaquer celui de l'ennemi. La cavalerie de Murat, renforcée de la division Saint-Hilaire, appuyait à droite pour faciliter l'arrivée de Davoust. La neige tombait à gros flocons, l'air était obscurci, on ne voyait pas à deux pas.

Le général russe fit avancer sa réserve pour s'opposer de front à Augereau, tandis qu'une division manœuvra pour le

prendre en flanc. Malheureusement, le corps d'Augereau, égaré par l'obscurité et par la neige, s'engagea entre la réserve de cavalerie russe et la réserve d'infanterie. Le maréchal ne s'en aperçut que lorsque les escadrons ennemis attaquèrent sa première division. Il ordonna de former les carrés, mais il n'était plus temps. Les fusils trempés ne faisaient pas feu, et les troupes françaises, assaillies de toutes parts, battues par quarante pièces de position, devinrent victimes d'une funeste erreur. La division Desjardins fut à moitié mitraillée ou sabrée, et celle du général Heudelet n'eut pas un meilleur sort. Le premier périt, et le second fut grièvement blessé; le maréchal reçut un coup de feu.

L'Empereur, pour dégager son corps, ordonna au grand-duc de Berg de charger avec la réserve de cavalerie sur le centre ennemi qui fut enfoncé. Dans un choc impétueux, la cavalerie française perça les deux premières lignes et arriva jusqu'à la troisième, adossée à un bois. L'infanterie russe montra le plus grand courage: disposée à se faire hacher plutôt qu'à se rendre, elle resserrait les rangs aussitôt que nos escadrons l'avaient rompue et dépassée. Chargés à leur tour par des troupes fraîches, nos braves cavaliers se virent forcés de revenir sur leurs pas. Les généraux Corbineau, d'Hautpoult, D'Alhmann, et plusieurs autres chefs distingués étaient restés sur le champ de bataille. Le retour ne fut pas moins difficile que l'attaque, les Russes reformés avaient fait face en arrière; ce ne fut qu'en chargeant de nouveau avec la plus grande résolution que la cavalerie française s'ouvrit un passage.

Cependant une des colonnes russes qui avaient repoussé Augereau était arrivée, en longeant la rue occidentale d'Eylau, jusqu'auprès du cimetière, où l'Empereur se trouvait avec une batterie d'artillerie, et non loin de six bataillons de vieille garde qui formaient une dernière réserve. Napoléon ordonna à l'escadron de service auprès de sa personne de charger le front de cette colonne pour comprimer son élan et donner le temps aux grenadiers d'arriver. Cette charge réussit, l'ennemi s'arrêta. L'attaque d'un bataillon de la garde, qui s'avança bientôt l'arme au bras, jeta de l'indécision dans la colonne russe. En ce moment la brigade

Bruyère, détachée par Murat, la prit en flanc. En un instant les Russes furent enfoncés et sabrés. La destruction de ce corps était un noble équivalent à l'échec d'Augereau.

Cependant la division Saint-Hilaire et une partie de la cavalerie de Murat combattaient à chances balancées contre la gauche de l'ennemi. Le succès de la bataille était compromis, l'Empereur attendait avec impatience que Davoust débouchât sur la droite, comme il en avait reçu l'ordre : ce mouvement seul pouvait ramener la victoire. Enfin, à une heure, Davoust arriva sur les hauteurs, poussant devant lui les brigades russes qui lui étaient opposées. Le général ennemi, apprenant que son flanc gauche, débordé, pliait de toutes parts, y porta une division de troupes fraîches; mais Davoust, secondé par les dragons du général Milhaud, et par la division Saint-Hilaire, culbuta cette division sans s'arrêter, et toute la gauche russe fut repoussée jusqu'à Kutschiten. Beningsen, profitant de l'avantage qu'il avait obtenu au centre contre Augereau, envoya successivement toutes ses troupes disponibles pour soutenir sa gauche compromise. Tant de forces réunies arrêtèrent enfin Davoust. Dans ce moment, et comme pour ajouter à l'embarras du maréchal français, le corps prussien de Lestocq, s'étaut soustrait à la poursuite de Ney, arriva sur le champ de bataille sans être poursuivi, et, passant par derrière les lignes russes, porta à leur gauche un surcroît de secours. Davoust fut obligé d'évacuer Kutschiten, et de prendre position en arrière sur les hauteurs d'Anklapen. Il se trouvait en présence de plus de la moitié de l'armée ennemie. Heureusement Ney, auquel les Prussiens avaient dérobé leur mouvement, apprit par hasard la bataille qui se livrait; il n'avait ni entendu le canon, ni reçu l'ordre de l'Empereur. Aussitôt il se décida à rabattre sur Schmoditten pour se rallier à l'aile gauche de l'armée française. La nuit allait mettre fin au combat sans résultat marqué, lorsque son arrivée en arrière du flanc droit des Russes les décida à abandonner le champ de bataille, et à battre en retraite pendant la nuit.

Le lendemain, l'Empereur parcourut successivement toutes les positions qu'avaient occupées, pendant la bataille, les différents corps français et russes. La campagne était

couverte d'une couche épaisse de neige, que perçaient çà et là les morts, les blessés et les débris de toute espèce; partout de larges traces de sang souillaient la blancheur passagère du sol. Les endroits où avaient eu lieu les charges de cavalerie se faisaient remarquer par la quantité des chevaux morts, mourants et abandonnés. Des détachements de soldats français et de prisonniers russes parcouraient en tous sens ce vaste champ de carnage, et enlevaient les blessés pour les porter aux ambulances. C'était un horrible spectacle : des lignes d'armes, de cadavres, de blessés, de mutilés, dessinaient le plan de chaque bataillon. Les morts étaient entassés sur les mourants, au milieu des caissons brisés et des canons démontés.

Napoléon s'arrêtait à chaque pas, faisait questionner les blessés, leur donnait des consolations et des secours. On pansait ces malheureux; les chasseurs de la garde les transportaient sur leurs chevaux, les officiers de sa maison s'empressaient d'exécuter ses ordres dictés par l'humanité. Les Russes, au lieu de la mort qu'ils attendaient, d'après l'absurde crainte qu'on leur avait inspirée, trouvaient un vainqueur généreux; dans leur étonnement, ils se prosternaient devant lui ou lui tendaient leurs bras défaillants en signe de reconnaissance. Le regard consolateur et la pitié de l'Empereur des Français semblaient adoucir pour eux les horreurs de la mort.

Cette lugubre visite avait sensiblement affecté Napoléon. L'homme dominait le général, le cœur parlait plus haut que la tête. Un de ses généraux, le voyant si affligé de la perte de tant de vieux soldats qui lui avaient donné, dans tous les temps, les plus constantes preuves d'attachement et d'intrépidité, lui fit l'observation que ce malheur avait été exagéré, et cherchait à faire valoir, pour le lui faire oublier, la gloire nouvelle que la journée d'Eylau lui avait donnée. «Un père » qui vient de perdre ses enfants, lui répondit l'Empereur, » ne goûte aucune des chances de la victoire; quand le cœur » parle, la gloire même n'a plus d'illusions.» Nobles et touchantes paroles, qui expriment un sentiment vrai et profond. Les bulletins de l'armée offrent, d'ailleurs, la trace des pénibles pensées qui déchiraient le cœur du vainqueur.

« Après la bataille d'Eylau, disent-ils, l'Empereur a » passé tous les jours plusieurs heures sur le champ de ba- » taille, spectacle horrible, mais que le devoir rendait né- » cessaire. Il a fallu beaucoup de travail pour enterrer tous » les morts. On a trouvé un grand nombre de cadavres d'of- » ficiers russes avec leurs décorations. Il paraît que parmi » eux il y avait un prince Repnin. Quarante-huit heures en- » core après la bataille, il y avait plus de cinq mille Russes » blessés qu'on n'avait pas encore pu emporter. On leur » faisait porter de l'eau-de-vie et du pain ; et successivement » on les a transportés à l'ambulance.

» Qu'on se figure, sur un espace d'une lieue carrée, neuf » à dix mille cadavres, quatre ou cinq mille chevaux tués, » des lignes de sacs russes, des débris de fusils et de sabres, » la terre couverte de boulets, d'obus, de munitions ; vingt- » quatre pièces de canon auprès desquelles on voyait les » cadavres des conducteurs, tués au moment où ils faisaient » des efforts pour les enlever : tout cela avait plus de relief » sur un fond de neige : *ce spectacle est fait pour inspirer » aux princes l'amour de la paix et l'horreur de la guerre.* »

La bataille d'Eylau, où l'armée française perdit seize généraux, tués ou morts des suites de leurs blessures, est, eu égard au nombre des combattants, la plus sanglante qui ait eu lieu sous l'empire. On ne peut, de toutes celles de la révolution, lui comparer que la fatale bataille de Novi [1].

Dans les deux armées on chercha à cacher la perte de la journée ; mais, d'après la durée de l'action, l'acharnement du combat, le nombre des pièces d'artillerie mises en batterie, les pertes ne peuvent avoir été, pour les Russes, moindres de trente mille hommes tués ou blessés, et, pour

[1] Un seul fait pourra donner une idée du carnage effroyable qui eut lieu à Eylau : un oncle de l'auteur de cette histoire, le capitaine Hugo (aujourd'hui maréchal de camp, commandant le département de l'Aude), commandait dans le cimetière une compagnie de grenadiers du 55e de ligne, qui fut exposée au premier feu de l'artillerie russe, et qui perdit quatre-vingt-un hommes sur quatre-vingt-cinq. Tous les officiers furent tués, excepté le capitaine, qui, atteint d'un biscaïen, reçut une blessure si grave que sa guérison dura dix-huit mois.

les Français, moindres de seize mille. Chaque armée ne comptait que quatre-vingt mille combattants.

Les mêmes considérations qui avaient empêché l'Empereur de poursuivre l'ennemi, après les combats de Pultusk et de Golymin, le portèrent à adopter encore à Eylau le même système de prudence. Les Russes, en se retirant, avaient tout ravagé ; un dégel complet, succédant encore une fois à un froid rigoureux, détériorait les routes, empêchait toutes les communications, et rendait impossible l'arrivée des convois de vivres et de munitions. Napoléon se décida donc à se rapprocher de la Vistule, et remit à un autre temps une nouvelle attaque contre l'armée ennemie, échappée à une destruction presque certaine, par un de ces accidents[1] auxquels l'expérience ni le génie ne peuvent parer. L'armée française revint sur la Passarge, où elle prit de fortes positions, et rentra dans ses quartiers d'hiver. En portant son quartier général à Ostrolenka, l'Empereur annonça ainsi aux troupes le repos momentané qu'elles allaient avoir :

« Soldats ! nous commencions à prendre un peu de repos » dans nos quartiers d'hiver, lorsque l'ennemi a attaqué le » premier corps, et s'est présenté sur la Basse-Vistule. » Nous avons marché à lui ; nous l'avons poursuivi l'épée » dans les reins pendant l'espace de quatre-vingts lieues. Il » s'est réfugié sous les remparts de ses places, et a repassé » la Pregel. Nous lui avons enlevé, aux combats de Bergfried, de Deppen, de Hoff, à la bataille d'Eylau, soixante » pièces de canon, seize drapeaux, et tué, blessé ou pris plus » de quarante mille hommes. Les braves qui, de notre côté, » sont restés sur le champ d'honneur, sont morts d'une mort » glorieuse : c'est la mort des vrais soldats. Leurs familles » auront des droits constants à notre sollicitude et à nos » bienfaits.

» Ayant ainsi déjoué tous les projets de l'ennemi, nous

[1] La prise de l'officier d'état-major porteur de dépêche au maréchal Bernadotte.

» allons nous rapprocher de la Vistule et rentrer dans nos
» cantonnements. Qui osera en troubler le repos s'en repen-
» tira; car, au delà de la Vistule comme au delà du Danube,
» au milieu des frimas de l'hiver comme au commencement
» de l'automne, nous serons toujours les soldats français,
» et les soldats français de la grande armée. »

Tandis que la grande armée, après les belles campagnes d'Autriche, de Moravie, de Prusse et de Pologne, victorieusement terminées en moins d'une année, se préparait par un repos nécessaire aux fatigues d'une cinquième et dernière expédition, le maréchal Mortier, vainqueur à Stralsund du chevaleresque Gustave IV, chassait les Suédois de la Poméranie, et le maréchal Lefebvre faisait le siége de Dantzig. Là, ce vieux et respectable guerrier montrait aux soldats de l'Empire, l'audace, l'activité et les talents de l'ancien général de la République; là, ce brave maréchal retrouvait sa jeunesse, sa vigueur et son *infatigabilité* de l'armée de Sambre-et-Meuse; secondé par l'héroïque garde de Paris, après avoir supporté les fatigues et affronté les hasards d'un siége de trois mois, il obligeait à capituler un vieil et opiniâtre guerrier, soldat du grand Frédéric, le feld-maréchal Kalkreuth, l'honneur des armées prussiennes. Lefebvre, maître de cette forte place, reçut de l'Empereur le titre de duc de Dantzig: ce fut une dignité justement et honorablement gagnée, un titre non pas de noblesse, mais de gloire.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

PREMIÈRE CAMPAGNE DE POLOGNE.

1806.

23 *novembre.* Entrée de Murat à Varsovie.
2 *décembre.* Proclamation de l'Empereur.
— — Prise de Glogau (en Silésie).
6 — Prise de Thorn
9 — Combat de Gollup.
11 — Passage du Bug.
— — Traité de Posen avec l'électeur de Saxe.
15 — Traité de Posen avec les princes de la maison ducale de Saxe.
19 — Arrivée de l'Empereur à Varsovie.
23 — L'Empereur passe le Bug.
— — Combat de Biezun.
24 — Combat de Nasielsk.
— Combat de Cursomb. — Passage du Wkra.
25 — Combat de Pultusk.
— — L'armée prend ses quartiers d'hiver. — Retour de l'Empereur à Varsovie.

1807.

5 *janvier.* Prise de Breslau.
6 — Occupation de la Poméranie suédoise. — Combat de Wollin.
23 — Les hostilités recommencent avec les Russes.
25 *janvier.* Combat de Mohrungen.
31 — L'Empereur porte son quartier général à Willenberg.
1er *février.* Combat de Passenheim.
3 — Combat et prise du pont de Bergfried.
4 et 5 — Combat de Deppen.
6 — Combat de Hoff.
8 — Bataille de Preusch-Eylau.
12 — Combat de Stralsund (Poméranie suédoise).
16 — L'armée reprend des quartiers d'hiver.
19 — Combat de Neugartd (Silésie).
25 — Combat de Braunsberg.
12 *mars.* Investissement de Dantzig.
16 — Combat d'Ostrolenka.
— — Combat de Stolzenberg (Dantzig).
20 — Prise de l'île de Nehrung (Dantzig).
2 *avril.* Ouverture de la tranchée devant Dantzig.
18 Armistice avec les Suédois.
7 *mai.* Occupation de l'île d'Holm (Dantzig).
15 — Les Russes attaquent l'armée de siége et sont repoussés.
24 — Capitulation de Dantzig.
1er *juin.* Capitulation de Neiss (Silésie).



Entrevue des deux empereurs sur le Niemen.

SECONDE CAMPAGNE DE POLOGNE.

BATAILLE DE FRIEDLAND, PAIX DE TILSIT.

Après la bataille d'Eylau, quatre mois s'écoulèrent en négociations pour une pacification générale que les puissances coalisées ne désiraient pas sincèrement, mais ce délai était nécessaire à la Russie pour réparer les pertes que lui avait causées une lutte meurtrière, et à la Grande-Bretagne pour réunir soixante mille hommes de contingent, qu'elle avait promis d'envoyer en Poméranie, afin de prendre à dos l'armée française pendant que les Russes et les Prussiens l'attaqueraient de front.

Ce traité de paix que la diplomatie n'avait pas pu conclure en seize semaines, Napoléon devait le dicter au bout d'une campagne de dix jours.

Le 4 juin, les hostilités recommencèrent ; les Russes attaquèrent à l'improviste nos avant-postes, et furent battus. Chaque jour, pour eux, fut marqué par un échec, et pour l'armée française par un triomphe. Le 5, pendant que le prince de Ponte-Corvo battait l'ennemi à Spanden, le maréchal Soult culbutait deux fortes divisions russes à Lomitten.

Le lendemain 6, ce fut le tour du maréchal Ney, qui, attaqué dans sa position sur la Passarge à Deppen, repoussa l'ennemi, et lui tua ou blessa plus de cinq mille hommes. Le même jour, à Volfsdorff, le quatrième corps, aux ordres de Soult, attaquait et dispersait la division russe du général Kamenski. L'Empereur dirigeait en personne tous les mouvements de son armée. Un corps ennemi, fort de vingt-cinq mille hommes, dont dix mille d'excellente cavalerie, voulut arrêter la marche des troupes françaises qui se dirigeaient sur Heilsberg. Il prit position à Glottau; mais le grand-duc de Berg, qui commandait l'avant-garde, formée de la cavalerie de réserve, le débusqua successivement de toutes ses positions, et s'empara de Guttstadt, après un combat où les régiments de cavalerie de la garde russe furent très-maltraités.

L'Empereur laissa en observation, à Guttstadt, le corps du maréchal Davoust, et, par la rive gauche de l'Alle, suivit l'ennemi avec le reste de l'armée. Le 10 juin, vers midi, notre avant-garde atteignit, en avant d'Heilsberg, son arrière-garde, commandée par le prince Bagration, et la repoussa. Heilsberg renfermait une partie des magasins de l'armée alliée, et était couvert par des retranchements garnis d'une nombreuse artillerie. Vers deux heures, le corps du maréchal Soult se trouva formé; il débusqua l'ennemi d'un bois qui couvrait une partie de son front, et se porta sur les retranchements. L'armée française, arrivant successivement, marcha sur la ville, en longeant de près la rivière, et força les alliés à se replier dans leurs lignes. Celles-ci furent alors attaquées; les fusiliers de la garde, les divisions Verdier et Saint-Hilaire s'avancèrent jusqu'aux palissades; le régiment de Paris enleva même une redoute à la baïonnette, mais il fut obligé de l'abandonner. Il était neuf heures du soir; malgré l'obscurité croissante, on se battait vivement sur tous les points, mais nous n'avions encore obtenu aucun succès important. L'armée coalisée, réunie tout entière à Heilsberg, paraissait décidée à une défense opiniâtre. Ses nombreuses batteries faisaient essuyer de grandes pertes à l'armée française. Le général Roussel avait eu la tête emportée par un boulet, le général d'Espagne était blessé, le grand-duc de Berg avait eu deux chevaux tués sous lui; la

cavalerie de l'armée avait combattu avec le plus grand acharnement; les cuirassiers s'étaient distingués par plusieurs charges brillantes. Le colonel du sixième régiment de cuirassiers, d'Avenay, s'était avancé vers Murat, et, lui présentant son sabre dégouttant de sang, lui avait dit : « Prince, faites la revue de mon régiment, vous verrez qu'il n'est aucun soldat dont le sabre ne soit comme le mien. » La nuit mit fin à un combat glorieux, mais sanglant, et les troupes bivouaquèrent dans leurs positions d'attaque. Tout annonçait pour le lendemain une de ces batailles qui décident du sort d'une campagne.

L'Empereur resta la journée du 11 sur le champ de bataille; il y passa en revue les régiments qui avaient le plus souffert, leur distribua d'honorables récompenses militaires, et disposa les différents corps de son armée pour la bataille qu'il comptait livrer. L'armée alliée, quelles que fussent ses dispositions de la veille, ne sortit pas de ses lignes; elle semblait comprendre que cette barrière était nécessaire pour la sauver d'une défaite. L'Empereur, voyant que le général russe refusait de prendre l'offensive, donna l'ordre au maréchal Davoust de faire un mouvement qui intercepta le chemin d'Eylau, et fit des préparatifs pour attaquer lui-même de nouveau le lendemain les retranchements d'Heilsberg.

Mais, à l'aspect de ces préparatifs, l'ennemi ne jugea point ces retranchements assez formidables pour le mettre à l'abri de l'impétuosité des troupes françaises. A dix heures du soir, les divisions russes commencèrent à passer sur la rive droite de l'Alle, abandonnant Heilsberg et toute la rive gauche aux Français, et laissant en leur pouvoir les blessés, les magasins et ces redoutes fortifiées, ouvrage de quatre mois d'un travail long et pénible. Le 12, à la pointe du jour, lorsque les troupes françaises s'ébranlèrent, elles furent étonnées de n'éprouver aucune résistance dans leur marche sur les lignes ennemies; Heilsberg fut immédiatement occupé.

En quittant Heilsberg, le général russe s'était dirigé sur Friedland, où il voulait repasser l'Alle, pour arriver à Kœnigsberg avant l'armée française; mais il était trop tard. Déjà l'Empereur avait envoyé deux de ses corps d'armée

(Soult et Davoust) et la réserve de cavalerie (Murat) se poster entre Friedland et Kœnigsberg ; avec le reste de son armée il poursuivait les Russes, afin de les forcer à livrer cette bataille décisive qu'ils avaient refusée à Heilsberg.

Ce fut à Friedland même que le général Beningsen, se voyant pressé par les troupes françaises, se résolut à les attendre et à les combattre. Le 14 juin, à trois heures du matin, les grenadiers réunis, commandés par le général Oudinot (du corps du maréchal Lannes), débouchèrent du village de Posthenen et commencèrent l'attaque. Napoléon, entendant le canon, s'écria, avec l'accent de la joie : « *C'est un jour de bonheur, c'est l'anniversaire de la bataille de Marengo !* » Dans le même moment le maréchal Mortier, appuyé au village d'Heinrichsdorf, attaquait la droite de l'ennemi.

Les divisions françaises n'étaient pas encore toutes en ligne ; l'ennemi voulut essayer de profiter de sa supériorité numérique pour forcer la route de Kœnigsberg. Une violente canonnade s'engagea alors de toutes parts, et dura, sans interruption, jusqu'à cinq heures du soir. Mais il fut repoussé de tous côtés, et, malgré tous ses efforts, l'armée française garda ses positions.

L'Empereur avait reconnu celles de l'armée russe. La gauche, composée de quatre divisions, sous le prince Bagration, s'appuyait d'un côté sur l'Alle, un peu au-dessus de Friedland, et de l'autre sur un ruisseau qui traverse la plaine, et qui séparait cette aile de la droite. Celle-ci, forte de trois divisions, aux ordres du prince Gortschakof, et d'une nombreuse cavalerie, s'étendait dans la plaine, en face Heinrichsdorf. L'ennemi, pour faciliter ses communications, avait jeté trois ponts sur l'Alle, immédiatement à côté de la ville et près de son aile gauche. L'Empereur reconnut que, pour frapper un coup décisif, il fallait d'abord culbuter cette aile gauche, afin de s'emparer de Friedland et des ponts ; et ensuite détruire la droite, qui se trouverait acculée à l'Alle et coupée. Ses ordres furent aussitôt donnés ; ils étaient ainsi conçus :

« Le maréchal Ney prendra la droite, depuis Posthenen » jusque vers Sortlack, et il s'appuiera à la position actuelle » du général Oudinot. Le maréchal Lannes fera le centre,

» qui commencera à la gauche du maréchal Ney, depuis Heinrichsdorf jusqu'à peu près vis-à-vis le village de Posthenen. Les grenadiers d'Oudinot, qui forment actuellement la droite du maréchal Lannes, appuieront insensiblement à gauche pour attirer sur eux l'attention de l'ennemi. Le maréchal Lannes reploiera ses divisions autant qu'il le pourra, et, par ce ploiement, il aura la facilité de se placer sur deux lignes. La gauche sera formée par le maréchal Mortier, tenant Heinrichsdorf et la route de Kœnigsberg, et de là s'étendant en face de l'aile droite des Russes. Le maréchal Mortier n'avancera jamais, le mouvement devant être fait par notre droite qui pivotera sur la gauche.

» La cavalerie du général Espagne et les dragons du général Grouchy, réunis à la cavalerie de l'aile gauche, manœuvreront pour faire le plus de mal possible à l'ennemi, lorsque celui-ci, pressé par l'attaque vigoureuse de notre droite, sentira la nécessité de battre en retraite.

» Le général Victor et la garde impériale à pied et à cheval formeront la réserve, et seront placés à Grunhof, Botkein et derrière Posthenen.

» La division des dragons Lahoussaye sera sous les ordres du général Victor ; celle des dragons Latour-Maubourg obéira au maréchal Ney ; la division de grosse cavalerie du général Nansouty sera à la disposition du maréchal Lannes, et combattra avec la cavalerie du corps d'armée de réserve au centre.

» Je me trouverai à la réserve.

» On doit toujours avancer par la droite, et on doit laisser l'initiative du mouvement au maréchal Ney, qui attendra mes ordres pour commencer.

» Du moment que la droite se portera sur l'ennemi, tous les canons de la ligne devront doubler leur feu dans la direction utile pour protéger l'attaque de cette aile. »

En conséquence, vers cinq heures et demie, le maréchal Ney, protégé, dans son mouvement, par la forêt de Sortlack, et précédé d'une batterie de vingt pièces de canon, s'ébranla et marcha à l'ennemi ; il fut aussitôt débordé par la cavalerie russe ; mais le général Latour-Maubourg le repoussa, et le maréchal Ney continua son mouvement. Pendant ce temps

le général Sénarmont portait à quatre cents pas, en avant de la ligne, une batterie de trente pièces, et, par un feu à mitraille, écrasait les masses ennemies. L'aile gauche russe, ainsi attaquée de front et par le flanc, fit un mouvement offensif sur la droite du maréchal Ney; mais, culbutée à l'instant même et pressée par nos baïonnettes, elle se réfugia sous Friedland, après une grande perte d'hommes dont une partie fut précipitée dans la rivière. Le maréchal, voyant l'ennemi fuir sur Friedland, ordonna un quart de conversion à son aile gauche et la porta sur un ravin qui entourait cette ville. La garde impériale russe était embusquée sur ce point; dès qu'elle vit nos colonnes s'approcher, elle déboucha avec intrépidité, et fit une charge qui ébranla un moment nos soldats; mais la division Dupont (de la réserve) s'avança alors sur la garde russe, l'enfonça et en fit un horrible carnage.

Le but de l'Empereur était atteint. L'aile gauche ennemie était acculée sur Friedland, resserrée dans un espace étroit, entre l'Alle et le ruisseau dont nous avons parlé.

Mitraillé de tous côtés, et ne pouvant, même dans ce terrain défavorable, utiliser sa bravoure, l'ennemi fut obligé de chercher son salut dans la fuite. Friedland fut emporté par nos braves bataillons; les rues étaient jonchées de morts, et les Russes repassèrent la rivière, abandonnant leur artillerie et un grand nombre de prisonniers.

La destruction de l'aile gauche laissait l'aile droite russe sans appui au milieu de la plaine; aussitôt que le général Gortschakof, qui la commandait, en eut connaissance, il arrêta ses attaques et se mit en retraite sur Friedland, croyant y trouver une arrière-garde chargée de lui garder le passage; mais, en fuyant, les Russes avaient brûlé les ponts. L'incendie s'était même communiqué à la ville, dont le maréchal Ney défendait les approches. Gortschakof, pressé de tous côtés, se vit au moment de mettre bas les armes. Heureusement pour lui, il découvrit un gué, et ses divisions y passèrent l'Alle ; mais ce gué était si profond, et le passage fut si précipité, que la moitié de son corps d'armée se noya, fut pris ou tué. Quelques pièces d'artillerie seulement purent être sauvées, le reste demeura sur la rive gauche et tomba en notre pouvoir. Il était onze heures du soir : la nuit sombre n'était

éclairée que par les flammes qui s'élevaient au-dessus de Friedland; mais la victoire était complète : dix-sept mille morts Russes ou Prussiens couvraient le champ de bataille; soixante-dix pièces de canon, un grand nombre de caissons, plusieurs drapeaux et vingt mille prisonniers furent les trophées de la journée.

L'ennemi, après la bataille, se retira en hâte sur le Niémen. Sa retraite présentait l'aspect de la déroute la plus complète : à chaque pas les vainqueurs recueillaient des prisonniers, des caissons, des armes et des bagages.

A la nouvelle de la victoire, Kœnigsberg fut abandonné par les Prussiens; Soult y entra aussitôt, y trouva des richesses extraordinaires, plusieurs centaines de milliers de quintaux de blé, trois cents bâtiments chargés, venant de Russie, plus de vingt mille blessés russes et prussiens; tout ce que l'Angleterre, prodigue d'argent et de subsides, à défaut de contingent en soldats, avait envoyé à la Russie, et entre autres objets, cent soixante mille fusils non encore débarqués.

Masséna, de son côté, culbutait l'ennemi sur la Narew et l'Omulew, et le poursuivait jusqu'à Ostrolenka. En Silésie, Neitz, Glatz et Kosel avaient capitulé; il ne restait au roi de Prusse que Kolberg, Grandeutz et le fort de Silberberg. Le combat de Labiau, où Davoust fut victorieux, l'occupation de Instorburg par Ney, et l'arrivée de Napoléon à Tilsit, terminèrent les événements militaires de cette campagne.

Le Niémen était dès lors la seule barrière qui restât à franchir pour que l'armée française portât la guerre sur le territoire russe. La saison était favorable, nos guerriers pleins d'ardeur et de confiance : ceux d'Alexandre, au contraire, après avoir montré, dans deux campagnes successives, un courage digne de leurs adversaires, étaient entièrement démoralisés. Soldats, nés serfs et attachés par la servitude à leurs drapeaux, quoique braves, ils reculaient devant des soldats fils de la liberté et défenseurs de l'égalité parmi les hommes. Ils fuyaient avec le sentiment de leur faiblesse et de leur impuissance. Les arrière-gardes russes, depuis Friedland, n'avaient plus donné des preuves de cette fermeté stoïque, qui, dans d'autres circonstances, leur avaient valu l'es-

time de leur vainqueur. Il est vraisemblable que si Napoléon eût alors voulu conduire l'armée française en Russie, son expédition aurait eu une tout autre issue que celle qu'il tenta cinq ans plus tard. Dans la guerre de 1807, les Russes étaient les agresseurs, et ces peuples superstitieux courbaient la tête et s'attribuaient la faute de leurs défaites. Ils n'eussent opposé aucune *résistance nationale* aux progrès de l'armée française.

Alexandre ne vit pas sans effroi l'armée victorieuse des coalitions parvenue sur les confins mêmes de ses propres États. Le prestige des promesses britanniques s'était évanoui ; il ne pouvait plus espérer de réunir à temps de nouveaux moyens de résistance. Il se rappela la générosité de Napoléon en 1806 ; il prit la résolution de s'humilier une seconde fois devant l'empereur des Français. Après avoir refusé si opiniâtrément la paix qui lui était offerte, il ne craignit pas de la solliciter lui-même. Il se soumit aux conditions qu'il plairait à son ennemi de dicter, conditions que le caractère connu du vainqueur d'Austerlitz lui faisait espérer favorables et modérées. Napoléon ne démentit point, dans cette circonstance, la modération qu'il avait montrée précédemment à l'égard du monarque russe. Au moment même où, franchissant la faible barrière qui le séparait d'une armée accablée et à l'avance vaincue, il pouvait mettre le comble aux succès de cette campagne, il eut la générosité d'arrêter sa marche victorieuse, et d'écouter les premières propositions qui lui furent faites pour le rétablissement de la paix entre les deux empires. Le 21 juin, un armistice préliminaire d'un traité plus durable fut signé.

Les soldats français frémissaient d'impatience ; ils appelaient de tous leurs vœux de nouveaux combats. Pour les calmer, l'Empereur leur adressa des paroles de satisfaction :

« Soldats, leur dit-il, le lendemain de l'armistice avec
» l'empereur de Russie, le 5 juin nous avons été attaqués
» dans nos cantonnements par l'armée russe. L'ennemi s'est
» mépris sur notre inactivité. Il s'est aperçu trop tard que
» notre repos était celui du lion, il se repent de l'avoir troublé.
» Dans les journées de Guttstadt, de Heilsberg, dans celle

» à jamais mémorable de Friedland, dans dix jours de cam-
» pagne enfin, nous avons pris cent vingt pièces de canon,
» sept drapeaux; tué, blessé ou fait prisonniers soixante
» mille Russes; enlevé à l'armée ennemie tous ses magasins,
» ses hôpitaux, ses ambulances, la place de Kœnigsberg, les
» trois cents bâtiments qui étaient dans ce port, chargés de
» toutes espèces de munitions; cent soixante mille fusils que
» l'Angleterre envoyait pour armer nos ennemis.—Des bords
» de la Vistule, nous sommes arrivés sur ceux du Niémen avec
» la rapidité de l'aigle. Vous célébrâtes à Austerlitz l'anni-
» versaire du couronnement; vous avez cette année digne-
» ment célébré celui de la bataille de Marengo, qui mit fin
» à la guerre de la seconde coalition.

» Français ! vous avez été dignes de vous et de moi. Vous
» rentrerez en France couverts de tous vos lauriers, et après
» avoir obtenu une paix glorieuse qui porte avec elle la ga-
» rantie de la durée. Il est temps que notre patrie vive en
» repos, à l'abri de la maligne influence de l'Angleterre.
» Mes bienfaits vous prouveront ma reconnaissance et toute
» l'étendue de l'amour que je vous porte. »

Afin d'accélérer la conclusion d'une paix indispensable à son armée et souhaitée de tous ses sujets, l'autocrate russe demanda une entrevue à l'empereur Napoléon.

Le fleuve même qui séparait les deux armées fut choisi pour le lieu de cette conférence.

Le 24 juin, un général de l'artillerie française, La Riboisière, fit établir au milieu, à égale distance des deux rives, un radeau sur lequel fut élevé, avec tout l'art et toute la magnificence que permettait la promptitude des préparatifs, un pavillon destiné à recevoir les deux empereurs.

Le lendemain 25, à une heure de l'après-midi, Napoléon, suivi de Murat, des maréchaux Berthier et Bessières, du général Duroc et du grand-écuyer Caulincourt, s'embarqua sur un bateau conduit par les marins de la garde, et se rendit à ce pavillon. De son côté, et au même moment, partit de la rive droite l'empereur Alexandre, accompagné du grand-duc Constantin, du général en chef Beningsen, du

prince Labanow, du général Ouvarow, et de l'aide de camp général comte de Liéwen.

Les deux bateaux arrivèrent en même temps, les deux empereurs s'embrassèrent en mettant le pied sur le radeau, et entrèrent seuls dans le pavillon, où ils eurent une conférence qui dura deux heures, et pendant laquelle Alexandre témoigna à Napoléon une vive affection et une admiration sincère. Il était fier, disait-il, de s'approcher du héros moderne. Lorsque l'entretien fut terminé, les personnages qui avaient accompagné les deux souverains furent introduits. Alexandre s'empressa de témoigner aux généraux français toute l'estime qu'il avait conçue pour eux, et Napoléon, de son côté, parla avec bienveillance au grand-duc Constantin et au général en chef Beningsen, qui, malgré les revers de l'armée russe, avait montré dans les campagnes précédentes de l'instruction et de l'habileté. Beningsen, vaincu par Napoléon, était encore un général d'une haute distinction. Les deux empereurs remontèrent avec leur suite chacun dans la barque qui les avait amenés, et retournèrent à leur quartier général.

Le lendemain, la ville de Tilsit ayant été déclarée neutre, l'empereur Alexandre y vint demeurer. Il y fut suivi par le roi et la reine de Prusse, ces deux souverains malheureux que les victoires de Napoléon avaient expulsés de leurs États. Napoléon montra, pour la jeune reine qui s'était si audacieusement et si imprudemment déclarée son ennemie, des sentiments de respect et de condescendance. Le chef de l'empire français semblait avoir à cœur de justifier l'ancienne réputation de galanterie chevaleresque que la nation qu'il représentait possédait depuis plusieurs siècles. La belle Amélie s'abusa un instant sur ce qu'elle pouvait espérer de Napoléon ; mais elle reconnut bientôt que la galanterie polie et courtoise de l'Empereur laissait toute liberté aux intérêts de sa politique. Le roi Frédéric ne recouvra ses États qu'à la sollicitation d'Alexandre. La paix, conclue le 7 juillet avec la Russie, fut signée le 9 avec la Prusse.

Mais la Prusse avait provoqué la guerre, et il fallait que quelqu'un en payât les frais. Elle s'était trop montrée notre ennemie pour espérer qu'elle deviendrait jamais franchement notre alliée. L'Empereur adopta le parti de renforcer son sys-

tème fédératif à ses dépens: cela était indispensable. Il créa le duché de Varsovie, comme base de la renaissance future de la Pologne, dont, quoi qu'on ait dit, il n'abandonnait pas le généreux projet. Il augmenta la confédération du Rhin du royaume de Westphalie, formé des provinces prussiennes depuis la rive gauche de l'Elbe jusqu'à Magdebourg, des États de l'électeur de Hesse-Cassel, et du duché de Brunswick. Ce royaume fut la récompense de son frère Jérôme. Plus tard, il s'accrut encore du Hanovre, que Napoléon s'était réservé à Tilsit, afin de conserver un moyen de rapprochement avec la maison d'Angleterre. La confédération du Rhin avait déjà été renforcée précédemment de la Saxe ; l'électeur prit le titre de roi, et reçut celui de grand-duc de Varsovie : son aïeul avait occupé le trône de Pologne, et, de la part de Napoléon, ce choix annonçait assez l'intention de relever ce trône. L'empereur de Russie reconnut à Tilsit les souverainetés accordées aux frères de Napoléon, et, en acceptant la Prusse orientale, reçut aussi sa part des dépouilles qu'une guerre malheureuse, dont il avait partagé les défaites, enlevait à son fidèle allié, le roi de Prusse. Entre frères d'une même famille, cela eût passé pour un acte infâme, tandis qu'Alexandre est encore vanté pour son caractère chevaleresque : c'est que la fraternité des rois a d'autres règles du bien et du juste que celles qui sont imposées aux peuples par la morale et l'équité.

L'empereur Napoléon revint à Paris. Des fêtes magnifiques accueillirent dans la capitale le retour des soldats de la garde impériale, ces dignes représentants de la grande armée. Ce fut une véritable fête nationale : joie du peuple, satisfaction du citoyen, enthousiasme du soldat, rien n'y manquait. Essayons de la retracer.

Près de la barrière par où s'avancèrent les dix mille guerriers de la garde, la ville de Paris avait fait élever un arc de triomphe de la plus grande proportion connue. Il n'avait qu'une seule arcade; mais vingt hommes y pouvaient passer de front. Ce monument d'un genre simple et noble était surmonté par un quadrige doré. Sur chacune des faces, on lisait des inscriptions rappelant les grands

événements de la campagne; et, quoiqu'on n'y eût employé ni colonne ni aucun de ces ornements dont les architectes sont trop souvent prodigues, il avait un caractère de grandeur véritable et de noble simplicité. Dès neuf heures du matin, une foule immense entourait l'arc de triomphe ; des cris d'enthousiasme annoncèrent, vers le milieu du jour, l'approche des braves; ils parurent, et bientôt leurs aigles réunies ne formèrent qu'un seul groupe qui précéda la colonne.

Le corps municipal de Paris s'avança au-devant de la garde impériale, en tête de laquelle se trouvait le maréchal Bessières. Les troupes s'arrêtèrent: un roulement général des tambours commanda le silence, et le préfet de la Seine, d'une voie émue quoique sonore, prononça le discours suivant :

« Héros d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, conquérants de la » paix, grâces immortelles vous soient rendues!

» C'est pour la patrie que vous avez vaincu, la patrie éter- » nisera le souvenir de vos triomphes ; vos noms seront lé- » gués par elle, sur le bronze et sur le marbre, à la posté- » rité la plus reculée, et le récit de vos exploits, enflammant » le courage de nos derniers descendants, longtemps encore » après vous-mêmes, vous protégerez, par vos exemples, ce » vaste empire si glorieusement défendu par votre valeur.

» Braves guerriers, ici même un arc triomphal dédié à la » grande armée s'élève sur votre passage; il vous attend : » venez recevoir, sous ses voûtes, la part qui vous est due » des lauriers votés par la capitale à cette invincible armée. » Qu'ainsi commence la fête de votre retour : venez, et que » ces lauriers, tressés en couronnes par la reconnaissance » publique, demeurent appendus désormais aux aigles im- » périales qui planent sur vos têtes victorieuses... »

Bessières répondit dignement, et en peu de mots. On remarqua dans son discours le passage suivant :

« Les aînés de cette grande famille militaire vont se re- » trouver avec plaisir dans le sein d'une ville dont les habitants » ont constamment rivalisé avec eux d'amour, de dévoue- » ment et de fidélité pour notre illustre monarque. Animés » des mêmes sentiments, la plus parfaite harmonie existera » toujours entre les habitants de la grande ville et les soldats

» de la garde impériale. Si nos aigles marchaient encore, en
» nous rappelant le serment que nous avons fait de les dé-
» fendre jusqu'à la mort, nous nous rappellerons aussi que
» les couronnes qui les décorent nous en imposent double-
» ment l'obligation. »

Après ces deux discours, les couronnes d'or votees par la ville de Paris furent appendues aux aigles de la garde impériale.

Le corps municipal vint se placer ensuite dans une des deux tribunes qui avaient été ménagées dans l'intérieur de l'arc de triomphe. La seconde était occupée par un nombreux orchestre, qui exécuta aussitôt le *Chant du Retour*, composé pour cette solennelle réception, et dont les paroles et la musique étaient dues à deux membres de l'Institut (M. Arnault et M. Méhul).

La garde impériale défila dans l'ordre suivant : les fusiliers de la garde, les chasseurs à pied, les grenadiers à pied, les chasseurs à cheval, les mamelucks, les dragons, les grenadiers à cheval, la gendarmerie d'élite. Chaque régiment était précédé des officiers-généraux et supérieurs chargés de son commandement.

C'est dans cet ordre, et entourée d'une innombrable population, que la garde parvint au palais des Tuileries. Elle y entra par l'arc de triomphe du Carrousel, déposa ses aigles dans le palais, et, traversant le jardin impérial, où elle déposa ses armes en faisceaux, elle se rendit aux Champs-Élysées. Là, tous les corps qui la composaient et un détachement de la garde de Paris prirent place à un immense banquet qui leur était préparé, et dont le corps municipal fit les honneurs.

Le lendemain, des représentations gratuites à tous les théâtres continuèrent la fête ; deux jours après, le Sénat se réunit pour témoigner à l'armée sa reconnaissance et son admiration. Une fête fut donnée à la garde impériale dans le jardin du palais du Luxembourg. Le président du Sénat adressa à cette occasion le discours suivant au maréchal Bessières :

« Monsieur le maréchal, invincible garde impériale,
» Le Sénat vient au-devant de vous ; il aime à voir les dignes

» représentants de la grande armée remplir ses portiques; il
» se plaît à se voir entouré de ces braves qui ont combattu à
» Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, de ces favoris de la
» victoire, de ces enfants chéris du génie qui préside aux ba-
» tailles. Cette enceinte doit vous plaire, invincible garde im-
» périale. Ces voûtes ont tant de fois retenti des acclamations
» qui ont célébré vos immortels faits d'armes et tous les triom-
» phes de la grande armée : vos trophées décorent nos mu-
» railles; les paroles sacrées que le plus grand des monar-
» ques daigna nous adresser du haut de son char de victoire,
» et au nom des braves, sont gravées dans ce palais par la
» reconnaissance, et vous retrouvez parmi nous plusieurs de
» ceux qui ont porté la foudre de notre empereur, et dirigé
» les hardis mouvements de ses phalanges redoutables.

» Représentants de la première armée du monde, recevez,
» par notre organe, pour vous et pour tous vos frères d'armes,
» les vœux du grand et bon peuple, dont l'amour et l'admi-
» ration vous présagent ceux de la postérité. »

Si la flatterie allait chercher les soldats, on peut croire qu'elle ne manquait pas au général, à l'Empereur. C'était dans tous les corps de l'Etat une émulation de louanges fort naturelle, sans doute, et fort belle, si elle n'avait pas dû, quelques années plus tard, pour la honte de la plupart de ces hommes puissants, se changer en outrages et en imprécations.

L'Empereur écoutait tous ces discours avec patience; mais il n'en était point ébloui. Il vint lui-même quelque temps après, sans emphase, sans morgue, sans orgueil, dérouler au Corps législatif, avec netteté et brièveté, le tableau des grands événements qui venaient de s'accomplir et de la prospérité de la France.

« Messieurs les Députés et messieurs les Tribuns, dit-il,

» Depuis votre dernière session, de nouvelles guerres, de
» nouveaux triomphes, de nouveaux traités de paix ont
» changé la face de l'Europe politique.

» Si la maison de Brandebourg, qui la première se conjura
» contre notre indépendance, règne encore, elle le doit à la
» sincère amitié que m'a inspirée le puissant empereur du
» Nord.—Un prince français régnera sur l'Elbe; il saura con-

» cilier l'intérêt de ses nouveaux sujets avec ses premiers et
» plus sacrés devoirs.—La maison de Saxe a recouvré, après
» cinquante ans, l'indépendance qu'elle avait perdue. — Les
» peuples de la ville de Varsovie, du duché de Dantzick, ont
» recouvré leur patrie et leurs droits.

» La France est unie aux peuples de l'Allemagne par les
» lois de la confédération du Rhin, à ceux des Espagnes, de
» la Hollande, de la Suisse et de l'Italie, par les lois de notre
» système fédératif. Nos nouveaux rapports avec la Russie
» sont cimentés par l'estime réciproque de ces deux grandes
» nations.

» Dans tout ce que j'ai fait, j'ai eu uniquement en but le bon-
» heur de mes peuples, plus cher à mes yeux que ma propre
» gloire. — Je désire la paix maritime. Aucun ressentiment
» n'influera jamais sur mes déterminations : je ne saurai ja-
» mais en avoir contre une nation, jouet et victime des partis
» qui la déchirent, et trompée sur la situation de ses affaires
» comme sur celle de ses voisins. — Mais quelle que soit l'issue
» que les décrets de la Providence aient assignée à la guerre
» maritime, mes peuples me trouveront toujours le même, et
» je trouverai mes peuples dignes de moi. — Français ! votre
» conduite dans les derniers temps, où votre Empereur était
» éloigné de cinq cents lieues, a augmenté mon estime et
» l'opinion que j'avais conçue de votre caractère ; je me suis
» senti fier d'être le premier parmi vous.

» Si pendant ces dix mois d'absence et de périls, j'ai été
» présent à votre pensée, les marques d'amour que vous m'a-
» vez données ont excité constamment mes plus vives émo-
» tions, toutes mes sollicitudes ; tout ce qui pouvait avoir
» rapport même à la conservation de ma personne ne me
» touchait que par l'intérêt que vous y portiez, et par l'im-
» portance dont elle pouvait être pour vos futures destinées.
» *Vous êtes un bon et grand peuple.* »

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

DEUXIÈME CAMPAGNE DE POLOGNE.

1807.

4 *juin.* Reprise des hostilités.
5 — Combats de Spanden et de Lomitten.
6 — Combat de Deppen.
9 — Combat de Guttstadt.
10 — Bataille de Heilsberg.
14 — Bataille de Friedland.
15 — Occupation de Kœnigsberg.
— — Combat de Labiau.
18 — Capitulation de Kosel (Silésie).
19 — Entrée de l'Empereur à Tilsit.
20 — Capitulation de Glatz (Silésie).
21 — Armistice entre les armées russe et française.
22 — Proclamation de l'Empereur.
25 — Entrevue de Napoléon et d'Alexandre sur le Niémen.
26 — L'empereur de Russie vient loger à Tilsit
28 *juin.* Le roi et la reine de Prusse viennent loger à Tilsit.
7 *juillet.* Traité de paix de Tilsit entre la France et la Russie.
— — Jérôme Napoléon est proclamé roi de Westphalie.
9 — Traité de paix entre la France et la Prusse.
13 — Occupation de la Poméranie suédoise.
— — Rupture de l'armistice.
27 — Retour de l'Empereur à Saint-Cloud.
15 *août.* Prise de Stralsund.
16 — Discours de l'Empereur au Corps législatif.
19 *août.* Suppression du Tribunat.
9 *septembre.* Occupation de l'île de Rugen.
23-28 *novembre.* Fêtes données à Paris à la garde impériale.



Revue de la garde impériale.

ADMINISTRATION DE L'EMPIRE. — ÉVÉNEMENTS DE BAYONNE.

La direction des grandes opérations militaires, les embarras et les fatigues de la guerre, ne détournaient pas l'attention de Napoléon des affaires de la politique et des soins de l'administration intérieure de l'empire français.

Pendant la campagne de Pologne, et tandis que les armées russes et prussiennes combattaient l'armée française, la Russie et l'Angleterre attaquèrent simultanément la Turquie, afin de la forcer à rompre son alliance avec la France. Les troupes d'Alexandre avaient pénétré en Moldavie, et une escadre anglaise, forçant le passage des Dardanelles, était venue s'embosser en face de Constantinople, devant le sérail du sultan.

La paix de Tilsit rendit inutiles les succès obtenus par les Russes; et l'entreprise audacieuse de l'amiral anglais n'eut aucun résultat, grâce à l'habileté de l'ambassadeur français

auprès de la Porte ottomane. Le général Sébastiani ranima le courage des Turcs, leur communiqua son activité et sa résolution, parvint en peu de temps à faire établir des batteries sur tous les points qui dominaient l'escadre, et les vaisseaux ennemis, vigoureusement canonnés, durent se hâter de quitter le mouillage dangereux qu'ils avaient pris. Leur retour à travers les Dardanelles ne fut pas aussi facile que l'avait été leur passage, et ils y éprouvèrent de fortes avaries.

Une expédition que les Anglais tentèrent à la même époque contre l'Égypte n'eut pas une meilleure issue; ils attaquèrent inutilement Rosette, et furent battus dans toutes les rencontres par ces mêmes Mamelucks qu'avaient si souvent vaincus les soldats français.

Peu de temps après cette expédition, le bombardement de Copenhague, et la prise de la flotte danoise sans déclaration de guerre préalable, apprit aux princes de l'Europe le cas qu'ils devaient faire de la bonne foi du cabinet de Londres. Cette insigne violation du droit des gens détermina le roi de Danemarck et l'empereur de Russie à accéder au décret de blocus fulminé par Napoléon, pour fermer aux vaisseaux anglais les ports de tous les États du continent européen.

Le prince régent de Portugal, enchaîné par l'influence britannique, avait seul, au moment où l'Europe entière adoptait le système continental, refusé d'y consentir. Il désirait, disait-il, conserver la neutralité entre la France et l'Angleterre. Dans la réalité, c'était pour le Portugal rester soumis à la domination des Anglais, maîtres par d'anciens traités de tout le commerce d'importation et d'exportation du pays.

Napoléon ne pouvait admettre cette neutralité illusoire; il était assez fort pour ne vouloir que des amis ou des ennemis, et il exigea du ministère portugais une rupture avec l'Angleterre. Le prince régent crut en vain sauver ses États par une réponse évasive. Napoléon avait menacé d'appuyer par les armes ses dispositions diplomatiques. Une armée rassemblée sur les bords de la Gironde attendait une destination. Aussitôt que la réponse de la cour de Lisbonne arriva au cabinet impérial, qu'elle ne satisfit point, cette armée, commandée par Junot, reçut l'ordre de passer la Bidassoa, et d'agir contre le Portugal, de concert avec un corps d'ar-

mée, qu'aux termes du traité d'alliance, l'Espagne fut obligée de fournir.

Le mariage du nouveau roi de Westphalie avait suivi de peu de jours le retour de l'Empereur à Paris. Jérôme épousa la fille du roi de Wurtemberg, la princesse Catherine, belle autant qu'aimable et spirituelle. Cette digne et vertueuse femme, par son dévouement à un époux malheureux, s'est montrée l'honneur de son sexe et de sa royale famille.

La suppression du Tribunat et sa réunion au Corps législatif furent l'acte politique le plus important qui signala le retour de l'Empereur à Paris. C'était un changement grave à la constitution consulaire de l'an VIII, seule loi fondamentale (avec quelques sénatus-consultes) de l'empire de Napoléon. Le Tribunat avait montré en différentes occasions de l'opposition au gouvernement, et l'opposition en présence d'une guerre de coalition paraissait au chef de l'État toucher de bien près à la trahison. Quoi qu'il en soit, cet acte du gouvernement impérial fut alors diversement et même peu favorablement apprécié.

Napoléon, dans sa capitale, consacrait ses journées aux soins de l'administration et à l'organisation de l'armée. Ses fréquentes revues de la garde impériale et de la garnison de Paris, tout en offrant un spectacle intéressant à la jeunesse belliqueuse, entretenaient parmi les soldats les sentiments de dévouement pour leur patrie et leur Empereur.

Quant aux actes utiles du gouvernement, aux créations et aux décrets qui intéressent la prospérité publique, l'espace nous manque pour les développer tous, et nous devons nous borner à donner un relevé de ce qui fut arrêté et effectué sous le régime impérial de 1805 à 1808, en distinguant seulement ce qui se rattache à chaque partie de l'administration générale.

Constitutions de l'Empire. — Forme du sceau de l'État. — Forme des sceaux et timbres des autorités publiques. — Fixation des jours où les décrets sont exécutoires. — Réformation des listes des plus imposés. — Rétablissement du calendrier grégorien. — Attributions et tenue des assem-

blées cantonales. — Sépulture des empereurs. — Renouvellement du Corps législatif. — Prérogatives des légionnaires, membres des colléges électoraux. — Organisation d'un conseil d'État. — Création d'une nouvelle noblesse.

Cette création a été vivement critiquée depuis quelques années. Cependant il est juste de remarquer qu'en attribuant à sa noblesse des rangs et des honneurs, Napoléon ne lui a donné aucun privilége. Lorsqu'il jugea convenable de l'établir, des raisons politiques militaient en faveur de cette institution. L'établissement d'une noblesse héréditaire devait réconcilier peu à peu la France nouvelle avec l'Europe et la France ancienne; elle substituait la noblesse acquise par des services à celle qui se fondait sur la féodalité. Toute l'Europe était gouvernée par des nobles qui s'étaient opposés à main armée à la révolution française, et la France rencontrait partout en eux des obstacles à son influence. Il importait de faire cesser cette lutte.

Pour assurer la fusion des deux noblesses, l'Empereur se proposait de stipuler que le chef de toute famille qui aurait compté parmi ses ancêtres un maréchal de France ou un ministre, pourrait obtenir le titre de duc. Un aïeul amiral, lieutenant général ou archevêque, aurait donné des droits au titre de comte, etc., etc. Il aurait suffi de constituer les majorats nécessaires. Cette noblesse historique eût fait oublier le passé et aurait été la garantie du présent et de l'avenir. Un Montmorency eût été duc, non parce qu'il était Montmorency, mais parce qu'un de ses ancêtres avait été connétable. Chaque citoyen pouvait, en servant honorablement l'État, aspirer au même grade et au même titre. Cette création, comme celle de la Légion-d'Honneur, était essentiellement libérale; ce n'était autre chose qu'une couronne civique. Le peuple n'y attacha pas d'autre idée. Chacun de ceux qui l'avaient obtenue l'avait méritée par ses œuvres; tous pouvaient y atteindre; une pareille distinction n'était offensante pour personne. Dans un temps où l'on pensait qu'une aristocratie est un fait impossible à empêcher, puisqu'au besoin elle se crée toute seule par la fortune ou par les emplois, la noblesse impériale devait être l'aristocratie des talents et des grandes actions.

Organisation administrative. — Établissement des bud-

gets des communes. — Organisation municipale de Lyon, Marseille, Bordeaux, etc. — Remplacement des secrétaires généraux de préfecture. — Renouvellement quinquennal des présidents de cantons, maires et adjoints. — Mode d'acceptation des legs faits aux communes. — Attribution des autorités administratives. — Division en départements des nouvelles provinces ajoutées à la France, etc. (en 1808, le nombre des départements de l'Empire s'élevait à 126).

Organisation judiciaire. — Mode d'élection des juges de paix. — Organisation du notariat. — Discipline et hiérarchie des tribunaux. — Haute cour impériale. — Comité du contentieux au Conseil d'État. — Institution de la Cour des comptes. — Juges auditeurs, etc.

Législation civile. — Code Napoléon. — Code de procédure civile. — Tarifs des frais en matière criminelle. — Fixation du taux de l'intérêt. — Hypothèques du trésor public sur les biens du comptable, etc.

Législation criminelle et correctionnelle. — Police. — Presque toutes les lois qui ont trouvé place dans le *Code pénal.* — Mode de recouvrement des frais de justice. — Police des prisons. — Police des communes. — Journaux. — Sépultures. — Maisons de détention. — Ateliers de condamnés. — Théâtres. — Maisons de jeux. — Incendies et sapeurs-pompiers. — Passe-ports, etc.

Législation rurale et forestière. — Police des chasses. — Écoles vétérinaires. — Plantation des routes et chemins vicinaux. — Courses de chevaux. — Organisation des haras. — Desséchement et défrichement. — Bergeries. — Introduction de mérinos. — Perfectionnement des instruments aratoires. — Pépinières. — Vers à soie. — Cultures de la garance, du coton, etc.

Législation commerciale. — Code de commerce. — Entrepôts. — Pêches maritimes. — Manufactures. — Chambres de commerce. — Roulage. — Fabriques pour l'exportation. — Foires, etc.

L'Empereur portait un grand intérêt à la prospérité du commerce. — Il soutenait de sa bourse dans les moments difficiles les grands établissements manufacturiers, et il encourageait par de nobles récompenses les négociants qui, pa

leur probité et leur intelligence, honoraient leur profession.

En 1806, avant de commencer la campagne de Prusse, il se rendit, accompagné de l'Impératrice et suivi d'une partie de sa cour, à Jouy, dans la vallée de la Bièvre, pour visiter la belle manufacture de toiles peintes de M. Oberkampf. L'Empereur parcourut toutes les salles de travail, examinant soigneusement tous les détails et jugeant d'un œil exercé les procédés et les résultats. Le créateur de cet établissement répondait à ses questions avec modestie et simplicité. Arrivé dans la prairie où l'on fait sécher les toiles, Napoléon s'arrêta tout à coup, et regardant M. Oberkampf avec surprise: « Quoi, lui dit-il, vous n'avez pas l'étoile de la Légion? —
» Non, sire, c'eût été l'honneur que j'aurais souhaité le
» plus. — Voilà la mienne, continua l'Empereur en la
» détachant de sa boutonnière et la lui donnant, *j'aime à*
» *récompenser ceux qui servent leur patrie comme vous.*
» *C'est dans vos ateliers qu'on fait bonne et sûre guerre à*
» *l'ennemi! au moins n'en coûte-t-il pas une goutte de sang*
» *au peuple.* »

Instruction publique, belles lettres, sciences et arts. — École de pharmacie. — École de Saint-Cyr. — Écoles de droit. — Société centrale de vaccine. — Prix décennaux. — Fabrication des médailles. — Université impériale. — Création de deux mille cent cinquante bourses dans quarante-trois lycées. — Droit accordé à toutes les familles qui ont sept enfants vivants d'en faire élever un aux frais de l'État.

Travaux publics. — Mines. — Routes. — Canaux. — Digues. — Ponts. — Fontaines. — Monuments. — Colonnes. — Arcs de triomphe. — Quais de Paris. — Pompes et machines hydrauliques. — Ports. — Bourses. — Musées. — Temples, etc.

Secours publics. — Hospices et Hôpitaux. — Monts-de-Piété. — Médicaments gratuits. — Bureaux de bienfaisance. — Sociétés maternelles. — Prêts aux propriétaires de vignobles, etc.

Tel est le sommaire abrégé des objets de haute administration qui, avec les décrets administratifs relatifs à l'armée, à la marine, aux colonies et aux finances, ont rempli les heures que Napoléon pouvait ne pas consacrer à la guerre ou à la po-

litique. Son génie embrassait à la fois plusieurs choses, il savait tout faire marcher de front. Dans les camps, il s'occupait de gouvernement, comme dans son palais il s'occupait de guerre : et souvent, après un bulletin qui annonçait à la France un nouveau triomphe, il rédigeait un décret destiné à faire ouvrir une route utile ou à rectifier des règlements imparfaits. L'amélioration d'une des branches de l'administration publique lui semblait aussi digne de son intérêt qu'une victoire sur l'ennemi ; et il estimait une conquête de l'industrie française à l'égal d'un accroissement de territoire. N'est-ce pas à sa volonté persévérante, et pourtant si longtemps mal appréciée, que nous devons ces belles toiles imprimées et ce brillant sucre de betterave qui ont affranchi notre consommation intérieure des énormes tributs qu'elle payait aux sucreries coloniales et aux manufactures des Indes anglaises?

L'administration des finances, que Napoléon avait trouvée, en arrivant au pouvoir, dans un état si déplorable, attirait aussi son attention, et il fit d'importantes améliorations. Nous trouvons, à ce sujet, dans l'*Histoire financière de la France*, par M. Bresson, ouvrage important, fait pour avoir autorité dans cette matière, des détails remplis d'intérêt.

« Tous les ans, dit-il, Napoléon fixait le crédit annuel de chaque ministère, et la dépense à faire pour chaque service. Tous les mois il déterminait, par un décret particulier, la somme partielle que chaque ministère et chaque service puiseraient au Trésor pendant le mois. Ainsi, douze fois par an, dans une heure de travail, le chef du gouvernement impérial passait en revue toutes les dépenses, fixait la somme que chacun emploierait le mois suivant, et maintenait autant que possible la balance entre les dépenses et les recettes ; ralentissant ou pressant les paiements, augmentant ou diminuant les fonds des caisses partielles, suivant l'abondance des rentrées, l'exigence des besoins, et les changements que les événements du jour pouvaient apporter. Enfin, le ministre du Trésor, contrôleur général des finances, ne devait payer les ordonnances qu'autant que le ministre ordonnateur s'était exactement conformé au budget de l'année et au crédit mensuel qui lui était ouvert.

» On n'avait pas encore vu la perception de l'impôt mieux

régie, et une comptabilité aussi exacte, aussi bien ordonnée que sous le régime de l'empire ; il y eut bien quelques hauts fonctionnaires de l'Etat qui firent de grandes fortunes, mais ce fut aux dépens des souverains étrangers : il était devenu presque impossible de tromper ou de voler l'Etat ; l'ordre des comptes était si bien établi et si bien simplifié, que Napoléon avait toujours avec lui des états où se trouvait la situation complète des recettes, des dépenses, de l'arriéré, des ressources ordinaires et extraordinaires. »

Les dépenses de la maison impériale n'étaient pas réglées avec moins d'ordre et d'économie. Le budget du grand-maréchal, pour les *dépenses ordinaires*, ne s'élevaient, en 1806, qu'à 2,770,841 francs. Pourtant le service était fait avec un luxe et un éclat dignes de l'empereur des Français ; et qu'on ne croie pas que le trésor du domaine extraordinaire, ce trésor particulier de Napoléon, si souvent accru par la victoire, était employé à ses dépenses personnelles : il recevait un emploi plus généreux.

» Plus de cent millions, dit encore M. Bresson, ont été consacrés aux embellissements de Paris. Le Louvre et Versailles sont sortis de leurs ruines. Plus de soixante millions ont été employés à restaurer les résidences du souverain ; plus de trente millions à ses meubles. Les diamants de la couronne, engagés à l'époque de nos troubles, ont été dégagés ; de nouveaux y ont été ajoutés. Nos musées, vastes dépôts de nos trophées, ont été enrichis encore de tous les tableaux, de tous les objets d'art et d'antiquité, acquis légitimement ou par de l'argent, ou par des conditions de traités de paix connues de tout le monde, en vertu desquels ces chefs-d'œuvre furent donnés en commutation de cession de territoire ou de contributions. Plusieurs centaines de millions ont ainsi porté la splendeur de la France au plus haut degré, et, ce qu'il faut dire, c'est que ces dépenses de luxe n'ont point été comprises dans celles des budgets annuels ; elles ont été acquittées sur les fonds particuliers du chef du gouvernement, tandis qu'une dotation imputée sur le domaine extraordinaire assurait l'achèvement du Louvre et la réparation du château de Versailles. — Au milieu de tant de millions consacrés à la gloire et à la prospérité de la na-

tion, les amis de l'humanité ne manqueront pas de remarquer les millions répandus dans la Vendée pour en cautériser les plaies, et plus de douze milions consacrés à construire des asiles aux orphelins et des refuges à la mendicité.»

Depuis le traité de Bâle, l'Espagne avait toujours vécu en bonne intelligence avec la France, l'avénement de Napoléon au pouvoir n'avait fait que resserrer les liens qui unissaient les deux Etats. L'Empereur, attaqué par les puissances du Nord, croyait pouvoir compter sur la sincérité et la loyauté de l'alliance espagnole. Cependant, en 1806, au moment où les hostilités soudaines de la Prusse semblaient annoncer une nouvelle coalition contre l'empire français, parut une proclamation du prince de la Paix, proclamation singulière, et qui appelait tous les Espagnols aux armes contre un ennemi qu'elle ne désignait pas. Napoléon ne s'abusa point, il reconnut l'influence anglaise, mais il ne témoigna rien de ses soupçons. La Prusse n'était pas encore vaincue, et la Russie se montrait menaçante. La guerre avec le Midi eût, en ce moment, été impolitique et désastreuse, en ce qu'elle pouvait faire une puissante diversion en faveur des rois coalisés, et jeter l'empire français dans de grands embarras. Napoléon temporisa. Sans laisser paraître qu'il eût été inquiété de la proclamation, il demanda dans quel but elle avait été faite. La victoire d'Iéna venait de décider du sort de la monarchie prussienne, et le ministre espagnol, effrayé de son imprudente levée de boucliers, répondit qu'il avait craint une tentative armée de l'empereur de Maroc et quelques mouvements militaires du Portugal; le monarque français eut l'air de trouver cette réponse satisfaisante.

Cependant la glorieuse paix de Tilsit laissa l'Empereur libre de s'occuper des soins de sa vengeance, et contre l'Espagne, d'où était partie la proclamation, et contre l'Angleterre, qui avait poussé l'Espagne à cette dangereuse manifestation. Il comprit que l'alliance avec le Midi ne lui offrait plus la même stabilité que par le passé : l'Espagne, ruinée dans son commerce, et privée, par le système continental, des ressources de ses colonies, désirait la rupture du traité

qui la liait à la France. Napoléon voulut prévenir cette rupture, recommencer, comme il disait, l'ouvrage de Louis XIV, en renouant avec solidité la ligne des Etats du Midi, et en plaçant des princes de sa famille à la tête de tous ces Etats. Il est douteux, quoiqu'on l'ait assuré, que les desseins de sa politique aient été plus étendus; les mots qui lui sont attribués : « *Avant peu, ma dynastie sera la plus ancienne* » *de l'Europe !* » ne peuvent être appliqués qu'au Midi. Sa famille, quoique nombreuse, ne l'aurait point été assez pour occuper et conserver tous les trônes; il le savait bien; mais se considérant comme héritier, par le choix populaire, de la couronne de Louis XIV, il voulait être le maître de tous les royaumes qui avaient formé l'héritage des descendants de ce monarque.

La guerre avec le Portugal lui fournit l'occasion de faire entrer des troupes en Espagne. Un traité conclu avec le ministre tout-puissant, Godoy, prince de la Paix, mettait même à sa disposition l'armée espagnole, et dans ce traité était stipulée l'introduction en Espagne de trente mille hommes de troupes impériales, destinées, en apparence, à agir contre le Portugal, et, en réalité, à assurer l'invasion de la Péninsule.

Les troupes françaises entrèrent en Espagne, et il y en entra plus du double de ce qui avait été convenu dans le traité. Elles s'emparèrent par surprise des forteresses de Barcelone, Figuières, Pampelune et Saint-Sébastien, et s'avancèrent lentement dans la Péninsule, en alliés qui ne demandaient qu'à devenir ennemis.

Il ne faut pas croire, cependant, que les Espagnols les regardassent comme tels. Dans les royaumes où il y a un favori, l'héritier présomptif de la couronne est naturellement son ennemi. Ferdinand, alors prince reconnu des Asturies, avait, dans le dessein de se ménager un appui contre le prince de la Paix, sollicité l'amitié de l'empereur des Français, et Napoléon, tout en traitant avec Godoy, n'avait point repoussé les ouvertures du fils de Charles IV; quelques agents secrets correspondaient avec celui-ci, et le peuple, trompé par les bruits qu'ils répandaient, croyait que l'armée impériale ne s'avançait en Espagne que pour le délivrer de la tyrannie des favoris, et faciliter les réformes désirées dans les lois et

l'administration. La surprise des citadelles ne détruisit même pas cette opinion favorable. On n'y vit que le désir de s'assurer une garantie contre les partisans du prince de la Paix. Les Français furent donc reçus comme des frères et des sauveurs.

Pour bien comprendre cet accueil amical, il faut jeter les yeux sur l'état déplorable où l'Espagne se trouvait réduite par suite de l'administration dirigée par le favori.

La machine du gouvernement était désorganisée ; toutes les branches de l'administration étaient livrées au plus effroyable désordre. Les troupes de terre et de mer n'étaient point payées ; il en était de même des employés des administrations et des tribunaux. L'Etat, chargé d'une dette énorme, était sans crédit : une immense quantité de *valès* circulaient avec une perte scandaleuse ; les biens des hôpitaux et des fondations pieuses, dont l'Etat s'était emparé, en les destinant à l'extinction de ces billets royaux, avaient été détournés de leur destination ; les conditions des emprunts n'avaient pas été remplies. Les grands établissements ne pouvaient venir au secours de l'Etat ; les uns (la *Banque*), parce que l'Etat leur devait presque tous ses capitaux ; les autres (la *Compagnie des Philippines* et les corporations des *Cinq-Gremios*), parce que les sommes considérables qu'ils avaient prêtées au trésor public n'étaient pas rentrées dans leurs caisses ; d'autres encore (le *Consulat de Cadix*), parce qu'ils avaient épuisé tous leurs moyens pour réaliser les emprunts faits pour le compte du gouvernement. Enfin, le désordre de l'administration était tel, que toutes les ressources de l'Espagne et des Indes ne pouvaient suffire aux besoins de chaque jour.

Il était naturel, avec cet état de choses, qu'on désirât un changement dans le gouvernement du royaume.

D'ailleurs Napoléon était alors l'admiration du peuple espagnol. Son portrait se trouvait dans toutes les maisons son nom et ses louanges dans toutes les bouches. Les Espagnols connaissaient ses victoires, ses grands actes d'administration et son code des lois civiles ; ils voyaient en lui le vainqueur de l'anarchie et le restaurateur de la religion en France ; ils espéraient que, par amitié pour leur jeune prince,

et par intérêt pour sa propre gloire, il viendrait rétablir en Espagne, comme il l'avait fait en France, un gouvernement régulier et stable.

L'approche des troupes françaises exalta les partisans du prince des Asturies. La cour était alors à Aranjuez : deux émeutes successives y eurent lieu. La première enleva au vieux roi Charles IV le favori qu'il était habitué à chérir; la seconde lui ôta sa couronne. Ferdinand fut-il étranger aux mouvements populaires excités par ses partisans? Il l'a toujours prétendu, malgré les reproches véhéments de son père; néanmoins il en profita. Le vieillard fut forcé d'abdiquer, et Ferdinand VII devint roi, sorte d'usurpation sans exemple dans l'histoire moderne. Il faut remonter jusqu'à Louis le Débonnaire, pour trouver un fils s'asseyant, à la suite d'une abdication forcée, sur le propre trône de son père.

Le grand-duc de Berg, général en chef des troupes françaises, attendait, à Aranda de Duero, des ordres de l'Empereur. Dès qu'il apprit les premiers événements d'Aranjuez, il se mit en marche sur Madrid, où il entra le 23 mars, à la tête de ses troupes. L'attention publique, exclusivement occupée du roi Ferdinand, qui était attendu pour le lendemain, ne se laissa pas distraire, par cet événement, de son but favori. L'entrée des Français, cette entrée qui devait être si importante pour le sort de la monarchie espagnole, causa peu de sensation parmi les habitants de Madrid. Le vieux roi fit aussitôt parvenir au prince Murat une protestation contre l'abdication qu'il avait été forcé de signer, et demanda à se rendre à Bayonne auprès de l'empereur Napoléon, dont l'arrivée prochaine était annoncée. Le grand-duc de Berg garda le secret sur cette importante communication, et se borna à traiter Ferdinand non en roi, mais seulement en prince, remettant à lui rendre les honneurs dus à la royauté à l'époque où l'Empereur l'aurait reconnu.

Afin d'accélérer cette reconnaissance, Ferdinand se laissa persuader d'aller jusqu'à Bayonne à la rencontre de Napoléon. Il fut suivi dans cette ville par Charles IV, par la reine Marie-Louise, sa mère, et par tous les infants ses frères. Là, le vieux roi, irrité comme monarque, ulcéré comme père, voulut prendre l'empereur des Français pour juge de

ses discussions domestiques. Des scènes violentes eurent lieu entre lui et son fils. Cette misérable famille portait la peine de la faiblesse du père et de l'impudicité de la mère. Le résultat de toutes ces querelles, qui servaient sans doute les vues de Napoléon, mais auxquelles il demeura étranger, fut une abdication formelle et complète de Charles IV, de Ferdinand VII et de tous les infants, en faveur du prince qu'il plairait à l'empereur des Français de donner pour roi aux Espagnols et aux Indes.

Aussitôt que Napoléon se vit maître de disposer de cette couronne, il convoqua à Bayonne une junte nationale. Cette junte, régulièrement assemblée, se composait des grands d'Espagne, des députés des conseils nationaux, et de presque tout ce que l'Espagne comptait d'hommes éminents dans les ordres ecclésiastiques, militaires et administratifs. L'Empereur annonça que son intention était de placer un de ses frères sur le trône d'Espagne ; et, pour donner au nouveau souverain l'appui de la volonté nationale et consacrer le résultat des événements de Bayonne par une sorte d'élection libre, il engagea le conseil de Castille, la junte de gouvernement établie à Madrid, les conseils municipaux des principales villes, et l'assemblée de Bayonne, à choisir un roi parmi les princes de sa famille. Il ne leur cacha pas qu'il verrait avec plaisir que ce choix s'arrêtât sur son frère Joseph, alors roi de Naples, mais il les laissa maîtres de choisir. Aucun autre ne pouvait mieux convenir que ce prince aux besoins de l'Espagne : on connaissait sa douceur, ses vertus et ses intentions honorables; son administration dans ses États de Naples faisait concevoir de favorables espérances. Il fut solennellement demandé à l'Empereur par les adresses des corps de l'État et des villes espagnoles ; et, le 6 juin 1808, un décret impérial, accédant à ce vœu, le proclama roi des Espagnes et des Indes.

Joseph Napoléon arriva le lendemain à Bayonne. Il accepta le trône qu'on lui offrait, après avoir lu, dans l'acte, cette phrase de Napoléon : « Nous garantissons au roi des Espagnes l'*indépendance* et l'*intégrité* de ses États soit d'Europe, soit d'Asie, soit d'Afrique, soit d'Amérique, » et après avoir déclaré qu'il ne consentait à régner sur l'Espa-

gne que dans l'espérance qu'il réussirait à assurer le bonheur et la prospérité de ses sujets.

Aussitôt que la nouvelle de l'arrivée du nouveau roi fut répandue dans la ville, les grands d'Espagne et les Espagnols de toutes les classes s'empressèrent d'aller lui présenter leur hommage. La noblesse de ses manières, son affabilité, ses paroles gracieuses parurent lui avoir conquis tous les cœurs.

Une députation de la grandesse lui fut présentée. On comptait alors, parmi les grands réunis à Bayonne, les hommes les plus illustres de l'Espagne par leur nom, leur naissance et leur fortune : MM. le prince de Castel-Franco, les ducs de l'Infantado, de Frias, del Parque, de Hijar et d'Ossuna ; les marquis d'Harizas et de Santa-Cruz, et les comtes de Fernand Nunez, d'Orgaz et de Santa-Colona. Dans le discours de félicitation qui fut adressé à Joseph au nom de tous par le duc de l'Infantado, on remarqua le passage suivant :

« Les Espagnols attendent leur bonheur du règne de votre » majesté. On désire ardemment votre présence en Espagne » pour fixer les idées, concilier tous les intérêts et rétablir » l'ordre, si nécessaire pour la régénération de la patrie. » Sire, les grands d'Espagne se sont toujours distingués par » leur fidélité envers leur souverain : votre majesté l'éprou- » vera ainsi que notre affection personnelle. »

L'adresse de l'armée, présentée par le duc del Parque, celle du conseil d'État, du conseil de Castille et du conseil de l'inquisition, renfermaient de pareilles protestations de dévouement et de fidélité.

C'était peu que de témoigner ainsi publiquement leur satisfaction ; ces Espagnols, les premiers de la nation, qui, quelques mois après, devaient abandonner honteusement le parti qu'ils avaient si solennellement embrassé, consignaient encore dans leur correspondance privée l'expression de leur dévouement. On lit dans une lettre confidentielle d'un des anciens ministres de Ferdinand (Pedro Cervallo, celui qui défendit avec le plus de tenacité les intérêts de son maître contre les prétentions de Napoléon) ces lignes qui sont sans aucun doute l'expression libre et volontaire des sentiments de l'écrivain : « J'ai eu l'honneur d'être présenté au roi qui » est arrivé hier de Naples, et je crois que sa seule pré-

» sence, sa bonté et la noblesse de son cœur qu'*on découvre*
» à la *première* vue, suffiront pour pacifier les provinces
» sans avoir recours aux armées. »

Dans la ferveur de leur naissant amour pour Joseph, tous les Espagnols, qui attendaient à Bayonne l'ouverture des travaux de l'Assemblée nationale, voulurent mettre le temps à profit, et donner spontanément une marque éclatante de leur zèle pour le nouveau souverain. Ils composèrent et publièrent une proclamation à leurs compatriotes, pour les exhorter à se soumettre tranquillement à la dynastie nouvelle. Afin de mieux lever tous les obstacles, les plus habiles s'étaient chargés de développer, avec chaleur et avec logique, les avantages que présentait pour le bonheur de l'Espagne le changement opéré dans le gouvernement.

Enfin, après avoir discuté et arrêté la constitution future du peuple espagnol, tous les membres de la junte prêtèrent serment à leur nouveau roi, qui, lui-même, la main sur l'Évangile, jura d'observer le pacte constitutionnel, et de gouverner pour le bien de l'Espagne. Joseph Napoléon, honnête, loyal, consciencieux, était certainement l'homme de bonne foi dans cette assemblée, où était pourtant réunie l'élite d'une grande nation.

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

ADMINISTRATION DE L'EMPIRE. — ÉVÉNEMENTS DE BAYONNE.

1807.

12 *août*. Mariage de Jérôme Napoléon avec la princesse Catherine de Wurtemberg.
19 — Suppression du Tribunat.
2 *septembre*. Bombardement de Copenhague.
2 *octobre*. L'ambassadeur de France quitte Lisbonne.
18 — Entrée du corps de Junot (armée de Portugal) en Espagne.
30 — Arrestation du prince des Asturies, Ferdinand, accusé de complot contre son père.
5 *novembre*. Son père lui pardonne et le fait remettre en liberté.
— — Installation de la Cour des comptes.
16 — Départ de Napoléon pour l'Italie.
17 *décembre*. Décret de Milan, qui déclare de bonne prise tout bâtiment neutre pris avec le pavillon anglais.

1808.

1er *janvier*. Retour de Napoléon à Paris.
— — Mise à exécution du Code de Commerce.
16 — Confirmation des statuts de la Banque.
30 *janvier*. Entrée du corps de Moncey en Biscaye.
2 *février*. Entrée du corps de Duhesme en Catalogne.
17 — Surprise de la citadelle de Pampelune.
29 — Surprise de la citadelle de Barcelone.
— — Occupation de Figuières.
— — Occupation de Saint-Sébastien.
19 *mars*. Révolte d'Aranjuez. — Abdication de Charles IV.
21 — Protestation de Charles IV contre son abdication.
23 — Entrée du grand-duc de Berg à Madrid.
10 *avril*. Départ de Ferdinand VII de Madrid.
14 — Arrivée de Napoléon à Bayonne.
20 — Arrivée de Ferdinand à Bayonne.
2 *mai*. Insurrection de Madrid.
5 — Renonciation de Charles IV à la couronne d'Espagne.
6 *juin*. Renonciation de Ferdinand VII et des Infants.
— — Joseph Napoléon est proclamé roi d'Espagne et des Indes.
15 — Ouverture de la junte de Bayonne.
28 — Premier siége de Saragosse.
7 *juillet*. Serment prêté à Joseph et à la Constitution par les membres de l'assemblée de Bayonne.



Entrée de l'Empereur à Madrid.

GUERRE D'ESPAGNE.

Deux jours après avoir reçu le serment de ses nouveaux sujets, Joseph Napoléon se mit en route pour prendre possession de ses États. Avant de quitter Bayonne, son ministère et sa maison avaient été formés des anciens ministres de Charles IV, de Ferdinand VII et des grands officiers de la maison de Charles IV. Tous avaient brigué cet honneur avec empressement, tous avaient promis fidélité au frère de Napoléon.

Dès le 24 juin, le marquis de la Romana, chef du corps d'armée espagnol, cantonné sur les rivages de la Baltique, lui avait envoyé le procès-verbal de prestation de serment par tout son corps d'armée, depuis le général en chef jusqu'au dernier soldat.

Le premier acte de souveraineté exercé par Joseph, à son entrée sur le territoire espagnol, fut un acte de clémence; il pardonna aux habitants de Saint-Ander qui venaient de se révolter contre les troupes françaises et qui étaient en conséquence menacés d'une exécution militaire.

Il recueillit, pendant son voyage d'Irun à Madrid, autant de témoignages d'attachement qu'il en avait reçus pendant son séjour à Bayonne. Toutes les villes qui se trouvaient sur son passage, toutes celles qui avoisinaient la route, s'empressèrent de lui prêter serment de fidélité.

Un régiment espagnol, le régiment d'Afrique, poussa l'enthousiasme jusqu'à vouloir dételer les chevaux de sa voiture ; Joseph s'y refusa, mais il ne put empêcher les soldats de le suivre pendant trois lieues en l'accompagnant de leurs acclamations.

Il arriva à Madrid le 20 juillet, et il y fit son entrée au milieu des *vivat* de la multitude. Le spectacle des combats de taureaux, donné gratis à la population, des secours pécuniaires répandus parmi les classes pauvres, le paiement des pensions échues, firent en peu de jours bénir, dans toute la ville, le nom de Joseph Napoléon.

Cependant l'insurrection de Madrid du 2 mai, si promptement et si rigoureusement réprimée par le grand-duc de Berg, avait été suivie, dans toutes les provinces, d'insurrections partielles, excitées à la fois par le saint amour de la patrie et par l'horrible fanatisme religieux. Des juntes s'étaient formées dans toutes les parties de l'Espagne non occupées par les troupes françaises. L'Angleterre leur envoya des agents qui contribuèrent à égarer davantage les populations sur leurs véritables intérêts. Néanmoins quelque violents que fussent les hommes qui s'étaient emparés dès le principe du pouvoir populaire, ces insurrections n'offraient encore rien de redoutable au gouvernement futur de Joseph. Les classes moyennes et les hautes classes n'y avaient pas encore pris part.

Tandis que le roi voyageait vers Madrid, le maréchal Bessières, à Medina de Rio-Seco, battait, avec quatorze mille hommes, un rassemblement insurgé, auquel la présence du général Cuesta avec quelques régiments wallons et espagnols faisait donner le nom d'armée, et qui avait conçu la folle pensée d'empêcher Joseph d'entrer dans la capitale de l'Espagne. Après un combat de six heures, cette armée, forte de quarante-cinq mille hommes, fut complétement détruite par les quatorze mille Français. Les curés des paroisses

voisines certifièrent au maréchal Bessières qu'ils avaient enterré plus de vingt-sept mille cadavres espagnols; la perte des Français ne s'éleva pas au delà de trois mille hommes tués ou blessés.

En apprenant cette victoire, très-glorieuse pour le petit nombre de Français qui avaient combattu, mais que le nom du général Cuesta faisait paraître beaucoup plus importante qu'elle ne l'était réellement, l'empereur Napoléon s'écria: « C'est une nouvelle bataille de Villa-Viciosa. Bessières a » mis Joseph sur le trône. »

Aussitôt après son arrivée à Madrid, Joseph fut proclamé roi des Espagnes, suivant le cérémonial usité en pareille circonstance, et reçut les serments de tous les corps de l'État. Seul le conseil de Castille, qui avait été le premier à le demander pour souverain, semblait, en tardant à lui présenter l'hommage de son dévouement, vouloir être le dernier à le reconnaître comme roi.

Déjà cette reconnaissance avait été faite par toutes les puissances de l'Europe, l'Angleterre exceptée: leurs ambassadeurs auprès de Joseph étaient en route pour Madrid, ou même déjà arrivés dans cette capitale.

Toute la noblesse qui n'était pas à Bayonne, les grands d'Espagne, les comtes, les vicomtes, les barons, les chevaliers des ordres militaires, prêtèrent sans hésiter le serment demandé, et le conseil de Castille tardait toujours à donner cette dernière marque de soumission. On connut bientôt la cause de ce retard. Le président du conseil savait qu'il s'opérait un mouvement militaire dans l'Andalousie, et il voulait en attendre le résultat pour se décider. Le résultat, défavorable aux Français, fut la capitulation de Baylen.

Dès que cette nouvelle parvint à Madrid, les témoignages de dévouement s'arrêtèrent; la plupart des grands seigneurs, qui s'étaient empressés de donner des gages d'attachement à un roi qu'ils pensaient alors devoir régner à jamais sur l'Espagne, quittèrent sa cour sur-le-champ, et sans prendre congé de lui. Ils crurent voir, dans l'avantage remporté par le général Castaños, le renversement de la puissance de Napoléon, et ils ne voulurent pas soutenir un pouvoir qui leur paraissait chanceler.

Néanmoins, lorsqu'à la suite de cet événement, Joseph se retira sur Vittoria, il fut encore suivi d'un grand nombre d'Espagnols, connus par leurs talents et par leur naissance, qui ne pensèrent point qu'un serment pût être rompu sans félonie, lorsqu'il avait été prêté sans contrainte.

Après Baylen, l'orgueil national, exalté par la victoire de Castaños, conçut l'espérance de résister à Napoléon. On accepta l'appui offert par l'Angleterre. La connaissance des événements de Bayonne, présentés comme une trahison dans une relation imprimée de D. Pedro Cevallos, le même dont nous avons cité une lettre confidentielle, devint populaire; elle excita au plus haut degré l'indignation nationale, et depuis lors seulement le peuple espagnol fut divisé en deux partis, celui de la guerre et celui de la paix. Le premier se sépara de Joseph après lui avoir juré fidélité : le second resta fidèle à son serment, convaincu d'ailleurs qu'un triomphe unique ne suffisait pas pour arrêter la marche conquérante de Napoléon, et pensant que l'Espagne ne pouvait que gagner, sous le rapport de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et de l'instruction générale au règne d'un prince français.

La victoire de Baylen donna de la force et de la durée à l'insurrection espagnole; néanmoins ce serait une erreur de croire que la résistance populaire ait suffi pour chasser les Français de la Péninsule. Malgré l'aide des soldats de l'Angleterre, malgré les divisions scandaleuses de quelques généraux français, secours inattendu pour l'ennemi, le gouvernement insurrectionnel aurait vu enfin Joseph affermi sur son trône et l'Espagne pacifiée[1] sans les désastres de la campagne de Russie, qui, en obligeant Napoléon à rappeler de la Péninsule tous les vieux soldats, affaiblirent l'armée française à un tel point que l'occupation de l'Espagne devint impossible au petit nombre de braves qui y restaient. Ce fut la chute de Napoléon, et non pas la résistance des Espagnols, qui rendit la couronne à Ferdinand. Cette résistance, quoi qu'on ait dit, n'a même pu contribuer que d'une manière très-secondaire au grand événement qui a changé la face du monde. Il fallait la conjuration des éléments, les

[1] L'armée espagnole insurgée était en 1813, même après l'affaire des Arapyles, en pourparler pour faire sa soumission au roi Joseph.

glaces de la Russie et les armes de l'Europe entière pour renverser le colosse impérial. Alors seulement, délivrées de son poids, l'Espagne qui avait combattu, la Hollande et l'Italie qui s'étaient soumises sans combats, recouvrèrent une indépendance qui jusqu'à présent ne paraît leur avoir procuré ni le bonheur ni la liberté [1].

Avant de quitter Bayonne, l'Empereur donna au grand-duc de Berg, Murat, son beau-frère, le trône de Naples, de-

[1] Les Espagnols qui reconnurent la nouvelle dynastie voulaient épargner à leur patrie les malheurs de la guerre et les ravages de l'invasion; ils cherchaient à conserver l'intégrité du territoire national. L'attachement qu'ils témoignèrent à Joseph fut d'ailleurs justifié par la conduite de ce monarque. On a loué, et avec raison, le roi Louis-Napoléon, d'avoir, étant souverain de la Hollande, embrassé et défendu avec énergie et contre tous les intérêts de son royaume. Joseph mérite de pareils éloges. Roi d'Espagne, il était devenu Espagnol lui-même. Il s'était entouré de ses nouveaux sujets; sa cour, à l'exception de quelques généraux français attachés depuis longtemps à sa fortune, ne renfermait que des Espagnols. Les grands officiers de la couronne, les premiers officiers de son palais, sauf ces généraux peu nombreux dont il vient d'être question, avaient tous été choisis dans les familles illustres de l'Espagne. Ne voulant rien changer au sort des Espagnols attachés aux deux rois ses prédécesseurs, il avait admis dans sa maison tous ceux d'entre eux qui lui avaient offert leurs services; ses pages mêmes, que leurs fonctions particulières attachaient à sa personne, étaient Espagnols tous, excepté un seul.

Sa garde se composait, comme celle des rois Charles IV et Ferdinand VII, de régiments espagnols et de régiments étrangers.

Pendant son règne, aucun Français ne fut revêtu des importantes fonctions du ministère. Elles furent exclusivement réservées aux Espagnols. Tous les tribunaux, toutes les municipalités, tous les établissements civils, le conseil d'Etat, les conseils de commerce, n'étaient remplis que d'Espagnols. Les Français n'occupaient que les dignités militaires, où néanmoins l'on remarquait encore un grand nombre d'Espagnols.

Le roi Joseph se montra, en toute circonstance, prêt à défendre l'indépendance et l'intégrité de son royaume. A peine monté sur le trône, il reconnut que les intérêts de l'Espagne réclamaient une paix maritime, et il demanda à Napoléon (vainement, il est vrai) l'autorisation de garder la neutralité avec la Grande-Bretagne : lorsque ensuite on établit, par un décret impérial, des arrondissements militaires en Espagne, il adressa à son frère les plus vives réclamations ; enfin, lorsqu'en 1811, il vit les généraux de Napoléon traiter ses Etats en pays conquis, et ses ministres français imiter leur exemple en s'emparant par la nomination d'intendants civils de l'administration des provinces entre l'Ebre et les Pyrénées, ses représentations devinrent presque menaçantes. Dans la même année

venu vacant par l'acceptation que Joseph avait faite de la couronne d'Espagne.

Ce fut à Bordeaux, en revenant à Paris, que Napoléon

apprenant qu'au mépris du décret qui l'avait placé sur le trône d'Espagne, la question d'ajouter au territoire français les provinces de Biscaye, de Navarre, d'Aragon et de Catalogne, s'agitait dans le cabinet impérial, Joseph quitta sans hésiter sa capitale, arriva à Paris sous prétexte d'assister au baptême du roi de Rome, se présenta devant l'Empereur, et lui déclara que, ne pouvant pas faire le bonheur de l'Espagne, il renonçait à régner sur ce pays; qu'il voulait être roi et non pas oppresseur. Napoléon, ému de cette chaleur généreuse, se décida, pour calmer son frère, à abandonner ses prétentions sur la Péninsule, et à faire rendre l'administration des provinces aux autorités espagnoles. Dans cette occasion, et pour fournir au roi les moyens de réprimer les excès des chefs militaires, l'Empereur lui donna le titre et les pouvoirs de généralissime des armées françaises en Espagne.

Joseph revint à Madrid et recommença à défendre avec courage ses sujets espagnols contre les vexations des généraux français: mais voyant que leur désobéissance rendait nuls ses efforts, il envoya à Paris son secrétaire intime, avec une lettre pour Napoléon. Cette lettre, interceptée par la prise du convoi dans le défilé de Salinas, a été publiée à Cadix en 1812, dans la *Gazette de la Régence*. Le passage suivant fera connaître quels nobles sentiments animaient alors Joseph: « Sire, écrivait-il à l'Empereur, les événements ont trompé mes espé» rances; je n'ai fait aucun bien, et je n'ai pas l'espoir d'en faire: je prie » donc Votre Majesté de me permettre de déposer entre ses mains les » droits qu'elle daigna me transmettre sur la couronne d'Espagne, il » y a quatre ans. Je n'ai jamais eu d'autre but, en l'acceptant, que » celui de faire le bonheur de cette monarchie; cela n'est point en » mon pouvoir. » Lorsque le roi Joseph signait cette honorable renonciation à la couronne (23 mars 1812), la Péninsule était occupée par une armée nombreuse et triomphante, la campagne de Russie n'avait pas encore ébranlé le trône de Napoléon, et la bataille des Arapyles n'avait pas encore commencé en Espagne les désastres des Français.

Tous ceux qui ont approché de Joseph peuvent rendre témoignage de sa bonté, de sa douceur, de son affabilité et de son égalité de caractère au milieu des événements les plus divers. On le voyait, dans sa prospérité, cherchant à répandre sa fortune sur tous ceux qui l'entouraient; dans ses désastres, moins occupé de lui-même que de ceux que son malheur entraînait avec lui.

Il était brave dans les combats: le jour de la seconde affaire des Arapyles (novembre 1812), je l'ai vu rester longtemps sous le feu d'une batterie ennemie, donnant des ordres avec calme. A la malheureuse bataille de Vittoria, un officier d'état-major a été frappé d'une balle à ses côtés, tant il s'était avancé au milieu des ennemis.

Sa clémence égalait son humanité; on le vit, pendant la bataille d'Ocaña, parcourir les rangs français, et recommander aux soldats de ménager les vaincus. Après la bataille, il fit grâce de la vie à un grand nombre de soldats espagnols qui, après lui avoir prêté serment de fidélité, avaient été pris les armes à la main, combattant contre lui.

ors de la grande famine de 1811 à 1812, les finances étaient épui-

apprit la capitulation de Baylen. Il en fut affligé et indigné profondément. Il comprit que cet événement nécessiterait la retraite de toutes les troupes françaises sur l'Èbre (dans le même temps, l'armée de Portugal, après une honorable capitulation à Cintra, rentrait en France sur les vaisseaux anglais), et il résolut d'aller lui-même en Espagne se placer à la tête de ses armées et soumettre la Péninsule.

Mais, avant de retourner vers le midi, il se rendit à Erfurth, où Alexandre le rejoignit. Là, dans les épanchements d'entretiens intimes, les deux empereurs resserrèrent les liens d'amitié et de politique qui unissaient la France et la Russie. L'autocrate russe était fier alors de l'affection que lui témoignait Napoléon. A une représentation d'*OEdipe*, quand Philoctète, parlant d'Hercule, dit :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux,

Alexandre, pressant chaleureusement la main de l'empereur des Français, s'écria avec effusion : *Je l'éprouve tous les jours*. Ces mots, entendus de tous les spectateurs, retentirent bientôt dans toute l'Europe. Ce n'était malheureusement qu'une parole royale.

L'Autriche avait fait des préparatifs militaires qui n'alarmèrent point l'Empereur. Il savait avoir le temps de frapper un coup décisif en Espagne avant d'être obligé de venir vaincre de nouveau sous les murs de Vienne. Sa prévoyance avait d'ailleurs fait augmenter l'armée, et il était en mesure de faire face à la fois à l'ennemi, en Espagne et en Allemagne.

L'avant-garde de la grande armée devait être arrivée dans la Péninsule ; Napoléon, en la passant en revue à Paris, avant son voyage d'Erfurth, lui avait adressé une de ces proclamations dont l'effet était sûr et durable :

« Soldats, après avoir triomphé sur les bords du Danube » et de la Vistule, vous avez traversé l'Allemagne à marches » forcées ; je vous fais aujourd'hui traverser la France sans

sées ; cependant il trouva moyen de venir au secours des pauvres de Madrid en réduisant au strict nécessaire toutes les dépenses de sa maison. Enfin, tant que dura la famine, il fit servir sur sa table un pain noir et grossier, voulant, disait-il, manger du pain des pauvres, et il ajoutait en souriant : *Pan de soldado, pan de rey*, pain de soldat, pain de roi.

» vous donner un instant de repos. Soldats, j'ai besoin de
» vous; la présence hideuse du léopard souille le continent
» de l'Espagne et du Portugal; qu'à votre aspect il fuie épou-
» vanté devant vos aigles triomphantes, jusqu'aux colonnes
» d'Hercule; là aussi nous avons des injures à venger.

» Soldats, vous avez surpassé la renommée des armées
» modernes; mais vous avez égalé la gloire des armées de
» Rome, qui, dans une même campagne, triomphèrent sur
» le Rhin et l'Euphrate, en Illyrie et sur le Tage. Une lon-
» gue paix, une prospérité durable seront le prix de vos tra-
» vaux. Un vrai Français ne peut ni ne doit prendre de re-
» pos jusqu'à ce que les mers soient ouvertes et affranchies.
» Soldats, tout ce que vous avez fait, tout ce que vous fe-
» rez encore pour le bonheur du peuple français et pour ma
» gloire, sera éternellement gravé dans mon cœur. »

Les deux empereurs se séparèrent après s'être renouvelé la protestation de leur mutuelle amitié, et Napoléon revint à Paris.

Reparti de Paris aussitôt, il arriva à l'armée d'Espagne dans les premiers jours de novembre. Les troupes espagnoles étaient divisées en trois armées principales : celle du centre (*armée d'Estramadure*), forte de vingt mille hommes, occupait Burgos. Napoléon se dirigea sur cette ville avec la cavalerie commandée par le maréchal Bessières, duc d'Istrie, et le deuxième corps aux ordres du maréchal Soult, duc de Dalmatie.

Le 10 novembre, à la pointe du jour, la division Mouton (du corps de Soult) fut accueillie, à Gamonal, par une décharge de trente pièces de canon. Elle attaqua aussitôt l'ennemi. Au premier choc, les gardes wallones et espagnoles furent culbutées. Le maréchal Bessières, avec sa cavalerie, tourna les deux ailes de l'armée ennemie, et sabra plusieurs de ses bataillons : la déroute des Espagnols devint complète. Ils s'enfuirent dans toutes les directions, laissant trois mille hommes tués sur le champ de bataille, et en notre pouvoir trois mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon et douze

drapeaux. Les troupes françaises entrèrent dans Burgos pêle-mêle avec les fuyards.

Pendant que l'armée du centre était ainsi vaincue et dispersée dans les plaines de Burgos, l'armée espagnole de gauche (*armée de Galice*) était également attaquée et battue à Espinosa.

Cette armée, où se trouvait le corps du marquis de la Romana, qui, avec le secours des Anglais, s'était échappé de Copenhague, faussant ainsi sa parole d'honneur et son serment, était forte de quarante-cinq mille hommes; le général Blacke la commandait. Elle avait d'abord manœuvré sur la droite de l'armée française, pour lui couper ses communications en Biscaye ; mais culbutée par le maréchal Lefebvre, duc de Dantzick, à Guenès et à Valmaceda, elle avait été repoussée, toujours en combattant, de gorge en gorge, de mamelon en mamelon, jusqu'à Espinosa, point d'intersection des trois routes de Santander, de Reynosa et de Villarcayo, où étaient ses parcs, ses hôpitaux et ses magasins: là, afin de couvrir leur retraite, elle prit position. La ligne espagnole couronnait les montagnes en avant d'Espinosa, la droite appuyée à des précipices, la gauche couvrant Santander, et le centre défendu par un mamelon escarpé, garni d'artillerie.

Le maréchal Victor, duc de Bellune, qui avait suivi et harcelé le général Blacke dans sa retraite précipitée, arriva le 10 novembre, à trois heures de l'après-midi, devant les positions ennemies, et les attaqua aussitôt. Le général Pacthod, avec deux régiments, se porta sur le mamelon fortifié. La position était âpre à aborder, et défendue par les meilleurs soldats de l'armée espagnole, ceux du marquis de la Romana : les Français gravirent l'escarpement l'arme au bras, quoique sous un feu de mitraille; et après deux heures d'un combat opiniâtre, le mamelon fut emporté et ses défenseurs culbutés dans les précipices environnants; les régiments de *Zamora* et de *la princesse* furent détruits. L'ennemi, sentant l'importance de la position qu'il avait perdue, fit à plusieurs reprises des efforts pour la reprendre; mais, malgré l'énergie de ses attaques, toutes ses tentatives furent vaines. La nuit mit fin au combat.

Le lendemain, les Espagnols, formés en masse sur le plateau qu'ils occupaient en face du mamelon, attendirent une nouvelle attaque. Le maréchal Victor essaya de tourner leur gauche. La brigade Maison se porta vers la route de Santander, et gravit audacieusement la montagne escarpée sur laquelle l'ennemi l'attendait. Celui-ci fit une défense vigoureuse; mais, attaquée à la baïonnette, la gauche fut promptement enfoncée, séparée du centre, et mise dans une épouvantable déroute. Le reste de l'armée espagnole, voyant ses communications avec Santander coupées, sa gauche dispersée, lâcha pied au moment où la division Ruffin s'ébranlait pour l'attaquer. Il fut poursuivi la baïonnette dans les reins. Le général Maison s'empara du pont d'Espinosa, et tout ce qui ne fut pas tué ou précipité dans la rivière fut contraint de mettre bas les armes.

Dans ce moment arrivait le maréchal Lefebvre. Une de ses divisions (Sébastiani) poursuivit les fuyards dans la direction de Villarcayo, culbuta une division ennemie et lui enleva son artillerie.

Le général Blacke, quoique complétement défait, voulut essayer le lendemain de tenir dans la position de Reynosa. Mais le maréchal Soult arrivait par la route de Burgos; l'armée de Galice fut obligée de se disperser entièrement dans les montagnes pour éviter une complète destruction.

Soixante pièces de canon, vingt mille hommes tués ou pris, le reste dispersé; douze généraux espagnols tués, tous les secours en armes, habillements, munitions, que les Anglais avaient débarqués, tombés en notre pouvoir, furent les résultats de cette brillante victoire. Notre perte fut peu importante, et ne s'éleva pas au delà de sept ou huit cents tués ou blessés. Aucun officier de marque n'y périt.

Ainsi furent anéanties, chacune en un seul combat, les armées d'*Estramadure* et de *Galice*. Elles comptaient n'avoir besoin pour vaincre que de paraître, elles parurent et furent écrasées. La plupart des troupes qui les composaient, nouvellement créées par l'insurrection, avaient toutes la présomption de l'inexpérience. Parmi les prisonniers, on en trouva plusieurs portant à la boutonnière un aigle renversé, perc de deux flèches, avec cette inscription : *Au vainqueur*

de la France. Les compagnies créées par l'insurrection portaient des noms analogues à l'esprit de ceux qui les formaient; on y voyait déjà les indices de ces partis qui divisèrent l'Espagne après la révolution de 1820. Les compagnies des étudiants des universités portaient le nom de compagnies de *Brutus*, de *Cassius*, du *Peuple*, de la *Liberté*, etc. Celles des paysans, les noms de *Saint-Jacques*, de *Saint-François*, de *Saint-Ignace*, etc. Contraste bizarre qui parut alors digne de remarque, mais dont on ne pouvait encore comprendre toute la portée.

Restait, après la défaite de ces deux armées, à détruire l'*armée d'Andalousie*, qui formait l'aile droite de la grande armée espagnole, et qui était forte de plus de cinquante mille hommes. Composée des corps levés en Andalousie, en Castille, dans les royaumes de Valence et d'Aragon, elle avait pour chefs les généraux Castaños et Palafox.

L'Empereur marchait sur Madrid; il ordonna aux maréchaux Lannes et Moncey de se porter avec leurs corps à la rencontre de cette armée, et de la traiter comme celles qui avaient combattu à Burgos et à Espinosa. Les deux corps réunis se dirigèrent vers l'ennemi, et, le 23 novembre, ils le rencontrèrent en position, occupant une ligne mince, longue d'une lieue et demie, la droite en avant de Tudela, et la gauche près du village de Cascante; ordre de bataille trop étendu et vicieux en ce qu'il ôtait aux Espagnols les moyens de porter secours aux points qui seraient attaqués par des masses.

A neuf heures du matin, nos colonnes se formèrent : la division Maurice Mathieu (corps de Lannes) attaqua en colonne serrée le centre de l'ennemi et l'enfonça du premier choc. La division de cavalerie du général Lefebvre-Desnouettes passa aussitôt par cette trouée, et par un quart de conversion à gauche, enveloppa toute la droite espagnole, qui fut sabrée et dispersée. La gauche ne fit pas une plus longue résistance. Le village de Cascante, où se trouvait Castaños, fut emporté par le général Lagrange; l'armée tout entière, en déroute complète, s'enfuit alors abandonnant sur le champ de bataille quatre mille tués ou blessés, trois mille prisonniers, trente pièces de canon et sept drapeaux.

Le général Palafox, avec dix mille hommes qu'il parvint à rallier, réussit à gagner Saragosse, où il soutint, grâce au dévouement héroïque des habitants, un siége à jamais mémorable.

L'armée dirigée par l'Empereur en personne continuait à s'avancer sur la route de Madrid.

Le 30 novembre, le corps du maréchal Victor arriva au pied du Somo-Sierra, où douze mille Espagnols, derrière seize pièces de canon, attendaient les Français avec non moins de résolution que les Grecs chargés de défendre les Thermopyles n'en avaient à l'approche de Xercès. Somo-Sierra, avaient-ils dit, devait être les Thermopyles de l'Espagne. Cette position, fortifiée par la nature, est en effet des plus faciles à défendre et des plus formidables à attaquer. La grande route, longue et sinueuse, s'élève dans un défilé formé par deux montagnes qu'elle sépare; à leur sommet, le passage est dominé par d'autres montagnes, qui forment deux plateaux; la route, dans toute sa longueur, est commandée par les montagnes qui la bordent. Les Espagnols occupaient les plateaux du sommet et les montagnes des flancs. Leur infanterie s'y développait et soutenait la batterie placée sur la route derrière une tranchée.

Pendant que l'infanterie française cherchait à gravir les hauteurs par les deux flancs de la route, les chevau-légers polonais de la garde impériale arrivaient à l'ennemi par la chaussée. Ces intrépides cavaliers chargèrent la batterie qui les criblait de mitraille. L'escadron de service auprès de l'Empereur, commandé par le chef d'escadron Kosietulski, arriva jusque sur les pièces, mais il fut obligé de revenir, ramené par le feu violent de la batterie et des tirailleurs espagnols. Cependant, soutenu par les autres escadrons du régiment, il chargea de nouveau, au galop, franchit la coupure, pénétra dans le retranchement et sabra l'infanterie espagnole, qui, étonnée de tant d'audace, abandonna ses pièces et sa position.

Cette charge est le plus audacieux fait d'armes dont la cavalerie ait fourni l'exemple. Des quatre-vingts lanciers polonais qui composaient le valeureux escadron, neuf seu-

ıement restèrent debout sur le terrain qu'ils venaient de reconquérir ; mais leur héroïque action couvrit de gloire tout leur régiment, qui dès lors fut placé au premier rang dans les corps d'élite de l'armée française.

Le combat de Somo-Sierra laissait libre la route de Madrid. L'Empereur arriva le 2 décembre devant cette capitale, livrée aux meneurs d'une populace exaltée, et qui annonçait l'intention de se défendre comme se défendirent les habitants de Saragosse. La majorité des habitants des classes aisées, et les troupes de la garnison, reconnaissant l'impossibilité de cette défense, étaient d'avis de capituler. On combattit néanmoins pendant deux jours : l'Empereur, irrité, menaça de livrer la ville aux conséquences d'une attaque de vive force, et Madrid capitula.

L'Empereur y fit son entrée le 5, précédé par la publication d'une proclamation sévère adressée aux habitants; mais il n'y séjourna pas, il revint à son quartier général de Chammartin, où, le 9 décembre, une députation de douze cents notables, députés de tous les corps et de tous les quartiers, vinrent lui présenter leurs hommages et prêter devant lui serment de fidélité au roi Joseph.

Napoléon les accueillit avec plus de bienveillance qu'ils n'en devaient attendre, et leur fit connaître ses projets pour l'amélioration présente et future de l'Espagne, dans un discours trop remarquable pour que nous n'en citions pas les principaux passages :

« Je me suis empressé de prendre des mesures qui tranquillisent toutes les classes de citoyens: sachant combien » l'incertitude est pénible pour tous les peuples et pour tous » les hommes. J'ai conservé les ordres religieux, mais j'ai » restreint le nombre des moines. Avec le surplus des biens » des couvents, j'ai pourvu aux besoins des curés, de cette » classe la plus intéressante et la plus utile parmi le clergé. » J'ai aboli ce *tribunal contre lequel le siècle et l'Europe* » *réclamaient* : les prêtres doivent guider les consciences, » mais ne doivent exercer aucune juridiction extérieure et » corporelle sur les citoyens. J'ai supprimé des droits usur- » pés par des seigneurs dans les temps des guerres civiles » où les rois ont trop souvent été obligés d'abandonner

» leurs droits pour acheter leur tranquillité et le repos des
» peuples. J'ai donc aboli les droits féodaux, et chacun
» pourra établir des hôtelleries, des fours, des moulins, des
» madragues, des pêcheries, et donner un libre essor à son
» industrie, en observant les lois et les règlements de la
» police. Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir dans
» un État qu'une justice. Toutes les justices particulières
» avaient été usurpées, et étaient contraires aux droits de
» la nation ; je les ai détruites.

» J'ai aussi fait connaître à chacun ce qu'il pouvait avoir
» à craindre comme ce qu'il avait à espérer. Je chasserai
» les armées anglaises de la Péninsule ; Saragosse, Valence,
» Séville, seront soumises ou par la persuasion ou par la
» force des armes. Il n'est aucun obstacle capable de m'ar-
» rêter plus longtemps dans l'exécution de ma volonté.

» Mais ce qui est au-dessus de mon pouvoir, c'est de
» constituer les Espagnols en nation sous les ordres du roi
» s'ils continuent à être imbus des principes de scission et
» de haine envers la France, que les partisans des Anglais
» et les ennemis du continent ont répandus au sein de l'Es-
» pagne ; je ne puis établir une nation, un roi, et l'indépen-
» dance des Espagnols, si ce roi n'est pas sûr de leur affec-
» tion et de leur fidélité.....

» Il me serait facile de gouverner l'Espagne en y établis-
» sant autant de vice-rois qu'il y a de provinces ; cependant
» je ne me refuse pas à céder mes droits de conquête au roi
» et à l'établir dans Madrid, lorsque les trente mille citoyens
» que renferme cette capitale, ecclésiastiques, nobles, né-
» gociants, hommes de loi, auront manifesté leurs senti-
» ments et leur fidélité, donné l'exemple aux provinces,
» éclairé le peuple et fait connaître à la nation que son exis-
» tence et son bonheur dépendent d'un roi et d'une consti-
» tution libérale, favorable aux peuples et contraire seule-
» ment à l'égoïsme et aux passions orgueilleuses des grands.

» Si tels sont les sentiments des habitants de la ville de
» Madrid, que ses trente mille citoyens se rassemblent dans
» les églises, qu'ils prêtent devant le Saint-Sacrement un
» serment qui sorte non-seulement de la bouche, mais du
» cœur, et qui soit sans *restriction jésuitique ;* qu'ils jurent

» appui, amour et fidélité au roi ; que les prêtres au confes-
» sionnal et dans la chaire, les négociants dans leur corres-
» pondance, les hommes de loi dans leurs écrits et leurs dis-
» cours, inculquent ces sentiments au peuple ; alors je me
» dessaisirai du droit de conquête, je placerai le roi sur le
» trône, et je me ferai une douce tâche de me conduire envers
» les Espagnols en ami fidèle. La génération présente pourra
» varier dans ses opinions ; trop de passions ont été mises en
» feu ; mais vos neveux me béniront comme votre régéné-
» rateur : ils placeront au nombre des jours mémorables
» ceux où j'ai paru parmi vous, et de ces jours datera la
» prospérité de l'Espagne. »

Napoléon put croire que ses paroles avaient été entendues et comprises. Les citoyens de la capitale, au nombre de plus de vingt-sept mille pères de famille, avaient avant la fin du mois inscrit leur serment de fidélité à Joseph sur les registres ouverts chez tous les magistrats.

La destruction des armées espagnoles et la prise de Madrid furent suivies de la défaite d'une quatrième armée formée des débris des trois autres et que le maréchal Victor, duc de Bellune, vainquit et dispersa complétement à Uclès. L'armée anglo-portugaise avait aussi osé pénétrer en Espagne ; le maréchal Soult marcha à sa rencontre, l'atteignit et la battit successivement à Mansilla, Cacabelos, Piedra-Hilla et Lugo, et obligea les Anglais, après avoir coupé eux-mêmes les jarrets de tous les chevaux de leur cavalerie, à se rembarquer à la Corogne.

La pacification de la Péninsule hispanique paraissait donc prochaine ; alors, tandis que Joseph rentrait en roi à Madrid, l'Empereur revint à Paris, afin d'être à portée de marcher sur l'Allemagne, où les dispositions de l'Autriche devenaient de plus en plus menaçantes.

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

GUERRE D'ESPAGNE.

1808.

9 *juillet*. Entrée du roi Joseph en Espagne.
14 — Bataille de Medina de Rio-Seco.
14 — Murat, grand-duc de Berg, est proclamé roi de Naples, sous le nom de Joachim-Napoléon.
19 — Bataille de Baylen.
20 — Entrée de Joseph à Madrid.
21 — L'Empereur quitte Bayonne pour revenir à Paris.
22 — Capitulation du général Dupont à Andujar.
28 — Révolte de Baraictar. — Mort de Selias. — Proclamation de Mahmoud.
31 — Débarquement des Anglais en Portugal.
1er *août*. Retour de l'Empereur à Paris. Inauguration de sa statue sur la colonne de la place Vendôme.
22 — Bataille de Vimeïro (en Portugal).
30 — Capitulation du général Junot à Cintra (Portugal).
27 *septembre*. Arrivée de l'Empereur à Erfurth. — Conférence avec l'empereur de Russie.
12 *octobre*. L'Empereur donne la croix de la Légion-d'Honneur à Goëthe et à Wieland.
19 — Retour de Napoléon à Saint-Cloud.
25 -- Ouverture du Corps législatif.
27 - Réception des députés italiens.
29 — L'Empereur part pour l'armée.
4 *novembre*. Il entre en Espagne.
7 — Son arrivée à Vittoria. — Entrevue avec son frère le roi Joseph.
10 — Combat et prise de Burgos.
10 *novembre*. Bataille d'Espinosa (60 canons, 12 généraux, 20,000 hommes tués ou pris).
16 — Prise de Santander.
23 — Bataille de Tudela (30 canons, 7 drapeaux, 7,000 hommes tués ou pris).
30 — Combat de Somo-Sierra (16 canons, 10 drapeaux).
2 *décembre*. Arrivée devant Madrid.
4, 5 — Soumission de Madrid.
6 — Entrée de l'Empereur à Madrid.
7 — Proclamation de l'Empereur au peuple de Madrid.
9 — Discours des notables de Madrid à l'Empereur. — Réponse de Napoléon.
11 — Prise de Talavera-de-la-Reyna.
16 — Combat de Carderon.
22 — L'Empereur quitte Madrid.
24 — Passage du Tage à l'Arzobispo et à Almaraz (4 canons, 500 prisonniers).
29 -- Combat de Benavente.
30 — Combat de Mansilla (2 drapeaux, 1500 prisonniers).

1809.

3 *janvier*. Combat de Cacabelos.
4 — Combat de Piedra-Hilla.
8 — Combat et prise de Lugo.
13 — Bataille d'Uclès (40 canons, 34 drapeaux, 10,000 prisonn.).
16 — Combat et prise de la Corogne.
22 — Entrée du roi Joseph à Madrid.
23 — Retour de l'Empereur à Paris.
25 — Combat d'Alcanitz.
27 — Prise du Ferrol.
21 *février*. Prise de Saragosse.



L'Empereur à Eckmühl

CAMPAGNE DE 1809.

BATAILLE D'ECKMUHL. — ENTRÉE A VIENNE.

Les divisions territoriales, résultat des traités de Presbourg et de Tilsit, avaient excité un vif mécontentement en Allemagne ; les villes Anséatiques détestaient le système continental qui les privait de commerce maritime ; les États divers réunis sous le titre de royaume de Westphalie supportaient avec impatience la domination de Jérôme ; le Tyrol, fidèle à la maison de Hapsbourg, menaçait de briser le joug bavarois. Et tandis que toutes les démarches de l'Autriche tendaient à fomenter ces sentiments de haine qui se coloraient d'une teinte de nationalité et de patriotisme, une vaste conjuration, ourdie dans le même but, s'étendait dans toute l'Allemagne. Des sociétés secrètes et mystiques, sous le titre de *fédérés de la vertu*, s'étaient d'abord fondées en Prusse, puis dans les autres parties de l'Allemagne, pour rallier tous les ennemis de la France à un centre commun d'action. Une foule de passions de natures diverses servaient à l'accrois-

sement de ces sociétés, dans lesquelles se trouvaient réunis les hommes des principes les plus opposés : les nobles si fiers de leur origine féodale, et regrettant les priviléges oppressifs dont ils se voyaient dépouillés ; les membres des universités, professeurs et élèves, dévoués aux grands principes de liberté et d'égalité que les gouvernements manifestaient l'intention de faire fleurir en Allemagne ; les militaires, humiliés des revers essuyés par les armées nationales ; les bourgeois, vexés des charges des cantonnements militaires, et accablés de l'état de souffrance du commerce et des manufactures : tous supportaient avec la même impatience le joug d'une occupation. Tous, alors du moins, aristocrates, démagogues, idéologues, soldats, patriotes germaniques, tous s'accordaient à désirer, non le rétablissement du vieil empire romain, mais l'indépendance de l'Allemagne, le rétablissement de ses rapports maritimes, sa réintégration dans le droit de choisir ses alliés et ses ennemis. Ces sentiments étaient naturels et légitimes ; mais les Allemands trompés ne pouvaient bien juger ni la position de l'empereur Napoléon, ni ses intentions. Ils le croyaient provocateur de la guerre quand il ne faisait que se défendre contre l'Angleterre, et par les armes, et par ses décrets de blocus continental, machines de guerre qui n'auraient pas été moins terribles que celles de l'artillerie. Parce que l'Empereur était le plus grand capitaine des siècles, le vainqueur de tous les généraux européens, ils ne voulaient pas croire à son désir sincère d'une paix honorable. Ils se précipitèrent ainsi dans une opposition armée dont ils ne pouvaient pas apprécier toutes les conséquences. Ils furent d'aveugles instruments, et en fait d'indépendance et de liberté, ils n'ont rien gagné à la chute de l'empire français.

Le cabinet autrichien résolut de profiter de ces dispositions hostiles à la France pour tenter de reconquérir les provinces que la victoire d'Austerlitz lui avait arrachées. L'occasion paraissait favorable : les armées françaises étaient disséminées en Italie, en Espagne et en Portugal ; Napoléon lui-même se trouvait dans la Péninsule. L'empereur François II se décida à faire un dernier effort pour réunir et armer des masses formidables. L'armée active fut portée à

trois cent cinquante mille hommes, que cent cinquante bataillons de landwehrs furent destinés à renforcer. L'Angleterre, afin d'encourager cette nouvelle coalition qu'elle n'avait pas eu besoin d'ourdir, donna un subside de cent millions, et promit d'envoyer, aussitôt que la guerre serait commencée, un corps de quarante mille hommes pour opérer une diversion, soit sur les côtes de l'empire français, soit dans le nord de l'Allemagne. L'Autriche se proposait d'attaquer la France sur trois points à la fois, en Bavière, en Italie et en Pologne. L'organisation de l'armée française fut suivie et imitée dans la composition de l'armée autrichienne. Six corps de vingt-cinq mille hommes chaque, et une forte réserve formèrent la grande armée rassemblée en Bohême, et chargée d'envahir la Bavière. Cette armée eut pour chef le prince Charles. Deux corps, d'ensemble cinquante mille hommes de troupes de ligne et vingt-cinq mille soldats miliciens, composèrent l'armée d'Italie, aux ordres de l'archiduc Jean. Enfin, une troisième armée de quarante mille hommes, commandée par l'archiduc Ferdinand, devait occuper le duché de Varsovie. Le total des forces de l'armée qui allait agir offensivement s'élevait avec la réserve, les Tyroliens, les landwehrs, etc., à quatre cent cinquante mille hommes; l'artillerie de cette armée était de sept cents pièces de canon.

L'Empereur, du fond de l'Espagne, avait eu l'œil sur les préparatifs de l'Autriche. Mais l'armée dont il pouvait disposer dans la campagne qu'il allait nécessairement être forcé de faire, ne s'élevait qu'à cent mille Français, y compris les garnisons des villes du nord de l'Allemagne, et à quarante mille Bavarois et Wurtembergeois; il pouvait compter en outre sur soixante mille confédérés, Saxons, Badois, Hessois, etc., pourvu que le sort des armes lui fût favorable, et, dans tous les cas, sur dix-huit mille Polonais décidés à combattre vigoureusement pour l'indépendance de leur patrie. L'armée d'Italie, sous Eugène et Macdonald, était de quarante-cinq mille combattants, et le corps de Marmont, en Illyrie, de quinze mille. L'artillerie de toutes ces troupes réunies ne s'élevait pas au delà de cinq cent soixante pièces de canon.

Nous avons vu que l'Empereur était revenu dans sa capitale afin d'être prêt à tout événement. Il y apprit, le 12 avril, l'invasion de la Bavière qui avait eu lieu le 10. Il partit aussitôt le 13 de Paris, arriva le 16 à Louisbourg, où il eut une entrevue avec le roi de Wurtemberg, continua le même jour, sans s'arrêter, sa route sur Dillingen, où le roi de Bavière l'attendait. Ce prince reçut l'assurance qu'avant quinze jours il rentrerait dans sa capitale. Le lendemain 17, Napoléon avait rejoint son quartier général à Donawerth.

L'armée française et alliée, avec les contingents bavarois et wurtembergeois, ne réunissait que quatre-vingt mille combattants. Trop peu nombreuse pour résister à l'ennemi qui présentait une masse offensive de cent cinquante mille hommes, elle s'était repliée successivement vers le cœur de la Bavière, afin de couvrir Munich et de se concentrer. Napoléon, dès son arrivée sur le Danube, sachant que les troupes, forcées à un mouvement rétrograde, paraissaient inquiètes de leur force numérique et de l'avenir de la campagne, leur adressa une de ces proclamations qui furent longtemps des oracles infaillibles.

« Soldats, disait-il, le territoire de la confédération du » Rhin a été violé. Le général autrichien veut que nous fuyions » l'aspect de ses armes, et que nous lui abandonnions nos al- » liés. J'arrive avec la rapidité de l'éclair. Soldats, j'étais en- » touré de vous, lorsque le souverain d'Autriche vint à mon » bivouac de Moravie ; vous l'avez entendu implorer ma clé- » mence et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs dans » trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité ; trois » fois elle a été parjure ! ! ! Nos succès passés nous sont un » sûr garant de la victoire qui nous attend. Marchons donc, » et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur. »

L'arrivée de l'Empereur se révéla bientôt à l'ennemi, dont la marche progressive fut soudain arrêtée. Les généraux avaient reçu des ordres, les soldats n'en avaient pas besoin. Napoléon était avec eux, ils étaient sûrs de vaincre ! Pouvaient-ils craindre quelque chose lorsque l'Empereur avait confiance en eux ? Les combats et les succès commencèrent.

Le 19 avril, tandis que le général Oudinot, parti d'Augsbourg, atteignait et culbutait l'ennemi à Pfaffenhoffen, le maréchal Davoust quitta Ratisbonne pour se rapprocher d'Ingolstadt, où le quartier général de l'Empereur avait été transféré; le but de Napoléon étant de manœuvrer sur l'ennemi, qui avait débouché de Landshut, et de l'attaquer dans le moment même où, croyant prendre l'initiative, il s'avançait sur Ratisbonne que Davoust venait de quitter.

Le duc d'Auerstaedt marchait sur deux colonnes. Les divisions des généraux Gudin et Morand formaient sa droite, celles des généraux Friant et Saint-Hilaire sa gauche. Arrivé à la hauteur de Pessing, non loin de Thann, le général Saint-Hilaire fut attaqué par l'ennemi, plus fort en nombre, mais bien inférieur en bravoure, et là s'ouvrit la campagne par un combat glorieux pour nos armes.

Sur la droite, le général Morand rencontra également une division autrichienne, qu'il assaillit de front, tandis que le maréchal duc de Dantzick, avec un corps bavarois, parti d'Abensberg, l'attaquait en queue. Cette division, débusquée de toutes ses positions, après avoir perdu un régiment de dragons et laissant en notre pouvoir un bon nombre de prisonniers, abandonna le champ de bataille.

Le corps autrichien qui avait été battu à Thann était celui du général Hohenzollern, et faisait partie du centre de l'armée du prince Charles.

A la faveur de ce premier succès, le corps de Davoust opéra sa jonction avec les troupes bavaroises : l'Empereur résolut de profiter de cet accroissement de forces pour attaquer et détruire la gauche de l'armée autrichienne composée des corps de l'archiduc Louis et du général Hiller, forts ensemble de soixante mille hommes. En conséquence, il donna ordre à Davoust de tenir en respect la droite de l'ennemi, et se porta le 20 sur Abensberg, où se trouvait le corps de l'archiduc. Les deux divisions Morand et Gudin, les Bavarois et les Wurtembergeois, devaient attaquer de front l'armée autrichienne, que Masséna, passant par Freying, devait prendre à dos.

Les divisions Morand et Gudin furent placées sous les ordres du maréchal Lannes et formèrent la gauche de l'ar-

mée française. L'Empereur s'était décidé à combattre à la tête des Bavarois et des Wurtembergeois : avant d'engager l'action, il fit réunir en cercle les officiers de ces deux nations, et leur parla longtemps. Le prince royal de Bavière traduisait en allemand ce qu'il disait en français.

En faisant sentir à ses alliés la marque de confiance qu'il leur donnait, il rappela aux officiers bavarois que les Autrichiens avaient toujours été leurs ennemis, que c'était à leur indépendance qu'ils s'attaquaient ; que depuis plus de deux cents ans les drapeaux bavarois étaient déployés contre l'Autriche ; mais qu'enfin cette fois l'appui des aigles françaises les rendrait si puissants qu'ils suffiraient seuls à l'avenir pour résister aux Autrichiens. L'Empereur parla aux Wurtembergeois des victoires qu'ils avaient remportées sur la maison d'Autriche, lorsqu'ils servaient dans l'armée prussienne, et des derniers avantages qu'ils avaient obtenus dans la campagne de Silésie. Il leur dit à tous que le moment de vaincre était venu afin de porter la guerre sur le territoire autrichien. Ces discours répétés aux régiments par les colonels, et aux compagnies par les capitaines, produisirent un effet électrique.

L'Empereur donna alors le signal du combat. Le général de Wrède, officier bavarois d'un grand mérite, attaqua de front les divisions autrichiennes qui lui étaient opposées. Le général Vandamme avec les Wurtembergeois déborda la droite de l'ennemi. Le maréchal Lefebvre, avec la division du prince royal de Bavière et celle du général Deroy, manœuvra pour couper la grande route d'Abensberg à Landshut. Le maréchal Lannes, avec ses deux divisions, força l'extrême gauche ; les attaques sur tous les points obtinrent un égal succès. L'ennemi, déconcerté, ne résista qu'une heure avant d'être forcé à la retraite. Huit drapeaux, douze pièces de canon, dix-huit mille prisonniers, furent les résultats de cette bataille, qui coûta peu de monde à l'armée française.

Le général Hiller, pour éviter le sort du prince Louis, s'était retiré sur Landshut ; l'Empereur se dirigea vers cette ville. En y arrivant, Bessières, avec la cavalerie de la garde, culbuta la cavalerie ennemie qui s'était formée dans la plaine.

Landshut est situé sur l'Iser; pour y entrer, il fallait franchir un pont de bois que l'ennemi voulut défendre ; le général Mouton fit avancer au pas de charge les grenadiers du 17e de ligne : le pont était embrasé, mais ne fut point un obstacle pour ces braves. L'ennemi, chassé de sa position, fut alors attaqué par Masséna qui débouchait par la rive droite. Landshut fut pris, et avec Landshut, trente pièces de canon, neuf mille prisonniers, six cents caissons d'artillerie, trois mille voitures de bagages, trois équipages de pont; les hôpitaux et les magasins de l'ennemi restèrent en notre pouvoir.

De Landshut, l'Empereur revint sur ses pas. L'archiduc Charles avait réuni à Eckmühl quatre des corps principaux de son armée : Hohenzollern, déjà battu à Thann, Rosenberg, Kollowrath et Lichtenstein. Napoléon arriva devant Eckmühl à deux heures après midi, et le combat s'engagea aussitôt. Electrisés par trois jours de victoire, les soldats coururent à l'ennemi avec toute la confiance du succès. Le duc de Montebello, à la tête de la division Gudin, attaqua et déborda promptement la gauche de l'armée autrichienne, tandis que les autres divisions l'attaquaient de front. Les ducs d'Auerstaedt et de Dantzick débouchèrent à leur tour; le 10e régiment d'infanterie légère, de la division Saint-Hilaire, s'élança dans les rangs autrichiens, et pendant une demi-heure soutint seul tout l'effort de leur aile droite. Le général Montbrun, avec sa cavalerie, les attaqua opiniâtrément et de flanc et de front. On vit alors un des plus beaux spectacles que la guerre puisse offrir, une armée de cent dix mille hommes, attaquée par moins de soixante-dix mille, tournée par sa gauche, et, successivement dépostée de toutes ses positions, obligée de fuir dans le plus grand désordre.

La cavalerie autrichienne, forte et nombreuse, se dévoua pour protéger la retraite de l'infanterie ; mais les divisions Saint-Sulpice et Nansouty, dans une charge impétueuse, la culbutèrent et l'obligèrent à suivre le mouvement des fantassins dispersés.

Deux carrés de grenadiers hongrois tenaient encore dans la plaine : c'était la réserve commandée par l'archiduc

Charles en personne. Nansouty se porta sur l'un, le rompit, et le fit prisonnier en entier. Saint-Sulpice se précipita sur l'autre, l'enfonça, en prit une partie, et mit le reste en fuite. L'archiduc Charles se trouvait dans ce carré, et ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Dès ce moment, et malgré la nuit qui était survenue, poussée l'épée dans les reins, l'armée autrichienne cessa de résister, et effectua sa retraite précipitée, dans le plus épouvantable désordre. Tous ses blessés, une grande partie de son artillerie, quinze drapeaux et seize mille hommes restèrent en notre pouvoir.

L'armée ennemie, concentrée autour de Ratisbonne, était encore forte de plus de quatre-vingt mille combattants; l'Empereur n'en avait pas autant : cependant le prince Charles n'osa pas risquer une nouvelle bataille : ayant le Danube à dos, il se décida à repasser le fleuve et à rentrer en Bohême, espérant sans doute, par une marche forcée sur la rive gauche, revenir se placer sur la rive droite assez à temps et dans une position assez favorable pour couvrir la capitale de l'empire autrichien, sur laquelle il prévoyait bien que l'armée française allait se diriger.

Le passage du Danube par l'armée autrichienne s'effectua sous le feu de nos batteries, pendant que le maréchal Lannes s'emparait de Ratisbonne de vive force, et en chassait l'arrière-garde ennemie.

A l'attaque de cette ville, l'Empereur reçut au talon une blessure légère, qu'il fit panser sur le champ de bataille, et qui ne l'empêcha pas de remonter à cheval pour diriger le mouvement des troupes.

Ces cinq jours de combat avaient été marqués par des succès brillants, décisifs et mérités. Le combat de Thann livré au centre de l'archiduc, la bataille d'Abensberg qui isola sa gauche, l'affaire de Landshut qui acheva de la mettre hors de combat, la bataille d'Eckmühl livrée de nouveau contre son centre, enfin le combat de Ratisbonne qui acheva de rompre l'armée ennemie, forment une série d'événements glorieux dont l'histoire n'offre pas d'exemple. C'était une campagne plus pleine et plus importante que la

fameuse campagne des cinq jours, signalée en Italie par la mémorable victoire de Castiglione.

L'influence de Napoléon sur son siècle se fit principalement remarquer dans le début de cette campagne de 1809.

« Durant le cours de sa prospérité, dit le brave général Pelet, la force magique de la présence de Napoléon ne s'est peut-être jamais manifestée si vivement que dans les évènements de cette campagne. L'armée autrichienne, pleine d'ardeur et de confiance, s'avançait en masse avec des projets offensifs préparés depuis longtemps; une partie de l'Allemagne était prête à se soulever; l'Europe guettait le moment favorable pour tomber sur la France. Notre armée, éparpillée sur le Danube, restait exposée aux plus grands dangers. L'Empereur paraît le 17 avril à Donawerth; la situation morale des deux armées, l'esprit des peuples et des cours, la face de l'Europe sont changés. Napoléon ordonne la réunion des corps vers le centre, par la plus audacieuse manœuvre; il fait marcher sa droite, qu'il tient toujours à portée de lui, contre la base et la ligne d'opération des Autrichiens. A peine ses ordres ont-ils eu le temps de parvenir, et le 19, dans la matinée, l'ennemi est déjà battu, l'armée réunie, la droite portée sur les derrières de l'archiduc, qui va être coupé de sa ligne de communication avec Vienne, et de sa base. »

Cependant, sans se laisser éblouir par le succès, l'Empereur, fidèle à sa maxime que tant qu'il reste quelque chose à faire, il ne faut rien considérer comme fait, donna ses instructions pour que l'armée se mît aussitôt en marche sur Vienne.

Avant de quitter Ratisbonne, il adressa cette proclamation aux troupes :

« Soldats! vous avez justifié mon attente : vous avez suppléé au nombre par votre bravoure; vous avez glorieusement marqué la différence qui existe entre les soldats de César et les cohues armées de Xerxès.

» En peu de jours nous avons triomphé dans les trois batailles de Thann, d'Abensberg et d'Eckmühl, et dans les combats de Pessing, de Landshut et de Ratisbonne; cent

» pièces de canon, quarante drapeaux, cinquante mille pri-
» sonniers, trois équipages attelés, trois mille voitures atte-
» lées portant les bagages, toutes les caisses des régiments,
» voilà le résultat de la rapidité de vos marches et de votre
» courage.

» L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, paraissait ne
» plus conserver aucun souvenir de vous; son réveil a été
» prompt: vous lui avez apparu plus terribles que jamais. Na-
» guère il a traversé l'Inn et envahi le territoire de nos alliés;
» naguère il se promettait de porter la guerre au sein de notre
» patrie. Aujourd'hui défait, épouvanté, il fuit en désordre;
» déjà mon avant-garde a passé l'Inn; avant un mois nous
» serons à Vienne. »

La marche sur Vienne fut heureuse et rapide. L'armée passa sans obstacle l'Iser et l'Inn; les débris des corps de l'archiduc Louis et du général Hiller, seules troupes autrichiennes qui fussent restées sur la rive droite du Danube, avaient pris position derrière la Traun, au château et sur les hauteurs d'Ebersberg, et paraissaient vouloir défendre le passage de cette rivière. Mais leur arrière-garde, atteinte par sept cents hommes, formant l'avant-garde française, fut culbutée sur le pont, qu'elle n'eut pas le temps de détruire. Canons, voitures, hommes, chevaux, tout fut précipité dans la rivière. La division Claparède, dont cette avant-garde formait la tête de colonne, pénétra dans Ebersberg et fit prisonniers quatre mille Autrichiens qui défendaient cette ville; ensuite elle se porta à l'attaque du château. Les trente mille Autrichiens qui occupaient les hauteurs, instruits que Bessières, Masséna et Oudinot allaient arriver sur Ebersberg, voulurent s'opposer à ce que ces nouvelles troupes passassent le pont : pour les en empêcher, ils mirent le feu à la ville, qui, bâtie en bois, devint bientôt la proie des flammes: déjà même l'incendie gagnait le pont, quand, pour prévenir son entière destruction, les troupes qui allaient le passer se virent obligées d'en couper les premières travées. Resté avec sept mille hommes et quatre pièces de canon sur la rive droite, l'intrépide général Claparède résista

avec succès aux attaques réitérées des masses autrichiennes : trois fois il les repoussa à la baïonnette et il se maintint inébranlable, jusqu'à ce qu'enfin le pont, rétabli, permit au reste de l'armée française de venir à son secours. Son arrivée et celle de l'Empereur décidèrent à une prompte retraite l'ennemi, qui avait perdu dans ce combat douze mille hommes, dont sept mille cinq cents prisonniers.

Aucun obstacle sérieux ne pouvait plus arrêter l'armée, l'archiduc n'avait pas pu repasser sur la rive droite. Nos troupes, comme Napoléon le leur avait promis après la bataille d'Eckmühl, arrivèrent sous les murs de Vienne.

L'archiduc Maximilien, avec un corps de seize mille hommes, composé moitié de landwehrs, moitié de troupes de ligne, occupait cette capitale. Sa présence et la pensée que l'archiduc Charles s'avançait à marches forcées pour secourir la ville, inspirèrent aux Viennois le désir de se défendre. Les faubourgs furent occupés sans difficulté par l'avant-garde française : ils n'étaient couverts par aucune fortification ; mais quand nos troupes s'avancèrent sur l'esplanade qui sépare les faubourgs de la cité, elles furent accueillies par un feu de mitraille parti des remparts. Un colonel français envoyé en parlementaire faillit être massacré. L'Empereur, avant de recourir à des mesures de rigueur envers une capitale riche et populeuse, chargea le major-général d'écrire à l'archiduc Maximilien, et lui fit porter la lettre par une députation des principaux habitants des faubourgs.

Le feu des remparts, qui recommença, fut la seule réponse de l'archiduc. L'Empereur donna ses ordres à regret, en gémissant des calamités qui allaient atteindre une population intéressante. La ville était investie de trois côtés ; une batterie de vingt obusiers s'éleva sur l'emplacement même où les Turcs avaient ouvert la tranchée dans le siége de 1683, à cent toises de la place. A neuf heures du soir le bombardement commença. En peu de temps dix-huit cents obus furent lancés sur la ville ; plusieurs hôtels et de grands bâtiments devinrent la proie des flammes. L'incendie jeta la terreur parmi les habitants dont la résolution commença à faiblir.

Sur ces entrefaites, un parlementaire se présente pour annoncer à l'Empereur que l'archiduchesse Marie-Louise, alors malade de la petite-vérole, était restée dans le palais impérial exposé au feu de l'artillerie française. Napoléon, qui ne pouvait prévoir alors le lien qui devait l'unir à cette princesse, ordonna néanmoins, par égard pour elle, de changer la direction des batteries. On prétend que cet acte d'humanité et de condescendance laissa depuis lors une vive impression dans l'âme de la jeune archiduchesse.

Cependant l'archiduc ayant tenté une sortie, et s'étant assuré que toute communication directe avec la rive gauche du Danube allait lui être interdite, et que l'Empereur dirigeait des troupes sur le pont du Thabor, qui joint les deux rives du fleuve, se décida à évacuer sur-le-champ la capitale, et profita de la nuit pour effectuer sa retraite. Il partit, suivi des bataillons de la ligne, et coupa le pont aussitôt qu'il l'eut passé. Le général qu'il avait laissé dans Vienne avec la triste mission de signer la capitulation envoya dès la pointe du jour une députation à l'Empereur, pour demander qu'on cessât le feu, et pour annoncer qu'il était prêt à remettre la ville aux Français. Les articles de la capitulation furent signés le 12 mai, et le général Oudinot, avec sa division, occupa Vienne le lendemain.

L'Empereur, comme en 1806, établit son quartier général à Schœnbrunn, d'où il adressa la proclamation suivante à l'armée :

« Soldats ! un mois après que l'ennemi a passé l'Inn, au
» même jour, à la même heure, nous sommes entrés dans
» Vienne. Ses landwehrs, ses levées en masse, ses remparts
» créés par la rage impuissante des princes de la maison de
» Lorraine, n'ont point soutenu nos regards. Les princes de
» cette maison ont abandonné leur capitale, non comme des
» soldats d'honneur qui cèdent aux circonstances et aux re-
» vers de la guerre, mais comme des parjures que poursui-
» vent leurs propres remords. En fuyant de Vienne, leurs
» adieux à ses habitants ont été le meurtre et l'incendie :
» comme Médée, ils ont de leurs propres mains égorgé leurs
» enfants.

» Soldats ! le peuple de Vienne, selon l'expression de la » députation de ses faubourgs, délaissé, abandonné, veuf, » sera l'objet de vos égards. J'en prends les bons habitants » sous ma spéciale protection : quant aux hommes turbu- » lents et méchants, j'en ferai une justice exemplaire. Sol- » dats ! soyons bons pour les pauvres paysans et pour ce » bon peuple qui a tant de droits à notre estime : ne conser- » vons aucun orgueil de nos succès ; voyons-y une preuve » de cette justice divine qui punit l'ingrat et le parjure. »

Les tentatives des ennemis de la France, dans le nord de l'Allemagne, pendant que nos soldats marchaient sur Vienne, n'avaient obtenu aucun succès.

Le partisan Schill et le duc de Brunswick avaient échoué tous les deux dans leurs projets de soulever nos alliés contre nous. D'ordinaire la trahison ne choisit pas le moment d'une victoire, et partout les Français étaient victorieux.

Schill, parti de Berlin à la tête de son régiment de hussards, avait trouvé les troupes saxonnes à Wittemberg peu disposées à seconder ses projets. Il s'était dirigé sur Magdebourg, où la bonne contenance du général Michaud et du colonel Vouthier contint dans le devoir les bataillons westphaliens. Il marcha alors vers le Bas-Elbe, où il espérait sans doute obtenir des secours des Anglais, dont quelques vaisseaux avaient fait quelques démonstrations sur ces côtes. Le général Gratien, avec une brigade hollandaise, et le général Eblé, à la tête d'un corps westphalien, étaient à sa poursuite. Le cabinet prussien, instruit en même temps et de l'échauffourée de Schill et de nos victoires, se hâta de désavouer un excès de zèle qu'il ne pouvait approuver sans se compromettre avec le vainqueur.

Pourchassé par les Westphaliens et les Hollandais, auxquels se réunit une brigade danoise, Schill, qui n'avait jamais pu réunir quinze cents hommes, se jeta dans Stralsund, et y fut attaqué ; au moment d'être pris, malgré une vive résistance, dans son désespoir il se fit tuer en combattant bravement.

L'expédition du duc de Brunswick fut moins longue. Sorti de Bohême avec sa légion de la mort, il ne trouva point

parmi les Saxons l'appui qu'il espérait, et fut obligé de rentrer en Bohême.

Pendant que la grande armée combattait à Eckmühl, le prince Eugène Beauharnais se montrait à l'armée d'Italie digne fils d'adoption de l'Empereur. Par suite du plan général combiné à l'avance, au moment où l'archiduc Charles parut dans les plaines de Ratisbonne, son frère, l'archiduc Jean, descendit des montagnes de Carniole sur le Frioul, à la tête de cinquante mille hommes. Le vice-roi couvrait l'Italie avec une armée dont la force n'atteignait pas d'abord quarante-cinq mille combattants. Il avait pour lieutenants les généraux Grenier et Macdonald. « Jeune encore et peu expérimenté, ce prince montra bientôt tout l'aplomb d'un vieux guerrier. Brave, calme, et capable de juger les opérations, il sut toujours s'entourer des conseils d'hommes habiles, talent qui vaut bien souvent les inspirations d'un génie supérieur [1]. »

Le gros de ses forces était concentré en avant de Sacile, mais il attendait encore de Vérone une division d'infanterie et sa réserve de cavalerie.

L'irruption subite de l'ennemi surprit son avant-garde établie à Pordenone ; un régiment fut en partie enlevé.

Le vice-roi, craignant l'effet moral que produirait une retraite sur l'opinion flottante des peuples de l'Italie, et sur les troupes italiennes qu'il avait sous ses ordres, résolut au contraire de prendre l'offensive dans l'espoir qu'il n'aurait affaire qu'à un seul corps ennemi. Il marcha aux Autrichiens, et les attaqua entre Sacile et Pordenone. Mais déjà l'armée de l'archiduc était en ligne, et, malgré la bravoure des troupes, le dévouement des généraux, l'issue du combat fut défavorable à l'armée franco-italienne.

Eugène fut alors obligé de se retirer sur la Piave, où, renforcé par l'arrivée des troupes qu'il attendait de Vérone, il parvint à rallier ses bataillons rompus, et à les ramener en bon ordre sur l'Adige, après avoir laissé garnison à Venise et à Palma-Nova.

L'archiduc, satisfait d'un premier succès, et forcé de dé-

[1] Jomini, *Vie militaire de Napoléon.*

tacher trois divisions pour observer Marmont en Dalmatie, ainsi que les places de Venise et de Palma-Nova, se contenta d'occuper la position si connue de Caldiero, pour y attendre que les mouvements qu'il espérait voir éclater dans le midi de l'Italie, ou que les succès de son frère en Allemagne le missent à même de continuer sans inquiétude ses opérations. La nouvelle de la bataille d'Eckmühl et la reprise de Ratisbonne vint bientôt tromper cet espoir, et rendit la confiance aux soldats d'Eugène et à nos partisans en Italie ; et la campagne, ouverte par une défaite, fut recommencée et se continua par de brillants succès.

La première grande bataille fut livrée au bord de la Piave. L'armée d'Italie y prit une glorieuse revanche sur l'armée de l'archiduc Jean. La lutte dura jusqu'à huit heures du soir ; on se battait des deux parts avec un égal courage : dix mille Autrichiens tués ou prisonniers, plusieurs drapeaux, quinze canons, trente caissons furent les trophées de cette journée, dont le plus beau résultat fut la complète évacuation de l'Italie par l'armée ennemie.

Eugène la poursuivit avec ardeur, et chaque jour donna lieu à un nouveau combat et à un nouveau succès. Les Autrichiens furent successivement battus à San-Daniele, à Tarvis, à Laybach, à San-Michele ; et bientôt l'armée d'Italie, maîtresse de la Carinthie, de la Carniole et de la Styrie, descendit en Autriche pour se réunir à la grande armée.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

CAMPAGNE DE 1809.

BATAILLE D'ECKMUHL. — ENTRÉE A VIENNE.

3 *mars*. La princesse Elisa Napoléon est proclamée grande-duchesse de Toscane.

— — Le prince Louis-Napoléon, fils du roi de Hollande, est nommé grand-duc de Berg.

13 — Révolution de Suède. Le roi Gustave-Adolphe IV est arrêté (il abdique le 19 mars).

9 *avril*. Invasion des Autrichiens en Bavière et en Italie. — Nouvelle guerre de l'Autriche contre la France.

13 — Départ de l'Empereur pour l'armée d'Allemagne.

15 — Invasion du duché de Varsovie par les Autrichiens.

19 — Combat de Thann.

20 — Bataille d'Abensberg gagnée par l'Empereur.

— — Prise de Ratisbonne par les Autrichiens.

21 — Combat et prise de Landshut.

— — Capitulation de Varsovie.

22 — Bataille d'Eckmühl (50,000 prisonniers, 40 drapeaux, 100 canons, 3,000 chariots de bagages).

23 *avril*. Combat et prise de Ratisbonne par les Français.

24 — Adoption du Code Napoléon dans le royaume de Hollande.

26 — Passage de l'Inn.

28 — Excursion du partisan prussien Schill sur la Westphalie.

29 — Défaite des Autrichiens à Caldiero (Italie).

— — Guerre entre la Russie et la Porte.

3 *mai*. Combat d'Ebersberg (les Autrichiens y perdent 12,000 hommes).

— — Déclaration de guerre de la Russie à l'Autriche. — Entrée d'une armée russe en Gallicie.

8 — Passage de la Piave (Italie).

13 — Capitulation et prise de Vienne.

17 — Occupation de Trieste (Italie).

— — Réunion des Etats romains à l'empire français.



L'Empereur dans l'île Lobau.

CAMPAGNE DE 1809.

ESSLING. — WAGRAM.

L'armée française était maîtresse de la rive droite du Danube et de Vienne ; mais la grande armée autrichienne, commandée par le prince Charles, et à laquelle s'étaient réunis les restes des corps de Hiller, des archiducs Louis et Maximilien, était campée de l'autre côté du fleuve, en face de la capitale, dans la plaine de Marckfeld et sur les sommets du Bisamberg. Cette position permettait à l'ennemi, paisible possesseur encore de la Bohême, de la Moravie et de la Hongrie, de concentrer ses forces, de les augmenter de toutes les milices dont la formation était commencée, et de recommencer une lutte que l'insurrection croissante du Tyrol aurait pu rendre fatale à l'armée française. Cette considération décida l'Empereur à continuer les opérations offensives, sans attendre l'arrivée de l'armée d'Italie, et à passer le Danube pour livrer à l'armée ennemie une bataille décisive.

De son côté, le prince Charles, prévoyant cette détermination, paraissait décidé à attendre l'armée française dans

la position qu'il occupait, afin de profiter, pour engager la bataille, du moment où le passage du fleuve s'effectuerait. On sait que cette opération est une des plus difficiles et des plus dangereuses à la guerre, lorsqu'elle doit avoir lieu en présence d'un ennemi brave et expérimenté.

A deux lieues au-dessous de Vienne, vis-à-vis Ebersdorff, deux îles séparent en trois branches les eaux du Danube. D'après l'ordre de l'Empereur, ce point fut choisi pour établir les ponts. Dès le 18 mai, les matériaux nécessaires ayant été réunis, la division du général Molitor passa avec des bateaux dans l'île Lobau, qui, séparée de la rive gauche par le dernier bras, formait, à cause de son étendue, une vaste place d'armes où l'armée pouvait se rassembler tout entière. Le lendemain, les ponts sur le premier et le second bras furent achevés. Le 20, un troisième pont joignit l'île Lobau à la rive gauche; et les divisions Molitor, Lasalle et Boudet en profitèrent, pendant la nuit, pour traverser le fleuve et prendre position dans les villages d'Essling et de Gross-Aspern, qui, construits en pierre, offraient des points d'appui et de défense pour protéger le passage du reste de l'armée.

Le 21, les troupes françaises continuèrent à filer sur la rive gauche, mais lentement, la fragilité des ponts ne permettant pas de mettre beaucoup de célérité dans la marche.

L'ennemi, jusque-là, n'avait inquiété ni nos travaux, ni le passage du dernier bras : placé à une lieue au-dessus de nos ponts, il ne s'était pas encore montré. Cette inaction recommandée par le prince Charles avait été résolue dans un conseil de guerre où avait assisté l'élite des généraux de l'armée autrichienne. Il avait été arrêté qu'on n'attaquerait les divisions françaises que lorsqu'une forte partie de l'armée de Napoléon se trouverait compromise sur la rive gauche, l'archiduc ayant secrètement fait préparer des moyens pour détruire les fragiles communications que nos ponts établissaient entre les deux rives.

Vers les quatre heures du soir, le général autrichien, jugeant le moment favorable, donna ses ordres, et ses colonnes se mirent en mouvement. Notre avant-garde, la droite placée au village d'Essling, et la gauche à celui de Gross-Aspern, fut aussitôt attaquée : quatre-vingt-dix mille Autrichiens et

deux cents pièces de canon heurtèrent en même temps toute notre ligne, forte seulement de trente-cinq mille hommes. On combattit vivement de part et d'autre ; la cavalerie française fit plusieurs belles charges, et prit quatorze pièces de canon. Malgré leur immense supériorité numérique et la vigueur de leur attaque, les Autrichiens ne purent pas gagner de terrain. Le maréchal Masséna défendait le village d'Aspern, le maréchal Lannes celui d'Essling ; ils se maintinrent dans leurs positions et conservèrent intact le champ de bataille. L'obscurité seule interrompit le combat.

Les deux armées bivouaquèrent en présence. Les troupes françaises qui étaient dans l'île de Lobau continuèrent à passer pendant la nuit et portèrent nos forces réunies à environ cinquante mille hommes. L'Empereur, qui s'attendait pour le lendemain à une bataille opiniâtre, donnait les ordres les plus propres pour accélérer le passage.

Au mois de mai, les nuits sont courtes ; le 22, dès deux heures du matin, de nouvelles attaques furent dirigées sur Essling et sur Gross-Aspern qui furent successivement pris et repris. A quatre heures, l'armée autrichienne s'ébranla, et attaqua de nouveau toute la ligne française en cherchant à se prévaloir de sa supériorité numérique, pour étendre ses ailes afin de la déborder. L'Empereur résolut de profiter de ce mouvement de l'ennemi, qui, en affaiblissant son centre, donnait la possibilité de le percer. Il venait d'apprendre que le corps du maréchal Davoust, qu'il attendait pour marcher en avant, commençait à passer le Danube. Le maréchal Lannes, à la tête des grenadiers réunis commandés par le général Oudinot, et des divisions Saint-Hilaire et Boudet, reçut l'ordre de quitter la défensive et de tomber sur les Autrichiens. Bessières, avec sa cavalerie, devait appuyer cette attaque, Davoust déboucher par Essling sur la gauche de l'ennemi, et Masséna assaillir la droite par Aspern. Ce choc terrible arrête l'ennemi sur ses ailes, et le fait plier sur son centre. Il perd du terrain, et bientôt son mouvement rétrograde prend l'aspect d'une retraite ; un effort de plus, et cette retraite peut changer en une déroute complète. Tout à coup un fatal événement vient arrêter nos succès, force l'Empereur à faire cesser le mouvement offensif qui a com-

mencé, et à donner à ses lieutenants l'ordre de reprendre leurs positions d'Essling et de Gross-Aspern. L'armée manque de cartouches et de boulets, le corps de Davoust n'a pas pu passer le Danube; nos ponts sont rompus, toute communication avec l'île Lobau est coupée aux troupes qui vont se trouver sans vivres et sans munitions. Pendant que, sur la rive droite, l'Empereur ordonnait des préparatifs de passage, le prince Charles, sur la rive gauche, avait fait préparer de gros bateaux chargés de pierres, de pesants radeaux, de nombreux brûlots, et jusqu'à des moulins placés sur le fleuve, qu'il avait fait détacher, prêts à être lancés. Malgré le rapprochement des lieux, la barrière du Danube avait suffi pour que ces préparatifs fussent restés inconnus au chef de l'armée française. Aucune estacade n'avait été placée pour couvrir les approches des ponts. De pareils travaux auraient d'ailleurs exigé beaucoup de temps et d'autres matériaux que ceux qui étaient à la disposition des ingénieurs français. Le choc de ces masses énormes, que l'archiduc ordonna de lâcher au gré du courant grossi par les pluies et par la fonte des neiges, lorsqu'il vit que la moitié de l'armée française était sur la rive gauche, avait brisé les deux ponts qui joignaient l'île Lobau à la rive droite.

Aussitôt que l'archiduc s'aperçut que les troupes françaises, loin de poursuivre les divisions allemandes qui se retiraient devant elles, s'arrêtaient et rentraient dans leurs positions du matin, il comprit que son stratagème avait réussi, que les ponts n'existaient plus, et il rallia ses troupes pour reprendre vigoureusement l'offensive. La situation de l'armée française était critique, mais l'attitude calme et sévère de son chef soutint la confiance de nos braves; ils sentirent que tout n'était pas désespéré. Toutes les attaques des Autrichiens vinrent se briser devant leur héroïque fermeté; elles se suivirent incessamment, mais sans succès, depuis neuf heures du matin jusqu'à neuf heures du soir. Plusieurs fois attaqués, les villages d'Essling et de Gross-Aspern, encombrés de cadavres autrichiens, restèrent toujours en notre pouvoir. Enfin, à neuf heures du soir, le feu de l'ennemi cessa, le nôtre était déjà éteint; et nos soldats ne combattaient plus qu'à l'arme blanche.

La bataille dura trente heures consécutives, la suspension qui avait eu lieu dans la nuit du 21 au 22 pouvant à peine être comptée. Des deux côtés, la perte fut considérable. Les Autrichiens eurent de huit à neuf mille hommes tués ou blessés. Ils perdirent quelques pièces de canon, quatre drapeaux, un officier général, et mille à onze cents prisonniers. L'armée française n'eut pas un nombre moindre de tués et de blessés. Plusieurs généraux restèrent sur le champ de bataille; elle regretta principalement d'Espagne, tué dans une charge glorieuse, et Saint-Hilaire, qui mourut des suites de sa blessure. Mais la perte la plus douloureuse fut celle du maréchal Lannes, duc de Montebello, qui, le 22 au soir, eut les deux cuisses emportées par un boulet. L'empereur, en apprenant cette nouvelle, s'écria : « Il fallait que, dans cette journée, » mon cœur fût frappé par un coup aussi terrible, pour » que je pusse m'abandonner à d'autres soins qu'à ceux de » mon armée [1] ! »

[1] Voici comment le judicieux historien de la campagne de 1809, le général Pelet, qui prit une part active aux glorieux combats de cette campagne, raconte la mort du maréchal :

« Vers trois à quatre heures après midi, Lannes, se promenant à pied derrière la ligne des tirailleurs établis entre Essling et Aspern, entretenait leur ardeur. Le maréchal était avec le général Pouzet, qui lui avait appris les premiers éléments de la guerre, et qui était venu avec lui d'Espagne. Bientôt une balle perdue frappe au front le général, qui tombe mort. Lannes, cruellement affecté de la perte de son ancien ami, s'éloigne en marchant vers Essling. Libre de tout autre soin que de maintenir la ligne contre les faibles attaques de l'archiduc, il s'assied dans le bas-fond qui règne d'un village à l'autre, et s'abandonne à sa douleur. Peu après, des soldats emportant le corps du général, se rapprochent de Lannes qui s'éloigne de nouveau en s'écriant : « Ce terrible spectacle me suivra donc par- » tout ! » Il va se rasseoir à peu de distance dans ce même bas-fond. Il était là environné de ses officiers que la mort avait épargnés, lorsqu'un boulet de trois, lancé au hasard du côté d'Enzersdorf, vint en ricochant frapper les deux genoux du maréchal qui les tenait croisés l'un sur l'autre. Lannes, transporté dans l'île Lobau, s'avançait vers le lieu où se trouvaient Napoléon et Masséna. Aussitôt que l'Empereur l'aperçoit, il court, se précipite sur lui, le couvre de baisers. Il l'appelle au milieu des sanglots, et lui dit d'une voix étouffée : *Lannes, mon ami, me reconnais-tu?... C'est moi... c'est l'Empereur... c'est Bonaparte, ton ami... Lannes, Lannes, tu nous seras conservé !* Le maréchal ouvre les yeux à cette voix amie, et répond avec peine : *Je désire vivre... si je peux encore vous servir... ainsi que notre France. . Mais je crois qu'avant une heure. . vous aurez perdu... celui qui fut votre meilleur ami.* Napoléon, à genoux devant le héros mourant, pleurait à chaudes larmes. Cette

Il s'agissait, après cette bataille sanglante, et où du moins l'honneur français avait été sauvé, de faire sortir l'armée de l'affreuse position où elle se trouvait. Un pont de pontons avait été rétabli pour communiquer avec l'île Lobau. L'Empereur, après avoir visité cette île, et reconnu par lui-même les ressources qu'elle offrait pour une défense de deux ou trois jours, réunit les maréchaux et les chefs des corps principaux. Il les engagea à faire connaître leur opinion. Tous furent d'avis de repasser le Danube, de retirer les troupes qui avaient combattu, et de les mettre à couvert sur la rive droite. Masséna ajouta que, pour lui, il saurait bien se faire jour à travers l'armée ennemie dans le cas où elle tenterait d'empêcher la retraite. Davoust, qui était présent, se chargea de contenir l'archiduc Charles, s'il se hasardait à passer sur la rive droite, et garantit qu'avec son corps il donnerait le temps de reconstruire les ponts. L'Empereur applaudissait à l'ardeur de ses lieutenants; mais il leur dit avec le plus grand calme : « Vous voulez repasser le Danube ! et comment? Les » ponts ne sont-ils pas détruits? Sans cela, ne serions-nous » pas réunis, vainqueurs, et déjà loin d'ici? Nous pouvons » bien faire passer sur des barques les hommes, les chevaux; » mais que deviendra l'artillerie?.... Abandonnerons-nous » nos blessés? Ajouterons-nous à la perte de deux journées

entrevue des plus touchantes, ces embrassements des plus tendres, nous émurent profondément. En toutes circonstances, ce spectacle eût été déchirant ; nous en fûmes bien plus fortement affectés, à la fin d'une bataille qui coûtait à l'armée tant de braves... La douleur que manifesta l'Empereur était si vive, qu'aucun des témoins de cette scène ne pourra jamais révoquer en doute la profonde sensibilité qui l'excitait.

» Le maréchal Lannes ne put passer sur l'autre rive du Danube que le 23 au matin ; il resta à Enzersdorf. Son premier soin fut de s'informer où un comte de Palfi, amputé comme lui, avait fait faire une cuisse mécanique qui permettait de monter à cheval, tant le maréchal était plein du désir de servir son pays. L'avant-veille il avait même donné l'ordre de faire arrêter ses équipages sur la frontière d'Espagne, comptant rejoindre le corps qu'il y commandait, après la fin de la guerre d'Autriche, qu'on regardait comme prochaine. Il perdit toute connaissance, depuis le lendemain 24 jusqu'au 30, jour où se termina sa glorieuse vie. Dans ces tristes moments, sa grande âme se croyait encore sur le champ de bataille, bravant et maîtrisant les hasards. Il donnait des ordres à ses officiers ou implorait l'assistance de l'Empereur, qu'il ne pouvait plus reconnaître. Pendant ces sept journées, Napoléon alla constamment le visiter soir et matin. »

» celle de tous ces braves? Dirons-nous ainsi à l'ennemi, à
» l'Europe, que les vainqueurs sont aujourd'hui les vaincus?
» Et si l'archiduc, plus enorgueilli de notre retraite que de
» son prétendu succès, passe le Danube derrière nous à Tulln,
» à Krems, à Lintz.... s'il y rassemble ses divers corps....
» où nous retirerons-nous? Sera-ce dans les positions que j'ai
» retranchées sur la Trann, sur l'Inn, sur le Lech? Non! Nous
» devrons courir jusqu'au Rhin; car ces alliés que la victoire
» et la fortune nous ont donnés, une apparente défaite nous
» les ôtera et les tournera même contre nous.... Il faut rester
» ici; il faut menacer un ennemi accoutumé à nous craindre,
» et le retenir devant nous. Avant qu'il ait pris un parti,
» avant qu'il ait commencé d'agir, les ponts seront réparés
» de manière à braver tous les accidents; les corps pourront
» se réunir et combattre sur l'une ou l'autre rive. D'ailleurs,
» l'armée d'Italie, bientôt suivie de Lefebvre, va nous appor-
» ter les secours de sa force et de ses victoires; elle nous
» ouvrira sous peu de jours, par la Styrie, une ligne de com-
» munication qui nous est encore fermée, et qui remplacerait
» même celle de la Bavière. Alors nous serons entièrement
» maîtres des opérations. » Ces paroles généreuses, ces vues
hardies et grandes éclairent et enflamment le dévouement
de ses compagnons de dangers et de gloire. L'Empereur
ajouta, avec le langage de la vieille amitié : « Masséna, tu
» vas achever ce que tu as si glorieusement commencé. Il
» n'y a que toi qui puisses en imposer assez à l'archiduc
» pour le retenir immobile devant nous. Je viens de par-
» courir l'île Lobau; le terrain te sera favorable. »

Il fut convenu que la retraite commencerait à la nuit, et
que les troupes, rentrant dans l'île, y attendraient, sans
repasser le Danube, que des préparatifs suffisants fussent
faits pour reprendre l'offensive, et pour ressaisir la victoire
qu'un accident imprévu venait seul de leur enlever.

Ce mouvement rétrograde que nos soldats exécutèrent en
frémissant de rage, se fit avec un ordre admirable et sans
que l'ennemi osât y apporter aucun obstacle. Quand l'artille-
rie eut repassé, on replia le pont et l'armée se trouva comme
bloquée dans l'île Lobau, les ponts qui devaient assurer
ses communications avec Vienne ayant été emportés comme

ceux qui lui avaient servi à atteindre l'ennemi. L'Empereur, sur un frêle batelet, avait regagné la rive droite du fleuve afin d'être à portée de donner les ordres à tous les corps de son armée qui n'avaient pas pris part à la bataille, et pour accélérer l'envoi des munitions de toute espèce dont les braves combattants d'Essling avaient besoin. Néanmoins, pendant les premiers jours, les troupes qui étaient dans l'île eurent à supporter toutes les horreurs de la faim. Ce ne fut qu'après avoir mangé une partie des chevaux de selle et de trait, qu'elles virent arriver les bateaux qui leur apportaient des vivres. Les blessés n'eurent pas moins à souffrir. Cependant, grâce aux soins que prit d'eux M. Larrey, chirurgien en chef de l'armée, ils supportèrent gaiement leurs souffrances. Cet homme honorable, dans un ouvrage scientifique sur la chirurgie militaire, nous a conservé la mémoire des moyens ingénieux qu'il employa en cette occasion. On peut se faire une idée du dénûment des ambulances par un seul détail : la soupe des blessés, cuite dans le pectoral d'une cuirasse, était faite avec de la chair de cheval et assaisonnée, en guise de sel, avec de la poudre à canon.

La sollicitude de l'Empereur fut bientôt couronnée de succès, et l'abondance régna parmi les troupes auxquelles les grands travaux qu'elles exécutèrent en faisaient une nécessité. En effet, l'île Lobau devint une véritable place forte par les immenses ouvrages qui y furent construits. Cette île très-boisée a deux lieues de superficie ; trois ponts parallèles de six cents pas de longueur l'attachèrent à la rive droite et assurèrent les communications avec Vienne. Un de ces ponts était assez large pour laisser passer trois voitures de front. Des estacades sur pilotis, établies dans diverses directions, les garantissaient de toute insulte et même contre l'effet des brûlots et autres machines incendiaires. Des redoutes faisant face aux positions occupées par l'ennemi sur la rive gauche servaient de têtes de pont. Elles étaient défendues par cent vingt pièces de position. Des chaussées pratiquées dans l'île permettaient dans tous les sens la marche des troupes et le transport de l'artillerie. L'île Lobau avait reçu le nom d'*île Napoléon*, et trois des îles adjacentes également fortifiées, ceux de trois de nos généraux tués depuis le commencement

de la campagne, *Montebello*, *d'Espagne* et *Petit*. Une quatrième île fut appelée *Alexandre*, du prénom du prince Berthier, major général de l'empereur.

Ces travaux durèrent plus d'un mois. Pendant ce temps l'armée d'Italie, victorieuse de l'archiduc Jean, fit sa jonction avec la grande armée, après avoir gagné la bataille de Raab. Cette armée avait été saluée à son arrivée en Autriche par une admirable proclamation de l'Empereur, qui résume si bien les combats qu'elle venait de livrer, que tout autre récit pourrait en paraître inutile. Cette proclamation était ainsi conçue :

« Soldats de l'armée d'Italie! vous avez glorieusement » atteint le but que je vous avais marqué; le Somering a été » témoin de votre jonction avec la grande armée.

» Soyez les bienvenus! Je suis content de vous! Surpris » par un ennemi perfide, avant que vos colonnes fussent » réunies, vous avez dû rétrograder jusqu'à l'Adige. Mais » lorsque vous reçûtes l'ordre de marcher en avant, vous » étiez sur le champ mémorable d'Arcole, et là, vous jurâtes, » sur les mânes de nos héros, de triompher. Vous avez tenu » parole à la bataille de la Piave, aux combats de Saint-Daniel, » de Tarvis, de Goritz; vous avez pris d'assaut les forts de » Malborghetto, de Pradella, et fait capituler la division en» nemie retranchée dans Prevald et Laybach. Vous n'aviez » pas encore passé la Drave, et déjà vingt-cinq mille prison» niers, soixante pièces de bataille, dix drapeaux, avaient si» gnalé votre valeur. Depuis, la Drave, la Save, la Muer, n'ont » pu retarder votre marche. La colonne autrichienne de Jel» lachich, qui la première entra dans Munich, qui donna le » signal des massacres dans le Tyrol, environnée à Saint» Michel, est tombée dans vos baïonnettes. Vous avez fait » une prompte justice de ces débris dérobés à la colère de » la grande armée.

» Soldats! cette armée autrichienne d'Italie, qui, un mo» ment, souilla par sa présence mes provinces, qui avait la » prétention de briser ma couronne de fer, battue, dispersée, » anéantie, grâce à vous, sera un exemple de la vérité de » cette devise : *Dio la mi diede, guoi a chi la tocca* : Dieu » me l'a donnée, gare à qui la touche! »

La possession de l'Allemagne devait se décider dans la plaine de la Morava (Marsckfeld). Le temps employé aux préparatifs pour assurer le nouveau passage du Danube, donna à l'Empereur celui de concentrer toutes ses forces disponibles. Son armée s'accrut jusqu'à cent cinquante mille hommes. Le matériel de l'artillerie fut porté à quatre cents bouches à feu. Tous les préparatifs de ponts étaient faits dans l'île de Lobau, à la faveur des bois et des canaux que forment les îles secondaires. L'empereur n'attendait plus que l'arrivée des munitions nécessaires pour donner l'ordre d'effectuer le passage[1]. Ce passage commença le 30 juin sur le point où le fleuve avait été franchi la première fois le 21 mai. Un pont de pontons fut jeté en une heure et demie sous la protection de l'artillerie. Une brigade passa et culbuta les Autrichiens : tout se prépara pour jeter un pont de pilotis à l'abri des moyens de destruction de l'ennemi, et ce pont de charpente fut improvisé plus rapidement que jadis ceux de bateaux. Un ouvrage pour le couvrir fut aussitôt tracé, et un régiment désigné pour sa défense.

L'archiduc avait fait garnir de retranchements formidables Aspern, Essling et même Enzersdorf; mais la tentative que l'empereur faisait faire de ce côté n'était qu'une manifestation destinée à attirer l'attention de l'ennemi et à cacher le point véritable et tout à fait opposé où il avait le projet d'effectuer son passage. Cette diversion eut un plein succès. Deux ponts de bateaux furent ainsi établis à peu de distance

[1] L'Empereur avait continué à occuper le château de Schœnbrunn pendant l'exécution de tous les travaux entrepris dans l'île de Lobau ; il transporta son quartier général dans cette île, aussitôt qu'il jugea que le moment d'agir était venu. Sa présence redoubla la confiance et l'ardeur des soldats ; son premier soin fut de les visiter dans leurs bivouacs. Il les trouva qui prenaient leur repas. « Eh bien, mes amis, dit-il à un groupe devant lequel il s'était ar- » rêté, comment trouvez-vous le vin ? — Il ne nous grisera pas, » Sire, répondit un grenadier en montrant le Danube, voilà notre » cave. » L'Empereur, qui avait ordonné la distribution d'une bouteille de vin par homme, fut surpris de voir ses ordres si mal exécutés ; il manda le prince de Neufchâtel ; celui-ci fit prendre des informations, et l'on découvrit que les employés aux vivres, chargés de ce service, avaient vendu à leur profit le vin destiné aux troupes de l'île. Ces misérables furent aussitôt arrêtés, livrés à une commission militaire et condamnés à mort.

l'un de l'autre, et les généraux autrichiens se préparèrent à défendre vigoureusement le point que l'Empereur n'avait pas l'intention d'attaquer.

L'effet des mesures préliminaires étant ainsi assuré, il songea aux dispositions de sa grande entreprise, et il y pourvut par un décret impérial, forme tout à fait nouvelle pour des dispositions militaires que tant d'obstacles pouvaient renverser, mais dont le succès prouve le génie du général en chef. Le 4 juillet au soir, les troupes étant rassemblées dans la partie orientale de l'île Lobau, quelques bataillons passèrent le fleuve en bateaux. Un pont fut établi en deux heures, et Oudinot y défila avec célérité. Cent pièces en batteries sur le front de l'île Lobau, tonnant sur toute la ligne, répandaient l'effroi et facilitaient l'opération en partageant l'attention de l'ennemi, et en protégeant les troupes passées et les travaux commencés.

Un orage grondait dans le ciel ; la foudre confondait ses éclats avec les retentissements de l'artillerie, qu'elle ne pouvait pas couvrir. La nuit était obscure ; la pluie, chassée par un vent violent, tombait à torrents : mais l'incendie d'Enzersdorf, embrasé par nos batteries, éclairait cette scène majestueuse et terrible. Dès qu'Oudinot eut mis le pied sur la rive gauche, l'Empereur ordonna de jeter les ponts principaux qui devaient s'appuyer sur la petite île appelée l'île Alexandre. Un de ces ponts, tout construit sur un bras secondaire, et amarré à l'une des rives par le bas, se trouva placé naturellement au travers du lit par l'effet du courant, qui entraîna la partie supérieure. A trois heures du matin, six ponts avaient été jetés, et les troupes défilaient sur tous les points avec une précision admirable. L'Empereur, malgré le temps affreux qu'il faisait, veillait à tout et dirigeait tout.

Une journée magnifique, succédant à une nuit affreuse, laissa voir aux Autrichiens étonnés l'armée française se déployant comme par enchantement dans la plaine et derrière les lignes qu'ils avaient élevées pour empêcher le passage du fleuve, et que les combinaisons de l'Empereur avaient su rendre inutiles.

L'action néanmoins ne put pas s'engager le 5 ; quelque

célérité que les colonnes françaises eussent mise dans leur marche, la droite et le centre de l'armée n'avaient pas pu atteindre Rasdorf, village désigné pour le pivot central du mouvement général, avant trois heures de l'après-midi.

Vers six heures la ligne était formée et les réserves en position ; Masséna occupait la gauche entre Breïtenlée et le Danube ; Bernadotte était en face d'Aderklau ; Eugène, avec l'armée d'Italie, entre Wagram et Baumersdorf; Oudinot entre ce village et Groshoffen ; Davoust, flanqué par la division de dragons de Grouchy, formait la droite vers Glinzendorf. La garde, le corps de Marmont, les Bavarois de Wrède et la grosse cavalerie étaient en réserve à Rasdorf, quartier général de l'Empereur. La gauche de l'armée autrichienne occupait le plateau entre Neusiedel et Wagram, bordé par le Russbach, ruisseau profond, bourbeux et difficile à passer ailleurs que par les ponts ; le centre entourait Wagram ; la droite s'appuyait au Bisamberg ; la gauche formait un angle obtus et rentrant avec le reste de la ligne qui s'étendait de Wagram, par Gerasdorf, jusqu'au pied du Bisamberg.

Une première attaque du plateau de Neusiedel eut lieu le soir par l'armée française, mais elle fut sans résultat.

Le lendemain, l'archiduc commença l'action par un mouvement destiné à rejeter la gauche de l'armée française sur les ponts de l'île Lobau, tandis qu'une vive attaque devait occuper la droite. L'Empereur, sur ces entrefaites, donna l'ordre à Masséna d'attaquer Aderklau, où les Autrichiens étaient en force, avant que leur droite, descendant du Bisamberg, arrivât sur notre gauche. Masséna avait été blessé la veille par une chute de cheval, et, comme Maurice à Fontenoy, était forcé de diriger ses troupes en calèche. Il se jette sur le village à la suite de sa colonne, qu'il ne peut y conduire lui-même. Aderklau est enlevé ; mais au lieu de se borner à l'occuper fortement, notre tête en débouche. Bernadotte s'avance à sa droite pour la seconder avec les Saxons. Dans ce moment, la droite des Autrichiens, arrivant en ligne, force Masséna à marcher de son côté. L'archiduc revient lui-même avec ses grenadiers sur Aderklau, et en chasse Cara-Saint-Cyr : celui-ci se replie en désordre sur Molitor, qui reste

impassible avec sa division, et soutient le choc de l'ennemi. Les Saxons sont également forcés à la retraite.

Cependant la droite des Autrichiens, forte de cinquante mille hommes, continue à s'avancer sur Aspern. Masséna n'a pas une minute à perdre pour se former devant elle et lui interdire l'accès de l'île Lobau : il vole sur le chemin d'Aspern avec ses trois divisions qui viennent déjà de donner, et rencontre l'ennemi près de Neuwirtshaus ; il continue sa marche de flanc, malgré plusieurs charges. La division Boudet, arrivée dès le matin à Aspern, en débouche; elle reçoit le choc de l'ennemi. Sa droite, sans appui, est forcée, son artillerie enlevée ; elle est contrainte de se replier dans la tête de pont. L'ennemi pousse jusqu'à Essling et réoccupe ses retranchements.

Ce mouvement de l'ennemi était hardi, mais imprudent ; il se plaçait ainsi volontairement entre le Danube et une armée brave et aguerrie. L'Empereur aurait pu l'attaquer avec avantage, mais il préféra forcer le centre de l'ennemi, certain ensuite d'avoir bon marché de cette gauche ainsi aventurée. Laissant à Masséna le soin de la contenir, il ordonna au prince Eugène, qui s'avançait entre Wagram et Baumersdorf, de venir prendre, par un changement de direction à gauche, la place où Masséna avait combattu, et de s'y faire suivre par Marmont et par les Bavarois. Afin de donner le temps d'exécuter ces dispositions, une charge de la cavalerie de Bessières contient un instant l'ennemi; mais ce maréchal étant blessé, l'attaque de sa colonne faiblit, et les Autrichiens continuent à marcher sur le point de notre ligne dégarni par le mouvement de Masséna.

Il importait à l'Empereur de gagner le temps nécessaire pour que le vice-roi arrivât sur le terrain indiqué. Il confie le soin d'arrêter l'ennemi au brave Drouot, qui s'avance avec soixante pièces de réserve, et qui se trouve bientôt seul en avant de la ligne avec sa redoutable batterie. Il démasque ses pièces, et, accablant l'ennemi de mitraille et de boulets, le force enfin à rester stationnaire.

Pendant ces manœuvres, Davoust avait reçu l'ordre d'attaquer et de déborder la gauche de l'ennemi. Un combat terrible s'engage autour de Neusiedel. La vigueur de la résistance égale celle de l'attaque. Davoust guide ses bataillons,

les divisions Friant et Morand font des prodiges de valeur.

Au même instant, Oudinot, qui avait reçu l'ordre de se borner à contenir les divisions ennemies à portée de secourir l'extrême gauche, est entraîné par son ardeur; se voyant de tous côtés entouré de feux terribles, il frémit de son inaction, et se décide à enlever les passages de Russbach, à gravir le plateau. Ses premières brigades sont ramenées, mais il se met à la tête des troupes, et renverse tout devant lui

Le mouvement prescrit par l'Empereur à la droite de son armée est accompli. La gauche de l'ennemi est forcée et débordée : Neusiedel et le plateau sont en notre pouvoir.

Cependant, à la faveur de ces attaques et du dévouement de nos canonniers, Eugène avait terminé son mouvement. L'Empereur forme aussitôt une masse formidable, à la tête de laquelle il place Macdonald : huit bataillons sont déployés, treize autres se forment en colonnes serrées sur leurs deux ailes; derrière eux s'échelonnent Wrède et Serras; la cavalerie légère et les cuirassiers de Nansouty couvrent les flancs. L'ordre de se porter en avant est donné. La masse profonde et compacte renverse tout ce qui s'oppose à son passage; elle a pour but de couper l'armée ennemie, et marche droit sur Sussenbrunn, où se trouve l'archiduc Charles : coup d'œil, bravoure, activité, rien ne manque à cet illustre général pour parer au coup qui le menace. Ses efforts sont inutiles : Macdonald pousse tout devant lui jusqu'à Sussenbrunn; mais là, arrêté en tête et en flanc par les grenadiers hongrois et par le corps de Kollovrath, sa troupe, réduite à deux ou trois mille hommes, est forcée de faire halte. L'Empereur, qui suivait son mouvement, ordonne à la cavalerie de Nansouty de charger pour le dégager, et fait avancer, à droite et à gauche, la division Durutte et Pacthod pour le seconder; les Bavarois et Serras entrent en ligne à leur tour, et la jeune garde marche pour les remplacer comme réserve. Marmont et les Saxons attaquent en même temps l'ennemi. Ce vigoureux effort décide tout. Macdonald et les corps qui le suivent reprennent l'impulsion de la victoire. L'opiniâtreté et le désespoir ne peuvent rien contre l'impétuosité des Français et le génie de leur général. L'infanterie et la cavalerie autrichienne sont culbutées et rejetées au delà de Gerarsdorf.

Sur la gauche, Masséna, jugeant le moment favorable, a repris à son tour l'offensive : il attaque vigoureusement la droite autrichienne et la chasse jusqu'à Léopoldau ; sa cavalerie, commandée par Lasalle, la suit avec ardeur. Les Autrichiens se forment en carrés dans la plaine, font volte-face et veulent tenir encore ; Lasalle se précipite sur eux, et meurt frappé d'une balle au front : mais l'ennemi est enfoncé et poursuivi jusqu'au pied du Bisamberg.

Cette grande bataille se livrait en vue de Vienne dont tous les édifices élevés étaient couronnés par de nombreux spectateurs. La victoire fut si complète, que les débris de l'armée ennemie ne purent pas opérer leur retraite par la même route. Les combats d'Hollabrün et de Schongraben et la bataille de Znaïm achevèrent la destruction des forces autrichiennes, et obligèrent l'archiduc à demander un armistice que l'Empereur eut encore la générosité d'accorder.

Quelque temps après, la paix fut signée à Vienne, paix glorieuse pour la France, fatale à l'Autriche, et dont quelques conditions, portant ombrage au cauteleux cabinet de Saint-Pétersbourg, devaient servir de prétexte à une autre guerre malheureusement mêlée de gloire et de revers.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

CAMPAGNE DE 1809.

ESSLING. — WAGRAM.

17 *mai*. Réunion des Etats romains à l'empire français.
— — Prise de Malborghetto et combat de Tarvis (Italie).
19 — Entrée à Inspruck (Tyrol).
21-22 — Bataille d'Essling.
— — Prise de Laybach (armée d'Italie).
— — Combat de Gospich (armée d'Italie).
27 — Jonction de l'armée d'Italie à l'armée d'Allemagne.
28 — Occupation de Fiume.
31 — Prise de Stralsund. — Mort de Schill.
1er *juin*. Les Autrichiens évacuent le grand-duché de Varsovie.
6 — Election du duc de Sudermanie au trône de Suède, sous le nom de Charles XIII.
14 — Bataille de Raab (armée d'Italie).
22 — Prise et capitulation de Raab.
26 — Combat de Gratz.
30 — Combat de Presbourg.
4-5 *juillet*. Passage du Danube, combat d'Enzersdorf.
6-7 — Bataille de Wagram (10 drapeaux, 40 canons, 20,000 prisonniers).
9 *juillet*. Combat de Laa.
10 — Combat d'Hollabrunn.
11 — Bataille de Znaïm (2 drapeaux, 3 canons, 3,000 prisonniers).
12 — Armistice de Znaïm.
14 — Reprise de Cracovie par les Polonais.
1er *août*. Expédition des Anglais sur l'île de Walcheren.
15 — Capitulation de Flessingue.
— — Création de l'ordre des Trois-Toisons.
17 *septembre*. Paix entre la Russie et la Suède.
13 *octobre*. Attentat de Stabs contre l'Empereur.
14 — Paix de Schœnbrunn entre la France et l'Autriche.
— — Organisation des provinces illyriennes, leur réunion à la France
26 — Retour de l'Empereur à Fontainebleau.
20 *novembre*. Evacuation de Vienne par les troupes françaises.
28 — Institution des prix décennaux.



Naissance du roi de Rome.

LE ROI DE ROME.

Les années 1810, 1811, et les huit premiers mois de 1812, sont l'époque glorieuse et prospère du règne de Napoléon. Les confins de l'Empire français furent reculés, d'un côté, jusqu'aux bouches de l'Elbe, de l'autre, jusqu'aux rivages du Tibre. Rome devint la seconde ville de l'Empire, Amsterdam la troisième. Un frère de l'Empereur régnait en Espagne, un autre à Naples, un troisième en Westphalie. Napoléon, roi d'Italie, était médiateur de la confédération suisse, protecteur de la confédération du Rhin. La domination française atteignait directement quarante-quatre millions d'hommes. Le patronage de l'Empereur s'étendait sur cent millions d'Européens. La Suède, le Danemarck, la Bavière, le Wurtemberg, la Prusse, l'Autriche et la Russie, s'honoraient de l'alliance de Napoléon. L'Angleterre, cette vieille ennemie, cette rivale éternelle de la grandeur de la France, conservait seule ses sentiments d'inimitié pour le nom français. Mais le

blocus continental, rigoureusement observé, atteignait son commerce et sa marine ; tous les ports de l'Europe lui étaient fermés, tous les marchés défendus ; et pendant que tout débouché pour la vente des denrées coloniales était ainsi enlevé à l'Angleterre, l'Empereur excitait par ses encouragements le génie des industriels et la patience des agriculteurs. La fabrication du sucre de betterave se préparait à lutter contre celle du sucre de cannes, et de grandes plantations de coton naturalisaient en Italie la culture de cette plante précieuse.

Ce temps de gloire européenne et de prospérité intérieure fut aussi marqué dans la vie de Napoléon par les plus grands événements qui aient intéressé ses affections domestiques : le divorce avec Joséphine, le mariage avec Marie-Louise, la naissance du roi de Rome.

A Schœnbrun, la veille du jour où la paix avec l'Autriche avait été signée, Napoléon s'était trouvé exposé au poignard d'un jeune fanatique, Frédéric Stabs, fils d'un ministre protestant de Hambourg. Ce jeune homme avait tenté à deux reprises de s'approcher de l'Empereur au moment où il passait une revue; le général Rapp, lui soupçonnant quelque mauvais dessein, le fit arrêter : on trouva sur lui un grand couteau fraîchement aiguisé. Napoléon désira le voir et l'interroger. Il déclara avec calme qu'il était venu pour délivrer l'Allemagne, et frapper l'oppresseur de son pays. « C'est un fou ou un malade, » dit l'Empereur. Le médecin Corvisart fut appelé. Le pouls de Stabs était régulier, sa contenance tranquille; il sembla triompher de ce qu'on le reconnaissait dans son bon sens. L'Empereur le regardait avec compassion, intéressé par sa jeunesse et sa fermeté ; il lui offrit sa grâce. « Si vous me faisiez grâce, je ne vous en » tuerais pas moins.... Je n'ai en ce moment qu'un regret, » c'est de n'avoir pas réussi, » répondit l'obstiné Stabs à cette offre généreuse. Ce n'était plus de la fermeté, c'était de la rage brutale. L'Empereur, tout en plaignant l'égarement de ce jeune homme, dut l'abandonner à la sévérité des lois.

Cette tentative criminelle ramena naturellement la pensée de Napoléon sur ce qui arriverait à la France, dans le cas où la mort l'enlèverait avant qu'il eût laissé un héritier de son sang, qui pût continuer ses travaux et assurer son ouvrage. Il avait toujours désiré un fils, vœu légitime dans le fondateur d'un empire; mais Joséphine ne pouvait pas lui donner d'enfants. La raison d'État parla plus haut que les affections du cœur: il se résolut à un divorce, auquel l'Impératrice se soumit généreusement. Le sénat et l'officialité de Paris prononcèrent la dissolution de son mariage. Les sénateurs, dans leur décision, purent être influencés par un motif politique, les prêtres trouvèrent pour prétexte à leur complaisance un léger défaut de forme. Le fils de Joséphine, Eugène Beauharnais, aida sa mère à supporter ce grand sacrifice, et, par son abnégation désintéressée, par son dévouement filial, conserva à cet acte, qui blessait tant d'affections, une sorte de dignité et de grandeur stoïque. Eugène, dans cette triste circonstance, sut allier ses sentiments pour sa mère avec ses devoirs envers l'Empereur. Joséphine conserva le rang et le titre d'Impératrice, et, ce qui vaut bien une couronne, l'amour de la majorité des Français.

Le divorce de l'Empereur mit en émoi toutes les cours de l'Europe. Napoléon avait songé un instant à prendre pour épouse une princesse de Saxe; mais son choix s'arrêta ensuite sur une princesse russe. Une lettre confidentielle qu'il échangea à ce sujet avec l'empereur de Russie le fit encore renoncer à cette alliance, dont les conséquences eussent pu être si importantes pour les destinées de l'empire français. Alexandre se montra flatté du désir de Napoléon; mais il demanda du temps, à cause de l'extrême jeunesse de la grande-duchesse Anne, sa sœur, à laquelle l'Empereur avait pensé. Napoléon ne crut pas que la politique, qui réglait seule sa conduite dans cette importante question, lui permît d'attendre.

A défaut d'une princesse russe, son choix ne pouvait plus tomber que sur une archiduchesse d'Autriche. L'empereur François II agréa avec empressement la proposition qui lui fut faite de donner sa fille à Napoléon; et le 11 mars 1810, Berthier, prince de Neufchâtel, épousa solennellement, au nom de l'Empereur, cette même princesse Marie-Louise dont

Napoléon avait peut-être épargné la vie l'année précédente.

Deux jours après, la princesse partit pour Paris. Elle trouva, entre Branau et Altheim, la reine de Naples, qui avait été envoyée par l'Empereur pour la recevoir des mains de sa famille. Dès lors elle prit le titre d'Impératrice des Français. A son entrée en France, elle fut saluée par d'unanimes acclamations de joie : elle était pour toute la nation comme l'aurore des plus belles destinées. A Strasbourg, un page aux couleurs impériales lui apporta une lettre, des fleurs rares et des faisans de la chasse de Napoléon. Elle se reposa deux jours dans cette ville, et y parla pour la première fois aux autorités françaises qui lui furent présentées. Tout le monde fut enchanté de sa douceur et de sa bonté. L'hommage galant et de bon goût qui l'avait accueillie à son arrivée à Strasbourg la suivit dans toute la route. Chaque jour un page envoyé par l'Empereur lui apporta une lettre et des présents, dont le prix consistait surtout dans l'opportunité qui accompagnait leur offre.

Comme entre souverains tout est fixé par le cérémonial, les plus habiles courtisans des deux cours avaient cru devoir régler par un programme la première entrevue des deux époux, qui, aux termes de ce règlement, devait avoir lieu dans une tente élevée au milieu de la forêt de Compiègne. Un des articles de cet acte, si important pour l'étiquette, disait :

« *Lorsque LL. MM. se rencontreront dans la tente du milieu* (où elles devaient entrer en même temps par deux côtés opposés), *l'Impératrice s'inclinera pour se mettre à genoux, l'Empereur la relèvera, l'embrassera, et LL. MM. s'assiéront.* »

Quels que soient la déférence et le respect qu'un mari puisse exiger de sa femme, il aurait été fort dur pour une fille des Césars de satisfaire à cet article du cérémonial. L'impatience de Napoléon et sa brusque entrevue avec l'Impératrice rendirent inutile cette ridicule exigence.

Aussitôt que l'Empereur apprit que sa jeune épouse approchait, il partit sans escorte, sans suite; et, accompagné

seulement de son beau-frère le roi de Naples, s'avança incognito à sa rencontre. Il arriva à Courcelles au moment où les courriers de l'Impératrice faisaient disposer le relais qui devait mener sa voiture. Il descendit aussitôt de sa calèche, et, pour se garantir de la pluie, s'abrita sous le porche de l'église; là, il attendit l'Impératrice. Lorsque la voiture de Marie-Louise fut arrivée, et pendant qu'on changeait les chevaux, il se précipita vers la portière, l'ouvrit lui-même: l'écuyer de service, qui l'avait reconnu, et qui n'était pas dans le secret de l'incognito, s'empressa de baisser le marche-pied et d'annoncer l'empereur Napoléon. Il se jeta au cou de l'Impératrice, qui, n'étant aucunement préparée à cette galanterie improvisée, dut être bien étonnée. L'Empereur ordonna de fermer la portière et de partir sur-le-champ pour Compiègne, où il arriva avec Marie-Louise à dix heures du soir. Le lendemain il déjeuna auprès du lit de sa femme, paraissant enivré de son bonheur. L'Impératrice ne semblait pas moins émue.

L'Empereur et l'Impératrice firent leur entrée solennelle à Paris, au milieu d'un concours immense de peuple. Le grand-aumônier de France, le cardinal Fesch, leur donna la bénédiction nuptiale. Cette cérémonie se fit avec une grande magnificence. La vaste salle carrée attenant à la galerie du Louvre avait été disposée en chapelle et entourée de tribunes pour les rois, les princes souverains et les ambassadeurs qui devaient assister à cette brillante solennité, dont la plupart des cardinaux présents à Paris furent aussi les témoins. Le cortége de l'Empereur sortit des Tuileries et s'avança par les salles du Musée jusqu'à la chapelle, au milieu d'une foule respectueuse rangée en haie des deux côtés de la galerie. Tous les corps de l'État, toutes les dignités civiles et militaires, tout ce que la cour de France, les cours étrangères et la ville de Paris renfermaient de personnes distinguées, s'y trouvait réuni; on y comptait plus de huit mille spectateurs. L'ivresse était générale, on aimait l'Empereur, et chacun était heureux de son bonheur. Ce mariage, aux yeux du peuple, était un gage certain de la durée de la paix glorieuse que la victoire de Wagram avait donnée à la France.

L'Empereur était fier de sa jeune épouse; il voulut la

montrer aux peuples des départements, et visita successivement avec elle Saint-Quentin, Cambrai, Anvers, Bruxelles. Partout il fut accueilli avec le même enthousiasme qui avait salué son entrée à Paris. Dans ce voyage il reconnut les bouches de l'Escaut et l'île Walcheren, théâtre de la malencontreuse expédition de lord Chatam. Il convient de jeter un regard en arrière pour connaître cette tentative contre a France, dont l'issue fut si fatale pour l'Angleterre.

L'Angleterre avait promis à l'Autriche de faire, pendant la guerre de 1809, une diversion puissante soit dans le nord de l'Allemagne, soit sur les côtes de France. En Allemagne, un débarquement des Anglais eût été un secours réel pour les Autrichiens; l'intérêt particulier de l'Angleterre, qui est toujours le premier mobile des actes du cabinet de Londres, lui fit préférer une attaque sur les côtes de l'Empire français. Cette attaque, après la bataille de Wagram, ne pouvait plus être d'aucune utilité à la maison d'Autriche, mais la destruction des superbes établissements maritimes d'Anvers importait à l'Angleterre, et d'ailleurs le premier effet de l'expédition devait être de suspendre les négociations qui tendaient à donner la paix à l'Europe.

Une flotte considérable, qui ne comptait pas moins de trente-neuf vaisseaux de ligne, de trente-six frégates, avec une flottille nombreuse de canonnières, et qui portait quarante mille hommes de débarquement, fut destinée à s'emparer d'Anvers, à brûler nos vaisseaux, à détruire les chantiers et les bassins, puis à combler les passes de l'Escaut pour les rendre impraticables. Le prix que l'Angleterre attachait à cette expédition était la meilleure preuve de la sagesse des travaux que l'Empereur avait ordonnés pour faire d'Anvers le premier port de l'Europe.

La flotte avait pour chef l'amiral Stracham. Lord Chatam, frère aîné du célèbre Pitt, fut placé à la tête de l'armée de débarquement, qui prit terre le 1er août 1809, dans l'île de Walcheren : les côtes étaient dégarnies de troupes et les villes presque sans garnison.

Chatam. au lieu de marcher droit et hardiment sur Anvers,

où il pouvait arriver avant qu'aucune disposition de défense eût été faite, craignit de se compromettre sur la terre ferme, tâtonna avec sa droite devant Breskens et l'île de Cassand, qu'il n'osa pas attaquer brusquement, porta le gros de ses forces au nord de l'île de Walcheren, et mit le siége devant Flessingue. Une de ses divisions prit Goes dans l'île de Sud-Beveland, et, grâce à la mauvaise conduite d'un général hollandais, parvint à s'emparer du fort de Batz, qui commande les deux bras que forme l'embouchure de l'Escaut. Mais, tant que les Français restaient maîtres des forts de Lillo, de la Tête de Flandre, de Frédéric-Henri et de Liefenshoeck (situés sur les deux rives du Grand-Escaut entre Batz et Anvers), cette prise ne pouvait rien décider. Le général Rousseau, qui commandait dans Cassand, et qui fit preuve de zèle et de capacité, avait réussi à jeter deux bataillons de renfort dans Flessingue, où se trouvait le général Monnet.

Treize jours après leur débarquement, les Anglais commencèrent enfin contre Flessingue un feu épouvantable, non-seulement de leurs batteries de terre, mais encore de leur grande flottille de bombardes. Flessingue n'avait qu'une simple enceinte avec un chemin couvert : c'était une mauvaise place. L'incendie éclata de toutes parts. Il n'y avait pas de casemates à l'abri de la bombe ; après avoir supporté trois jours de bombardement, le général Monnet capitula et se rendit prisonnier avec sa garnison, forte de quatre mille hommes. Comme il n'avait soutenu aucun assaut, et comme aucune brèche n'avait été faite au corps de la place, ce général, traduit plus tard devant un conseil de guerre, fut condamné.

Les Anglais triomphèrent de la prise de Flessingue. Mais leur chef continua à montrer la même mollesse dans l'action et la même incertitude dans les décisions.

Cependant, tout avait changé de face à Anvers ; le roi de Hollande, instruit de l'apparition de l'ennemi, y était arrivé avec sa garde et cinq mille hommes de ses troupes. Les généraux commandant dans les départements de la Belgique et de la Picardie avaient rassemblé également sept à huit mille hommes. La flotte s'était mise à l'abri des forts. A Paris, le conseil des ministres ne s'était pas contenté de diriger sur

l'Escaut tout ce qu'il y avait d'hommes valides dans les dépôts du nord, il avait ordonné une levée de trente mille gardes nationaux des départements voisins, qui répondirent avec un noble enthousiasme à cet appel, car le seul département du Nord fournit dix mille hommes. Bientôt les troupes affluèrent de toutes parts. Les maréchaux Moncey et Bernadotte, partis d'Allemagne, après la bataille de Wagram, étaient à leur tête : Bernadotte avait le commandement en chef. Arrivé le 16 août, au moment de la prise de Flessingue, six jours après il réunissait sous ses ordres déjà plus de trente mille hommes, qui, quoique pour la plupart novices dans l'art militaire, étaient remplis de zèle et d'ardeur. Le général anglais, après la prise de Flessingue, délibéra pendant dix jours s'il débarquerait sur la droite de l'Escaut pour marcher contre Anvers ; mais jugeant, par les dispositions de la défense, que cette attaque n'aurait aucun succès, il se résigna à reprendre la route d'Angleterre, en laissant le tiers de son armée à Flessingue, où bientôt les fièvres des marais de Walcheren la décimèrent. Enfin le ministère anglais, après avoir perdu inutilement d'excellentes troupes dans les hôpitaux, permit l'évacuation de cette île fatale, en ordonnant préalablement la destruction des vastes établissements que l'Empereur y avait fait former pour l'armement des vaisseaux construits à Anvers.

Telle fut la honteuse fin et le mince résultat d'une expédition qui coûta à l'Angleterre de si grands préparatifs, des dépenses énormes, et pour laquelle la vie de dix mille soldats fut sacrifiée en pure perte.

Bientôt la grossesse de l'Impératrice mit le comble au bonheur de Napoléon. La France attendit avec impatience le moment qui devait donner un héritier à son Empereur. Le 20 mars 1811, à sept heures du soir, l'Impératrice sentit les premières douleurs de l'accouchement. M. Dubois fut aussitôt appelé auprès d'elle. Bientôt cet habile chirurgien acquit la certitude que l'accouchement serait difficile et laborieux. Il alla trouver l'Empereur, et le pria de venir soutenir par sa

présence le courage de l'Impératrice. Il ne lui cacha point qu'il craignait de ne pouvoir sauver à la fois et la mère et l'enfant : « Ne pensez qu'à la mère, » s'écria vivement l'Empereur. Et courant aussitôt auprès de Marie-Louise, Napoléon l'embrassa tendrement, et l'exhorta au courage et à la patience. La crise arriva enfin. L'enfant se présenta par les pieds. M. Dubois fut obligé de recourir au forceps pour lui dégager la tête. Le travail dura vingt-six minutes, et fut très-douloureux. L'Empereur n'y put pas assister plus de cinq minutes ; il lâcha la main de l'Impératrice et se retira dans une pièce voisine, tout pâle et paraissant hors de lui. De minute en minute il envoyait une des femmes qui se trouvaient là demander des nouvelles de l'Impératrice. Aussitôt qu'il apprit que l'enfant était né, il vola auprès d'elle et la serra de nouveau dans ses bras. L'enfant resta sept minutes sans donner aucun signe de vie. Napoléon jeta les yeux sur lui un instant, le crut mort, ne prononça pas un seul mot, et ne s'occupa que de l'Impératrice, dont l'accouchement n'eut, par bonheur, aucune suite fâcheuse. On souffla quelques gouttes d'eau-de-vie dans la bouche du nouveau-né ; on le couvrit de serviettes chaudes ; enfin il poussa un cri, et l'Empereur vint embrasser ce fils dont la naissance était pour lui le comble du bonheur et le dernier bienfait de cette fortune qui semblait alors ne devoir jamais se lasser de lui prodiguer ses faveurs. Paris entier savait que l'Impératrice était dans les douleurs de l'enfantement : dès six heures du matin le jardin des Tuileries était rempli d'une foule immense. Vingt et un coups de canon seulement devaient annoncer la naissance d'une princesse ; une salve de cent et un devait célébrer celle d'un héritier du trône. Dès que le premier coup se fit entendre, un profond silence régna parmi cette multitude auparavant si bruyante et si tumultueuse. Au vingt-deuxième coup, l'enthousiasme éclata de toutes parts. Napoléon, placé derrière les rideaux d'une croisée, jouissait du spectacle de l'ivresse générale, et en paraissait profondément attendri ; de grosses larmes roulaient sur ses joues. Enfin, cédant à sa joie, il vint de nouveau avec enivrement embrasser ce fils qu'il ne devait pas voir grandir, et dont la présence, pendant quelques minutes seulement, eût répandu tant de consolations sur ses derniers

moments à Sainte-Hélène. Aujourd'hui le père et le fils se sont rejoints, mais c'est dans la tombe!

Un sénatus-consulte, en consommant la réunion des États romains à l'Empire français, avait décidé que le fils aîné de l'Empereur prendrait à sa naissance le titre de *roi de Rome*. C'est sous ce nom que le nouveau-né reçut les visites et les hommages des ambassadeurs de tous les souverains de l'Europe, qui, trois ans plus tard, devaient le séparer à jamais de son père et de sa patrie! On lui enleva le nom de Roi de Rome; on voulut le cacher sous le titre d'une dignité allemande : soins inutiles, puisqu'il n'était au pouvoir de personne de lui ôter le nom de son père, ce nom de Napoléon, qui, dans les siècles à venir, sera plus glorieux que ceux de César et d'Auguste.

L'Empereur aimait beaucoup son fils. Une dame, que ses fonctions auprès de l'Impératrice ont mise à portée de voir l'intérieur de la famille impériale, la veuve du général Durand, donne, sur la manière d'être de Napoléon auprès de son fils, des détails qui ne sauraient paraître insignifiants. Il faut songer que cette affection était celle qui le rattachait le plus à l'humanité. « Souvent, dit-elle, il le prenait dans ses bras, le contrariait, le portait devant une glace et lui faisait des grimaces de toute espèce. Lorsqu'il déjeunait, il le mettait sur ses genoux, trempait un doigt dans la sauce, et lui en barbouillait le visage. La gouvernante grondait, l'Empereur riait, et l'enfant, presque toujours de bonne humeur, paraissait recevoir avec plaisir les caresses bruyantes de son père. Ceux qui, dans ces occasions, avaient quelque grâce à solliciter de l'Empereur, étaient presque toujours sûrs d'être favorablement accueillis. »

On a raconté dans le temps, à ce sujet, une anecdote assez piquante. Un homme d'esprit, fort malheureux, n'ayant pu, malgré toutes ses démarches, obtenir de l'Empereur un emploi qu'il lui demandait, s'avisa d'adresser son placet à *Sa Majesté le Roi de Rome*. Ce placet fut remis à l'Empereur, qui, frappé de la suscription, ordonna au pétitionnaire de le porter à son adresse. Le pétitionnaire obéissant se présente respectueusement au jeune roi, qui prend le papier et balbutie des sons inarticulés; puis il revient à l'Empe-

reur. « Quelle a été la réponse du Roi de Rome? demanda » Napoléon. — Sire, Sa Majesté n'a rien répondu. — Eh » bien, qui ne dit mot consent, » repartit l'Empereur en souriant; et il accorda l'emploi qui était demandé.

Deux événements d'une grande importance politique eurent lieu aussi pendant cette période du règne de Napoléon : l'un fut la réunion de la Hollande à l'Empire français, et l'autre, l'élection du maréchal Bernadotte à la succession éventuelle du trône de Suède.

Pour que l'Empereur se décidât à enlever au roi Louis la couronne qu'il avait lui-même posée sur sa tête, il fallut de graves motifs politiques. L'Empereur aimait sincèrement son frère, qui, plus jeune que lui, lui avait servi d'aide de camp dans les mémorables campagnes d'Italie et d'Egypte.

Louis Napoléon, un des hommes les plus honnêtes qui aient jamais honoré une couronne, était devenu Hollandais dans l'âme. Il avait pris à cœur les intérêts temporaires de ses sujets. Uniquement frappé des besoins présents du commerce de la Hollande, il ne comprit pas peut-être que la paix était cachée derrière la grande question du blocus continental. Placé dans une position difficile, par ce qu'il sentait devoir à son frère, et par ses principes et sa manière de voir opposés aux projets de Napoléon, il espéra un moment trouver un moyen de conservation en tentant auprès de l'Angleterre, au nom des intérêts anciens des deux pays, le grand œuvre d'une paix maritime. Les députés hollandais, consultés sur le choix forcé entre l'indépendance nationale au prix de la fidélité au blocus continental, et la réunion de la Hollande à la France, avaient déclaré qu'ils trouvaient des relations de compatriotes, fondées sur une égale réciprocité, avec trente millions d'hommes, préférables à l'état de nation indépendante, mais sans commerce maritime.

Napoléon avait autorisé les ministres du roi de Hollande à envoyer en leur nom, auprès du ministère anglais, un agent accrédité pour traiter de la paix. Cette mission fut confiée à M. La Bouchère, négociant riche et respecté. On ne pouvait mieux choisir. Le cabinet anglais repoussa

la négociation. L'Empereur se décida alors à mettre à exécution le projet de réunion : c'était le seul moyen d'assurer l'observation de son système continental. Une armée de vingt mille hommes occupa la Hollande. Le roi, espérant peut-être sauver encore sa couronne et l'indépendance du pays, abdiqua en faveur de son fils. Mais l'Empereur rejeta cette abdication, et, par un décret impérial, réunit la Hollande à l'Empire français. Pour faire comprendre quels motifs puissants le poussèrent à cette extrémité, il nous suffira de citer plusieurs passages d'une lettre qu'il avait précédemment écrite à son frère, pour lui exposer ses griefs et lui faire connaître ses desseins dans le cas où il n'obtiendrait pas satisfaction. Le style grave et officiel de cette lettre annonce assez de quelle importance cette question paraissait à Napoléon.

« Monsieur mon frère, lui écrivait-il, je reçois la lettre » de Votre Majesté. Elle désire que je lui fasse connaître » mes intentions sur la Hollande ; je le ferai franchement. » Quand Votre Majesté est montée sur le trône de Hollande, » une partie de la nation hollandaise désirait la réunion à la » France : l'estime que j'avais puisée dans l'histoire pour » cette brave nation m'a porté à désirer qu'elle conservât son » nom et son indépendance. Je rédigeai moi-même sa con- » stitution, qui devait être la base du trône de Votre Majesté, » et je l'y plaçai. J'espérais qu'élevée dans ma politique, elle » aurait senti que la Hollande, qui avait été conquise par » mes peuples, ne devait son indépendance qu'à leur géné- » rosité ; je savais que la Hollande, faible, sans alliance, » sans armée, pouvait et devait être conquise le jour où elle » se mettrait en opposition directe avec la France ; qu'elle » ne devait point séparer sa politique de la mienne ; qu'en- » fin la Hollande était liée par des traités avec la France....

» Mais je n'ai pas tardé à m'apercevoir que je m'étais » bercé d'une vaine illusion : mes espérances ont été trom- » pées. Votre Majesté, en montant sur le trône de Hollande, » a oublié qu'elle était française, et a même tendu tous les » ressorts de sa raison, tourmenté la délicatesse de sa con- » science, pour se persuader qu'elle était hollandaise. Les

» Hollandais qui inclinaient pour la France ont été négli-
» gés et persécutés; ceux qui ont servi l'Angleterre ont été
» mis en avant. Les Français, depuis l'officier jusqu'au sol-
» dat, ont été chassés, déconsidérés; et j'ai eu la douleur
» de voir, en Hollande, sous un prince de mon sang, le nom
» français exposé à la honte. Cependant je porte dans mon
» cœur, j'ai su soutenir si haut, sur les baïonnettes de mes
» soldats, l'estime et l'honneur du nom français, qu'il n'ap-
» partient ni à la Hollande, ni à qui que ce soit, d'y porter
» atteinte impunément....

» Mais Votre Majesté s'est fait illusion sur mon caractère;
» elle s'est fait une fausse idée de ma bonté et de mes senti-
» ments envers elle. Elle a violé tous les traités qu'elle a faits
» avec moi; elle a désarmé ses escadres, licencié ses mate-
» lots, désorganisé ses armées; de sorte que la Hollande se
» trouve sans armée de terre ni de mer, comme si des
» magasins de marchandises, des négociants et des commis
» pouvaient consolider une puissance. Cela constitue une
» association; mais il n'est pas de roi sans finances, sans
» moyens de recrutement assurés, et sans flotte.

» Votre Majesté a fait plus : elle a profité du moment où
» j'avais des embarras sur le continent pour laisser renouer
» les relations de la Hollande avec l'Angleterre, violer les
» lois du blocus, seul moyen de nuire efficacement à cette
» puissance. Je lui ai témoigné mon mécontentement de cette
» conduite, en lui interdisant la France, et je lui ai fait sentir
» que sans le secours de mes armées, en fermant le Rhin,
» le Wéser, l'Escaut et la Meuse à la Hollande, je la mettrais
» dans une position plus critique que si je lui eusse déclaré la
» guerre, et je l'isolais de manière à l'anéantir....

» Ce coup a retenti en Hollande. Votre Majesté a imploré
» ma générosité, en a appelé à mes sentiments de frère, et a
» promis de changer de conduite : j'ai pensé que cet avertis-
» sement serait suffisant; j'ai levé la prohibition de mes doua-
» nes; mais bientôt Votre Majesté est revenue à son premier
» système. Il est vrai qu'alors j'étais à Vienne, et j'avais
» une pesante guerre sur les bras... Voici mes intentions :

» 1° L'interdiction de tout commerce et de toute commu-
» nication avec l'Angleterre;

» 2° Une flotte de quatorze vaisseaux de ligne, de sept
» frégates, et de sept bricks ou corvettes, armés et équipés ;
» 3° Une armée de terre de vingt-cinq mille hommes ;
» 4° Suppression des maréchaux ;
» 5° Destruction de tous les privilèges de la noblesse, con-
» traires à la constitution que j'ai donnée et que j'ai garantie.

» Votre Majesté trouvera en moi un frère, si je trouve en
» elle un Français ; mais si elle oublie les sentiments qui l'atta-
» chent à la commune patrie, elle ne pourra trouver mauvais
» que j'oublie ceux que la nature a placés entre nous. En
» résumé, la réunion de la Hollande à la France est ce qu'il
» y a de plus utile à la France, à la Hollande, au continent ;
» car c'est ce qu'il y a de plus nuisible à l'Angleterre. »

L'élection du prince de Ponte-Corvo au rang de prince royal de Suède ne fut pas l'œuvre de Napoléon, mais il eût suffi d'un mot de sa part pour l'empêcher. Il avait plus d'une raison d'être mécontent du maréchal Bernadotte : une sorte d'instinct secret semblait lui faire pressentir le mal que le futur roi de Suède devait causer à la France. Nous ne pouvons mieux apprécier cette élection, et les événements qui en furent la suite, qu'en citant les propres paroles de l'Empereur, et le jugement qu'il en portait à Sainte-Hélène :

« Quelque temps après l'expulsion de Gustave, et la suc-
» cession au trône vacant, les Suédois, voulant m'être agréa-
» bles et s'assurer la protection de la France, me deman-
» dèrent un roi. Il fut question un moment du vice-roi ;
» mais il eût fallu qu'il changeât de religion, ce que je trou-
» vais au-dessous de ma dignité et de celle de tous les
» miens. Puis, je ne jugeais pas le résultat politique assez
» grand pour excuser un acte si contraire à nos mœurs :
» toutefois, j'attachai trop de prix, peut-être, à voir un
» Français occuper le trône de Suède. Dans ma position, ce
» fut un sentiment puéril. Le vrai roi de ma politique, celui
» des intérêts de la France, c'était le roi de Danemarck,
» parce que j'eusse alors gouverné la Suède par un simple

» contact avec les provinces danoises. Bernadotte fut élu,
» il le dut à ce que sa femme était sœur de celle de mon
» frère Joseph, régnant alors dans Madrid.... — Bernadotte
» a été le serpent nourri dans notre sein. A peine il nous
» avait quittés, qu'il était dans le système de nos ennemis,
» et que nous avions à le surveiller et à le craindre. Plus
» tard, il a été une des grandes causes de nos malheurs :
» c'est lui qui a donné à nos ennemis la clef de notre politi-
» que, la tactique de nos armées : c'est lui qui leur a mon-
» tré les chemins du sol sacré ! Vainement dirait-il, pour
» excuse, qu'en acceptant le trône de Suède il n'a plus dû
» être que Suédois : excuse banale, bonne tout au plus pour
» la multitude et le vulgaire des ambitieux. Pour prendre
» femme on ne renonce point à sa mère, encore moins est-
» on tenu à lui percer le sein et à lui déchirer les entrailles. »

Le prince royal de Suède est entré en France à la tête des armées ennemies. Rien ne peut justifier cette conduite. Les émigrés et les Vendéens portant les armes pour leurs intérêts particuliers, et combattant contre les Français, ce n'était encore qu'une guerre civile. Le maréchal Bernadotte a conduit parmi nous des bandes étrangères. Il a trahi à la fois son général, son empereur et sa patrie.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

LE ROI DE ROME.

1809.

16 *decembre*. Le Sénat prononce la dissolution du mariage de l'empereur Napoléon et de l'impératrice Joséphine.

24 — Evacuation de Flessingue et de l'île de Walcheren par les Anglais.

27 — Rentrée des Français à Flessingue.

1810.

6 *janvier*. Traité de paix entre la France et la Suède.

9 — L'officialité de Paris annule, quant au lien spirituel, le mariage de l'empereur Napoléon et de l'impératrice Joséphine.

14 — Cession de l'électorat d'Hanovre au roi de Westphalie.

17 *février*. Sénatus-consulte touchant la réunion des Etats de Rome à l'Empire français.

— — Sénatus-consulte qui décerne au fils aîné de l'empereur des Français le titre de ROI DE ROME, et *statue que l'Empereur sera couronné une seconde fois à Rome dans les dix premières années de son règne.*

19 — Erection du grand duché de Francfort.

27 — L'Empereur annonce au Sénat de France son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche.

28 — Traité entre la France et la Bavière : une partie du Tyrol italien est cédée au royaume d'Italie.

1er *mars*. Constitution du grand-duché de Francfort en faveur du prince primat et du prince Eugène-Napoléon déclaré son successeur.

16 — Traité entre l'Empereur et le roi de Hollande pour défendre tout commerce avec l'Angleterre.

1er et 2 *avril*. Mariage de l'Empereur avec Marie-Louise à Saint-Cloud et à Paris.

28 *mai*. Mort subite du prince royal de Suède.

3 *juillet*. Abdication de Louis-Napoléon, roi de Hollande, en faveur de son jeune fils Napoléon-Louis.

4 — Entrée des troupes françaises à Amsterdam.

9 — Réunion de la Hollande à l'Empire français : Amsterdam est déclarée troisième ville de l'Empire.

21 *août*. Election du prince de Ponte-Corvo comme successeur au trône de Suède.

8 *novembre*. Décret impérial qui assigne au Pape, pour sa demeure, l'ancien palais de l'archevêché de Paris.

12 — Réunion du Valais à l'Empire français.

17 — Déclaration de guerre de la Suède à la Grande-Bretagne.

1811.

20 *mars*. Naissance du Roi de Rome.

17 *juin*. Ouverture d'un concile national à Paris.

22 — Création d'un ministère des manufactures et du commerce.

4 *juillet*. Organisation des départements anséatiques.

18 *octobre*. Création de l'*ordre impérial de la Réunion*.

15 *novembre*. Constitution de l'Université.

1812.

8 *janvier*. Suppression des corporations religieuses et des ordres monastiques dans les départements réunis.

24 *février*. Traité d'alliance entre la France et la Prusse.

13 *mars*. Organisation de la garde nationale en trois bans.

14 — Traité d'alliance entre la France et l'Autriche.

19 *juin*. Arrivée du pape Pie VII à Fontainebleau.



Bataille de la Moscowa.

GUERRE DE RUSSIE.

SMOLENSK. — BATAILLE DE LA MOSCOWA. — MOSCOU.

De longues négociations précédèrent la guerre de Russie; elles furent sans résultat. Cette guerre, pour des raisons diverses de haute politique, était inévitable. La Russie avait cessé d'observer le blocus continental, et cela au moment même où il commençait à porter ses fruits. En Angleterre, la détresse des fabriques se manifestait par les révoltes d'ouvriers contre les machines; la misère de la classe manufacturière était à son comble; les billets de banque perdaient considérablement; les changes sur Londres étaient dépréciés, et au sein même du Parlement, Brougham (aujourd'hui lord-chancelier) attribuait la misère publique aux ordres du ministère britannique, qui avaient forcé Napoléon à fulminer le terrible décret de Berlin. L'Empereur ne pouvait permettre qu'un État aussi puissant que la Russie se mît en dehors de la grande coalition européenne, car en ce moment toute l'Europe, à l'exception des insurgés d'Espagne et de Portugal, et des Siciliens confinés dans leur île, était unie à la France

contre l'Angleterre. La conduite de la Russie tendait à sauver l'ennemi commun, et à rendre inutiles les pénibles sacrifices faits, depuis quelques années, dans le but de le forcer à la paix.

Les motifs de la Russie n'étaient pas moins pressants. Sans parler de l'alliance de famille contractée par l'empereur Napoléon avec l'Autriche, de l'accroissement de puissance et de territoire de l'empire français, sujet d'un mécontentement mal dissimulé, elle se voyait menacée du rétablissement de la Pologne, dont la création du grand-duché de Varsovie (que Napoléon ne négligeait jamais d'augmenter, et qui, par l'addition de la Gallicie autrichienne, avait reçu en 1809 un notable accroissement) était la base future. Il n'est pas douteux en effet que tel fut le projet de l'Empereur, bien qu'il n'eût pas encore décidé l'époque où il accomplirait ce grand acte de justice. Le nom de *Seconde guerre de Pologne,* qu'il donna lui-même à la guerre de 1812, indique suffisamment quelles étaient ses arrière-pensées. La restauration de la Pologne ne tendait à rien moins qu'à placer la Russie hors de l'équilibre européen, en la rejetant sur l'Asie.

L'année que durèrent les négociations fut consacrée, de part et d'autre, aux préparatifs de la guerre. Pendant que toutes les troupes étaient en mouvement pour se porter dans le nord de la Prusse, Napoléon fit un voyage à Dresde, en compagnie de l'impératrice Marie-Louise, et là, dans une espèce de congrès où se réunirent tous les souverains de l'Allemagne, il resserra les alliances qui les attachaient à lui.

De son côté, Alexandre s'allia avec l'Angleterre et travailla à détacher le prince royal de Suède de la cause française. Bernadotte, avant de se décider à agir hostilement contre ses anciens frères d'armes, ne craignit pas d'envoyer un ultimatum à l'Empereur, pour lui demander un subside et la Norwége, qui appartenait au Danemark. La réponse de Napoléon fut pleine de dignité et de sagesse. « Je n'achèterai jamais, dit-il, un allié douteux aux dépens d'un ami fidèle. » La Russie dut en outre, aux bons offices de l'Angleterre, l'avantage de conclure avec la Turquie une paix qui lui permit de disposer de son armée de Moldavie.

Enfin, l'empereur Napoléon, arrivant au milieu de son

armée, réunie sur la frontière russe, annonça aux troupes que la décision de la querelle entre la France et la Russie allait être remise au sort des combats :

« Soldats ! la seconde guerre de Pologne est commencée.
» La première s'est terminée à Friedland et à Tilsit. La Russie a juré éternelle alliance à la France et guerre à l'Angleterre; elle viole aujourd'hui ses serments : elle ne veut donner aucune explication de cette étrange conduite que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion. La Russie est entraînée par la fatalité : *ses destins doivent s'accomplir.* Nous croit-elle donc dégénérés ? Ne sommes-nous plus les soldats d'Austerlitz ? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre ; le choix ne saurait être douteux. Marchons donc en avant, passons le Niémen, portons la guerre sur son territoire. La seconde guerre de Pologne sera glorieuse aux armées françaises comme la première; *mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie,* et mettra un terme à la funeste influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

Les contingents fournis par l'Autriche, par la Prusse et par les autres États de l'Allemagne, ainsi que les troupes italiennes et napolitaines, prirent rang dans l'armée française, destinée à la guerre de Russie. Cette armée était composée de la garde impériale et de neuf corps d'infanterie ; le 1er, commandé par le maréchal Davoust ; le 2e, par le maréchal Oudinot ; le 3e, par le maréchal Ney ; le 4e, par le prince Eugène, vice-roi d'Italie ; le 5e, formé des troupes polonaises, par le prince Poniatowski ; le 6e, qui comprenait les Bavarois, par le général Gouvion-Saint-Cyr ; le 7e, formé des Saxons, par le général Régnier ; le 8e, composé des Westphaliens, par le roi Jérôme Napoléon ; et le 9e, où les troupes prussiennes marchaient réunies à deux divisions polonaises et westphaliennes, par le maréchal Macdonald. Les Autrichiens, commandés par le prince de Swartzenberg, formaient un corps séparé. Les troupes des différents princes alliés de la France, les Suisses, les Badois, les Hes-

sois, etc., et jusqu'à des régiments espagnols et portugais, étaient répartis dans les divers corps de l'armée.

La cavalerie, sous les ordres du roi de Naples, Murat, était divisée en quatre corps, et commandée par les généraux Nansouty, Montbrun, Grouchy et Latour-Maubourg. Le total de ces forces réunies s'élevait à trois cent cinquante mille hommes d'infanterie, soixante mille cavaliers; l'artillerie présentait un effectif de neuf cents bouches à feu. Les forces russes, divisées en trois grandes armées, dépassaient deux cent quarante mille hommes d'infanterie et quatre-vingt-dix mille de cavalerie, auxquels devaient se réunir l'armée de Moldavie, forte de cinquante mille hommes, et la levée en masse. Barclay de Tolly commandait l'armée de centre, de cent cinquante mille hommes; Bagration, l'armée de gauche; et Tormasoff, l'armée de droite.

Le 23 juin 1812, les équipages de pont étant arrivés près du Niémen, l'Empereur prit le bonnet et la capote d'un chevau-léger polonais, et, suivi seulement du général du génie Haxo, fut reconnaître les rives du fleuve. Le point de passage fut désigné à quelque distance au-dessus de Kowno. Trois ponts parallèles y furent jetés pendant la nuit; et à une heure du matin, la division Pajol passa la première sur la rive droite et occupa Kowno, chassant devant elle quelques détachements de cavalerie russe qui se trouvaient sur ce point. Le lendemain, au soleil levant, deux cent vingt mille hommes, infanterie, cavalerie, artillerie, se trouvèrent réunis en masse sur un plateau étroit, d'où l'œil pouvait facilement embrasser le cours du fleuve. La tente de l'Empereur s'élevait sur un tertre, voisin des ponts sur lesquels l'armée commença à défiler. L'éclat du soleil, réfléchi par les armes, l'attitude fière de cette nombreuse armée, les chants guerriers, la musique des régiments jouant le Chant du Départ et la Cantate de Roland, présentaient un spectacle admirable, et portaient dans tous les cœurs l'ardeur la plus vive et les plus hautes espérances.

Le passage du Niémen dura deux jours. L'ennemi n'y mit aucun obstacle et se replia devant l'armée, qui s'avança sur Wilna, capitale de l'ancienne Lithuanie.

L'armée française était divisée aussi en trois parties: la

droite, aux ordres du roi de Westphalie, devait agir contre Bagration; le centre, commandé par le vice-roi, devait empêcher les deux armées russes de se réunir ensemble; tandis que le principal corps de l'armée, dirigé par l'Empereur, devait attaquer la grande armée russe de Barclay de Tolly.

L'Empereur reçut à Wilna les députés lithuaniens, qui lui annoncèrent que les peuples polonais allaient reformer leur grande confédération nationale.

Il resta plusieurs jours dans cette ville, pour donner à l'armée immense qu'il commandait le temps de régulariser ses mouvements, et aux administrations militaires celui d'assurer leur service.

Pendant ce temps, il avait donné des ordres qui, s'ils eussent été exécutés avec activité, auraient amené la ruine de Bagration. Le général russe, mollement poursuivi, réussit à tromper les troupes qui lui étaient opposées, et se rallia à Barclay de Tolly.

Toutes les fois que l'armée rencontra les Russes, elle les attaqua, et chaque combat fut un triomphe pour elle : Mohilow, Ostrwno, Witepsk, Oboiarzina, Krasnoï, furent ainsi successivement témoins de son courage et de ses succès. Mais tous ces combats ne furent que des engagements partiels. Barclay de Tolly aimait mieux reculer sans cesse que de hasarder une affaire générale.

Néanmoins, l'Empereur espéra un instant que cette bataille qu'il désirait depuis si longtemps allait avoir lieu. Notre avant-garde, commandée par le maréchal Ney, arriva le 16 août au matin devant Smolensk. Cette place, l'une des plus considérables de la Russie, présentait un aspect formidable : entourée d'une enceinte crénelée de quatre mille toises de circonférence, et formée par une muraille épaisse de dix pieds et haute de vingt-cinq, elle était en outre flanquée d'énormes tours bastionnées et garnies de pièces de gros calibre. L'ennemi y avait laissé quarante mille hommes pour protéger son passage sur l'autre rive du Borysthène. La première journée se passa sans autre événement qu'une fusillade de tirailleurs et quelques coups de canon tirés sur

nos divisions qui débouchaient par la route de Krasnoï. L'armée prit position. Le maréchal Ney fut placé à l'extrême gauche, appuyé au Borysthène; le maréchal Davoust au centre, le prince Poniatowski à la droite; le roi de Naples avec la réserve de cavalerie, la garde impériale et le vice-roi d'Italie avec le quatrième corps, étaient en réserve. Ces troupes réunies formaient un total de cent trente mille hommes.

L'armée ennemie, forte de cent cinquante mille hommes, depuis la réunion de Bagration, occupait, en ordre de bataille, les hauteurs qui dominent la ville basse sur la rive droite du fleuve; elle communiquait par trois ponts avec la ville haute, qui était défendue par les quarante mille hommes laissés pour soutenir l'attaque des Français.

L'Empereur avait pensé, d'après les mouvemens de l'ennemi, que l'intention du général russe était de livrer, comme Alexandre l'avait ordonné, une bataille générale devant Smolensk. Cette résolution était trop avantageuse à l'armée française, remplie de courage et d'ardeur, pour que Napoléon voulût l'en détourner par une attaque trop précipitée, mais enfin, voyant que les Russes, irrésolus, ne bougeaient pas de leurs positions, il se décida à les attaquer.

Les observations et les manœuvres remplirent la matinée du 17 août. Vers deux heures après midi, l'Empereur ordonna à Poniatowski de se porter sur le Borysthène, pour attaquer le côté oriental de Smolensk, et d'établir des batteries afin de détruire les ponts et d'intercepter ainsi les communications entre les deux rives. Ces ordres furent exécutés, et bientôt les troupes russes les plus rapprochées de l'autre rive furent obligées de s'éloigner pour se mettre à l'abri de la mitraille; Ney et Davoust attaquèrent en même temps le corps de la place, la division Marchand se porta sur la citadelle, et celles des généraux Ledru, Morand et Friant sur les faubourgs. La canonnade et un feu très-vif de mousqueterie s'engagèrent sur toute la ligne. Vers cinq heures, tous les faubourgs, malgré les retranchements dont ils étaient couverts, furent enlevés, et les troupes russes chassées dans le chemin couvert.

Barclay de Tolly, voyant les faubourgs pris, voulut faire

un dernier effort pour conserver la ville. Il y fit entrer deux divisions d'infanterie et une brigade de la garde impériale russe. Cependant toutes les attaques des Français furent dirigées contre le chemin couvert, qui, malgré le feu violent de l'ennemi, fut déblayé. L'ennemi rentra derrière ses murailles. Des batteries de douze furent établies contre les remparts; mais l'épaisseur des murs laissait peu d'espoir d'y ouvrir promptement une brèche praticable. Des batteries d'obusiers, dirigées contre les tours garnies d'artillerie, en chassèrent les défenseurs. La nuit arriva, mais ne ralentit point le feu, et deux compagnies de mineurs furent attachées aux remparts. Alors Barclay de Tolly, voyant l'impossibilité de résister plus longtemps, et ne voulant pas exposer les six divisions de son armée, renfermées dans la place, à être enlevées d'assaut et détruites, profita de l'obscurité pour effectuer sa retraite; une seule division fut chargée de garnir les murailles, pendant que les autres repasseraient le Borysthène. Les ponts de bateaux furent repliés. Vers une heure du matin les Russes mirent le feu à la ville, et lorsque l'incendie eut gagné de tous côtés, ils passèrent le fleuve sur le pont de bois et le détruisirent.

L'Empereur, ignorant l'évacuation de Smolensk, disposait tout pour l'emporter de vive force, lorsqu'à la pointe du jour un détachement ayant été envoyé en reconnaissance sur le point par lequel on devait pénétrer dans la ville, gravit le rempart sans obstacle, et rapporta que Smolensk était évacué : l'armée y entra aussitôt pour éteindre l'incendie, et l'Empereur y établit son quartier-général.

Le lendemain, l'armée française, impatiente d'atteindre l'armée russe, passa le Borysthène. Barclay de Tolly et Bagration fuyaient par deux routes différentes : l'un sur Saint-Pétersbourg, l'autre sur Moscou. Ce n'était qu'une ruse pour tromper la poursuite du vainqueur. Cette ruse faillit leur coûter cher. Barclay de Tolly, attaqué à Valutina-Gora, se vit au moment d'être forcé de recevoir, pendant une marche de flanc, cette bataille décisive qu'il refusait de livrer depuis plusieurs jours : l'inaction inconcevable du général Junot, qui refusa de prendre part à un glorieux combat, le sauva d'une entière destruction. Il continua sa marche sur Moscou.

Bientôt l'armée russe changea de chef. L'empereur Alexandre, cédant à la voix publique qui attribuait les malheurs de la guerre au mauvais choix des généraux, avait déféré le commandement suprême au général Kutusoff, vainqueur des Turcs. On reprochait à Barclay son origine étrangère; sa manie des retraites avait paru suspecte aux purs Moscovites. Le cri général demandait un Russe seul pour sauver la patrie. Le vainqueur de Roudschouck, le négociateur de Bucharest, parut capable de la tirer de péril. Le nouveau généralissime, persuadé que, pour conserver sa popularité dans l'armée et dans la nation, il ne fallait pas laisser les Français arriver à Moscou sans livrer bataille, s'était décidé à l'accepter dans la forte position qu'il occupait près de Borodino, en avant de Mojaïsk, et où il arrêta la retraite des armées russes.

Le 5 septembre, les deux armées se trouvèrent en présence. L'armée russe était en ligne derrière la Moscowa, la droite appuyée sur Borodino, la gauche sur la Kologha. A douze cents toises en avant, l'ennemi avait élevé, sur un beau mamelon, entre deux bois, une redoute que gardaient dix mille hommes.

L'Empereur résolut aussitôt d'enlever cette redoute avancée. Vers trois heures, pendant que le corps du vice-roi canonnait la droite de l'ennemi, et que Poniatowski tentait de tourner la redoute par la gauche, le roi de Naples reçut l'ordre de passer la Kologha, et d'attaquer de front. La division Compans formait la tête de la colonne; elle chassa l'ennemi du village d'Alexino, et le poussa jusqu'au pied de la redoute. Là, deux régiments (57e et 61e) en colonnes d'attaque assaillirent le retranchement; le combat fut opiniâtre; la redoute prise, fut trois fois attaquée par l'ennemi, mais resta en notre pouvoir.

L'Empereur établit son bivouac non loin du lieu qui venait d'être le théâtre de cette lutte acharnée.

Le 61e, en enlevant et en gardant la redoute, avait tellement souffert, que le lendemain Napoléon le passa en revue, et, le trouvant considérablement diminué, demanda à son chef : « Qu'avez-vous donc fait d'un de vos bataillons? » — Sire, il est dans la redoute, » répondit le colonel.

Ce fut sur le champ de bataille qui allait être illustré par une des victoires les plus disputées et les plus mémorables dont les hommes puissent garder le souvenir, que l'Empereur reçut pour la première fois le portrait de ce fils sur qui reposaient tant d'amour et d'espérances. Un officier de la maison impériale le lui apporta ; nous laissons à cet officier le soin de retracer cette scène intéressante.

« J'arrivai, dit M. de Beausset, le 6 septembre à neuf heures du matin, à la tente de S. M. Je lui remis les dépêches que l'Impératrice avait bien voulu me confier, et je lui demandai ses ordres, relativement au portrait de son fils. Je pensais qu'étant à la veille de livrer la grande bataille qu'il avait tant désirée, il différerait de quelques jours d'ordonner l'ouverture de la caisse dans laquelle ce portrait était renfermé.... Je me trompais : pressé de jouir d'une vue aussi chère à son cœur, il m'ordonna de la faire porter tout de suite à sa tente. Je ne puis exprimer le plaisir que cette vue lui fit éprouver. Le regret de ne pouvoir serrer son fils contre son cœur fut la seule pensée qui vint troubler une jouissance si douce. Ses yeux exprimaient l'attendrissement le plus vrai. Il appela lui-même tous les officiers de sa maison et tous les généraux qui attendaient à quelque distance ses ordres, pour leur faire partager les sentiments dont son cœur était rempli. « Messieurs, » leur dit-il, si mon fils avait quinze ans, croyez qu'il serait » ici au milieu de tant de braves autrement qu'en pein- » ture. » Un moment après, il ajouta : « Ce portrait est ad- » mirable. » Il le fit placer en dehors de sa tente, sur une chaise, afin que les braves officiers et les soldats de sa garde pussent le voir et y puiser un nouveau courage. Ce portrait resta ainsi toute la journée. »

Miloradowich et Markow avaient rejoint à Borodino le général Kutusoff. Les renforts qu'ils lui avaient amenés avaient porté l'armée russe à cent vingt mille hommes d'infanterie et cinquante mille de cavalerie. Le vieux général, trouvant la position qu'il venait de prendre sur un plateau très-resserré, convenable à une bataille, résolut d'y attendre l'armée française, et d'y engager une affaire décisive ; afin de se mieux for-

tifier et de se mieux couvrir, il fit aussitôt élever des ouvrages de campagne sur toute l'étendue de sa ligne. Sa gauche s'appuya à un grand bois taillis, que défendait une redoute armée de vingt-cinq pièces de canon. Deux autres redoutes, à cent pas l'une de l'autre, garnies, comme la première, d'une formidable artillerie, protégèrent son centre. Sa droite, couverte par la Kologha, en arrière de Borodino, était aussi appuyée à deux mamelons couronnés de redoutes et de batteries.

Afin d'exalter le fanatisme et le courage de ses troupes, Kutusoff passa son armée en revue, et fit passer dans les rangs des prêtres portant l'image de saint Serge. La présence de cette relique célèbre, les bénédictions des popes, la harangue mystique du vieux général, où l'empereur des Français était représenté comme un *tyran universel*, ennemi de Dieu et des saints, profanateur des sanctuaires, archi-rebelle, hérétique, impur, etc., portèrent au plus haut point l'enthousiasme des soldats russes, qui, croyant combattre pour le salut et le maintien de la religion, ne doutèrent plus de la victoire.

Cependant l'Empereur, après avoir examiné la position ennemie, fit ses dispositions d'attaque. Il avait facilement reconnu que la gauche de l'ennemi était le point le plus faible de sa ligne, et il résolut de porter tous ses efforts de ce côté. On pouvait tourner tout à fait cette gauche par la vieille route de Smolensk, sans trop dégarnir le front d'attaque, et obliger ainsi le général russe, menacé dans ses communications avec Moscou, à une prompte retraite, retraite difficile et dangereuse en présence d'une armée prête à attaquer de front. Le prince d'Eckmühl en fit, dit-on, la proposition à l'Empereur, qui ne jugea pas la position de Kutusoff tellement redoutable qu'on dût redouter de l'attaquer de vive force; il craignait d'ailleurs que le général russe, changeant encore une fois d'avis, ne se hâtât de décamper, et n'évitât ainsi une bataille qu'il semblait alors disposé à livrer, et que Napoléon désirait comme pouvant avoir une influence décisive sur l'issue de la guerre.

D'après l'ordre de l'Empereur, l'armée française prit le 6 au soir sa position pour la bataille du lendemain. Le vice-roi, avec le quatrième corps, les divisions Morand et Gérard

du premier, et la cavalerie du général Grouchy, occupa à gauche la hauteur qui fait face à Borodino ; le troisième et le huitième corps sur deux lignes, se placèrent au centre dont le maréchal Ney eut le commandement: Davoust, avec les divisions Friant, Dessaix et Compans, fut chargé de lier le centre à l'extrême droite formée du cinquième corps, aux ordres de Poniatowski. La cavalerie, placée au pied de la redoute prise la veille, était prête à se porter sur tous les points; la garde impériale, au milieu de laquelle était dressée la tente de l'Empereur, se forma en réserve en arrière de cette redoute.

Le 7 septembre, à deux heures du matin, les maréchaux commandant les différents corps vinrent y recevoir les derniers ordres de Napoléon. A cinq heures et demie, le soleil se leva, et, se dégageant des brouillards épais, brilla radieux sur le champ de bataille. En le voyant monter à l'horizon, l'Empereur s'écria avec joie : *C'est le soleil d'Austerlitz !* Cette exclamation, répétée de bouche en bouche, circula rapidement dans tous les rangs, qu'elle remplit d'une confiance que la lecture de l'ordre du jour suivant éleva au plus haut degré :

« Soldats, voilà la bataille que vous avez tant désirée :
» désormais la victoire dépend de vous ; elle vous est né-
» cessaire; elle nous donnera l'abondance, de bons quar-
» tiers d'hiver et un prompt retour dans la patrie. Conduisez-
» vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Witepsk, à Smo-
» lensk, et que la postérité la plus reculée cite avec orgueil
» votre conduite dans cette journée; que l'on dise de vous : *Il*
» *était à cette grande bataille sous les murs de Moscou !* »

Les acclamations réitérées de l'armée répondirent à cet appel fait à son courage. Bientôt tous les corps s'ébranlèrent.

Trois batteries de soixante pièces de canon avaient été établies sur les hauteurs, en avant du centre de l'armée française. Celle de droite, formée de l'artillerie de réserve de la garde, commença le feu qui s'étendit aussitôt sur toute la ligne.

Poniatowski se dirigea sur la vieille route de Smolensk, pour tourner le bois sur lequel l'ennemi appuyait sa gauche Davoust, avec les trois divisions Compans, Dessaix et Friant, formées en colonnes et précédées de trente pièces d'artillerie, marcha sur la redoute qui défendait ce bois. Le prince

Eugène fit attaquer Borodino, où les Russes avaient mis le feu, par la division Delzons, pendant que les divisions Morand, Gérard, Broussier, la cavalerie de Grouchy et la garde royale italienne passaient la Kologha. Le maréchal Ney, avec le troisième corps, en colonne, ayant derrière lui le huitième en bataille, déboucha sur la droite de l'ennemi. Le roi de Naples avait divisé sa cavalerie pour appuyer chacun des trois corps.

A six heures et demie, la division Compans, formant la tête de colonne du corps de Davoust, arriva à l'ennemi; la fusillade s'engagea avec vigueur, le général Compans fut blessé. Le prince d'Eckmühl eut son cheval tué, et reçut une forte contusion, ce qui ne l'empêcha pas de rester à la tête de son corps d'armée. Bientôt la redoute placée à la gauche de l'ennemi fut attaquée et enlevée. Kutusoff essaya vainement de la faire reprendre; après un combat meurtrier, elle resta en notre possession. Il en fut heureusement de même pour la seconde redoute, qui, enlevée d'abord, fut reprise par les Russes, et, malgré une charge impétueuse de leurs cuirassiers, reprise de nouveau par la division Razout.

A huit heures, le roi de Naples profita de ces premiers succès pour porter au-delà des redoutes les corps de cavalerie des généraux Nansouty et Latour-Maubourg, qui culbutèrent la première ligne ennemie sur la seconde et balayèrent la plaine jusqu'au village de Seminskoë. Aussitôt, et par l'ordre de l'Empereur, les généraux Friant et Dufour attaquèrent ce village, et, malgré la résistance des grenadiers russes du prince Charles de Mecklembourg, qui y fut blessé, emportèrent la redoute et les barricades qui la couvraient. Pendant que ces succès étaient obtenus au centre, le vice-roi, sur la gauche, faisait attaquer Borodino. Le 106e régiment, de la division Delzons, chargé de cette attaque, renversa au pas de charge toutes les troupes qu'il trouva devant lui, traversa le village, et, n'écoutant que son ardeur, passa la Kologha, et s'avança seul dans la plaine vers Gorka. Le général Planzonne, qui le commandait, fut tué au moment où il cherchait à modérer le courage imprudent de ses soldats. Le 106e, se trouvant ainsi isolé, fut attaqué à son tour par les Russes qui défendaient Gorka, et mitraillé

même par l'artillerie bavaroise, qui, ne pouvant croire que les Français eussent eu l'audace de s'avancer aussi loin en si petit nombre, le prenait pour un régiment ennemi ; ce brave régiment était au moment d'être enlevé, lorsque le 92e, cédant à son ardeur, passa à son tour le pont de la Kologha et couvrit sa retraite. Les deux régiments rentrèrent à Borodino. Cependant Morand avait attaqué, à huit heures du matin, la redoute de l'ennemi, la plus grande et la plus forte de toute la ligne. Le 30e, conduit par le général de brigade Bonomy, y était entré à la baïonnette ; mais, attaqué à son tour par des forces imposantes, il s'était vu obligé d'abandonner sa conquête en y laissant son général blessé grièvement.

La gauche de l'armée française était vivement pressée ; ses divisions, attaquées de front, combattaient en position sans avancer ni reculer. C'était un carnage sans résultat. Morand, Gérard et Broussier soutenaient le courage de leurs soldats, qu'animait la présence du vice-roi. L'ennemi, portant des corps nombreux sur ce point, combattait avec acharnement ; mais tous ses efforts étaient infructueux pour repousser nos divisions qui conservaient leur position; quand, au moment où le vice-roi s'apprêtait à faire renouveler l'attaque de la redoute, huit régiments de cavalerie russe et quelques milliers de Cosaques, débouchant sur notre extrême gauche, tournèrent la brigade de cavalerie du général Ornano, la forcèrent à se replier, et se présentèrent devant le plateau de Borodino. Le général Delzons, formant aussitôt les régiments en carré, arrêta les premières charges; mais il allait être débordé. Le vice-roi, après avoir ordonné à la garde royale italienne de marcher rapidement sur le point si dangereusement menacé, s'y porta au galop, et voyant un carré qui allait être chargé, il y entra. « Où » suis-je ici? demanda le prince. — Monseigneur, répondit » le chef de ce régiment, vous êtes au milieu du 84e, et Votre » Altesse peut y être aussi tranquille que dans son palais. » Ce brave officier tint parole : le carré soutint le choc de la cavalerie sans être entamé.

L'arrivée de la garde italienne fit changer la face des affaires : elle se forma en carré, marcha à l'ennemi et le re-

poussa. Le vice-roi, laissant alors au général Ornano le soin de suivre et de contenir les Russes, revint avec la garde royale vers la grande redoute, qu'il se disposa à attaquer.

En ce moment, le roi de Naples ordonna au général Caulincourt, qui venait de remplacer, à la tête du deuxième corps de cavalerie, le général Montbrun, tué par un boulet, de passer le ravin, de charger les Russes et de pénétrer dans cette formidable redoute. Caulincourt, avec la division de cuirassiers (Vathier), renversa tout ce qui se trouva devant lui, dépassa la redoute, tourna à gauche et y entra. Il y trouva une mort glorieuse; mais criblés par le feu des batteries et de l'infanterie russes, ses cuirassiers furent obligés de l'abandonner. Cependant les troupes du vice-roi s'avançaient sur la fatale redoute; mais le feu de la mitraille était si violent, qu'elles marchaient avec hésitation. Le prince se place lui-même à leur tête, fait battre la charge, met l'épée à la main et s'élance en avant. Les soldats, électrisés par son exemple, s'ébranlent et marchent à la baïonnette. La redoute, attaquée de front et de flanc, est emportée par notre infanterie au moment même où les cuirassiers du général Caulincourt en sortaient. Le vice-roi, poussant son avantage, fit passer à la cavalerie du général Grouchy le ravin, derrière lequel se trouvait le corps du général Doctoroff qui, chargé par cette cavalerie et pressé par notre infanterie, se retira en désordre, après avoir perdu les deux tiers de ses troupes. Le général Kutusoff, voyant son centre entamé par la prise de Seminskoë, y avait porté des renforts considérables et la garde impériale russe. Couvert par une nombreuse artillerie, Bagration s'avança pour reprendre Seminskoë. S'il eût réussi, la bataille restait indécise. Quatre-vingts pièces d'artillerie furent aussitôt opposées à l'ennemi, et notre mitraille arrêta ses masses. Bagration fit charger ces batteries par sa nombreuse cavalerie; mais elles étaient défendues par l'infanterie et la cavalerie française qui reçut la cavalerie russe avec un héroïque élan. Ces attaques furent constamment repoussées.

Après être resté deux heures sous le feu de nos batteries, qui lui enlevait des pelotons entiers, Bagration, blessé à ort, voyant que ses troupes ne pouvaient gagner du terrain

vers Seminskoë, et s'apercevant que le corps du maréchal Ney menaçait de tourner sa gauche, leur ordonna de se retirer et de prendre position en arrière sur un mamelon avantageusement placé. Le roi de Naples, voulant chasser l'ennemi de son dernier poste, dirigea sur son centre la division Friant, et commanda une charge sur toute la ligne. L'attaque se fit avec tant d'ensemble et d'impétuosité, que les Russes furent culbutés et forcés de chercher un refuge dans le bois qu'ils avaient derrière eux.

A la droite de l'armée française, le prince d'Eckmühl avait continué à s'avancer malgré les charges réitérées de la cavalerie ennemie. Plus à droite encore, à l'extrémité de notre ligne, le prince Poniatowski combattait à travers les taillis, avec des succès variés. A deux heures, s'étant aperçu que notre centre avait fait de grands progrès, il fit attaquer vigoureusement un mamelon où les Russes, qui avaient reçu de fréquents renforts, s'étaient maintenus jusque-là. Attaqué de front par l'infanterie polonaise, à revers par la cavalerie, le mamelon fut enlevé, et les Russes, mis en désordre, furent poursuivis pendant près d'une lieue sur la vieille route de Smolensk.

Battue sur tous les points de la ligne, l'armée russe, à cinq heures du soir, était en pleine retraite sur la route de Mojaïsk à Moscou. Kutusoff profita de la nuit pour évacuer entièrement le champ de bataille.

La vigueur de l'action, l'acharnement du combat avaient été tels, que le soir, après la victoire, l'armée française était harassée. Quatre-vingt mille hommes des deux partis avaient été mis hors de combat. Trente mille cadavres couvraient le champ de bataille.

Sept jours après la bataille de la Moscowa, l'armée française arriva en vue de Moscou.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

SMOLENSK. — BATAILLE DE LA MOSCOWA. — MOSCOU.

1812.

22 *juin*. Guerre avec la Russie. — Proclamation de l'Empereur.
23 — Passage du Niémen.
24 — Entrée à Wilna.
28 — La Diète de Varsovie déclare le royaume de Pologne et le corps de la nation polonaise rétabli.
1er *juillet*. Organisation du gouvernement provisoire de Lithuanie.
3 — Combat de Sventziany.
5 — Combat sur la Dziana.
6 — Combat de Koseni.
8 — Prise de Minsk.
18 — Alliance de la Russie, de l'Angleterre et de la Suède.
20 — Alliance de la Russie et des insurgés d'Espagne.
23 — Bataille de Mohilow (3,000 prisonniers).
25 — Combat d'Ostrowno (8 canons, 600 prisonniers).
26 — Combat de Kukowiaczi.
27 — Combat de Witepsk.
28 — Entrée à Witepsk.
31 *juillet*, Combat de Lakubowo.
1er *août*. Combat d'Oboiarzina (14 canons, 2,000 prisonniers).
— — Prise de Dunabourg (20 canons).
8 — Combat d'Inkowo.
10 — Combat de Swolna.
14 — Combat de Krasnoï (8 canons, 1,000 prisonniers).
17 — Bataille et prise de Smolensk (200 canons, et 3,000 prisonniers).
— — Combat de Polotsk.
18 — Bataille de Polotsk (20 canons, 1,000 prisonniers).
19 — Bataille de Valutina-Gora (1,000 prisonniers).
4 *septembre*. Combat de Gridnewo.
5 — Prise de la redoute d'Alexino (7 canons).
7 — Bataille de la Moscowa (5,000 prisonniers, 40 canons).
9 — Combat de Mojaïsk.
10 — Combat de Zelkowo.
14 — Entrée à Moscou.



Passage de la Bérésina.

INCENDIE DE MOSCOU. — RETRAITE DE RUSSIE.

La paix, après une victoire, fut toujours le vœu le plus cher de l'Empereur. Sa résolution de marcher de Smolensk sur Moscou avait été fondée sur la pensée que l'ennemi, pour sauver l'ancienne capitale de l'empire russe, livrerait une bataille, qu'il serait battu et que Moscou serait prise; qu'Alexandre, pour la recouvrer, ferait la paix, et que, s'il hésitait encore à la demander, on trouverait dans cette immense cité des ressources et un point d'appui pour recommencer une nouvelle campagne au printemps suivant. Car l'Empereur était décidé, si les événements l'y forçaient, à passer l'hiver à Moscou. « Nous donnerons, disait-il, le spectacle d'une armée hivernant paisiblement au milieu de peuples ennemis, qui la pressent de toutes parts. L'armée française dans Moscou sera le vaisseau pris par les glaces, mais au retour de la belle saison, si l'on nous y oblige, nous recommencerons la guerre. »

Bâtie, comme Rome, sur sept collines, Moscou, avec ses nombreuses églises, ses flèches de toutes formes, offrait un

aspect des plus pittoresques. Grande et magnifique cité, ancienne capitale de la Moscovie, la ville sainte de l'empire russe était l'entrepôt du commerce de l'Europe et de l'Asie. Sa circonférence égalait celle de Paris, quoique sa population ne fût que de deux cent cinquante mille habitants; elle comptait seize cents églises, dont les clochers multipliés étaient construits en forme de minarets, ou surchargés de dômes bombés, dorés, peints de diverses couleurs. Divisée à la manière asiatique, elle offrait quatre parties distinctes, enveloppées chacune d'une enceinte différente : le *Kremlin*, forteresse de forme triangulaire, renfermant le palais des czars; la *Kitaye-Gorod*, ou ville chinoise, bâtie par les Tartares, habitée par les marchands et remplie par les *bazars* ou marchés; le *Beloye-Gorod*, ou ville blanche, construction nouvelle de la noblesse russe, et où étaient situés les plus beaux palais; enfin la *Zemlenoye-Gorod*, ou ville de terre, où se trouvaient les habitations du bas peuple.

L'avant-garde, commandée par le roi Murat, avait pénétré dans Moscou dès le 14 septembre; l'armée y entra le 15, et le même jour l'Empereur établit son quartier général dans l'antique résidence des czars au Kremlin.

Moscou, ainsi que Napoléon l'avait espéré, présentait de grandes ressources. L'arsenal du Kremlin renfermait quarante mille fusils anglais, autrichiens et russes, une centaine de pièces de canon, des lances, des sabres, des armures et des trophées enlevés aux Turcs et aux Persans. On trouva aussi hors des murs, dans des bâtiments isolés, quatre cents milliers de poudre et plus d'un million pesant de salpêtre. Malgré l'abandon de la ville par la majeure partie des habitants, l'armée allait s'y trouver dans l'abondance. Les magasins étaient remplis de provisions de toute espèce. Les cinq cents palais de la noblesse n'avaient pas même été démeublés. Des domestiques, laissés à dessein par les gens riches que le gouverneur avait contraints de quitter la ville, attendaient les généraux qui devaient occuper ces maisons, pour leur remettre des billets de leurs maîtres, annonçant que sous peu de jours, aussitôt le premier trouble calmé, ils reviendraient, et recommandant leurs propriétés à la générosité française.

Toutes les espérances de l'Empereur, tous les calculs de son génie devaient être détruits par un événement inattendu, l'incendie de Moscou. Le gouverneur Rostopchin n'avait pas demandé ce sacrifice au patriotisme douteux des habitants, il avait confié l'œuvre de destruction à la fureur aveugle des criminels, remis en liberté à cette condition. Cet événement, qui causa la ruine d'une nombreuse population, a été diversement jugé. Poursuivi par la haine de ses compatriotes, Rostopchin a été depuis réduit à se disculper. L'incendie de Moscou, la destruction de cette riche cité ont effectivement obligé l'Empereur au mouvement rétrograde qui fut si fatal à l'armée française; mais la retraite de Russie n'aurait eu aucun résultat fâcheux si l'hiver n'était survenu spontané, précoce, rigoureux. L'armée, après avoir pris ses quartiers d'hiver sur le Dniéper ou le Niémen, aurait continué au printemps à battre l'ennemi, et l'effort de Napoléon se fût dirigé sur Saint-Pétersbourg. Un froid soutenu de 20 à 30 degrés a seul été vainqueur de nos braves soldats.

Lorsque nos troupes se répandirent dans Moscou, cette vaste cité paraissait presque déserte. Quarante mille habitants seulement, presque tous des basses classes du peuple, et quelques centaines de marchands étrangers, étaient restés dans leurs maisons; mais, frappés de terreur, ils s'y tenaient renfermés. Rostopchin, dans sa proclamation, avait présenté les Français comme un ramas de brigands et de scélérats. Une tranquillité sinistre régnait dans toutes les rues, naguère si populeuses et si bruyantes. Bientôt commença l'incendie : le sifflement des flammes, le craquement des poutres embrasées, les explosions multipliées, troublèrent ce silence de mauvais augure. Les premiers feux éclatèrent simultanément vers cinq heures du soir sur trois points différents, à l'*Hôpital des Enfants-Trouvés*, à la *Banque d'assignations* et au *Bazar*. Nos soldats réussirent à les éteindre à l'*Hôpital* et à la *Banque;* mais, au *Bazar*, la violence de l'incendie triompha de leurs efforts; il fut impossible de sauver cet édifice immense, qui, bâti à l'instar de ceux des grandes villes d'Asie, contenait un grand nombre de boutiques, remplies de marchandises précieuses : les marchands, en quittant la ville par ordre du gouverneur russe,

n'avaient pas eu le temps d'en rien enlever. Toutes les richesses commerciales de Moscou, ainsi réunies, devinrent la proie des flammes. La journée du 15 se passa sans nouveaux désastres, mais vers le soir l'incendie brilla sur plus de cinquante points divers et opposés. On chercha vainement à l'éteindre, Rostopchin, dans sa cruelle prévoyance, avait fait enlever les pompes, et le feu s'étendait avec trop de vitesse pour qu'on pût l'arrêter par des moyens ordinaires. Pendant la nuit les foyers embrasés se multiplièrent. Le 16, au matin, un vent violent commença à souffler; les incendiaires, organisés par Rostopchin, voulant en profiter, portèrent des matières combustibles dans les maisons situées sous le vent. La ruine de cette malheureuse ville devint alors inévitable. En quelques heures, Moscou présenta l'image d'un océan de feu, où roulaient çà et là, chassés par la tempête, de larges vagues de flammes et des flots tourbillonnant de fumée, mêlés de débris étincelants, comme l'écume qui jaillit contre le rocher. La violence du vent était telle, que des tronçons de poutres enflammées, emportées au delà de la Moskowa, allaient jeter l'incendie dans les quartiers qu'il n'avait pas encore atteints. Les toitures des palais, les flèches des églises, s'écroulaient avec fracas. Les malheureux habitants, chassés par la flamme et par la fumée des caves où ils s'étaient cachés, parcouraient les rues, emportant leurs enfants et leurs femmes, et remplissant l'air de cris déchirants. Les soldats voyaient avec douleur se consumer les vivres et les munitions qui devaient leur rendre une abondance nécessaire et désirée. Dès qu'ils furent convaincus de l'inutilité de leurs efforts pour arrêter les progrès de l'embrasement, ils cessèrent de le combattre, et par une prévoyance intéressée, mais bien naturelle, ils se jetèrent dans les maisons non encore atteintes, pour y chercher les divers objets qui leur devaient être utiles, et allaient bientôt devenir la proie des flammes.

Le 16, au soir, l'Empereur, menacé par le feu jusque dans le Kremlin, fut s'établir à une lieue de Moscou, au château de Pétrowskoïe. L'armée sortit aussi de la ville, qui resta livrée, sans défense, au pillage et à l'incendie[1].

[1] « La populace de Moscou jouait le plus grand rôle dans le pillage;

L'Empereur séjourna quatre jours à Pétrowskoïe pour y attendre la fin de l'embrasement de Moscou. La ruine de cette grande cité et ses conséquences qu'il pressentait déjà, lui avaient inspiré le hardi projet de marcher aussitôt vers la Baltique, et d'aller conquérir la paix à Saint-Pétersbourg. L'armée de Kutusoff, battue et démoralisée, était hors d'état de s'opposer à un mouvement qui eût changé peut-être la face des affaires. Accueilli avec enthousiasme par le prince Eugène, ce projet, que Napoléon soumit aux autres chefs de son armée, devint l'objet de leurs critiques et de leurs remontrances. Le besoin de repos atteignait déjà ses plus braves lieutenants, ils redoutaient de s'enfoncer davantage dans le nord, d'aller chercher l'hiver, comme s'il ne devait pas venir assez tôt. Ils représentèrent à l'Empereur que l'armée était harassée de fatigues et qu'elle avait de nombreux blessés que le séjour dans les hôpitaux de Moscou pouvait seul rétablir. On lui annonça que l'incendie était dompté, qu'il s'éteignait dans la cendre et sous les décombres, que le mal n'était pas aussi grand qu'on pouvait le craindre. « Le Kremlin, disait-on, est intact, le quartier occupé par »la garde impériale a été préservé, il reste dans la ville quel»ques bâtiments qui n'ont point été atteints : le feu n'a pas »pénétré dans les caves où l'on trouve du riz, des eaux-de»vie, des salaisons, des pelleteries, et à peu près tout ce dont »le soldat peut avoir besoin pour l'hiver. » L'Empereur se laissa persuader et céda. Il rentra le 18 dans Moscou et alla de nouveau habiter le Kremlin.

Son premier soin fut de faire distribuer des secours aux malheureux habitants que l'incendie avait privés de toutes ressources. Cette bienfaisance inattendue donna lieu à la première occasion de négociation avec Saint-Pétersbourg. Le général russe Toutelmine, en rendant compte à l'impératrice mère des bontés de Napoléon pour l'établissement des Enfants-Trouvés, dont il était directeur, lui fit connaître les dispositions pacifiques de l'Empereur des Français. Alexandre était animé des mêmes sentiments, mais il n'était

» c'est elle qui découvrait les caves les plus secrètes ; et le soldat, qui » n'était d'abord que tranquille spectateur, devenait bientôt partie » active. » (*Lettre de M. Sarrugues*, curé de Saint-Louis de Moscou).

pas maître de suivre ses volontés : la noblesse russe, dirigée par les inspirations de l'Angleterre, réglait la marche des affaires. Elle venait récemment d'obliger l'empereur de Russie à éloigner un ministre qui avait sa confiance, et lui avait imposé le choix de Kutusoff pour général en chef. La conduite des chefs de l'armée dans cette circonstance peu connue, avait été une véritable révolte, une conspiration ouverte et flagrante, menaçant à la fois le trône et la vie d'Alexandre. Alexandre avait dû céder. L'Angleterre était représentée à l'armée russe par un homme d'un caractère ferme, d'une remarquable capacité, et sincèrement attaché aux intérêts de sa patrie. Cet homme, que la France connaît par les généreux sentiments qu'il y a manifestés, et par sa noble conduite dans l'affaire de Lavalette, était sir Robert Wilson [1]. Le représentant anglais remplissait un devoir national en empêchant le succès de toutes les négociations tendant à pacifier l'Europe.

Cela explique comment échouèrent successivement toutes les démarches qui furent faites dans ce but, et pourquoi la lettre que Napoléon écrivit lui-même à Alexandre en lui offrant la paix, et la mission du général Lauriston à Saint-Pétersbourg restèrent sans résultat. Kutusoff ne laissa même pas Lauriston arriver jusqu'à l'empereur de Russie.

Les cinq semaines que Napoléon passa à Moscou furent remplies par de nombreux travaux. Au gouvernement de l'empire se joignaient les soins de l'armée et la correspondance avec tous les chefs de corps. Aussitôt que l'Empereur fut convaincu que la paix rencontrait des obstacles qui ne permettaient pas d'espérer qu'elle pût être prochainement signée, il résolut de reprendre ses positions derrière le

[1] C'est du général sir Robert Wilson lui-même que nous avons su tous les détails sur la conspiration de l'armée russe, qui obligea l'empereur Alexandre à renvoyer son ministre et à nommer un général dont il ne voulait pas. Sir Robert Wilson, par sa position personnelle, jouissait d'une grande influence auprès des chefs de l'armée ; l'empereur Alexandre lui accordait aussi une confiance méritée. Il fut entre les révoltés et l'Empereur un médiateur désintéressé. Il empêcha le complot de dégénérer en insurrection, sauva les conjurés de la vengeance de l'Empereur, et garantit peut-être Alexandre lui-même de la furie des conspirateurs.

Dniéper et la Dwina, afin de se rapprocher des magasins qu'il avait fait préparer en Pologne. Il ne changeait d'ailleurs en rien sa position militaire, puisqu'il ne s'éloignait pas de Saint-Pétersbourg qui devait être le but de la campagne prochaine, Smolensk et Wilna étant à la même distance que Moscou de la capitale maritime de l'empire russe.

Le temps était beau et sec. Aucun symptôme menaçant n'annonçait un hiver plus précoce et plus rigoureux qu'à l'ordinaire. L'Empereur résolut seulement de revenir à Smolensk par Kalouga, route neuve et qui n'avait pas été épuisée par la marche des armées. On peut croire aussi qu'il avait le dessein de faire un fort détachement sur Toula où se trouvent les principales fabriques d'armes de la Russie, et de ruiner pour quelque temps les ressources que pouvait y trouver l'armée ennemie.

Cependant Kutusoff avait reçu des renforts; l'armée de Moldavie avait fait sa jonction avec l'armée de réserve; et il avait établi son camp à Taroutina, au sud de Moscou, de façon à couvrir à la fois Kalouga et Toula.

L'évacuation de Moscou commença le 15 octobre par le départ d'un premier convoi de blessés qui fut dirigé sur Smolensk; d'autres convois suivirent dans les journées du 16, du 17 et du 18. Le gros de l'armée quitta la ville et prit la route de Kalouga, le 19, jour où l'Empereur se mit lui-même en marche. Le maréchal Mortier, avec quelques mille hommes, resta le dernier dans la ville : il se retira en faisant sauter le Kremlin, au moment où les Russes l'attaquaient.

Un incident fortuit vint changer la ligne de retraite. Kutusoff, qui était tranquille avec cent cinquante mille hommes dans son camp de Taroutina, fut averti par ses éclaireurs qu'un corps de l'armée française était en marche sur Kalouga. Quoique éloigné de croire que ce fût la retraite qui commençât, il voulut écraser ce corps qu'il ne supposait être qu'un fort détachement, et, levant son camp, il se porta aussitôt sur Malo-Jarolawetz. Là il rencontra l'avant-garde française, commandée par le vice-roi. Un combat opiniâtre s'engagea et dura toute la journée. Le vice-roi soutint avec gloire toutes les attaques de l'ennemi, attaques sans cesse

renouvelées et appuyées par des troupes fraîches. La ville en feu fut prise et reprise jusqu'à sept fois, mais resta définitivement au pouvoir des Français, qui eurent à regretter la mort du brave général Delzons, tué en combattant vaillamment à la tête de sa division.

Vers le soir, le gros de l'armée française arriva sur le champ de bataille. Kutusoff, retiré à quelque distance en arrière, avait pris position et semblait résolu à engager une action décisive. L'Empereur voulait persister dans son mouvement sur Kalouga, mais les représentations des généraux, et la crainte d'augmenter par une grande bataille le nombre déjà considérable de ses blessés, lui firent donner l'ordre, au lieu de marcher en avant, de rabattre à droite pour gagner de Wereya la route de Smolensk par Wiasma, route que l'armée avait suivie pour aller à Moscou.

Wiasma fut encore le théâtre d'une bataille dont l'issue fut glorieuse pour l'armée française. Kutusoff s'était dirigé par une route de traverse, sur cette ville, qu'une partie de l'armée française avait déjà dépassée. Il espérait couper et faire prisonniers les corps qui formaient l'arrière-garde. Miloradowitsch, avec une armée de soixante mille hommes, dont la moitié de cavalerie, atteignit la grande route entre Wiasma et Federowskoë. Le vice-roi allait entrer dans Wiasma, mais Davoust était en arrière de Federowskoë. Le moment était critique. Eugène, n'écoutant que son courage et son inspiration militaire, revint sur ses pas pour donner la main à Davoust, qui le rejoignit avec l'arrière-garde en s'ouvrant de vive force un chemin à travers les bataillons russes.

Le froid commença à se faire sentir cinq jours après le combat de Wiasma. L'Empereur arriva le 9 novembre à Smolensk. Il comptait s'y arrêter et remettre de l'ordre dans l'armée; mais les magasins avaient été épuisés par les troupes et par les blessés qui avaient séjourné dans cette ville; il fallut, pour des considérations militaires qui vont être expliquées, se décider à reculer jusqu'à Wilna, d'où les mêmes causes et les plus grands désastres devaient encore chasser l'armée. Smolensk fut évacué; et le même jour, le

thermomètre descendit à 19 et même à 20 degrés au-dessous de zéro.

Avant d'arriver à Smolensk, l'Empereur avait reçu la nouvelle de la singulière conspiration du général Malet, qui, seul, sans troupes, sans appui, prisonnier d'Etat, inconnu de la foule, privé d'influence, comme de renommée, avait réussi, à l'aide de son audace et de plusieurs ordres faux, habilement conçus, à s'emparer, pendant quelques heures, du gouvernement de la capitale. Cette conspiration, qu'un même jour vit naître, réussir et comprimer, et dont le succès momentané n'était dû qu'à l'absence du chef de l'Etat, n'étonna pas l'Empereur. Il ne fut frappé que d'une chose, « C'était, dit M. Fain [1], qu'après douze années de gouvernement, après son mariage, après la naissance de son fils, après *tant de serments*, sa mort pût devenir encore un moyen de révolution. « Et Napoléon II, dit-il, on n'y pen- » sait donc pas ! » Cet oubli, qu'il ressentit vivement, fut une pénible découverte..... »

La conspiration du général Malet avait eu si peu de durée qu'elle était comme inconnue de la plupart des Parisiens. Les désirs de l'ambition et les projets de grandeur pouvaient préoccuper les principaux fonctionnaires et les grands personnages de la capitale; mais le peuple de Paris ne pensait qu'à la brave et grande armée et à l'Empereur absent. Des bulletins avaient fait connaître et l'incendie de Moscou et la retraite commencée, et les victoires de Malo-Jarolawetz et celle de Wiasma. On ne désespérait pas encore de la guerre de Russie, quoique depuis assez longtemps la France fût privée de nouvelles du quartier général. La publication du 29e bulletin causa une stupeur universelle. Nous allons reproduire en grande partie ce mémorable document de l'histoire contemporaine. Napoléon, qui n'avait encore eu à offrir au peuple français que le tableau de ses triomphes, et qui avait si bien parlé de ses victoires, raconte ses désastres avec une vérité et une dignité dont l'impression est sûre et profonde.

« Jusqu'au 6 novembre, le temps a été parfait et le mou-

[1] Manuscrit de 1812.

vement de l'armée s'est exécuté avec le plus grand succès. Le froid a commencé le 7; dès ce moment, chaque nuit plusieurs centaines de chevaux mouraient au bivouac. Arrivés à Smolensk, nous avions perdu bien des chevaux de cavalerie et d'artillerie.

» L'armée russe de Volhynie était opposée à notre droite. Celle-ci quitta la ligne d'opérations de Minsk, et prit pour pivot de ses opérations la ligne de Varsovie. L'Empereur apprit à Smolensk, le 9, ce changement de ligne d'opérations, et présuma ce que ferait l'ennemi. Quelque dur qu'il lui parût de se mettre en mouvement dans une si cruelle saison, le nouvel état des choses le nécessitait. Il espérai arriver à Minsk, ou du moins sur la Bérésina, avant l'ennemi ; il partit le 13 de Smolensk ; le 16, il coucha à Krast noï. Le froid, qui avait commencé le 7, s'accrut subitement, et du 14 au 15 et au 16, le thermomètre marqua 16 et 18 degrés au-dessous de glace. Les chemins furent couverts de verglas ; les chevaux de cavalerie, d'artillerie, du train, périssaient toutes les nuits, non par centaines, mais par milliers, surtout ceux de France et d'Allemagne. Plus de trente mille périrent en peu de jours ; notre cavalerie se trouva toute à pied ; notre artillerie et nos transports étaient sans attelage. Il fallut abandonner et détruire une grande partie de nos pièces, et de nos munitions de guerre et de bouche.

» Cette armée, si belle le 6, était bien différente dès le 14, presque sans cavalerie, sans artillerie, sans transports. Sans cavalerie, nous ne pouvions pas nous éclairer à un quart de lieue ; sans artillerie, nous ne pouvions pas risquer une bataille et attendre l'ennemi de pied ferme. Il fallait marcher pour ne pas être contraints à une bataille, que le défaut de munitions nous empêchait de désirer ; il fallait occuper un certain espace, pour ne pas être tournés, et cela sans cavalerie qui attaquât et liât les colonnes. Cette difficulté, jointe à un froid excessif subitement venu, rendit notre situation fâcheuse. Des hommes que la nature n'a pas trempés assez fortement pour être au-dessus de toutes les chances du sort et de la fortune perdirent leur gaieté, leur bonne humeur, et ne rêvèrent que malheurs et catastrophes ; ceux qu'elle a créés supérieurs à tout conservèrent leur sé-

rénité et leurs manières ordinaires, et virent une nouvelle gloire dans des difficultés diverses et nouvelles à surmonter.

» L'ennemi trouvait sur les chemins les traces de cette affreuse calamité qui frappait l'armée française, il chercha à en profiter. Il enveloppait toutes les colonnes par ses Cosaques, qui enlevaient, comme les Arabes dans le désert, les trains et les voitures qui s'écartaient. Cette méprisable cavalerie ne fait que du bruit et n'est pas capable d'enfoncer une compagnie de voltigeurs ; mais elle se rendit redoutable à la faveur des circonstances. Cependant l'ennemi eut à se repentir de toutes les tentatives sérieuses qu'il voulut entreprendre : il fut culbuté par le vice-roi, au-devant duquel il s'était placé, et il perdit beaucoup de monde [1].

» Le duc d'Elchingen, qui, avec trois mille hommes, faisait l'arrière-garde, avait fait sauter les remparts de Smolensk. Il fut cerné et se trouva dans une position critique; il s'en tira avec cette intrépidité qui le distingue. Après avoir tenu les Russes éloignés de lui pendant toute la journée du 18, et après les avoir constamment repoussés, à la nuit, il fit un mouvement par le flanc droit, passa le Borysthène (Dniéper) et déjoua tous les calculs de l'ennemi [2]. Le 19, l'armée passa le Borysthène à Orcha, et l'armée russe, fatiguée, ayant perdu beaucoup de monde, cessa là ses tentatives.

» L'armée de Volhynie s'était portée sur Minsk et marchait sur Borisow. Le général Dombrowski défendait la tête du pont de Borisow avec trois mille hommes. Mais le 23, il fut forcé et obligé d'évacuer cette position. L'ennemi passa alors la Bérésina, et se dirigea sur Bohr, la division Lambert faisant l'avant-garde. Le 2e corps, commandé par le

[1] A Mikoulino, où six mille Français exténués de fatigues résistèrent à vingt mille Russes qui ne manquaient de rien.

[2] La belle résistance du maréchal Ney à Krasnoï sauva l'armée française, sa marche habile sur la rive droite du Dniéper opéra le salut de son petit corps d'armée. Napoléon ignora pendant trois jours le sort de son digne lieutenant, et il en témoigna vivement toute son inquiétude. Lorsque le colonel Gourgaud lui annonça que Ney avait échappé à l'ennemi, l'Empereur, qui dînait en ce moment à Baranoui, se leva de table précipitamment, et prenant son officier d'ordonnance par le bras : « Est-ce bien vrai ? » lui dit-il avec émotion ; puis il ajouta : « J'ai deux cents millions dans mes » caves des Tuileries, je les aurais donnés pour sauver le maréchal » Ney ! »

duc de Reggio, avait reçu l'ordre de se porter sur Borisow pour assurer à l'armée le passage de la Bérésina. Le 24, le duc de Reggio rencontra la division Lambert à quatre lieues de Borisow, l'attaqua, la battit, lui fit deux mille prisonniers, lui prit six pièces de canon, cinq cents voitures de bagages et la rejeta sur la rive droite de la rivière. L'ennemi ne trouva son salut qu'en brûlant le pont qui a plus de 300 toises [1].

» Cependant l'armée russe occupait tous les passages de la Bérésina : cette rivière est large de 40 toises; elle charriait assez de glaces ; mais ses bords sont couverts de marais de 500 toises de long, ce qui la rend un obstacle difficile à franchir.

» Le général ennemi avait placé ses quatre divisions dans différents débouchés, où il présumait que l'armée française voudrait passer.

» Le 26, à la pointe du jour, l'Empereur, après avoir trompé l'ennemi par divers mouvements faits dans la journée du 25, se porta sur le village de Studzianka, et fit aussitôt, malgré une division russe, et en sa présence, jeter deux ponts sur la rivière. Le duc de Reggio passa, attaqua l'ennemi et le repoussa jusque sur la tête du pont de Borisow. Pendant les journées du 26 et du 27, l'armée passa.

» Le duc de Bellune, commandant le 9e corps, arrière-garde de l'armée française, était chargé de contenir l'armée russe de la Dwina. La division Partouneaux faisait l'arrière-garde de ce corps. Le 27, à midi, le duc de Bellune arriva avec deux divisions au pont de Studzianka.

» La division Partouneaux partit à la nuit de Borisow. La dernière brigade de cette division, qui était chargée de brûler les ponts, partit à sept heures du soir ; elle arriva entre dix et onze heures ; elle chercha sa première brigade et son général de division, qui étaient partis deux heures auparavant, et qu'elle n'avait pas rencontrés en route. Ses recherches furent vaines : on conçut alors des inquiétudes. Tout ce qu'on a pu connaître depuis, c'est que les premières bri-

[1] La destruction de ce pont, que l'Empereur espérait sauver par le mouvement du maréchal Oudinot, fut une des principales causes des désastres de l'armée française sur les rives de la Bérésina.

gades, parties à cinq heures, se sont égarées à six ; ont pris à droite au lieu de prendre à gauche, et ont fait deux ou trois lieues dans cette direction ; dans la nuit et transies de froid, elles se sont ralliées aux feux de l'ennemi, qu'elles ont pris pour ceux de l'armée française ; entourées ainsi, elles auront été enlevées..... [1]

» Toute l'armée avait passé le 28 au matin. Le duc de Bellune gardait la tête de pont sur la rive gauche; le duc de Reggio, et derrière lui toute l'armée, était sur la rive droite.

» Borisow ayant été évacué, les armées de la Dwina et de Volhynie communiquèrent; elles concertèrent une attaque. Le 28, à la pointe du jour, le duc de Reggio fit prévenir l'Empereur qu'il était attaqué; une demi-heure après, le duc de Bellune le fut sur la rive gauche; l'armée prit les armes. Le duc d'Elchingen se porta à la suite du duc de Reggio, et le duc de Trévise derrière le duc d'Elchingen. Le combat devint vif : l'ennemi voulut déborder notre droite. Le général Doumerc, commandant la 5e division de cuirassiers, et qui faisait partie du 2e corps resté sur la Dwina, ordonna une charge de cavalerie aux 4e et 5e régiments de cuirassiers, au moment où la légion de la Vistule s'engageait dans les bois pour percer le centre de l'ennemi, qui fut culbuté et mis en déroute. Ces braves cuirassiers enfoncèrent successivement six carrés d'infanterie, et mirent en déroute la cavalerie ennemie qui venait au secours de son infanterie : six mille prisonniers, deux drapeaux et six pièces de canon tombèrent en notre pouvoir.

» De son côté, le duc de Bellune fit charger vigoureuse-

[1] Les combats livrés par la division Partouneaux, en occupant une grande partie de l'armée russe, protégèrent le passage de la Bérésina. La division était réduite à douze cents hommes et entourée par quatre-vingt-quinze mille Russes, lorsque son brave général, croyant les ponts de Studzianka coupés ou brûlés, se résigna à poser les armes. Un corps de dix-huit mille hommes et soixante pièces de canon étaient placés sur la route qui pouvait conduire la 2e division aux avant-postes français. Le général Wittgenstein, témoin de la douleur du général Partouneaux, en apprenant que les ponts n'étaient pas brûlés, lui dit : « Mais espériez-vous, général, passer » sur le corps des troupes que j'avais placées pour s'opposer à votre » passage? — Non, répondit Partouneaux, mais nous aurions été nous » faire tuer plus loin. »

ment l'ennemi, le battit, lui fit cinq à six cents prisonniers, et le tint hors de la portée du canon du pont.

» Dans le combat de la Bérésina, l'armée de Volhynie a beaucoup souffert.....

» Le lendemain 29, nous restâmes sur le champ de bataille. Nous avions à choisir entre deux routes : celle de Minsk et celle de Wilna. La route de Minsk passe au milieu d'une forêt et de marais incultes, et il eût été impossible à l'armée de s'y nourrir. La route de Wilna, au contraire, traverse de très-bons pays. L'armée, sans cavalerie, faible en munitions, horriblement fatiguée de cinquante jours de marche, traînant à sa suite ses malades et ses blessés de tant de combats, avait besoin d'arriver à ses magasins. Le 30, le quartier général fut à Plechnitsi; le 1er décembre à Slaiki, et le 3 à Molodetchno, où l'armée a reçu ses premiers convois de Wilna.

» Tous les officiers et soldats blessés, et tout ce qui est embarras, bagages, etc., ont été dirigés sur Wilna.

» Dire que l'armée a besoin de rétablir sa discipline, de se refaire, de remonter sa cavalerie, son artillerie et son matériel, c'est le résultat de l'exposé qui vient d'être fait. Le repos est son premier besoin. Les généraux, les officiers et les soldats ont beaucoup souffert de la fatigue et de la disette. Beaucoup ont perdu leurs bagages, par suite de la perte de leurs chevaux; quelques-uns par le fait des embuscades des Cosaques. Les Cosaques ont pris nombre d'hommes isolés, d'ingénieurs-géographes qui levaient des positions, et d'officiers blessés qui marchaient sans précaution, préférant courir des risques plutôt que de marcher posément et dans des convois.....

» Dans tous les mouvements, l'Empereur a toujours marché au milieu de sa garde. Sa Majesté a été satisfaite du bon esprit que ce corps d'élite a montré : il a toujours été prêt à se porter partout où les circonstances l'auraient exigé ; mais les circonstances ont toujours été telles, que sa simple présence a suffi, et qu'il n'a pas été dans le cas de donner....

» Notre cavalerie était tellement démontée que l'on a dû réunir les officiers auxquels il restait un cheval pour en

former quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Les généraux y faisaient les fonctions de capitaines, et les colonels celles de sous-officiers. Cet escadron sacré, commandé par le général Grouchy, et sous les ordres du roi de Naples, ne perdait pas de vue l'Empereur dans tous les mouvements.

» La santé de Sa Majesté n'a jamais été meilleure. »

Cette dernière phrase du bulletin donna lieu à de vives observations de la part des ennemis du gouvernement impérial, comme si ce n'était pas une inquiétude naturelle et nécessaire à calmer que celle de savoir comment l'Empereur avait supporté les fatigues de la campagne. La France, en apprenant de tels désastres, avait besoin d'être rassurée sur la santé du seul homme capable d'y porter remède.

Au moment même de la publication du fatal bulletin, l'arrivée de Napoléon à Paris vint calmer toutes les angoisses, et rendit l'espoir et la confiance aux populations émues. Dès que l'Empereur avait vu son armée hors de l'atteinte d'un ennemi trop protégé par la rigueur de la saison, il avait pensé à ses devoirs comme chef de l'Etat, et remettant au roi de Naples le soin d'établir les troupes dans de bons quartiers d'hiver, il s'était résolu à traverser incognito toute l'Allemagne, afin de ranimer, par sa présence dans la capitale des Français, toutes les ressources du grand empire.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

INCENDIE DE MOSCOU. — RETRAITE DE RUSSIE.

1812.

15 *septembre*. Arrivée de l'Empereur au Kremlin.

15-16 — Incendie de Moscou. — L'Empereur se retire au château de Pétrowskoïe.

18 — L'Empereur revient au Kremlin.

— — L'armée russe du Danube rejoint en Volhynie l'armée russe de réserve.

23 — Lettre de Napoléon à Alexandre pour lui offrir la paix.

29 — Combat de Czerikowo entre l'arrière-garde russe et l'avant-garde française.

5 *octobre*. Mission du général Lauriston au général en chef Kutusoff.

15, 16, 17 et 18 — Evacuation des hôpitaux sur Smolensk.

18 — Combat de Winkowo.

— — Combat de Polotsk (corps de Gouvion-Saint-Cyr).

19 — L'armée part de Moscou et prend la route de Kalouga.

23 — La conspiration du général Malet éclate à Paris et est étouffée.

24 — Bataille de Malo-Jarolawetz.

26 — Marche sur Mojaïsk.

31 — Combat de Smoliany (corps de Gouvion-Saint-Cyr).

3 *novembre*. Combat de Wiasma.

8 — Commencement du froid.

9 — Combat de Liachowa.

— — Les ravages du froid continuent; les chevaux meurent par milliers.

9 *novembre*. Arrivée de l'Empereur à Smolensk.

10 — Combat et passage du Wop.

14 — Combat de Smoliany.

14, 15, 16 et 17 — Evacuation de Smolensk. — Le thermomètre descend à 20 degrés au-dessous de zéro.

17 — Combat de Mikoulino.

18 — Combat de Krasnoï.

20 — L'Empereur repasse le Dniéper.

22 — Arrivée sur la Bérésina.

24 — Combat de Borisow.

26, 27 et 28 — Bataille et passage de la Bérésina.

1er *décembre*. Marche sur Wilna. — Le froid augmente.

3 — 29e Bulletin de la grande armée.

5 — Arrivée à Smorgoni. — L'Empereur remet le commandement de l'armée au roi de Naples. — Le thermomètre descend à 28 degrés.

11 et 12 — Evacuation de Wilna.

16 — Evacuation de Kowno. — L'armée française repasse le Niémen.

18 — Retour de l'Empereur à Paris.

20 — Adresse du Sénat à l'Empereur.

30 — Défection du général prussien Yorck et convention de Taurogen (près Tilsit).

31 — L'armée française évacue la Pologne pour prendre position derrière la Vistule.



L'Empereur à Lutzen.

1813. — PREMIÈRE CAMPAGNE D'ALLEMAGNE.

LUTZEN. — BAUTZEN ET WURTSCHEN.

Les désastres de la retraite de Russie, loin d'abattre la France, retrempèrent l'esprit national. L'enthousiasme reparut, grandi à la hauteur du danger, comme aux premiers jours de la révolution. L'Empereur encouragea et mit à profit ce mouvement patriotique, et bientôt toutes les ressources et toutes les forces de la nation furent dirigées vers le but le plus pressant, la défense de l'honneur et de l'indépendance du pays; ses premiers soins furent naturellement d'envoyer des renforts à la brave armée qui, par sa ferme contenance sur les bords du Niémen, de la Vistule et de l'Oder, contenait encore les armées russes prêtes à fondre sur l'Europe. En moins de trois mois plus de six cents pièces de canon et de deux mille caissons attelés arrivèrent en Allemagne. Les cohortes du premier ban, formées au moment de l'expédition de Russie, pour la défense du territoire et la garde des places fortes, présentaient une masse

déjà exercée au maniement des armes et habituée au service militaire. On les organisa en régiments de ligne, dont le nombre, porté à cent cinquante par la création de vingt nouveaux cadres, fut complété avec les conscrits de 1813, levés prématurément, et qui, déjà habillés et armés, se trouvaient dans les dépôts.

Les vieux régiments d'Espagne fournirent en outre les cadres de cent cinquante bataillons, et le nombre nécessaire d'officiers et de sous-officiers. Ces troupes, rentrées en France, furent en partie remplacées dans la Péninsule par l'envoi de quelques milliers de conscrits. Quatre régiments de la garde, une légion de gendarmerie, composée de vieux cavaliers, et le 7e régiment de lanciers polonais en furent aussi rappelés. Les Polonais ne pouvaient rester en Espagne quand les Russes campaient en Pologne.

Les neiges de la Russie avaient englouti la plupart des vieux soldats ; la masse de l'armée française ne pouvait plus se composer que de conscrits ; afin d'exciter leur émulation et leur zèle, le nombre des régiments de la jeune garde fut porté à seize, et ces régiments reçurent, dès leur formation, des hommes d'élite pris dans les conscriptions mobilisées.

La marine fournit une armée entière de vétérans artilleurs : elle mit à terre quarante mille vieux canonniers que l'infanterie de l'armée reçut avec orgueil dans ses rangs. Les pertes de la cavalerie étaient plus difficiles à réparer ; mais l'Empereur disposait encore de toutes les ressources que le nord de l'Allemagne offrait pour les remontes. On s'y occupa en Hanovre avec la plus grande activité de fournir des chevaux aux cavaliers, qui arrivaient à pied dans les vastes dépôts établis sur l'Elbe ; et là, d'habiles généraux de l'arme étaient chargés de les organiser en escadrons ; dans cette circonstance, toutes les villes de l'Empire s'empressèrent d'offrir à l'Empereur, chacune suivant ses facultés, des cavaliers montés, des compagnies entières équipées. Lyon fournit un escadron de cent cinquante chevaux, Paris un régiment complet de cinq cents hommes. On fit un appel aux postillons, aux fils des maîtres de postes, aux gardes forestiers à cheval. La gendarmerie envoya trois mille officiers et sous-officiers pour commander les

nouveaux escadrons, et dix mille gardes d'honneur se montèrent et s'équipèrent à leurs frais. L'ordre, la régularité et l'activité qui présidèrent à la fusion de tous ces éléments hétérogènes, sont peut-être le trait le plus remarquable de l'administration impériale.

L'Empire s'étendait du Danemarck aux Marais-Pontins ; de la baie de Gascogne aux plages de l'Illyrie. De tous les points partaient des hommes, des chevaux, des munitions. Bientôt l'Empereur put annoncer lui-même ses premières dispositions à ses amis et à ses ennemis. Ce n'était pas le langage d'un homme abattu par la mauvaise fortune. « La » guerre d'Espagne et la guerre du Nord seront menées de » front : dans le courant de février, une réserve de trois » cent mille hommes, formée sur l'Oder, sur l'Elbe, sur le » Rhin et sur le Mein, viendra se réunir à la grande armée, » et la campagne prochaine s'ouvrira avec des forces dou- » bles de celles qui ont combattu la campagne dernière : en » même temps l'armée d'Espagne sera maintenue à trois » cent mille hommes; trente mille conscrits sont en mar- » che pour la compléter; le maréchal Soult retournera en » Andalousie; et si l'armée anglaise s'affaiblit, le Portugal » sera occupé. »

La guerre allait devenir la chose la plus importante : c'était le moyen de conquérir la paix. L'Empereur, afin d'éteindre tous les germes de mécontentement que pouvaient nourrir certaines opinions, résolut de terminer, avant de partir pour l'Allemagne, la longue querelle qui s'était élevée entre son gouvernement et les conseillers du Pape. Il se rendit lui-même à Fontainebleau, où le Saint-Père, quoique surpris de sa brusque visite, le reçut avec affection. Une entrevue de quelques heures suffit pour tout concilier. La confiance amena la persuasion ; le Pape, que l'Empereur ne voulait pas laisser à Rome et qui répugnait à habiter Paris, accepta la résidence d'Avignon, et signa ce fameux concordat de Fontainebleau, où la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel est si nettement posée.

Le Corps législatif ne tarda pas à s'ouvrir ; les paroles de l'Empereur à la tribune nationale furent : « Je désire la » paix : elle est nécessaire au monde ; mais je ne ferai jamais

» qu'une paix honorable et conforme aux intérêts de mon
» empire.Une mauvaise paix nous feraittout perdre, jusqu'à
» l'espérance. » Et, afin de rassurer ceux qui pouvaient craindre que, dans les luttes européennes, la France ne se fût apauvrie et dépeuplée, un des ministres présenta aux envoyés des départements l'exposé de la situation de l'Empire. Ces résultats étaient de nature à calmer toutes les inquiétudes, ils furent critiqués dans le temps par la malveillance et la mauvaise foi. On sait aujourd'hui qu'ils étaient conformes à la vérité.

« Malgré vingt ans d'une guerre acharnée, la population de la vieille France s'était accrue d'un dixième ; les progrès de l'agriculture avaient suivi les développements de la population. Les méthodes de culture s'étaient perfectionnées : une foule de familles prolétaires étaient devenues propriétaires du sol ; le produit des récoltes, augmenté de celui des vins, des bois, des bestiaux, présentait un revenu total de cinq milliards en matières brutes et premières que la main-d'œuvre augmentait d'une valeur de treize cents millions. Le total des produits, conquêtes de l'industrie et de la chimie moderne, pouvait être évalué à soixante-cinq millions ; enfin, les deuxième et troisième degrés de fabrication et la perfection des dernières mains-d'œuvre produisaient un supplément de revenu qui portait à sept milliards la valeur de la reproduction annuelle de la France. »

Aux désastres de la dernière campagne, l'Empereur opposait ainsi les succès d'une administration intérieure qui seule suffirait pour l'absoudre des malheurs de la guerre. Aux craintes qu'on affectait d'avoir de son esprit belliqueux, il opposait une suite d'entreprises de travaux et de projets pacifiques qui le préserveront à jamais de toute comparaison flétrissante avec les conquérants. Cet exposé de la situation de l'Empire, le dernier que l'Empereur ait fait faire, est, en quelque sorte, le testament politique de son administration. « Comment notre population, notre agriculture et notre commerce n'auraient-ils pas prospéré? disait le ministre ; l'Empereur a dépensé 30,000,000 pour les ponts, 54,000,000 pour les canaux, 277,000,000 pour les routes, 117,000,000 pour les ports ; partout les affaires commerciales sont

soumises à la même loi et trouvent les mêmes poids, les mêmes mesures, la même monnaie, la même liberté, la même protection. Depuis Bayonne jusqu'à Hambourg, depuis Rome jusqu'à Brest les plus grosses voitures circulent commodément. Amsterdam et Marseille communiquent ensemble par les canaux de Saint-Quentin et du Centre. D'autres canaux facilitent les transports dans d'autres directions; et dans toutes les grandes vallées de la France la navigation des fleuves et des rivières rendue plus facile, offre de nouveaux débouchés au commerce. La nécessité a perfectionné nos arts mécaniques et chimiques. L'Amérique échappait à l'Europe. On a pensé à remplacer dans nos consommations le sucre de canne, l'indigo et la soude étrangère; y réussir paraissait impossible, mais l'Empereur a voulu fortement, et l'impossibilité a disparu devant les efforts de la science et du patriotisme. Les lettres et les beaux-arts ont leur part dans les encouragements donnés à tous les éléments de la prospérité publique. Plus de cent millions ont été consacrés aux embellissements de Paris, etc. » En quelques années plus d'un milliard avait été ainsi consacré aux travaux publics, dépenses immenses qui, rendant aux peuples une partie des tributs qu'ils avaient payés, vivifiaient la nouvelle France comme l'ancienne, Rome et la Hollande aussi bien que Paris. Le budget des dépenses et des recettes, la situation de l'armée, l'état de la marine, dont l'accroissement progressif donnait déjà des inquiétudes à l'Angleterre, complétaient ce tableau fait véritablement pour honorer le chef de l'État et raffermir la confiance du peuple.

L'année 1813 devait être celle des défections de nos alliés. Elle commença par les Prussiens. Le général d'Yorck, avec son corps, abandonna le maréchal Macdonald et passa à l'ennemi. Trahison inattendue, et qui, livrant passage aux troupes russes, obligea le vice-roi, devenu général en chef de la grande armée après le départ du roi de Naples, à se retirer successivement derrière la Vistule, derrière l'Oder et derrière l'Elbe. Yorck fut d'abord désavoué par le cabinet de Berlin, qui, lui-même, peu de jours après, abandonna

notre alliance et se mit à la suite de la Russie. Pendant ce temps, le prince royal de Suède, Bernadote, faisait son pacte avec le ministère britannique, et, soudoyé par les guinées anglaises, se préparait à venir combattre ses anciens compagnons d'armes.

L'or de l'Angleterre (car dans cette longue suite de coalitions on trouve ses subsides partout où il y a guerre contre la France) et les associations du Tungen-Bund soulevaient l'Allemagne et organisaient nos ennemis. La levée en masse avait été ordonnée en Prusse; de nouvelles défections se préparaient. Les Autrichiens, retenus par la politique prudente de leur cabinet, les Saxons, par la loyauté de leur souverain, devaient encore attendre quelque temps avant de se déclarer; mais, pour exciter la haine aveugle des peuples contre l'étranger, on faisait retentir les mots sonores de liberté et de patrie, grands mots qui devaient être oubliés le lendemain de la victoire, et mis de côté comme une trompette guerrière qu'on dépose après le combat. En Prusse, les jeunes gens de toutes les classes, riches, pauvres, nobles ou roturiers; les étudiants des universités, conduits par leurs professeurs devenus leurs officiers, s'enrégimentaient. Dans les pays de la confédération du Rhin, les souverains, plus impatients peut-être que les peuples de rompre leur alliance avec Napoléon, déguisaient davantage leurs sentiments. Le lion n'était pas mourant comme on l'avait proclamé : il y avait risque à lever le pied contre lui. En effet, au moment où l'Allemagne croyait l'Empereur enveloppé à Smolensk ou à Wilna, dans les glaces de la Russie, ne l'avait-elle pas retrouvé au milieu de son palais des Tuileries, recevant les hommages empressés et les protestations de dévouement de tous les corps de l'Empire? Et cette France, qu'on peignait si apauvrie et si épuisée, ne venait-elle pas de se relever plus enthousiaste et plus fière en envoyant trois cent mille de ses enfants prendre, aux armées du Nord, la place de ceux que la guerre avait moissonnés? Le roi de Saxe refusa de rompre l'alliance qui l'unissait à la France; le cabinet autrichien, sans la rompre, cessa d'en remplir les conditions, et offrit seulement sa médiation pour la conclusion de la paix. L'Empereur l'accepta; mais comme les négo-

ciations n'arrêtaient pas les hostilités, il partit pour se mettre à la tête de sa nouvelle et jeune armée.

Il était temps qu'il arrivât. La fermeté, l'habileté et la bravoure du vice-roi, la constance de ses héroïques bataillons, réduits à un si petit nombre d'hommes, ne pouvaient plus suffire pour contenir les forces toujours croissantes de l'ennemi. Comme nous l'avons dit plus haut, la ligne du Niémen avait été abandonnée par suite de la trahison du général Yorck; on ne s'était pas arrêté derrière la Vistule, mais la ligne de l'Oder et de la Wartha avaient donné au prince Eugène le temps de réorganiser l'armée et d'y rallier toutes les troupes dont il pouvait disposer, sans abandonner la défense des places fortes du nord de l'Allemagne. La défection de la Prusse, qui, après avoir désavoué le général Yorck, se décida à l'imiter, livra aux Russes le passage de l'Oder et obligea le vice-roi à se retirer derrière l'Elbe. Enfin, au moment de l'arrivée de l'Empereur, cette ligne venait d'être franchie par l'ennemi. L'Asie se ruait sur l'Europe; aux levées en masse prussiennes se joignaient les pulks des Cosaques et des Tartares. L'armée alliée présentait déjà un nombre formidable de combattants, qui devait, trois mois plus tard, s'élever à neuf cent mille hommes. Le vieux Blucher commandait les Prussiens; Wittgenstein avait pris le commandement en chef des Russes après la mort de Kutusoff, que les fatigues de la campagne de Russie avaient tué.

L'Empereur n'était pas connu des troupes qui devaient combattre sous ses ordres. Conscrits pour la plupart, ces jeunes soldats allaient voir le feu pour la première fois; ils saluèrent de leurs joyeuses acclamations l'illustre général dont ils étaient résolus de se montrer dignes. Ce fut sur les bords de la Saale, à peu de distance du fameux champ de bataille d'Iéna, que l'armée nouvelle fit sa jonction avec celle du prince Eugène. La cavalerie n'était pas encore arrivée en ligne, l'infanterie seule avait pu marcher sans se reposer. Néanmoins, et quoique les Russes eussent une cavalerie très-nombreuse, l'Empereur prit aussitôt l'offensive

et ordonna de marcher sur Leipsick [1]. Weissenfels et Poserna furent témoins des premiers succès de nos jeunes soldats : à cette seconde affaire, l'armée perdit un de ses braves généraux, le maréchal Bessières, duc d'Istrie, tué par un boulet.

Les troupes, après avoir culbuté l'ennemi, bivouaquèrent sur la route de Lutzen à Leipsick, dans cette plaine déjà célèbre par la mort d'un héros : la jeune garde s'établit autour de la pyramide de Gustave-Adolphe ; et, sur l'ordre de Napoléon, on y plaça des sentinelles pour préserver de la hache des sapeurs les arbres qui ombragent ce vieux souvenir.

Le lendemain, 2 mai, l'armée continuait sa marche; la route était couverte d'une longue file d'équipages, de caissons et de pièces d'artillerie. L'Empereur avait hâte d'arriver à Leipsick : il présumait que l'ennemi l'attendrait dans les plaines qui sont en arrière, et il pensait qu'il aurait à y livrer une grande bataille. Déjà une fusillade s'était engagée aux abords de la ville, dont on apercevait les toits couverts d'habitants, spectateurs du combat; mais aucune masse ennemie ne s'offrait à la vue de ce côté. Napoléon, impatient de voir si la résistance était sérieuse, dirigeait sa lunette vers le point où notre avant-garde s'engageait; tout à coup une épouvantable canonnade se fit entendre sur la droite et presque en arrière de l'armée. L'empereur se retourna : des tourbillons de fumée s'élevaient, au milieu de la plaine, des villages de Rhana, Kaya, Gros-Gorschen et Klein-Gorschen,

[1] L'armée française se trouvait alors organisée en douze corps, qui, s'ils eussent été réunis, présentaient un total de plus de deux cent mille hommes (non compris la garde).

1er	Vandamme,	3 divisions.	7e	Saxons, à Torgau.		
2e	Bellune,	2 id.	8e	Poniatowski.		
3e	Ney,	5 id.	9e	Bavarois.		
4e	Bertrand,	3 id.	10e	Rapp, à Dantzick.		
5e	Lauriston,	3 id.	11e	Macdonald,	3	divisions.
6e	Marmont,	3 id.	12e	Oudinot,	3	id.

Outre cela, Augereau formait à Wurtzbourg une petite armée de cinq divisions d'infanterie, pour observer l'Autriche et maintenir la Bavière; les bataillons y arrivèrent dans le courant du mois de juin et juillet.

L'armée qui agissait sous les ordres immédiats de l'Empereur était de cent vingt mille hommes, et formée des 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 11e, 12e corps, et de la garde, aux ordres des maréchaux Soult et Mortier.

où le corps du maréchal Ney avait passé la nuit; on découvrait à l'horizon plusieurs colonnes d'une noire profondeur: c'était l'armée ennemie qui avait bivouaqué la nuit précédente à trois lieues de l'armée française, et qui débouchait tout entière de Pegau pour la prendre en flanc. L'Empereur, ainsi attaqué à l'improviste, se décida sur-le-champ à livrer bataille. « Nous n'avons pas de cavalerie, dit-il; mais n'im-
» porte, ce sera une bataille d'Égypte; partout l'infanterie
» française doit savoir se suffire. Je ne crains pas de m'a-
» bandonner à la valeur innée de nos jeunes conscrits. »

Ses ordres sont aussitôt donnés. Le duc de Tarente doit cesser l'attaque de Leipsick et revenir former notre gauche, dont le vice-roi aura le commandement. Le duc de Raguse, qui est à l'arrière-garde, formera la droite et sera soutenu par le général Bertrand. Les troupes qui sont en colonnes sur la route s'arrêtent, serrent les rangs, font demi-tour à droite et développent aussitôt leur ligne formée dans la plaine. Cette belle manœuvre fut exécutée avec une précision qui aurait fait honneur à une armée de vétérans.

Les troupes du maréchal Ney ne se composaient que de conscrits; ils soutinrent le premier effort de l'armée russe avec l'aplomb et la fermeté de vieux soldats: néanmoins, l'ennemi s'empara du village que ce corps d'armée occupait, et s'avança sur Lutzen, qu'il voulait enlever à tout prix. La présence de l'Empereur pouvait seule arrêter son élan et changer la fortune. Il arriva à Kaya, centre de l'attaque, au moment où nos braves jeunes gens, ne voulant pas fuir devant les bataillons russes et prussiens, cherchaient à se rallier en se pelotonnant aux cris de *vive l'Empereur!* Sa vue produisit sur les troupes l'effet accoutumé. Les rangs se reformèrent, l'enthousiasme revint et le combat recommença avec fureur.

Bientôt, et tandis que la garde opposait aux alliés un front inébranlable, le corps de Marmont, arrivé sur le champ de bataille, prolongea la droite que l'ennemi cherchait à gagner, et déboucha vers Starsiedel, sans s'inquiéter de la nombreuse cavalerie russe et prussienne qui s'avançait fièrement pour charger. Les divisions Compans et Bonnet, formées en carrés, la repoussèrent; plusieurs fois elle re-

vint, mais ces braves divisions, formées de régiments de marine[1], lui présentèrent un bloc impénétrable; un seul bataillon fut entamé.

Cependant Blucher faisait avancer le corps d'Yorck et la division russe de Berg pour reprendre les villages de Rhana et de Klein-Gorschen que Ney venait de lui arracher. Ney, obligé de céder, se retira derrière Kaya, qu'il défendit avec vigueur. En vain l'ennemi attaqua impétueusement ce village, deux fois il en fut expulsé; un dernier effort de la division Berg en assura la possession momentanée aux alliés. Nos jeunes soldats soutenaient sans faiblir cette lutte opiniâtre; mais, plus braves qu'expérimentés, ils éprouvaient des pertes cruelles. Ce fut alors que l'Empereur, arrivé au milieu du feu, ordonna au comte de Lobau de se mettre à la tête de la division Ricard, et de seconder l'effort que le maréchal Ney allait tenter pour reprendre Kaya. Le mouvement s'exécuta avec la rapidité de l'éclair : le comte de Lobau, vivement appuyé par les divisions Brenier, Girard et Souham, pénétra dans ce village. Un combat terrible s'engagea entre Kaya et Klein-Gorschen, d'où l'ennemi débouchait avec toutes ses forces réunies. Girard et Brenier succombèrent en héros à la tête de leurs jeunes soldats, qu'ils persistèrent, quoique grièvement blessés, à mener au combat. Girard en mourant criait aux siens : *Soldats! c'est la journée de la France, il faut venger l'affront de Moscou, ou mourir!*

L'ennemi sentant que la victoire allait lui échapper s'il ne soutenait Blucher plus efficacement, le général Wittgenstein ordonna au prince de Wurtemberg de se reporter de la gauche sur la droite : une de ses divisions attaqua la division Marchand, et la repoussa au delà de Flosgraben; l'autre renforça Berg, à Klein-Gorschen : ce village fut repris, et Ney,

[1] « Peu de temps avant la bataille, Napoléon avait suspendu de son emploi pour quelque faute le chef d'un bataillon. Ce bataillon s'avançait pour l'attaque de Starsiedel. L'Empereur reconnaît dans les rangs l'officier qu'il avait puni. Il savait que cet officier était aimé de ses soldats; il court à lui, arrête le bataillon, et lui en rend le commandement. Les cris de joie de la troupe retentirent au loin. Elle forma aussitôt la tête de la colonne d'attaque, aux acclamations des autres régiments témoins de cette scène. » (*D'Odeleben, major saxon, témoin oculaire.*)

pour la troisième fois, ramené derrière Kaya. La prochaine arrivée des grenadiers et de la garde russe, qu'Alexandre et Frédéric-Guillaume, témoins du combat, attendaient avec impatience, pouvait décider la bataille contre nous. Le moment était décisif, la garde impériale française reçut l'ordre de prendre l'offensive. Lutzen avait été jusqu'alors, sauf le combat des régiments de marine, une bataille de jeunes gens. La jeune garde eut l'honneur de marcher la première, et l'ennemi culbuté fut mené battant jusqu'à Klein-Gorschen. Les grenadiers russes, qui étaient arrivés en ligne, commencèrent là à prendre part à l'action. Ils débouchèrent par Eisdorf et Gros-Gorschen. Ce mouvement aurait pu encore décider la journée, si toute l'armée française eût consisté dans ce qui combattait sur ce point; mais, de son côté, le vice-roi avait laissé les colonnes de Lauriston engagées dans les faubourgs de Leipsick, et il arrivait à Hitzen avec le corps de Macdonald; l'entrée en ligne de ces trois divisions fraîches emporta la victoire. Vainement les grenadiers moscovites et le corps du prince de Wurtemberg cherchèrent à disputer le passage d'Eisdorf; attaqués de toutes parts, ils furent contraints de l'abandonner. Les alliés, à leur tour, débordés par la droite, tandis que Ney et Marmont les pressaient de front et que Bertrand débouchait à leur gauche et les tournait avec la division Morand, jugèrent le danger de leur position, se replièrent derrière Gros-Gorschen, où l'arrivée des gardes russes leur permit de passer l'Elster. A la nuit ils essayèrent d'attaquer nos bivouacs; mais, quoique peu préparées à cette échauffourée, nos troupes prirent les armes et repoussèrent leur cavalerie.

La bataille de Lutzen laissa peu de prisonniers en nos mains, mais l'ennemi y fit des pertes considérables. Plusieurs de ses généraux furent blessés (Blucher, Konowitzin, Hunerbein, etc.); d'autres, au nombre desquels on comptait les princes de Mecklenbourg-Strelitz et de Hesse-Hombourg, furent tués. Cette victoire au début d'une campagne eut un effet moral prodigieux: elle arrêta, pour un temps, les défections des alliés, et exalta le courage de nos jeunes bataillons, qui gagnèrent dès lors la fermeté et l'aplomb des plus vieilles troupes.

Pendant la bataille, Leipsick fut pris par les troupes du général Lauriston, et six jours après Dresde tomba en notre pouvoir.

En se retirant, l'armée coalisée avait coupé le pont qui sépare Dresde de la Ville-Neuve ou Newstadt que leur arrière-garde continuait à occuper; il fallut plusieurs jours pour le rétablir et pour passer, malgré le feu de leurs batteries. Pendant ce temps, l'Empereur eut le plaisir de réinstaller dans son palais le digne monarque qui avait été fidèle à sa parole. C'est ainsi que, plusieurs années auparavant, il avait rendu Munich au roi de Bavière.

Les alliés s'étaient arrêtés à douze lieues de Dresde. A Lutzen ils avaient été chercher une bataille; ils se décidèrent cette fois à attendre que l'armée française vînt les trouver. Ils choisirent le terrain où il leur convenait de combattre, certains que nos soldats n'hésiteraient pas à les y attaquer, et ils disposèrent de toutes leurs ressources de façon à s'y fortifier pour nous recevoir vigoureusement.

Le passage de l'Elbe et les différentes dispositions que l'Empereur crut devoir prendre, avant de marcher en avant, durèrent dix jours. Les généraux ennemis profitèrent de ces journées de repos pour hérisser leur camp de redoutes et de retranchements, qu'ils garnirent d'une nombreuse artillerie. Le centre de leur position était assis sur les fameux mamelons de Klein-Bautzen et de Kreckwitz, à une lieue en avant de Wurtschen, à une lieue en arrière de Bautzen, position formidable, où déjà, pendant la guerre de sept ans, Frédéric, réfugié après sa défaite de Hochkirch, avait bravé l'armée victorieuse de Daun. Seulement le général autrichien était arrivé du côté de Prague, et l'armée française s'avançait par la route de Dresde. La gauche de la position des armées alliées s'appuyait sur les montagnes de Bohême et donnait peu de prise à l'attaque : la droite, couverte par les lacs de Malschwitz, était d'un accès difficile. Enfin la Sprée, qui baigne les murs de Bautzen, défendait toute la position et offrait un premier obstacle à franchir

Le passage de cette rivière, qui eut lieu à la fois sur trois ponts, et le soin de repousser l'ennemi de position en position, remplirent la première journée. L'effort de notre armée paraissait devoir se porter sur la gauche du camp retranché, qui était défendu par les Russes. Nos jeunes soldats, que la victoire de Lutzen ne permettait plus d'appeler des conscrits, y montrèrent une valeur impétueuse : partout où l'ennemi osa les attendre, il fut abordé franchement et culbuté à la baïonnette. L'Empereur dirigea tous les mouvements, dont le succès couronna ses espérances : dans cette première affaire, qu'on appelle le combat de Bautzen, Marmont passa la Sprée à la gauche de l'armée, sur un pont de chevalets, qu'il jeta en présence des Prussiens et malgré leur feu ; Macdonald força au centre le pont de pierre qui conduit à Bautzen, et Oudinot sur la rive droite jeta un pont devant les Russes, et chassa devant lui le corps de Gortschacoff.

L'Empereur n'établit son quartier général à Bautzen qu'à neuf heures du soir. Il était gai et confiant. « Messieurs, dit-il » à ses généraux, à chaque jour suffit sa peine. Reposons-» nous ce soir et nous recommencerons demain. » Puis s'asseyant, pour prendre le modeste repas qui lui avait été préparé, il plaisanta un de ses vieux serviteurs, qui était venu au milieu du feu lui apporter le matin un peu de pain et de vin. « La place n'était pas commode, lui dit-il, et tu te sou-» viendras de ce déjeuner. — Oui, sire, murmura celui-ci » entre ses dents, et surtout des obus qui crevaient autour » de Votre Majesté. »

Le 21 mai, à cinq heures du matin, la bataille recommença sur toute la ligne. L'Empereur fit renouveler contre la gauche de l'ennemi les démonstrations de la veille. Oudinot s'avança sur Miloradowitsch ; celui-ci avait reçu des renforts et repoussa cette attaque. Macdonald se mit en mesure de soutenir Oudinot. Le centre de l'armée se déploya pour imposer à Blucher, mais ne s'engagea pas. Des deux côtés on se battait sans avancer. L'Empereur lui-même ne pressait pas l'attaque. Il semblait satisfait d'occuper l'ennemi, et, fatigué du travail de la nuit, qu'il avait passée à donner ses ordres, il se coucha sur la pente d'un ravin et s'endormit au milieu des batteries du maréchal Marmont. Ce sommeil,

que ses officiers contemplaient avec respect, durait depuis quelques minutes quand le canon, retentissant au delà des lignes prussiennes et derrière leur droite, annonça une attaque nouvelle et imprévue. On réveilla l'Empereur, il tira sa montre, étudia un instant la direction des feux, et s'écria : « La » victoire est à nous ! » Aussitôt l'ordre fut donné de marcher en avant, et tous les corps s'ébranlèrent à la fois, joyeux d'appuyer la puissante diversion qui s'opérait. Le canon que l'on entendait était celui du maréchal Ney qui, d'après les instructions de l'Empereur, avait, par un long détour, débordé la droite de l'ennemi et venait l'attaquer derrière ses lignes, attaque audacieuse et habilement combinée qui devait rendre inutiles tous ces retranchements formidables élevés avec tant de travaux. L'ennemi, jusqu'au dernier moment, n'avait pas soupçonné l'importance de cette diversion. Barclay de Tolly, chargé de couvrir la droite de l'armée alliée, savait que le corps du général Lauriston manœuvrait devant lui, mais il croyait n'avoir affaire qu'à ce général, et celui-ci était suivi des corps du maréchal Ney et du général Reynier. Barclay, première victime de son erreur, fut successivement battu dans trois positions où il avait réussi à rallier ses troupes. L'attaque soudaine de Ney jeta l'alarme dans le camp des alliés ; on dégarnit le centre pour renforcer la droite : les réserves ennemies, les gardes russes s'empressèrent d'accourir au devant du maréchal pour s'opposer à ses progrès. C'était le moment décisif : l'Empereur le saisit et commanda une attaque générale. L'assaut fut donné, les retranchements du centre et de la droite furent emportés, et Blucher, frémissant de rage, vit qu'il ne lui restait d'autre ressource qu'une prompte retraite. A six heures du soir, la défaite du vieux maréchal prussien était complète. Ses colonnes se retiraient sur Weissembourg avec une précipitation qui ressemblait à une déroute ; la tente de l'Empereur était placée au point culminant de la position, devant une auberge isolée, où l'empereur Alexandre avait tenu son quartier général pendant toute la journée ; la garde formait ses carrés autour de la tente impériale, et sa musique faisait entendre les fanfares de la victoire.

Tout cependant n'était pas terminé. La gauche de l'armée

alliée, composée des corps russes de Gortschacoff et de Miloradowitch, avait combattu toute la journée contre le maréchal Oudinot qui l'avait forcée de s'engager dans des bois où elle avait cru, pendant quelque temps, poursuivre la victoire. Elle revenait sur le champ de bataille, le maréchal Macdonald s'avança pour lui couper le passage; mais, privé de cavalerie, il dut renoncer à ce dessein. Néanmoins ce dernier engagement assura la victoire, en chassant les Russes du champ de bataille.

Les troupes alliées, vivement poursuivies après la victoire de Wurtschen, se trouvaient dans une position désespérée [1]: encore une victoire pareille et la coalition était brisée. La diplomatie vint au secours des armées vaincues. On demanda un armistice à l'Empereur en le leurrant de l'espoir d'une paix prochaine. Le cabinet de Vienne ne dédaigna pas de contribuer à tromper le gendre de son empereur. Napoléon, dont la paix était le vœu le plus cher, et qui, après de telles victoires, était en droit d'espérer qu'on la lui offrirait acceptable, c'est-à-dire honorable, consentit à une suspension d'armes, et revint à Dresde. Suspension fatale pendant laquelle les armées ennemies réparèrent leurs pertes, l'Angleterre renoua ses intrigues, et l'Autriche prépara sa défection.

[1] Ce fut pendant cette poursuite que le grand maréchal du palais Duroc fut tué. Sa mort causa à Napoléon une telle douleur qu'elle émut les vétérans de la garde.

« Toute l'armée prend la part la plus vive aux peines qui absorbent en ce moment les pensées de l'Empereur. La garde a les yeux tristement fixés sur lui. *Pauvre homme !* disent les vieux grenadiers, *il a perdu un de ses enfants !* » (Fain, *Manuscrit de* 1813.)

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1813. — PREMIÈRE CAMPAGNE D'ALLEMAGNE.

LUTZEN. — BAUTZEN ET WURTSCHEN.

8 *janvier*. Le roi de Naples cède le commandement de l'armée française au prince Eugène.
11 — Sénatus-consulte qui met 250,000 hommes à la disposition du gouvernement.
25 — Concordat de Fontainebleau entre le Pape et l'Empereur.

14 *février*. Ouverture du Corps législatif.

1er *mars*. 6e coalition contre la France. — Défection de la Prusse. — Son alliance avec la Russie.
3 — Traité d'alliance entre la Suède et l'Angleterre.

1er *avril*. Déclaration de guerre de la France à la Prusse.
3 — Sénatus-consulte qui met 180,000 hommes à la disposition du gouvernement. — Création des gardes d'honneur.
5 — Création de 37 cohortes de gardes urbaines.
15 — L'Empereur quitte Paris pour se rendre à l'armée d'Allemagne.
27 — Combat de Weissenfels (Saxe).
28 — L'Empereur arrive sur la Saale.

1er *mai*. Combat de Poserna (Saxe). — Mort du maréchal Bessières.
2 — Bataille de Lutzen (Saxe).
4 *mai*. Déblocus de Wittenberg (Saxe).
5 — Combat d'Ertzdorff (Saxe).
8 — Occupation de Dresde (Saxe).
12 — Combat de Bichostzwerda (Saxe).
19 — Combat de Weissig et de Kœnisgswartha (Saxe).
20 — Combat de Bautzen (Saxe).
21 — Bataille de Wurtschen (Saxe).
22 — Combat de Reichenbach (Saxe).
26 — Combat d'Haynau (Saxe).
27 — Combat de Sprottau. — Déblocus de Glogau.
30 — Reprise de Hambourg.

1er *juin*. Occupation de Breslau.
4 — Armistice de Plessivitz (Silésie) entre l'armée française et les armées russes et prussiennes.
21 — Bataille de Vittoria. — Suivie de l'évacuation de l'Espagne.
30 — Convention de Dresde. — L'Empereur accepte la médiation de l'Autriche.

10 *juillet*. Alliance entre la France et le Danemarck.
12 — Congrès de Prague.
26 — Arrivée du général Moreau en Europe.
27 — Défection de l'Autriche. — Son alliance avec la Russie et la Prusse.
28 — Fin du congrès de Prague.



L'Empereur à Dresde.

1813. — DEUXIÈME CAMPAGNE D'ALLEMAGNE.

DRESDE. — LEIPSICK. — HANAU.

L'armistice qui venait d'être conclu, les négociations qui allaient s'entamer n'empêchèrent point l'Empereur, dès son retour à Dresde, de s'occuper des préparatifs nécessaires pour être en mesure d'agir avec avantage si la mauvaise foi de l'ennemi, la défection de quelques-uns de nos alliés, ou des prétentions inconciliables avec l'honneur et la sûreté de l'Empire français, l'obligeaient à recommencer une campagne nouvelle. Car, de tous les souverains de l'Europe, à cette époque où les mots d'indépendance générale, de pacification européenne, de repos des peuples, formaient le fond de tous les manifestes, l'Empereur seul alors voulait la paix sincèrement.

L'étude des cartes de la Bohême, de la Saxe et de la Silésie, la reconnaissance des lieux par des visites sur le terrain, l'examen et le choix des endroits qu'il était convenable de fortifier, occupaient tous les instants que lui laissaient la correspondance avec l'Empire, et les revues journalières des troupes qui arrivaient de France. La ligne de l'Elbe fut

mise en état de défense. Des ponts militaires, jetés sur le fleuve, assurèrent les communications de l'armée; un camp retranché, établi à Pyrna, ferma les défilés de la Bohême. Dresde enfin, dont l'enceinte avait été complétée par des fossés et des palissades, fut défendue en outre par une ligne de redoutes avancées, armées d'artillerie. Cette ville, dans le plan de l'Empereur, devait être le centre de toutes les opérations. « Dresde, disait-il à ses généraux, est le pivot sur » lequel je veux manœuvrer pour faire face à toutes les at» taques. Depuis Berlin jusqu'à Prague, l'ennemi se déve» loppe sur une circonférence dont j'occupe le centre; les » moindres communications s'allongent pour lui de tous les » contours qu'il doit suivre; et moi, en quelques marches, » je puis arriver partout où ma présence et mes réserves » seront nécessaires. »

Sa résolution hardie effrayait quelques-uns des chefs de l'armée dont l'audace était amortie par l'âge. Ils craignaient que l'Autriche, jetant le masque et passant aussi du côté des alliés, ne leur livrât les passages de la Bohême, ce qui aurait permis à l'ennemi de prendre à revers les positions de l'armée française et de couper nos communications avec la France. Leur plan était *prudent:* ils parlaient de quitter la vallée de l'Elbe, de se retirer sur la Saale et de là sur le Rhin, abandonnant ainsi à leur fortune et nos amis les Danois, les Polonais, et nos alliés les Saxons, les Westphaliens, et nos garnisons des forteresses de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule.

» Avec ce que vous me proposez de sacrifices pour mieux » faire la guerre, leur répondait l'Empereur, je ferais sur» le-champ la paix... Vous craignez que je ne sois aventuré, » si l'ennemi vient se placer entre mes lignes fortifiées de » l'Elbe et du Rhin; mais s'il a cette audace, j'entre alors en » Bohême, et c'est moi qui le prends à revers. Rappelez» vous Arcole, Marengo, Austerlitz et Wagram; n'étais-je » pas alors dans une position plus hasardée? C'est dans les » plaines de la Saxe que le sort de l'Allemagne doit mainte» nant se décider. Je vous le répète, la position que je prends » m'offre des chances telles que l'ennemi, vainqueur dans » dix batailles, pourrait à peine me ramener sur le Rhin;

» tandis qu'une seule bataille gagnée me suffit pour rentrer
» dans ses capitales, débloquer les places de l'Oder et de la
» Vistule et forcer les alliés à la paix. »

La médiation de l'Autriche n'avait encore rien fait pour le but qu'elle s'était chargée d'atteindre, la paix; elle avait arrêté, par l'armistice, la marche victorieuse de Napoléon; mais son envoyé, le comte de Bubna, apportait sans cesse de nouvelles difficultés aux propositions du plénipotentiaire français. L'époux de Marie-Louise s'en plaignit à son beau-père; celui-ci avait une loyauté naturelle qui mettait en danger la politique du cabinet autrichien. Son principal ministre, peut-être dans l'espoir de mieux tromper la perspicacité de l'Empereur, se rendit lui-même à Dresde.

« Vous voilà donc, Metternich! dit Napoléon; soyez le
» bienvenu; si vous voulez la paix, pourquoi venir si tard?
» Nous avons déjà perdu un mois; et votre médiation de-
» vient hostile à force d'être inactive... Il ne vous convient
» pas, dites-vous, de garantir l'intégrité de l'Empire fran-
» çais : pourquoi ne pas me l'avoir déclaré plus tôt, à mon
» arrivée de Russie, ou avant mon départ de Paris?... J'au-
» rais été à temps de modifier mes plans : peut-être ne se-
» rais-je pas rentré en campagne... Vous m'avez laissé m'é-
» puiser par de nouveaux efforts; vous comptiez sans doute
» sur des événements différents et surtout moins rapides.
» Ces efforts hardis, la victoire les a couronnés. Je gagne
» deux batailles; mes ennemis, affaiblis, sont au moment
» de revenir de leurs illusions; soudain vous vous glissez
» entre nous; vous me parlez d'armistice et de médiation;
» vous leur parlez d'alliance, et tout s'embrouille.... Sans
» votre funeste intervention, la paix serait faite aujourd'hui.
» Pour moi, jusqu'à présent, les résultats de l'armistice sont
» les traités que l'Angleterre vient d'obtenir de la Prusse et
» de la Russie, et peut-être même d'une troisième puis-
» sance.... Mais, à cet égard, votre cabinet doit être mieux
» informé que moi.

» Convenez-en, depuis que l'Autriche a pris le titre de
» médiateur, elle n'est plus de mon côté; elle n'est plus im-
» partiale; elle est ennemie; vous alliez vous déclarer, quand
» la victoire de Lutzen vous a arrêtés. Vous avez alors senti

» le besoin d'augmenter vos forces, et vous avez voulu ga-
» gner du temps... Aujourd'hui, vos deux cent mille hommes
» sont prêts; c'est Schwartzenberg qui les commande; il les
» réunit en ce moment, ici près, derrière le rideau des mon-
» tagnes de la Bohême. Et parce que vous vous croyez en
» état de dicter la loi, vous venez me trouver! La loi! et
» pourquoi ne vouloir la dicter qu'à moi seul? Si vous êtes
» médiateur, pourquoi du moins ne pas tenir la balance
» égale?... Je vous ai deviné : votre cabinet veut profiter de
» mes embarras, et les augmenter même pour recouvrer ce
» qu'il a perdu. Votre grande perplexité est de savoir si vous
» pouvez me rançonner sans combattre, ou si nous devons
» être ennemis. Vous ne venez ici que pour mieux décider la
» question. Eh bien! soyez franc. Voyons, que voulez-
» vous? » Cette attaque était vive. Metternich, étonné, se
défendit avec tout l'attirail de phrases diplomatiques. « Le
» seul avantage, dit-il, que l'empereur mon maître soit ja-
» loux d'acquérir, c'est l'influence qui communiquerait aux
» cabinets de l'Europe l'esprit de modération, le respect pour
» les droits et les possessions des états indépendants qui
» l'animent lui-même... L'Autriche veut établir un ordre de
» choses qui, par une sage répartition de forces, place la
» garantie de la paix sous l'égide d'une association d'états
» indépendants. — Parlez plus clair, dit l'Empereur en
» l'interrompant, et venez au but. Je vous ai offert l'Illyrie
» pour rester neutre; cela vous convient-il? Mon armée suf-
» fit pour mettre les Russes et les Prussiens à la raison;
» votre neutralité est tout ce que je demande. — Ah!
» Sire, reprit vivement Metternich, pourquoi Votre Majesté
» resterait-elle seule dans cette lutte? Pourquoi ne double-
» rait-elle pas ses forces? Il ne tient qu'à vous de disposer
» entièrement des nôtres. Les choses en sont au point que
» nous ne pouvons plus rester neutres; il faut que nous
» soyons pour ou contre vous. »

La conversation s'arrêta un instant. L'Empereur réfléchit et conduisit Metternich auprès de ses cartes. Le ministre autrichien parla à voix basse et comme étonné de sa propre audace; mais en même temps, avec une sorte de fermeté. C'était comme l'usurier qui veut faire acheter encore un se-

cours à l'homme qu'il a ruiné. La patience de l'Empereur, cette patience qu'il avait espéré retenir, n'y tint pas. « Eh » quoi ! s'écria-t-il, non-seulement l'Illyrie, mais la moitié » de l'Italie, et le retour du pape à Rome, et la Pologne, et » l'abandon de l'Espagne, et la Hollande, et la confédération » du Rhin, et la Suisse ! *Voilà donc l'esprit de modération » qui vous anime ?* Vous ne pensez qu'à profiter de toutes » les chances; vous n'êtes occupé qu'à transporter votre al- » liance d'un camp à l'autre, pour être toujours du côté où » se font les partages, et vous parlez de respect pour les » droits des états indépendants ! Au fait, vous voulez l'Ita- » lie, la Russie veut la Pologne, la Suède veut la Norwége, » la Prusse veut la Saxe, et l'Angleterre veut la Hollande » et la Belgique. Pour vous tous, la paix n'est qu'un prétexte. » Vous n'aspirez qu'au démembrement de l'Empire fran- » çais !... » Metternich ne répliqua pas un mot. Un profond silence régnait dans le salon. La voix de l'Empereur était sonore et vibrante. Il ajouta, avec une expression d'amertume non déguisée : « Et pour couronner une telle entre- » prise, l'Autriche croit qu'il lui suffit de se déclarer. Elle » prétend d'un seul trait de plume faire tomber les remparts » de Dantzick, de Custrin, de Glogau, de Magdebourg, de » Wesel, de Mayence, d'Anvers, d'Alexandrie, de Mantoue, » de toutes les places fortes dont je n'ai pu obtenir les clefs » qu'à force de victoires ! Et moi, docile à votre politique, » il me faudrait évacuer l'Europe, dont j'occupe encore la » moitié, ramener mes légions la crosse en l'air derrière le » Rhin, les Alpes et les Pyrénées, souscrire à un traité qui » ne serait qu'une vaste capitulation, me livrer comme un » sot à mes ennemis, et m'en remettre pour l'avenir à la gé- » nérosité douteuse de ceux-là même dont je suis aujour- » d'hui le vainqueur !... Et c'est quand mes drapeaux flot- » tent encore aux bouches de la Vistule et sur les rives de » l'Oder; quand mon armée triomphante est aux portes de » Berlin et de Breslau; quand je suis, moi, Napoléon, moi, » l'empereur des Français, à la tête de trois cent mille » hommes, que l'Autriche, sans coup férir, sans même ti- » rer l'épée, se flatte de me faire souscrire à de telles » conditions !........ Sans tirer l'épée ! Cette prétention est

» un outrage ! Et mon beau-père accueillerait un tel pro-
» jet ! Dans quelle attitude me placerait-il en présence du
» peuple français ? Croit-il qu'un trône déshonoré pourrait
» être en France un refuge pour sa fille et son petit-fils?...
» Ah ! Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle
» donné pour jouer ce rôle contre moi ?... »

La vérité était dite. La conviction avait parlé ; Metternich changea de couleur. Sans doute en ce moment le négociateur eut honte de ses propres ruses ; mais l'orgueil individuel avait été blessé, et l'amour-propre est peut-être le seul sentiment humain qui puisse échauffer l'âme glaciale du diplomate, misérable plaideur du pour et du contre, qui, dans les grands intérêts des sociétés, remplit, comme l'avocat dans les affaires de famille, l'office de mauvais génie. Metternich, après avoir indiqué un congrès à Prague, partit le cœur ulcéré.

Les prévisions de Napoléon sur la résolution que l'Autriche allait prendre étaient justes. Le mot du cabinet autrichien ne tarda pas à être connu : Metternich posa pour ultimatum :

« La dissolution du duché de Varsovie, qui serait partagé
» entre la Russie, l'Autriche et la Prusse (Dantzick à la
» Prusse) ; le rétablissement des villes de Hambourg, de
» Lubeck, etc., dans leur indépendance ; la *reconstruction*
» de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe ; la cession à
» l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, y compris
» Trieste ; et la garantie réciproque que l'état des puissan-
» ces, grandes et petites, tel qu'il se trouverait fixé par la
» paix, ne pourrait plus être changé ni altéré que d'un com-
» mun accord. »

Dans cette guerre, entreprise au nom de l'indépendance des peuples, l'ambition voulait sacrifier les plus faibles à la puissance des plus forts. Il eût été, de la part de l'Empereur, peu généreux et très-impolitique d'y prêter les mains. Il répondit, afin de prouver qu'il était prêt à faire personnellement toutes les concessions qui ne compromettraient pas les intérêts de ses alliés :

« Il n'y aura plus de duché de Varsovie, soit : mais Dant-
» zick sera ville libre ; ses fortifications seront démolies, et

» le roi de Saxe sera indemnisé par la cession des terri-
» toires de la Silésie et de la Bohême, qui sont enclavés
» dans la Saxe. Les provinces illyriennes seront cédées à
» l'Autriche ; on consent même à abandonner le port de
» Fiume, mais Trieste ne sera pas compris dans la cession. La
» confédération germanique s'étendra jusqu'à l'Oder. Enfin,
» l'intégrité du territoire danois sera garantie. »

Après avoir fait cette réponse, qui témoignait du moins de ses dispositions pacifiques, l'Empereur se tint prêt à combattre; car il ne doutait pas d'apprendre bientôt la reprise des hostilités.

Les effets de la coalition durant l'armistice avaient été inouïs : elle était parvenue à mettre en ligne plus de huit cent mille combattants, y compris les troupes que l'Autriche, levant enfin le masque, fit marcher contre nous. La Prusse seule avait armé deux cent cinquante mille hommes, dont trente-deux mille de cavalerie. A défaut de soldats, l'Angleterre fournissait des subsides et des munitions de guerre de toute espèce. Elle avait envoyé à Bernadotte et à la Prusse des batteries de campagne et le personnel d'artillerie nécessaire, des équipages de siége, et même des fusées à la Congrève. Quatre cent mille fusils et cent mille sabres anglais avaient été débarqués sur le continent pour armer les landwehrs allemandes. Outre ce grand nombre de soldats, l'armée coalisée réunissait dix-huit cents pièces de canon.

La force des troupes rassemblées par l'Empereur ne pouvait pas s'élever au delà de quatre cent mille hommes, en comprenant même dans ce nombre les garnisons des places fortes et les contingents alliés. Ces contingents, travaillés déjà par les menées des Anglais et par les émissaires de la Tungenbund, n'offraient qu'un concours douteux. Les Polonais étaient toujours fidèles et inébranlables : ce sont les seuls qui ne nous aient pas trahis avec la fortune. Toute âme française, pénétrée de nos malheurs et de leur dévouement, doit conserver pour eux du respect et de l'affection. Enfin, douze cents pièces de canon seulement appuyaient l'armée française.

L'Autriche se déclara contre nous : son armée était prête. L'armistice fut dénoncé aussitôt, et Blucher le viola même avant que le temps de combattre fût arrivé. On parlait au quartier général des alliés de justice et de loyauté, mais ces mots, à l'usage de la politique, n'exprimaient aucun sentiment qui eût prise en ce moment sur le cœur des ennemis de Napoléon : tous les moyens leur semblaient honorables et légitimes.

Une partie de l'armée française marchait sur Berlin. L'Empereur était en Silésie où Macdonald venait de replanter nos aigles, au bord de la Katzbach. Les coalisés pensèrent que le moment était favorable pour attaquer. La grande armée austro-prusso-russe, forte de plus de deux cent mille hommes, déboucha de la Bohême. Le prince de Schwartzenberg, commandant le contingent autrichien, était devenu le général en chef : il dirigeait aussi le centre. Barclay de Tolly, avec deux corps russe et prussien, formait l'aile droite. Klenau, avec les Prussiens, était à l'aile gauche. Gouvion-Saint-Cyr n'avait que vingt-cinq mille Français pour garder la capitale de la Saxe. Il replia ses postes, et se retira derrière ses lignes retranchées. Les coalisés cernèrent la ville sur la rive gauche de l'Elbe. Dans leur confiance, ils avaient dédaigné et tourné le camp de Pyrna. Les nouvelles que l'Empereur recevait de Dresde le décidèrent à y presser son retour, et il se remit en route avec sa garde et les autres corps de l'armée qui n'étaient pas nécessaires pour contenir Blucher.

Cependant l'ennemi resserrait de plus en plus les avant-postes français ; déjà il occupait les avenues de la ville et les collines environnantes. Ses batteries s'élevaient sur tous les points, et il faisait ses dispositions pour enlever de vive force le corps de la place. L'Empereur avait songé un moment à laisser Dresde se défendre avec ses propres forces, et à essayer par Pyrna une diversion sur les derrières de l'armée ennemie. Cette entreprise vigoureuse aurait eu de grands résultats. Les craintes que manifestèrent les habitants de Dresde obligèrent l'Empereur à y renoncer.

L'attaque commença le 26 août. Les coalisés, comptant n'avoir affaire qu'au corps de Gouvion-Saint-Cyr, s'avancè-

rent avec résolution. La confiance des Allemands de notre parti était ébranlée. Deux régiments de hussards westphaliens passèrent à l'ennemi. L'attaque fut acharnée et opiniâtre; chaque colonne marchait précédée de cinquante pièces dartillerie : de nombreuses batteries croisaient leur feu sur la ville. En vain l'artillerie de nos redoutes avancées sillonnait par des décharges redoublées ces redoutables colonnes, rien, dans le premier moment, ne pouvait arrêter l'ardeur et l'impétuosité des assaillants : ils arrivèrent jusqu'aux palissades, et bientôt toutes les réserves de Gouvion-Saint-Cyr furent engagées. Déjà, au centre, les Hongrois de Colloredo avaient enlevé la redoute de la barrière de Dippodiswalde; à droite, l'artillerie autrichienne éteignait le feu de nos batteries de la porte de Freyberg; et à gauche, les Russes et les Prussiens pénétraient dans le faubourg de Pyrna. Les habitants, consternés, se barricadaient dans leurs maisons; les femmes et les enfants cherchaient un refuge dans les caves : l'ennemi se croyait sûr de la victoire. C'est en criant: *à Paris! à Paris!* que ses premières colonnes couraient forcer la porte de Plauen.

La porte s'ouvrit : ce fut comme l'éruption d'un volcan. Les bataillons de la garde impériale, commandés par Tyndal, par Cambronne, et dirigés par le général Dumoustier, s'élancent; le feu des murs crénelés soutient leur sortie; celui des redoutes prend à revers les colonnes autrichiennes, de toutes parts une grêle de balles et de boulets couvre la plaine. L'ennemi recule épouvanté. Ses pièces sont enlevées au pas de course, les canonniers tués sur leurs affûts; de toutes les portes de Dresde des sorties décisives ont lieu simultanément: les Français ont repris l'offensive. Les redoutes enlevées sont reprises. Notre cavalerie nettoie la plaine, que l'Empereur parcourt au galop, au milieu des balles et des boulets, qui blessent à ses côtés ses officiers et ses aides de camp; il se montre ainsi sur toute la ligne : sa présence est électrique. Aux clameurs de triomphe de l'ennemi succèdent des cris de détresse. « L'Empereur est à Dresde, s'écrie » Schwartzenberg, le moment favorable est perdu! il ne faut » plus songer qu'à nous rallier. » Et les coalisés, protégés par leurs batteries, qui ne cessent de tirer qu'à neuf heu-

res du soir, reviennent en désordre se réfugier derrière les hauteurs où leur artillerie est placée.

Le retour de l'Empereur a rendu à la ville autant de confiance qu'il a jeté de terreur parmi les coalisés. Les rôles changent, et le lendemain l'armée française assaillit à son tour les positions de l'ennemi.

La pluie qui tombe par torrents, l'eau qui convertit le champ de bataille en un terrain inondé ou fangeux, n'arrêtent pas l'élan de nos soldats : l'attaque a lieu sur tous les points, et avec une égale ardeur. Tandis que le centre tient ferme, les deux ailes s'étendent pour déborder l'ennemi. La vieille garde, qui a eu les honneurs de la journée de la veille, forme maintenant la réserve. Comme la veille, l'Empereur est à la fois présent partout; il se montre à tous les corps d'armée, préside à tous les mouvements, encourage toutes les attaques. Dans un moment où il se porte au galop sur un point menacé, il aperçoit une batterie de la garde qui, découragée de l'inutilité de ses coups, cesse son feu : « Il faut, dit-il, attirer l'attention de l'ennemi de ce côté : recommencez à tirer. » Les artilleurs obéissent, et, dès les premières salves, un mouvement extraordinaire qui se manifeste sur la hauteur opposée, annonce qu'un personnage important vient d'être frappé parmi les alliés. C'était (on l'apprit quelques jours plus tard) le général Moreau, récemment arrivé d'Amérique en Europe, qui tombait ainsi, au milieu de l'état-major russe, atteint par un boulet français. Triste et déplorable fin pour le vainqueur de Hohenlinden !

A trois heures, la victoire était décidée, l'ennemi hâtait sa retraite; et comme dans leur mouvement les ailes de l'armée française avaient occupé les deux chaussées principales, le prince de Schwartzenberg fut obligé de se retirer en Bohême par des chemins de traverse et des défilés presque impraticables. L'Empereur se mit à sa poursuite, espérant que le général Vandamme, qu'il avait laissé dans la forte position de Pyrna, profiterait de ses avantages pour compléter la ruine de l'armée coalisée. Mais le moment arrivait pour Napoléon où les revers de ses lieutenants allaient rendre nuls ses propres succès.

La bataille de Dresde était certainement une de celles où le génie de l'Empereur a brillé du plus vif éclat. Elle devait avoir d'immenses résultats ; tous ceux même que Napoléon avait prévus en occupant la position de Dresde et que ses combinaisons avant et pendant la bataille semblaient avoir assurés. La fortune en décida autrement : elle commençait à nous abandonner. En Bohême, Vandamme, loin d'inquiéter la retraite de l'armée battue à Dresde, quitta le camp de Pyrna, s'aventura dans la profonde vallée de Tœplitz, et après deux actions meurtrières, se vit obligé, à Kulm, de poser les armes ; en Silésie, Macdonald, dont les divisions furent séparées par la crue des torrents, éprouva de grands désastres sur la Kastbach ; et en Prusse, Oudinot, au lieu d'entrer à Berlin, rencontra Bernadotte et Bulow avec cent quarante mille hommes, dans la plaine de Gross-Beeren, fut forcé de céder au nombre, et se retira sur Wittenberg. Le maréchal Ney, envoyé pour rétablir les affaires de ce côté, fut attaqué par l'ennemi à Dennewitz et à Juterborg et n'eut pas plus de succès.

Ces événements détruisaient toutes les espérances que l'Empereur fondait sur sa récente victoire. Il dut se résoudre à quitter Dresde afin de se rapprocher de la France. Leipsick fut le point qu'il désigna pour la réunion de tous les corps de l'armée française.

La défection de la Bavière, qui eut lieu à cette époque, contribua sans doute aussi à ce mouvement rétrograde. Le général de Wrède, malgré son roi, décida son armée à déserter la cause de la France, et porta soixante mille hommes du côté des coalisés : c'était pour nous une différence de cent vingt mille combattants.

Leipsick, situé sur l'Elster, au confluent de la Pleiss et de la Partha, offre, en avant de ses faubourgs, de belles positions à défendre. Cinq cent mille hommes et trois mille pièces de canon s'y dirigeaient par divers chemins pour y décider à qui appartiendrait la dictature de l'Europe. Mais il fallut trois jours de sanglants combats pour résoudre cette grande question. L'Empereur était arrivé le 15 octobre,

et dès le 16, cent trente-six mille Français, attaqués par trois côtés à la fois, avaient à tenir tête à deux cent trente mille alliés. — La grande armée de Schwartzenberg faisait face à l'armée commandée par Napoléon, qui s'étendait sur les hauteurs et dans la plaine, entre la Pleiss et la Partha, le centre au petit village de Wachau. Les Français étaient au nombre de quatre-vingt-seize mille combattants, le prince autrichien en réunissait cent quarante mille. Néanmoins, après une lutte qui dura toute la journée et qui fut balancée par des succès divers, la victoire resta à l'armée française : l'ennemi avait éprouvé une perte de trente mille hommes, tués, blessés ou faits prisonniers. Poniatowski, qui s'y était distingué à la tête des Polonais, reçut le bâton de maréchal de l'empire, sur le terrain même où il avait combattu et où il avait fait poser les armes à la colonne autrichienne du général Merfeldt.—Pendant que l'on combattait à Wachau, Ney, sur la gauche, soutenait, avec vingt-cinq mille hommes seulement, l'attaque de soixante-dix mille Prussiens, conduits par le général Blucher, et conservait, malgré de grandes pertes, les positions qu'il était chargé de défendre.—En arrière, sur la droite de l'armée et de l'autre côté de l'Elster, le général Bertrand, à Lindenau, était encore plus heureux : avec son corps de quinze mille hommes il culbutait les vingt mille soldats de l'Autrichien Giulay, et, en débarrassant la route d'Erfurth, assurait nos communications avec le Rhin.

Après la bataille, l'Empereur se fit amener M. de Merfeldt. Depuis longtemps il connaissait cet officier-général. M. de Merfeldt avait été chargé, en Italie, de lui demander le célèbre armistice de Léoben ; plus tard, négociateur de Campo-Formio, il avait porté à Vienne le traité de paix qui sauva la maison d'Autriche des ressentiments du Directoire; c'était lui enfin qui, dans la nuit d'Austerlitz, avait transmis à l'Empereur des Français la première demande d'armistice faite par les deux empereurs vaincus. Napoléon, à son tour, avait besoin d'un négociateur pour une suspension d'armes ou pour la paix. Il lui rendit la liberté, le chargea de ses propositions pour les souverains alliés, et d'offrir en son nom un armistice au général qu'il venait de vaincre. La

voix de M. de Merfeldt devait réveiller des souvenirs favorables au succès de son message.

La journée du 17 se passa dans l'inaction; l'Empereur attendant du quartier général ennemi une réponse qui ne vint pas ; les coalisés calculant que la jonction de l'armée de réserve de Beningsen, qui allait arriver en ligne le lendemain au plus tard, augmenterait leurs forces de cent mille hommes.

Le lendemain 18, l'armée française, avec quelques renforts survenus dans la nuit, s'élevait à cent vingt-trois mille hommes. Le nombre des alliés s'était accru jusqu'à trois cent trente mille combattants. Bernadotte était arrivé en ligne et s'était réuni à Blucher; et sans doute, afin que ses anciens compagnons d'armes n'ignorassent pas qu'il était devenu l'allié et le stipendié de l'Angleterre, son artillerie, en se mettant en batterie, salua les troupes du maréchal Ney par une décharge de fusées à la Congrève. La journée devait éclairer encore une trahison inouïe, sans exemple dans les annales militaires. Pendant la bataille, les Saxons, au nombre de douze mille avec quarante pièces de canon, passèrent à l'ennemi. Le général qu'ils choisirent, dans une armée qui comptait de braves et généreux guerriers, défenseurs dévoués de leur patrie, fut ce même Bernadotte, et afin que rien ne manquât à l'infamie de leur conduite, non contents de livrer, par leur trahison, le poste qu'ils avaient été chargés de défendre, ils tournèrent sur-le-champ leur artillerie contre les divisions à côté desquelles ils avaient jusqu'alors combattu. Bernadotte accueillit les généraux saxons avec la plus grande gracieuseté.

Cependant, tous les efforts de la grande armée alliée avaient porté sur le village de Probstheyda où l'Empereur s'était tenu pendant la plus grande partie de la journée. Les troupes françaises et les masses russes étaient restées toute la journée immobiles sous le feu d'une formidable artillerie; mais l'ennemi, malgré sa supériorité numérique et ses attaques multipliées, n'avait fait aucun progrès, nos troupes avaient conservé toutes leurs positions; seulement à gauche le corps du général Régnier, diminué de plus de moitié par la trahison des Saxons, avait évacué vers le soir le

village de Schœnfeld et s'était retiré derrière le ruisseau de Reudnitz. Déjà, dans le camp des souverains alliés, les généraux, rebutés par une résistance aussi tenace, délibéraient s'il ne conviendrait pas de renoncer à emporter Leipsick de vive force, et laissant seulement en face de l'armée française un corps d'observation, de tourner la ville, et d'aller se placer en remontant l'Elster sur la route d'Erfurth.

Dans le camp français, une autre décision devait se prendre : Napoléon, assis auprès du feu de son bivouac, dictait au major-général ses ordres pour la nuit et pour le lendemain, lorsque les généraux commandants de l'artillerie vinrent lui rendre compte de l'épuisement des munitions. On avait tiré dans la journée quatre-vingt-quinze mille coups de canon ; et depuis cinq jours, plus de deux cent vingt mille. Les réserves étaient vides, seize mille coups y restaient seulement : c'était à peine de quoi entretenir vivement le feu pendant deux heures. On ne pouvait se rapprovisionner qu'à Magdebourg ou à Erfurth, dépôts les plus voisins de l'armée.

Dans cet état de choses, l'Empereur dut renoncer à conserver le champ de bataille. Il se décida à la retraite, qu'il fallut encore protéger par un combat. Le lendemain, et sous le feu de l'ennemi, eut lieu le passage de l'Elster. La fatalité qui pesait sur les destinées de l'armée française, fit qu'un simple caporal de génie se trouva chargé de faire sauter le pont lorsque l'ennemi arriverait. Un hourra de Cosaques, la fusillade de quelques tirailleurs, firent croire à ce militaire que le moment était arrivé : il mit le feu à la mèche et le pont sauta. La retraite fut ainsi coupée aux corps qui défendaient la ville. Le maréchal Macdonald n'échappa à la captivité qu'en traversant l'Elster à la nage. Le brave Poniatowski, en voulant l'imiter, s'y noya : quinze mille hommes, deux cents pièces de canon et une partie des bagages de l'armée, tombèrent avec Dresde au pouvoir de l'ennemi. La retraite de l'armée française, harcelée par l'innombrable cavalerie des coalisés, se fit lentement et avec ordre. L'armée, après avoir repassé la Saale, se dirigea sur le Rhin ; mais un des alliés qui venait de nous abandonner essaya d'augmenter encore nos désastres. Le général bavarois, de

Wrède, naguère comblé de bienfaits de l'Empereur, prit position à Hanau avec soixante mille hommes, dans l'espoir d'arrêter l'armée française et de faire poser les armes à Napoléon. C'était, à la rigueur de la saison près, une parodie de Kutusoff à la Bérésina. Sa témérité reçut une juste punition : ce fut en passant sur le corps de ses divisions que l'armée française gagna la route de Mayence.

Napoléon avait reçu à Erfurth les adieux du roi de Naples, qui retournait dans ses États avec une âme un peu ébranlée par toutes les trahisons dont il avait été témoin. L'Empereur, en le voyant partir, pressentait sa prochaine défection; mais il ne put se séparer de cet ancien compagnon d'armes sans l'embrasser à plusieurs reprises, comme s'il avait prévu en même temps qu'il ne devait plus le revoir. Murat a expié par la perte de sa couronne et par une mort fatale l'erreur qui en fit un moment l'ennemi de son beau-frère.

L'Empereur revint à Paris. L'année 1813 avait vu l'armée française ramenée des bords du Niémen jusqu'aux rives du Rhin, et, pour arriver même à Mayence, il avait fallu combattre à chaque pas. Et cependant, « sur l'étroit chemin où » tant de défections éclatantes et de sourdes trahisons resserraient sa marche et gênaient ses mouvements, des trophées encore avaient signalé son retour. »

En 1812, l'armée française succomba sous la rigueur des saisons; en 1813, elle fut victime de la trahison de ses alliés.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1813. — DEUXIÈME CAMPAGNE D'ALLEMAGNE.

DRESDE. — LEIPSICK. — HANAU.

10 *août*. Rupture de l'armistice de Plesswitz (4 juin).
15 — Proclamation de Bernadotte contre l'Empereur Napoléon.
18 — Combat de Lahn (Silésie).

21 *août*. L'Autriche menace l'Italie. — Ouverture de la campagne par le prince Eugène.
23 — Combat de Goldeberg (Silésie).
— — Combat de Gross - Beeren (Prusse).
27-28 — Bataille de Dresde (Saxe).
28 — Combat de Pyrna (Saxe).
29 — Combat de Plagwitz (Silésie).
— — 1er combat de Kulm (Bohême).
30 — 2e combat de Kulm (id.).

2 *septembre*. Combat de Krainbourg (Italie).
4 — de Wohlenberg (Saxe).
6 — — de Feistritz (Italie).
— — Bataille de Juterbogh ou de Dennewitz (Prusse).
7 Combat de Dahme (Prusse.)
8 — — de Dohna (Saxe).
10 — — du Geyersberg (Saxe).
16 — — de Péterswalde (Saxe).
17 — — de Dolnitz (Bohême).
19 — — de Freybourg (Saxe).
22 — — de Bichoffswerda (Saxe).
26 — 1er combat de Wartenbourg (Saxe.)
27 — Combat de Dessau (Saxe).
28 — 2e combat de Freybourg (Saxe).

3 *octobre*. 2e combat de Wartenbourg (Saxe).
— — Combat de Pruneken (Italie).
10 — — de Wethau (Saxe).
12 — — de Dessau (Saxe).
13 — — de Resemutta (Italie).
14 — — de Wachau (Saxe).
15 — Reddition de Brémen (Bas-Elbe).
16 — Bataille de Wachau (Saxe).
18 — Bataille de Leipsick (Saxe).
30 — Bataille de Hanau (Allemagne).
31 — Combat et prise de Bassano (Italie).

9 *novembre*. Combat de Hocheim (Allemagne).
— — Retour de l'Empereur à Saint-Cloud.
10 — Combat de Saint-Jean-de-Luz.
11 — Reddition de Dresde (Saxe).
15 — Combat de Caldiero (Italie).
— — Sénatus - consulte qui met trois cent mille hommes à la disposition du gouvernement.
19 — Combat de Saint-Martin (Italie).
24 — Entrée des Prussiens à Amsterdam.
26 — Combat de Ferrare (Italie).
27 — Reddition de Dantzick.

3 *décembre*. Combat de Rovigo.
5 — Occupation d'Ancône par les troupes du roi de Naples.
8 — Combat de Boara (Italie).
11 — Traité de Valençay. — Napoléon rend à Ferdinand VII la couronne d'Espagne.
15 — Armistice entre les Russes et les Danois. — Cet armistice enlève à la France son dernier allié.
— — Blocus du 13e corps commandé par Davoust, dans Hambourg.
21 — Le passage du Rhin est livré par les Bâlois à 100,000 coalisés.
22 — L'Empereur communique au Sénat et au Corps législatif les pièces relatives aux négociations.
24 — Combat de Castagnaro (Italie).
— — Évacuation de la Hollande.
31 — Ajournement du Corps législatif.
— — Genève est livrée aux Autrichiens.
— — Passage du Rhin à Coblentz par l'armée prussienne.



L'Empereur à Arcis-sur-Aub

CAMPAGNE DE FRANCE.

Le Rhin arrêta pendant deux mois les armées coalisées. Le prestige de gloire qui environnait nos armes défendait encore la frontière française; car les bataillons qui étaient rentrés sur le sol natal étaient trop peu nombreux pour garder tous les passages.

Tandis que les troupes étrangères s'accumulaient sur la rive droite du fleuve, les diplomates étrangers, sans doute afin de mieux abuser les peuples, parlaient encore de paix à Napoléon. Ils lui demandaient d'abandonner l'Allemagne, l'Espagne, la Hollande et l'Italie. Ils exigeaient que la France rentrât dans ses *frontières naturelles* des Alpes, des Pyrénées et du Rhin. L'Allemagne, nos soldats venaient de l'évacuer; l'Espagne, elle avait été rendue à Ferdinand. Napoléon, en se soumettant à la nécessité, n'avait demandé au fils de Charles IV autre chose que sa neutralité, et que, libre de l'influence française, il n'allât pas tendre la tête au joug de l'Angleterre. La Hollande faisait encore partie du grand empire; l'Italie était occupée par nos soldats : il était pé-

nible d'y renoncer; cependant l'empereur s'y résignait, lorsque les alliés déclarèrent que la négociation n'arrêterait pas les opérations militaires. Ainsi, en renonçant à l'Allemagne et à l'Espagne, en détachant de sa cause la Hollande et toute l'Italie, Napoléon n'obtenait même pas la certitude de préserver la France d'une invasion. — En attendant que toutes ces questions fussent résolues par le congrès qui devait se réunir à Châtillon pour traiter de la paix sur les bases que les alliés donnaient pour *ultimatum*, il fallut donc se résoudre à combattre.

L'Empereur, pour tirer parti de toutes les ressources du pays, et le défendre contre l'étranger, montrait une activité admirable ; il vit avec chagrin qu'il n'était pas secondé. La lassitude de la guerre paraissait générale : le peuple comprenait cependant qu'un effort de plus suffirait pour sauver la patrie et conquérir la paix ; mais certains personnages avaient déjà calculé quelles seraient pour eux les chances d'une révolution nouvelle, et la chute du gouvernement impérial présentait une vaste carrière à leur ambition : leur conduite et leurs discours attiédissaient l'ardeur populaire. D'un autre côté, les anciens compagnons d'armes du général Bonaparte, la plupart des maréchaux et des généraux qu'il avait comblés de faveurs, soupiraient après le repos ; et, soit mauvaise volonté, soit épuisement produit par l'âge et la fatigue, manquaient de vigueur et d'activité. Enfin le Corps législatif commençait à être travaillé par une opposition hostile à Napoléon lui-même. Le moment était mal choisi. L'Empereur s'en expliqua avec franchise et vivacité dans la réception solennelle qui eut lieu après la dissolution de cette assemblée. Il reprocha à ses membres l'éclat qu'ils avaient donné à leurs récriminations contre son gouvernement. La simplicité du langage, et même la trivialité de quelques expressions donnaient plus de force aux paroles de Napoléon. Après leur avoir rappelé le proverbe populaire, qu'*il faut laver son linge sale en famille*, il ajouta :

« Je vous ai appelés pour m'aider à sauver la France. Vous » dites et faites ce qu'il faut pour seconder l'étranger : au » lieu de nous réunir, vous nous divisez... Dans une monar- » chie le trône et le monarque ne se séparent point... Qu'est-

» ce qu'un trône? un morceau de bois recouvert de velours:
» dans la langue politique, le trône c'est moi... Vous par-
» lez du peuple, mais n'en suis-je pas le premier repré-
» sentant? On ne peut m'attaquer sans attaquer la nation.
» S'il y a quelque abus, est-ce le moment de me faire des re-
» montrances quand deux cent mille Cosaques franchissent
» nos frontières? quand il s'agit de sauver la liberté politi-
» que et l'indépendance nationale, est-ce le moment de dis-
» puter sur les libertés et les sûretés individuelles? Vos
» idéologues demandent des garanties contre le pouvoir:
» dans ce moment, toute la France ne m'en demande que
» contre l'ennemi. »

Les coalisés, en effet, après avoir longtemps hésité, se préparaient à franchir nos frontières. Ils avaient dans Paris de nombreuses intelligences; on les encourageait à avancer; on dissipait leurs craintes; on leur dévoilait le secret de l'épuisement de notre population militaire, de nos finances et de nos arsenaux. Et, il faut le dire haut et ferme, les hommes qui trahissaient ainsi l'Empereur et la patrie, ce n'étaient point d'immuables partisans de l'antique famille des Bourbons, des chefs vendéens soumis malgré eux par les armées de la République ou par des soldats de l'Empire (ceux-là au moins auraient eu en leur faveur l'excuse de vieux souvenirs et d'un fanatique dévouement). Des ministres mêmes de l'Empereur, de hauts fonctionnaires de la maison impériale, voilà quels étaient les traîtres. Les événements ont permis qu'ils se soient, plus tard, fait honneur de leur trahison: c'est de leur propre main que le stigmate est imprimé sur leur front.

« Les alliés, a écrit un des aumôniers de l'Empereur, M. l'abbé de Pradt, qu'il avait fait ambassadeur et archevêque de Malines, les alliés, se sentant sur un terrain tout neuf, au milieu d'éléments absolument inconnus, désiraient s'appuyer des connaissances des personnes qu'ils supposaient être les mieux informées de l'état intérieur de la France. MM. de Talleyrand et de Dalberg avaient fixé leur attention d'une manière plus particulière... Quelque peu de titres que je puisse avoir à PARTAGER CET HONNEUR, il m'avait été accordé. ON AVAIT POUSSÉ L'ATTENTION JUSQU'A POURVOIR A

NOTRE AVENIR, s'il eût été compromis par les événements... Nos réunions avec les personnes ci-dessus citées continuaient toujours, et souvent plusieurs fois par jour. Le congrès de Châtillon était notre fléau. Nous n'avons pas laissé passer un jour sans miner, sans ébranler la domination de l'Empereur, et sans chercher ce qu'il fallait lui susciter au jour de sa chute. »

Cependant, tandis qu'au midi de la France le maréchal Soult contenait les Anglais sur l'Adour, qu'en Italie le prince Eugène arrêtait les Autrichiens et combattait glorieusement sur l'Adige, tous les corps de l'armée française qui étaient restés sur le Rhin opéraient lentement un mouvement rétrograde et de concentration sur Châlons en Champagne, point que l'Empereur avait choisi pour servir de pivot à ses premières opérations. Conformément à leurs instructions, les généraux laissaient dans les places fortes les soldats malades ou fatigués, et ceux des nouvelles levées qui n'étaient pas encore habillés : ces nombreuses garnisons devaient former une armée de réserve, que l'Empereur comptait réunir sur les derrières de l'ennemi aussitôt que le moment lui paraîtrait favorable.

Les alliés avaient mis sur pied plus de douze cent mille hommes, dont six cent mille franchirent d'abord le Rhin : ils le passèrent sur divers points, et notamment à Bâle, en violant la neutralité de la Suisse. Le reste était chargé de l'invasion de la Hollande, du blocus des places fortes de l'Allemagne, et de la guerre en Italie. Les troupes qui envahirent la France formaient deux armées. La *grande armée,* divisée en trois corps, avait pour chef le prince de Schwartzenberg ; Blucher commandait l'*armée de Silésie,* partagée aussi en trois colonnes. Le quartier général des souverains alliés suivait la grande armée. Les forces que l'Empereur pouvait opposer à ces masses multipliées ne s'élevaient pas, outre les garnisons des places fortes, à plus de cent vingt mille hommes. Il comptait sur la levée en masse des populations, mais cette levée ne produisit pas les résultats qu'il en attendait : les paysans des pays occupés ou menacés par l'ennemi prirent seuls les armes. Napoléon

avait aussi une espérance que le roi de Naples fit évanouir. Eugène et Murat devaient réunir leurs forces, ne laisser en Italie qu'un petit nombre d'hommes pour la garde des forteresses, passer les Alpes, et prendre les ennemis à dos pendant qu'il les attaquerait de front. Cette belle manœuvre, arrivant après quelque bataille gagnée, comme celle de Vauxchamps ou de Craonne, les coalisés auraient eu peine à repasser le Rhin. Napoléon y renonça lorsqu'il sut qu'Eugène seul pourrait la tenter.

L'Empereur donna ses ordres pour que sur tous les points de la frontière, en Hollande et en Belgique, la défense fût ce qu'elle devait être. Il réorganisa la garde nationale de Paris, et reçut le serment des chefs de légions. En présentant ces officiers à Marie-Louise et au roi de Rome, il leur dit: « Je pars avec confiance; je vais combattre l'ennemi, et je » confie à votre garde ce que j'ai de plus cher au monde. »

En effet, remettant la régence à l'Impératrice et au roi Joseph, son frère, il partit dans la nuit du 24 au 25 janvier, après avoir embrassé sa femme et son fils pour la dernière fois!

Les bornes qui nous sont imposées ne nous permettent que de tracer très-succinctement la mémorable campagne de France : elle fut digne de Napoléon. Tous les hommes de guerre ont reconnu qu'il ne montra jamais, en aucune circonstance, plus d'activité, de fermeté, de présence d'esprit, d'audace, de génie, enfin. Cette campagne glorieuse méritait une heureuse issue. Malheureusement Napoléon ne retrouva pas dans ses généraux les qualités dont il leur offrait un si bel exemple. Il fut victorieux dans toutes les batailles où il dirigea en personne les opérations : mais la fortune se montra souvent contraire à ses lieutenants.

A l'arrivée de l'Empereur à Châlons, la confiance reparut dans l'armée. Il ordonna aussitôt aux corps qui s'étaient concentrés autour de cette ville de reprendre l'offensive; et, après avoir culbuté, le 27 janvier, à Saint-Dizier, une avant-garde ennemie, dès le 29 il attaqua Blucher dans la belle position de Brienne, et le battit complétement. Pendant l'action, le maréchal prussien faillit tomber entre les mains

de nos soldats : un officier de son état-major, le neveu du prince de Hardenberg, premier ministre du roi Frédéric-Guillaume, fut pris à ses côtés.

L'arrivée du prince de Schwartzenberg, avec la grande armée autrichienne, redonna, trois jours après (à la Rothière), l'avantage aux coalisés ; et ce succès, acheté par la perte de plus de six mille hommes, les consola de la défaite de Brienne.

Cependant le congrès de Châtillon s'ouvrit. Un envoyé de l'Angleterre était arrivé au quartier général des souverains alliés. Pour lui complaire, on signifia au plénipotentiaire français que la France devait renoncer aux limites de 1800, abandonner le Rhin et les Alpes, et rentrer dans ses anciennes frontières de 1792. Castelreagh, en élevant cette prétention, fit remarquer sans doute que dans le partage convoité de l'Europe, la Russie prenait la Pologne, la Prusse un large équivalent de ses anciennes possessions, l'Autriche l'Italie, et qu'il était juste qu'on permît à l'Angleterre d'enlever Anvers à la France. Ainsi les propositions précédemment faites, celles qui devaient servir de base aux négociations du congrès, furent considérées comme nulles dès l'ouverture des conférences.

L'Empereur était à Nogent lorsqu'il reçut la nouvelle du manque de foi des alliés. — Blucher, à la suite du combat de la Rothière, s'avançait dans la Champagne. L'ennemi était maître de Troyes et de Châlons. — On se montrait découragé, au quartier général de l'Empereur, du fâcheux début de la campagne. Une proposition de paix, quelle qu'elle fût, semblait aux conseillers de Napoléon devoir être admise sur-le-champ. Les alliés demandaient une réponse catégorique et prompte, et l'Empereur, silencieux, ne faisait pas connaître ses intentions. Napoléon persistait à ne faire aucune réponse ; le prince de Neufchâtel et le duc de Bassano réunirent leurs instances ; l'œil humide, ils parlent de la nécessité de céder... Napoléon se vit enfin forcé de s'expliquer. « Quoi ! » leur dit-il, vous voulez que je signe un pareil traité, et » que je foule aux pieds mon serment ! Des revers inouïs » ont pu m'arracher la promesse de renoncer aux conquêtes » que j'ai faites ; mais que j'abandonne aussi celles qui ont

« été faites avant moi ; que je viole le dépôt qui m'a été remis
» avec tant de confiance ; que, pour prix de tant d'efforts, de
» sang et de victoires, je laisse la France plus petite que je
» ne l'ai trouvée !... Si nous renonçons à la limite du Rhin,
» ce n'est pas seulement la France qui recule, c'est l'Autriche
» et la Prusse qui s'avancent !... La France a besoin de la
» paix, mais celle qu'on veut lui imposer entraînera plus de
» malheurs que la guerre la plus acharnée !... Répondez à
» Caulincourt, puisque vous le voulez ; mais dites-lui que je
» rejette ce traité : je préfère courir les chances les plus ri-
» goureuses de la guerre. » Après ce premier mouvement,
Napoléon se jeta sur un lit de camp, le duc de Bassano resta
auprès de lui ; il passa une partie de la nuit debout, à son
chevet ; et, profitant d'un moment plus calme, il obtint
enfin la permission d'écrire au duc de Vicence dans des
termes qui permettaient de continuer la négociation.

Kléber avait répondu à la mauvaise foi britannique par
la victoire d'Héliopolis. Peu de jours après que les souve-
rains alliés eurent ainsi retiré une parole donnée, l'Empe-
reur, manœuvrant sur la Marne, défit l'armée de Blucher
en cinq combats différents.

Le 11 février, la division russe d'Olsoukief fut écrasée à
Champ-Aubert, et dès lors l'armée de Silésie se trouva coupée
en deux. Le même jour, Sacken et Yorck étaient en marche
pour se réunir. Sacken rencontra l'armée française à Mont-
mirail : les Russes attaquèrent vigoureusement ; mais leur
opiniâtreté et leur bravoure ne servirent qu'à rendre notre
victoire plus brillante et plus complète. Le lendemain, à
Château-Thierry, ce fut le tour du général Yorck. Dans ces
trois journées, la perte de l'ennemi fut de douze drapeaux,
cinquante pièces de canon et quinze mille hommes tués,
blessés ou prisonniers.

Blucher avait rallié les débris de Sacken et d'Yorck, et
rappelé à lui les corps de Kleist et de Langeron. Il fut attaqué
le 14 à Vauxchamps et culbuté malgré sa résistance obsti-
née. Notre cavalerie le poursuivit jusqu'à Étoges. Dans ces
deux combats il perdit encore dix mille hommes, dix dra-

peaux et quinze pièces de canon. L'armée de Silésie, en quatre jours, se trouva ainsi complétement battue et désorganisée. Elle eût été détruite entièrement, si l'Empereur n'eût pas été forcé de revenir sur Paris, que menaçait, du côté de la Seine, un mouvement de la grande armée alliée.

De Troyes, cette armée s'était portée sur Nogent, qu'elle avait tourné, ne pouvant l'emporter de vive force. Elle avait passé la Seine à Bray et à Montereau. L'Empereur se mit, à Nangis, à la tête des troupes, reprit l'offensive dès le 17, et les combats de Nangis et de Montereau rejetèrent les alliés sur Troyes.

Le combat de Montereau fut sanglant. L'ennemi se défendait avec succès contre le corps du maréchal Victor, dont le gendre, le brave général Château, fut tué à la première attaque; il fallut l'arrivée de l'Empereur pour décider la victoire. Napoléon fit enlever les hauteurs de Surville, qui dominent le confluent de la Seine et de l'Yonne, et y plaça en batterie l'artillerie de la garde, qui foudroya bientôt les Wurtembergeois dans Montereau. L'Empereur pointait lui-même les pièces, commandait les décharges; l'artillerie ennemie faisait de vains efforts pour démonter nos batteries; ses boulets sillonnaient le plateau de Surville : déjà les soldats murmuraient de ce que Napoléon, cédant à l'attrait de son premier métier, restât ainsi exposé aux coups de l'ennemi. Ils osèrent, avec une certaine rudesse, lui témoigner leurs craintes. Ce fut alors qu'il répondit gaiement ces mots que tous les canonniers de l'armée ont retenus : «Allez, mes » amis, ne craignez rien; le boulet qui me tuera n'est pas » encore fondu. »

Mais pendant que nos succès réjouissaient les soldats, redoublaient l'ardeur des habitants des campagnes, et portaient jusqu'à l'exaltation le dévouement des jeunes officiers, l'Empereur remarquait avec inquiétude qu'un retour d'espérance n'avait pas encore pénétré dans le cœur de la plupart des chefs de l'armée. Leur prudence cachait un découragement complet.

« Il a à se plaindre des plus braves!..... Au combat de Nangis, un mouvement de cavalerie, qui aurait été fatal aux Bavarois, a manqué, et on en a fait reproche à un gé-

neral connu par son intrépidité, le général l'Héritier. La nuit dernière, l'ennemi nous a surpris quelques pièces d'artillerie au bivouac, et elles étaient sous la garde du brave général Guyot, commandant les chasseurs à cheval de la garde ; à Surville, au moment le plus chaud du combat, les batteries ont manqué de munitions ; et cette négligence, qui est un crime selon les lois rigoureuses de l'artillerie, semble retomber sur un de nos officiers d'artillerie les plus distingués, sur le général Digeon. La forêt de Fontainebleau vient d'être abandonnée sans résistance aux Cosaques; et le général qu'on accuse de n'avoir tiré aucun avantage ni d'une pareille position ni de tels adversaires, c'est Montbrun ! Enfin, peut-être le combat de Montereau n'aurait-il pas été nécessaire, et tant de sang répandu aurait-il été épargné, si la veille on eût marché assez vite pour surprendre le pont; mais la fatigue a empêché d'arriver; et c'est le duc de Bellune, autrefois l'infatigable Victor, qui a le malheur d'avoir à donner cette excuse ! »

De Montereau, l'Empereur marcha sur Troyes. Il reçut, en route, par M. de Saint-Aignan, qui lui était envoyé de Paris, la nouvelle que toutes ses victoires n'avaient pas encore rassuré la capitale. C'était, il est vrai, à Paris que siégeait le comité qui s'honorait de ses relations avec l'ennemi; et rien n'était négligé pour égarer les sentiments de la population. « M. de Saint-Aignan, chargé de faire connaître à l'Empereur l'opinion des hauts fonctionnaires qui possédaient sa confiance, ne négligea rien pour lui faire sentir que, dans l'état actuel des affaires, il y avait nécessité de tout sacrifier à la conclusion de la paix. « Sire, s'écria-t-il en » terminant, la paix sera assez bonne, si elle est assez » prompte. — Elle arrivera assez tôt si elle est honteuse, » répliqua Napoléon. Son front se rembrunit, et M. de Saint-Aignan fut brusquement congédié. Bientôt ces derniers mots se répétèrent. On monta à cheval, et chacun suivit en silence la route de Troyes. »

A l'approche de l'Empereur, les Autrichiens évacuèrent la ville. Bientôt de fâcheuses nouvelles arrivèrent au quartier général des souverains alliés : on apprit que le vice-roi avait gagné la bataille de Mincio et repoussé l'armée qui lui

était opposée; que le maréchal Augereau, manœuvrant sur Genève, menaçait une des principales communications des coalisés avec l'Allemagne. L'arrivée du comte d'Artois à Vesoul fit entrevoir à l'empereur d'Autriche que le trône de son gendre pouvait être renversé. Ce n'avait point été son intention. Le cabinet autrichien était même loin de le désirer. Metternich trouvait qu'en obtenant l'Italie et en remplaçant la France dans la direction des affaires de l'Allemagne, l'Autriche avait tout ce qu'elle pouvait désirer. Les alliés, à son instigation, offrirent donc un armistice qui fut accepté par l'Empereur. Mais cette suspension des hostilités n'amena aucun résultat, c'était toujours la même et inacceptable condition; et pour bien apprécier quelle puissante raison obligeait Napoléon à refuser ces propositions, il suffit de connaître l'opinion, certes non suspecte, d'un des aides de camp de l'empereur Alexandre[1], sur ces limites de 1792, qui étaient toujours l'ultimatum des coalisés et le but de l'Angleterre. Jomini place son opinion dans la bouche même de l'Empereur : « Comment aurais-je accepté ce que les alliés nommaient improprement les limites de 1792 ? Je n'aurais pas demandé mieux, s'ils eussent voulu me rendre la monarchie de Louis XVI; car, j'ai déjà eu occasion de le dire, à aucune époque de ma toute-puissance, ma situation relative n'avait été aussi avantageuse que celle de la France à la fin de la guerre d'Amérique. C'était abuser la France et l'Europe, que de publier que je refusais le même territoire qui avait fait l'orgueil de Louis XVI et l'envie du monde civilisé. Tout était changé depuis 1792; et si ces conditions m'avaient paru intolérables en 1805, lorsque l'Espagne et la Hollande étaient encore dans notre alliance, sous quel aspect devais-je les envisager quand ces contrées, tombées dans les bras

[1] Le général Jomini est un des écrivains militaires les plus renommés pour la sagacité et le talent. Suisse de naissance, il a fait ses premières armes dans l'armée française, et il a été longtemps chef d'état-major du maréchal Berthier, lui-même major-général de l'Empereur. Il est fâcheux pour sa réputation que, par une défection en temps de guerre, il ait, en passant au service de la Russie, rappelé dans le XIX[e] siècle la conduite félonne et le service intéressé des aventuriers allemands ou de ces *condottieri* italiens des XV[e] et XVI[e] siècles qui mettaient successivement et sans scrupule leurs bras et leurs épées à l'enchère de tous les partis.

de nos ennemis, augmenteraient de toutes leurs forces et de leurs ressources la prépondérance effrayante de l'Angleterre? La France de 1792, moins l'alliance de famille avec l'Autriche, Naples et l'Espagne, moins l'alliance avec Tipposaëb, moins sa marine et ses colonies, n'était pas, pour l'Angleterre de 1814, le quart de ce qu'était la France de Louis XVI à l'Angleterre de 1792. Il en était de même sur le continent; car la France avait perdu l'appui de tous ses anciens alliés; la Pologne, qui jadis avait cherché ses rois dans la famille de France, était partagée : elle pesait dans la balance en faveur de nos nouveaux ennemis. Isolée au milieu de l'Europe et rétrécie de tous côtés, la France n'aurait plus été en réalité que l'ombre de sa grandeur passée. »

Pendant que l'Empereur accordait un armistice au prince de Schwartzenberg, Blucher, avec ses Prussiens, ne se croyant pas lié par les conventions des Autrichiens, s'avançait vers Paris : Mortier et Marmont l'arrêtèrent à Meaux et le rejetèrent sur Reims. Napoléon, averti de ce mouvement, résolut de le faire repentir de sa témérité. La victoire de Craonne, le combat sanglant de Laon et le succès complet obtenu à Reims, portèrent en effet de rudes coups au général ennemi; mais l'éloignement de l'Empereur avait rendu le courage aux Autrichiens, et Schwartzenberg en profita pour marcher à son tour sur Paris. Napoléon laissa Blucher pour revenir sur la grande armée coalisée, qui, effrayée du désastre de Saint-Priest, à Reims, avait déjà elle-même battu en retraite sur Troyes. Le retour de l'Empereur causa une telle terreur au quartier général des souverains alliés qu'on y mit en question de se retirer jusqu'à Bar. Ce fut dans cette panique qu'Alexandre fit dire, à quatre heures du matin, au général Schwartzenberg, qu'il fallait envoyer un courrier à Châtillon afin qu'on signât le traité de paix que demanderait le plénipotentiaire français. L'anxiété de l'empereur russe fut si grande qu'il dit lui-même « que la moitié de sa tête en grisonnerait. »

L'armée française rencontra l'armée ennemie à Arcis-sur-Aube, au moment où celle-ci effectuait sa retraite. Une ba-

taille fut livrée. Victoire sans résultat, car si les Français restèrent en possession du champ de bataille, ils ne purent empêcher les Autrichiens de repasser l'Aube. Cette rencontre fut même extrêmement critique. Napoléon y courut personnellement de grands risques. Enveloppé dans le tourbillon des charges de cavalerie, il ne se dégagea qu'en mettant l'épée à la main. A diverses reprises, il combattit à la tête de son escorte ; et, loin d'éviter les dangers, il semblait au contraire les braver. Un obus tomba à ses pieds ; il attendit le coup, et bientôt disparut dans un nuage de poussière et de fumée : on le croyait perdu ; il se releva, se jeta sur un autre cheval, et courut de nouveau affronter le feu des batteries ennemies.... La mort ne voulait pas de lui. Il était loin alors de se douter des conseils timides que ses succès faisaient naître dans l'état-major des alliés ; mais il était découragé de voir tant de succès inutiles, tant de brillants faits d'armes sans récompense.

Ses succès même hâtèrent sa chute. Croyant avoir suffisamment imposé aux coalisés pour les rendre immobiles pendant quelques jours, il forma le hardi projet de laisser à ses lieutenants le soin de couvrir Paris et d'aller lui-même manœuvrer sur les derrières de la grande armée de Schwartzenberg. Ce mouvement militaire devait probablement avoir les plus grands résultats et consommer l'œuvre de toute la campagne, en déterminant la retraite des coalisés. Malheureusement, les armées de Blucher et de Schwartzenberg, qu'un vague instinct de conservation mutuelle avait attirées l'une vers l'autre, opérèrent leur jonction. Une dépêche interceptée dévoila aux généraux ennemis le projet de l'Empereur, et ils résolurent de marcher sur Paris, où les appelaient les messages de leurs agents.

L'Empereur était déjà à plusieurs marches de Paris, lorsqu'il apprit le danger dont la capitale était menacée. Cette considération le fit aussitôt renoncer à son projet, et il se mit en route pour revenir de sa personne à Paris, laissant à ses généraux et aux troupes l'ordre de le suivre aussitôt qu'ils le pourraient

Laissons maintenant raconter à un des hommes qui ont accompagné Napoléon dans toute cette triste campagne,

de quelle façon il vit évanouir ses dernières espérances

« Vers dix heures du soir, il n'est plus qu'à cinq lieues de Paris; il relayait à Fromenteau, près la fontaine de Juvisy, lorsqu'il apprend qu'il arrive quelques heures trop tard, Paris vient de se rendre, et l'ennemi doit y entrer.

» Quelques troupes qui évacuent la capitale sont déjà arrivées dans le village. Les généraux se pressent autour des voitures; parmi eux se trouve l'aide-major général Belliard, et bientôt les plus affligeants détails mettent Napoléon au courant des événements qui ont accéléré cette catastrophe.

» Les ducs de Trévise et de Raguse, après le malheureux combat de Fère-Champenoise, n'avaient plus pensé qu'à se retirer en toute hâte sur Paris; mais à peine étaient-ils parvenus à la Ferté-Gaucher, que les corps prussiens, arrivant par la route de Reims et de Soissons, étaient tombés sur eux. Dans cette situation, toute autre troupe aurait succombé. Les restes de l'armée française avaient forcé le passage. Le 28 mars au matin, l'ennemi, suivant leurs pas, était arrivé à Meaux; à cette nouvelle, la régence avait cru devoir s'éloigner de Paris. Enfin, le 29 au soir, les alliés avaient vu les dômes de la capitale.

» Depuis huit jours Paris était sans nouvelles. L'éloignement de Napoléon, qu'on croyait du côté de Saint-Dizier, avait fait perdre tout espoir d'être secouru. Le départ de l'Impératrice et de son fils avait mis le comble au découragement[1] ; et par suite de ce brusque départ, qui avait en-

[1] On a fait un reproche au roi Joseph du départ de l'impératrice. Pour montrer combien ce reproche est injuste, il suffit de citer cette lettre de l'Empereur, écrite au moment où il méditait déjà sa grande manœuvre sur les communications des armées alliées. Après cette lettre la conduite du roi n'était-elle pas obligée?

« AU ROI JOSEPH.

» Reims, 16 mars 1814.

» Conformément aux instructions verbales que je vous ai données, » et à l'esprit de toutes mes lettres, vous ne devez pas permettre » que, *dans aucun cas, l'Impératrice et le roi de Rome tombent entre les mains de l'ennemi*; je vais manœuvrer de manière qu'il se» rait possible que vous fussiez plusieurs jours sans avoir de mes » nouvelles; si l'ennemi s'avance sur Paris avec des forces telles que » toute résistance devînt impossible, *faites partir*, dans la direction

traîné les ministres et les principaux chefs du gouvernement, tout était resté dans le désaccord et la confusion. A la vue de l'ennemi, le riche avait pensé à capituler, et le pauvre à combattre; les ouvriers avaient demandé des armes et n'avaient pu en obtenir.

» Cependant les braves soldats du duc de Trévise et de Raguse, avant de céder la capitale aux ennemis, avaient voulu tenter un dernier effort : quelques milliers d'hommes qui faisaient le fond des dépôts de Paris, les élèves de l'École polytechnique formés en compagnie d'artillerie, et huit à dix mille braves Parisiens fournis par la garde nationale, étaient sortis des murs pour prendre part au combat. Ils n'étaient pas en tout vingt-huit mille baïonnettes, et ils n'avaient pas désespéré de faire tête à l'ennemi.

» Ce matin même, 30 mars, la bataille s'était engagée dès cinq heures.

» L'attaque avait été commencée sur le bois de Romainville par l'avant-garde du corps d'armée du prince Schwartzenberg. Pendant toute la matinée, on avait combattu sur ce point avec une grande tenacité. Les villages de Pantin et de Romainville, pris et repris plusieurs fois, étaient restés au pouvoir des troupes françaises, et les alliés avaient été forcés de faire avancer leurs réserves pour soutenir le combat. Mais à midi, le plan d'attaque des alliés s'était développé; Blucher, arrivant sur la droite, s'était avancé à travers la plaine Saint-Denis, et avait marché sur Montmartre; à gauche, les colonnes du duc de Wurtemberg s'étaient portées sur Charonne et sur Vincennes.

» Dès ce moment, nos braves, enveloppés de toutes parts, et d'heure en heure resserrés davantage, avaient perdu tout espoir, et ne combattaient plus que pour mourir !

« Le prince Joseph, commandant en chef l'armée pari-

» de la Loire, la régente, mon fils, les grands dignitaires, les mi-
» nistres, les officiers du Sénat, les présidents du Conseil d'Etat, les
» grands officiers de la couronne, le baron de La Bouillerie et le
» trésor ; *ne quittez pas mon fils*, et rappelez-vous que je préférerais
» *le savoir dans la Seine* plutôt que dans les mains des ennemis de la
» France : *le sort d'Astyanax*, prisonnier des Grecs, m'a toujours
» paru le sort le plus malheureux de l'histoire.

» Votre affectionné frère. Signé NAPOLÉON »

sienne, voyant les flots de l'ennemi parvenus au pied de Montmartre, avait reconnu qu'on ne pouvait davantage différer de capituler. Il en avait donné l'autorisation au duc de Raguse, et était parti pour aller rejoindre le gouvernement sur la Loire.

» Dans l'espace du temps qui s'était écoulé en pourparler pour obtenir l'armistice, nous avions achevé de perdre nos positions les plus importantes. L'ennemi s'était emparé des hauteurs de Mont-Louis et du Père-Lachaise..... Au centre, il avait pénétré dans Belleville et Ménilmontant; il s'était établi sur la butte Chaumont, qui domine tout Paris. Sa droite s'était groupée en grande masse autour de La Villette; le duc de Raguse était acculé sur la barrière de Belleville; Montmartre venait d'être forcé; Blucher, enfin, allait attaquer la barrière Saint-Denis, lorsqu'on était convenu de suspendre les hostilités. C'était vers cinq heures du soir. Des officiers d'état-major des deux armées s'étaient aussitôt réunis, les bases d'une capitulation avaient été posées; mais dans la soirée, la rédaction n'était pas encore terminée, et rien n'était signé. »

Ce récit laissait peu d'espoir, et, en effet, le duc de Vicence, que l'Empereur envoya à Paris pour connaître s'il était encore possible de sauver la capitale, revint dans la nuit annoncer que tout était consommé. La capitulation avait été signée à deux heures du matin, et au jour les alliés devaient entrer dans Paris.

L'Empereur rebroussa chemin, et se fit conduire à Fontainebleau.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1814. — CAMPAGNE DE FRANCE.

1er *janvier*. Discours de l'Empereur aux membres du Corps législatif.
— — Capitulation de Dantzick.
2 — Prise du fort Louis (Bas-Rhin) par les Russes.
3 — Occupation de Colmar (Haut-Rhin) par les Bavarois.
— — Occupation de Montbelliard par les Autrichiens.
6 — Armistice entre l'Angleterre et le roi de Naples.
9 — Combat de Rambervillers.
11 — Alliance entre l'Autriche et le roi de Naples.
16 — Occupation de Nancy.
17 — Prise de Langres.
19 — Occupation de Dijon.
21 — Entrée des Autrichiens à Châlons-sur-Saône.
— — Passage de la Meuse par les Prussiens.
22 — Sortie de la garnison de Thionville.
24 — Départ de Pie VII pour retourner à Rome.
— — L'Empereur part pour l'armée.
26 — L'Empereur porte son quartier général à Châlons-sur-Marne.
27 — Combat et reprise de Saint-Dizier.
29 — Bataille et victoire de Brienne.
1er *février*. Bataille de la Rothière.
— — Bombardement et siége d'Anvers.
2 — Combat de Ronay.
3 — Combat de la Chaussée.
4 — Combat de Saint-Thiébault.
— — Reddition de Châlons.
5 — Ouverture du congrès de Châtillon.
7 — Prise de Troyes par les coalisés.
8 — Bataille et victoire du Mincio.
9 — Combat de la Ferté-sous-Jouarre.
10 — Combat de Champ-Aubert.
11 — Arrivée du duc d'Angoulême à Saint-Jean-de-Luz.
— — Combat et succès de Montmirail.
— — Attaque de Nogent-sur-Seine.
12 — Combat de Château-Thierry.
— — Reddition de Sens.
14 — Combat et succès de Vau-champs.
— — Prise de Soissons.
17 *février*. Combat de Mortmant.
— — 2e combat de Montmirail. — Retraite des coalisés sur Troyes.
18 — Combat et succès de Montereau.
21 — Arrivée du comte d'Artois à Vesoul.
22 — Combat de Méry-sur-Seine.
— — 2e combat de Chât.-Thierry.
23 — Combat de Fontvannes. — Reprise de Troyes.
26 — 2e combat de Bar-sur-Aube.
27 — 3e combat de Bar-sur-Aube.
— — 1er combat de Meaux.
— — Bataille d'Orthez.
28 — Combat de Gué-à-Trême.
— — Reddition de La Fère.
1er *mars*. Traité de Chaumont entre les puissances coalisées.
2 — Traité de Soissons.
— — Combat de Bar-sur-Seine.
3 — Combat de Neuilly-Saint-Front.
7 — Bataille de Craonne.
— — 1er combat de Courtray.
9 — Bataille de Laon.
— — Combat de Berg-op-Zoom.
11 — Combats de Mâcon et de Bourg.
12 — Entrée du duc d'Angoulême à Bordeaux.
31 — Reprise de Reims.
— — Combat de Saint-Nicolas.
15 *mars*. Attaque de Compiègne.
16 — Attaque d'Epernay.
18 — Combat de Nogent.
— — Combat de Saint-Georges.
19 — Combats de Plancy et de Méry.
— — Rupture du congrès de Châtillon.
20 — Bataille d'Arcis-sur-Aube.
21 — Combat d'Epernay.
— — Occupation de Lyon par les Autrichiens.
23 — Attaque de Maubeuge.
24 — Ferdinand VII rentre en Espagne.
25 — Combat de La Fère Champenoise.
26 — 2e combat de Saint-Dizier.
— — Combat et prise de Gand.
27 — 2e combat de Meaux.
28 — Siége de Soissons.
29 — L'Impératrice part pour Blois.
30 — Bataille et capitulation de Paris.
— — L'Empereur est à Fromenteau.
31 — 2e combat de Courtray.
— — Entrée des coalisés à Paris.



Adieux de l'Empereur à ses soldats.

FONTAINEBLEAU. — ILE D'ELBE. — PARIS.

ABDICATION. — RETOUR EN FRANCE.

Lorsque Paris reçut dans ses murs les armées coalisées, Bordeaux, depuis le 12 mars, avait accueilli les Anglais, et proclamé les Bourbons, et depuis le 22, Lyon, resté sans défense, était occupé par les Autrichiens. La perte de la capitale, celle de deux principales villes de l'Empire, parut à quelques hommes marquer la fin naturelle du gouvernement impérial.

Tandis que les défections se tramaient dans Paris, l'armée se ralliait à Fontainebleau autour de l'Empereur. Mais seul, que pouvait le dévouement des soldats? Et alors, parmi les chefs de l'armée, un bien petit nombre gardaient encore à Napoléon les sentiments d'affection, qu'à défaut de la conscience du devoir, la reconnaissance aurait dû leur inspirer. Résolus à ne plus combattre, ils ne pensaient qu'à conserver les grades, les titres, les dignités et les richesses dont l'Em-

pereur les avait comblés. A côté de ces hommes, déserteurs par la pensée de la cause qu'un reste de pudeur les empêchait encore d'abandonner publiquement, se trouvaient aussi, il est vrai, de braves officiers dont nos désastres n'avaient pas abattu le courage, ni corrompu la fidélité : ceux-là ne désespéraient pas encore du salut de la France.

La possibilité de voir l'Empereur prolonger la guerre effrayait les souverains alliés; ceux qui, depuis longtemps, s'étaient faits les agents de l'ennemi ne négligeaient aucun moyen de leur faire oublier ces craintes. L'opinion de la capitale était travaillée par mille pamphlets, où, mêlant le vrai et le faux, d'habiles calomniateurs insultaient Napoléon. C'était un débordement de toutes les passions basses, un triomphe de toutes les lâchetés. La conduite de certains habitants de Paris étonnait les alliés eux-mêmes. Un général étranger a exprimé avec énergie le dégoût mêlé de surprise, que causait, même à nos ennemis, cette manifestation de sentiments si peu conformes à l'honneur national. « Cette nation qui, en 1793, avait laissé condamner à mort les jeunes filles de Verdun, coupables du seul crime d'avoir complimenté le roi de Prusse, regarda en 1814 les défenseurs de la patrie comme des flibustiers, et les soldats de la coalition comme des héros. On ne rougit pas de se parer de bonnets à la Blucher, huit jours avant que le canon grondât sur Paris. Les braves qui se couvrirent de gloire pour la défense de la capitale contre des forces décuples, épuisés de faim, ne trouvèrent pas en la traversant tous les secours qu'ils méritaient; et les boutiques, fermées à leur passage, s'ouvrirent aux Pandoures. Toutes les têtes avaient tourné. Bordeaux renchérit encore sur Paris, et les Anglais y furent accueillis en libérateurs. Lyon seul prit le deuil à l'aspect des Autrichiens. »

Cependant les cris populaires, sur lesquels on avait fondé tant d'espérances, n'avaient pas convaincu les souverains alliés. L'armée était pour Napoléon, et les démonstrations effervescentes de quelques partisans des Bourbons ne leur semblaient pas une manifestation suffisante du vœu national. Le comité, présidé par M. de Talleyrand, vit avec inquiétude cette hésitation, il sentit qu'il fallait brusquer le dénoûment. Une manœuvre hardie de l'Empereur, une attaque

vigoureuse suivie d'un succès, pouvaient détruire en un instant l'œuvre d'une longue trahison. La minorité du Sénat proclama Napoléon déchu et institua un gouvernement provisoire. C'était offrir un point de ralliement à la défection. On circonvint l'empereur de Russie et le roi de Prusse : en l'absence de l'empereur d'Autriche, on leur arracha la déclaration qu'ils ne traiteraient plus désormais avec Napoléon. Munis de cette pièce importante, des émissaires du comité vinrent tenter la fidélité déjà ébranlée de quelques généraux. Un d'eux, le maréchal Marmont, se laissa entraîner. Par suite d'une convention, conclue avec le prince de Schwartzenberg, ses troupes quittèrent la position d'Essonne qui couvrait Fontainebleau, et firent leur soumission au gouvernement provisoire. Les souverains alliés furent dès lors persuadés que l'armée abandonnait l'Empereur, et sa cause fut perdue sans retour dans leurs conseils.

Une victoire aurait changé ces dispositions, l'Empereur s'était montré décidé à tenter encore une fois le sort des armes, mais le découragement des maréchaux et des généraux qui l'entouraient l'avait fait renoncer à ce dessein, et d'après leur avis, il avait remis, le 4 avril, au duc de Vicence, son plénipotentiaire à Paris, la déclaration suivante :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur » Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix » en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, » déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la » France et même la vie pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'impératrice, et du maintien des lois de l'Empire. »

La nouvelle de la convention conclue par Marmont fut accablante pour l'Empereur. « L'ingrat, s'écria-t-il, il sera » plus malheureux que moi ! » Malédiction prophétique que le temps s'est chargé d'accomplir ! Un ordre du jour adressé à l'armée fit partager aux soldats ses douloureux sentiments. Cette pièce peut être considérée comme la seule défense que Napoléon crut devoir opposer alors à la conduite de ses ennemis et aux calomnies de la trahison. Elle est digne et éloquente.

« L'Empereur remercie l'armée pour l'attachement qu'elle

» lui témoigne, et principalement parce qu'elle reconnaît que
» la France est en lui, et non pas dans le peuple de la capi-
» tale. Le soldat suit la fortune et l'infortune de son général,
» son honneur et sa religion. Le duc de Raguse n'a point in-
» spiré ce sentiment à ses compagnons d'armes; il a passé aux
» alliés. L'Empereur ne peut approuver la condition sous la-
» quelle il a fait cette démarche; il ne peut accepter la vie et
» la liberté de la main d'un sujet. Le Sénat s'est permis de
» disposer du gouvernement français; il a oublié qu'il doit à
» l'Empereur le pouvoir dont il abuse maintenant, que c'est
» l'Empereur qui a sauvé une partie de ses membres des ora-
» ges de la révolution, tiré de l'obscurité et protégé l'autre
» contre la haine de la nation. Le Sénat se fonde sur les arti-
» cles de la Constitution pour la renverser; il ne rougit pas
» de faire des reproches à l'Empereur, sans remarquer que,
» comme premier corps de l'État, il a pris part à tous les
» événements. Il est allé si loin qu'il a osé accuser l'Empe-
» reur d'avoir changé les actes dans leur publication. Le
» monde entier sait qu'il n'avait pas besoin de tels artifices.
» Un signe était un ordre pour le Sénat, qui toujours faisait
» plus qu'on ne désirait de lui..... Le bonheur de la France
» paraissait être dans la destinée de l'Empereur; aujour-
» d'hui que la fortune s'est décidée contre lui, la volonté de
» la nation seule pourrait le persuader de rester plus long-
» temps sur le trône. S'il se doit considérer comme le seul
» obstacle à la paix, il fait volontiers le dernier sacrifice à
» la France. Il a en conséquence envoyé le prince de la Mos-
» kowa et les ducs de Vicence et de Tarente à Paris pour
» entamer la négociation. L'armée peut être certaine que
» l'honneur de l'Empereur ne sera jamais en contradiction
» avec le bonheur de la France. »

Les négociateurs revinrent de Paris; l'abdication donnée ne satisfaisait plus les ennemis de Napoléon. On exigeait qu'il abandonnât les droits de son fils. Le premier mouvement de l'Empereur, ainsi poussé à bout, fut de rompre toute négociation.

A Fontainebleau, il avait encore autour de lui vingt-cinq

mille hommes de sa garde, etc. Rien ne s'opposait à ce qu'il ralliât les vingt-cinq mille de l'armée de Lyon, les dix-huit mille que le lieutenant-général Grenier ramenait d'Italie, les quinze mille revenus de Catalogne avec le maréchal Suchet, les quarante mille du maréchal Soult, et reparût sur le champ de bataille à la tête de plus de cent vingt mille combattants. Il était maître de toutes les places fortes de France et d'Italie. Il aurait longtemps encore entretenu la guerre, et bien des chances de succès s'offraient à ses calculs ; mais ses ennemis déclaraient à l'Europe qu'il était le seul obstacle à la paix : il fit le sacrifice qui lui était demandé au nom de la France, et signa le 11 cette nouvelle formule d'abdication :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'Empereur » était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Eu- » rope, l'Empereur, fidèle à son serment, déclare qu'il re- » nonce pour lui et ses enfants aux trônes de France et d'I- » talie, et qu'il n'est aucun sacrifice, même celui de la vie, » qu'il ne soit prêt à faire aux intérêts de la France. »

Un traité fut préparé pour régler l'avenir de Napoléon. Ce traité, dont les conditions ne devaient pas être observées par ceux-là mêmes qui l'avaient signé, l'Empereur seul ne voulait pas y souscrire. Une pareille négociation lui paraissait humiliante et inutile. Survivant à tant de grandeurs, il voulait vivre désormais en simple particulier, et il avait honte qu'un si grand sacrifice, offert à la paix du monde, fût mêlé à des arrangements pécuniaires. « A quoi bon un » traité, disait-il, puisqu'on ne veut pas régler avec moi ce » qui concerne les intérêts de la France? Du moment qu'il » ne s'agit plus que de ma personne, il n'y a pas de traité à » faire... Je suis vaincu, je cède au sort des armes. Seule- » ment je demande à n'être pas prisonnier de guerre, et pour » me l'accorder, un simple cartel doit suffire. »

Tous les chagrins et tous les embarras d'esprit que lui suscitaient ces prétentions le décidèrent à une action extraordinaire et difficile à expliquer de la part de celui qui avait dit à la garde consulaire : « Un soldat doit savoir vaincre la » douleur... Il y a autant de vrai courage à souffrir avec con- » stance les peines de l'âme, qu'à rester fixe sous la mitraille

» d'une batterie .. S'abandonner au chagrin sans résister, se
» tuer pour s'y soustraire, c'est abandonner le champ de ba-
» taille sans avoir vaincu. » Aussi ne rapportons-nous cet événement que sur le témoignage d'un homme qui accompagnait alors l'Empereur, et qui jouissait de sa confiance.

« Dans la nuit du 12 au 13, le silence des longs corridors du palais, dit M. Fain, est tout à coup troublé par des allees et des venues fréquentes. Les garçons du château montent et descendent; les bougies de l'appartement intérieur s'allument, les valets de chambre sont debout. On vient frapper à la porte du docteur Yvan, on va réveiller le grand maréchal Bertrand, on appelle le duc de Vicence, on court chercher le duc de Bassano qui demeure à la chancellerie; tous arrivent et sont introduits successivement dans la chambre à coucher. En vain la curiosité prête une oreille inquiète, elle ne peut entendre que des gémissements et des sanglots qui s'échappent de l'antichambre, et se prolongent dans la galerie voisine. Tout à coup le docteur Yvan sort, il descend précipitamment dans la cour, y trouve un cheval attaché aux grilles, monte dessus et s'éloigne au galop. — L'obscurité la plus profonde a couvert de ses voiles le mystère de cette nuit. Voici ce qu'on en raconte : « A l'époque de la retraite de Moscou, Napoléon s'était procuré, en cas d'accident, le moyen de ne pas tomber vivant dans les mains de l'ennemi. Il s'était fait remettre, par son chirurgien Yvan, un sachet d'opium, qu'il avait porté à son cou pendant tout le temps qu'avait duré le danger. Depuis, il avait conservé avec grand soin ce sachet dans un secret de son nécessaire. Cette nuit, le moment lui avait paru arrivé de recourir à cette dernière ressource. Le valet de chambre, qui couchait derrière sa porte entr'ouverte, l'avait vu délayer quelque chose dans un verre d'eau, boire et se recoucher. Bientôt les douleurs avaient arraché à Napoléon l'aveu de sa fin prochaine. C'était alors qu'il avait fait appeler ses serviteurs les plus intimes. Yvan avait été appelé aussi, mais apprenant ce qui venait de se passer, et entendant Napoléon se plaindre de ce que l'action du poison n'était pas assez prompte, il avait perdu la tête et s'était sauvé précipitamment de Fontainebleau. On ajoute qu'un long assoupissement était survenu,

qu'après une sueur abondante, les douleurs avaient cessé et que les symptômes effrayants avaient fini par s'effacer, soit que la dose se fût trouvée insuffisante, soit que le temps en eût amorti le venin. On dit enfin que Napoléon, étonné de vivre, avait réfléchi quelques instants : « Dieu ne » le veut pas ! » s'était-il écrié ; et, s'abandonnant à la Providence qui venait de conserver sa vie, il s'était résigné à de nouvelles destinées.

» Ce qui vient de se passer est le secret de l'intérieur. Quoi qu'il en soit, dans la matinée du 13, Napoléon se lève et s'habille comme à l'ordinaire. Son refus de ratifier le traité a cessé, il le revêt de sa signature. »

Soit par cette sorte de respect qu'inspire un vieux guerrier, soit pour faire parade de générosité, les alliés avaient laissé à Napoléon le choix de sa retraite. Il indiqua l'île d'Elbe, voisine de la Corse où il était né, et de l'Italie, premier théâtre de sa gloire. Il conservait le titre d'Empereur. Sur sa demande on lui permit d'emmener un petit nombre de ses vieux soldats avec lesquels il avait couru tant de hasards, hommes fermes et dévoués que le malheur ne décourageait pas. Quatre cents d'entre eux furent désignés pour le suivre; si on eût admis tous ceux de bonne volonté, la garde entière l'aurait accompagné.

Le traité du 13 avril fut suivi de la dispersion de la famille impériale. L'Impératrice et le roi de Rome, remis entre les mains des Autrichiens, furent conduits à Vienne. La mère de l'Empereur, le cardinal Fesch, son oncle, cherchèrent un refuge à Rome ; ses frères Joseph, Louis et Jérôme se retirèrent en Suisse. L'Empereur, cerné à Fontainebleau par les avant-postes ennemis, ne put embrasser aucun de ses parents. Il vit successivement partir d'auprès de lui la plupart des généraux et des maréchaux qui, naguère encore, briguaient la faveur de sa présence ; Berthier, son major général, le confident de tous ses plans militaires, le quitta sans même lui faire d'adieux ! — L'Empereur attendait à Fontainebleau l'arrivée des commissaires des puissances alliées qui devaient l'accompagner jusqu'à son embarquement, lorsque le colonel Montholon se présente devant lui ; cet officier arrivait des bords de la Haute-Loire, où il avait

été chargé de faire une reconnaissance militaire; il rendit compte à l'Empereur des sentiments des populations et des troupes, et parla de rallier les armées du midi (Soult venait de livrer aux Anglais la bataille de Toulouse). Napoléon sourit à son zèle. « Non, lui répondit-il, il est trop tard; » ce ne serait plus à présent qu'une guerre civile, et rien ne » pourrait m'y décider. »

Le jour du départ pour l'île d'Elbe arriva enfin.

« Le 20 mars à midi, les voitures de voyage se rangèrent dans la cour du Cheval-Blanc, au bas de l'escalier du Fer-à-Cheval. La garde impériale prit les armes et forma la haie; à une heure, Napoléon sortit de son appartement; il trouva rangé sur son passage ce qui restait autour de lui de la cour la plus nombreuse et la plus brillante de l'Europe · c'étaient le duc de Bassano, le général Belliard, le colonel de Bussy, le colonel Anatole de Montesquiou, le comte de Turenne, le général Fouler, le baron Mesgrigny, le colonel Gourgaud, le baron Fain, le lieutenant-colonel Athalin, le baron de la Place, le baron Lelorgne d'Ideville, le chevalier Jouanne, le général Kosakowski et le colonel Vonsowitch, ces deux derniers Polonais. Napoléon tendit la main à chacun d'eux, descendit vivement l'escalier, et s'avança vers la garde. Il fit signe qu'il voulait parler; et, dans le silence le plus religieux, on écouta ses dernières paroles.

« Soldats de ma vieille garde, dit-il, je vous fais mes » adieux. Depuis vingt ans, je vous ai trouvés constamment sur le chemin de l'honneur et de la gloire. Dans ces » derniers temps, comme dans ceux de ma prospérité, vous » n'avez cessé d'être des modèles de bravoure et de fidélité. Avec des hommes tels que vous, notre cause n'était » pas perdue; mais la guerre était interminable. C'eût été la » guerre civile, et la France n'en serait devenue que plus » malheureuse. J'ai donc sacrifié tous nos intérêts à ceux de » la patrie; je pars : vous, mes amis, continuez de servir la » France. Son bonheur était mon unique pensée, il sera toujours l'objet de mes vœux! Ne plaignez pas mon sort; si » j'ai consenti à me survivre, c'est pour servir encore à

» votre gloire. Je veux écrire les grandes choses que nous » avons faites ensemble!.... Adieu, mes enfants. Je voudrais » vous presser tous sur mon cœur; que j'embrasse au moins » votre drapeau!.... »

» A ces mots, le général Petit, saisissant l'aigle, s'avança; Napoléon reçut le général dans ses bras, et baisa le drapeau. Le silence d'admiration que cette grande scène inspirait n'était interrompu que par les sanglots des soldats. Napoléon, dont l'émotion croissante était visible, fit un effort et reprit, d'une voix plus ferme : « Adieu, encore une » fois, mes vieux compagnons! Que ce dernier baiser passe » dans vos cœurs!.... » Il dit, et s'arrachant au groupe qui l'entourait, il s'élança dans sa voiture, au fond de laquelle le général Bertrand était déjà placé, et partit.... »

La France ignorait quelles intrigues venaient d'être mises en jeu. Elle accueillit les Bourbons avec empressement. Si quelques citoyens conservaient en secret des répugnances, les masses n'en manifestaient aucune. Un mot heureux du comte d'Artois : *Il n'y a rien de changé en France; il n'y a qu'un Français de plus,* avait fait fortune. La présence des princes de l'antique maison royale semblait devoir sauver le pays d'une nouvelle anarchie. On était persuadé que vingt ans de malheurs avaient éclairé ces princes. On pensait qu'ils avaient dû beaucoup oublier et beaucoup apprendre. Mieux qu'aucun autre souverain, ils étaient en position de réconcilier l'ancienne France avec la nouvelle : il ne leur fallait pour cela que la tête et le cœur de Henri IV, dont ils étaient les descendants et dont ils réclamaient l'héritage. « L'idée de la conquête était insupportable aux Parisiens; on voulait à tout prix échapper à cette situation et l'on courait se réfugier dans l'idée plus tolérable d'une restauration. » Ce retour de l'amour-propre national sur lui-même fut habilement exploité; et l'opinion de Paris entraîna alors, comme toujours, celle des départements.

On sait combien l'administration établie en 1814 au nom du roi satisfit peu les espérances populaires. Louis XVIII,

quels que fussent les défauts de son caractère privé et les vices de son organisation morale, était un prince sage et prudent; il s'était rappelé que Henri IV estimait que Paris vaut bien une messe, et il avait pensé qu'une couronne valait bien une constitution. Malheureusement pour lui, comme Napoléon renversé par la défaite de ses lieutenants, il fut trahi par les fautes de ses ministres. Sa Charte aurait pu devenir un pacte d'alliance entre le peuple et le souverain. Ce pacte fut mis de côté par ceux-là mêmes qui avaient le plus d'intérêt à son existence. Les ministres du roi, les courtisans qu'il avait ramenés de son exil, les émigrés anciens et nouveaux qui reparaissaient plus exigeants, plus âpres et plus fiers, changèrent les dispositions en éveillant toutes les inquiétudes. On tracassa les propriétaires de biens nationaux; on humilia les hommes distingués qui ne sortaient pas des rangs d'une noblesse privilégiée; et cette armée, dont la gloire consolait la France des victoires de l'étranger, on la traita avec mépris.

Depuis un an que l'Empereur était à l'île d'Elbe, où il s'occupait, avec sa merveilleuse intelligence et son habituelle activité à améliorer la population, les ports et les routes, l'industrie et l'agriculture, aucun des engagements pécuniaires pris avec lui n'avaient été remplis. Il réclamait contre ce manque de foi, lorsqu'il apprit que, dans le congrès de Vienne, les ministres français, afin de pouvoir se livrer sans doute sans retenue à leurs absurdes projets, avaient proposé de l'enlever de l'île d'Elbe pour le transférer dans un exil plus lointain, à Sainte-Hélène. L'Empereur n'avait rien fait qui pût excuser cette violation gratuite du traité de paix: ses faibles moyens de défense auraient été impuissants pour résister à une pareille tentative, il résolut de la prévenir par la plus audacieuse expédition dont l'histoire ait jamais conservé le souvenir. D'attaqué qu'il allait être, il se fit assaillant. Le succès de cette entreprise est une des plus grandes preuves du génie de Napoléon et de sa connaissance supérieure des hommes et des mobiles qui les font agir. En partant de l'île d'Elbe, tout avait été prévu par lui et déterminé à l'avance.

Ses préparatifs de départ furent bientôt faits. Deux légers bricks reçurent toute son armée, soldats mal vêtus, mal équipés, mais dont les âmes étaient intrépides. Cette frêle escadre échappa aux croisières qui observaient l'île d'Elbe, et après cinq jours de traversée, mouilla dans la rade de Cannes, près de la plage où quinze ans auparavant le général Bonaparte avait pris terre lorsqu'il accourut d'Égypte pour sauver la France de l'administration mortelle du Directoire.

Le débarquement se fit sans obstacle. Le voyage de l'Empereur, de Cannes à Paris, fut une marche triomphale. Les soldats envoyés pour le combattre le saluaient de leurs acclamations et se rangeaient de son côté. Pas un coup de fusil ne fut tiré. Sur la route, il ne fut arrêté par aucune tentative de résistance; c'était à qui s'empresserait le plus vite à lui apporter ses hommages, versatilité de sentiments qui devait lui inspirer de tristes réflexions. Que de malheurs ce dévouement de 1815 aurait évités à la France s'il eût eu lieu en 1814! L'Empereur, de retour en France le 1er mars, arriva à Paris le 20 au soir, et prit aussitôt possession du château des Tuileries, que la nuit antérieure Louis XVIII avait abandonné pour se retirer à Gand.

Napoléon avait été précédé, dans sa marche, de deux proclamations au peuple et à l'armée qui, par l'influence qu'elles exercèrent, avaient frayé sa route jusqu'à la capitale. On y remarquait les passages suivants :

« Français, après la prise de Paris mon cœur fut déchiré,
» mais mon âme resta inébranlable. Je ne consultai que l'in-
» térêt de la patrie; je m'exilai sur un rocher au milieu des
» mers. Ma vie vous était et devait encore vous être utile...

» Élevé au trône par votre choix, tout ce qui a été fait
» sans vous est illégitime. Depuis vingt-cinq ans la France
» a de nouveaux intérêts, de nouvelles institutions, une
» nouvelle gloire, qui ne peut être garantie que par un gou-
» vernement national, et par une dynastie née dans ces nou-
» velles circonstances... Un prince qui régnerait sur vous, qui
» serait assis sur mon trône par la force des mêmes armées
» qui ont ravagé notre territoire, chercherait en vain à s'é-
» tayer des principes du droit féodal; il ne pourrait assurer

» l'honneur et les droits que d'un petit nombre d'individus
» ennemis du peuple, qui, depuis vingt-cinq ans, les a con-
» damnés dans toutes nos assemblées nationales...

» Dans mon exil, j'ai entendu vos plaintes et vos vœux:
» vous réclamiez ce gouvernement de votre choix, qui seul
» est légitime; vous accusiez mon long sommeil; vous me
» reprochiez de sacrifier à mon repos les grands intérêts de
» la patrie. J'ai traversé les mers au milieu des périls de toute
» espèce; j'arrive parmi vous reprendre mes droits, qui
» sont les vôtres...

» Français, il n'est aucune nation, quelque petite qu'elle
» soit, qui n'ait eu le droit de se soustraire et ne se soit
» soustraite au déshonneur d'obéir à un prince imposé par
» un ennemi momentanément victorieux... C'est à vous seuls
» et aux braves de l'armée que je me fais et me ferai tou-
» jours gloire de tout devoir.

» Soldats! nous n'avons pas été vaincus! Deux hommes
» sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur pays, leur
» prince, leur bienfaiteur. Ceux que nous avons vus pendant
» vingt-cinq ans parcourir toute l'Europe pour nous susciter
» des ennemis, qui ont passé leur vie à combattre contre nous
» dans les rangs des armées étrangères, en maudissant notre
» belle France, prétendraient-ils commander et enchaîner
» nos aigles, eux qui n'ont jamais pu en soutenir les regards?
» Souffrirons-nous qu'ils héritent du fruit de nos glorieux
» travaux; qu'ils s'emparent de nos honneurs, de nos biens;
» qu'ils calomnient notre gloire?... Ils cherchent à rabaisser
» ce que le monde admire; et s'il reste encore des défenseurs
» de notre gloire, c'est parmi ces mêmes ennemis que nous
» avons combattus sur le champ de bataille... Dans mon exil,
» j'ai entendu votre voix; je suis arrivé à travers tous les
» obstacles et tous les périls; votre général, appelé au trône
» par le choix du peuple, et élevé sur nos pavois, vous est
» rendu, venez le joindre... arrachez ces couleurs que la
» nation a proscrites... Arborez cette cocarde tricolore, vous
» la portiez dans nos grandes journées! Reprenez ces aigles
» que vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à
» Friedland, à Tudéla, à Eckmülh, à Essling, à Wagram, à
» Smolensk, à la Moskowa, à Lutzen, à Wurtschen, à Mont-

» mirail... Vos biens, vos rangs, votre gloire, les biens, les » rangs et la gloire de vos enfants, n'ont pas de plus grands » ennemis que ces princes que les étrangers nous ont imposés. Les vétérans des armées de Sambre-et-Meuse, du » Rhin, d'Italie, d'Egypte, de l'Ouest, de la grande armée, » sont humiliés; leurs honorables cicatrices sont flétries. » Leurs succès seraient des crimes, ces braves seraient des » rebelles, si, comme le prétendent les ennemis du peuple, » des souverains légitimes étaient au milieu des armées étrangères. Les honneurs, les récompenses, les affections, sont » pour ceux qui les ont servis contre la patrie et contre nous. » Soldats! venez vous ranger sous les drapeaux de votre » chef: son existence ne se compose que de la vôtre; son » intérêt, son honneur, sa gloire, ne sont autres que votre » intérêt, votre honneur et votre gloire. La victoire marchera » au pas de charge; l'aigle avec les couleurs nationales, » volera, de clocher en clocher, jusqu'aux tours de Notre-» Dame. Vous pourrez montrer avec honneur vos cicatrices; » alors vous pourrez vous vanter de ce que vous aurez fait. » Vous serez les libérateurs de la patrie. Dans votre vieil-» lesse, entourés et considérés de vos concitoyens, ils vous » entendront avec respect raconter vos hauts faits; vous » pourrez dire avec orgueil : *Et moi aussi je faisais partie » de cette grande armée qui est entrée deux fois dans les » murs de Vienne, dans ceux de Rome, de Berlin, de Ma-» drid, de Moscou, qui a délivré Paris de la souillure que » la trahison et la présence de l'ennemi y ont empreinte!* »

Peu de temps après son arrivée à Paris, l'Empereur vit la plupart de ses espérances trompées. Il avait compté que les rois de l'Europe, éclairés par la merveilleuse expédition qu'il venait d'accomplir, renonceraient, comme ils avaient prétendu le faire en 1814, à s'immiscer dans les affaires de France. Malheureusement, le congrès était encore assemblé à Vienne; Talleyrand s'y trouvait. On allait se partager l'Europe: il eut l'adresse de persuader aux souverains réunis que Napoléon remettrait tous les partages en question, et la guerre fut décidée.

Tant que la grande question des compensations territoriales restait à terminer, chacune des hautes puissances qui

s'arrogeaient le droit de démembrer l'Europe, avait conservé son armée sous les armes, à tout hasard, et peut-être dans la pensée de défendre au besoin ses prétentions contre ses alliés. L'apparition de l'Empereur mit tout le monde d'accord : on se hâta de conclure, et quelques ordres suffirent pour faire reprendre la route de France aux troupes nombreuses qui étaient échelonnées en Allemagne.

On dira quelque jour comment l'Autriche, malgré la décision des rois alliés, fut au moment de rendre à l'Empereur et sa femme et son fils; cette partie de notre histoire, encore couverte d'un voile épais, sera sans doute éclaircie, et l'on saura quelles raisons, autres peut-être que des motifs politiques, empêchèrent le retour en France de l'Impératrice et du roi de Rome, retour qui eût assuré à Napoléon la neutralité, sinon l'alliance de l'Autriche, et qui, certainement, eût empêché la reprise des hostilités, le désastre de Waterloo, et la seconde chute du gouvernement impérial

Au moment où l'Empereur apprenait la capitulation du duc d'Angoulême et la soumission de Marseille, de Toulon et des départements du midi, une imprudence du roi de Naples lui enlevait l'appui de l'Italie. Murat, dans son désir d'effacer tout souvenir de l'erreur momentanée qui, en 1814, l'avait éloigné de Napoléon, avait pris intempestivement les armes, et, trahi par la fortune non moins que par le courage de ses soldats, venait de perdre son royaume en quelques jours.

Cependant les plus grands obstacles que l'Empereur devait trouver pour opérer le salut de la France, provenaient du manque de confiance existant entre lui et le parti démocratique qui parut un instant se rallier à sa cause, et qui domina la Chambre des représentants. Cette Chambre oubliant, comme le Corps législatif de 1814, la gravité des circonstances, n'accorda aux efforts de l'Empereur qu'une coopération tiède et réservée. L'*acte additionnel* aux constitutions de l'Empire, que Napoléon publia dans son désir de prouver au peuple français ses dispositions à reconnaître toutes les libertés que la nation désirait, fut mal accueilli par le parti même qu'il était destiné à satisfaire. On disputait sur de vagues principes, on chicanait sur des mots. C'é-

taient de grandes paroles, de belles phrases, mais au fond, peu de hautes pensées politiques et de patriotisme éclairé.

L'assemblée du Champ de Mai fournit à l'Empereur l'occasion de manifester publiquement des sentiments favorables aux libertés publiques. La recomposition de la Chambre des pairs lui offrit le moyen de récompenser et d'anciens services rendus à la patrie, que sa chute, en 1814, l'avait empêché de rémunérer, et le dévouement dont quelques chefs de l'armée venaient de faire preuve à son retour.

Bientôt les Chambres s'ouvrirent; l'Empereur apprit que le congrès de Vienne était dissous, et que les souverains alliés se mettaient à la tête de leurs troupes; il partit aussitôt de Paris pour rejoindre l'armée qui, remplie d'ardeur, l'attendait avec impatience pour franchir la frontière étrangère. Il allait trouver des ennemis en face, et il laissait des traîtres en arrière. Blucher et Wellington étaient en Belgique; à Paris, Fouché avait remplacé Talleyrand.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

FONTAINEBLEAU. — ILE D'ELBE. — PARIS.

ABDICATION. — RETOUR.

1814.

1er *avril.* Proclamation du conseil général du département de la Seine.

— — Institution d'un gouvernement provisoire.

2 — Le Sénat proclame la déchéance de l'Empereur.

4 — 1re abdication de l'Empereur en faveur de son fils.

5 — Convention de Chevilly entre le maréchal Marmont et le prince de Schwartzenberg.

6 — Constitution décrétée par le Sénat.

— — Arrêté du gouvernement provisoire qui déclare que la cocarde *blanche redevient* cocarde nationale.

10 — Bataille de Toulouse.

11 — Acte d'abdication de l'empereur Napoléon.

— — Traité de Paris entre les plénipotentiaires de l'Empereur et les ministres d'Autriche, de Russie et de Prusse.

12 — Entrée du comte d'Artois à Paris.

16 — Convention pour l'évacuation de l'Italie.

20 — Départ de l'Empereur pour l'île d'Elbe.

— — Evacuation de Venise.

21 — Evacuation de Gênes.

3 *mai.* Arrivée de l'Empereur à l'Ile d'Elbe.

1815.

26 *fevrier.* L'Empereur quitte l'île d'Elbe.

1er *mars.* Débarquement de l'Empereur au golfe Juan.

7 — Entrée de l'empereur à Grenoble.

10 — Entrée de l'Empereur à Lyon.

16 — Séance royale des Chambres réunies.

20 — Le roi Louis XVIII quitte Paris dans la nuit du 19 au 20.

— — Arrivée de l'Empereur aux Tuileries.

25 — Traité de Vienne contre l'empereur Napoléon.

Avril. Combat du Pont-Saint-Esprit.

— — Capitulation du duc d'Angoulême.

22 — Acte additionnel aux constitutions de l'Empire.

26-27 — Les empereurs de Russie, d'Autriche et le roi de Prusse reviennent se mettre à la tête de leurs armées qui marchent contre la France.

1er *juin.* Assemblée du Champ de Mai.

2 — L'Empereur nomme 118 pairs.

7 — Ouverture des Chambres.

9 — Fin du congrès de Vienne.

12 — L'Empereur quitte Paris pour aller se mettre à la tête de l'armée.



Mort de l'empereur Napoléon.

WATERLOO. — SAINTE-HÉLÈNE.

A son retour, Napoléon n'avait trouvé en France que quatre-vingt mille soldats armés, alors que les puissances étrangères comptaient encore plus de huit cent mille hommes sous les drapeaux. Son activité prodigieuse, un travail opiniâtre de seize heures par jour, suppléèrent au temps et recréèrent l'armée. Au 1er juin, l'effectif de nos forces avai été porté à quatre cent mille hommes : avec deux mois de plus, en septembre, il se fût élevé à sept cent mille. Mais l'insurrection ranimée dans la Vendée, la garde des ports et des frontières du midi et de l'est, les garnisons des places fortes ne laissaient pas sur la frontière du nord plus de cent vingt mille hommes disponibles. Néanmoins l'Empereur se décida à prendre l'offensive.

L'armée était divisée en trois corps. Ney commandait la gauche, forte de quarante-huit mille hommes et de cent seize pièces de canon; Grouchy, à droite, comptait sous ses ordres trente-huit mille hommes et cent douze bouches à feu. Enfin, au centre, l'Empereur avait réuni trente mille hommes et cent trente-quatre canons. C'étaient l'élite des troupes et la garde à pied et à cheval.

Le 15 juin, l'armée franchit la frontière, passa la Sambre et prit Charleroi. Les armées ennemies, ignorant les mou-

vements des Français, n'avaient pas encore effectué leur réunion; le but de l'Empereur était de frapper au centre de la ligne et de la couper.

Le maréchal Ney devait marcher sur la position des Quatre-Bras, point où se réunissent les différentes chaussées qui conduisent à Bruxelles, afin de contenir les Anglais, et de les empêcher de porter secours aux Prussiens, que l'Empereur, avec le reste de ses forces, se proposait d'attaquer. Mais le mauvais état des chemins empêcha le maréchal d'exécuter ce mouvement, dans la journée, comme il en avait reçu l'ordre.

L'Empereur trouva, le 16, près de Fleurus, entre Saint-Amand et Sombref, l'armée de Blucher, forte de cent mille hommes, rangée en bataille, et faisant face à la Sambre. L'armée française se mit en ligne devant les Prussiens, afin de les occuper de front, et Napoléon envoya aussitôt à Ney l'ordre de laisser seulement un détachement en observation aux Quatre-Bras, et de rabattre en toute hâte sur Bry, pour venir prendre l'ennemi à dos.

Il attendait avec sécurité l'effet de cette mesure, qui devait assurer la destruction de l'armée prussienne, et il s'apprêtait à commencer le combat aussitôt que le canon annoncerait l'arrivée du maréchal. Deux lieues et demie seulement séparent Quatre-Bras de Sombref. Le temps s'écoulait, et Ney ne paraissait pas. A quatre heures après midi, malgré le retard de son lieutenant, l'Empereur se résolut à attaquer. Les moments étaient précieux : en laissant finir la journée, il risquait de ne plus retrouver l'occasion de battre l'armée prussienne isolée. L'effort de nos troupes se porta d'abord sur la gauche, vers Saint-Amand, afin d'attirer Blucher de ce côté opposé à sa ligne de retraite; tout était disposé pour enfoncer son centre aussitôt qu'il l'aurait dégarni. Les Prussiens se battirent avec résolution. A six heures, rien encore n'était décidé. Une dernière et vigoureuse attaque eut lieu; le village de Ligny, qui couvrait le centre de l'armée ennemie, fut pris, et ce centre fut culbuté. La déroute des Prussiens était complète. Mais Ney n'avait pas débouché de Quatre-Bras, et le village de Bry n'était pas occupé. Cette faute sauva l'armée ennemie, qui fila tout entière par ce

village. L'obscurité de la nuit favorisa sa retraite. Elle perdit néanmoins quarante pièces de canon, et eut environ vingt mille hommes hors de combat. Le désordre fut même tel, après cette défaite, que le lendemain Blucher n'avait pas encore rallié trente mille hommes.

Le retard malencontreux de Ney avait eu pour cause un combat. Ce maréchal, ayant mis de la lenteur dans sa marche, avait trouvé les Anglais déjà établis à Quatre-Bras, et, malgré l'opiniâtreté de ses attaques, n'avait pu réussir à les en déloger.

Cependant le but de l'Empereur était atteint; la ligne ennemie se trouvait coupée, et Blucher séparé de Wellington; Grouchy, récemment élevé à la dignité de maréchal, fut chargé de poursuivre les Prussiens, tandis que Napoléon, se rabattant sur la gauche, alla rejoindre Ney pour attaque l'armée anglaise.

La mollesse de Grouchy, dans cette poursuite, fut encore plus fatale à l'armée française que ne l'avait été la lenteur du maréchal Ney. L'un avait sauvé les Prussiens, l'autre sauva les Anglais, et, en laissant les troupes de Blucher arriver sur le champ de bataille, fut la cause déterminante du désastre de Waterloo.

L'armée anglaise avait pris position en avant de la forêt de Soignies. Elle s'élevait à cent vingt mille hommes : Anglais, Écossais, Belges et Hanovriens. Wellington paraissait décidé à accepter la bataille. L'Empereur en fut ravi. C'était un premier succès de ses combinaisons et un véritable coup de fortune que d'obliger les deux généraux ennemis à combattre ainsi successivement et isolément. Il envoya aussitôt à Grouchy l'ordre d'occuper en toute hâte le défilé de Saint-Lambert, afin que si ce maréchal ne prenait pas une part active à la bataille en tombant sur la gauche de l'armée anglaise, il préservât du moins le flanc droit de l'armée française.

La pluie, qui n'avait pas cessé un instant de tomber pendant la journée du 17, et dans la nuit du 17 au 18, avait tellement détrempé la terre, qu'il était impossible d'y ma-

nœuvrer, bien que le temps se fût éclairci le 18 au matin; il fallut attendre, pendant quelques heures, que le soleil eut rendu au sol quelque consistance. L'Empereur avait reconnu la position de l'ennemi (en avant du village de Mont-Saint-Jean, à l'embranchement des routes de Nivelle et de Charleroi à Bruxelles). C'était une colline en pente douce, favorable à l'artillerie, et d'où Wellington pouvait apercevoir tous nos mouvements. Vers dix heures et demie, l'Empereur ordonna l'attaque sur la droite de Mont-Saint-Jean, par Papelotte; mais le maréchal Ney, ayant trouvé que le terrain, coupé par un ruisseau encaissé, formait un bas-fond bourbeux, où il était impossible de passer avec de l'infanterie, proposa à l'Empereur de remonter à la naissance du ravin qui conduisait au centre de l'ennemi, vers la Haie-Sainte. Napoléon y consentit; deux raisons l'y décidèrent : la première, c'est qu'on allait attaquer l'ennemi par son centre, genre d'attaque dont il appréciait justement l'avantage; la seconde, c'est que la position ennemie, adossée à la forêt de Soignies, n'avait pas d'autre retraite que la chaussée de Bruxelles : en perçant l'armée anglaise par le centre, et en poussant directement par cette chaussée, on pouvait se rendre maître du débouché de la forêt de Soignies, et alors les deux ailes, séparées l'une de l'autre et privées de communications avec Bruxelles, se seraient trouvées gravement compromises.

Le combat s'engagea vers onze heures par une attaque de la gauche française contre la droite ennemie : attaque ordonnée afin de tromper le général anglais. Et, en effet, Wellington renforça aussitôt la droite de ses meilleures troupes. Cependant un événement fâcheux arrivait à nos colonnes d'attaque. Ney, formé devant Papelotte, avait mis ses divisions en marche pour opérer l'attaque convenue; mais son artillerie, embourbée dans les terres délayées par huit jours de pluie, ne pouvait pas les suivre : la cavalerie ennemie s'élança sur une de nos brigades et sur ces pièces, éloignées de tout secours; l'infanterie était trop serrée pour combattre; quelques bataillons furent entamés, et les cavaliers anglais, sabrant les conducteurs, coupèrent les traits ainsi que les jarrets des chevaux, et mirent momentanément

quelques-unes des pièces hors de service. Une brigade de cuirassiers français accourut et anéantit cette cavalerie. Le maréchal Ney se vit forcé de continuer sans artillerie sa marche sur la Haie-Sainte. Néanmoins, soutenu par les batteries françaises du centre, il aborda la position avec résolution, et culbuta tout devant lui. Notre cavalerie exécuta plusieurs charges brillantes sur la ligne anglaise, et perça jusqu'aux réserves de Wellington. La vigueur de la défense répondait à celle de l'attaque. Malgré la supériorité de l'artillerie ennemie, qui, favorisée par son immobilité, pouvait continuer à tirer, nos colonnes faisaient de sensibles progrès. Déjà la Haie-Sainte avait été emportée, et Ney s'y était établi. Tout à coup on annonça à l'Empereur que des troupes en marche se montraient du côté de Saint-Lambert. Il crut d'abord que c'était le corps de Grouchy attiré par le bruit du canon, et venant prendre part au combat. Mais bientôt des prisonniers lui firent connaître que la colonne qui débouchait du défilé (il n'avait pas été occupé!) était le corps de Bulow qui, ayant opéré sa jonction avec Blucher, formait l'avant-garde de l'armée prussienne. L'Empereur eut peine à le croire; mais il fallut se rendre à l'évidence. Aussitôt, et sans cesser de combattre au centre, il donna l'ordre à la jeune garde, qui se mettait en mouvement pour soutenir le maréchal Ney, de se porter sur la droite afin de contenir les Prussiens. — Il n'était encore que deux heures de l'après-midi, et il espérait avoir le temps d'achever la défaite de Wellington avant l'arrivée de Blucher. — Notre cavalerie s'élança de son côté, et chargea les masses anglaises qui occupaient le plateau du Mont-Saint-Jean. Ce dernier effort devait être décisif; mais Wellington avait été prévenu de l'approche de son allié; il comprit l'importance de tenir en ligne jusqu'à ce que l'armée prussienne pût y entrer à son tour. Le combat s'engagea donc avec fureur, et un carnage horrible commença. Les fantassins anglais, formés en carrés, mouraient à leurs postes; et pendant deux heures, nos cuirassiers continuèrent à décimer leurs bataillons. L'artillerie ni les baïonnettes ne purent arrêter leurs charges impétueuses: douze mille Anglais tombèrent sous leurs coups. Déjà la route de Bruxelles était couverte de fuyards; les soldats, je-

tant leurs armes, cherchaient un refuge dans la forêt voisine. Wellington, se considérant comme vaincu, et désespérant de prolonger la résistance, allait donner le signal de la retraite, lorsque Blucher apparut. Une partie de ses divisions, en débouchant sur le champ de bataille, lia le corps de Bulow avec la gauche de Wellington, et le reste prolongea notre droite pour la tourner.

La certitude d'être secourus ranima l'élan des Anglais. Ils passèrent d'une défense passive à une offensive impétueuse; nos soldats, épuisés par le combat de la journée, firent un mouvement rétrograde. La garde s'avança en vain pour les soutenir: l'arrivée des Prussiens sur la Haie-Sainte changea la face du combat. Ce plateau fut repris par les Prussiens et les Anglais réunis. La garde, formée en carré, fit en vain une héroïque résistance. Les forces supérieures de l'ennemi, la nuit qui survint, un cri fatal de *sauve qui peut,* échappé à quelque lâche ou lancé par quelque traître, décidèrent la déroute de l'armée française. L'Empereur voulait mourir, on l'entraîna presque de force hors du champ de bataille.

Seuls, les bataillons de la garde, le brave Cambronne à leur tête, ne reculèrent pas : au milieu des charges opiniâtres et sans cesse renouvelées, leur général put alors, avec vérité, faire, aux sommations de l'ennemi, cette réponse célèbre : « La garde meurt et ne se rend pas. » S'il ne la fit pas, comme plusieurs le prétendent, sa conduite tint lieu de paroles, et, dans cette circonstance, offrit aux Français une généreuse pensée et un héroïque exemple.

L'arrivée de l'Empereur à Paris, après ce grand désastre, aurait pu exciter encore l'enthousiasme populaire et créer de nouveaux défenseurs à la patrie. Lui seul était capable de rallier les soldats. La Chambre des représentants ne comprit pas quel rôle elle devait prendre pour résister à l'étranger. Au lieu d'appuyer l'Empereur, elle manifesta contre lui des sentiments hostiles. Elle se déclara en permanence, comme avait fait autrefois la Convention nationale, et ainsi que cette assemblée, qui ôta le trône à Louis XVI, elle obligea l'Empereur à déposer la couronne; mais du moins la Convention avait su vaincre la coalition.

Napoléon annonça au *Peuple Français* le nouveau sacrifice que lui imposait l'attitude de la Chambre :

« En commençant la guerre pour l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et sur le concours de toutes les autorités nationales. J'étais fondé à espérer le succès, et j'avais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi. Les circonstances me paraissent changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir voulu seulement qu'à ma personne! Ma vie politique est terminée et je proclame mon fils, sous le titre de *Napoléon II, Empereur des Français*. Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil du gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les Chambres à organiser sans délai la régence par une loi. Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante. »

Les Chambres, étonnées peut-être d'avoir si facilement obtenu cette abdication, qu'elles avaient provoquée, envoyèrent des députations à l'Empereur. Il leur répondit :

« Je vous remercie des sentiments que vous m'exprimez. Je désire que mon abdication puisse faire le bonheur de la France; mais je ne l'espère point. *Elle laisse l'Etat sans chef, sans existence politique.* Le temps perdu à renverser la monarchie aurait pu être employé à mettre la France en état d'écraser l'ennemi.... »

En obligeant Napoléon à dépouiller le caractère impérial, on n'avait pas pu lui enlever les talents militaires qui avaient fait la gloire du général Bonaparte. Il offrit de les mettre à la disposition de la patrie menacée. Mais les hommes qui venaient de se liguer contre lui ne permirent pas que cette main, qui avait porté le sceptre de l'Empereur, ressaisît l'épée du général. On le força de quitter Paris et même d'aller chercher un refuge hors de France. Sa présence gênait la trahison, et effarouchait l'imbécillité. Ceux qui auraient craint l'ascendant de Napoléon se laissaient duper par Fouché; ils formaient encore la majorité dans les deux Chambres.

Lorsque l'Empereur quitta Paris, il n'était déjà plus libre : la commission du gouvernement provisoire lui avait donné un surveillant qui l'accompagna jusqu'à Rochefort. On avait choisi pour cette mission un général qui avait eu à se plaindre de Napoléon ; mais dans le cœur de cet officier, l'honneur parlait plus haut que l'inimitié, et il conserva toujours un respect profond pour son illustre captif. L'Empereur renonça à s'embarquer pour l'Amérique, comme il en avait eu d'abord le dessein. De Rochefort, il écrivit, le 13 juillet, au prince régent d'Angleterre, cette lettre que le général Gourgaud fut chargé de porter à Londres :

« Altesse royale, en butte aux factions qui divisent mon » pays et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Eu- » rope, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, » comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britan- » nique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je » réclame de V. A. R., comme du plus puissant, du plus » constant et du plus généreux de mes ennemis.

» NAPOLÉON. »

Cependant le temps pressait ; Paris avait été occupé par l'étranger. Un des capitaines de la station navale anglaise, M. Maitland, déclara, le 14, « qu'il n'avait pas encore de sauf-conduits pour l'Empereur (ces sauf-conduits avaient été demandés depuis le 10) ; mais que si l'Empereur voulait s'embarquer pour l'Angleterre, il était autorisé à l'y conduire et à le traiter avec tout le respect et les égards dus au rang qu'il avait occupé. » — Sur la foi de ces paroles, l'Empereur se rendit, le 15, avec sa suite à bord du *Bellérophon*. Il y fut reçu avec tous les honneurs militaires. Au moment de quitter le port, il dit au général Becker, qui se préparait à l'accompagner jusqu'au vaisseau anglais : « Retirez-vous, » général, je ne veux pas qu'on puisse croire qu'un Français » soit venu me livrer à mes ennemis. »

Le capitaine Maitland avait reçu communication de la lettre adressée au prince régent. L'Empereur, en mettant le pied sur son vaisseau, lui dit : « Je viens à votre bord me » mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. »

Les vents contraires retinrent le *Bellérophon* en mer pendant neuf jours, il ne mouilla que le 24 dans la rade de Torbay. Gourgaud revint, il ne lui avait pas été permis de parvenir jusqu'au prince régent. C'était d'un funeste augure. En effet, le 30 juillet, Napoléon apprit qu'il allait être à jamais captif. Un sous-secrétaire d'Etat et un amiral anglais (lord Keith) lui remirent une déclaration ministérielle où on lisait :

« Il ne peut convenir ni à nos devoirs envers notre pays, ni à nos alliés, que le général Bonaparte conserve le moyen de troubler de nouveau la paix du continent. L'île de Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence. *Le climat est sain*, et la situation locale permettra qu'on l'y traite avec plus d'indulgence qu'on ne le pourrait faire ailleurs, *vu les précautions indispensables qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de sa personne...* »

A cette violation manifeste des droits du malheur et de l'humanité, l'Empereur, indigné, répondit par cette protestation éloquente adressée à lord Keith :

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des » hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la vio- » lation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la » force de ma personne et de ma liberté. Je suis venu libre- » ment à bord du *Bellérophon*. Je ne suis pas le prisonnier, » je suis l'hôte de l'Angleterre. Je suis venu à l'instigation » même du capitaine, qui a dit avoir des ordres du gouver- » nement de me recevoir et de me conduire en Angleterre » avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté » de bonne foi, pour venir me mettre sous la protection des » lois de l'Angleterre. Aussitôt assis à bord du *Bellérophon*, » je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gouverne- » ment, en donnant des ordres au capitaine du *Bellérophon* » de me recevoir ainsi que ma suite, n'a voulu que me tendre » une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon. » Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les An- » glais voudraient parler désormais de leur loyauté, de leurs » lois et de leurs libertés. La foi britannique se trouvera » perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*. J'en appelle à

» l'histoire ; elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre
» au peuple anglais, vint librement, dans son infortune,
» chercher un asile sous ses lois. Quelle plus éclatante preuve
» pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance! Mais
» comment répondit-on en Angleterre à une telle magnani-
» mité? On feignit de tendre une main hospitalière à cet en-
» nemi; et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola. »

Le ministère britannique, en consommant son œuvre de trahison, ne devait pas être arrêté par cette énergique réclamation.

Le 6 août, l'Empereur fut transféré à bord du *Northumberland*, où se trouvait déjà l'amiral Cockburn, nommé gouverneur de Sainte-Hélène, et ce vaisseau mit à la voile le 10 août. Le 17, Napoléon, passant en vue du Cap de la Hogue, salua la France pour la dernière fois: « Adieu,
» s'écria-t-il, adieu, terre des braves! adieu, chère France!
» Quelques traîtres de moins, et tu serais encore la grande
» nation et la maîtresse du monde. »

Le 17 octobre 1815, deux mois après avoir fait ses derniers adieux à la France, Napoléon aborda dans l'île qui devait être son tombeau. Sa captivité dura six années; elle a fait pour sa mémoire plus peut-être que ses plus glorieuses victoires. Nous lui devons de bien le connaître et d'avoir pu apprécier son caractère et admirer son génie, que les calomnies contemporaines se sont tant efforcées d'obscurcir. Elle a avancé, pour Napoléon, l'heure de la postérité ; tous les voiles dont les partis avaient cherché à envelopper le grand homme ont été déchirés. Enfin, l'Empereur, en écrivant, comme il l'avait promis à ses soldats, l'*histoire des grandes choses qu'ils avaient faites ensemble*, a élevé un éternel monument à la gloire des armées françaises.

Mais, hélas! ces années, que la mort devait terminer par d'atroces douleurs, se passèrent bien misérablement pour lui. Des commissaires de toutes les grandes puissances de l'Europe vinrent assister son gardien anglais. L'amiral Cockburn, franc et généreux marin, fut remplacé par Hudson-

Lowe, « homme hideux, à face patibulaire et dont l'âme était plus féroce que la physionomie. » Le ministère anglais craignait sans doute que l'Empereur ne s'éteignît pas assez vite dans cette île *où les fleurs même s'étiolent.* Les tracasseries, les outrages d'un geôlier, furent un supplément nécessaire à l'insalubrité du climat. On voulait user à la fois son âme et son corps. Sa vigoureuse constitution et son caractère ferme résistèrent pendant cinq années. Mais le moment arriva, enfin, où Napoléon devait succomber. Déjà les rangs des amis qui lui étaient restés fidèles s'étaient éclaircis. Le comte de Las-Cases et son fils avaient été déportés hors de Sainte-Hélène sur l'ordre du gouverneur. Le général Gourgaud s'était vu contraint, par le délabrement complet de sa santé, à quitter un poste où sans doute il aurait voulu mourir, si l'Empereur n'eût pas pensé que son retour en Europe pouvait être utile. Le comte et la comtesse Bertrand, le comte et la comtesse Montholon, le docteur Antomarchi, habile médecin, compatriote de Napoléon[1]; les abbés Vignali et Buonavita, nés aussi en Corse, le fidèle Marchand, valet de chambre de l'Empereur, et quelques serviteurs obscurs, mais loyaux et dévoués, formaient le seul cortége qui restât à celui qui avait eu pour courtisans les princes et les rois de l'Europe.

Quand le docteur Antomarchi arriva à Sainte-Hélène, en septembre 1819, il trouva l'Empereur déjà atteint d'une grave maladie. Napoléon ne se faisait pas illusion sur son état. Le docteur vit avec peine qu'il serait impossible de lui cacher la vérité; il la lui tut cependant. Quelques mois s'écoulèrent.

Le 17 mars 1821, Napoléon disait au docteur Antomarchi: « Ce n'est pas la faiblesse, c'est la force qui m'étouffe, c'est » la vie qui me tue. » Et regardant le ciel bleu et sans nuages : « Il y a six ans, à pareil jour (il était à Auxerre, reve-

[1] Le docteur O'Meara, médecin du *Northumberland*, que l'Empereur avait attaché à sa personne, et qui montrait de l'affection et des égards à son illustre malade, avait été expulsé de Sainte-Hélène par Hudson-Lowe. M. Antomarchi fut envoyé par le cardinal Fesch, pour le remplacer; mais lorsqu'il arriva, depuis un an l'Empereur était sans médecin.

» nant de l'île d'Elbe), il y avait des nuages au ciel : ah! je se-
» rais guéri, si je voyais ces nuages. » Puis, posant la main
du docteur sur son estomac : « C'est un couteau de boucher
» qu'ils m'ont mis là, et ils ont brisé la lame dans la plaie. »

Le 2 avril, un domestique lui annonça qu'on avait aperçu la
nuit une comète vers l'orient. « Une comète! s'écria-t-il avec
» vivacité ; ce fut le signe précurseur de la mort de César. »

Le 11 avril (le docteur Arnold, médecin d'un régiment
de la garnison, était présent), l'Empereur souffrait beau-
coup ; Antomarchi cherchait à lui réchauffer, par des fo-
mentations, les extrémités inférieures atteintes d'un froid
glacial. « Laissez-moi, s'écria le malade, ce n'est pas là, c'est
» à l'estomac, c'est au foie qu'est le mal : vous n'avez point
» de remèdes, point de préparations, point de médicaments
» pour calmer le feu dont je suis dévoré ! » Arnold essaya de
lui persuader que le foie était intact. «Il le faut bien, répon-
» dit-il avec amertume, puisque votre Hudson l'a décrété. »

Le 15 avril, la chambre de l'Empereur fut fermée à tout
le monde, excepté au général Montholon et à Marchand.
L'Empereur arrêta ses dernières volontés et fit son testa-
ment. Lorsque M. Antomarchi put entrer : « Voilà mes ap-
» prêts, lui dit Napoléon, je m'en vais, c'en est fait de moi. »
Le docteur voulut lui représenter que son état offrait en-
core bien des chances ; il l'arrêta : « Plus d'illusions, dit-
» il, je sais ce qui en est, je suis résigné. »

Enfin le 18, Antomarchi ayant insisté sur la nécessité de
quelques médicaments : « Non, docteur, répondit-il, l'Angle-
» terre réclame mon cadavre, il ne faut pas la faire attendre. »

Le 19, l'Empereur paraissait beaucoup mieux ; ses fidèles
compagnons d'exil n'en dissimulaient pas leur joie. « Vous
» ne vous trompez pas, leur dit-il, je vais mieux aujourd'hui ;
» mais je n'en sens pas moins que ma fin approche. Quand je
» serai mort, chacun de vous aura la douce satisfaction de
» retourner en Europe. Vous reverrez, les uns vos parents,
» les autres vos amis, et moi je retrouverai mes braves aux
» Champs-Elysées. Oui, continua-t-il en haussant la voix,
» Kléber, Desaix, Bessières, Duroc, Ney, Murat, Masséna,
» Berthier ; tous viendront à ma rencontre ; ils me parleront
» de ce que nous avons fait ensemble..... Nous causerons

» de nos guerres avec les Scipions, les Annibal, les César,
» les Frédéric....., à moins, ajouta-t-il en souriant, qu'on
» n'ait peur là-bas de voir tant de guerriers ensemble. »

Le docteur Arnold entra en ce moment. L'Empereur, après lui avoir adressé quelques mots sur ce qu'il éprouvait, dit : « C'en est fait, le coup est porté, je touche à ma fin; je
» vais rendre mon corps à la terre.... Approchez, Bertrand;
» traduisez à monsieur ce que vous allez entendre... N'omet-
» tez pas un mot... J'étais venu m'asseoir au foyer du peuple
» britannique; je demandais une loyale hospitalité. Contre
» tout ce qu'il y a de droits sur la terre, on me répondit par
» des fers. J'eusse reçu un autre accueil d'Alexandre, de
» l'empereur François, du roi de Prusse lui-même. Mais il
» appartenait à l'Angleterre de surprendre, d'entraîner les
» rois, et de donner au monde le spectacle inouï de quatre
» grandes puissances s'acharnant sur un seul homme. C'est
» le ministère anglais qui a choisi cet affreux rocher où se
» consomme, en moins de trois ans, la vie des Européens,
» pour y achever la mienne par un assassinat. Et comment
» m'a-t-on traité depuis que je suis sur cet écueil? Il n'y a
» pas une indignité dont on ne se soit fait une joie de m'a-
» breuver. Les plus simples communications de famille,
» celles même qu'on n'a jamais interdites à personne, m'ont
» été refusées.... Ma femme, mon fils, ne vivent plus pour
» moi : on m'a ainsi tenu six ans à la torture du secret.....
» Dans cette île inhospitalière, on m'a donné pour demeure
» l'endroit le moins fait pour être habité, celui où le climat
» meurtrier du tropique se fait le plus sentir; il a fallu me
» renfermer entre quatre cloisons, moi qui parcourais à che-
» val toute l'Europe! Le gouvernement britannique m'a as-
» sassiné longuement, en détail, avec préméditation, et l'in-
» fâme Hudson-Lowe a été son exécuteur des hautes œu-
» vres.... Ce gouvernement finira comme la superbe répu-
» blique de Venise. Quant à moi, mourant sur cet affreux
» rocher, privé des miens, et manquant de tout, *je lègue l'op-*
» *probre de ma mort à la maison régnante d'Angleterre.* »

Le 21, l'Empereur fit appeler son aumônier : « Je suis né
» dans la religion catholique, lui dit-il, je veux remplir les
» devoirs qu'elle impose et recevoir les secours qu'elle ad-

» ministre. » — Huit jours se passèrent encore pendant lesquels il lutta, avec des chances diverses, contre la maladie qui le tuait. Le 28 avril, il chargea Antomarchi de faire l'autopsie de son cadavre, et il lui ordonna de porter son cœur à sa *chère Marie-Louise*. « Quand je ne serai plus, ajouta-t-il, » vous vous rendrez à Rome ; vous irez trouver ma mère, » ma famille; vous leur raconterez ma maladie et ma fin ; » vous leur direz que Napoléon est mort dans l'état le plus » déplorable, abandonné, manquant de tout.... »

Le 29, après avoir bu de l'eau d'une fontaine, située à une lieue de Longwood : « Si la destinée, dit-il, veut que je me » rétablisse, j'élèverai un monument au lieu d'où cette source » jaillit, en mémoire du soulagement qu'elle m'a donné... Si, » après ma mort, on ne proscrit pas mon cadavre comme on » a proscrit ma personne, si l'on ne me refuse pas un peu de » terre, je souhaite qu'on m'inhume auprès de mes ancêtres, » dans la cathédrale d'Ajaccio en Corse, ou sur les bords » de la Seine, au milieu du peuple français que j'ai tant » aimé.... Mais, s'il ne m'est pas permis d'y reposer, qu'on » ensevelisse mon corps là où coule cette eau si douce et si » pure. »

Le 2 mai, la fièvre redoubla, le délire s'y joignit, l'Empereur parlait de la France, de son fils, de ses compagnons de gloire. « Steingel, Desaix, Masséna ! ah ! la victoire se » décide ; allez, courez, pressez la charge ; ils sont à nous. »

Le lendemain au matin il était plus calme, mais le mal continuait ses rapides progrès. Il appela ses exécuteurs testamentaires, MM. Bertrand et Montholon. « Je vais mourir, » leur dit-il avec solennité ; vous retournerez en Europe. Je » vous dois des conseils sur la conduite que vous avez à y » tenir. Vous avez partagé mon exil ; vous serez fidèles à » ma mémoire ; vous ne ferez rien qui puisse la blesser. J'ai » sanctionné tous les principes, je les ai infusés dans mes » lois, dans mes actes ; il n'y en a pas un seul que je n'aie » consacré. Malheureusement les circonstances étaient gra» ves ; j'ai été obligé de sévir, d'ajourner ; les revers sont » venus ; je n'ai pu débander l'arc, et la France a été pri» vée des *institutions libérales* que je lui destinais. Elle me » juge avec indulgence ; elle me tient compte de mes inten-

» tions; elle chérit mon nom, mes victoires : *imitez-la,*
» *soyez fidèles aux opinions que nous avons défendues, à la*
» *gloire que nous avons acquise ; il n'y a, hors de là, que*
» *honte et confusion.* »

« Le 4 mai, dit le docteur Antomarchi, l'Empereur allait plus mal. Le temps était affreux, la pluie tombait sans interruption, le vent menaçait de tout détruire. Le saule sous lequel Napoléon prenait habituellement le frais avait cédé; nos plantations étaient déracinées, éparses; un seul arbre à gomme résistait encore lorsqu'un tourbillon le saisit, l'enlève et le couche dans la boue. Rien de ce qu'aimait l'Empereur ne devait lui survivre. »

La violence de la tempête, le bruit de l'ouragan n'avaient pas tiré l'Empereur de l'assoupissement où il était plongé. A cinq heures et demie, on l'entendit murmurer ces mots : « Tête.... armée. » A six heures moins onze minutes, une légère écume couvrit ses lèvres..... son âme devint libre.

Les fonctions du geôlier ne cessèrent pas à la mort du prisonnier.— Hudson-Lowe s'opposa à ce que le corps de Napoléon fût transporté en Europe. Il laissa seulement lui rendre les honneurs militaires. On inhuma l'Empereur à Sainte-Hélène. C'est là qu'il repose, dans un quadruple cercueil, auprès de la fontaine dont l'eau fut un jour douce à ses lèvres; sa tombe, ombragée de deux saules pleureurs, est recouverte d'une large pierre que ne décore aucune inscription. Mais qu'importe? la mémoire des hommes oubliera-t-elle jamais Napoléon!

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE

WATERLOO. — SAINTE-HÉLÈNE.

1815.

15 *juin*. Commencement des hostilités.
— — Prise et combat de Charleroi.
16 — Bataille de Ligny.
18 — Bataille du Mont-Saint-Jean ou de Waterloo.
21 — Retour de l'Empereur à Paris.
22 — Abdication de l'Empereur en faveur de Napoléon II.
23 — Constitution d'un gouvernement provisoire.
26 — Convention de Chollet. — Pacification de la Vendée.
28 — Paris est mis en état de siége.
29 — Napoléon quitte Paris pour se rendre à Rochefort.
3 *juillet*. L'armée française se retire derrière la Loire.
6 — Entrée des armées étrangères à Paris.
7-8 — Fermeture de la Chambre des représentants.
8 *juillet*. Rentrée de Louis XVIII à Paris.
13 — Napoléon écrit au prince régent d'Angleterre.
15 — Napoléon s'embarque à bord du *Bellérophon*.
24 — Le *Bellérophon* arrive en Angleterre.
6 *août*. Napoléon est transféré à bord du *Northumberland*.
10 — Départ du *Northumberland* pour Sainte-Hélène.
17 *octobre*. Débarquement de Napoléon à Sainte-Hélène.

1819.

Septembre. Commencement de la maladie de Napoléon.
23 — Arrivée du docteur Antomarchi.

1821.

4 *mai*. Mort de Napoléon.
6-7-8 — Funérailles de l'Empereur.

— FIN. —

